This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 828,257

PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

VIE

DE

PLANAT DE LA FAYE

En même temps que ce volume, nous publions à petit nombre *La Correspondance intime de Planat de la Faye, de* 1806 *à* 1831, supplément à *la Vie de Planat de la Faye* (170 pages gr. in-8°, prix : 3 fr.).

L'ÉDITEUR.

Nicolas Louis PLANAT DE LA FAYE

PEINT PAR H. WINTERHALTER

VIE

DE

PLANAT DE LA FAYE, Nicolas Louis

Aide de camp des Généraux Lariboisière et Drouot
Officier d'ordonnance de Napoléon Ier

SOUVENIRS, LETTRES ET DICTÉES

RECUEILLIS ET ANNOTÉS PAR SA VEUVE

INTRODUCTION DE RENÉ VALLERY-RADOT

Trois Portraits en héliogravure

« C'est quelque chose qu'une vie de quatre-vingts ans conduite avec dignité et honneur. C'est quelque chose que la conquête de pensées aussi délicates que celles dont *** avait su remplir son âme et qui y régnaient avec tant de charme... »

(Conversation de GOETHE avec ECKERMANN.)

PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 *bis*, RUE DE RICHELIEU, 28 *bis*

—

1895

Tous droits réservés

DC
198
.PC9
A3

744917-190

INTRODUCTION

I

Napoléon, à Sainte-Hélène, écrivait dans un codicille daté du mois d'avril 1821 : « Je lègue quarante mille francs à Planat, mon officier d'ordonnance. »

Qui était ce Planat dont les lecteurs les plus intrépides ne connaissent guère le nom ? Les mémoires relatifs aux guerres du premier Empire et répandus avec une prodigalité d'éditeurs ne le mentionnent pas. A peine peut-on relever, le 16 juillet 1815, dans la relation trop oubliée du capitaine anglais Maitland, qui commandait le *Bellérophon*, ces lignes sommaires : « Tout le temps que dura le déjeuner, j'observai que le colonel Planat, qui était très attaché à Bonaparte, avait des larmes qui lui coulaient le long des joues et semblait extrêmement peiné de la situation où se trouvait son maître. » Bonaparte, ajoute Maitland, s'exprimait en termes pleins d'affection sur Planat, qui ne demandait qu'à partager la destinée de l'Empereur. Dans une note perdue à la fin du *Mémorial de Sainte-Hélène*, on lit encore : « Le colonel Planat, officier d'ordonnance, nous avait suivis jusqu'à Plymouth. » Comme le nombre des compagnons de l'Empereur prêts à partir pour

l'exil fut limité par le gouvernement anglais, Planat, d'abord choisi, fut remplacé par Gourgaud et en ressentit un violent chagrin. Il n'avait pas quitté l'Empereur depuis la Malmaison. « Nous avons pris la ferme résolution de ne point l'abandonner, écrivait Planat dans une de ses lettres. L'honneur et la reconnaissance nous en font un devoir; d'autres sentiments s'y joignent : je n'oserais dire la pitié, ce terme ne s'accorde pas avec la vénération qu'inspire un si grand homme; mais c'est une émotion vive et profonde, une espèce d'entraînement de l'âme que l'on éprouve en voyant tant de grandeur déchue, tant de prospérité changée en un abîme d'infortune. »

A l'inverse des sentiments éprouvés par quelques officiers supérieurs, l'attachement de Planat pour Napoléon avait commencé avec les revers. « Mon caractère, dit-il, dans une phrase incidente où il se peint tout entier, me portait à m'attacher au malheur. » Il s'y mêlait aussi le souvenir d'une première rencontre. C'était en 1813, à Weissenfels, pendant la campagne de Saxe. L'Empereur interrogeait son hôte, gros bourgeois, qui ne savait pas un mot de français. « Y a-t-il là un officier qui parle allemand? » dit-il d'un ton bref. Planat servit d'interprète; et comme l'Empereur lui demandait où il avait appris l'allemand : « A Berlin, pendant la campagne de 1807, Sire. »

« L'Empereur, écrit Planat, me congédia avec un petit signe de tête et un gracieux sourire qui me rendit le plus heureux des hommes. Cela ressemble un peu, ajoute-t-il spirituellement, à Mme de Sévigné qui trouvait que Louis XIV était le plus grand roi du monde, parce qu'il avait dansé avec elle. » Planat aurait dû, en remarquant ce sourire, le rapprocher d'autres et peindre le don d'agréer qu'avait l'Empereur, infus avec l'esprit de domination. Les historiens en quête de faire revivre dans toutes les nuances la physionomie si complexe de cet homme extraordinaire pourraient

retrouver la trace de ce sourire et l'effet de ce charme, quand le maître daignait être bon prince. Chateaubriand, peu suspect de bienveillance, racontant son premier entretien avec l'Empereur, dit : « Son sourire était caressant et beau. » Mme de Rémusat, dont la correspondance quotidienne ne ressemble pas à ses Mémoires si sévères, écrit au sujet d'une visite de Napoléon aux habitants de Semur : « Avec ce sourire que nous lui connaissons, il a ravi tous ceux qui l'ont vu. » Alexandre, parlant de l'entrevue de Tilsitt, s'exprime ainsi : « Je n'ai jamais eu plus de prévention contre quelqu'un que je n'en ai eu contre lui; mais après trois quarts d'heure elles ont toutes disparu comme un songe. » Même en plein désastre, sur le vaisseau qui l'emportait lui et sa fortune, Napoléon cherche encore à plaire. A la vue d'un portrait accroché dans la chambre du capitaine Maitland : « Quelle est donc cette jeune personne? demande-t-il. — Ma femme, répond Maitland. — Ah! elle est très jeune et très jolie. » Enfin, quand à Sainte-Hélène il reçoit des passagers qui ont désiré le voir, « l'Empereur, écrit Las-Cases à la date du mois de mai 1816, les a reçus avec une grâce parfaite et ce sourire qui exerce tant d'empire. »

« Soyez heureux, » disait-il à ceux qui le quittaient et retournaient en Europe. Ces mots : Soyez heureux, il les avait dits lorsque Planat dut partir et fut emmené comme prisonnier de guerre avec le duc de Rovigo et le général Lallemand, par un abus de pouvoir du gouvernement anglais. Conduit à l'île de Malte, Planat y resta plusieurs mois. Délivré, il poursuivit son idée fixe d'aller à Sainte-Hélène et de mériter d'être appelé, comme un nouveau Las-Cases, le courtisan du malheur. Il se rapprocha de la famille de Napoléon et devint le secrétaire de l'ancien roi de Westphalie, uniquement parce que Jérôme était le frère de l'Empereur. Comme Planat était de ceux qui sont nés pour se dévouer, il eut pour Jérôme et la fortune compromise de ce prince

une sollicitude qui ne fut pas récompensée. Il essaya d'arrêter les dépenses inutiles où se laissait entraîner cet ancien roi qui voulait toujours apparaître, ainsi que le comte Beugnot le vit jadis, entouré de gardes du corps au costume théâtral.

Si l'on était tenté de trouver injustes les appréciations de Planat, on pourrait se reporter à une lettre écrite par la mère de Napoléon. Inquiète de cette ruine grandissante, et faisant appel à la sagesse de sa belle-fille, Catherine, fille du roi de Wurtemberg, dont elle aimait le caractère, elle écrivait à Jérôme : « S'il le faut, diminuez votre maison, détruisez-la même en renvoyant tout le monde; ce ne sera que plus honorable de lutter et de vaincre l'infortune. Je suis convaincu que Catherine a assez de grandeur d'âme pour s'accommoder au plus strict nécessaire... Ce conseil est le seul honorable et le seul convenable à votre ancienne et à votre actuelle position, et si vous l'embrassez, ce sera la plus belle opération de votre vie. Une mère seule peut donner ce conseil... »

Ce conseil, Planat avait cependant eu le courage de le donner beaucoup plus tôt. Les secrétaires des princes et des ministres feraient bien de méditer cette lettre qui fait contraste avec les modèles proposés au répertoire des courtisans : « Je ne puis rester spectateur indifférent de votre ruine, écrivait-il fièrement au roi Jérôme; c'est une lâcheté qui me révolte. Convaincu maintenant que rien ne peut arrêter le torrent des folles dépenses dans lequel on ne cesse d'entraîner Votre Majesté, voyant que les leçons de l'expérience sont perdues pour Elle, et que les avis d'un zèle désintéressé sont regardés comme les boutades d'un censeur austère et incommode, je supplie Votre Majesté de ne pas me condamner à être le témoin d'un mal auquel je ne puis apporter remède ; je la supplie de vouloir bien m'accorder ma démission pure et simple et me permettre de

suivre le vœu le plus ardent de mon cœur, en consacrant à la défense et au service de l'Empereur le reste de mon existence. »

« Que n'ai-je Planat ! avait dit Napoléon à Las-Cases, — dans les tristes et longues soirées de Sainte-Hélène où ce vainqueur du monde en était réduit à regarder comme une conquête une heure gagnée sur le temps, — ce bon jeune homme nous serait utile ! J'en connais le prix ! » Napoléon savait, en effet, s'emparer de ces natures affectueuses et tendres. Lui dont le cœur, comme il le disait un jour à son chirurgien O'Meara, lui faisait l'effet de ne pas battre, puisqu'il ne l'avait jamais senti, excellait à faire battre le cœur des autres. Il savait, par des phrases très calculées sous leur impétuosité apparente, susciter l'héroïsme, la passion de la victoire, l'ivresse de la mort. Il étonna, il étourdit la France qui assistait à ces coups répétés de surprise et d'éclat, comme la foule assiste, en faisant la haie, aux défilés militaires. Et cet empereur qui tenait le monde entier en suspens, ce défaiseur de nations et ce faiseur de rois, reconnaissait, grâce à sa mémoire prodigieuse, tout homme à peine entrevu. Il provoquait ainsi l'enthousiasme d'un maréchal, d'un capitaine, d'un soldat par la brusque évocation d'un souvenir. Que d'existences ont été au-devant de la mort pour un seul de ses mots, un seul regard qui partait de ses yeux bleus où se peignaient d'une manière incroyable, a écrit son valet de chambre Constant, les diverses émotions dont il était agité, « tantôt extrêmement doux et caressants, tantôt sévères et durs. »

Mais à Sainte-Hélène, non seulement les bruits de gloire, mais encore les fracas de désastre s'étaient éteints. Le silence grandissait. Hudson Lowe, méfiant et brutal, comme un sous-officier de peloton de punition, multipliait les entraves, craignant toujours que son immense proie lui échappât. Le cercle où était enfermé l'Empereur se rétré-

cissait. Les amis s'en allaient. Las-Cases malade avait dû partir. Gourgaud s'était éloigné. Mme de Montholon, appelée en Europe par l'éducation de ses enfants, ne songeait qu'à faire revenir son mari. Mme Bertrand annonçait qu'elle-même devrait un jour, dans l'intérêt de ses enfants, regagner aussi la France. Alors, dans un accès de profonde tristesse, Napoléon dit à son fidèle Marchand : « Toi, tu n'as pas d'enfant à élever et tu me fermeras les yeux. Mais je le vois, il est temps que je m'en aille. »

Planat renouvelait ses démarches pour obtenir du gouvernement anglais la faveur d'aller à Sainte-Hélène. Vouloir s'exiler à deux mille lieues de l'Europe pour consoler un vaincu et soigner un mourant; n'avoir d'autre ambition que de donner sa vie dans l'ombre, l'effacement, l'oubli de soi-même; apporter à l'Empereur déchu — que les Anglais nommaient avec dédain le général Bonaparte — un respect, un dévouement plus complet et plus sincère que dans les plus beaux jours des Tuileries, n'était-ce pas quelque chose d'héroïque? Planat avait soif de ce sacrifice. Aussi sa déception, sa tristesse, sa colère furent-elles vives quand le cardinal Fesch lui écrivit au mois de septembre 1820 : « Nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'envoyer d'autres personnes à Sainte-Hélène. » Enfin, à force de démarches, de lettres écrites, de titres invoqués, Planat touchait au moment heureux, désiré, où il pourrait partir pour l'exil, quand arriva la nouvelle de la mort de l'Empereur. « Tout est fini pour moi, écrit Planat avec désespoir. J'ai perdu tout ce qui faisait ma force, tout ce qui donnait du prix à mon existence. » Et, dans l'étourdissement de son chagrin, qui lui faisait oublier la valeur des mots, il appelait Napoléon le meilleur des hommes.

Qu'allait-il faire, maintenant que sa raison d'être avait disparu? Il avouait qu'il était plongé dans une sorte de néant. Comme les natures délicates qui sont souvent in-

justes, parce qu'elles exigent que leurs enthousiasmes ou leurs douleurs soient partagés par tout le monde et qu'elles ne se rendent pas compte que faire reposer la vie sur le sentiment est ce qu'il y a de plus exceptionnel et de moins compris, Planat en voulait au monde entier, à la famille impériale surtout. D'ailleurs, en tout temps, sauf pour deux sœurs de Napoléon, — l'intelligente princesse Élisa qui était morte quelques mois avant l'Empereur et la charmante Pauline, d'une sensibilité maladive et qui aimait l'Empereur jusqu'à l'exaltation, — Planat avait pour le reste de la famille des sentiments qui faisaient contraste avec ceux que lui inspirait Napoléon. Désirant quitter l'Italie où il avait beaucoup souffert, il ne voulait pas rester en France pour ne pas donner aux ennemis de l'Empereur la joie de voir un fidèle inconsolable. Il songea un instant à se réfugier dans un coin perdu de l'Espagne où il aurait, disait-il, attendu en silence, dans une obscure végétation, la fin de toute chose.

Un général, ancien ami de son père, lui proposa de le remettre sur le tableau des officiers de l'armée. La répugnance de Planat à servir les Bourbons était invincible. Il lui semblait « que c'eût été faire outrage à la mémoire de l'Empereur. » Il mêlait à ses sentiments l'amour de la liberté et invoquait l'Acte additionnel. Napoléon n'avait-il pas dit à Benjamin Constant : « Discussions publiques, élections libres, ministres responsables, liberté de la presse, je veux tout cela. » Planat avait cru à ces promesses d'empereur. Certains esprits associèrent ainsi au culte de Napoléon la passion des idées libérales. Planat ne savait plus que faire, quand Lavalette, rentré en France, gracié par Louis XVIII, lui proposa de remplir auprès du prince Eugène, qui venait de perdre un aide de camp, ce poste de confiance. Être secrétaire du beau-fils de l'Empereur, c'était encore servir la mémoire du grand homme.

Planat partit pour Munich et vit le prince Eugène. Tous deux étaient faits pour s'entendre. N'avaient-ils pas la même droiture, qui se reflétait dans leur physionomie cordiale, la même simplicité, le même désintéressement? Est-il vrai que Napoléon, quand il songeait à divorcer, ait eu la velléité, comme l'affirme Lucien dans ses Mémoires, d'épouser celle qui devait être la femme du prince Eugène, la fille du roi de Bavière? Ce désir ne fut sans doute qu'un caprice qui lui traversa l'esprit. Il fallait à Napoléon un mariage plus éclatant pour sa gloire. Mais cette union qui convenait à sa politique, il la commanda au fils de Joséphine : « J'ai arrangé votre mariage avec la princesse Auguste, » lui écrivit-il, en lui donnant l'ordre immédiat de se rendre d'Italie à Munich.

Jamais prince et princesse ne furent d'ailleurs plus épris l'un de l'autre. Huit ans plus tard, au commencement de 1814, le prince Eugène fêtait l'anniversaire de son mariage en adressant ces mots à sa femme, avec une sentimentalité prodigue d'épithètes : « Que de bonheur, que de charmes je dois à ce 14 janvier qui a uni ma destinée à celle de la plus belle, de la meilleure, de la plus vertueuse des femmes! » Lorsque la puissance napoléonienne s'effondra, la princesse Auguste disait : « On peut nous prendre tout ce que nous possédons, mais jamais la tendresse que nous avons l'un pour l'autre. » « Dans une simple cabane, disait-elle encore, nous chercherons le bonheur que tant d'autres cherchent inutilement sur les trônes. »

A son arrivée à Munich, en 1822, Planat trouva qu'ils avaient réalisé, sauf la cabane, ce rêve de bonheur intime. « C'est un couple charmant, » écrivait Planat qui dans les premières semaines fut secrétaire du prince Eugène, à peu près dans les conditions où Gil Blas avait été secrétaire du duc de Lerme. Beaucoup d'honneurs, mais pas le moindre argent. Planat pouvait se demander comment il ferait pour

subsister les jours où il ne dînerait pas chez le prince et la princesse. Cette situation ironique dura peu. Mais si l'avenir semblait lui promettre quelque compensation, il était toujours en proie au chagrin de n'avoir pu aller à Sainte-Hélène. La reine Hortense, comprenant les regrets et presque les remords de Planat, lui écrivait, après avoir lu un livre qui donne la situation journalière de tout ce qu'avait fait et dit l'Empereur captif et malade :

« Je viens enfin de lire l'ouvrage de M. O'Meara : j'en ai le cœur tout triste. Tous ces horribles détails doivent vous faire regretter comme moi de n'avoir pu arriver assez tôt pour porter là quelques consolations. On a beau chercher à bien faire dans la vie : on ne fait jamais assez bien, et c'est surtout lorsqu'il s'agit de secourir le malheur que l'homme est toujours trop faible et qu'il devrait au contraire réunir toutes ses forces et ses moyens. Vous n'avez rien à vous reprocher, puisque vous alliez entreprendre un si pénible voyage. Mais si nous, sa famille, n'avions cessé de tourmenter ce vilain ministre anglais, peut-être aurait-il été moins barbare et cette idée m'est tout à fait pénible. »

Planat eut pendant quelque temps le projet d'écrire un ouvrage sur Napoléon. Livres, gravures, médailles, il désirait tout collectionner sans hâte, sans fièvre, comme un homme qui sait que vivre avec un sujet sans avoir la préoccupation de le publier à jour fixe est ce qu'il y a au monde de plus enviable. Charmé en outre des bons procédés et de la confiance que lui témoignaient le prince et la princesse, il était à cette période heureuse qui fait que celui qui se dévoue a, par un singulier renversement des rôles, une joie qui ressemble à la gratitude. Ces journées apaisantes furent courtes. Le prince Eugène, frappé d'une attaque d'apoplexie, mourut au mois de février 1824. « De tous ceux qui entouraient le prince Eugène, écrivit Planat, quelques jours après cette mort, personne ne perd plus que moi : il était pour

moi un frère et un protecteur. On était heureux de le servir, parce qu'il exerçait cet empire et cet entraînement que produisent la grandeur d'âme et la véritable bonté. » Et avec ce besoin de justice, que l'on retrouve dans toute la vie de Planat : « La haute réputation du prince Eugène, écrivait-il, n'est souillée d'aucune tache. » Cette phrase, Planat sut la commenter avec courage dans toutes les circonstances. Après avoir accepté, pendant huit années, d'assister dans une tutelle des plus difficiles la veuve du prince Eugène, — qui s'appela désormais la duchesse de Leuchtenberg, — après avoir protégé cette fortune princière, Planat devait défendre un patrimoine infiniment plus précieux encore : la gloire du prince Eugène.

Le monde, qui n'est pas fâché d'attaquer un homme dont la réputation intacte lui a longtemps échappé, s'empressa d'accueillir les premiers bruits défavorables à la conduite d'Eugène de Beauharnais en 1813 et en 1814. On disait que le prisonnier de Sainte-Hélène, sans formuler une plainte directe contre le prince Eugène, gardait, toutes les fois que l'on prononçait le nom de l'ancien vice-roi d'Italie, un silence significatif, et que sa physionomie avait brusquement quelque chose d'irrité. A défaut de preuve, n'y avait-il pas là l'indice d'un abandon, d'une trahison peut-être?

Secrétaire du prince Eugène, Planat, avec l'instinct des vrais amis, prévoyait les dangers, devinait les perfidies, et songeait à prémunir le prince contre les attaques. Il lui conseilla d'écrire ou de dicter les chapitres relatifs aux grands événements où s'était joué le sort de l'Empire. Déjà malade, le prince n'avait pu commencer ce travail. Plus tard, Planat avait bien emporté de Munich quelques notes importantes; mais les pièces essentielles étaient restées dans les archives secrètes.

En 1836, un des meilleurs amis de Planat, ancien officier d'état-major, le colonel Koch, se proposa de publier

l'histoire de la campagne de 1814. Parmi les documents qu'il avait rassemblés sur les affaires d'Italie, se trouvait un mémoire tenu très secret aux archives de la guerre et où il était établi que le prince Eugène trahissait l'Empereur et s'entendait avec les souverains alliés qui l'en ont récompensé, lisait-on dans ce manuscrit, en lui conservant sa fortune. Planat écrivit immédiatement à la veuve du prince Eugène pour lui raconter ce qui se passait et lui demander de « rétablir la vérité d'une manière irrécusable ». La duchesse de Leuchtenberg s'empressa de répondre que le prince Eugène avait toujours agi avec honneur et fidélité. « Dites au colonel Koch, ajoutait-elle, que j'ai le cœur français comme le prince Eugène l'avait jusqu'à son dernier soupir. Si je n'ose réclamer l'amour et l'attachement des Français, j'ose au moins, écrivit la duchesse, réclamer leur justice et celle des hommes de bien. »

Dès lors s'établit entre Planat et la duchesse une correspondance intime. Planat indiquait où telle et telle pièce importante se trouvaient. La duchesse les copiait et les adressait à Planat. Personne autour d'elle ne se douta de ces recherches qui, à travers des obstacles de toutes sortes, durèrent trois ans. « Je mourrai tranquille, écrivait la duchesse à Planat, au mois de février 1840, quand je saurai que la postérité connaîtra le prince Eugène tel qu'il mérite de l'être. » Elle mourut en 1851, après avoir laissé à Planat le soin de défendre, s'il y avait lieu, cette pure mémoire.

Il ne faut pas se fier aux disparitions intermittentes de la calomnie : c'est une ouvrière souterraine. Dans des mémoires posthumes, parus en 1857, le maréchal Marmont, duc de Raguse, accusait le prince vice-roi d'Italie, qui en novembre 1813 était maître d'une armée, d'avoir désobéi aux ordres de l'Empereur, lui prescrivant de ramener cette armée en France. « Il intrigua, écrivait Marmont, dans ses seuls intérêts. Il s'abandonna à l'étrange idée qu'il pou

vait, comme roi d'Italie, survivre à l'Empereur. Il a été la cause la plus efficace (après la cause dominante placée avant tout dans le caractère de Napoléon), la cause la plus efficace de la catastrophe. Et cependant, ajoute Marmont, avec la sourde colère de l'homme qui traîna toute sa vie la responsabilité de sa défection en 1814 et qui avait entendu jusqu'aux enfants de Venise murmurer en le montrant du doigt : « Voilà celui qui a trahi Napoléon! » et cependant la justice des hommes est si singulière qu'on s'est obstiné à représenter le prince Eugène comme le héros de la fidélité. Je tiens à conscience d'établir ces faits dont la vérité m'est parfaitement connue et qui ne sont pas sans intérêt pour l'histoire. » Le maréchal invoquait, à l'appui de cette accusation, le témoignage, en apparence irrécusable, d'un ancien aide de camp du prince Eugène. « Le général Danthouard m'a raconté, écrivait Marmont, que, se trouvant quelque temps après la Restauration à Munich et travaillant avec le prince dans son cabinet à mettre en ordre des papiers, il retrouva l'ordre écrit qu'il lui avait porté pour exécuter le mouvement dont je viens de parler. Il le lui montra et lui dit : « Croyez-vous, Monseigneur, qu'il soit bien de conserver ce papier? — Non, » dit Eugène. Et il le jeta au feu. »

L'accusation était précise, absolue. Qui donc pouvait se lever pour la contredire? Quel vengeur s'armerait prêt à engager une polémique sur ces faits lointains? Du fond de son fauteuil où il était immobilisé par la souffrance et la vieillesse, Planat écrivit au journal *le Siècle*, à la date du 18 février 1857 : « J'ai entre mes mains les preuves irrécusables de la complète fausseté de tout ce qu'avance le maréchal Marmont. » Et, en attendant qu'il présentât au public ces documents, Planat repoussait, indigné, « d'odieuses assertions aussi dénuées de vérité que de preuves. »

Les trois filles du prince Eugène, devenues, l'aînée reine

de Suède, la seconde impératrice du Brésil et la plus jeune princesse de Wurtemberg, avaient toujours vécu dans l'ignorance des calomnies dirigées contre leur père. Après avoir lu la lettre adressée par Planat au journal *le Siècle*, la reine de Suède s'empressa d'écrire à Planat : « Toute la belle vie du prince Eugène est là pour vous appuyer et pour convaincre le plus grand nombre. Mais, hélas! il n'a plus de fils pour défendre son honneur, et que peuvent ses trois filles qui n'ont d'autre avocat pour défendre cette noble vie que leur cœur filial, leur foi dans l'honneur de leur père et les leçons de dévouement et de fidélité à l'Empereur qu'elles reçurent de sa bouche dans leur enfance? Le monde voudra des documents et je me demande où vous trouverez des preuves écrites... » Ces preuves, Planat pouvait les envoyer trois semaines après l'attaque. La brochure qu'il publia le 6 mars contenait trente-trois documents qui appartiennent désormais à l'histoire et qu'on retrouvera dans ce volume. « Je m'estime bien heureux, écrivait Planat à la reine de Suède, d'avoir pu défendre encore la mémoire de votre glorieux père qui est pour moi l'objet d'un véritable culte et le restera jusqu'à mon dernier soupir. »

La princesse de Wurtemberg, d'un tempérament nerveux à l'excès, avait été dans un état terrible en lisant les Mémoires de Marmont. Planat essayait de la calmer. N'était-il pas là toujours fidèle et toujours vigilant, en mesure de prouver que les ordres et instructions de l'Empereur n'avaient pas été brûlés, qu'ils existaient dans les archives ducales de Leuchtenberg? Ces ordres ne prescrivaient pas au prince d'évacuer le royaume d'Italie : ils lui prescrivaient le contraire. Et, pour achever de faire crouler l'échafaudage de Marmont, Planat affirmait que Danthouard, qui était devenu l'ennemi du prince Eugène, n'était jamais allé à Munich depuis la chute de l'Empire. Comme une seconde édition des Mémoires du duc de Raguse allait paraître, Pla-

nat conseilla à la princesse d'exiger que les pièces officielles qu'il avait recueillies fussent insérées à la suite des Mémoires. L'éditeur ne s'y prêta pas. Un procès fut intenté. « Je n'ai pour moi que la vérité, avait dit Planat, en songeant qu'il n'était rien, qu'il n'avait aucun appui ; je n'ai pour moi que la vérité, mais j'espère qu'elle me suffira. » La princesse mourut peu de jours après l'assignation. La reine de Suède et l'impératrice du Brésil reprirent le procès. Le ministre de Suède en était officiellement chargé; mais Planat eut en réalité à le diriger exclusivement. Il s'épuisa en démarches de toutes sortes; il se heurta même aux insinuations les plus malveillantes sur l'origine des pièces produites. Planat prouva aux juges l'authenticité de toutes ces pièces copiées sur les originaux, ou écrits presque en totalité de la main même de la duchesse de Leuchtenberg. Le 24 juillet 1857, le tribunal prononça le jugement suivant : « Attendu que l'inexactitude de l'assertion de Marmont est démontrée jusqu'à l'évidence par les pièces soumises au tribunal, telles qu'elles ont été recueillies par les soins du sieur Planat de la Faye, pièces dont l'authenticité ne saurait être contestée, ordonne que Perrotin sera tenu d'insérer les trente-trois documents recueillis par Planat de la Faye. » Appel fut interjeté. Planat presque mourant recommença la lutte. N'était-ce pas d'ailleurs, comme il le disait lui-même, faire une bonne fin?

Planat sollicita et obtint de la grande-duchesse Marie de Russie l'envoi de l'original même de certains documents pour les garder entre ses mains tant qu'il le jugerait nécessaire et pour les produire au besoin. En avril 1858, le procès revint devant la Cour. Ceux qui seraient curieux d'en retrouver la trace peuvent lire le livre de conclusions et réquisitoires d'Oscar de Vallée. Marmont, « cet homme qui a fait pleurer des larmes de sang à toute une génération d'héroïques soldats, ses compagnons d'armes, »

« avait dû se dire, s'écriait Oscar de Vallée, que s'il parvenait à faire croire à la trahison du prince Eugène, elle dépasserait de beaucoup et ferait oublier la sienne. » Et, sur le ton de prosopopée qu'il ne dédaignait pas, Oscar de Vallée ajoutait : « Nous ne mourons pas tout entiers. Vous défendez bien contre les profanations les blocs de marbre ou de pierre qui recouvrent la cendre des morts; vous devez donc écarter des tombeaux la calomnie qui s'y veut attacher. »

Le premier arrêt fut confirmé de la façon la plus éclatante.

II

Qu'il y eût en jeu la gloire d'un nom historique ou le salut d'une humble destinée, Planat obéissait toujours à la fois à un besoin de justice et à un sentiment généreux. A la suite du coup d'État de 1851, le domestique de Planat, Auguste Rieder, fut arrêté sur la simple dénonciation d'un grainetier et d'un porteur d'eau. Ces deux voisins accusaient Rieder d'avoir prononcé des paroles injurieuses contre le Président. L'histoire mérite d'être racontée. On voit à quel point, dans les époques troublées, on met à trouver un homme coupable le soin que l'on devrait apporter à découvrir qu'il est innocent.

Rieder s'était contenté de dire que Louis Bonaparte n'avait pas eu raison de dissoudre l'Assemblée puisqu'il n'en avait pas le droit et que, s'il se montrait dans les rues, il pourrait bien attraper un coup de fusil. Ces mots avaient été dits, non dans un lieu public, mais dans la cuisine de Planat. Rieder fut jeté à la Conciergerie, transféré au fort de Bicêtre, puis au fort d'Ivry. Planat, dès le lendemain de l'arrestation, était allé à la Préfecture réclamer Rieder, qui

le servait depuis sept ans. On renvoya Planat de Bicêtre à Ivry par un temps glacial. Dans un récit personnel, Rieder raconte l'effet que lui fit son vieux maître arrivant, épuisé de fatigue, pour le consoler, lui donner des moyens de défense, lui démontrer que l'affaire ne pouvait avoir aucune suite grave.

Planat se trompait. « Le 9 janvier, écrivait Rieder dans son journal intime, M. Démosthène Ollivier (qui était arrêté également et traité de la même façon) nous dit que son fils Émile était accouru tout en pleurs, lui dire qu'il l'embrassait pour la dernière fois, qu'il avait tout fait pour le sauver, et n'avait rien pu obtenir; qu'on ne voulait revenir sur aucune décision prise, que le général Saint-Arnaud avait dit : « Dans cinq jours, j'en réunirai cinq cents ; je les enverrai au Havre, de là à Brest, et ensuite à Cayenne, sans aucun retard. » Parmi ces condamnés au bagne, sans jugement, il y avait, outre Démosthène Ollivier, un avocat, un auteur dramatique, un ancien colonel et un médecin. Rieder partit pour Brest. Planat protesta contre cette erreur qui n'était même pas une erreur judiciaire, dans une lettre adressée au Prince-Président. Il énumérait avec fierté ses anciens et glorieux titres qui l'avaient attaché au grand Empereur. Tout autre officier d'ordonnance eût rappelé ces souvenirs pour solliciter quelque faveur personnelle. Planat était de ceux qui passent dans la vie sans jamais rien demander pour eux-mêmes. Il ne formulait qu'un désir : la liberté de ce domestique ou son renvoi devant un tribunal. En même temps, Planat adressait ces mots à Rieder : « Ayez donc bon courage, mon cher Auguste, et comptez toujours sur l'affection et l'appui de vos maîtres, qui vous chérissent comme vous méritez de l'être. »

Un mois se passa. Rieder était à Brest. Il fallut que Planat écrivît une nouvelle lettre au secrétaire de la Présidence pour protester de nouveau. Même après l'ordre télégra-

phique, adressé par Persigny au préfet maritime de Brest, de relâcher immédiatement Rieder, le mauvais vouloir des subalternes était tel que si Rieder n'avait pas dit aux gendarmes chargés de faire l'appel des condamnés : « Je suis très sûr qu'il y a un ordre exprès pour moi, cherchez bien dans vos poches, » il risquait de partir pour Cayenne.

Le 1er février, il arrivait à Paris. « En rentrant à la maison (raconte Rieder), j'eus la douleur d'apprendre que M. Planat était encore malade, par suite des peines et des fatigues que je lui avais causées. Je ne voulais pas le réveiller si matin; mais le petit domestique, qui couchait dans l'antichambre, me dit que Monsieur aurait trop de plaisir à me revoir. Il prit une lumière et m'introduisit dans la chambre à coucher. En se réveillant, Monsieur ne me reconnut pas tout de suite, tant j'étais maigre et pâle, avec une barbe qui n'avait pas été faite depuis un mois. Le petit domestique lui dit : « Monsieur, c'est Auguste. » Alors Monsieur se mit sur son séant et me tendit la main en me disant avec une expression de joie : « Ah! c'est toi, mon pauvre martyr! Dieu soit loué ! j'espère que nous ne nous quitterons plus ! »

A côté des enfants du prince Eugène et de ce domestique, un autre témoin aurait pu se lever pour rendre hommage au dévouement infini de Planat. C'était Daniel Manin...

Celui qui, au mois de mars 1848, avait arraché Venise à la domination autrichienne et secoué le joug qui pesait sur la ville des doges depuis cinquante ans, depuis le traité de Campo-Formio ; cet avocat qui avait proclamé courageusement la République; ce dictateur qui échangeait avec l'assemblée des Vénitiens ces simples mots : Vous voulez résister ? — Oui — A tout prix? — A tout prix — Rappelez-vous que je vous imposerai des sacrifices énormes. — Nous les ferons ; » ce tribun qui, dans cette ville affamée, bombardée, décimée par l'escadre autrichienne, rele-

vait les courages et gardait sa popularité sans avoir dit un mot qui ne fût pas sincère; ce héros en redingote qui, après dix-huit mois de cette défense, entendait le peuple passer sous ses fenêtres et dire filialement : « C'est là qu'est notre pauvre père. Il a tant souffert pour nous ! » ce vaincu, cet exilé vivait tristement à Paris, à la recherche de quelques leçons d'italien qui lui permettaient de gagner sa vie. Tous les malheurs l'avaient frappé. A peine arrivé en France, il avait perdu sa femme. Sa fille, toujours malade lui demandait pardon de l'attrister par le spectacle perpétuel de crises douloureuses. A travers ses larmes, elle souriait. N'était-ce pas comme l'image de la patrie vivante et souffrante? Elle n'aurait jamais voulu que son père s'éloignât d'elle. Quand ce donneur de leçons au cachet, que l'on nommait un jour dédaigneusement le doge à lunettes, regagnait le haut de la rue Blanche où il demeurait et s'approchait d'Emilia, de celle qu'il appelait avec angoisse *la santa martire*, la lumière et presque la joie pénétraient dans cette chambre de mourante. Elle succomba le 23 janvier 1854, entre les bras de Mme Planat.

Si nous n'avons pas encore prononcé le nom de Mme Planat, c'est qu'elle s'effaçait toujours derrière celui qui lui inspirait un vif sentiment d'admiration. Elle avait vingt-sept ans lorsqu'elle épousa Planat qui en avait quarante-huit. Bavaroise de naissance, elle était Française de cœur. Son père, M. de Kerstorf, avait passé en France une partie de sa vie. Il aimait notre pays et disait : « Toutes les améliorations qui se sont produites depuis quarante ans dans nos institutions politiques, administratives et judiciaires, nous les devons aux idées françaises. » Bien que Planat eût deviné, dès les premiers jours, les sentiments généreux qu'il y avait dans cette femme dont la sincérité était vive, impétueuse, il ne prévoyait pas à quel degré elle était capable d'atteindre. Elle avait, comme lui, la passion du dévoue-

ment. Pendant la longue agonie d'Emilia Manin, Mme Planat ne la quitta pas. « Ma femme est inconsolable de cette mort, écrivait Planat; elle avait voué à cette pauvre créature l'attachement le plus tendre. »

En proie à toutes les douleurs morales, se débattant dans les difficultés matérielles de la vie, Manin sentit plus ardente encore l'ambition de se dévouer pour l'Italie. Il groupa, autour de ses chers Planat, un certain nombre d'amis qui obéissaient aux enthousiasmes désintéressés dont on était pénétré dans cette maison hospitalière au malheur. Cet appartement, situé au coin du boulevard des Italiens et de la rue de la Chaussée-d'Antin, réunissait les hommes toujours prêts à plaider les nobles causes. Ils ne trouvaient pas que la France dût s'enfermer dans le domaine étroit de ses intérêts exclusifs. Dès qu'une oppression pesait sur quelque point de l'Europe, ils protestaient au nom de l'éternelle justice. Faire que Venise fût libre, permettre à l'Italie de se reconstituer, tel était le programme de cette politique de sentiment. L'imprudence qu'ils commirent ne diminue pas la grandeur de leur âme. Le dévouement ne se mesure pas aux résultats. C'était la cause de la civilisation qu'ils soutenaient. Manin leur apparaissait comme la protestation du droit contre la force.

En dehors de ses qualités morales, Manin avait un esprit plein de ressources. Il y a deux manières d'être habile en politique. On peut employer les petits moyens et les combinaisons sournoises qui permettent de tendre des pièges à des adversaires et souvent à des amis que l'on veut écarter de sa route. C'est la méthode la plus générale. Il en est une autre qui consiste à n'avoir que de hautes prévisions et à ne chercher dans les hommes que des collaborateurs pour un noble but. Bien qu'il fût républicain, Manin trouvait que, pour arriver à l'indépendance et à l'unité italiennes, le parti républicain devait sacrifier ses préférences politiques à l'in-

térêt national et reconnaître la monarchie, si elle concourait loyalement à faire l'Italie. Malgré les attaques violentes de certains républicains qui ne lui pardonnaient pas d'accepter la royauté à telles et telles conditions, et les colères des royalistes qui n'admettaient pas que l'on fixât des règles à la royauté, sa tactique fut comprise. Garibaldi, qui avait des heures de bon sens à travers des journées d'emportement, s'y rallia. « Je ne suis bon qu'à gouverner les hommes, » disait Manin à M. Legouvé, avec un mélange de tristesse et d'ironie. Répudiant Mazzini et ses complots, Manin se rapprocha de celui qui mériterait d'être appelé le ministre libéral par excellence, de Cavour. Dans un entretien qui eut lieu à Paris, il fut séduit par cet homme dont le bon sens était compagnon de la bonne humeur. Ne s'effrayant pas des attaques, Cavour mettait un ministre constitutionnel au-dessus d'un ministre de gouvernement absolu, parce que, disait-il gaiement, la plus mauvaise des chambres est encore préférable à la plus brillante des antichambres.

Manin revivait ainsi à l'espérance quand il succomba à une maladie de cœur. Le 12 septembre 1857, il appela son fils et l'embrassa une dernière fois. Son visage garda la sérénité du patriote qui avait servi en France la cause de l'Italie aussi bien, mieux peut-être, que s'il eût été à Venise, sur la place Saint-Marc, au milieu d'une foule rendue tour à tour enthousiaste ou docile par une seule de ses paroles d'honnête homme intrépide. L'hospitalité qu'il avait reçue vivant le suivit dans la mort. Le peintre Ary Scheffer le fit placer à Montmartre dans un caveau de famille. Manin devait y rester près de dix ans, jusqu'en 1867, quand son cercueil revint triomphalement dans Venise délivrée.

Reprenant la tâche de celui qui avait disparu, M. et Mme Planat résolurent de reconstituer les actes de Manin pendant les dix-huit mois de son pouvoir à Venise. M. et Mme Planat, ne songeant qu'au triomphe de certaines

idées, sans jamais s'occuper de leur réputation personnelle, apportèrent à Henri Martin tous les documents qui lui permirent de faire paraître un livre où éclataient la revendication de l'alliance fraternelle entre peuples gallo-latins, le principe des nationalités, l'appel à la conscience européenne. De semblables pensées furent la préface de la guerre avec l'Autriche, qui devait éclater en 1859. Quelques esprits clairvoyants n'envisageaient pas sans inquiétude ce principe des nationalités et le danger que pouvait avoir pour la France le voisinage de peuples trop puissants. Les petits États dont nous étions entourés n'étaient-ils pas, en effet, la ceinture, le tampon qui nous mettait à l'abri de chocs trop rudes et immédiats ? Mais, dans sa générosité imprudente, la France ne calculait rien : elle voyait un peuple qui souffrait et qui l'invoquait : elle était impatiente de répondre : Me voici. Cavour sentait venir ce vent d'enthousiasme qui partait de la France. Ainsi secondé, il préparait l'opinion de l'Europe aux entreprises de Victor-Emmanuel. Il poussait l'habileté jusqu'à dire hardiment le but que son roi et lui poursuivaient. « Je connais l'art de tromper les diplomates, disait Cavour en souriant, je dis la vérité et je suis certain qu'ils ne me croient pas. » Au mois de juillet 1858, Cavour et l'Empereur eurent une entrevue à Plombières. L'entente était faite. « L'Autriche, disait l'Empereur l'année suivante, dans sa proclamation de guerre, a amené les choses à cette extrémité qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique. »

Les noms de Magenta et de Solférino résonnèrent triomphalement. Tout annonçait l'exécution du programme impérial quand, après deux mois de campagne, Napoléon signa brusquement, à Villafranca, les préliminaires de la paix avec l'empereur d'Autriche. Dans sa crainte d'une guerre générale, Napoléon III avait voulu arrêter l'incendie comme on arrête un feu de cheminée. Il proclamait qu'une

confédération de tous les États de l'Italie allait se constituer sous la présidence honoraire du Pape et que la Vénétie, si elle restait sous la domination de l'Autriche, formerait néanmoins une province italienne. Sauf le parti ultramontain, représenté par le journal *l'Univers* qui s'écriait avec allégresse : « Gloire aux deux empereurs catholiques, qui ont fait entre eux la paix du monde et qui se réservent la protection de l'Église ! » la déception était profonde. La France avait été stupéfaite de voir son armée arrêtée en pleines victoires. L'Italie, au lieu de constater avec joie la réunion de la Lombardie au Piémont, ne songeait qu'à ses désirs ambitieux. En France comme en Italie, les partis ardents étaient consternés. Planat écrivait au fils de Manin, engagé dans l'armée italienne et qui avait espéré entrer à Venise, une lettre où éclataient la douleur et l'indignation. Et comme il fallait toujours que Planat se dévouât à une idée personnifiée dans un nom, qui devenait un symbole, il reporta dès lors sur Garibaldi l'enthousiasme qu'il avait pour Manin.

Dans un livre sur Cavour, Charles de Mazade raconte que Victor-Emmanuel, sombre et mécontent, en bras de chemise comme un troupier au repos, s'assit et dit à une des personnes qui l'entouraient de lire devant son premier ministre les préliminaires de la paix. La colère de Cavour fut telle qu'il fallut que le roi priât le général La Marmora de ne pas quitter le ministre. Cavour, ordinairement si maître de ses impressions et qui avait dans sa valise diplomatique plus d'un tour en réserve, sentait son esprit en pleine déroute. Séance tenante, il donna sa démission. Le sentiment public lui en sut gré. Rompre les entraves qui s'opposaient à l'unité et à l'indépendance de l'Italie, c'était l'idée fixe.

Napoléon III essaya en vain de contenir les efforts de ses voisins trop remuants. Il ne le pouvait plus. D'ailleurs, ses conseils officiels, si pressants qu'ils fussent, étaient-ils bien conformes à certaines paroles énigmatiques ? En faisant ses

adieux à Victor-Emmanuel, l'Empereur n'avait-il pas dit avec son paisible et mystérieux sourire : « Nous allons voir maintenant ce que les Italiens pourront faire tout seuls. » Que se passait-il dans cette pensée voilée comme ce regard insaisissable? Étrange souverain qui déconcertera plus d'un historien! Il a été maître absolu et il avait une volonté hésitante; il a fait la guerre et il ne pouvait voir l'effusion du sang; il s'appelait Napoléon et il repoussait toute idée de conquête violente. Tandis que l'oncle ne cherchait dans sa politique intérieure ou étrangère que sa puissance personnelle, le neveu se perdait en combinaisons incessantes, mêlées à un fatalisme indolent.

A la fin de décembre 1859, et à la veille d'un congrès projeté pour examiner la question du Saint-Siège dans ses rapports avec l'Italie, paraissait une brochure d'origine mystérieuse, inspirée, sinon dictée par Napoléon III. Elle était intitulée : *Le Pape et le Congrès*. Tout en proclamant le maintien du pouvoir temporel, l'Empereur proposait de réduire ce pouvoir terrestre. L'autorité religieuse et paternelle du Pape avait-elle besoin de quelques lambeaux de provinces? Ne pouvait-on imaginer un gouvernement pontifical qui serait « une sorte d'oasis où les passions et les intérêts de la politique n'aborderaient pas, et qui n'aurait que les douces et calmes perspectives du monde spirituel? » Si Napoléon III avait eu l'illusion de penser qu'en s'intitulant fils aîné de l'Église, il pouvait parler en fils majeur et donner respectueusement des conseils, il fut bientôt détrompé. Six jours après l'apparition de la brochure, le *Journal de Rome* définissait ce manifeste impérial une thèse insidieuse « pour les esprits faibles et un sujet de douleur pour les bons catholiques ». Louis Veuillot s'empressait d'enfermer la France dans ces dilemmes que les hommes de foi ou de parti aiment à proposer aux foules : « Ou Pie IX ou Garibaldi! » s'écriait-il.

Au milieu de ces conflits d'idées et de sentiments, dans ce pêle-mêle de passions, Cavour remontait au pouvoir. Il se rendait bien compte que le gouvernement de Napoléon III, malgré son amour des idées, ne pouvait s'éloigner de toutes les réalités de la politique, et qu'il n'encouragerait pas sans compensation les projets d'un voisin maître de tous les passages des Alpes. « Le nœud de la question, écrivait Cavour au comte Pepoli, me paraît être non plus dans la Toscane (qui s'était offerte à l'Italie), ni dans la Romagne (que l'on pouvait désormais considérer comme détachée du Saint-Siège), mais en Savoie. » Un Italien, d'Azeglio, écrivait avec justesse : « Nous ne pouvons pas être pour les nationalités en deçà des Alpes et leur adversaire au delà. Une fois que les Savoisiens auront dit : « Nous nous annexons à la France! » ce sera comme un père qui marie sa fille selon ses désirs, l'embrasse le cœur serré, lui souhaite toute sorte de bonheur et lui dit adieu. »

Garibaldi, qui savait mieux comment on soulève un peuple que comment on le gouverne, se trouvait brusquement, par la cession de Nice où il était né en 1807, dénaturalisé, selon l'expression dont il se servait dans une lettre adressée à Planat, à la date du 27 avril 1860. Sa colère était sans bornes. Il continuait bien encore, ainsi qu'il l'écrivait dans cette même lettre, à être l'ami de la France, « l'ami de la grande nation à qui nous devons tant, » ajoutait-il, mais il n'admettait pas les arrangements pris entre Cavour et l'Empereur. Garibaldi regardait, pour employer les termes d'un écrivain italien, la diplomatie comme une perfidie, le repos comme une lâcheté et tout ménagement comme une bassesse. Qu'allait-il faire dans son impatience irritée, lui qui ne doutait de rien?

Coiffé de son feutre gris, vêtu de sa chemise rouge, tenant à la fois du général et de l'aventurier, acclamé comme un héros, ou traité comme un forban, dédaigneux

des honneurs, fier de sa pauvreté, aimant la guerre comme on l'aimait jadis, à coups d'audace, en vrai chef de partisans, capable de prendre à lui seul toute une ville comme il avait pris Varèse en 1859, décidé à avoir pour programme les mots de Dante : Faire l'Italie, même avec le diable, il se préparait à tenter, avec une poignée d'hommes, l'expédition de Sicile. Le rendez-vous avait été donné le 5 mai 1860, à quelques lieues de Gênes, dans la villa Spinola, sur le bord de la mer. Deux navires, le *Piemonte* et le *Lombardo*, devaient emporter un millier de volontaires, décidés à suivre aveuglément le chef radieux qui emmenait son fils avec lui. Georges Manin était venu s'enrôler. « Il y avait en moi, écrivait ce jeune homme à M. et à Mme Planat, le matin même du départ, comme un sentiment de honte de n'avoir rien fait pour mon pays dans la dernière campagne, bien que ma conscience ne me reprochât rien. Cette fois, j'espère me dédommager. Je sens que mon père approuverait ma conduite ; cela me rend du calme et me fera supporter mon sort, quel qu'il soit. »

Les heures passaient, la nuit venait. On entendait sur la plage un murmure de commandements. Pas de cris, pas de chants. Toute la troupe attendait par une de ces nuits italiennes, si calmes et si pures, que les vaisseaux annoncés parussent au large. « O nuit du 5 mai, écrivait Garibaldi dans le récit qu'il a publié de cette expédition, nuit éclairée par le feu des mille flambeaux dont le Tout-Puissant a orné l'espace, nuit tranquille, imposante, tu étais belle, nuit du grand complot ! »

Le débarquement à Marsala le 11 mai, la victoire de Calatafimi, l'entrée à Palerme, la conquête de la Sicile et les projets sur Naples, tout cela est du domaine de l'histoire et semble appartenir à la légende : « Tout s'efface devant les actions héroïques de Garibaldi et de ses braves compagnons, » écrivait Planat. Manin lui semblait avoir été le

prophète d'une indépendance italienne dont Garibaldi était l'envoyé. Comme les pensées de Planat se concentraient toujours sur Venise, il espérait que la malheureuse esclave, ainsi qu'il l'appelait, ne tarderait pas à être délivrée. Parler de Venise comme d'une princesse enchaînée ; se faire redresseur de toute espèce de torts au risque de s'exposer à toutes sortes de mésaventures ; aller droit aux faibles ; défier les puissants ; regarder comme des compatriotes tous ceux qui détestaient la violence et l'injustice ; s'appeler enfin citoyen du monde, n'était-ce pas avoir quelque chose de grandiose et d'attendrissant comme le héros de Cervantès ?

Si Garibaldi inspirait à Planat tant d'admiration, c'est qu'il y avait, dans ce dictateur acclamé et qui voulait faire à Victor-Emmanuel une part de roi dans l'entrée triomphale à Naples le 7 novembre 1860, un désintéressement de héros. Vainement Victor-Emmanuel offrit-il à Garibaldi un château de la liste civile, une dotation pour son fils aîné, le collier de l'Annonciade, Garibaldi, sans avoir voulu rien accepter, revint dans l'île de Caprera.

Après l'annexion de Naples, Garibaldi aurait voulu, suivi de ses volontaires, gagner Rome et Venise. Cavour essayait de calmer ces témérités. Ne fallait-il pas procéder par étapes successives dans cette voie difficile de l'unité ? Mais comment faire entendre la patience et la raison, c'est-à-dire le fonds même de la politique, à Garibaldi qui était l'impulsion faite homme ? Il voyait le monde à travers ses antipathies violentes et la fixité d'un idéal, qu'il voulait réaliser à tout prix et tout de suite. S'il partait un instant apaisé par Cavour, ce n'étaient que projets remis. En 1862, Cavour n'existait plus. Rien ne pouvait retenir Garibaldi. Il prenait pour mot de ralliement : Rome ou la mort. Il s'insurgea contre le gouvernement de Victor-Emmanuel. Vaincu et blessé dans la montagne d'Aspromonte, Garibaldi fut obligé de se rendre. On le transporta au fort de Varignano, près de

la Spezzia. Certes, Planat aurait voulu qu'il y eût dans ce terrible homme beaucoup des vertus de Manin, et un peu des qualités de Cavour. Mais, toujours entraîné par l'admiration que lui inspirait un désintéressement absolu, il l'appelait son cher général; il le suppliait de recevoir le chirurgien français Nélaton qui examinerait sa blessure. Et, dans une phrase où se révèlent la simplicité et la bonté de ce vieillard qui, à la veille de mourir, ne songeait qu'aux autres : « Vous ne sauriez, écrivait-il à Garibaldi, me donner une plus grande preuve de votre affection. » Garibaldi accepta.

Des souffrances de plus en plus cruelles s'abattirent sur Planat. Il devint aveugle. Quand la nuit sans fin s'annonçait, il pouvait, bien qu'il n'aimât pas à faire un retour sur le passé, se dire avec tranquillité le mot parfois plein d'angoisses qui revient devant l'esprit des mourants : Qu'ai-je fait ici-bas ? « Remplir son devoir et accomplir dans sa petite sphère le plus de bien et le moins de mal possible, telle est ma religion, et voilà à quoi elle se réduit, » avait-il dit un jour. Il avait fait mieux. Sa vie n'avait-elle pas été un dévouement perpétuel en action ?

Il mourut à la fin d'avril 1864; il n'avait voulu qu'un petit nombre d'amis derrière son modeste cercueil; mais ces amis s'appelaient Henri Martin, Carnot, Lanfrey, Jules Simon. En revenant du cimetière, Ferdinand de Lasteyrie écrivait dans le journal *le Temps :* « Toutes les pensées se reportaient vers une autre douleur si grande et si profonde que nulle consolation ne saurait lui être offerte. Tout le monde savait que, depuis de longues années, un autre cœur battait à l'unisson de celui de Planat de la Faye, ouvert comme le sien à tous les nobles et généreux enthousiasmes. »

III

Celle dont on parlait ainsi était la vraie femme de notre époque, dans les milieux privilégiés : non seulement la compagne et la confidente, mais encore la collaboratrice prête au besoin à continuer l'œuvre inachevée, — pur reflet de la lumière reçue. M. et Mme Planat, dans une intimité parfaite, dans la même communion d'idées et de sentiments, avaient adopté pour règle religieuse la doctrine prêchée par Channing, la doctrine unitairienne. Très répandue en Angleterre et en Amérique, cette doctrine a si peu d'adeptes en France que Planat et sa femme étaient peut-être les seuls représentants de ce système réformateur qui conserve le souffle pur de l'Évangile, sans y mêler aucun dogme. Tout en n'éprouvant pas le besoin de faire de la propagande, car ils respectaient infiniment les convictions des autres, M. et Mme Planat se gardaient de ne pas dire leur pensée. Peu leur importaient les sourires, les phrases toutes faites, l'ironie des gens qui leur demandaient : Quel est donc votre temple ? Tous deux croyaient, comme Channing, que la vraie religion est le culte d'un Être parfait. Tous deux croyaient également qu'il y a une famille de grandes et bonnes âmes qui appartiennent à une Église universelle.

« Ceux qui ont ainsi vécu, écrivait Henri Martin à Mme Planat, sont sortis de ce monde plus grands, plus éprouvés et meilleurs qu'ils n'y étaient entrés ; ils ont accompli la loi essentielle des êtres intelligents et conscients : le perfectionnement de soi-même. »

Quand un être que l'on a aimé par-dessus tout disparaît, il y a quelque chose de plus cruel que toutes les douleurs, c'est la désorientation où l'on se trouve de n'avoir plus à se dévouer pour celui qui représentait chaque jour et à

chaque heure un sentiment fixe. Restée veuve, Mme Planat n'aurait pu se résigner à la tristesse infinie de ne songer qu'à elle-même. Se réfugiant dans ses souvenirs, elle voulut reconstituer l'existence entière de Planat. Si elle n'eut pas toujours le sentiment exact des proportions, c'est que rien de ce qu'avait dit ou fait son mari ne lui semblait indifférent. Elle accumulait tout avec fièvre, ajoutant notes sur notes. Elle consultait tout le monde, non sur ce qu'il fallait retrancher, mais sur ce que l'on pourrait ajouter encore aux matériaux accumulés. Quelques faits, comme ceux relatifs à la conduite du prince Eugène, avaient déjà été publiés par Planat. Elle voulut les remettre en lumière. Pendant six ans, elle vécut dans ce travail qui fut sa seule consolation. Elle l'acheva au mois d'avril 1870. Tous les sentiments d'une France chevaleresque et désintéressée se reflètent dans des centaines de pages qu'il a fallu resserrer en un volume [1].

Pierre Lanfrey, après avoir lu ces souvenirs, ces dictées et ces lettres, avait été charmé à la fois par ce naturel si parfait et par la constante noblesse de ce caractère. Il avait promis à Mme Planat d'écrire un jour l'introduction du livre. Certes les jugements de Lanfrey et de Planat sur Napoléon ne se ressemblaient guère. Planat avait poussé l'enthousiasme jusqu'au fanatisme; Lanfrey n'avait peint l'Empereur qu'à travers des partis pris violents. Le comte d'Haussonville père, jugeant les critiques de Lanfrey sur Napoléon, disait : « M. Thiers a tenu à faire gagner à Napoléon toutes ses batailles, même celles qu'il a réellement perdues; Lanfrey s'est efforcé à lui faire presque perdre toutes celles qu'il a effectivement gagnées. » Lanfrey se serait hâté d'arriver à d'autres chapitres. Il aurait montré, avec la délicatesse qui était au fond de sa nature en

1. Nous avons dû réserver pour un supplément, qui ne saurait intéresser qu'un très petit nombre de lecteurs, une partie de la correspondance intime.

apparence froide et hautaine, toute l'admiration qu'il avait éprouvée pour ce mari et cette femme, pour ces deux êtres exceptionnels : « Tout m'autorisait à compter avec sécurité sur l'accomplissement d'une précieuse promesse, » écrivait avec désespoir Mme Planat, à la fin de 1877, quand elle apprit la mort de celui en qui revivait quelque chose de Vauvenargues et d'Armand Carrel. Comme eux, il avait le désir de l'action, le sentiment de la dignité et de la fierté. Ce dernier mot revient souvent dans les écrits de Lanfrey, comme pour refléter sa qualité maîtresse.

Agée, triste, à demi aveugle, selon les trois adjectifs qu'elle s'appliquait à elle-même, Mme Planat ne connut cependant pas l'angoisse de la solitude. Un chroniqueur mondain, devenu un philosophe pessimiste, écrivait un jour, de son lit de douleur : « Paris n'aime que les gens bien portants, parce qu'il n'aime que le succès, et que la maladie est un revers ainsi que la pauvreté. » Que d'amis, en effet, n'ayant plus rien à attendre d'un mourant, invoquent des motifs de discrétion pour ne pas venir lui serrer la main! Henri Heine, paralysé et de plus en plus délaissé, recevant un jour la visite de Berlioz, s'écriait avec un mélange de reconnaissance et d'ironie où se concentraient bien des tristesses : « Ah! Berlioz, vous venez me voir! Vous avez toujours été un original. » Dans ce Paris si oublieux, Mme Planat avait conservé plus d'un ami. Je ne veux parler que de ceux qui ne sont plus. Les vivants s'offenseraient qu'on leur fît un mérite de ce qu'ils ont regardé comme un devoir et un charme. C'était de Mazade qui, sous son air un peu las et déçu, avait le culte de l'affection. Combien de fois, après avoir achevé sa chronique de quinzaine pour la *Revue des Deux Mondes*, écrite dans son modeste appartement de la rue Saint-Jacques, sur une petite table de chêne si couturée de taches d'encre qu'on ne voyait plus le bois, est-il venu, dans cette demeure de la rue de la Chaussée-d'Antin,

causer avec celle qui avait compris la politique à travers des sentiments de justice et d'humanité! Il avait promis à Mme Planat que lui ou moi nous ferions pour ce livre ce que Lanfrey s'était engagé à faire. C'était J.-J. Weiss, dédaigneux des préjugés de caste ou de carrière, et qui aimait à parler avec celle qui jugeait comme lui les hommes non sur les étiquettes, les diplômes et les titres, mais sur leur mérite personnel. C'était encore un autre grand ami qui ne venait jamais à Paris sans passer des heures auprès de cette octogénaire. L'Empereur du Brésil éprouvait pour celle qui s'était si bien placée au-dessus des petitesses du monde un profond attachement.

Elle eut le chagrin de survivre à ces rares et précieux amis. « Souhaitez-moi de mourir, » disait-elle, avec le découragement de la vie qui ne lui apportait plus que des deuils. Ce visage de plus en plus pâli et amoindri avait pris une teinte d'ivoire. Ses yeux s'étaient éteints et ne pouvaient même plus regarder, dans sa chambre qu'elle appelait son premier tombeau, le portrait de son cher mari. La mort l'exauça le 13 août 1893.

R. VALLERY-RADOT.

MADAME F. E. PLANAT DE LA FAYE

PEINT PAR L. KNAUSS

VIE

DE

N.-L. PLANAT DE LA FAYE

SOUVENIRS, LETTRES ET DICTÉES

AVANT-PROPOS

Mon mari n'a pas laissé de Mémoires; bien des raisons s'opposaient à ce qu'il le fît; avant tout son caractère, car jamais homme peut-être n'eut autant de répugnance à entretenir le public, même ses amis, de ce qu'il avait fait ou souffert dans sa vie. D'un autre côté, sa carrière, jusqu'à l'âge de quarante-huit ans, avait été fort pénible, et il semblait que ce fût pour lui une grande fatigue morale que d'y reporter sa pensée. Son enfance, seule époque de sa vie dont il parlât volontiers, est la seule aussi dont il ait tracé spontanément l'histoire. Pour tout le reste, on eût dit qu'il ne voulait en garder le souvenir qu'afin d'y puiser des enseignements et un moyen sûr de juger sainement et sans injustice les faits actuels.

Comment, dès lors, ce livre est-il né? J'ai à cœur de l'expliquer, et c'est là l'unique but de cet avant-propos. Tout autre commentaire me paraîtrait en effet plus qu'une inconvenance, un manque de respect envers la chère mémoire

de mon mari; car vivant, je le sais, il eût désapprouvé toute expression élogieuse de ma part. Que de fois cette pensée n'est-elle pas venue retenir ma plume! que de fois, dans le cours de ce travail, ne m'a-t-elle pas fait refouler jusqu'au fond de l'âme les sentiments dont elle était pénétrée! Si je n'ai pas toujours réussi à me tenir dans la limite stricte qui m'était imposée, tout esprit équitable saura faire la part d'un entraînement involontaire.

Dès les premiers temps de mon mariage, mon mari, pour répondre à mes incessantes questions, avait mis à ma disposition ce qu'il appelait, en riant, ses archives. C'était un petit journal écrit à bord du *Bellérophon;* un autre, dans les prisons de Malte; des notes, quelques minutes de lettres importantes; enfin le fragment sur son enfance dont je viens de parler. Mais cette lecture n'ayant fait qu'augmenter mon envie de savoir, je suppliai plus que jamais mon mari de me raconter les événements de sa vie dans toutes leurs phases; et comme il m'objectait l'impossibilité de se rappeler tant de circonstances, j'obtins de tous les siens la remise des lettres qu'il leur avait écrites depuis de longues années et qu'ils avaient conservées. Ces lettres rappelèrent en effet à mon mari mille détails oubliés; il y prit intérêt, et promit dès lors de satisfaire, autant que possible, mon ardente curiosité.

Malheureusement, ses préférences restèrent toujours acquises aux intérêts du moment. La question d'Alger, la coalition, la crise de 1840, enfin la révolution de Février, absorbèrent tour à tour ses préoccupations et ses loisirs, et lui ôtèrent, bien que simple spectateur, toute envie de s'occuper du passé. Tout ce que je pus obtenir, dans l'espace de vingt-cinq ans, ce fut quelques dictées sur ses campagnes et, en un moment de gaie réminiscence, deux dictées sur son séjour à la cour de Munich.

A la suite du coup d'État du 2 décembre et de certains

faits qui en furent la conséquence, la santé de mon mari, toujours précaire, subit une nouvelle et grave altération. Depuis ce moment jusqu'à sa fin, chaque année, pour lui, fut marquée par de sérieuses maladies; une affection chronique des bronches s'opposait notamment à toute dictée prolongée. La dernière qu'il me fit est du mois de janvier 1857; le lendemain, un accès de fièvre violent le saisit, mettant pendant plusieurs semaines sa vie dans un imminent péril. A peine convalescent, il eut à soutenir une lutte ardente, qui dura dix-huit mois, contre les calomniateurs du prince Eugène; il en sortit victorieux, mais non sans y avoir perdu le peu de force qui lui restait, et de plus, hélas! la vue. Une demi-obscurité, s'épaississant toujours, attristait désormais sa vie, sans pouvoir néanmoins abattre son énergie morale, ni amoindrir l'intérêt plein de généreuse ardeur qu'il portait aux affaires de son pays, et aussi à la cause des opprimés du monde entier. L'indépendance italienne, la délivrance de Venise, devinrent bientôt pour nous une préoccupation passionnée et active. Il ne fut plus question de dictées.

Cependant mon mari, atteint, à l'âge de soixante-dix-huit ans, d'un nouvel accès de maladie, prévit sa fin prochaine. Dès lors, douloureusement préoccupé du sort de sa compagne, qui, seule et sans enfants, allait être condamnée à lui survivre, il ne songea qu'à lui créer, pour ses années de deuil et de solitude, un intérêt puissant qui pût encore la rattacher à la vie. C'est alors qu'il ajouta à son testament cette clause :

« J'entends que tous mes papiers, tels que lettres, ma-
« nuscrits, mémoires autographes, articles politiques ou
« autres, soient remis à ma chère femme, qui seule aura
« le droit d'en disposer. Mais je veux aussi qu'aucune
« publication de tout ou partie de ces manuscrits n'ait lieu
« avant 1890. »

Peu de temps après je perdis mon mari.

Loin de moi la pensée de peindre ma douleur; la parole n'est point faite pour de tels déchirements. Ce que je veux dire, c'est que la même tendresse, la même sollicitude dont mon mari m'avait entourée pendant toute sa vie, lui avaient suggéré aussi l'unique moyen, peut-être, qui pût m'empêcher de succomber au poids si lourd de l'affliction solitaire. L'occupation qu'il m'avait léguée m'a aidée, en effet, à traverser sans désespoir les sombres années qui se sont écoulées depuis lors.

Presque tous les amis de Louis Planat avaient conservé ses lettres, et, sur ma prière, consentirent à me les renvoyer; j'en retrouvai aussi un grand nombre dans ses papiers de famille; ainsi toutes les lettres de mon mari à sa mère et à sa sœur aînée, revenues entre ses mains après la mort des destinataires, et que je ne connaissais pas. Je m'absorbai dans cette lecture, qui chaque jour venait ajouter un trait touchant ou charmant à la chère image que je portais dans mon cœur. Plus j'avançai et plus je sentis croître en moi le désir de faire connaître la vie entière de mon mari, et aussi l'espérance d'y pouvoir réussir en joignant à ses dictées et aux fragments de tout genre que j'avais entre les mains, ses admirables lettres privées. Je prévis, à la vérité, ce qui advint en effet, que pour combler les lacunes, je serais obligée de donner souvent des explications, et même parfois d'intercaler des récits assez longs, très difficiles pour moi, car l'impartialité et la plus rigoureuse exactitude étaient dans cette circonstance un devoir sacré; et pourtant il était inévitable que bien des faits et des allusions que mon mari, vivant, m'eût expliqués en peu de mots, fussent pour moi des énigmes. Il me fallut en chercher péniblement le mot, soit dans les nombreuses lettres qui lui avaient été adressées, soit dans les Mémoires ou les journaux du temps. Pour une époque ulté-

rieure, mes propres lettres (renvoyées par ma famille avec celles de mon mari) et mon journal m'offraient un moyen sûr de préciser mes souvenirs et d'éviter des erreurs involontaires.

Sujette depuis longtemps à de graves ophthalmies, bientôt l'état pitoyable de mes yeux me força à interrompre mon travail, une première fois pendant une année et, à plusieurs reprises, dans les années qui suivirent, pendant trois et quatre mois. Bien des fois, je désespérai absolument de pouvoir achever ce que j'avais entrepris. Mais, grâce à Dieu, j'ai pu enfin terminer, malgré tant d'obstacles, le cher travail commencé il y a six ans. Je m'en sépare aujourd'hui avec un grand serrement de cœur, comme du plus cher et du dernier compagnon de route qui me restait sur cette terre. Pourtant, une idée consolante se mêle à mes regrets. Bien que ce livre ne doive paraître que longtemps après ma mort, je n'en crois pas moins avoir fait œuvre utile, et par là digne de celui que j'ai perdu. Je crois qu'en tous les temps l'histoire d'une vie si pure, si éprouvée, si vaillante, sera pour les esprits généreux un exemple fortifiant, un encouragement salutaire.

F. PLANAT DE LA FAYE.

Paris, avril 1870.

PREMIÈRE PARTIE

1784 A 1812

PREMIÈRE PARTIE

1784 A 1812

Je suis né à Paris le 3 mai 1784[1]. Mon bisaïeul, le sieur Gabriel Planat, seigneur châtelain de La Faye, était le chef d'une bonne famille de robe en Auvergne, près de Valore, actuellement dans l'arrondissement d'Ambert. Sa passion pour la physique et la chimie lui fit manger presque tout son bien, en sorte que mon grand-père, le sieur Joseph Planat de La Faye, fut contraint d'aller chercher fortune ailleurs. Il se fixa à Pézenas, en Languedoc. C'était alors une ville riche et commerçante. Mon grand-père y amassa quelque bien, et y épousa une demoiselle de Verzanobre qui était fort belle et que je me rappelle avoir vue dans mon enfance. Il en eut deux fils, Guillaume et Antoine, qu'il fit assez bien élever. Mon père, qui était l'aîné, se distingua particulièrement dans ses études, et plus tard le malheur et la nécessité en firent un homme de premier mérite. Je sais peu de chose sur les premières années de la vie de mon père. Je sais seulement que, né avec un caractère violent et décidé, il eut dans la maison paternelle

1. Fragment écrit à Munich en 1830. (Voir l'*Avant-propos*.) F. P.

des désagréments par suite desquels il s'engagea dans le régiment de *Royal-Roussillon* infanterie. J'ignore comment il en sortit; mais en 1778 il était à Paris, où il gagnait péniblement sa vie comme prote d'imprimerie, aimant mieux. par fierté d'âme, se vouer à un rude labeur que de recourir à la clémence paternelle. Il passa de la sorte trois années de gêne et de privations, qui toutefois ne furent point perdues pour son instruction. Il avait fait de fortes études au collège de Sorrèze, et il acheva de perfectionner son éducation par la lecture obligée des nombreux ouvrages dont il corrigeait les épreuves.

C'est dans ce temps-là qu'il connut ma mère qui, ayant perdu ses parents de bonne heure, vivait sous la tutelle d'un beau-père nommé Lepage, officier de l'Université. Elle demeurait alors, avec une sœur plus jeune qu'elle, rue Saint-Jacques, près le collège Louis-le-Grand, et mon père logeait vis-à-vis. Il était bon musicien et jouait fort bien du violon; dans les soirées d'été, après un travail assidu, c'était son plus grand délassement, et comme ce talent était alors fort rare, on se mettait aux fenêtres pour l'écouter. Parmi ses auditeurs, il eut bientôt remarqué ma mère qui était alors dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté. C'était une blonde de dix-sept ans, avec de beaux yeux bleus pleins de douceur et d'expression, une taille faite au tour, un joli pied, des bras et une gorge admirables. Dans mon enfance, je lui ai encore connu tous ces avantages. Je ne voyais rien au monde de plus beau que ma mère, et quand elle était parée, je restais devant elle dans une sorte d'extase. Mon père en devint éperdument amoureux et sut bientôt se faire écouter favorablement. Sa figure, son éducation et ses manières distinguées dans une condition fort obscure, lui donnaient de grands avantages sur ses rivaux et il les écarta promptement. Mon père n'était pas fort grand, mais il était parfaitement bien fait; ses traits étaient

de la plus grande régularité; ses grands yeux noirs, à demi voilés par une large paupière, étaient surmontés de deux sourcils bien arqués et presque joints. Il était alors fort pâle, ce qui rendait sa physionomie plus intéressante. En avançant en âge, il prit de l'embonpoint et les plus belles couleurs du monde. Aussi fut-il toute sa vie très recherché par les femmes, au grand chagrin de ma mère, dont l'amour pour lui, après vingt ans de mariage, était aussi vif qu'au premier jour.

Après bien des difficultés et des obstacles de la part du sieur Lepage, qui jouissait du bien de ma mère et de ma tante, le mariage eut lieu le 21 avril 1782, à la grande joie des deux amants. Ma sœur Joséphine est le fruit de leurs premières amours. Aussi eut-elle tous les avantages qu'on prétend réservés aux enfants de l'amour, excepté le bonheur, car elle a été malheureuse dans son mariage et dans presque toutes ses affections; du reste, esprit, beauté, talents, rien ne lui a manqué.

Je vins au monde le jour que j'ai dit, dans la rue du Petit-Pont, et fus baptisé à l'église Saint-Séverin. On me mit en nourrice dans un village appelé Toussu. Mon père nourricier était rebouteur de membres, et comme on croyait que je serais cagneux, il proposa à mes parents de me casser les deux jambes pour les remettre plus droites. Cette proposition ne fut point acceptée; la nature et l'éducation prirent soin de me redresser les jambes.

Peu de temps après ma naissance, mon père, qui sentait le besoin de se pousser dans le monde, rechercha ses compatriotes; car les Français du Midi ont cela de bon qu'ils s'aident et se soutiennent mutuellement. Il rencontra le sieur Boyer, qui était le factotum du duc de Polignac; c'était un homme médiocre et sans instruction, mais adroit, intrigant et intelligent. Ayant reconnu dans mon père un mérite supérieur, mais en même temps beaucoup de mo-

destie et de défiance de ses forces, il crut pouvoir en tirer parti pour suppléer aux connaissances qui lui manquaient. Dans cette vue, il procura un petit emploi à mon père dans les postes et haras de France, dont le duc de Polignac venait d'être nommé directeur; mais en même temps il le fit travailler pour lui et s'attribua tout le mérite des travaux de mon père, qu'il espérait pouvoir tenir toujours dans l'obscurité. Une circonstance imprévue dérangea ce plan. Le sieur Boyer tomba malade et fut forcé de se faire remplacer par mon père près du duc de Polignac, qui sut bientôt l'apprécier et reconnaître toute la supériorité du nouveau secrétaire sur l'ancien. De sorte que mon père supplanta son protecteur sans le vouloir. En 1788, le duc de Polignac fut nommé directeur général des postes et haras de France, mais incapable de remplir cet emploi, qu'il devait à la protection de la reine, il fit nommer mon père premier commis (c'est-à-dire secrétaire général) de cette administration, et s'en remit entièrement sur lui du soin de la diriger. Mon père s'en acquitta avec un talent remarquable, et il est probable qu'il serait arrivé aux plus hauts emplois, si la Révolution n'était venue briser sa carrière à peine commencée.

J'avais cinq ans lors de la première assemblée générale, en 1789. Nous habitions la rue Berthier, à Versailles. Le souvenir de cette époque, déjà si loin de moi, est encore bien vif dans ma mémoire. Je vois notre petit jardin, la distribution de notre appartement, la place de nos lits, et jusqu'aux tentures des chambres. Je me rappelle nos jeux, nos espièglerie, l'école, les bavardages avec la portière, les promenades dans le parc et les visites au château. Je me rappelle aussi les premières chansons populaires contre les abus de l'ancien régime. Je les répétais en les estropiant et sans y comprendre un mot. J'allais jouer quelquefois avec les fils du duc de Polignac; Jules,

qui est à peu près de mon âge, est aujourd'hui (1830) premier ministre. Il était fort bel enfant, spirituel, mais sournois; son frère, Armand, aujourd'hui duc, était bon et traitable, mais il annonçait peu d'esprit; depuis lors je ne les ai plus revus. On était fort tranquille à Versailles, et personne ne semblait prévoir l'effroyable tempête qui était sur le point d'éclater. Mais, dès l'année suivante, de graves dissentiments s'élevèrent entre la Cour et l'Assemblée nationale. Le peuple prit partout une attitude menaçante et manifesta une haine violente contre la reine et contre ses affidés.

La famille de Polignac, plus particulièrement en butte aux attaques populaires, à cause de la faveur dont elle jouissait, jugea prudent de quitter la France dès 1790. Quelque temps après, mon père crut devoir, par un sentiment de reconnaissance, rejoindre son chef à Vienne; cependant il laissait derrière lui une femme et quatre enfants en bas âge dont il ne reçut aucune nouvelle pendant ce long et périlleux voyage, et auxquels il ne put en donner aucune. Je n'entreprendrai pas de peindre toutes les peines et les souffrances de ma pauvre mère pendant tout ce temps.

Après le retour de mon père, nous quittâmes Versailles pour aller d'abord à Claye, dans un château qui appartenait au duc de Polignac, et nous y passâmes quelques mois. Mon père faisait de fréquents voyages à Paris pour les intérêts du duc; et ma mère, inquiète et alarmée par les troubles politiques de cette époque, était presque toujours malade. Nous restions donc souvent, mon frère Auguste et moi, abandonnés aux soins des domestiques qui m'apprirent bientôt mille polissonneries. Mon frère, plus jeune que moi d'un an et demi, fut préservé du poison par cette circonstance. Je n'entendais parler que des amours du village, de maris trompés, et autres gentillesses de cette espèce. Je me mis en tête aussi d'aimer les deux filles d'un garde nommé

Duperret; l'aînée avait sept ans et se nommait Angélique; la seconde, plus jeune d'un an, se nommait Gabrielle, et quoique j'eusse à peine sept ans, je les aimais avec passion; mon jeune cœur battait avec violence quand je les voyais, j'étais inquiet et maussade quand je ne les voyais pas. Gabrielle surtout était l'objet de ma plus vive tendresse; je n'ai jamais pu songer à elle sans émotion; sa figure riante et fraîche, sa peau blanche, ses beaux cheveux noirs bouclés me sont toujours restés présents.

A cette époque, je fis une maladie grave qui me laissa longtemps comme hébété. Après cette crise, je pris un goût très vif pour la lecture, et comme ma sœur Joséphine, plus âgée que moi d'un an et demi, partageait ce même goût, nous lisions tout ce qui nous tombait sous la main, histoires, poèmes, comédies, romans, etc. Tout cela fermentait dans nos jeunes têtes et donnait à nos discours un caractère original fort au-dessus de ce qu'on pouvait attendre de notre âge. Aussi nous regardait-on comme de petits prodiges. Il est vrai qu'il n'y avait pas de très bons juges en pareille matière dans le village de Claye. Les matadors étaient le sieur Messier, notaire, le sieur Petit, maître de poste, et le sieur Tartier, aubergiste à l'*Épée de bois*.

Nous quittâmes Claye déjà poursuivis par les révolutionnaires, et vînmes nous établir à Livry, joli village situé dans la forêt de Bondy, et rempli d'habitations bourgeoises. Mmes de Damas, Mme Hérault, M. de Bois-André, MM. Blondel, Vallenet et Roubaud étaient les habitants les plus distingués. Nous voyions souvent ces deux derniers, qui avaient des enfants de notre âge. M. Vallenet, jeune militaire sans fortune, avait épousé une paysanne riche, mais fort laide et plus âgée que lui; il était franc, jovial, grand parleur et passablement libertin. Il n'avait qu'un fils, plus jeune que moi, et qui est aujourd'hui capitaine dans le corps du génie; c'était alors une espèce de petit paysan décrassé

plein de malice et d'originalité; vif, espiègle et rieur, et que sa mère nommait un démon incarné. Aujourd'hui, c'est un homme d'un mérite distingué, calme, réservé, et ne conservant plus la moindre trace des dispositions de son enfance, pas même ses cheveux crépus. M. Roubaud, officier de dragons pensionné, était un Provençal enthousiaste de Jean-Jacques Rousseau, et cherchant en tout à l'imiter; il était de mœurs douces et d'un commerce très agréable. Sa femme, qui partageait ses opinions libérales, y mettait toute la passion des personnes de son sexe et toute l'activité d'un esprit remuant et intrigant. Elle poussa son mari dans le torrent révolutionnaire, et ils devinrent l'un et l'autre de furieux démagogues. Cet homme si doux, si bon père de famille, si désintéressé, si plein de vertus privées, devint atroce et impitoyable dans sa vie politique; il disait quelquefois fort tranquillement : « Il nous faut au moins 200 000 têtes; nous ne pouvons espérer de bonheur en France tant qu'il s'y trouvera un noble et un prêtre. » Il regardait les nombreuses exécutions comme une saignée salutaire qui devait rendre la vie au corps social. M. Vallenet, son ami, avait des opinions tout opposées, en sorte que les Roubaud devinrent plus tard ses ardents persécuteurs; ils disaient froidement : « Quand il s'agit du salut de la République, il n'y a ni amis ni parents. Brutus condamna à mort ses propres enfants. Vallenet est royaliste, il faut qu'il passe à la petite fenêtre (c'est-à-dire la guillotine). » Je me rappelle avoir entendu dire à Mme Roubaud que la reine Marie-Antoinette voulait *se baigner dans le sang des Français*. Trop jeune pour comprendre le langage hyperbolique, je prenais ces mots à la lettre, et cette reine infortunée devint pour moi un objet d'horreur. Je la comparais à Frédégonde et à Catherine de Médicis. Ces premières impressions sont si profondes qu'aujourd'hui, et par une sorte d'opération machinale de la mémoire, le nom de

Marie-Antoinette réveille d'abord en moi l'idée de la cruauté et de la débauche.

Ma sœur Joséphine avait été nourrie à Livry chez la femme d'un journalier nommée la mère Provost, dont le mari était le plus fieffé ivrogne que la terre eût porté; il ne passait guère de jour sans battre sa femme, ce qui était alors plus en usage qu'aujourd'hui. Elle lui adressait alors les plaintes et les exhortations les plus burlesques. « Mon pauvre homme, lui criait-elle, quand tu m'auras crevé la carcasse, quand t'auras mangé ma pauvre fressure, on te pendra; tu seras bien avancé! » Ces gens avaient quatre enfants et vivaient dans la plus grande misère. Aussi la pauvre femme était-elle toujours en quête auprès de ma mère, ce qui la rendait fort insupportable. Quant à nous, enfants, nous ne connaissions pas de plus grand bonheur que d'aller chez la mère Provost. Elle demeurait dans une espèce de masure au fond d'une ruelle, et il fallait passer par-dessus mille saletés pour y arriver. Tout son logement consistait dans une chambre basse dont le plancher était en terre battue. Son âtre presque toujours sans feu, l'odeur de suie froide qui s'en exhalait, son grand lit vermoulu avec des rideaux de serge verte passée et remplis de trous, le bénitier en faïence au chevet du lit, les images de Cartouche, de la Vierge et des saints, collées sur la muraille enfumée, la huche où nous prenions des morceaux de pain de seigle, la maigre bourrique attachée sous le hangar, et qu'on appelait Coline, le petit jardin où nous ramassions des prunes et des pommes véreuses, tout cela faisait nos délices. C'était la poésie de notre âge.

Je ne crois pas qu'il y ait eu d'enfance plus diabolique que la mienne. J'avais la tête farcie de récits extraordinaires et je recherchais avec ardeur tout ce qui était bizarre et périlleux. Je grimpais jusqu'à la cime des arbres, je courais sur les toits, je descendais dans les puits, je marchais

sur les bords des carrières les plus profondes, enfin je voulais être partout où l'on craignait de se hasarder. Mon frère Auguste, plus jeune et plus timide que moi, pleurait et se désolait en voyant que je m'exposais de la sorte; mais peu à peu je le formai, moitié de gré, moitié de force, et quelques années plus tard il partagea toutes mes expéditions diaboliques. Un jour que j'avais été méchant, ce qui m'arrivait fort souvent, on m'enferma dans ma chambre et l'on fut se promener sans moi à Clichy-en-Saunois, où mon père faisait bâtir une maison de campagne. Quelques minutes après, j'ouvris la fenêtre et me glissai sur un cordon de maçonnerie, en étendant les bras le long du mur, jusqu'au pilier de la porte cochère. De là je descendis sur la barre d'appui et ensuite à terre; puis je me mis à courir à travers champs pour arriver à Clichy avant ma mère. On fut bien ébahi de m'y trouver en arrivant : on se fâcha; je fus grondé, et pourtant on finit par rire de mon indomptable diablerie.

Nous étions alors à la fin de l'année 1791; les circonstances politiques devenaient de plus en plus inquiétantes, surtout pour mon père, qui correspondait avec la famille de Polignac et lui faisait passer tout ce qu'il pouvait recueillir des débris de sa fortune. Pour se débarrasser de deux diables aussi gênants que nous l'étions mon frère et moi, on nous mit en pension dans un petit village appelé Courberon, entre Chelles et Montfermeil, sur la lisière de la forêt de Bondy. La maîtresse de cette misérable pension se nommait Mme Grizot; c'était une grosse femme réjouie, avec une figure bourgeonnée et une moustache grisonnante. Son mari, beaucoup plus jeune qu'elle, était une espèce d'aventurier fort bien tourné, qui avait trouvé bon d'épouser cette femme pour avoir un gîte et une table. Il ne se mêlait en rien de l'école, passait son temps à pincer de la guitare et à faire la belle jambe dans le village. Nous

n'étions que quatre pensionnaires à demeure; le reste des écoliers était externe.

Je cherche à me rendre compte de ce que j'éprouvais dans cette première période de ma vie. Il me semble que j'étais très aimant, assez intelligent et fort curieux, mais en même temps retenu et défiant. Je n'avais ni ordre ni propreté; je recherchais les jeux périlleux, et j'aimais à jouer des tours inattendus à mes camarades. J'aimais la lecture, mais j'avais une véritable passion et, je crois, une vocation réelle pour le dessin. M. Grizot, qui s'en aperçut, voulut bien déroger pour moi à ses habitudes de fainéantise. Il entreprit de me donner des leçons, ainsi qu'à un élève nommé Boitel, qui, plus âgé que moi de cinq ans, fit aussi des progrès plus rapides. C'est alors que je connus pour la première fois l'envie et la jalousie. Les succès de Boitel me remplissaient de colère et de dépit.

Vers la fin de 1792, on nous retira de pension, et nous vînmes à Paris retrouver nos parents, qui projetaient de partir pour le Languedoc, pensant par là se soustraire aux fureurs révolutionnaires, qui commençaient à devenir menaçantes. Mes parents étaient établis dans un logement, rue Guénégaud, dans le voisinage de Mme Bréneseau, ma tante maternelle. J'ai dit, au commencement de ce récit, que ma mère avait une sœur de deux ans plus jeune qu'elle. Elle se nommait Agnès; elle était aussi brune que ma mère était blonde; sans être jolie, l'ensemble de sa personne avait quelque chose de piquant et d'élégant; elle était parfaitement bien faite, avec un joli pied toujours bien chaussé; sa mise était recherchée, et son babil intarissable. Peu de temps après le mariage de ma mère, elle avait épousé un graveur fort habile, mais d'un caractère morose et insociable. Il était maniaque d'ordre et de propreté, et avait nos visites en horreur, parce que nous apportions toujours du dérangement et de la malpropreté dans son apparte-

ment. Il finit par devenir fou, et je dirai plus tard quel parti prit ma tante après sa mort. Une seule fille était née de cette union. La pauvre enfant se mourait d'ennui dans la maison paternelle, et aurait bien voulu passer sa vie avec nous; mais son père s'y opposait, et ne voulait pas qu'elle restât en compagnie d'enfants aussi mal élevés que nous l'étions. Je dois dire qu'il n'avait pas tout à fait tort.

Il faut que je parle ici de deux personnes dont ma tante nous fit faire la connaissance. L'une était Mlle Vauthier, et l'autre son frère, beaucoup plus jeune qu'elle. Mlle Vauthier était une personne remarquable par sa beauté, par la culture de son esprit et par la distinction de ses manières; cela était d'autant plus étonnant que ses parents étaient des gens fort communs, tenant un hôtel garni dans la rue Mazarine. Mlle Vauthier ne se mêlait en rien de la maison; elle y avait seulement un petit appartement très bien meublé, dans lequel elle recevait bonne compagnie. On y tenait bureau d'esprit et débit d'anecdotes galantes. Le fait est que Mlle Vauthier avait su plaire au comte d'Artois, qui la voyait assez souvent incognito, et qui, selon toute apparence, fournissait aux dépenses de sa toilette. Le mystère de ces visites fut bientôt connu de tout le quartier, et je l'ai souvent entendu raconter par ma tante Bréneseau. Le comte d'Artois confia un jour à Mlle Vauthier le manuscrit des *Mémoires de Lauzun*, mais seulement pour vingt-quatre heures; elle employa ce temps, avec une de ses amies, à copier ce manuscrit, et c'est cette copie qui fut publiée en 1821.

Le frère de Mlle Vauthier était un garçon de treize à quatorze ans, à la mine éveillée et intelligente. Il était fort gravé de la petite vérole et défiguré par un bec-de-lièvre; mais sa physionomie ouverte et honnête faisait oublier ces difformités. Mon père lui fit obtenir, en 1796, un petit emploi au ministère de la guerre; il se plut à le former

dans les détails de l'administration, et à lui inspirer l'amour de l'ordre et du travail. Ses soins eurent un plein succès, et M. Vauthier est aujourd'hui un des membres les plus distingués de l'intendance militaire.

Nous quittâmes Paris au mois de février 1793, après la mort de Louis XVI. Toute la famille, composée de mon père et de ma mère, avec quatre enfants, dont l'aîné (ma sœur Joséphine) avait à peine dix ans, fut emballée dans une berline d'un voiturier qui allait à petites journées, avec les mêmes chevaux, jusqu'à Lyon. Cette manière de voyager, qui n'existe plus en France, était alors fort en usage; elle ne se retrouve plus guère aujourd'hui qu'en Allemagne et en Italie. Je ne saurais dire avec quel bonheur et quelle gaieté se passa ce petit voyage. Le beau temps, la nouveauté et la variété des objets, la lenteur même de notre équipage, qui nous permettait d'aller souvent à pied, tout se réunissait pour en faire une véritable partie de plaisir. Nos parents étaient aussi plus gais; ils semblaient avoir laissé à Paris les idées noires et les craintes qui les rendaient si tristes et si sérieux pendant notre séjour dans la rue Guénégaud. Du reste, c'est un effet ordinaire des voyages d'engourdir toutes les peines et de chasser momentanément tous les soucis; il semble que tant qu'on chemine aucun malheur ne saurait vous atteindre, et que, arrivés au but du voyage, vous allez trouver une existence paisible et exempte de chagrins.

Dans les derniers temps de notre séjour à Paris, les livres de mon père se trouvant épars dans une chambre, en attendant qu'ils fussent emballés, nous en avions profité, ma sœur et moi, pour lire tout ce qui nous tombait sous la main. Les œuvres de Gessner et de Florian surtout nous avaient charmés. Cette lecture avait disposé nos esprits au genre descriptif et sentimental; aussi la vue de la vallée du Rhône excita-t-elle chez nous le plus vif enthousiasme.

Notre imagination peuplait ses bords de bergers et de bergères comme Estelle et Némorin, ou bien d'habitants innocents et primitifs comme Abel et Thirza. En arrivant dans les auberges, si nous trouvions quelque morceau de papier, nous écrivions des descriptions ampoulées et sentimentales de tout ce que nous avions vu ou cru voir. Dans cette occupation, notre émotion et notre exaltation allaient quelquefois jusqu'aux larmes : nous étions sur le chemin de cette sensiblerie et de ces faux sentiments dont on a tant de peine à se défaire plus tard. Cette maladie du dix-huitième siècle atteignait ainsi de pauvres enfants sans qu'ils s'en doutassent. Nous passâmes deux jours à Lyon, et c'est surtout pendant ce séjour que nos dispositions poétiques trouvèrent matière à se déployer.

C'était la fête de l'Ile-Barbe, et nos parents nous y menèrent. Les fêtes locales avaient alors une originalité, une gaieté et une poésie que la Révolution leur a enlevées et qui s'effacent de plus en plus devant le puritanisme libéral et radical. Nous revînmes à l'auberge transportés d'admiration de tout ce que nous avions vu, et nous ne manquâmes pas, Joséphine et moi, de faire des poèmes sur la fête de l'Ile-Barbe.

La veille de notre départ de Lyon, mon père fut obligé de se rendre à la commune, pour faire viser son passeport. Ma mère eut grand soin de l'affubler du costume républicain et de lui recommander d'en tenir le langage. Il était en veste et pantalon de basin assez sales, la chemise ouverte et débraillée, avec un bonnet de loutre et une barbe de trois jours. La blancheur de ses mains et de son cou trahissait encore un peu l'homme comme il faut, mais sa physionomie, qu'il savait rendre énergique et rude, pouvait le faire passer pour un révolutionnaire venu de bien loin. Il faut croire qu'il joua bien son rôle vis-à-vis des jacobins qui composaient la commune, car il revint au bout d'une

heure, et rit beaucoup avec ma mère, en lui contant à voix basse ce qui s'était passé.

Le lendemain, à cinq heures du matin, nous nous embarquâmes dans le coche pour descendre le Rhône jusqu'à Avignon. Ce coche était une grande barque pontée, avec des ouvertures sur le tillac, qu'on fermait pendant la pluie. Les passagers y étaient jetés pêle-mêle, au milieu des malles, des paquets et des ballots; chacun se choisissai une place, et on finissait par s'y établir passablement bien. On mettait alors trois jours pour aller de Lyon à Avignon par le coche, tandis qu'aujourd'hui, grâce à la vapeur, quelques heures suffisent pour franchir cette distance. Nous couchâmes la première nuit à Valence, et la seconde à Bourg-Saint-Andéol. Malgré la beauté des rives du Rhône, ce voyage ne me parut pas amusant, parce que je ne pouvais courir et que j'avais peur du passage du pont Saint-Esprit, regardé alors comme très dangereux; les passagers ne parlaient d'autre chose, et l'on disait que régulièrement il périssait un bateau sur cinq dans ce périlleux passage.

Le troisième jour, dans la matinée, nous aperçûmes ce fameux pont Saint-Esprit et le Rhône écumant et tourbillonnant autour de ses arches. Les bonnes femmes et les nourrices se mirent à genoux, criant qu'il fallait se recommander à la sainte Vierge. Nous avions tous le cœur serré, excepté ma sœur Henriette, qui dormait dans les bras de notre bonne Madeleine. Le patron de la barque cria de faire silence, ce qui augmentait la terreur des assistants, dont la plupart se prosternèrent en fermant les yeux. Pour moi, qui n'étais pas moins effrayé que les autres, je voulais cependant voir comment la chose se passerait, car la curiosité l'emportait chez moi sur tous les autres mouvements de l'âme. Enfin le passage fut heureusement franchi, quoique le coche eût été un moment en travers sous l'arche;

mais ce fut l'affaire d'une demi-seconde, et un vigoureux coup de barre le remit aussitôt dans la bonne voie.

Ce jour-là nous couchâmes à Avignon, où nous prîmes un voiturin, qui partit le lendemain à la pointe du jour et nous mena bon train jusqu'à Nîmes où nous devions coucher. Étant arrivés de très bonne heure, mon père nous mena voir les Arènes, la Maison-Carrée, et tous ces beaux vestiges de la domination romaine. Cette visite était accompagnée d'un commentaire instructif qui nous charmait d'autant plus que nous venions de lire à Paris une histoire romaine avec figures, et quelques vies des hommes illustres de Plutarque.

Enfin le surlendemain nous arrivâmes à Pézenas, petite ville assez vilaine, située au confluent de la Peyne et de l'Hérault. Mon oncle Antoine nous attendait et nous installa dans une assez belle maison qu'il avait louée pour nous vis-à-vis de la sienne. Cet oncle, qu'on appelait Toinet dans la famille, était un gros garçon réjoui, d'une figure agréable, qui rappelait celle de mon père, quoiqu'il fût loin d'avoir des traits aussi beaux et aussi réguliers. Il avait épousé une de ses cousines, du nom de Verzanobre, qui était bien la plus belle créature qu'on puisse imaginer; sa tête eût pu servir de modèle pour une madone ou pour une Psyché, tant ses traits étaient fins et réguliers, son regard angélique et son sourire divin. Ma tante était aussi bonne que belle, quoiqu'elle se fâchât quelquefois contre son mari, qui était passablement coureur et libertin.

Dès que nous fûmes installés tant bien que mal, mon père commença à s'occuper de notre éducation, mais à sa manière; il nous faisait écrire sous la dictée, et corrigeait nos fautes, sans nous ennuyer des règles de la grammaire, que nous apprîmes plus tard. Je crois que cette méthode est bonne. Du reste nous faisions peu de fautes, ma sœur Joséphine et moi. Il se trouva qu'à force d'avoir lu, nous

avions appris machinalement l'orthographe. Mon père entreprit aussi de nous enseigner l'italien, qu'il savait très bien, et l'anglais qu'il comprenait, mais qu'il prononçait à la française. Cette dernière partie de son enseignement réussit assez mal. Enfin il joignait à tout cela des leçons de géographie et d'arithmétique et des lectures à haute voix. Il voulut aussi nous enseigner la musique; ma sœur Joséphine, qui avait les plus heureuses dispositions pour cet art, profita fort bien des leçons de mon père; mais pour moi c'était différent. J'aimais beaucoup la musique; je retenais facilement tous les airs que j'entendais chanter; mais je n'avais point d'oreille pour la mesure. Aussi, quand mon père voulut me faire solfier, commencèrent pour moi des chagrins et des désespoirs dont on ne peut se faire l'idée. Mon père n'était nullement propre à l'enseignement; il était emporté et caustique; les moyens qu'il employait pour stimuler nos facultés étaient les coups ou les sarcasmes blessants qui révoltaient nos jeunes amours-propres. Il me donna à solfier l'air bien connu de *Richard Cœur de Lion : Une fièvre brûlante*, comme étant un des plus simples et des plus faciles pour la mesure. Je ne pus jamais y arriver, et après deux leçons mon père me déclara un matin que si, à deux heures, je ne lui chantais pas cet air en mesure, il me rouerait de coups. Je m'enfermai dans un cabinet de garde-robe, et me mis à étudier, mais toujours sans aucun succès. Le cœur troublé, les yeux noyés de larmes, et la voix pleine de sanglots, je répétais sans cesse : *mi*, *mi*, *ut*, *fa*, *mi*, *ré* en battant la mesure sur une chaise percée, et je tombais toujours à faux, sans pouvoir aller au delà de cette phrase musicale. Mon désespoir allait crescendo, mes sanglots dégénérèrent en hurlements; ma mère accourut au bruit et ne put s'empêcher de rire en voyant sur quel meuble je battais la mesure. Mais, alarmée de l'état violent dans lequel elle me trouvait, elle

me prit dans ses bras et me demanda la cause d'un si grand désespoir. « Maman, — lui dis-je avec mille sanglots, — je t'en prie, je ne veux pas apprendre la musique; c'est impossible, je ne peux pas aller en mesure, et papa me battra. » Je lui contai ce qui m'avait été promis le matin, et la suppliai de faire en sorte que mon père renonçât à m'apprendre la musique; elle me le promit, et en effet il n'en fut plus question; mais comme j'avais été aux écoutes quand mon père rentra, j'entendis qu'il disait à ma mère : « Votre fils est un grand sans-cœur, un paresseux que la moindre difficulté rebute. Il ne veut faire que ce qui lui plaît et ne fera jamais rien qui vaille! » Il y avait quelque chose de vrai dans ces reproches et dans cette prédiction. Mais si je suis devenu un homme fort ordinaire et d'une médiocre instruction, j'ai bien des choses à dire pour mon excuse. D'abord l'homme est naturellement paresseux et ne travaille que contraint et forcé. Ce qui est vrai pour l'homme fait l'est bien autrement pour l'homme enfant; la liberté, le grand air, les jeux bruyants sont un besoin impérieux pour l'enfance. Or l'instruction que nous donnait mon père était sans plan, sans suite et par soubresauts; d'un autre côté, la tendresse de notre trop excellente mère ne pouvait souffrir qu'on nous imposât aucune contrainte. Quand elle nous voyait pâlir et bâiller sur nos cahiers, elle nous envoyait promener, en nous recommandant d'être bien sages. Enfin, pendant plusieurs années, il n'y avait point d'instruction publique en France. Les grands établissements religieux avaient été détruits et les professeurs dispersés. Ce ne fut guère que dans les dernières années du Directoire qu'on songea à reconstruire ce que la Révolution avait fait disparaître; aussi, à très peu d'exceptions près, tous les hommes de mon âge et de mon époque n'ont-ils eu qu'une éducation fort incomplète.

Quoi qu'il en soit, j'ai regretté toute ma vie d'avoir aban-

donné sitôt l'étude de la musique; il n'y a pas d'art qui procure d'aussi grandes jouissances ni d'aussi prolongées. Les véritables amateurs de la musique y restent sensibles jusque dans l'âge le plus avancé. En France, comme en Italie, on en a vu plusieurs mourir dans leur loge à l'Opéra.

Depuis Versailles, ma mère n'avait à son service qu'une seule femme, qui mérite bien que je lui consacre une page dans ces souvenirs; elle se nommait Madeleine Renaux. Elle avait vingt ans lorsqu'elle entra à notre service, en 1789. C'était alors une grosse paysanne rouge et joufflue, très rieuse et pleine de bonne volonté. Il y avait sous cette enveloppe grossière un fonds de sentiments délicats et de dévouement réel qui se développèrent dans le cours de l'effroyable période révolutionnaire que nous avions à parcourir. Sa discrétion, sa fidélité et son désintéressement faisaient de Madeleine une domestique modèle, et surtout une domestique comme on n'en voit plus depuis longtemps; à cette époque il y avait encore des domestiques vraiment dévoués et capables des plus grands sacrifices pour leurs maîtres. Il est vrai qu'alors on les traitait plus familièrement qu'aujourd'hui : un bon domestique faisait partie de la famille; il connaissait toutes vos peines et toutes vos joies, et donnait souvent de bons conseils. Cette espèce a totalement disparu, depuis que la mode anglaise s'est introduite en France de ne jamais parler aux domestiques que pour leur donner des ordres avec rudesse et sévérité. Notre bonne Madeleine était tout à la fois cuisinière, femme de chambre et valet de chambre et bonne d'enfants. Elle suffisait à tout avec une gaieté, un courage et une patience vraiment admirables. Nous lui faisions mille niches, nous la faisions enrager du matin au soir, sans lui tenir aucun compte des services qu'elle nous rendait. L'enfance est ingrate, cruelle et sans pitié. Nous étions enchantés lorsque,

à force de la tourmenter, nous parvenions à la faire sortir de son naturel doux et patient, et à l'exaspérer au point de nous dire quelque grosse sottise ou d'aller se plaindre à ma mère. Cette excellente femme, pendant quatorze ans qu'elle resta dans notre maison, entrait dans toutes nos peines; elle consolait ma mère et soutenait son courage dans les cruelles épreuves qu'elle eut à subir. Ne se plaignant jamais, elle se prêtait aux travaux les plus pénibles. Rien ne lui coûtait, rien ne lui répugnait lorsqu'il s'agissait de son service, et je ne doute pas qu'elle n'eût, au besoin, fait le sacrifice de sa vie pour mon père ou pour ma mère.

Pendant les premiers temps de notre séjour à Pézenas, outre les leçons qu'il nous donnait, mon père nous faisait chaque jour une lecture à haute voix choisie dans les meilleurs auteurs du dix-septième siècle; il nous lut ainsi les chefs-d'œuvre de Corneille, de Racine, de Molière et de Boileau; il nous fit aussi la lecture de *Gil Blas*. Ce qui me frappa le plus dans ce dernier ouvrage fut la partie aventureuse et extraordinaire de la vie de Gil Blas, surtout dans son enfance; ses escapades me montaient la tête, je me sentais un grand désir de l'imiter et de me soustraire au joug paternel en allant courir le monde et chercher aventure. Il s'en présenta bientôt une occasion ou un prétexte. Nous étions allés un après-dîner nous promener en famille dans les prairies et dans les oseraies qui bordent la Peyne; au bout d'une heure de promenade, on s'assit sur la pelouse; mais moi, qui ne pouvais rester en place, je m'en fus courir sur la chaussée, qui était plus élevée que la prairie. Là, ramassant de tout petits cailloux, je m'amusais à les lancer à mes sœurs et à ma mère, qui me les renvoyaient. Ce jeu peu spirituel durait depuis quelques minutes, lorsqu'un caillou, lancé par moi, vint frapper ma mère sur le nez et lui fit jeter un cri; mon père se leva furieux et, m'apostrophant avec sa violence ordinaire, m'enjoignit de finir

en me traitant de f.... polisson. « Eh bien, répliquai-je, pourquoi joue-t-on avec moi; on n'a qu'à me laisser tranquille. » A cette réponse insolente, mon père s'élança vers la chaussée; mais j'avais déjà pris mes jambes à mon cou, et mon père ne pouvant espérer de m'atteindre, saisit une grosse pierre et me la lança de toutes ses forces. Le projectile, qui m'aurait infailliblement tué, s'il m'avait atteint à la tête, ne fit que me raser l'oreille gauche, qui devint à l'instant toute chaude. Ce fut pour moi un nouvel aiguillon qui accéléra ma course. Au bout d'un quart d'heure, je quittai la chaussée et me jetai dans un sentier au milieu des broussailles qui me cachaient à tous les yeux; là, je cessai de courir; mais, tout en marchant, ma tête fermentait; toutes les aventures de Gil Blas y passaient avec rapidité comme dans une lanterne magique. Je m'arrêtai d'abord à l'idée de rencontrer quelques voyageurs en voiture, et de leur demander le chemin de Montpellier. On me trouvait intéressant; on me faisait monter en voiture, on écoutait mes récits dans lesquels j'aurais exagéré la tyrannie et les brutalités paternelles, etc. Tout en formant ces projets, j'arrivai au bord de la Peyne, et, ne trouvant aucun pont pour passer, je me mis à remonter le cours de cette rivière.

Cependant le jour baissait, et avec lui je sentais baisser mon énergie et faiblir ma résolution. Je voyais avec un certain plaisir le clocher de Pézenas qui se détachait sur les lueurs rougeâtres du crépuscule. Le chemin que j'avais pris me ramena sur la chaussée et, comme j'avais déjà les pieds mouillés par la rosée qui commençait aussi à pénétrer ma petite veste de siamoise, je ne fus pas fâché de me trouver sur un terrain sec et poudreux. Je continuai de marcher sans aucun projet arrêté et j'arrivai enfin aux portes de Pézenas. Là je m'arrêtai et commençai à délibérer avec moi-même. Entrerai-je en ville? Mais je ne

voulais point rentrer à la maison, sachant quelle correction m'y attendait. Irai-je demander asile à quelques bourgeois de Pézenas? Mais je n'en connaissais aucun; on me prendrait pour un petit vagabond, pour un petit voleur, et l'on me ferait mettre en prison; ou bien, si je me faisais connaître, on me ramènerait de force chez mes parents. J'étais dans ces perplexités, et de plus j'avais faim (car c'était l'heure du souper), lorsque mon oncle Toinet parut tout à coup devant moi et me saisit par le bras. J'aimais beaucoup mon oncle Toinet : il était toujours gai; il jouait avec nous; il nous menait baigner dans l'Hérault et nous aidait à enlever nos cerfs-volants. On ne pouvait donc choisir un meilleur messager pour me ramener. Cependant je résistai et je déclarai à mon oncle que je ne voulais pas rentrer à la maison. « Papa est trop méchant, m'écriai-je, il me tuera. » Mon oncle m'assura qu'il ne me serait rien fait. « Te fies-tu à moi? dit-il. Eh bien, je te promets que tu ne seras pas battu. Ton père me l'a promis, et sans cela je ne me serais pas chargé de venir te chercher. » Rassuré par cette promesse, je me laissai conduire par mon oncle, qui, après m'avoir fait entrer dans la maison, se retira chez lui. On était à souper; j'entrai dans la salle à manger d'un air fier, et, m'appuyant sur le dos de la chaise d'une de mes sœurs, je dis d'un ton délibéré et comme si de rien n'était : « Eh bien, me voilà. » Cette majestueuse rentrée produisit des effets divers sur les assistants : ma sœur Joséphine me contemplait avec une sorte d'admiration, tandis que mon frère Auguste jetait des regards pleins de terreur sur mon père, dans la crainte d'une explosion; ma mère se pencha sur son assiette pour cacher son envie de rire et, malgré la physionomie dure et sévère de mon père, je surpris un sourire qui errait sur ses lèvres. Après quelques instants de silence, ma mère, ayant repris contenance, me dit du ton le plus sévère

qu'elle pouvait prendre : « Monsieur, vous allez monter dans la chambre aux soldats, et vous y coucherez. » La chambre aux soldats était une petite pièce mansardée où l'on faisait coucher les militaires qui étaient de passage à Pézenas; elle avait pour tout ameublement un mauvais grabat garni de gros draps de toile jaune et une chaise de paille. C'est là que je fus conduit par ma bonne Madeleine et enfermé à double tour. Je lui dis que j'avais faim, et elle revint dix minutes après avec un morceau de pain et un verre d'eau; mon père n'avait pas voulu qu'on me donnât autre chose. Le lendemain Madeleine revint avec ma sœur Joséphine, qui avait le cœur bien gros; elle me demanda comment j'avais passé la nuit. « Jamais je n'ai si bien dormi, » répondis-je avec affectation. Ma sœur se mit à pleurer et à me faire de la morale; elle me dit que j'avais eu de grands torts et qu'il fallait demander pardon à mon père. « Papa est si bon, ajouta-t-elle. — Oui, répliquai-je, bon pour toi, mais pas pour moi; je n'en ai jamais eu que des coups et des injures. » Cela était vrai. Autant mon père était dur et sévère avec nous, garçons, autant il était tendre et indulgent pour ses filles. Dans ce temps-là on pensait que la sévérité, la rigueur et les châtiments corporels étaient des moyens indispensables pour l'éducation des hommes.

J'écrirais un gros volume sur notre séjour à Pézenas, tant les faits qui s'y sont passés sont encore présents à ma mémoire après quarante ans et plus. Mais le temps me presse; je sens le besoin d'abréger, et je veux terminer ces notes.

Peu de temps après notre installation à Pézenas, mon père partit mystérieusement et il revint de même quelques mois après; mais pendant son absence le régime de la terreur avait fait des progrès; mon père avait été porté sur la liste des émigrés, et un mandat d'arrêt avait été lancé

contre lui. Il fut donc obligé de se cacher chez une certaine Mme d'Arquinet, sœur de ma tante; c'est là qu'on me conduisit un soir pour voir mon père, qui pour la première et la seule fois de sa vie me témoigna beaucoup de tendresse. Il me tint longtemps embrassé, me parla avec beaucoup d'émotion, et me fit coucher dans son lit, comme s'il craignait de me quitter. Je pense que le sentiment du danger qu'il courait avait disposé son cœur à ces mouvements de tendresse et à cet oubli de son habituelle sévérité. Le lendemain on me reconduisit à la maison en me recommandant le silence, car il y allait de la vie de mon père.

Quelques jours après, nous fûmes réveillés vers minuit par des gémissements et un bruit de voix extraordinaire. Je m'élançai à bas de mon lit, et tout en chemise j'arrivai sur le palier, où le spectacle le plus inattendu vint frapper mes yeux. Mon père, assis sur une chaise et à demi nu, se tordait dans les angoisses du plus violent désespoir, soutenu par ma mère, qui, pâle, immobile et les yeux fixes, ressemblait à une statue. Deux membres de la commune, revêtus de leur ceinture tricolore, se tenaient vis-à-vis de ce groupe avec une contenance sombre et farouche, à travers laquelle perçait une certaine émotion; ma sœur Joséphine, en chemise et tenant son petit jupon qu'elle n'avait pas pris le temps de nouer, arriva aussi sur le carré. Mon père s'écriait : « Ah! Chaube! mon ami Chaube! c'est toi qui me donnes le coup de la mort. » Lorsqu'il nous aperçut, il se mit à sangloter en disant : « Mes enfants, mes pauvres enfants! bientôt vous n'aurez plus de père. » A ces mots, nous nous jetâmes à genoux, ma sœur et moi, en criant et en pleurant à chaudes larmes. Le silence que gardaient les deux membres de la commune fut alors interrompu par ces mots, que Chaube prononça d'une voix brève et dure : « Faites rentrer ces enfants. » Ma bonne Madeleine, qui était survenue, nous fit rentrer, et je rega-

gnai mon lit à tâtons et dans un trouble qu'on peut imaginer. Mon frère Auguste, qui couchait avec moi et qui était très poltron, s'était fourré sous les couvertures au premier bruit. Quand je fus recouché, il sortit la tête hors du lit et me dit d'une voix pleine d'effroi : « Planat, qu'est-ce donc que ça ; est-ce qu'il y a des voleurs dans la maison ? » Quoique fort jeune, je comprenais toute la gravité de la position de mon père ; les révolutions développent et mûrissent avant le temps les jeunes intelligences. Je répondis à mon frère : « Ce n'est rien ; laisse-moi tranquille et dors. » Il suivit à l'instant cet avis ; mais quant à moi, je fus plus de deux heures avant de pouvoir me rendormir.

Chaube, plus âgé de deux ans que mon père, avait été son camarade de collège et intimement lié avec lui jusqu'au moment où mon père s'engagea dans le régiment de Royal-Roussillon. Depuis lors, ils s'étaient perdus de vue. Chaube avait de l'esprit et de l'activité, point de fortune, et un grand désir de parvenir ; c'est pourquoi il se jeta à corps perdu dans le torrent révolutionnaire. Il devint jacobin forcené, et l'exaltation de ses opinions le fit nommer membre de la commune de Pézenas qui était alors dirigée par un petit bossu terroriste et féroce, nommé Régis. Lorsque Chaube fut chargé d'arrêter mon père, je crois qu'il avait déjà formé le projet de le sauver. Ce qu'il y a de certain, c'est que mon père ne fut pas arrêté, et que dès le lendemain de la visite nocturne que je viens de décrire, on fabriqua pour lui des certificats de résidence continue et de civisme qui le rendirent blanc comme neige.

Quelques jours après, ma mère donna un grand dîner à la famille Chaube et à deux membres de la commune. Mon oncle, ma tante et quelques autres personnes de notre famille y figuraient aussi. Mme Chaube, grosse femme indolente, avait amené ses deux enfants, nommés, suivant

l'usage du pays, Chaubon et Chaubette. Chaubon était un garçon de douze à treize ans, déjà gâté par la débauche, maigre, verdâtre, au regard malicieux et féroce, hardi, effronté et aussi malappris qu'on puisse l'imaginer; enfin, le vrai type du gamin révolutionnaire. Au beau milieu du dîner qui se passait assez gaiement, ce polisson s'adressant à ma mère : « Dis donc, citoyenne Planat, lui cria-t-il du bout de la table, tu as une fière obligation à mon père, car sans lui ton mari aurait passé au rasoir national. » A cette apostrophe, ma pauvre mère fondit en larmes, et le gamin éclata de rire en regardant tous les assistants comme pour se faire admirer...

Ici finit malheureusement le fragment des souvenirs de Louis Planat, qui a trait à sa première jeunesse. Tout le reste, soit écrit par lui-même au moment des événements, soit dicté bien des années après par lui à sa femme, se rapporte à des époques de beaucoup ultérieures (1812, 1815, 1822). Mais s'il ne peut être donné à personne de raconter avec ce charme et ce naturel exquis les événements qui remplirent l'intervalle, nous pouvons du moins les faire connaître, grâce aux papiers qui sont entre nos mains.

Nous reprenons le récit interrompu là où il s'arrête (1793).

M. Planat père, en possession du précieux certificat, se hâta de retourner à Paris avec toute sa famille. Mais déjà ses biens étaient séquestrés, et une année entière s'écoula avant qu'il parvînt à obtenir sa radiation définitive du tableau des émigrés, et par suite la levée du séquestre. Cependant il pourvut à l'existence des siens en remplissant l'emploi de correcteur dans un établissement d'imprimerie appelé Agence pour l'envoi des Lois. Il y fut chargé de la vérification des lois traduites en italien et de la correction d'œuvres littéraires importantes. Cette circonstance le mit en rapports suivis avec plusieurs personnages haut placés dans l'administration, parmi lesquels le général Millet-Mureaux, qui faisait imprimer le *Voyage de La Peyrouse*. Ce

général, nommé peu de temps après chef de la 3e division de la guerre, offrit à M. Planat l'emploi de sous-chef, ce que celui-ci accepta avec joie. Sa capacité le désigna bien vite à l'attention de ses supérieurs, et, dès l'année suivante, à l'occasion d'une réorganisation des diverses divisions, le ministre de la guerre décida que les deux subdivisions de l'artillerie et du génie resteraient désormais réunies entre les mains de M. Planat. Cette mesure, qui ne lui valut qu'un surcroît de travail écrasant, attira néanmoins à M. Planat des ennemis acharnés. A défaut de tout grief avouable, ils exhumèrent contre lui l'ancienne accusation d'avoir été secrétaire du duc de Polignac, ce à quoi il répondit fort dignement dans une défense imprimée qui est sous nos yeux : « J'étais, on le voit, secrétaire de l'administration, non de l'administrateur. Ce n'est pas que j'aie à rougir de voir mon nom à côté de celui du duc de Polignac. Il eut de l'amitié pour moi, et, quoi qu'il arrive, le souvenir m'en sera toujours cher. Le patriotisme n'exclut pas la reconnaissance, et ne fait pas un crime des affections de l'âme... »

Le général Millet-Mureaux ayant dû quitter plus tard son poste, M. Planat fut investi de la direction de la 3e division. Mais ses ennemis redoublèrent d'efforts, et pendant un moment ils paraissaient devoir l'emporter. Subitement arrêté, incarcéré pendant quatre jours sous l'absurde accusation d'avoir ordonné le dépalissadement des forteresses, puis remis en liberté et déclaré innocent, M. Planat n'en fut pas moins tenu éloigné de ses fonctions pendant dix-huit mois. Les généraux Berthier et Andréossi l'y rappelèrent à leur avènement au pouvoir (mars 1800), et en même temps son jeune fils, Louis Planat, entra au corps du génie en qualité d'adjoint de 2e classe.

Ainsi commença, à l'âge de quinze ans, la carrière du jeune Planat. Ce fut une des courtes époques heureuses de sa vie. Depuis deux ans seulement il avait été placé dans une des rares maisons d'éducation qui s'étaient rouvertes, et il venait de terminer à la hâte son cours de mathématiques. Mais très heureusement doué et devenu fort studieux, son nouvel emploi était en tout point conforme à ses aptitudes comme à ses goûts. Il se trouvait en outre à côté d'autres jeunes gens fort distingués,

parmi lesquels Casimir Perier, plus âgé que lui de deux ans, et adjoint de 1re classe.

A tous les points de vue, la fortune alors semblait vouloir sourire à la famille Planat[1], et une ère de tranquille prospérité semblait s'ouvrir devant elle, lorsqu'un revirement inattendu vint détruire à tout jamais son bonheur. Un chef nouveau venait d'être placé comme inspecteur général à la tête de l'artillerie; il y amena ses créatures, et crut devoir donner à l'une d'elles, le général G..., la place de M. Planat, sans égard pour les services de celui-ci et sans compensation. Nous croyons devoir reproduire la lettre que M. Planat adressa en cette occasion au ministre Carnot. Elle peint non seulement le caractère de l'homme qui l'écrivit, mais aussi la situation vraiment singulière des serviteurs de l'État à cette époque; elle est nécessaire, d'ailleurs, pour expliquer certains faits qui suivent.

Mars 1801.

Citoyen Ministre,

Permettez-moi de réclamer votre justice contre un acte arbitraire dont je viens d'être la victime. Ayant occupé depuis quinze ans les premières places de plusieurs grandes administrations et particulièrement de l'artillerie, je me vois aujourd'hui enlevé à mes fonctions par un abus d'autorité, dont les temps les plus révolutionnaires offrent à peine un exemple.

Le premier inspecteur d'artillerie, en arrivant dans les bureaux de la guerre, y a signalé son entrée par mon remplacement dans l'emploi de chef de subdivision de l'artillerie. Sa lettre ne donne d'autre motif de cette exclusion que l'habitude où il est, dit-il, de travailler avec un chef qui a toute sa confiance; que je dois, d'après cela, lui céder ma place, et qu'il regrette beaucoup de ne pouvoir m'en donner une analogue à mes talents.

Eh quoi, Ministre! est-ce bien sous un gouvernement protecteur qu'on peut disposer ainsi de l'existence des employés de votre minis-

1. M. Planat dit dans une de ses lettres : « En 1795, mon père acheta, pour quelques centaines de louis, des rentes 5 °/₀, qui étaient alors à cinq francs. Peu d'années après, elles dépassèrent cinquante francs; en sorte que, avec dix mille francs, il avait gagné en trois ans plus de cent mille francs. Il les employa à acheter deux maisons, l'une rue Neuve-des-Mathurins, l'autre rue de la Loi, aujourd'hui rue Richelieu, qui en 1804 avaient déjà triplé de valeur. » F. P.

tère? Comment parviendra-t-on à les attacher à leur état s'il n'existe pour eux aucune garantie, ni confiance; et si, au lieu d'un état permanent et invariable, ils ne voient de constant que l'instabilité! J'aimais à penser que, dans un État bien gouverné, les droits de l'expérience pouvaient enfin prévaloir sur l'audace, l'insolence et l'ineptie ambitieuse. Me serais-je donc trompé? non, Ministre, votre équité me rassure; il est impossible que vous ayez conféré le pouvoir de désorganiser une des branches importantes de la guerre, et de réduire au désespoir le père d'une nombreuse famille.

Je vous parlerai peu de mes services, ils sont connus au département de la guerre.

Je fus nommé en 1784 secrétaire général des haras; j'ai occupé cette place jusqu'en 1793, époque de la dissolution de cette partie importante des richesses nationales.

Lors du régime constitutionnel, le ministre Aubert-Dubayet m'appela au département de la guerre, en qualité de chef de subdivision de l'artillerie.

Le ministre Petiet me confia cette division, et par suite celle du génie que je dirigeai jusqu'en fructidor an VI.

A cette époque, je fus dénoncé, comme émigré, et accusé d'avoir ordonné le dépalissadement des places. Ces atroces calomnies me firent arrêter comme prisonnier d'État et conduire au Temple. Il me fut très facile de prouver ma non-émigration; et quant au prétendu dépalissadement, je démontrai que c'était une mesure d'économie proposée par les deux comités des fortifications et de l'artillerie. Comme il était odieux de me retenir plus longtemps sans incarcérer tous les membres de ces deux comités, on me rendit à la liberté, mais non à mes fonctions, et le but des délateurs fut rempli.

Après un intervalle de dix-huit mois, j'y fus rappelé par les généraux Berthier et Andréossi. Ce dernier peut vous dire, citoyen Ministre, dans quel état nous trouvâmes cette division, qui dans cet espace de temps avait eu cinq chefs différents. Les opérations importantes qui s'y sont exécutées depuis cette époque attestent les efforts qu'il a fallu faire pour la diriger au milieu du chaos et de la confusion.

Cependant l'ordre s'y est rétabli; quatre armées, manquant de tout, ont été approvisionnées (ou doivent l'être, si l'on suit avec soin les dispositions déjà ordonnées); les fabrications spéculatives ont été suspendues; les commandes d'armes et de projectiles régularisées; les équipages d'artillerie rendus au gouvernement (et cette seule opération bien administrée doit produire une économie annuelle de trois millions); le corps de l'artillerie a été régénéré, et les promotions enfin ont été calculées non sur les rides, mais sur les cicatrices.

Je le dis avec quelque satisfaction, citoyen Ministre, j'ai eu une

grande part à ces améliorations, et je ne crains pas d'invoquer sur ce point le témoignage du général Andréossi lui-même.

Et c'est après une pareille conduite et sans égard pour ma qualité de père d'une nombreuse famille qu'un homme, respectable sans doute, mais circonvenu par l'intrigue et la calomnie, se permet de m'éconduire comme un malheureux salarié. Quel est donc le caractère qui l'investit d'une pareille autorité? Son rang, quelque élevé qu'il soit, le dispense-t-il d'être juste? Et faudra-t-il donc que le faible soit toujours opprimé, parce qu'il se trouve sur le chemin d'un intrigant ou d'un ambitieux? C'est à vous, citoyen Ministre, qu'il appartient de mettre un terme à de telles iniquités; je parle à un ministre longtemps opprimé par la calomnie; il ne permettra pas que ce système s'établisse sous son ministère, et ce ne sera point en vain que j'aurai réclamé sa justice. Je l'attends avec confiance.

Salut et respect,

PLANAT.

Cette réclamation n'eut point de résultat. La situation des employés n'étant pas alors réglée et garantie par la loi, le nouvel inspecteur de l'artillerie, tout en usant durement de son droit, ne l'avait point dépassé. Mais la fierté naturelle de M. Planat devait lui interdire toute autre démarche, et, sous l'influence de son juste ressentiment, il alla jusqu'à obliger son jeune fils à donner sa démission, ne voulant pas, écrivit-il, le voir entrer dans l'administration pour devenir à son tour la victime de l'arbitraire et du caprice des hommes.

En ce moment (printemps 1801), le commerce avec la Russie, longtemps interrompu par les événements, venait de reprendre avec une grande vivacité, notamment le commerce des objets de luxe : bronzes, bijoux, livres précieux, etc. Une foule de négociants improvisés se lancèrent dans ces spéculations, espérant réaliser promptement de grands bénéfices. Un ami de M. Planat, ancien négociant, lui persuada d'entreprendre de son côté une expédition de ce genre, offrant de partir lui-même pour la Russie en qualité d'associé et de fondé de pouvoir, et répondant du succès. M. Planat finit par consentir, et il décida que son fils accompagnerait son ami, pour se former, sous sa direction, à la carrière du commerce, c'est-à-dire à la seule profession qui fût

en désaccord complet avec son caractère et toutes ses aptitudes.

Voici donc le jeune Planat, à l'âge de dix-sept ans, enlevé à sa famille, à son pays, à la carrière qu'il aime, pour faire, dans la triste et froide Russie, l'apprentissage d'un métier qu'il déteste; ce fut comme le prélude de la pénible vie qui lui était réservée.

Un voyage à Saint-Pétersbourg n'était pas, à cette époque, une petite affaire; celui des deux voyageurs dura quarante jours et mit plusieurs fois leur vie en péril : « Grâce à Dieu, écrivait le jeune Planat en arrivant à Saint-Pétersbourg, nous voici quittes de tout danger; mais nous sommes si maigres et si noirs qu'on aurait de la peine à nous reconnaître. » Secouant ensuite vaillamment l'état de chagrin et de dépit où les résolutions de son père l'avaient plongé, il ajoute : « Je ferai tout mon possible pour remplir les vues de mon père. Plus que jamais je sens le besoin de travailler; mais je suis résolu à ne prendre de maîtres que lorsque j'aurai réalisé un premier bénéfice. » Les sentiments amers ne pouvaient durer dans ce cœur aimant; la réconciliation entre le père et le fils fut prompte et complète et lorsque, dès le mois qui suivit leur arrivée, l'ami de son père crut devoir renvoyer son jeune compagnon en France, pour organiser à la hâte une seconde expédition, M. Planat père voulut reconduire lui-même son fils jusqu'à Lubeck, et, le jour de leur séparation, lui adressa ces lignes caractéristiques :

Lubeck, 16 septembre 1801.

Mon cher Planat,

Le voyage que nous venons de faire ensemble m'a confirmé dans l'idée que j'ai toujours eue que tu seras un jour un homme. Tu as de la prudence, du jugement, de l'esprit; mais j'ai cru remarquer en toi peu de ténacité dans les affaires et un goût prématuré pour la vie tranquille. Songe que tu entres dans la vie; que la nature a marqué elle-même le temps du repos; elle t'a fait homme et t'a condamné, comme les autres, à payer à la société le tribut de ton travail. Regarde autour de toi! Je ne demande pas que tu prennes tes exemples dans la classe du peuple, dont la destinée est de vivre et de mourir

dans les privations et dans le besoin; ni dans celle des militaires qui, dans quelque rang qu'ils soient, ne sont jamais que des esclaves plus ou moins brillants; mais arrête un peu ta pensée sur moi-même! Je fus jeté dans le monde, sans appui, sans argent, sans état! Abandonné comme un frêle arbrisseau, j'ai lutté pendant vingt ans de ma vie contre la misère et le chagrin, et, dans des temps que j'ai crus plus heureux, j'ai eu à combattre les passions des hommes, cent fois pires que la misère! Tu entres dans une carrière belle à parcourir, honorable et surtout indépendante du caprice des hommes! Je te le répète, mon cher enfant, avec ton caractère et les sentiments que je te connais, tu ne peux manquer de réussir dans les affaires, si tu peux y mettre un peu de ténacité. Ne porte plus tes regards en arrière! Vois le sillon que tu as à tracer et repose ta pensée sur le temps qui verra réaliser nos agréables projets, etc.

Du reste, M. Planat approuve pleinement le plan de conduite de son fils, qui consiste à montrer dans toutes les transactions de l'assurance sans fierté, de la complaisance sans bassesse, de la prudence sans astuce; car, il faut le dire, la principale préoccupation du jeune négociant était de réhabiliter par son attitude la dignité du nom français, fort décrié à Saint-Pétersbourg, et compromis par une foule d'aventuriers.

Mais, on le comprend aussi, des sentiments si élevés, qui à la longue auraient pu porter leurs fruits, n'étaient guère propres à assurer la victoire à celui qui les professait, dans les luttes ardentes de la concurrence. D'un autre côté, M.*** n'était apparemment ni fort habile, ni fort actif, car, dès le mois suivant, Mme Planat écrivait à son fils : « Ton père n'est pas content; il trouve que vous mettez bien de la lenteur à vos opérations. Songe que notre fortune est entre vos mains, et que ton père en a mis une grande partie dans ces expéditions. » Et peu de jours après : « L'inquiétude de ton père va toujours croissant. Vous avez tort de dédaigner les moyens actifs que vos concurrents emploient avec succès. Dans un pays où l'on n'est qu'en passant, où le commerce ne réussit qu'au plus remuant, on est bien forcé de suivre la voie qu'ils ont frayée. Il ne faut pas croire que la gravité et la roideur soient ici nécessaires. Eh, mon ami, laisse à ce peuple, parmi lequel tu ne veux pas vivre, tous ses préjugés! Vends tes marchandises, et reviens dans tes foyers.

Notre projet est d'abandonner le commerce avec la Russie, qui, dût-il réussir, entraîne trop d'inquiétude. »

Mais les marchandises, une fois vendues, n'étaient point payées, et le malheureux jeune homme, chargé d'une responsabilité au-dessus de ses forces, fréquemment malade, écrivit à sa sœur ces lignes pleines de tristesse : « As-tu donc entièrement oublié ton pauvre frère? Vois ma position : des affaires embarrassantes, des reproches accablants, un climat horrible, et toi, ma sœur, dont j'attendais quelques consolations, tu ne m'écris pas. Je pars demain pour Moscou. Je suis bien malheureux ! »

Au commencement de 1803, M. Planat père se décida à rappeler son fils, laissant à son ami le soin de terminer seul une affaire si mal engagée et de poursuivre le recouvrement des sommes considérables qui lui étaient dues. « Grâce au ciel, me voilà délivré de cette maudite Russie, où j'ai laissé argent, santé et gaieté, » s'écriait, au comble de la joie, le jeune Planat, dans une lettre à son frère, écrite en allemand. La connaissance de cette langue, perfectionnée pendant ses premières campagnes, était le profit le plus clair que le studieux jeune homme rapportât de son exil; mais cette circonstance eut une grande influence sur son avenir.

Peu de mois passés dans sa patrie au sein de sa famille suffirent pour lui rendre la santé et la bonne humeur. L'automne le trouva établi dans la petite ville d'Osnabruck, secrétaire à l'état-major et agent des transports militaires à l'armée de Hanovre. Cet emploi était provisoire et ne rapportait point de traitement fixe; mais le jeune Planat ne s'en trouvait pas moins fort heureux. Rien de plus charmant que ses lettres de ce temps; elles débordent de gaieté et de bon vouloir; tous ses chefs lui paraissent fort aimables, tous ceux qu'il rencontre excellents; le monde entier lui semble animé pour lui d'une bonté et d'une bienveillance qu'il rend avec usure.

Malheureusement son père voyait les choses autrement; peu satisfait d'une situation précaire, inquiet de l'avenir de sa famille, il revint bientôt à son premier projet, et, à peine rendu au lieu de sa destination, Louis Planat reçut lettres sur lettres, tantôt dures et tantôt caressantes, l'engageant à abandonner dé-

finitivement toutes ses idées chevaleresques et romanesques pour entrer en qualité de commis dans une grande maison de banque à Riga. L'estime qu'un si jeune homme avait su conquérir en Russie, l'excellent souvenir qu'il y avait laissé, tournèrent ainsi contre son repos; car son père y voyait avec raison un élément assuré de succès. Mais l'aversion de Louis Planat pour la carrière des affaires était plus forte que jamais; d'ailleurs « cette fluctuation continuelle d'idées sur notre sort, écrivit-il à son frère, est inconcevable; elle ne s'allie point dans mon esprit au caractère ferme et solide de notre père. J'ai dû tour à tour être ingénieur, négociant, employé aux armées, et finalement commis de comptoir. Amen ! Pierre qui roule n'amasse pas de mousse ! Sur le tout, il faut prendre patience et tâcher par tous les moyens qui ne choquent pas l'autorité paternelle de garder nos places et d'avancer... »

La satisfaction que témoignaient tous les chefs de Louis Planat de ses services parut un moment ébranler les résolutions de son père; mais l'âge de la conscription approchait : un emploi définitif seul ou l'éloignement pouvait l'y soustraire. La lutte recommença donc, et Louis Planat, pour y mettre fin, et plutôt que de s'exiler de nouveau, voulut s'enrôler sur-le-champ. Pourtant les instances de sa mère le vainquirent enfin, et il se déclara prêt à partir pour Riga. Voici en quels termes son père, touché de sa résignation, l'en remercia tout en appréciant son caractère : « Crois-en mon expérience, mon cher Planat; il est peut-être des états qui offrent plus d'agréments que le commerce; il n'en est pas de plus indépendant. La France fourmille d'artistes, de légistes, de militaires; quelques-uns percent la foule et arrivent, mais que d'embarras, que de cabales, que d'intrigues pour parvenir ! La nature t'a refusé ces moyens, et tu n'en seras que plus heureux. Elle t'a destiné à fournir une carrière dégagée de toute espèce d'intrigue. »

Cette fois ce fut le général Dulauloy qui, en refusant un passeport, mit obstacle au départ. Louis Planat, ainsi tiraillé sans cesse, resta à son poste jusqu'à ce qu'il reçut de son père ce billet laconique : « Tu partiras aussitôt ma lettre reçue, et tu t'arrêteras à Clichy, où tu trouveras ta mère et tes sœurs. Ne

t'inquiète pas du reste. Laisse là l'armée... Ne fais pas de réflexions. Pars. »

Le mot de cette énigme était celui-ci : M. Montessuy, munitionnaire général des Invalides, venait de conclure avec le ministre de la marine un traité pour la fourniture des vivres aux hôpitaux maritimes, et il avait pris pour associé un de ses frères et M. Planat père. Le jeune Planat était envoyé à Brest comme inspecteur, emploi qui le mettait à l'abri de la conscription.

Malheureusement M. Montessuy s'était gravement trompé dans ses calculs. Dès les premiers mois la perte fut évidente, et les associés durent solliciter la modification de leur traité ou sa résiliation. En outre, l'hôpital de Brest exigeait des livraisons de beaucoup plus considérables que celles prévues par le contrat, et, vu l'urgence, les associés ne pouvaient refuser de les fournir[1]. Ils espéraient d'ailleurs se concilier par cette conduite le bon vouloir de l'administration, car la résiliation pure et simple devait rendre la perte déjà éprouvée irrévocable. Le ministre promit en effet une juste augmentation s'il y avait lieu, et il n'attendait, disait-il, pour statuer définitivement, que la présentation d'un rapport déjà ordonné.

Mais ce rapport fut vainement attendu pendant près d'un an; aucune décision ne fut prise, malgré les incessantes réclamations des associés, qui dans cet intervalle durent continuer à marcher dans la voie dangereuse où ils se trouvaient engagés de plus en plus, sous peine de perdre le fruit des sacrifices croissants qu'ils avaient faits.

Les pertes et les avances s'accumulèrent; au bout de quatorze mois, elles s'élevèrent à 400 000 francs, et force fut de s'arrêter. En outre, un des MM. Montessuy s'étant déclaré insolvable, ses deux associés devaient remplir chacun par moitié ses obligations. M. Planat s'était vu réduit à faire des emprunts onéreux; tous ses immeubles se trouvaient grevés d'hypothèques; quant

1. L'hospice de Brest exigea dix onces de viande par jour et par malade, au lieu de huit stipulées par le ministre. Ce seul article occasionna un surcroît de dépense de 150 000 francs. En somme, la journée des malades, qui était payée aux associés 92 c., coûtait 1 fr. 40 c. Ces faits non contestés forment la base d'un mémoire présenté plus tard au ministre de la marine par la veuve de M. Planat. F. P.

aux fonds placés en Russie, il n'en espérait plus rien. Il entrevit en frémissant la ruine complète de sa famille; son indomptable énergie s'affaissa, sa santé dépérit; au mois de septembre 1805, il s'alita pour ne plus se relever. Les soins de sa famille parurent le ranimer un moment; mais dans cette journée même, la décision du ministre, si cruellement différée jusque-là, était arrivée. La résiliation pure et simple était accordée, mais aucune indemnité, pas même le remboursement des fournitures de vivres faites en sus du marché.

C'était la ruine complète, irréparable. M. Planat ne put résister à ce coup funeste; il expira le lendemain entre les bras de sa malheureuse femme.

Il serait inutile d'insister sur le désespoir de cette famille et sur son affreuse situation. La pauvre veuve toujours malade, sans aucune expérience des affaires, entourée d'enfants en bas âge, écrasée par des intérêts usuraires à payer chaque jour, harcelée par la foule des créanciers, n'avait au monde d'autre appui ni d'autre guide que son fils aîné. La loi elle-même s'opposerait aujourd'hui à ce qu'il lui fût enlevé; mais il n'en était pas ainsi à cette époque. La catastrophe qui avait tué le père enlevait au fils la position qui le dispensait de la conscription. Après dix mois passés près de sa pauvre mère, le jeune Planat fut officieusement prévenu que l'espèce de tolérance dont il avait été l'objet jusque-là allait cesser; qu'à moins de s'engager volontairement, il pourrait être recherché, peut-être incorporé dans une compagnie de discipline[1]. Le général Saint-Laurent, directeur général du train d'artillerie, alors à Varsovie, répondit à Mme Planat, qui l'avait consulté : « Il faut qu'au lieu d'entrer dans l'artillerie à cheval, monsieur votre fils entre comme soldat dans le 8e bataillon du train. Lorsqu'il y sera rendu, je l'appellerai auprès de moi, et je vous convaincrai que je n'ai pas cessé d'être le véritable ami de votre malheureux époux. »

Ainsi c'est par nécessité, non par vocation, que Louis Planat

1. Les tristesses de Planat à la mort de son père, son dévouement pour sa famille, son courage se trouvent exprimés dans les lettres qu'il écrivit pendant cette cruelle année à son frère Auguste, alors à Saint-Pétersbourg. Voir le volume *Correspondance intime*.

se fit militaire. Une fois entré dans la carrière, il sut en remplir les devoirs de manière à pouvoir affirmer de lui, ce que lui-même nous a dit de son père : il serait arrivé aux plus hauts emplois, si une catastrophe sans précédent dans l'histoire n'était venue briser sa carrière à peine commencée.

En ce moment toute son opinion se bornait à se faire nommer officier le plus vite possible, afin de consacrer la moitié de sa solde à l'éducation de ses deux jeunes frères, objet incessant d'inquiétude et d'anxiété pour sa mère. C'était le but immédiat qu'il avait devant les yeux; il l'atteignit au bout de trois ans, et la pauvre mère reçut sur son lit de mort la nouvelle de la nomination de son fils aîné au grade d'officier; elle expira en le bénissant, pleine de sérénité et de confiance dans l'avenir. Ce fut là la récompense de Louis Planat et la bénédiction de toute sa vie. Mais par quelles souffrances avait-il dû passer pour la conquérir, au prix de quelles luttes put-il seul accomplir les promesses faites à sa mère mourante? Il n'a laissé aucun récit de cette sombre période de sa vie, mais ce récit se trouve dans une correspondance suivie avec sa famille pendant ces cinq années.

C'est dans la première quinzaine de janvier 1807, qu'après des adieux dont il est facile d'imaginer la tristesse, Louis Planat était parti pour rejoindre en Alsace le dépôt de son corps. Dès ce moment, c'est sa correspondance qui nous servira à continuer ce récit[1].

F. P.

Louis Planat à sa mère.

De l'Isle-de-Nogat, 29 juillet 1807.

J'ai d'heureuses nouvelles à t'apprendre! La paix avec la Prusse et la Russie n'en est plus une pour toi; mais mon

1. Ainsi apparaîtront les phases différentes de la vie de Planat dans les pages qui suivent. Mais la plupart des lettres, écrites durant cette période, où il montre surtout son cœur de fils et de frère, sont contenues dans le volume *Correspondance intime*.

excellent protecteur vient enfin de recevoir une récompense qui était due depuis longtemps à son mérite et aux services qu'il a rendus dans les dernières campagnes. L'Empereur, avant son départ, l'a promu au grade de général de division; il s'est entretenu quelque temps avec lui, et lui a témoigné sa satisfaction. Le caractère connu de l'Empereur ajoute beaucoup à cette faveur. Ce digne général n'ignore pas combien je t'aime, et quel désir j'ai de te revoir. Tous les jours je lui parle de tes vertus, de tes malheurs, de ta tendre sollicitude. Il a eu la bonté de prévenir mes vœux, et m'a dit, en particulier, qu'à notre rentrée en France, quelle que soit la destination du parc, il m'enverrait passer une quinzaine à Paris. Pourquoi ne te dirais-je pas tout? Il m'a fait sous-officier, et m'a enfin déclaré qu'il allait tout mettre en œuvre pour m'attacher à lui comme aide de camp. Il a beaucoup d'obstacles à surmonter; la loi veut six ans de service actif, et la place d'aide de camp donne rang de capitaine. Il m'a confié tout cela, à la condition d'en faire mystère à tout le monde sans t'excepter; mais puis-je cacher quelque chose à ma mère chérie, surtout une chose qui doit lui causer de la joie et porter quelque adoucissement à ses peines! Mon excellente mère, j'éprouve en ce moment un besoin de te serrer dans mes bras, de donner avec toi des larmes de reconnaissance et d'amour à l'homme chéri qui veut me tenir lieu du père que j'ai perdu. Mes pauvres frères, ce sera aussi le vôtre; si le ciel permet que votre éducation s'achève, vous marcherez un jour sur ses traces et sous ses auspices dans la glorieuse carrière qu'il vient de remplir si dignement!

Conserve ton courage, ma bonne mère, je te développerai dans notre prochaine entrevue tout ce que l'avenir peut nous présenter d'heureux. Cependant, je te demande le secret sur ce que je viens de te dire. La place d'aide de camp d'un général de division est une chose extrêmement

recherchée; et depuis vingt jours que le général a obtenu son nouveau grade, elle lui a été demandée par une infinité de gens qu'il a refusés, en disant qu'il en avait disposé. Tu penses bien que si l'on savait qu'il me la destine, on parviendrait facilement à déranger son projet[1].

Nous partons sous peu de jours pour Berlin où nous séjournerons quelque temps. Et de là, si la guerre continentale ne se rallume pas, nous rentrerons en France. Alors nous nous reverrons au moins pour quelques jours. Je n'ose encore compter sur ce bonheur.

Tu me demandes quelles sont mes ressources pécuniaires? Je n'ai rien de trop, rien ne me manque.

Berlin, 16 octobre 1807.

Nous sommes toujours à Berlin, chère maman, sans prévoir quel sera le terme de notre séjour dans cette pauvre ville dont tous les habitants voudraient nous voir bien loin. L'armée se trouve dans le même état d'incertitude où elle était l'année passée. Plaise à Dieu qu'elle n'en sorte pas de la même manière. Il semble que l'on ne fasse la paix que pour recommencer la guerre, ou bien ne fait-on la guerre que pour le plaisir de faire la paix? Quoi qu'il en soit, les pauvres humains se trouvent mal de ces fluc-

1. Ces promesses n'étaient point sérieuses; mais elles avaient l'avantage de réduire au silence les réclamations du jeune soldat, qui témoignait sans cesse le désir d'être renvoyé à son corps, afin d'y suivre la voie régulière. Il est toutefois juste de dire que la manière dont le général Saint-Laurent utilisait le temps du jeune Planat fit acquérir à celui-ci des connaissances qui par la suite lui devinrent fort utiles. Voici ce qu'il dit à ce sujet dans une note : « Après quelques jours passés dans le dépôt de mon bataillon, je fus appelé par le général Saint-Laurent, directeur général du train d'artillerie, pour être employé dans ses bureaux. C'est là que je commençai à prendre des idées nettes de la correspondance et de la comptabilité. A la vérité je ne faisais que copier des lettres et des états de caisse; mais je ne les copiais pas machinalement; c'était toujours pour moi un sujet de réflexion, avec dessein d'amasser pour l'avenir, et j'en profitai si bien qu'en 1808 je remplaçai le capitaine Brouet, l'officier chargé de la correspondance. » F. P.

tuations des événements. J'ai bien peur que tout cela ne retarde mon voyage à Paris.

Berlin, 2 janvier 1808.

Quoique je conserve encore l'espoir d'aller incessamment à Paris, chère maman, je prends parti de t'adresser le projet d'un mémoire que j'ai l'intention de présenter à l'Empereur. Je n'ignore pas qu'il y a peut-être de grands changements à faire, mais j'ai voulu le laisser tel que je l'ai fait du premier jet de plume. Tu pourras le communiquer au petit nombre de ceux qui s'intéressent à nous et dont les conseils pourront, dans cette occasion, nous être d'une grande utilité. Que ce soit cependant sous le sceau du secret. Une indiscrétion peut faire avorter un semblable projet. Je m'attends que des esprits timides vont y trouver bien des choses hardies ou hasardées; à quoi je répondrai : que l'on n'a rien à ménager lorsqu'on se trouve réduit à des extrémités aussi dures que celles où nous sommes. Lorsque tu auras mûrement pesé ce qu'il convient de changer ou de laisser subsister, tu me le renverras pour que j'y mette la dernière main.

Le but de ce mémoire est d'obtenir une indemnité ou un emploi. En cas de réussite dans l'un de ces deux points, le présent deviendra supportable, et l'avenir plus riant.

Mais comme je ne veux point d'avance me flatter du succès de cette démarche, je suppose qu'elle ne réussisse pas. Alors, je profiterai de mon séjour à Paris pour te seconder dans les opérations qui restent à faire pour rendre notre succession sinon entièrement liquide, du moins bien en ordre. Nous tâcherons de pourvoir à tous les besoins de l'année qui va commencer, et je reviendrai ensuite à l'armée où, me livrant avec liberté d'esprit et avec courage aux devoirs et aux occupations de mon nouvel état, je puis espérer d'être officier au bout d'un an. De ce moment,

compte sur une rente annuelle de 2000 francs, que les bontés du général pourront encore augmenter et même doubler[1]. Que nous puissions en sauver à peu près autant des débris de notre fortune, qu'Auguste puisse y joindre environ 1 000 francs par an, voilà une existence qu'on peut regarder comme sûre.

Je n'ai point encore fait part de ce projet au général Saint-Laurent; d'abord, c'est que je l'ai toujours trouvé opposé au dessein de recourir à l'Empereur; ensuite il se trouve depuis son séjour à Berlin dans un tel tourbillon de monde et d'affaires que je n'ai que très rarement l'occasion de lui parler confidentiellement. Je ne partirai pourtant pas sans le lui communiquer.

Voilà, ma bonne mère, ce projet qu'il ne dépendra pas de moi de réaliser; s'il est chimérique, au moins j'aurai la consolation d'avoir fait tout mon possible pour assurer l'existence de ma famille, heureux de lui consacrer mon temps, mon travail et ma vie s'il le faut.

Aie du courage, mon excellente mère, et ménage bien ta santé; je me plais encore à croire que la Providence nous secondera dans cette occasion et que c'est elle-même qui nous inspire.

A l'Empereur.

Sire,

Une malheureuse famille se jette à vos pieds; tout son espoir est dans votre justice; c'est de vous-même qu'elle attend l'existence et le repos.

Chargé par elle de vous exposer ses malheurs et de mettre sous vos yeux les droits qu'elle peut avoir à vos bienfaits, je m'acquitterai de ce devoir sacré avec toute la confiance qu'inspirent votre bonté et votre équité. Je ne craindrai point de fatiguer votre attention par un récit

1. Une fois officier, L. Planat, outre les appointements de son grade, aurait touché ceux attachés à l'emploi que sa capacité le mettrait à même de remplir. En ce moment celui qu'il remplissait de fait auprès du général Saint-Laurent n'était pas rétribué. F. P.

peut-être trop long, mais indispensable, persuadé que le premier et le dernier des sujets de Votre Majesté ont des droits égaux sur son cœur paternel.

Au mois de fructidor an XII, mon père s'étant lié d'intérêt avec le sieur Montessuy, munitionnaire général des Invalides, ils prirent, conjointement avec un frère dudit sieur M..., le service des vivres des hôpitaux de la marine, pour lequel ce dernier venait de traiter avec le ministre. Cette entreprise ayant présenté dès les premiers mois une perte aussi énorme qu'évidente, ces messieurs adressèrent à S. Exc. M. Decrès plusieurs réclamations tendant à obtenir une augmentation sur le prix qui leur était alloué, ou quelques modifications dans les conditions du traité qui leur étaient les plus onéreuses. Ces démarches furent infructueuses; on leur fit cependant espérer, d'une manière vague, qu'on pourrait par la suite y avoir égard. Ils redoublèrent alors de zèle dans leur service, espérant que le ministre prendrait en considération la manière loyale dont ils remplissaient leurs engagements. Cependant le temps s'écoulait, les pertes s'aggravaient, et le ministre laissait sans réponse toutes les réclamations qui lui étaient adressées. Enfin, il ne fut plus possible de tenir : il fallut solliciter la résiliation du marché, qui fut accordée quatorze mois après sa conclusion.

Mon père se trouvait alors dans une situation désespérante: tous ses biens étant engagés et hypothéqués d'outre-valeur pour remplir, non seulement ses engagements, mais encore ceux des sieurs M..., et obligé de servir des intérêts écrasants. Le résultat de cette malheureuse affaire ne lui étant que trop connu, et le caractère inflexible du ministre lui ôtant tout espoir d'indemnité, il ne put qu'envisager sa ruine totale. Il était alors malade; ce dernier coup lui donna la mort; l'idée de laisser sa femme et ses enfants dans l'indigence rendit son agonie affreuse. Enfin, après trente-neuf jours de souffrances inouïes, il expira, laissant une veuve infortunée et six enfants, dont quatre mineurs. C'est alors que tout semble se réunir pour nous accabler; livrés à des gens rapaces qui surent mettre à profit notre inexpérience et le désordre des affaires que mon père avait laissées, notre ruine fut bientôt consommée, et, malgré la sage prévoyance des lois, le bien du mineur devint la proie d'avides créanciers et d'usuriers effrontés; frustrés par des associés sans foi, il nous fallut transiger avec eux aux conditions qu'il leur plut de nous dicter, notre extrême gêne ne nous permettant pas de porter la clarté de la justice dans ces affaires ténébreuses. Mais il est inutile de dévoiler toutes ces turpitudes qu'aucune preuve juridique ne peut d'ailleurs démontrer.

Cependant le sieur M... nous avait abandonné le soin de poursuivre les demandes en indemnité, et la notoriété de nos pertes nous laissait quelque espoir de ce côté-là.

Ma mère, presque mourante, se traîna chez le ministre de la marine dont quelques amis lui avaient ménagé l'audience. Là, surmontant la timidité naturelle à une femme qui a toujours vécu dans les bornes de ses devoirs domestiques, elle employa tout ce que l'amour maternel et le sentiment de ses malheurs put lui suggérer de plus fort et de plus touchant: mais rien ne put émouvoir le ministre; une réponse dure fut tout ce qu'elle obtint de lui, et cette mère respectable, que tout concourait à rendre intéressante, ne remporta d'autre fruit d'une démarche aussi pénible que l'humiliation et le désespoir. Sans doute, il est du devoir d'un ministre de ne point céder à des considérations particulières lorsqu'il s'agit du bien et de l'intérêt public; mais quelle loi lui prescrit de repousser l'infortune, et le dispense de remplir la tâche, si honorable et si touchante, de recueillir la plainte du malheureux pour la porter au pied du trône?

Sire, c'est devant vous qu'il est permis de plaider la cause de la veuve et de l'orphelin. Votre Majesté, moins rigide que ses ministres, ne peut croire qu'il est de l'intérêt public de ruiner un de ses sujets, un homme vertueux, un père de six enfants, et de lui faire expier par une mort affreuse sa droiture et sa loyauté. Et si les lois nous refusent absolument cette indemnité que nous sollicitons depuis si longtemps en vain, j'ose ici supplier Votre Majesté de m'accorder un emploi qui puisse sauver ma famille des horreurs de la misère, et assurer une éducation convenable à mes deux frères en bas âge. Par cette faveur, Sire, vous rendrez le calme à toute une famille qui ne pourra songer à son bonheur sans bénir le monarque bienfaisant auquel elle le devra.

A des droits si réels à votre bienfaisance, j'ose encore ajouter les services que mon père a rendus au ministère de la guerre où il occupa la place de chef des divisions réunies de l'artillerie et du génie; tous ceux qui l'ont connu dans cet emploi difficile et honorable attesteront ses talents et son intégrité. Messieurs les généraux Duroc, Marescot, Marmont, Éblé et Saint-Laurent l'honorèrent de leur amitié et ne refuseront point de rendre justice à la mémoire de ce père infortuné.

Lorsque Votre Majesté ordonna le rétablissement des haras en France, mon père, jaloux de seconder par ses connaissances un si beau projet, présenta à ce sujet, au ministre de l'intérieur, un mémoire qui répandit les plus grandes lumières sur cette branche importante de l'industrie et des richesses nationales. Il fit hommage de ce travail au ministre, sans autre vue que celle de l'utilité publique, et ne voulut d'autre récompense que les justes éloges que méritaient ses sentiments patriotiques et désintéressés.

Louis Planat à sa mère.

Berlin, 24 février 1808.

Je te renvoie, ma chère maman, la copie, mise au net, de mon mémoire. Enfin, d'ici à la fin du mois prochain, je pourrai probablement connaître le résultat de cette démarche, et, quoique je compte peu sur le succès, je t'avouerai franchement que pendant tout ce temps je serai dans de terribles angoisses.

Le général Saint-Laurent approuve mon mémoire dans tout son contenu; mais il n'a pas jugé à propos de l'apostiller, parce que, en effet, il ne peut exister aucune relation entre lui et moi dans la hiérarchie militaire. Ce n'est que par faveur et pour ainsi dire contre les règlements que je me trouve près de lui, et c'est même à cette cause que je dois attribuer le retard de mon avancement. Il est tout simple qu'un chef de corps s'intéresse plus à des sujets qui travaillent sous ses yeux, qu'à ceux dont les services sont étrangers à son corps; c'est précisément le cas où je me trouve. Malheureusement le général s'est accoutumé à ma manière de servir, et après m'avoir promis plusieurs fois de me faire rejoindre ma compagnie, il m'a enfin déclaré qu'il désirait que je restasse employé près de lui. Cette manière de servir est assurément la plus agréable, mais le service actif est indispensable pour avancer.

Dieu veuille que l'événement me rapproche de vous; j'en sens plus que jamais le besoin; mon âme n'est pas toujours montée au ton qu'exigent les grands sacrifices, et je n'en connais pas de plus grand que de vivre loin de vous; le courage m'abandonne quelquefois, le dégoût s'empare de moi, et, dans ces moments, tes lettres seules sont capables de ranimer et de nourrir cette ardeur de

concourir par tous les moyens au bien commun de la famille.

Si tu vois le général Savary, il est possible qu'il te demande l'emploi civil qui pourrait me convenir, et, dans ce cas, tu sauras mieux que moi ce qu'il faudra répondre; mais il se peut aussi qu'il te fasse l'observation qu'étant déjà pourvu d'un emploi militaire, il me serait très difficile de le quitter. Il me semble qu'alors tu pourrais lui dire qu'une sous-lieutenance dans le train, en me faisant franchir le pas le plus difficile de la carrière militaire, remplirait également le but que je me suis proposé en postulant auprès de Sa Majesté un emploi qui me mette à portée de secourir ma famille; qu'à la vérité les règlements demandent deux ans de service avant d'être fait officier; mais qu'une faveur spéciale de Sa Majesté, motivée sur les services de mon père, peut bien franchir les neuf mois qui me restent à parcourir, et trancher cette difficulté. En effet, quelque avantageux que puisse paraître un emploi civil, il est dans ces temps-ci infiniment plus précaire et moins stable que l'état militaire. Une fois officier, je sors de la foule; et le désir bien prononcé de parvenir, joint à la protection du général Saint-Laurent, peut me rendre le chemin facile. J'abandonne le tout à ta sagesse[1].

A la même.

Berlin, 6 septembre 1808.

Une circonstance inattendue me fait présumer que mon mémoire a été lu par l'Empereur et qu'il a produit une partie de l'effet désiré. Le ministre de la guerre vient d'é-

1. Aucune réponse n'arriva à cette lettre. La santé de la pauvre veuve déclinait de plus en plus; elle fut de nouveau alitée pendant deux mois; les anxiétés pour ses affaires minaient ses dernières forces. F. P.

crire au major du train d'artillerie pour lui demander des renseignements sur ma conduite, mes talents et ma moralité. Cette lettre a été communiquée sur-le-champ au général Saint-Laurent, qui, comme tu le penses bien, y fera répondre d'une manière favorable. Il n'y a point de doute que ce ne soit la suite de ma pétition. Le général Saint-Laurent désirerait profiter de cette circonstance pour me faire nommer officier, ou bien pour me procurer un emploi à Paris; mais la manière dont le mémoire est apostillé décidera celle dont la réponse devra être conçue; en sorte qu'il serait bien à propos que tu visses M. P*** à ce sujet. Tout dépend de la manière dont l'affaire sera présentée et étayée.

Je me trouve maintenant dans une alternative assez pénible. Le général Saint-Laurent, m'ayant peu à peu confié la direction de son travail et s'étant d'ailleurs beaucoup attaché à moi, désire que je puisse rester près de lui, tout en m'engageant à me rapprocher de ma famille. Je me trouve donc partagé entre mon désir bien prononcé de suivre ce dernier conseil et la reconnaissance, qui me lie à cet excellent homme. D'un autre côté, l'état militaire s'offre dans le siècle où nous sommes comme le plus stable et le plus susceptible de conduire à la fois aux honneurs et à la fortune; non que j'ambitionne ces biens pour moi-même, mais ils peuvent me devenir nécessaires pour l'établissement de mes frères.

J'attendrai ta réponse pour me fixer sur ces deux points[1].

1. Du cabinet de l'Empereur, le mémoire de Louis Planat avait été renvoyé au ministre de la guerre; mais il est probable que la hardiesse de cette pièce (incriminant des personnages haut placés et jusqu'à l'un de ses collègues) avait déplu au ministre; car, malgré l'excellence des informations envoyées de Posen sur le compte du jeune sous-officier, la pétition de Louis Planat resta sans réponse. Le ministre ne donna aucune suite à sa demande de renseignements, et l'espoir de la pauvre famille fut déçu encore une fois. F. P.

Une courte interruption dans cette correspondance rend ici quelques explications nécessaires.

Au commencement de 1809, le général Saint-Laurent revint à Paris, emmenant Louis Planat avec lui. Après deux ans de séparation, la mère et le fils purent enfin s'embrasser. Mais le moment du retour fut douloureux, la pauvre mère eut le cœur navré, en suivant sur les traits altérés de son fils la trace des souffrances physiques et morales qu'il avait endurées, et Louis Planat voyait avec épouvante les progrès rapides du dépérissement de sa mère; dès le lendemain de son arrivée, il écrivit à son frère: « Nous sommes hélas! parvenus au point de détresse le plus grand; toutes nos ressources sont épuisées; notre pauvre mère est dans un état d'affaiblissement qui me fait trembler pour ses jours, et auquel la tranquillité d'esprit et le bien-être pourraient seuls remédier; nos deux jeunes frères vont se trouver sans éducation, et le temps le plus précieux de la vie va s'écouler pour eux sans fruit! Je profiterai de mon séjour à Paris pour faire mettre en vente notre maison de la rue des Mathurins; mais elle est grevée de 70 000 francs d'hypothèques, outre 25 000 francs d'autres créances, que cette vente doit couvrir. Il ne nous reste donc pour l'avenir d'autre ressource que les fonds déposés en Russie. Si, comme on nous le fait espérer, le change se rétablit au printemps, il ne faudrait pas tarder d'envoyer à maman, sinon toute la somme, du moins tout ce que tu pourras, car, je te le répète, nos propriétés une fois vendues et nos dettes payées, il ne nous restera aucun moyen d'existence. »

Pendant trois mois Louis Planat resta à Paris, occupé dans les bureaux du général Saint-Laurent[1]. Mais la campagne de 1809

1. Voici ce que Louis Planat dit à ce sujet : « Après la paix et le congrès d'Erfurt, je rentrai en France avec le général Saint-Laurent, et continuai à remplir sous ses ordres les fonctions du capitaine Brouet. Ce n'était pas une petite besogne, car il s'agissait de répartir une gratification d'un million dans le personnel des parcs d'artillerie. On était presque sûr d'avance que chacun serait mécontent de son lot, et trouverait son voisin mieux traité que lui. Cependant le général Saint-Laurent, qui avait de la droiture et de la résolution dans le caractère, surmonta toutes les difficultés et s'en tira de manière à mériter les éloges de tous. Je ne fus pas traité avec plus de faveur qu'un autre, car je ne reçus qu'une petite somme que je m'empressai de remettre à ma pauvre mère, qui en avait grand besoin. » F. P.

allant s'ouvrir, il dut se préparer à partir, malgré la douleur de quitter sa mère dans un état de faiblesse qui laissait peu d'espoir, et dans un dénûment et des angoisses qui empiraient son mal. Le général Saint-Laurent, maintenant fixé à Paris, semblait peu se préoccuper de tenir au pauvre soldat des promesses tant de fois réitérées, et Louis Planat restait toujours maréchal des logis chef, partant hors d'état de secourir efficacement sa famille. Il obtint toutefois, avant de partir, de son ancien protecteur un prêt de 2600 francs pour sa malheureuse mère, et il présenta une pétition extrêmement touchante au directeur de l'instruction publique, pour obtenir l'admission à demi-pension de ses frères au Lycée impérial.

Apostillée par les généraux Saint-Laurent et Andréossi, cette pétition le fut aussi par un des hommes les plus haut placés dans l'artillerie, le général Lariboisière, dans ces nobles termes : « Les services qu'a rendus M. Planat père me paraissent mériter l'intérêt de tous les chefs de l'artillerie et la bienveillance du gouvernement pour ses enfants. C'est une dette que j'acquitte en réclamant pour eux la bonté de M. le conseiller d'État Fourcroy. » C'est à cette occasion qu'intervient pour la première fois le nom de l'illustre général qui, ancien ami du père, sut le premier aussi reconnaître les qualités exceptionnelles du fils.

Le pauvre maréchal des logis prit enfin de sa mère un congé, plus triste mille fois que le premier, et se mit en route pour rejoindre avant le commencement des hostilités sa compagnie, campée alors tout près de Vienne, à Saint-Poelten, en Autriche.

F. P.

Louis Planat à sa mère.

Au bivouac, près Vienne, 20 juin 1809.

Il y a bientôt un mois, ma bonne mère, que j'ai rejoint ma compagnie, et depuis ce temps nous sommes restés constamment bivouaqués à un quart de lieue de Vienne. Je devais t'écrire plus tôt, mais outre que les postes de notre

corps d'armée étaient très mal organisés, je suis tombé dans une compagnie où j'ai trouvé tout à faire, car depuis l'officier jusqu'au soldat, je suis le seul qui sache lire et écrire. Par ce moyen, tous les moments de ma journée se trouvaient remplis avec tant d'exactitude, que c'est aujourd'hui seulement que j'ai pu trouver le temps de t'écrire; ajoute à cela que nous n'avons ici d'autre bureau que nos genoux, et d'autre siège que la terre, qui nous sert de lit. Cette vie que je redoutais naguère me convient tellement que je puis dire ne m'être de longtemps aussi bien porté que maintenant. Mon existence ici est assez agréable, à cela près de la subordination militaire, toujours pénible à quiconque l'éprouve pour la première fois dans un âge où le caractère, étant formé, a perdu toute sa souplesse. Je n'ai pourtant d'autre désagrément que d'avoir pour officier un homme brutal et ivrogne, et qui, dans des moments d'ivresse, s'abandonne à la pente naturelle de son caractère. C'est avec du flegme et de la patience que je me tire d'affaire alors. Quant à mes camarades, j'en suis aussi chéri qu'estimé. Mes subordonnés m'aiment et me respectent; le chef de bataillon, Dardenne, qui commande l'artillerie de la division, me donne fréquemment des marques du plus grand intérêt. Il m'a promis dernièrement, sans que je lui en aie donné lieu ni directement ni indirectement, de me faire obtenir à la première affaire la décoration de la Légion d'honneur. Je dois, à propos de cela, te faire connaître mes espérances pour l'avenir. Le général Songis est remplacé par le général Lariboisière; ce dernier, sur les rapports avantageux de M. C***, que tu connais déjà, m'a fait dernièrement appeler chez lui, et m'a dit, entre autres choses obligeantes pour moi, qu'il prenait beaucoup d'intérêt à notre famille, et que je pouvais compter qu'à la première occasion il me ferait obtenir un emploi de sous-lieutenant.

Voilà donc où j'en suis, et j'attends maintenant l'issue de la première bataille qui aura lieu, pour savoir sur quoi compter. Je suis forcé de te quitter; l'appel sonne, et ne peut se faire sans moi. Maudit service, qui ne me permet pas de causer un instant avec ce que j'ai de plus cher au monde! Je joins ici une traite de 100 francs sur le Trésor public, payable à vue.

Madame Planat à son fils.

Mon cher enfant... je ne puis assez admirer la force de ton âme, ton courage, tes vertus héroïques. Mais, va! mon pauvre cœur n'en saigne pas moins, je ne te vois pas tel que tu voudrais bien me le persuader, mon ami! Je te vois tel que je t'ai vu arriver cet hiver : bien pâle, bien maigre, bien courbé; enfin ayant le plus grand besoin de la maison paternelle. Que Dieu exauce donc les vœux ardents que nous faisons, pour que tu sortes de cet état malheureux! J'attends ta réponse avec la plus vive impatience. J'espère en quelque chose de nouveau. Ma force m'abandonne en ce moment, et je ne puis que te dire que nous nous flattons de te revoir à la fin de la campagne. Un millions de baisers.

Ta pauvre mère[1].

1. Le jour même où fut écrite cette lettre eut lieu la bataille de Wagram (5 et 6 juillet 1809). Louis Planat évitait autant que possible d'attirer l'attention de sa mère malade sur les événements de la guerre. Mais dans la note dictée peu de jours avant sa mort, pendant les courts moments de répit que lui laissait la souffrance, il raconte, à propos de ces journées, quelques détails tout personnels, mais qu'on ne lira certes pas sans intérêt. Ces quelques lignes, empreintes de cette véracité absolue et de cette sorte d'enjouement triste et doux qui lui étaient particuliers, sont les dernières qu'il ait eu la force de dicter. F. P.

« Le 4 juillet ayant été fixé pour le passage du Danube, ma batterie se mit en marche de bonne heure pour prendre position dans l'île de Lobau. Quant à moi, je fus encore obligé d'aller à Vienne pour toucher le prêt de la troupe, et ce ne fut que le soir, accablé de fatigue, que j'arrivai à la station de ma batterie. J'étais effectivement si fatigué qu'après m'être fourré sous un caisson, dans un sillon, je m'endormis profondément, malgré la canonnade qui dura toute la nuit. Mais à la fin de la nuit survint un orage épouvantable qui

Louis Planat à sa mère.

Vienne, 18 octobre 1809.

Je m'empresse, ma bonne mère, de t'annoncer qu'à mon arrivée à Vienne, où je passai pour me rendre au dépôt, j'ai trouvé ma nomination au grade de sous-lieutenant, avec l'emploi d'adjoint à l'inspecteur général du train d'artillerie. Cette place me donne 2 700 francs d'appointements, et, d'après ce que m'a dit le général Lariboisière, chez lequel j'ai déjeuné ce matin, m'ouvre un chemin facile pour mon avancement.

La paix qui vient d'être conclue avec l'Autriche va sans doute donner une nouvelle destination à l'armée. Je ne sais ce que je deviendrai dans tout cela, et ne cherche pas même à le savoir. Mais si le hasard me donne l'Espagne pour destination, tu penses bien que je passerai par Paris, et que j'y resterai au moins quinze jours. Si, d'un autre côté, je reste à l'armée d'Allemagne, comme ce ne sera point une armée active, il sera sûrement facile d'obtenir des permissions, et j'en profiterai.

pourtant ne me réveilla pas. Ce ne fut qu'au point du jour, quand ma batterie se mit en marche, que je sortis de mon sillon, non comme j'y étais entré, mais tout le côté droit trempé d'eau dont l'orage avait rempli ce sillon. Comme il n'y avait pas moyen de changer de vêtements, et que je gardai ceux-ci pendant trois jours, ce fut pour moi le principe de douleurs rhumatismales sur tout le côté droit que j'ai gardées pendant plus de cinquante ans. La bataille de Wagram fut la première à laquelle j'assistai effectivement, quoique mes états de service en portassent d'autres. Je dois dire, non pour faire mon éloge, mais parce que cela est vrai, que je n'éprouvai point l'émotion que fait, dit-on, éprouver le premier boulet ennemi qui vous passe sur la tête. J'étais trop occupé du soin de ranger correctement mes pièces et d'observer une figure toute nouvelle pour moi, celle de l'officier commandant notre batterie. C'était un de ces anciens types de la première Révolution, portant encore les oreilles de chien, enfin un de ces chenapans qui aidèrent si puissamment à conquérir l'Allemagne et l'Italie. Après la bataille de Wagram, ma compagnie fut mise en cantonnement dans un mauvais village appelé Scharoditz. »

Il ne faut plus concevoir d'inquiétudes pour l'avenir, mon excellente mère. J'ai de fortes raisons de penser qu'avec du zèle, de l'assiduité et du travail, je ne tarderai pas à le maîtriser. Le général Lariboisière, auquel je dois ma nomination, m'a témoigné assez d'intérêt pour me faire espérer que, par la suite, je pourrai recevoir de lui des services plus importants encore. Il n'a pas la bonhomie du général Saint-Laurent, mais il y a plus de fond à faire sur son caractère. Il est d'ailleurs en très grande faveur auprès du souverain maître.

Maintenant, ma bonne mère, que me voici parvenu au but que je m'étais proposé en embrassant l'état militaire, tu dois croire que je vais m'appliquer à tirer de mon emploi tout le parti possible pour le bien commun de notre famille; mon traitement actuel me permet de disposer annuellement pour vous d'une somme d'au moins douze cents francs; c'est un engagement sacré que je contracte ici, et que je remplirai religieusement. Mais c'est encore le moindre des avantages que ma place doit m'offrir; je vais faire des démarches pour obtenir l'admission de mes deux frères dans quelque lycée, et j'espère bien qu'avec de la persévérance et quelques importunités, j'en viendrai à bout. Cet objet une fois rempli, nous nous occuperons de notre Henriette.

Quant à toi, mon excellente et digne mère, je te le répète et je t'en conjure, prends de toi et de ta santé, si précieuse pour nous, tous les soins possibles. La moindre négligence est un tort réel que tu fais à des enfants qui ont concentré en toi toutes leurs affections. Si, comme je l'espère encore, la suite des événements me fixe à Paris, sois-en sûre, je ne te quitterai jamais; je te consacrerai tous les moments qui ne seront point remplis par les devoirs de mon état, et dans une heureuse obscurité, par des soins mutuels, par de délicieux épanchements inconnus à ceux qui n'ont

point, comme moi, la meilleure et la plus vertueuse des mères, nous oublierons peut-être les malheurs qui pèsent encore sur nous. Cet avenir est pour moi le comble de la félicité, c'est le véritable but où tendent toutes mes actions, et que j'entrevois enfin. Mais que d'obstacles encore à surmonter pour y parvenir, que de conditions difficiles à remplir! N'importe, espérons toujours.

P. S. Je joins ici mon portrait que tout le monde trouve très ressemblant, quoiqu'un peu triste[1]. Plus, deux traites sur le Trésor public, de 100 francs chacune. Pour te mettre en garde contre les gens d'affaires, je dois te dire que ces effets ne perdent rien, et sont payables à présentation. J'aurais bien désiré, et j'avais bien le projet de t'envoyer 500 francs, mais j'avais emprunté cent écus pour m'équiper suivant mon nouveau grade, et je les ai remboursés.

Madame Planat à son fils.

4 novembre 1809.

Mon cher enfant, je n'ai de force que pour te dire que tu es bien le meilleur et le plus tendre fils! Reçois un million de baisers et les vœux que je fais pour que nous soyons bientôt tous réunis. Jamais je n'eus tant de désir et besoin de te voir. Adieu, mon bon enfant, viens que je t'embrasse!

Ta pauvre mère qui t'aime comme tu mérites.

Ce fut la dernière lettre adressée par Mme Planat à son fils. Huit jours après, son ami Constant lui écrivit : « Ta mère est

1. Nous n'avons pu retrouver ce portrait de L. Planat; mais celui qui se trouve en tête de ce recueil, peint à l'âge de soixante ans et d'une ressemblance parfaite, donnera facilement une idée de ce que pouvait être à vingt cinq ans cette physionomie pleine d'intelligence et de distinction, toute rayonnante de bienveillance. F. P.

retombée dans un état de faiblesse inquiétant; tâche donc de hâter ton départ; elle te demande à chaque instant, elle dit qu'elle ne te verra plus, ses larmes coulent alors en abondance et nous déchirent l'âme; peut-être que le plaisir de te voir près d'elle apporterait un changement heureux; hâte-toi donc de partir. » Qu'on juge du désespoir du fils auquel les exigences du service rendaient alors impossible d'obtenir un congé immédiat. Au bout de peu de jours, son ami lui écrit : « Le moment redouté est arrivé où il faut t'avouer toute la vérité; ta pauvre mère n'existe plus! Hier, 1er décembre, elle a expiré dans nos bras. Rien de plus touchant que ses derniers moments; toujours inquiète sur le sort de sa malheureuse famille, elle n'a cessé de la recommander aux personnes qu'elle présumait pouvoir lui être utiles. Lorsque je suis entré dans sa chambre, elle m'a tendu la main, sur laquelle j'ai senti le froid de la mort; elle m'a adressé quelques mots obligeants, a levé les yeux vers le ciel, me l'a indiqué du doigt, et sa belle âme s'est envolée vers le Créateur. Une douce sérénité était répandue sur son visage; aucune convulsion n'en avait altéré les traits, qui respiraient le calme et la bonté. » Et sa sœur Henriette ajoute : « Si la certitude d'avoir adouci les peines de la plus chérie des mères pouvait te faire éprouver quelque soulagement, sois donc assuré d'avoir accompli presque seul cette tâche, que nous n'osons t'envier, car tu étais seul digne de la remplir. Les souffrances inouïes qu'elle éprouvait depuis six mois ne peuvent se peindre; il faut en avoir été témoin pour les imaginer; mais aucune angoisse, aucun souci n'a troublé ses derniers moments; se reposant entièrement sur toi, elle ne semblait plus occupée que du bonheur de nous voir encore réunis autour d'elle. »

Un congé fut alors accordé à Louis Planat, et dans les premiers jours de janvier 1810 il arriva dans le petit logement où sa mère n'était plus.

Deux années nous séparent encore de l'époque d'où commencent les *Dictées* de Louis Planat, c'est-à-dire de la campagne de Russie. Au lecteur impatient d'arriver aux grands événements, il suffira de savoir qu'après un court séjour à Paris et un

voyage en Pologne avec l'un des fils du général Lariboisière, Louis Planat dut rester pendant dix-huit mois à Hambourg, attaché à l'état-major général de l'armée d'Allemagne, en qualité d'adjoint au directeur général du train d'artillerie.

F. P.

L. Planat à Constant D.

Hambourg, 25 octobre 1810.

C'est ici, à Hambourg, où j'ai enfin rattrapé le quartier général, que vous m'adresserez désormais vos lettres.

J'ai eu à mon arrivée ici une surprise fort agréable, et qui ne le sera pas moins pour vous : mes appointements qui, comme vous le savez, étaient réduits à 1 500 francs, ont été portés invariablement, par une décision de l'Empereur, à 2 400 francs, ce qui va me mettre à même de disposer de 1 500 francs pour nos enfants et de payer tout ce que je vous dois encore [1].

Hambourg, 15 février 1812.

Mon cher Constant, en recevant cette lettre je te prie de te transporter sans perdre de temps à l'hôtel du général Lariboisière. Il m'a réellement fait proposer d'être son aide de camp, et tu penses bien que j'ai accepté à belles baise-mains. Il s'agit de savoir s'il a reçu ma lettre et s'il n'est pas encore parti pour Mayence ; dans ce cas-là tu m'achèterais une paire d'épaulettes en or pareilles à celles que j'ai eues en argent lors de mon dernier séjour à Paris. Si le général était parti, tu ne ferais cette emplette qu'après t'être assuré près de Mme de Lariboisière que son mari est toujours dans l'intention de m'avoir pour aide de camp : voilà qui me

1. Voir dans le volume *Correspondance intime* les lettres écrites durant cette période et d'un intérêt tout à fait privé.

paraît clair. Maintenant je t'annonce que j'ai chargé aujourd'hui à la poste aux lettres un paquet contenant un effet, payable à ton ordre, de 2600 francs. Cette somme m'est prêtée pour cinq ans, sans intérêts, par un de mes amis. Tu te payeras dessus des avances que tu as faites pour nos enfants, et je t'indiquerai ensuite l'emploi du reste. Je te prie de m'écrire le jour même que tu auras été à l'hôtel Lariboisière. Ne crains pas de multiplier les lettres dans une occasion si importante pour moi. Songe que je suis entre la vie et la mort jusqu'à ta réponse.

Hanovre, 10 avril 1812.

Après avoir passé toute l'année dernière à recevoir des chevaux de remonte, ma mauvaise étoile m'a encore donné cette corvée, et me voilà en remonte à Hanovre, loin de l'armée et du quartier général, n'ayant depuis un mois aucune nouvelle de vous, et ne sachant plus où est le général Lariboisière. Je te prie instamment de me dire si le général a quitté Paris? si tu as reçu l'argent que je t'ai fait passer? et enfin quelles poursuites le général Saint-Laurent veut diriger contre moi[1]?

Je suis mal à mon aise, tourmenté et inquiet comme cela m'arrive toutes les fois que je suis un mois sans rece-

1. Les importantes modifications introduites par le général Lariboisière, devenu premier inspecteur général de l'artillerie, dans le système de l'arme, lui avaient attiré la jalousie et l'inimitié d'un grand nombre de ses anciens camarades. Voici ce que dit à ce sujet Louis Planat, dans une notice biographique : « C'est en 1801, que le général Lariboisière conçut le plan de ces ressources formidables qui, plus tard, décidèrent si souvent la victoire. Mais ce projet, suivi par lui avec toute la conscience de son immense utilité, ne put s'accomplir que dix ans plus tard, après une lutte acharnée contre l'esprit de routine des bureaux de la guerre, et même des officiers de l'arme. Il fallut toute l'obstination bretonne et enfin l'appui de l'Empereur, pour que le général Lariboisière pût l'emporter. »

Le général Saint-Laurent était parmi les opposants, et ses sentiments d'hostilité s'étendirent désormais à tous ceux que le général Lariboisière distinguait. F. P.

voir de lettres. Toutes ces incertitudes me minent et me brûlent le sang. Quand pourrai-je jouir de quelque repos? Je commence à croire que ce n'est plus sur cette terre que je dois l'espérer.

Magdebourg, 25 avril 1812.

Je suis parti précipitamment de Hanovre, mon cher D... afin de rejoindre le général Lariboisière, dont je suis décidément aide de camp. En conséquence, tu m'adresseras tes lettres de la manière suivante : A M. Planat, aide de camp de S. Exc. le comte de Lariboisière, premier inspecteur général de l'artillerie, au quartier général de la Grande Armée.

Posen, 12 mai 1812.

J'ai rejoint mon général, il y a quinze jours, et je me trouve jusqu'à présent on ne peut mieux avec lui : les égards, les distinctions flatteuses ne me manquent point; tu penses bien que j'y réponds en le secondant de mon mieux dans l'immense travail dont il est chargé. Il m'a conté tout ce qu'il avait éprouvé d'opposition de la part de Gassendi, ainsi que les menées du général Saint-Laurent pour empêcher ma nomination. Enfin il s'est adressé directement à l'Empereur, en sorte qu'au lieu d'être nommé par le ministre, je le suis réellement par décret impérial. Nous nous attendons à quitter Posen sous peu de jours pour nous porter en avant, car Sa Majesté ne peut tarder à arriver, et alors le branle commencera. Adieu, mon cher D... je ne puis t'en écrire bien long; nous avons de la besogne par-dessus la tête. Mille baisers à Henriette et à tous nos marmots.

Nous sommes arrivés au moment où les *Dictées* de Louis Planat vont remplacer sa correspondance.

DEUXIÈME PARTIE

1812 A 1815

DEUXIÈME PARTIE

1812 A 1815

CAMPAGNE DE RUSSIE[1]

1812

Je passais mon temps assez agréablement à Hambourg; les plaisirs de l'hiver m'y avaient offert d'agréables distractions et, ce qui était encore plus de mon goût, je trouvais dans la famille Ellermann une société aimable et tranquille dont les habitudes me rappelaient celles de ma propre famille. Au dehors, j'avais la société de quelques bons camarades instruits et spirituels, tels que Larminat, Caraman et les deux frères de Sancy. En outre, j'avais de fort gros appointements pour mon grade, en sorte qu'il ne tenait qu'à moi de me trouver heureux et content; bien des officiers auraient voulu être à ma place, et cependant mes idées me reportaient toujours vers Paris. J'étais inquiet sur l'avenir de ma famille et sur l'éducation de mes frères; je désirais vivement pouvoir me rapprocher d'eux. Je fis donc des démarches au commencement de cette année pour rentrer en France. Le général Baltus, ancien ami de mon père, demanda pour moi la place de commandant du dé-

1. Dicté à Paris, 1835 (Voir l'*Avant-Propos*). F. P.

pôt du 8e bataillon (bis), en garnison à Metz; j'espérais de là pouvoir me rendre en congé à Paris, pour voir mes frères et ma sœur Henriette, pensant que ma présence pourrait leur être utile. Mais, au moment où je m'y attendais le moins, je reçus une lettre d'Honoré Lariboisière qui changea toutes mes résolutions. Il m'écrivait, sous le sceau du secret, qu'une campagne allait s'ouvrir contre la Russie, et que son père l'avait chargé de me demander si je voulais être son aide de camp. On pense bien que je ne me fis pas prier pour accepter un poste envié par plus de deux cents officiers. Je n'avais fait aucune démarche pour obtenir cet emploi; l'idée même ne pouvait m'en être venue, car il était sans exemple qu'un officier du train d'artillerie eût été aide de camp du premier inspecteur général de l'arme. A la vérité j'y perdais beaucoup sous le rapport des appointements : au lieu de 2 500 francs je n'avais plus que 1 800 francs, ce qui était d'une grande considération pour moi; mais une perspective brillante s'ouvrait devant moi; je quittais une arme que j'avais en aversion, et comme en campagne on n'a presque point de dépenses à faire, je pouvais consacrer presque toute ma solde à l'entretien de mes frères.

J'arrivai à Posen dans les premiers jours de mai, j'y trouvai mon général et son fils, qui me reçurent à merveille. J'entrai tout de suite en fonctions, et n'eus pas de peine à me mettre au courant de la besogne. Tout ce que j'avais appris sous le capitaine Brouet, et pendant les trois mois où je l'avais suppléé, me fut fort utile, et je puis dire que, durant toute cette campagne, je fis en réalité les fonctions de chef d'état-major, quoique je ne fusse que simple lieutenant. Je connaissais parfaitement le personnel et le matériel de l'artillerie de l'armée, j'avais l'habitude de la correspondance et une grande facilité pour le travail; de plus, je ne recherchais ni les plaisirs ni les distractions habituelles des militaires, qui n'ont jamais été de

mon goût. Je fus donc en peu de temps très distingué par mon général, honoré de toute sa confiance, respecté et jalousé tout à la fois par les capitaines-adjoints, qui étaient au nombre de six.

Leurs relations avec moi, durant toute la campagne, furent remplies d'égards et de déférence; mais il s'y mêlait une sorte de contrainte et un secret dépit, que je trouve fort excusable. J'étais simple lieutenant du train d'artillerie, nommé depuis quinze jours aide de camp; et ces messieurs, capitaines d'artillerie, fiers et hautains comme le sont tous les officiers des armes savantes, se trouvaient par le fait sous mes ordres; je leur donnais mes minutes à copier, et je faisais quelquefois recommencer les copies, lorsqu'elles n'étaient pas assez lisibles. C'était moi qui, la plupart du temps, leur transmettais les ordres du général Lariboisière pour les diverses missions qu'ils avaient à remplir. Ils se trouvaient donc humiliés; je le comprenais fort bien, et je m'efforçais, par beaucoup de politesse et de modestie, de leur rendre cette situation moins pénible.

Mes deux camarades aides de camp étaient d'abord le capitaine Cailly, excellent garçon, avec lequel je fus lié tout d'abord d'une sincère amitié; il n'entreprit point de lutter avec moi, et se renferma strictement dans les travaux que lui confiait le général. L'autre aide de camp était Honoré Lariboisière, qui venait d'être nommé capitaine, malgré son extrême jeunesse, et qui n'était pas placé de manière à rendre de grands services. La tendresse de son père lui avait valu le poste qu'il occupait, mais cette tendresse était regrettable. Honoré avait de l'instruction, de l'esprit, de la capacité, et dans tout autre poste il aurait pu facilement se distinguer. Rien n'était plus commun alors que de voir les fils des généraux placés de cette manière, et rien n'était plus fait pour stériliser en eux le germe des plus heureuses et des plus brillantes qualités

militaires. Le général le plus sévère est presque toujours le père le plus faible et le plus indulgent. Le capitaine Michel, homme caustique et spirituel, dont les saillies nous amusaient infiniment, nous avait caractérisés au bout de huit jours. Il disait : Planat est *l'homme de lettres;* Cailly, *l'homme d'état*, et Honoré, *l'officier de luxe*. Je faisais la correspondance et Cailly les états de situation : là est le sel de ce jeu de mots. Quoi qu'il en soit, je vécus en bonne intelligence avec tout ce monde-là jusqu'à la retraite, époque funeste qui brisa toutes les relations bienveillantes.

L'Empereur n'arriva à Posen que le 30 mai, et l'armée se mit sur-le-champ en mouvement pour se diriger sur le Niémen, où l'on pensait que les Russes nous attendaient. Il était bien temps de quitter la malheureuse province de Posen, épuisée par le séjour d'une armée si nombreuse et surtout par l'immense quantité de chevaux; les fourrages manquaient depuis quelques jours, et dans plusieurs endroits on avait commencé à découvrir les maisons pour donner le chaume comme aliment aux chevaux[1].

Le quartier général marcha sans s'arrêter jusqu'à Thorn, sur la Vistule; il y séjourna quelques jours pour reposer l'armée, rassembler les traînards et réparer le matériel. Je fis à Thorn une perte qui me fut très sensible; j'avais une belle montre à répétition, qui venait de mon père, avec une chaîne d'or, et, en guise de breloques, douze ou quinze bagues et petits bijoux de souvenirs auxquels j'attachais beaucoup de prix : tout cela me fut volé dans l'auberge où nous étions logés.

L'armée marcha rapidement de Thorn jusqu'à Gumbinnen, où le grand quartier général arriva le 19 juin, et où nous ne restâmes qu'un seul jour[2].

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre datée de Posen, 1812.
2. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre datée de Gumbinnen, 20 juin 1812.

Le 24 nous passâmes le Niémen à Kowno sans rencontrer aucun obstacle, et sans voir autre chose que quelques patrouilles de cavalerie légère, qui s'éloignèrent à notre approche. Ce passage du Niémen offrit la scène la plus imposante et la plus admirable qui se soit jamais présentée à mes regards.

L'armée était en grande tenue, et, du haut du mamelon où était l'Empereur, on la voyait filer en bon ordre sur les trois ponts jetés sur le Niémen. Chaque régiment avait sa musique en tête, et jouait des fanfares auxquelles se mêlaient les cris de : *Vive l'Empereur!* Comme il n'y avait pas d'ennemis à combattre, il semblait que ce fût une immense parade militaire. L'Empereur paraissait content; et néanmoins il n'y avait pas autour de lui ce sentiment de confiance et d'enthousiasme qui animait son état-major dans les campagnes précédentes. On voyait avec une secrète inquiétude les Russes se retirer devant nous, sans chercher à défendre leurs frontières. On n'avançait qu'à regret sur ce terrain qui nous était inconnu; cette répugnance s'accrut encore lorsque nous fûmes à Wilna, où le quartier général arriva le 29 juin. Une circonstance, rapportée de différentes manières par les historiens du temps, contribua beaucoup à assombrir les idées. En sortant de Kowno pour arriver à Wilna, nous avions trouvé des chemins bien différents de ceux de la Prusse que nous venions de quitter; au lieu de ces belles chaussées si bien entretenues, c'étaient des routes sablonneuses, difficiles, dans lesquelles les chevaux et les hommes n'avançaient qu'avec beaucoup de peine et de fatigue. Le jour même de notre arrivée à Wilna, le temps, qui avait été d'une chaleur accablante depuis le passage du Niémen, changea subitement; un orage, suivi d'une pluie froide qui dura près de deux jours, fit périr 3000 chevaux sur le seul point où nous nous trouvions, et envoya aux hôpitaux un grand nombre de

soldats. Ce début de la campagne fit beaucoup d'impression sur toute l'armée; mais le beau temps une fois revenu, le soldat reprit son courage et sa gaieté, et oublia les tristes pressentiments. Il n'en fut pas de même pour un grand nombre d'officiers, parmi lesquels je puis me compter, ayant retrouvé, vingt-cinq ans plus tard, dans ma correspondance de famille, une lettre, écrite de Wilna sous l'impression des sentiments que j'éprouvais[1].

Nous restâmes à Wilna jusqu'au 15 juillet; l'Empereur s'y était arrêté pour avoir des nouvelles positives sur l'emplacement des troupes russes, et pour diriger en conséquence ses combinaisons stratégiques. Durant ce temps, la besogne ne nous manqua pas. L'Empereur voulait être informé de la situation de tous ses dépôts de réserves, tant en matériel qu'en personnel, depuis Metz jusqu'à Wilna. Il écrivait lettre sur lettre pour presser l'arrivée de tout ce

1. « *Wilna, 30 juin 1812.* — Mon cher D..., nous avons passé le Niémen à Kowno il y a six jours, sans rencontrer d'obstacles, et nous sommes à Wilna depuis hier, sans qu'il se soit passé autre chose que quelques affaires d'avant-poste fort insignifiantes. Nous éprouvons déjà de grandes privations, et depuis douze jours nous n'avons eu de vivres que ce que nous avons envoyé enlever de force dans les villages. Depuis deux jours nous sommes sans pain. Une pluie continue, qui tombe depuis quarante-huit heures, achève d'abattre nos troupes et nos chevaux, qui sont au bivouac. Tout cela est assez triste et ne nous présage pas de grands succès. Cependant les Russes reculent devant nous; mais ils ont l'avantage de se retirer sur leurs dépôts de vivres et de munitions, et nous nous éloignons toujours plus des nôtres. La quantité de chevaux qui meurent de fatigue et d'épuisement passe tout ce qu'on peut imaginer, en sorte qu'on a à craindre de laisser en arrière la moitié de l'artillerie. La confiance qu'inspire l'Empereur soutient seule le courage des troupes, et, malgré tout ce qu'on a à surmonter encore, personne ne doute du succès de la campagne.

Je ne reçois toujours point de lettres, et je ne manque pourtant pas de vous indiquer, dans toutes celles que je vous écris, le moyen de me les faire parvenir sûrement et promptement. Nous sommes tellement à court de temps que je ne puis jamais t'écrire longuement. Nous marchons huit ou dix heures par jour, et, à peine arrivé, on ouvre les portefeuilles, on se met à l'ouvrage jusqu'à onze heures ou minuit. On se jette ensuite sur la paille, accablé de fatigue; on y dort trois heures d'un mauvais sommeil, souvent interrompu, et puis on se met en route pour faire la même chose. Voilà quelle est notre existence depuis Thorn. Je m'étonne que ma faible santé y résiste. »

qui était en arrière, et chacune de ces lettres m'en donnait au moins vingt à faire. Il fallait, en outre, mettre le plus grand soin et les plus grandes précautions pour que ces lettres parvinssent à leur destination; car, si elles s'adressaient à des officiers en marche, on les envoyait au commandant du dépôt ou de la place où l'on supposait que ces officiers se trouvaient à une époque donnée. De là, nécessité d'écrire à ces commandants de places et de dépôts, ce qui doublait la besogne; et néanmoins, malgré tant de précautions, bien des ordres ne furent pas exécutés, soit par cas fortuit, soit par négligence des officiers auxquels ils étaient adressés.

C'est là un des grands inconvénients d'une ligne d'opération de cinq à six cents lieues; le zèle et l'exactitude diminuent en raison de l'éloignement où l'on se trouve du chef de l'armée. Il semble qu'à une si grande distance des yeux du maître, on n'ait plus autant à redouter de sa surveillance et de sa sévérité; d'un autre côté, la presque certitude de n'être pour rien dans les faveurs et les récompenses contribue puissamment à refroidir le zèle. Aussi les plaintes et les reproches de l'Empereur à tous les chefs de service furent-ils infiniment plus fréquents dans cette campagne que dans aucune autre.

En quittant Wilna, nous prîmes la route de Witepsk, et le quartier général s'arrêta à Glubokoë, où nous restâmes trois jours. Le 24, nous arrivâmes à Bechenkowitzy. Toute l'armée avait beaucoup à souffrir de la chaleur, du manque de vivres et de la mauvaise qualité de l'eau. Le pays que nous parcourions était un immense plateau, rempli de marécages et de fondrières, d'où surgissent les sources de plusieurs rivières affluentes au Dnieper et à la Dwina. Car, à la différence des autres pays de l'Europe, les grands cours d'eau de la Russie ne sortent point des montagnes.

L'armée campait quelquefois sur des terrains humides,

et il suffisait de faire un trou d'un pied, avec une bêche, pour avoir de l'eau ; on conçoit que cette eau était fort malsaine et semblable à celle des tourbières. Cette mauvaise qualité de l'eau, jointe aux chaleurs excessives du mois de juillet, occasionna des dysenteries, et j'en fus atteint un des premiers. J'eus donc doublement à souffrir; car, ne pouvant interrompre mes travaux, je ne pouvais, comme la plupart de mes camarades, passer la nuit et une partie du jour tranquillement couché sur la paille. Je commençais à comprendre qu'il ne faut pas se rendre trop indispensable; on finit presque toujours par être dupe ou victime de ces dévouements, où l'amour-propre a beaucoup de part. J'ai reconnu, dans le cours de ma carrière militaire, que les officiers qui se ménageaient le plus, et qui péchaient le moins par excès de zèle, sont précisément ceux qui ont le mieux fait leur chemin. Un peu d'adresse, de charlatanisme et de vanterie les servit mieux qu'un zèle et un dévouement véritables n'auraient pu le faire.

C'est pendant notre séjour à Bechenkowitzy qu'eut lieu notre première rencontre sérieuse avec l'armée russe. La cavalerie, sous les ordres du roi de Naples, rencontra l'ennemi à Ostrowno, distant de six lieues de Witepsk. Une mêlée sanglante eut lieu, et le roi de Naples, avec sa fougue ordinaire, n'attendit point l'infanterie qui était derrière lui pour lancer sa cavalerie dans des bois garnis de tirailleurs russes. Nous y perdîmes beaucoup de monde.

Le lendemain, le prince Eugène, étant arrivé avec la division Delzons, délogea l'ennemi de cette première position, et on reconnut, quelques heures après, qu'une grande partie de l'armée russe était rangée en bataille devant Witepsk. Sur cette nouvelle, l'Empereur quitta Bechenkowitzy, plein de joie et d'impatience, car le moment du combat, après lequel il soupirait depuis un mois, était enfin arrivé. Nous nous arrêtâmes pendant quelques heures sur

le champ de bataille d'Ostrowno, où je vis avec une véritable douleur de pauvres blessés russes exposés, depuis trois ou quatre jours, à l'ardeur du soleil ou à la fraîcheur des nuits, sans aucun secours. Leur misère et leurs plaintes faisaient d'autant plus d'impression sur moi que j'avais appris assez de russe, en 1801, pour comprendre ce qu'ils demandaient, et ce que je ne pouvais leur donner.

L'Empereur avait fait ses dispositions le 27 juillet au soir, pour livrer bataille; mais, à notre grand étonnement, le lendemain toute l'armée russe avait disparu comme par enchantement, et sans qu'on se fût aperçu de son départ. Nous entrâmes donc, sans coup férir, à Witepsk, qui est une assez belle ville. On y trouva quelques ressources, les Russes n'ayant pas, selon leur usage, détruit les magasins qu'ils y avaient amassés. Une partie de la journée fut employée à rétablir les ponts sur la Dwina, et, dès qu'ils furent praticables, l'infatigable roi de Naples se lança à la poursuite de l'ennemi. Toutefois, on ne parvint pas à savoir quelle direction il avait prise. Ce ne fut que le lendemain qu'on apprit qu'il s'était retiré sur Smolensk. Pendant toute la durée de notre séjour à Witepsk, je fus tellement malade, et me trouvai si affaibli par une dysenterie continuelle que je fus tenté de quitter l'armée. Mais le point d'honneur me retint, et il est vrai de dire que, par une sorte de grâce d'état, on supporte à l'armée, sans cesser de servir, des maladies qui vous mettraient sur le grabat en tout autre lieu; il y a plus : on en guérit sans soins et sans médecin. C'est à Witespk que je reçus l'agréable nouvelle de l'admission de mon frère Abel, comme élève boursier, au lycée impérial d'Orléans. Pendant longtemps j'avais vainement sollicité cette faveur, prévoyant qu'il me serait impossible de payer à la fois la pension de mon frère Jules, et celle d'Abel qui ne pouvait rester plus longtemps dans les écoles primaires, car il avait onze ans et annonçait les plus heu-

reuses dispositions. Le bon général me servit chaudement dans cette occasion, et c'est à lui que je dus le succès final de ma demande. Ce fut un grand soulagement pour mon esprit, sans cesse préoccupé du sort de ma famille[1].

Nous partîmes de Witepsk, le 13 août, pour nous diriger sur Smolensk. L'armée, bien reposée par un séjour de quinze jours dans un beau pays, eut moins à souffrir durant ce trajet, et l'on espérait que Smolensk serait le terme de nos fatigues pour cette campagne. C'était là, selon toute apparence, que devait se donner la bataille décisive. Les troupes étaient en bonne disposition; l'aspect d'une grande ville et d'un beau pays relevait le moral du soldat, et l'on ne voyait plus sur son visage ces traces d'abattement et de mauvaise humeur qu'il était facile de reconnaître depuis Wilna. Le bivouac du grand quartier général fut établi dans un bois, à une petite portée de canon de la ville, et, pendant trois jours que dura l'investissement, nous fîmes un service des plus actifs; car l'artillerie devait, selon toute apparence, jouer un rôle dans l'action qui se préparait.

Le général Lariboisière fit la reconnaissance des dehors de la place, et ne tarda pas à reconnaître que l'artillerie serait impuissante contre les murs de cette place qui n'était point régulièrement fortifiée, mais pourvue d'une enceinte formidable à la manière tartare. C'était une muraille en briques parfaitement liées, d'environ 50 pieds de haut et de 15 pieds d'épaisseur, terrassée intérieurement, ce qui lui donnait une sorte d'élasticité qui amortissait l'effet des projectiles. Lorsque nous passâmes devant une des portes de Smolensk, en traversant la principale rue du faubourg, nous reçûmes, à bonne portée, une volée de mitraille, qui, par miracle, ne blessa personne; un seul cheval reçut un biscaïen dans la cuisse, tout le reste s'en tira sain et sauf.

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettres datées de Witepsk, 29 juillet et 4 août 1812.

A gauche de la ville, en regardant le Dnieper, il y avait un assez mauvais ouvrage grossièrement fortifié et que nous sûmes plus tard être la citadelle. Toute la défense paraissait concentrée sur ce point; car, du côté opposé, on ne tira pas un coup de fusil. J'ai toujours pensé, et je crois encore aujourd'hui que si l'on avait fait une attaque vigoureuse sur cette citadelle, on y serait entré de vive force, avec des résultats bien plus importants que ceux qu'on obtint deux jours après; car l'armée russe avait seulement commencé son mouvement de retraite sur Moscou, et ne l'effectuait pas sans une grande difficulté. On aurait donc pu faire des prisonniers, s'emparer d'une partie du matériel et sauver les magasins. Mais l'affaire eût été sans contredit très meurtrière, et il faut croire que l'Empereur ne voulut pas, à une aussi grande distance de son point de départ, sacrifier une partie de ses meilleures troupes dans une action qui n'avait rien de décisif.

Après que le général Lariboisière eut rendu compte à l'Empereur de sa reconnaissance, je fus envoyé près du général Sorbier, qui commandait l'artillerie de la garde, et lui portai l'ordre de s'approcher le plus près possible du mur d'enceinte avec une batterie de douze, pour essayer de faire une brèche. J'assistai à cette sorte d'expérience. On tira une vingtaine de coups à portée de but en blanc, et c'est à peine si quelques fragments de brique se détachèrent de la muraille. Tout cela se passait comme au polygone; aucun coup ne fut riposté de la place, aucun ennemi ne se montra sur la muraille. Le lendemain, nous poussâmes jusqu'à la Dwina, et nous parvînmes, sous une grêle de balles, à découvrir les ponts de l'ennemi. Le capitaine Gourgaud, officier d'ordonnance de l'Empereur, près duquel je me trouvais, y reçut une balle morte qui lui fit une légère contusion.

Je n'ai pas dessein de raconter l'action qui nous rendit

maîtres de Smolensk. Dans mon grade et dans mon emploi, témoin partiel des grandes affaires, je risquerais fort de me tromper si j'avais la prétention d'en écrire l'ensemble. Je dirai seulement que, cette ville ayant été incendiée par nos obus et par l'ennemi lui-même, qui mit le feu à ses magasins, nous y entrâmes le 18 août à la pointe du jour. Nous n'y trouvâmes personne que quelques blessés russes, comme à Witepsk. L'armée et tous les habitants avaient disparu. Le grand quartier général s'empara des maisons qui étaient restées debout; celle qui nous échut en partage était la demeure d'un pope, attenant à l'une des principales églises de la ville; il y avait des meubles et nous y fûmes assez bien, après que nos canonniers eurent réparé le désordre causé par le pillage des soldats qui avaient pénétré les premiers dans la ville.

L'occasion de joindre l'ennemi et de l'amener à un combat décisif ayant été encore une fois manquée, on commença à faire de sérieuses réflexions sur l'issue de la campagne. Les vieux généraux étaient d'avis de ne pas pousser plus loin, et craignaient de voir l'Empereur entraîné par le désir d'entrer à Moscou. Mon général était de ceux qui regardaient cette résolution comme très imprudente, à l'entrée de la mauvaise saison, et à une aussi grande distance de notre base d'opération; mais sa désapprobation n'éclatait point en déclamations et en plaintes étourdissantes, comme celles de bien d'autres généraux. Il raisonnait avec calme et s'affligeait en silence; car deux sentiments bien prononcés remplissaient le cœur de cet honnête homme : c'était l'amour de la patrie et un dévoûment sans bornes pour l'Empereur.

J'entendis souvent dire chez le prince de Neuchâtel que c'étaient les généraux polonais, alors en grande faveur, qui poussaient l'Empereur à une expédition sur Moscou, afin de soulager leur pays du fardeau qui allait peser sur lui,

si l'armée prenait ses quartiers d'hiver en Lithuanie. Ils assuraient l'Empereur qu'il entrerait à Moscou sans coup férir, et, qu'une fois maître de cette capitale, les Russes seraient forcés de faire la paix. Je ne sais jusqu'à quel point leurs discours purent influer sur les déterminations de l'Empereur, mais je crois qu'ils flattaient ses desseins secrets. Quant à moi, je n'avais pas d'opinion bien arrêtée, et je me rangeais volontiers à celle de tous les jeunes officiers, qui désiraient marcher sur Moscou. Il n'entrait alors à l'idée de personne que les Russes détruiraient eux-mêmes la ville la plus riche, la plus populeuse et la plus importante de l'empire. On devait, d'ailleurs, s'attendre à une grande bataille que tout le monde désirait, et qui devait décider du sort de la campagne [1].

Deux jours après notre entrée à Smolensk eut lieu le combat de Valoutina, qui fut très meurtrier et sans résultat, par la faute du duc d'Abrantès. Il refusa obstinément d'exécuter un mouvement ordonné par l'Empereur, et il est probable qu'il commençait à être atteint de la folie qui le conduisit au tombeau l'année suivante. Le général Gudin, un des meilleurs et des plus braves généraux de division de l'armée, eut les deux jambes emportées au combat de Valoutina. On le rapporta à Smolensk, où il mourut le lendemain. Il fut très regretté de l'armée; l'Empereur alla le voir quelques heures avant sa mort.

Nous quittâmes Smolensk le 24, et arrivâmes le lendemain à Dorogobouje, qui, je crois, est la dernière ville de l'ancienne Pologne. Le pays offrait à peu près le même aspect que celui que nous avions parcouru pour arriver à Witepsk; nous suivions aussi la même direction entre le Dnieper et la Dwina, remontant vers la source de ce dernier fleuve. C'était une plaine accidentée, coupée de ravins

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre de Smolensk, 20 août 1812.

et de parties marécageuses plantées de grands et tristes bouleaux, et n'offrant de traces ni d'hommes ni d'animaux.

Cette désertion systématique, qui s'opérait devant nous, avait quelque chose de sinistre et de menaçant; elle remplissait l'âme de tristesse et d'effroi, et semblait présager quelque résolution désespérée. Dorogobouje avait été incendié par les Russes avant notre passage. Wiasma, où nous arrivâmes le 29, aurait eu le même sort si l'ennemi, plus vivement pressé, n'avait été obligé d'évacuer la ville plus tôt qu'il ne comptait. Mais là, comme ailleurs, il avait commencé par brûler les magasins; en sorte que nous ne trouvâmes pas beaucoup de ressources dans cette ville, qui me parut presque aussi grande que Smolensk et beaucoup plus jolie à cause de ses constructions modernes. On avait espéré que les Russes tiendraient à Wiasma, qui offre une assez belle position militaire, et on fut fort désappointé de voir qu'ils se retiraient toujours. Chacun disait : « Ils nous attendent sous les murs de Moscou. »

Après avoir passé deux jours à Wiasma, l'armée se remit en marche, et arriva le 1er septembre à Gjat où l'on établit un grand dépôt. Cette circonstance nous fit présumer qu'une bataille aurait lieu très incessamment, et non loin du point où nous nous trouvions. Effectivement, l'armée quitta Gjat le 4 septembre, pour se porter en avant et, dès le soir, on disait, chez le prince de Neuchâtel, que l'armée russe avait pris position près d'un grand couvent. La nouvelle était inexacte quant à l'emplacement; mais, du reste, personne ne doutait que nous ne fussions à la veille d'une grande bataille. Il y a toujours, en pareil cas, une rumeur sourde dans l'armée, une foule de propos, quelquefois absurdes, souvent contradictoires, qui sont le présage certain d'une affaire importante. A Gjat, nous étions sur le point le plus élevé de ce grand plateau, où tant de rivières prennent leur source.

Le lendemain, 5 septembre, nous atteignîmes le couvent de Kolotskoïé, où l'on disait que l'armée russe avait pris possession; mais on n'y trouva que son avant-garde, qui fut promptement délogée. Il y eut ce jour même une affaire assez chaude, par suite de laquelle on s'empara d'un mamelon situé à droite de la grande route, en avant de Kolotskoïé, sur lequel les Russes avaient construit une redoute, et qui joua, deux jours après, un grand rôle dans la bataille de la Moskowa, car l'Empereur s'y établit. L'armée russe avait pris position à une lieue environ de ce mamelon, sa droite appuyée à Borodino et sa gauche à un bois; son front était couvert par le ravin de la Kolotskoïé et par de formidables redoutes. Le 6 septembre se passa, pour l'Empereur, à reconnaître la position de l'ennemi, à prescrire l'ordre et les dispositions de la bataille, et ordonner toutes les mesures de précautions usitées en pareil cas. On pense bien que ce fut un jour de grande fatigue pour nous. L'Empereur voulait savoir exactement ce qu'il avait de coups de fusil à tirer, et ce qui existait en munitions de guerre dans les parcs de réserve. Il fallait, pour recueillir tous ces renseignements, courir après des corps d'armée en marche, et s'adresser à des officiers, fort mal disposés pour les donner, parce qu'ils avaient autre chose à faire. Cependant, au nom de l'Empereur, tout devenait possible; il semblait que les facultés humaines fussent doubles ou triples. Aussi, à la fin de la journée, le général Lariboisière remit à l'Empereur l'état exact de l'approvisionnement de l'armée en coups à canons et en cartouches d'infanterie.

Je n'ai pas dessein de décrire la bataille de la Moskowa bien que ce soit une de celles que j'aie le mieux vues. Je me bornerai à quelques faits partiels, dont j'ai été particulièrement témoin.

A cinq heures du matin, tout le monde était à cheval. Mon général se porta avec quelques officiers, au nombre

desquels j'étais, à la batterie de douze du premier corps, qui devait ouvrir le feu. A ce signal, toutes les batteries commencèrent à tirer sur toute la ligne; l'ennemi ne tarda pas à riposter. Le premier boulet qu'il envoya de notre côté atteignit le cheval du maréchal Davout; il s'abattit aussitôt, entraînant sous lui son cavalier que l'on croyait grièvement blessé; mais le maréchal se releva en riant et se fit amener un autre cheval. En ce moment, le général Lariboisière, jetant les yeux sur les officiers qui l'avaient accompagné, aperçut son fils Honoré qui n'avait pas été commandé pour ce service. Il lui fit une sévère réprimande et lui ordonna de se retirer en arrière; mais il était facile de voir qu'une tendresse inquiète l'occupait plus que les règles de la discipline. Le pauvre Honoré se retira un peu confus, et n'exécuta qu'à moitié les ordres de son père; il se mit, à quelques pas de là, derrière un petit bois de bouleaux qui était à notre droite. Nous nous portâmes ensuite à la batterie du troisième corps, où était le général Foucher. Comme j'avais repris à Dorogobouje la diarrhée qui m'avait tant tourmenté à Smolensk, j'éprouvai, durant la journée, un des plus grands supplices qu'on puisse imaginer; car je ne voulais ni quitter la place, ni descendre de cheval. Je n'ose dire comment je m'y pris pour me débarrasser de ce qui me tourmentait, mais j'y perdis deux mouchoirs que je jetai le plus adroitement possible dans le fossé des ouvrages près desquels nous passions; c'était une fort grande perte dans un pays où il n'y avait pas de blanchisseuses, du moins pour nous.

Dans le plus fort de l'action, et lorsque le maréchal Ney se porta sur Semenofskoïé, nous le suivîmes dans cette direction pour reconnaître la redoute que nos troupes venaient d'emporter. L'ennemi faisait tous ses efforts pour la reprendre; il avait porté toutes ses réserves sur ce point; il s'engagea là un des combats les plus meurtriers que j'aie

vus. Il n'y a que la bataille de Leipzig que je puisse lui comparer. Les boulets et les obus pleuvaient comme la grêle, et la fumée était telle qu'on ne pouvait distinguer qu'à de rares intervalles les masses ennemies. Le corps westphalien était massé en colonne serrée derrière la redoute, et recevait de temps en temps des obus qui, en éclatant, faisait voler en l'air les schakos et les baïonnettes. A chaque coup pareil, ces pauvres soldats se jetaient à plat ventre, et tous ne se relevaient pas. Le maréchal Ney, les naseaux ouverts, l'œil en feu, animait tout du geste et de la voix; il était vraiment superbe et offrait l'image du DIEU DE LA GUERRE. On fit des prodiges de part et d'autre sur ce point qui, par les dispositions de l'Empereur, était devenu le point principal de l'action. Vaillamment défendu, chèrement acheté, il nous resta enfin; et, dès lors, on regarda la bataille comme gagnée, quoiqu'il ne fût pas trois heures. Nous repassâmes le ravin avec mon général et vînmes nous placer devant la grande redoute de Borodino. C'est là que Ferdinand Lariboisière, sous-lieutenant au premier régiment de carabiniers, se détacha de son régiment qui passait et vint serrer la main de son père en lui disant, avec l'accent de la plus vive joie : « Nous allons charger. » Peu d'instants après, il fut frappé d'une balle, mais ce ne fut que le soir, après l'action, qu'on le rapporta dans la tente du général. C'était un charmant jeune homme, plein de franchise et de loyauté, et vraiment né pour l'état militaire. Il venait de sortir des pages, et je crois qu'il avait à peine dix-huit ans. Lorsque la grande redoute fut prise, nous nous y portâmes, et c'est de là seulement que je pus voir distinctement le théâtre des exploits de notre extrême gauche commandée par le prince vice-roi. Au commencement de l'action, il était placé vis-à-vis de Borodino, à cheval sur la route de Smolensk à Moscou. Il eut d'abord à soutenir l'effort de la plus grande partie de l'armée russe,

ce qui ne l'empêcha pas de s'emparer de Borodino, où il eut cependant beaucoup de peine à se maintenir. Mais le général ennemi, voyant que, contre son attente, tous nos efforts se portaient sur sa gauche, y envoya la plus grande partie des troupes qu'il avait devant Borodino, ce qui permit au corps du vice-roi de respirer après avoir fait des pertes considérables. Vers quatre heures, l'affaire paraissait terminée, et les Russes étaient en pleine retraite. Nous parcourûmes toute la ligne dont la position avait tout à fait changé. La droite s'était portée en avant. Laissant derrière elle le village de Semenofskoïé et les redoutes qu'elle avait prises, elle venait de décrire un arc de cercle dont le centre était à Borodino. Je n'ai jamais compris pourquoi les troupes s'arrêtèrent en si beau chemin, à moins de penser que la cavalerie était trop fatiguée; elle avait effectivement joué un rôle très important dans la bataille, et les chevaux, mal nourris et affaiblis par de longues marches, pouvaient bien en avoir assez. Quoi qu'il en soit, cette bataille si meurtrière n'eut point les résultats qu'on devait s'en promettre. Nous fîmes peu de prisonniers, et les canons qui restèrent en notre pouvoir furent ceux que l'ennemi abandonna dans les redoutes, ou qui se trouvèrent démontés sur le champ de bataille. L'armée russe, qui devait être dans le plus grand désordre, se retira donc fort tranquillement, sans être autrement inquiétée que par une vaine canonnade qui dura jusqu'à la nuit.

Quoique nous fussions harassés de fatigue, ainsi que nos chevaux, le général, avant de nous permettre de nous rendre au bivouac, nous envoya dans toutes les directions pour recueillir l'état des munitions consommées dans la journée. Le premier corps m'échut en partage, et, comme nous en étions très près, ma mission se trouva accomplie une des premières; je pense bien que mon général l'avait fait à dessein, afin de m'avoir plus tôt

sous sa main pour expédier le travail qui allait se faire.

Nous couchâmes sur le champ de bataille, dans une espèce de tente en planches, que les canonniers avaient fort artistement construite. En y entrant vers dix heures, lorsque je revenais de ma mission, je fus frappé d'un bien triste spectacle : le pauvre Ferdinand était couché sur des manteaux, gémissant sans contrainte, comme peut le faire un jeune homme; son père et son frère étaient près de lui, plongés dans la plus profonde douleur. En chargeant sur la grande route, Ferdinand avait été frappé d'une balle qui, après avoir traversé la cuirasse et tout le corps, était venue se loger entre deux côtes, au-dessus des reins, assez près de l'épine dorsale. La balle fut extraite cette même nuit par M. Ivan, chirurgien de l'Empereur, et après cette opération, qui fut très douloureuse, le malade et les assistants se livrèrent à l'espoir d'une prompte guérison, comme cela arrive toujours en pareil cas.

Les rapports sur la consommation de munitions s'étant trouvés fort imparfaits, comme il est facile de le concevoir, nous fûmes renvoyés de grand matin le lendemain vers les commandants d'artillerie des différents corps d'armée, pour avoir des documents plus exacts; j'en fis le relevé pour être remis à l'Empereur, et je crois me rappeler, qu'il y eut de notre côté cinquante-quatre mille coups de canon tirés.

Le lendemain, 9 septembre, nous arrivâmes devant Mojaïsk. L'empressement pour s'y loger était si grand que bien des officiers y entrèrent avec les éclaireurs, et sous les boulets et les obus que l'ennemi lançait dans la ville, de la hauteur opposée. Je fus de ce nombre, car j'avais à cœur de procurer un abri convenable à notre pauvre blessé qui nous suivait, porté sur un brancard par quatre canonniers. Arrivés dans Mojaïsk, dont la principale rue, droite et large, était enfilée par les feux de l'ennemi, je me

jetai dans la première rue que je trouvai à droite, et m'emparai d'une petite maison en bois, d'assez bonne apparence. Au moment où j'écrivais sur la porte le nom du général Lariboisière, un obus tomba près de moi; je n'eus que le temps de me jeter dans la maison; l'obus éclata et ne fit de mal à personne, et il eut pour moi l'avantage d'écarter les concurrents, car on s'arrachait les logements, et, dans mainte occasion, les aides de camp avaient entre eux des prises tellement violentes que partout ailleurs elles se seraient terminées par un duel.

Nous nous établîmes, tant bien que mal, dans cette maison, qui était fort petite et assez malpropre, mais qui nous parut un palais auprès des gîtes que nous avions occupés depuis quelques jours, et surtout après les froids bivouacs de Borodino. Ferdinand fut placé dans une petite chambre séparée et confié aux soins de notre chirurgien, nommé Gudolle. C'était un garçon assez bon enfant, grand bavard et, je crois, fort peu instruit; mais dans ces grandes armées on n'y regardait pas de si près. Quand il faut nommer douze ou quinze cents chirurgiens, on prend tout ce qu'on trouve.

Cette première journée et la suivante furent bien remplies pour Cailly et pour moi : après une grande bataille, où tant d'objets sont consommés, perdus ou dégradés, il y a toujours fort à faire pour remettre le matériel en ordre et pour presser l'arrivée des munitions. Il fallait, en outre, pourvoir au remplacement des officiers tués, et préparer le travail des récompenses et de l'avancement.

L'Empereur quitta Mojaïsk le 12 septembre; et, comme l'état du pauvre Ferdinand avait toujours été en empirant, le général Lariboisière resta encore quelques heures, attendant d'un moment à l'autre que son fils eût rendu le dernier soupir. On l'entraîna hors de cette maison de douleur, et c'est chez le général Charbonnel, son chef d'état-

major, qu'il attendit, toujours prêt à partir, la triste nouvelle que je devais lui annoncer; car il m'avait prié de rester auprès de son fils jusqu'au dernier moment, avec un domestique de confiance, nommé Joseph, qui le soignait depuis trois jours. Vers quatre heures, le pauvre blessé, qui n'avait cessé de gémir depuis le matin, commença à râler, avec des mouvements convulsifs qui annonçaient sa fin prochaine; Joseph, qui le soutenait, éclata en sanglots; je le fis retirer promptement, et me mis à sa place. Ferdinand rouvrit les yeux un moment, me passa un bras autour du cou; je le soutins encore quelques minutes dans mes bras, et, peu d'instants après, il expira. Je fis appeler le docteur Gudolle, pour être bien sûr qu'il n'y avait plus d'espoir, et, après lui avoir confié la garde du corps du pauvre Ferdinand, je me rendis chez son père, pour lui annoncer cette triste nouvelle. Je ne sais comment je m'y pris, car j'étais vraiment suffoqué par la douleur. Le général me serra la main, et me pria de rester pour faire rendre les derniers devoirs à son fils. Il partit peu de moments après pour rejoindre l'Empereur. Dans la nuit, je reçus, par une ordonnance, un petit billet au crayon, écrit par Honoré, qui contenait ces trois mots : *Son cœur, ses cheveux et tout ce qui lui a appartenu.* Après avoir laissé écouler les vingt-quatre heures, Gudolle procéda à l'ouverture du cadavre et en tira le cœur en ma présence, ce qui fut pour moi un spectacle terrible et bien douloureux. Ce cœur fut mis dans un petit bocal rempli d'esprit-de-vin, après quoi nous fîmes ensevelir le corps par Joseph et placer dans une bière grossièrement faite par les ouvriers du génie de la place. Je renfermai dans la bière un rouleau de papier fort, sur lequel j'avais écrit ces mots :

Corps de Ferdinand Baston de Lariboisière, lieutenant de carabiniers, tué à la bataille de la Moskowa, le 7 septembre 1812. Son père recommande ses restes à la piété publique.

L'enterrement se fit à l'entrée de la nuit, sans aucune cérémonie religieuse, car nous n'avions pas de prêtre. Un détachement de vingt-cinq canonniers, commandé par un lieutenant, escorta le cercueil. Pour le mettre à l'abri de toute profanation, nous avions fait creuser une fosse dans le vieux mur d'enceinte, de construction tartare, qui était en ruines; d'énormes blocs de pierre avaient été déplacés, et furent ensuite remis en place, par-dessus le cercueil. Le tout fut rétabli avec tant de soin dans l'état primitif, qu'il était impossible de se douter du travail qui venait d'être fait. Je pourrais encore, si j'allais à Mojaïsk, marquer la place où Ferdinand est enterré. Quoique je connusse fort peu ce jeune homme, je l'avais pris en grande affection; il avait quelque chose de gai, de chevaleresque et de généreux qui plaisait à tout le monde.

Le lendemain 14 septembre, nous quittâmes Mojaïsk et nous fûmes coucher dans un petit château de bois à droite de la route, à moitié chemin de Moscou. Enfin nous arrivâmes sans encombre à Moscou, le 15 septembre, vers le soir, trois jours après l'entrée du quartier impérial, qui y était depuis le 12.

Les flammes dévoraient déjà cette immense cité, et décrivaient à l'horizon un arc de feu de deux ou trois lieues d'étendue. Rien ne peut être comparé à cet horrible et magnifique spectacle. Je trouvai au premier pont, sur la Moskowa, un canonnier qui nous attendait; il nous conduisit au logement du général, qui se trouvait à peu de distance. Après avoir remis à Honoré les précieuses reliques que je lui apportais, et avoir rendu compte au général de l'inhumation de son fils, je ne pus résister au désir de parcourir la ville. Je la connaissais bien, pour y avoir séjourné pendant trois mois en 1802; je parvins donc facilement jusqu'au Kremlin, à travers les édifices embrasés. Je vis partout des soldats pénétrant dans les maisons

que l'incendie n'avait pas atteintes, pour y chercher des vivres et surtout du vin; les uns portaient des chandelles, les autres des morceaux de sapin allumés; plusieurs d'entre eux étaient ivres; ce qui me fit penser que si les Russes avaient commencé l'incendie, nos soldats n'avaient pas peu contribué à l'alimenter.

Dans l'immense bazar qui entoure le Kremlin, je vis des boutiques livrées au pillage, et toutes les richesses dont elles étaient pleines, principalement en fourrures, étoffes, parfums et drogues précieuses, jetées pêle-mêle sur la voie publique; ce spectacle me serra le cœur, surtout en pensant à l'état florissant et paisible où j'avais vu cette ville dix ans auparavant. Je me rappelais aussi avec peine, et avec une sorte de remords, tous les gens aimables que j'y avais connus et qui m'avaient accueilli avec une si cordiale hospitalité. Je me hâtai de rentrer au logement, le cœur navré de tout ce que je venais de voir. En passant dans une des principales rues, je fus témoin de l'embrasement spontané d'une grande maison qui n'avait aucun contact immédiat avec la flamme; mais la chaleur d'un bâtiment qui brûlait, vis-à-vis, était si grande que, parvenue à un certain degré, elle suffit pour enflammer tout à coup la façade de cette maison. Du reste on ne passait dans ces rues qu'au péril de sa vie; des pans de murs, des fragments de charpente tombaient de tous côtés, ainsi que d'immenses feuilles de cuivre roulées par le feu. La plupart des grands édifices étaient couverts avec ces bandes de cuivre qui, en tombant, faisaient un fracas épouvantable. Quelques cadavres d'hommes et de femmes à demi brûlés gisaient le long des maisons.

En rentrant au logement, on m'apprit que deux canonniers avaient saisi dans les caves de la maison que nous habitions deux moujiks russes, munis de matières incendiaires. Ils furent envoyés au grand prévôt de

l'armée, et probablement pendus comme bien d'autres.

Le lendemain 16 septembre, l'incendie ayant commencé à gagner le Kremlin, l'Empereur quitta Moscou et fut s'établir à une lieue de là, au château de Petrowskoïé, situé au nord de la ville. Nous l'y suivîmes, et tout le grand quartier général se logea, tant bien que mal, dans ce château. Il n'y avait qu'une chambre au rez-de-chaussée, pour le général Lariboisière et tout son état-major. La lueur de l'incendie, même à cette distance, était si vive que mon général ayant reçu deux lettres de l'Empereur, je pus les lire aussi facilement en m'approchant de la fenêtre que je l'aurais fait en plein jour.

Ce ne fut que le 18 que l'incendie cessa complètement. L'Empereur rentra alors au Kremlin, et, quoique la plus grande partie de la ville fût détruite, il restait encore assez de maisons, de palais et d'édifices publics, pour que tout le monde, officiers et soldats, pût s'y loger à l'aise. Nous occupâmes une très jolie maison, appartenant au prince Baratinsky. Il y avait fort peu de meubles quand nous y entrâmes, mais nos canonniers, en furetant avec l'instinct et l'intelligence des vieux soldats, trouvèrent une cachette murée, qui contenait tout le reste de l'ameublement. On en tira deux matelas, des chaises, des tables, de la vaisselle, de la batterie de cuisine et quelque peu de linge qu'on y trouva. Mes camarades s'étonnaient qu'il n'y eût pas plus de matelas; mais je leur appris qu'un lit à la française était un grand objet de luxe en Russie; que les maîtres de la maison couchaient sur des divans et tous les domestiques sur le plancher. Nous fîmes comme ces derniers, et, pendant les trente et un jours que nous passâmes à Moscou, je n'eus pas d'autre lit que le parquet. Mon domestique me rapporta un jour un tapis de peau de chat, que j'étendis à terre et qui me fit un coucher excellent.

L'activité de l'Empereur pour réorganiser son armée, et

la préparer à de nouveaux combats, fut vraiment extraordinaire, et donna fort à faire à tous les chefs de service. Celui de l'artillerie n'était pas le moins occupé. Le général Lariboisière, ayant pris une entière confiance en moi, se reposait sur mon exactitude et sur mon activité pour expédier la besogne. Il me fallut donc rester presque constamment au bureau et travailler comme un galérien, tandis que tous mes camarades allaient, venaient et prenaient du bon temps. Ce n'est pas qu'ils ne fussent occupés, mais ils étaient employés à des missions du dehors, qui étaient pour eux des promenades intéressantes, car ils parcouraient à cheval la ville et ses environs; d'ailleurs ils n'étaient pas tous constamment de service, et pendant notre séjour à Moscou ils eurent au moins la moitié de leur temps à eux. Je ne crois pas être sorti plus de six fois pendant deux mois. J'employai une de mes heures de liberté à visiter les lieux que j'avais le plus fréquentés en 1802, tels que la place du Théâtre, le pont des Maréchaux et la porte Miasnitzky. Je vis avec plaisir que cette partie de la ville avait eu moins à souffrir de l'incendie que tout le reste; mais la maison d'Isembeck était entièrement brûlée. Je fus envoyé une seule fois au couvent de Seminoff, où l'artillerie de l'armée avait son principal dépôt. Quoique ce couvent fût compris dans l'enceinte de la ville, il occupait à lui seul un terrain assez vaste pour y construire une petite ville.

Nous faisions très mauvaise chère au milieu des immenses ressources qu'on prétendait avoir trouvées à Moscou; mais c'est que chaque général ou chef d'état-major ou administrateur, en s'établissant à Moscou, avait eu soin d'amasser dans son logement des provisions dont il ne faisait part à personne, et c'est de là que datent cet égoïsme et cette dureté de cœur dont la retraite offrit plus tard de si nombreux exemples. Occupés, comme nous l'étions, de notre service, nous n'avions point songé à faire des provisions, en sorte

que, pendant tout le temps de notre séjour à Moscou, le fond de notre cuisine fut constamment du bœuf et des pommes de terre, des pommes de terre et du bœuf. On nous envoya deux ou trois fois, — des cantonnements, — quelques poules et des choux, qui furent pour nous un fort grand régal.

Depuis la mort du pauvre Ferdinand, mon général était tombé dans un abattement et dans une tristesse qui ne le quittèrent plus jusqu'au jour de sa mort. Outre ce sujet d'affliction, si juste et si légitime, il ne pouvait s'abuser sur les graves difficultés que présentait l'issue de la campagne. Lorsqu'il recevait des ordres de l'Empereur, pour l'augmentation du matériel de l'artillerie, il soupirait et disait : « Mon Dieu, nous n'en avons déjà que trop pour nos attelages; et avec quoi l'Empereur croit-il que nous ramènerons tout cela en France? » A table il ne parlait plus; cette gaieté, pleine de bonhomie et assaisonnée d'une légère dose de malice que nous lui avions connue, avait totalement disparu. Dans les premiers jours de notre séjour à Moscou, il lui échappa de me dire : « Si nous restons encore quinze jours ici, notre retour en France est bien aventuré. On amuse l'Empereur avec des pourparlers, on lui fait croire que les Russes désirent la paix. Mais comment l'Empereur peut-il encore s'abuser là-dessus, après que les Russes ont détruit eux-mêmes leur capitale? » C'était ordinairement le matin quand il me remettait la correspondance, avec ses ordres pour faire les réponses, qu'il me faisait part de ses craintes; car du reste je crois qu'il ne s'en ouvrait avec personne. D'autres généraux les exprimaient hautement et de la manière la plus irrespectueuse pour l'Empereur; ils allaient jusqu'à le traiter de fou, et disaient qu'il voulait nous faire tous périr jusqu'au dernier. Je remarquai dans cette occasion, comme je l'ai fait plus tard, que les propos les plus injurieux contre

l'Empereur partaient toujours de chez le prince de Neuchâtel. L'Empereur ne l'ignorait pas, aussi n'aimait-il point cet état-major, que Berthier recrutait le plus qu'il pouvait dans le faubourg Saint-Germain[1].

Vers le 15 octobre, on commença à parler du départ, mais on ne savait pas encore quelle direction prendrait l'armée. L'idée de se porter en avant répugnait à tout le monde, et chacun disait qu'il fallait songer à se retirer par le chemin le plus court, si l'on ne voulait avoir le sort de Charles XII à Pultawa. Cette disposition des esprits au mécontentement fut encore augmentée par la nouvelle qu'on reçut le 18 d'une affaire malheureuse. Toute la cavalerie du roi de Naples avait été surprise, et principalement la division Sébastiani, qui avait perdu tout son parc d'artillerie. Toutefois cette mutinerie des esprits ne pouvait aller jusqu'à la désobéissance et à la révolte; l'ascendant de l'Empereur était encore si grand à cette époque qu'on l'aurait suivi jusqu'au Caucase, s'il avait voulu y mener son armée.

Nous quittâmes Moscou le 19 octobre, nous dirigeant vers Taroutino, où l'on disait que l'armée russe avait pris position; mais bientôt nous appuyâmes à droite pour prendre la route de Kalouga à la satisfaction générale. On pensait que l'Empereur voulait faire sa retraite par cette route, qui, jusqu'à Smolensk, nous offrait un pays riche que la guerre n'avait point épuisé, et où l'armée pourrait trouver facilement des vivres et des abris. Nos colonnes formaient un singulier et effrayant spectacle par l'immensité des bagages qu'elles traînaient à leur suite. On avait pris toutes les voitures trouvées à Moscou, même celles de luxe. On les avait chargées de provisions et, il faut le dire aussi, de beaucoup d'objets précieux provenant du

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre datée de Moscou, 30 septembre 1812.

pillage. Le nombre de cantiniers ayant voiture s'était accru prodigieusement. Ainsi, c'était lorsque l'armée avait le plus besoin d'être légère et mobile qu'elle se trouvait surchargée de bagages, et, par conséquent, gênée dans ses mouvements. On conçoit aussi que l'attention apportée par les militaires à la conservation de leurs provisions et de leur butin devait nuire essentiellement au service et relâcher la discipline. Ce fut là le commencement de la démoralisation de l'armée, ou, pour mieux dire, des troupes françaises; car les troupes allemandes et hollandaises avaient déjà commencé dès Wilna leur métier de pillards et de fricoteurs. Ils allaient par escouades s'établir dans les villages, à droite et à gauche de la route, y faisaient main basse sur tout ce qu'ils trouvaient et se gorgeaient de mangeaille. Le lendemain, ils revenaient ou ne revenaient pas, car beaucoup d'entre eux furent assommés par les paysans ou pris par les Cosaques.

La manœuvre que nous fîmes autour de Moscou, dans un rayon de six lieues, depuis le 18 jusqu'au 22 octobre, semblait annoncer que nous allions reprendre la route de Mojaïsk; mais à Fomenskoïé, les nouvelles que l'Empereur reçut de son avant-garde le portèrent à se diriger sur Malojaroslawetz, ville située entre Moscou et Kalouga. Ce fut là que le prince vice-roi livra à toute l'armée russe un combat qui suffirait pour immortaliser son nom; ce fut là que les Italiens se couvrirent de gloire et justifièrent les éloges de l'Empereur, éloges qui avaient plus d'une fois irrité et blessé l'orgueil national des militaires français. L'honneur de cette journée appartient tout entier au prince Eugène et à l'armée italienne, car les deux divisions françaises qui furent envoyées pour les soutenir n'arrivèrent en ligne qu'au moment de la retraite des Russes.

Le soir de cette journée, comme nous retournions au bivouac, nous entendîmes un cri d'alarme, causé par un

hourra de Cosaques, qui faillit enlever l'Empereur. Dans la mêlée, un grenadier à cheval de la garde prit le capitaine Lecouteux, aide de camp du prince de Neuchâtel, pour un officier russe, et lui passa son sabre au travers du corps. C'est de ce moment que date la terreur que les Cosaques ont toujours inspirée depuis à nos soldats, en dépit de toutes les rodomontades et de toutes les indignations patriotiques. Je ne veux pas par là faire injure à la bravoure de nos troupes; mais les Cosaques agissaient sur leur moral à la manière des spectres et des apparitions diaboliques.

La journée du lendemain se passa à observer l'ennemi et à tâter ses mouvements. Il était facile de reconnaître qu'il y avait beaucoup d'hésitation chez nous, sur le parti qu'il convenait de prendre. Allions-nous forcer le passage par Kalouga, ou retourner par Mojaïsk? C'était là la question. J'entendis le roi de Naples s'écrier plusieurs fois : « Ils s'en vont, ils s'en vont; marchons sur eux! » Ce n'était pas l'avis de la plupart des autres généraux, qui voulaient retourner au plus vite à Smolensk, sans hasarder une nouvelle bataille. Ce dernier avis prévalut, et nous retournâmes sur Borowsk.

Le 27 octobre, nous couchâmes à Wereja, joli petit bourg qui n'avait pas souffert de la guerre. C'est là que commença la mésintelligence dans notre petit état-major. Dès ce moment chacun parut dominé par un seul sentiment : celui de sa propre conservation qui, prenant chaque jour de nouvelles forces, dégénéra plus tard en barbarie et en égoïsme brutal. Je n'en fus pas exempt moi-même, quoique je sois par nature très compatissant, et disposé à tout ce qu'on nomme sacrifice et dévoûment.

Nous étions fort bien logés à Wereja, dans une maison assez propre, et nous venions d'y faire un excellent souper, lorsque le capitaine Saint-Michel, qui avait été envoyé en

mission, rentra, n'ayant rien mangé depuis le matin. Il ne se trouva plus rien à lui donner qu'un peu de pain ou de biscuit et un verre de mauvaise eau-de-vie. Apprenant que tout le monde avait fait bonne chère, il fut irrité, non sans raison, et se plaignit, en termes fort vifs, qu'on n'eût pas pensé à un camarade absent, et comme Honoré était chargé des détails de la maison, c'est à lui que s'adressèrent les reproches du capitaine Saint-Michel. Honoré passa chez son père et lui rendit compte de l'altercation qu'il venait d'avoir; le vieux général, qui était plein de cœur, se mit dans une furieuse colère contre son fils, et lui ordonna d'aller faire des excuses au capitaine Saint-Michel; en même temps il me fit appeler et me chargea de veiller à l'exacte distribution des vivres. Je m'acquittai de ce soin le mieux possible, et je ne me souviens d'y avoir manqué que dans une seule occasion. J'ai hâte de le dire, quoique le fait soit arrivé trois semaines plus tard. Il s'agissait de la distribution d'un pain, qui était à ce moment une chose fort précieuse. Je fis les premières parts assez égales pour n'exciter aucune réclamation. Il ne restait plus qu'un morceau d'environ un quart de livre, à partager entre le capitaine Lebouteiller et moi. Je ne sais comment cela se fit, mais je coupai le morceau en deux parties inégales et m'adjugeai la plus forte. Lebouteiller, qui était grand mangeur, prit le morceau en me lançant un regard de reproche; je fus tenté de lui proposer sur-le-champ l'échange des deux morceaux, mais je ne sais quelle mauvaise honte me retint. Quoi qu'il en soit, cette injustice, grave dans la circonstance où nous nous trouvions, m'a toujours causé du remords, et je crois même que Lebouteiller ne me l'a jamais pardonnée. Ayant eu occasion de le revoir plus tard, il m'a traité avec beaucoup de froideur et nous avons fini par ne plus nous parler, sans que j'aie pu imaginer d'autre cause à sa manière d'être à mon égard qu'un ressentiment très

juste, je le confesse, du mauvais procédé que j'avais eu vis-à-vis de lui dans cette circonstance.

Le jour de notre départ de Wereja commencèrent les embarras causés par la quantité de voitures inutiles qui encombraient l'armée. Dans les défilés, les gendarmes et les officiers d'artillerie renversèrent et brisèrent plusieurs de ces voitures à droite et à gauche de la route; ils étaient surtout impitoyables pour ces voitures de cantiniers qui n'appartenaient à aucun régiment. Ces voitures étaient couvertes de toiles tendues sur des cerceaux. L'une d'elles ayant été renversée, il en sortit une harpe magnifique et des livres reliés en maroquin et dorés sur tranche, aux grands éclats de rire de tous les assistants. Le lendemain, 28 octobre, nous revîmes le champ de bataille de la Moskowa, sur lequel gisaient encore bien des corps qu'on n'avait pu ensevelir. La vue de ces cadavres en putréfaction, le ciel gris, l'air brumeux et les arbres à demi dépouillés de leurs feuilles, remplissaient l'âme de tristesse. On répétait avec douleur les noms de tant de braves restés sur ce terrible champ de bataille. On pense bien que celui de Ferdinand ne fut pas oublié.

Je n'ai plus qu'un souvenir confus de ce qui se passa jusqu'à Smolensk, où nous arrivâmes le 9 novembre. Le froid était devenu déjà très vif, et la terre était couverte d'une épaisse couche de neige durcie et polie, sur la grande route, par le passage des hommes et des chevaux. J'étais vêtu légèrement pour la saison. Constamment occupé de mon service, je n'avais pu, comme tant d'autres officiers, me procurer ni fourrure, ni double chaussure; je ressentis donc vivement l'impression d'un froid très vif et venu assez subitement. J'en étais comme étourdi, et j'avais souvent peine à rassembler mes idées; je crois qu'il faut attribuer à cette disposition physique la faiblesse ou l'absence de souvenir de ces premières journées. Plus tard, je supportai

un froid beaucoup plus rigoureux, sans que mes facultés en fussent sensiblement altérées. Il est vrai aussi qu'entre Wereja et Smolensk j'eus beaucoup à souffrir de la faim et de la mauvaise nourriture, tandis que de Smolensk à Wilna je n'éprouvai pas ce genre de privation à un aussi haut degré.

Quoi qu'il en soit, toute cette période de la retraite n'a laissé que des traces confuses dans ma mémoire. Je me rappelle seulement qu'après Gjat, à Welitchewo, où le froid commença à se faire sentir assez vivement, il n'y avait qu'une seule masure, occupée par l'Empereur. Nous étions bivouaqués à peu de distance, dormant, tant bien que mal, autour d'un feu de bois vert. Le matin, avant le point du jour, j'entendis battre la diane, et ce souvenir m'est resté comme une des sensations les plus agréables que j'aie éprouvées pendant la retraite. C'était l'indice d'un service régulier au milieu de la désorganisation qui commençait à faire des progrès dans l'armée. Le tambour que j'avais entendu était celui d'un bataillon de la vieille garde, qui bivouaquait en carré autour du quartier impérial. Le jour commençait à paraître, et je vis ce bataillon sous les armes, dans la plus belle tenue et faisant bonne contenance.

Je me rappelle encore, qu'ayant été envoyé en mission au corps du maréchal Davout qui faisait l'arrière-garde, le jour où le quartier impérial quitta Wiasma (2 novembre), je m'arrêtai dans cette ville, en retournant, pour y chercher à manger, car j'étais exténué de faim. Après avoir erré quelque temps dans les ruines, sans avoir découvert une créature vivante, j'aperçus, au coin d'une masure, un homme accroupi devant un petit feu. En approchant, je reconnus, à ma grande surprise, le capitaine Burgstaller, avec lequel j'avais été fort lié à Berlin.

Il faisait cuire, dans un tesson de marmite, un morceau de viande de cheval, assaisonné avec un peu de poudre à

canon. Il m'offrit gaiement de partager son repas, ce que j'acceptai; il y joignit un petit morceau de biscuit, et ce fut pour moi un grand régal. Burgstaller n'avait rien perdu de sa bonne humeur, et me divertit durant une demi-heure par ses lazzis accentués et les gaies réminiscences du passé. C'était un véritable philosophe, sans souci, prenant le temps comme il vient et les hommes comme ils sont. Dans une autre occasion à peu près semblable, je fus régalé, par le capitaine Dietz, d'une bouillie, faite avec du blé grossièrement écrasé et de la graisse de voiture, le tout assaisonné avec du sucre rapporté de Moscou.

Il y avait à Smolensk d'immenses ressources en approvisionnements de toute espèce, et si on avait pu mettre de l'ordre dans les distributions, le soldat eût pu facilement s'y approvisionner pour quinze ou vingt jours. Mais la désorganisation était déjà si grande que, malgré la présence de l'Empereur, les magasins furent mis au pillage, en sorte que les corps qui venaient après nous ne devaient plus rien y trouver. Un officier de notre état-major, aidé de nos domestiques et de quelques canonniers, parvint à s'emparer d'un petit approvisionnement fait avec beaucoup d'intelligence, consistant principalement en riz, biscuits, sel et graisse, plus un petit baril d'eau-de-vie. Le tout fut mis sur une petite voiture moscovite très légère appelée teleke, avec la marmite et batterie de cuisine. La pénurie de vivres que nous avions éprouvée depuis Wereja nous fit apporter un soin particulier à la conservation de notre petit magasin ambulant; un officier d'état-major était commandé tous les jours pour rester auprès de cette voiture et la faire arriver au lieu d'étape. Ce fut là désormais, je puis le dire, la partie la plus importante du service; le commandement général de l'artillerie n'en avait plus aucune; les corps d'armée agissaient isolément, pour faire à tour de rôle l'arrière-garde et protéger notre retraite.

Il est bon de dire comment nos faibles ressources en vivres, ménagées et conservées avec soin, purent nous conduire jusqu'à Wilna. Nous arrivions ordinairement à l'étape à la nuit tombante, et l'on s'installait, autant que possible, dans quelque chaumière abandonnée; on y allumait du feu, et chacun se couchait comme il pouvait, ayant soin de nous serrer le plus possible les uns contre les autres, afin d'avoir moins à souffrir du froid. Pendant que nous dormions, le cuisinier du général Lariboisière, homme grand, maigre et pâle, mettait le riz dans la marmite avec l'eau, le sel et la graisse nécessaires, et laissait cuire le tout à petit feu, durant toute la nuit. A la pointe du jour, on s'asseyait en rond autour de cette marmite, et chacun, armé d'une cuillère, en prenait sa petite portion; on buvait par là-dessus un petit verre d'eau-de-vie, et on distribuait à chacun un petit morceau de biscuit pour le reste de la journée. C'est de cette manière que nous fûmes nourris jusqu'à Wilna, au nombre d'environ vingt personnes, officiers et domestiques, sauf deux ou trois qui restèrent en route.

Nous quittâmes Smolensk le 14 novembre, par un temps des plus tristes et un froid excessif, le thermomètre marquait 28 degrés. Le ciel était sombre et paraissait tout à fait noir, par opposition avec la neige dont la terre était couverte. On entendait de loin gronder le canon de l'arrière-garde, et les cœurs étaient navrés de douleur en pensant à tant de braves qui se faisaient tuer pour nous et qui peut-être ne pourraient jamais nous rejoindre. C'était le corps du maréchal Ney. Celui du vice-roi, qui jusque-là avait fait l'arrière-garde, avait été presque entièrement détruit, et avait perdu presque toute son artillerie au passage du Vop. On pensait avec douleur que le même sort était peut-être réservé au corps du maréchal Ney, et l'on ne se trompait pas.

Je quittai Smolensk vers le soir avec les équipages du général, qui avait encore conservé, outre la précieuse teleke, son fourgon et sa calèche. Je ne pus le rejoindre ce jour-là, et nous passâmes la nuit dans une espèce de cave qui dépendait d'un bâtiment en ruines, placé sur le bord de la route. C'était un excellent abri contre le froid mortel de cette nuit. Nous y fîmes même entrer les chevaux. Les domestiques et les ordonnances se relayèrent la nuit pour faire la garde auprès des voitures. Le lendemain, 15 novembre, je rejoignis mon général sur la route de Krasnoë. Il nous quitta pour rejoindre l'Empereur, qui était arrivé dans cette ville depuis la veille, et me laissa en arrière avec Honoré pour faire arriver les voitures. La file des bagages de l'armée était considérable, et n'était gardée par aucune troupe, lorsque à environ une demi-lieue du ravin de Krasnoë nous vîmes apparaître une troupe de Cosaques à notre gauche. A cette vue, je m'élançai au-devant des traînards qui fuyaient, et dont quelques-uns avaient conservé leur fusil; je les exhortai à ne point se désunir et à marcher lentement; je leur dis que tant que les Cosaques verraient un fusil et une baïonnette, ils n'avanceraient pas. Mes efforts furent inutiles, et chacun ne songea qu'à chercher son salut dans la fuite. Ce fut le signal du hourra pour les Cosaques. Honoré avait déjà ordonné à nos voitures de se jeter sur la droite, et, comme elles étaient bien attelées, elles gagnèrent bien vite à travers champs un petit village situé sur le ravin de Krasnoë. La petite rivière qui coulait au bas de ce ravin était entièrement gelée. La calèche y passa facilement; mais le fourgon, beaucoup plus lourd, rompit la glace et s'abîma dans l'eau jusqu'au-dessus des moyeux. Des quatre chevaux qui l'attelaient, deux furent noyés, et on sauva ceux de devant en coupant les traits. Tous les papiers de l'artillerie étaient dans ce fourgon et furent perdus. Il s'y trouvait une quantité de minutes de

mon écriture. J'aurais du plaisir à les revoir, si elles ont été recueillies et placées dans les archives russes.

Je perdis, à cette occasion, une petite malle qui contenait, entre autres ouvrages précieux pour moi, un journal de mon premier et de mon second voyage en Russie, écrit en 1801 et 1802. Le tout était sans doute fort mal rédigé; mais, écrit sous les impressions du moment, il vaudrait encore beaucoup mieux que tout ce que j'aurais pu laisser dans ces mémoires, sur cette période de ma vie. Une autre perte, non moins regrettable pour moi, fut celle de toutes mes lettres de famille depuis 1810. Je ne parle pas de mon linge ni de mes effets, tels que bottes et pantalons; mais, à dater de ce moment, je restai véritablement avec ce que j'avais sur le corps. Ce ne fut qu'à Berlin que je pus renouveler en partie ma garde-robe. Malgré ce triste accident, je ne pus m'empêcher de rire en voyant Honoré occupé à dévorer, à pleine cuillère, un grand bocal de framboises confites, qu'il venait de tirer du fourgon. Il ressemblait à ceux qui aiment mieux se donner une indigestion que de rien laisser sur les plats chez le traiteur.

Nous arrivâmes à Krasnoë à la nuit tombante, et je fus rejoindre mon général dans une des maisons de cette ville; nous y restâmes deux jours pleins. Je me rappelle qu'au milieu de la seconde nuit, le général Alix, de l'artillerie, connu par sa surdité et sa dureté, mais du reste fort brave militaire, vint nous dire que toute l'armée russe nous entourait, qu'il venait d'en prévenir l'Empereur, et que celui-ci n'en voulait rien croire.

Le lendemain, à notre grand étonnement, au lieu de continuer notre route vers Wilna, l'Empereur, vers la pointe du jour, reprit le chemin par lequel nous étions venus. Chacun se demandait, avec surprise et inquiétude, ce que signifiait ce mouvement rétrograde; mais nous sûmes bientôt le mot de l'énigme. Le récit du général Alix n'était que

rop vrai, notre arrière-garde était coupée. Le prince Eugène avait eu beaucoup de peine à nous rejoindre, et n'y était parvenu qu'en abandonnant la grande route; il avait laissé derrière lui les corps de Ney et de Davout, auxquels l'ennemi barrait le passage. C'est pour leur donner la main que l'Empereur avait pris l'héroïque résolution de retourner sur ses pas avec ce qui lui restait de sa garde, au risque d'être cerné et pris avec les débris de son armée. Malheureusement il ne réussit qu'à dégager le corps du général Davout, et attendit vainement jusqu'au soir celui du maréchal Ney. Nous le regardâmes comme perdu, et l'armée se remit en marche, traversant Krasnoë pour se diriger sur Liady. Le général Neigre, directeur des parcs d'artillerie, ouvrit le passage par quelques coups de canon, et, à notre grande surprise, l'ennemi se retira sans nous le disputer.

Le 19, nous arrivâmes à Orcha, et c'est là que le maréchal Ney nous rejoignit avec les débris de son corps. Son admirable et miraculeuse retraite est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'en parler. Le prince Eugène fut à sa rencontre et l'embrassa le premier. Ney fut d'abord de très mauvaise humeur, se plaignant qu'on l'avait abandonné; mais quand il connut les détails de notre retraite, il vit bien qu'on avait fait tout ce qu'il était humainement possible de faire. Sa gaieté revint, et il dit, en plaisantant, un de ces mots soldatesques qui courent l'armée comme une traînée de poudre. Parlant des maux inouïs de cette retraite : « Ceux qui en reviendront, dit-il, auront les c... attachées avec du fil de fer. »

En quittant Orcha, on commençait à s'entretenir des difficultés que présenterait le passage de la Bérézina. On savait que le corps de Tchitchakoff, devenu disponible par la paix conclue entre la Russie et la Turquie, nous y attendait en force, et qu'il devait opérer sa jonction avec l'armée de Wittgenstein, qui poussait devant lui les corps du duc de

Bellune et du duc de Reggio. On espérait pouvoir prévenir l'ennemi à Borizow; mais l'inquiétude était dans tous les esprits, car les bruits les plus contradictoires, les nouvelles les plus alarmantes circulaient dans l'armée. Bien des gens disaient : « La Bérézina sera notre tombeau. » Effectivement, le 22 novembre au matin, nous apprîmes que le pont de Borizow était au pouvoir de l'ennemi. Ce soir-là, on s'arrêta à Tolotchin, et le lendemain à Bobr, d'où l'Empereur expédia les ordres pour le passage. Les généraux Éblé, commandant les équipages de pont, et Chasseloup, commandant le génie, furent chargés d'établir les ponts. Le 25 novembre, nous couchâmes à Borizow, où je vis le pont brûlé par les Russes quelques jours auparavant. Ce fut là que je perdis mon domestique; il se coucha, en arrivant, dans une maison de juifs, et ne voulut plus en sortir; il n'était ni gelé ni malade en apparence, mais démoralisé à l'excès et dans un état de stupidité effrayant. C'était un gros Hambourgeois très mou et très lourd, quoique fort propre et fort exact dans son service. Je lui avais fait connaître à Hambourg toutes les misères auxquelles il s'exposait; mais alors il était plein de santé et d'ardeur, et me disait qu'il avait désiré toute sa vie faire campagne avec les braves Français. Le pauvre diable en avait déjà assez avant que nous eussions passé le Niémen, et je l'aurais renvoyé dès Kowno, s'il m'eût été possible de le remplacer.

Depuis quelques jours, le temps tournait au dégel, ce qui devait rendre le passage encore plus difficile, car la Bérézina, chargée de glaçons à demi fondus, présentait, sur le bord opposé, un rivage plat et marécageux, dans lequel les voitures auraient bien pu rester. Heureusement la gelée reprit avec force dans la nuit du 25 au 26. Nous arrivâmes le 27 à Studianka, lieu choisi pour le passage. Le pont n'était pas encore terminé, ou, pour mieux dire, réparé, car il avait déjà livré passage au duc de Reggio,

qui avait pris position sur la grande route de Wilna, faisant face à notre gauche. C'était derrière ce corps que toute l'armée devait passer par le défilé de Zembin. En attendant que le pont fût praticable, je m'établis près de là, dans la cour d'une maison de paysans, démolie comme toutes les autres, car on avait employé le bois de ces maisons à la construction du pont. Bientôt la masse des traînards encombra tout le village. La confusion, les cris, les disputes de tous ces malheureux formaient un concert effroyable. On se battait pour s'arracher quelques morceaux de pain ou de biscuit, et le plus fort l'emportait. Mais tout cela ne fut rien auprès de ce qui se passa le lendemain. Je n'en fus pas témoin, car, prévoyant l'encombrement et m'étant assuré, au milieu de la nuit, que le pont était réparé, je fis atteler les voitures, et nous passâmes sans accident de l'autre côté. J'eus occasion d'observer, dans cette circonstance, combien le malheur abrutit et rend imprévoyant. Le pont resta libre toute la nuit, sans qu'il y passât peut-être vingt personnes. J'engageai quelques-uns des malheureux traînards, qui étaient près de moi, à profiter de cette facilité pour passer à l'autre rive; mais comme ils n'y voyaient ni feu ni village, ils préféraient passer la nuit accroupis devant les tisons d'un mauvais feu de bivouac, plutôt que d'acquérir un salut certain au prix d'une nuit passée sans feu. La plupart de ces malheureux périrent le lendemain, car, bien avant le jour, les troupes et les équipages commencèrent à défiler sur les ponts, d'où les traînards étaient impitoyablement repoussés, afin de ne pas obstruer le passage.

Nous passâmes la nuit au milieu d'un marais gelé, à environ une demi-lieue du pont, et sans pouvoir faire de feu; ce fut une des nuits les plus rudes de la retraite, car jusque-là nous avions eu presque toujours un abri ou un feu de bivouac.

Le lendemain nous montâmes à cheval et suivîmes l'Empereur qui allait au corps du duc de Reggio ou plutôt du maréchal Ney, qui l'avait remplacé, car le premier avait été blessé la veille, ainsi que le général Legrand. L'ennemi fut repoussé vers Borizow, on lui fit même un assez grand nombre de prisonniers, dont nous fûmes fort embarrassés; aussi parvinrent-ils pour la plupart à s'échapper; quelques-uns périrent de misère et de froid, car on n'avait rien à leur donner.

Le 29 au matin, nous vîmes les feux du corps d'armée de Wittgenstein, de l'autre côté de la Bérézina. Le corps d'armée du duc de Bellune, qui faisait l'arrière-garde, venait de passer heureusement les ponts, et l'artillerie de Wittgenstein ne tirait plus que sur les malheureux traînards, qui se précipitaient pêle-mêle avec les bagages, pour passer sur l'autre rive; je ne vis point cet affreux spectacle, mais mon camarade Cailly, qui venait de franchir le fleuve à la nage et au milieu des glaçons, grâce à un excellent cheval qu'il montait, m'en fit le récit. Il avait été envoyé à Borizow, au moment de notre passage.

Nous partîmes à l'instant pour Zembin et j'admirai comment les Russes, qui avaient été maîtres de ce passage trois jours auparavant, nous l'avaient laissé intact. C'était un défilé d'environ une lieue, entièrement planchéié, au milieu d'un marais planté d'aulnes, et dont le fond était tellement bouleversé que, malgré la gelée, il aurait été très difficile d'y passer à pied. Si les Russes, en quittant ce point pour se porter sur Borizow, avaient mis le feu aux planches, non seulement aucune voiture et aucun cheval n'aurait pu passer par là, mais encore, je le répète, il eût été fort difficile d'arriver à pied de l'autre côté du bois.

Ayant franchi ce redoutable défilé, nous respirâmes plus librement, et, malgré notre misère, l'espoir et la gaîté commencèrent à renaître parmi nous; il semblait que notre

retour en France ne pouvait plus rencontrer d'obstacle sérieux, car nous connaissions parfaitement la route que nous avions à parcourir jusqu'au Niémen. De plus, on annonçait que des divisions bien organisées s'avançaient de Wilna pour nous soutenir et protéger la retraite. Chacun s'abandonna donc à l'espoir de revoir bientôt la France, et l'on pensait que les désastres de cette campagne amèneraient la paix générale. On ne murmurait point contre l'Empereur, parce qu'on l'avait vu partager nos fatigues et nos dangers sans se ménager aucunement. Chacun était témoin du soin, souvent bien inutile, qu'il prenait du soldat; sa sollicitude ne s'étendait pas seulement aux blessés et aux hommes courageux, qui étaient restés en corps organisés; elle embrassait aussi les malheureux traînards, dont la masse se composait d'hommes démoralisés, qui avaient jeté leurs armes, et ne s'occupaient plus que du soin de conserver leur chétive existence.

Le froid ne fit qu'augmenter, depuis le passage de la Bérézina; mais on le supportait mieux qu'auparavant parce qu'on y était accoutumé. L'exemple de cette campagne, et de celle d'Égypte, a prouvé qu'il n'y a pas de soldats en Europe plus capables de supporter les températures extrêmes que les soldats français. J'en vis des exemples frappants durant la retraite. Ainsi le général Sorbier, commandant l'artillerie de la garde, forcé d'abandonner ses bagages au pont de la Bérézina, en avait tiré son plus bel habit d'uniforme, brodé sur toutes les coutures, et l'avait revêtu. Il faisait ainsi son étape sans manteau ni fourrure, trottant sur un petit cheval polonais et armé d'une longue perche qui lui servait à écarter les traînards, dont la route était encombrée; tout en trottant, il criait : « Place ! place ! » et chacun se rangeait machinalement. Il franchissait ainsi en deux heures le chemin que nous mettions toute la journée à parcourir. C'était un homme de moyenne stature, maigre

et jaune, à figure revêche et repoussante, et ce qu'on nomme, en argot militaire, un mauvais coucheur. Je pourrais encore citer le capitaine Brechtel, de l'artillerie, aujourd'hui commandant du palais de Versailles, qui fit toute la campagne avec une jambe de bois, ce qui ne l'empêchait pas de monter à cheval et de servir avec un zèle et une activité qui ne se démentirent pas un instant pendant toute la retraite. Il n'était pas vêtu plus chaudement que le général Sorbier. J'en pourrais dire autant de cinquante officiers ou sous-officiers, que j'ai connus et dont la plupart vivent encore. Il va sans dire que c'étaient des hommes énergiques, soigneux de se conserver, tandis que ceux qui ne possédaient pas ces qualités périssaient comme des mouches. C'étaient surtout les Allemands et les Hollandais qui perdaient courage le plus vite. Cela vient sans doute de l'habitude qu'ont ces peuples de se bien chauffer pendant l'hiver, tandis qu'en France et en Italie, on se chauffe fort mal ou pas du tout.

Ce même jour, 29 novembre, nous poussâmes jusqu'à Camen, et le lendemain à Pletchenitzy, où il y avait eu la veille un hourra de cosaques. Ce fut, je crois, le dernier de la retraite, du moins jusqu'à Wilna. Pendant les huit jours qui suivirent, nous ne fûmes poursuivis que faiblement, ce qu'il faut, je crois, attribuer à la rigueur toujours croissante du froid, dont les Russes avaient presque autant à souffrir que nous-mêmes.

Le 3 décembre, nous arrivâmes à Molodetchno, où mon général reçut des nouvelles de France. Il n'y avait point de lettres de ma sœur, mais Mme de Lariboisière mandait à son mari qu'elle l'avait vue et qu'elle se portait bien ainsi que sa famille. Ce fut une grande joie pour moi; car il y avait plus de deux mois que je n'avais eu de nouvelles directes de Paris.

De Molodetchno, l'Empereur prit les devants pour aller

à Smorgoni, et lorsque nous y arrivâmes, le 6 décembre, nous apprîmes qu'il venait de partir pour la France afin d'y organiser une nouvelle armée, laissant le commandement au roi de Naples. Quelle que fut la coutume de fronder toutes les actions de l'Empereur, personne, que je sache, ne s'avisa de blâmer cette résolution; chacun en comprenait la portée et la nécessité; seulement le choix du commandant en chef de l'armée était peu rassurant; tout le monde rendait justice à la brillante bravoure du roi de Naples, mais on le regardait comme incapable d'exercer un grand commandement, principalement dans des circonstances difficiles. C'était un homme d'action et de succès à tout prix; mais il n'avait ni le calme, ni la prévoyance, ni la prudence indispensables pour bien conduire une retraite. On fut bien aise d'apprendre que le major-général restait avec lui. Ce n'est pas qu'on le crût non plus capable d'exercer un commandement important, mais comme il était l'interprète habituel des plans et des idées de l'Empereur, on pensait qu'il en conserverait la tradition et qu'il agirait en conséquence. Nous vîmes bientôt qu'il n'en était rien, comme le prouva quelques jours après le désastre de Wilna. Les liens de la discipline et l'esprit militaire, déjà si relâchés par de si longues souffrances, achevèrent de se briser, et chacun ne songea plus qu'à sa propre sûreté. On s'en remettait du soin de couvrir notre fuite sur les nouvelles divisions qui arrivaient de Wilna. Nous rencontrâmes celle du général Loyson le 7, à Ochmiana. Elle était belle, nombreuse et bien armée. Deux jours après il n'en restait plus de traces, et la division Hudelet, qui la suivait, eut bientôt le même sort. Il est vrai de dire que le froid avait atteint une intensité inaccoutumée, même pour le climat sous lequel nous nous trouvions; l'haleine gelait au sortir de la bouche : les cils, les favoris et les moustaches étaient chargés de glaçons, et il m'est arrivé souvent d'avoir les yeux fermés par

la glace; je pressais mes cils entre mes doigts pour faire fondre la glace, afin de pouvoir rouvrir les yeux. J'ai toujours eu la vue fort tendre et un froid même modéré me fait jaillir les larmes des yeux. Cette disposition particulière, jointe à des cils fort longs, explique suffisamment ce que je viens de dire.

Mon général, qui souffrait beaucoup du froid, malgré les soins et les précautions dont nous nous efforcions de l'entourer, perdit presque entièrement l'usage de la voix après notre départ de Smorgoni. Il toussait péniblement et s'affaiblissait à vue d'œil.

Le jour de notre arrivée à Wilna fut le plus froid de toute la retraite, ou au moins égal au froid que nous avions éprouvé à Smorgoni. Nous y arrivâmes le 9 décembre, une heure avant la chute du jour. Le général Lariboisière était dans sa calèche, fort abattu et souffrant, avec son fils. Je marchais à côté de sa voiture, car depuis Smolensk je n'avais plus qu'un cheval, que je ne montais pas, tant pour mieux combattre le froid par la marche que pour m'assurer cette dernière ressource en cas de danger. Derrière la calèche du général venait la teleke dans laquelle était blotti son aide de camp Cailly, qui avait eu les pieds gelés à la suite du passage de la Bérézina, qu'il avait été forcé de traverser à la nage au milieu des glaçons, comme je l'ai déjà dit. Il était dans cette petite voiture pêle-mêle avec ce qui nous restait de provisions faites à Smolensk, et quelques débris de nos bagages. Nous trouvâmes la porte de Vilna encombrée de voitures de toute espèce, de chevaux, de bagages, et d'une foule innombrable de traînards qui s'écrasaient pour entrer dans la ville. Nous restâmes près de deux heures arrêtés par cet obstacle, et je ne saurais exprimer tout ce que je souffris durant ce temps. L'impression du froid porté à ce degré, sur un corps faible et exténué, est une sensation dont il est impossible de se faire une

idée dans nos pays tempérés. Je n'avais point de fourrure, mais seulement un manteau de drap bleu à collet bien râpé, par-dessus mon uniforme. Mes bottes, que je n'avais pas quittées depuis Smolensk, étaient trouées sous la semelle; pour garantir mes oreilles, j'avais noué sur ma tête une cravate de batiste, devenue aussi noire que mon schako que j'avais mis par-dessus. C'est dans cet équipage que j'ai fait toute la retraite, et cependant je n'eus rien de gelé. J'en fus quitte pour la perte du tact dans les mains et dans les pieds pendant une quinzaine de jours. Je crois, d'après les observations du célèbre Larrey, que je dus mon salut à ma constitution sèche et bilieuse, et à la ferme résolution que j'avais prise de ne jamais me laisser abattre.

Pendant que la voiture du général attendait son tour, ne pouvant résister aux douleurs que me causait le froid, je fus plusieurs fois sur le point d'entrer dans Wilna, et de me jeter dans la première maison que je trouverais ouverte; cependant je résistai à cette tentation, ne voulant pas abandonner mon général malade. Je passai donc tout mon temps à m'agiter comme un fou, frappant dans mes mains et sautant sur la neige durcie, tantôt sur un pied, tantôt sur l'autre; il me semblait, par moment, que mes idées m'abandonnaient, et que j'étais réduit à une existence mécanique; quelquefois j'allais de la voiture à la porte de la ville, essayant vainement de rétablir l'ordre dans cet étroit passage, et de persuader aux traînards que moins ils se presseraient et plus ils avanceraient; mais c'était peine perdue. Chacun voulait arriver le premier, et le plus fort l'emportait. Il était environ six heures lorsque nous entrâmes dans Wilna; un canonnier, qui nous attendait à la porte, nous conduisit chez le commandant de l'artillerie, qui était le chef d'escadron Poirel, mon ancien chef à Hambourg. Le logement du général y était préparé, et un fort bon souper nous y attendait. Je ne saurais décrire la

joie et le bonheur que nous éprouvâmes en nous asseyant à cette grande table, couverte de linge blanc, de porcelaine et d'argenterie, et, ce qui valait mieux encore, des mets les plus succulents. La veille encore, nous avions eu pour toute pitance, comme à l'ordinaire, un petit morceau de biscuit gelé et une petite portion de riz cuit à l'eau; ce modeste repas avait été fait dans une misérable hutte sans toit, à moitié démolie, autour d'un feu sans chaleur, qui ne nous envoyait que de la fumée. Un changement si subit semblait une féerie, on croyait rêver, mais le rêve était délicieux. Nous fîmes honneur au souper, comme on peut bien le penser, mais il eut des suites funestes pour quelques-uns d'entre nous. Le capitaine Lebreton de Vanoise devint fou pendant la nuit et resta à Wilna, où il est mort misérablement; c'était un très bel homme, robuste et qui avait très bien supporté jusqu'alors les fatigues de la retraite. Un autre capitaine, Italien, dont j'ai oublié le nom, y resta aussi; je n'ai jamais vu d'homme plus courageux, ni plus gai que ce Piémontais; il avait eu les orteils des deux pieds gelés avant le passage de la Bérézina. A Smorgoni, la gangrène s'y mit, et il ne put plus supporter aucune chaussure; tous les soirs, en arrivant au gîte, il coupait avec un couteau la partie gangrenée, et enveloppait ensuite soigneusement le reste de ses pieds avec des chiffons, et tout cela avec une gaieté qui navrait le cœur. Le lendemain il se mettait en route à l'aide d'un bâton pour recommencer le soir la même opération, de sorte qu'en arrivant à Wilna, il ne lui restait plus guère que les deux talons. Il ne put aller plus loin, quoique son courage et sa gaieté ne l'eussent point abandonné; mais il lui arriva, ainsi qu'à une foule d'autres, de succomber sous l'effet d'un bien-être inattendu. L'exaltation nerveuse qui soutenait tant de malheureux depuis quarante jours, et qui leur faisait supporter des fatigues et des souffrances inouïes,

les abandonna à Wilna, et ils ne purent en sortir. Après le souper, nous nous jetâmes sur la paille, car on pense bien qu'il n'y avait pas de lits pour tout le monde. Mais quelle délicieuse nuit nous allions passer dans une grande salle propre et bien chauffée, après avoir passé tant de nuits au froid ou sans sommeil!

Je commençais à bien dormir, lorsque, vers minuit, le général Lariboisière reçut ordre du roi de Naples d'envoyer un officier à son quartier général dans le faubourg de Kowno. J'étais le plus ingambe de tout l'état-major, et le général m'envoya l'ordre de me rendre près du roi, que je donnai au diable de tout mon cœur. J'étais tellement engourdi par la lassitude, le sommeil et la bonne chère que je restai cinq minutes sur mon séant avant de pouvoir me lever; enfin je pris mon parti et m'acheminai, dans les ténèbres et par le froid le plus vif, jusqu'à la Maison-Rouge, où logeait le roi de Naples. Je m'annonçai à son chef d'état-major, qui me dit d'attendre en bas dans le vestibule avec les officiers et les ordonnances des différents chefs de service. Ce vestibule était dallé en pierres, ouvert de deux côtés, sur la rue et sur la cour, et était incessamment traversé par les domestiques, les ordonnances et les officiers en mission. Il n'y avait point de paille, et les officiers de planton comme moi étaient couchés sur le carreau, pêle-mêle avec les ordonnances. Je fis comme eux et, après avoir écarté doucement deux chasseurs qui ronflaient côte à côte dans un coin assez bien abrité, je m'entortillai dans mon manteau et me blottis entre eux deux pour avoir plus chaud, ramenant mes genoux jusqu'à la poitrine, afin de pouvoir couvrir mes pieds et ma tête. Le repos que je goûtai cette nuit ressemblait fort à un cauchemar; assoupi par la fatigue, j'entendais néanmoins distinctement aller et venir, parler, crier, et, de plus, j'étais tourmenté par l'idée qu'on pouvait m'appeler d'un moment à l'autre. Deux

heures avant le jour, j'entendis un grand bruit, tout le monde se levait autour de moi. Le roi de Naples montait à cheval.

Néanmoins je ne bougeai pas; vaincu par le sommeil et par la fatigue, j'éprouvais une sorte de plaisir en entendant peu à peu diminuer le bruit et le mouvement; il me semblait que j'allais enfin pouvoir dormir et reposer tout à mon aise : mon esprit engourdi était incapable de s'occuper d'autre chose. Il est probable que je serais resté là, et que Wilna aurait été pour moi aussi le terme de mon énergie, si un chasseur qui venait de se lever ne m'eût donné un coup de pied dans les reins en m'apostrophant : « Ah çà! dites donc, est-ce que vous voulez rester là pour les Cosaques? » A cette rude apostrophe, je me secouai; j'écartai mon manteau qui me couvrait la tête, mais mon sauveur avait déjà disparu. Le froid piquant du matin, inondant ma figure brûlante, m'eut bientôt ranimé; je sortis dans la rue et rencontrai presque au même instant la calèche du général avec la teleke, filant lentement à la suite d'une innombrable quantité de voitures de toute espèce. Quoiqu'il ne fît pas encore jour, le ciel était si pur, les étoiles si brillantes et la campagne tellement couverte de neige qu'on distinguait assez loin des deux côtés de la route. A une demi-lieue de Wilna, j'aperçus quelques équipages qui filaient sur la gauche par une route que je reconnus être celle de Nowoï-Troki, pour l'avoir étudiée et reconnue sur la carte, au commencement de la campagne. Cette remarque nous sauva de la captivité et peut-être de la mort, car à peine étions-nous arrivés à la montagne de Wilna que nous trouvâmes toute la route encombrée de voitures marchant sans ordre et arrêtées bientôt par l'impossibilité de gravir la montagne. La route était couverte d'un verglas si dur et si poli qu'elle ressemblait à un pavé de marbre. Ainsi à mesure qu'une voiture essayait de monter,

les chevaux perdaient pied et la voiture descendait rapidement, entraînant avec elle son attelage. Les voitures qui suivaient, en voulant l'éviter, tournaient au milieu du chemin, de manière à barrer la route. En peu d'instants, il se forma de cette manière une épaisse barricade impénétrable même pour les piétons. Le désordre fut bientôt augmenté par le pillage des fourgons du trésor. Nos malheureux soldats, pouvant à peine se soutenir, retrouvèrent des forces dans leur cupidité; les barils d'or et d'argent furent défoncés, et il s'ensuivit une mêlée où tous les rangs étaient confondus par la soif du pillage. Des officiers et des employés militaires se battaient avec les soldats pour avoir quelques pièces d'or : je le dis parce que je l'ai vu! Nous étions arrivés au dernier degré d'abrutissement et de démoralisation. Après avoir été témoin de cet affligeant spectacle, je retournai vers la voiture du général. Il faisait déjà jour, et les coups de fusil que nous entendions du côté de Wilna depuis une heure commençaient à se rapprocher. Je fis ouvrir la voiture du général et lui déclarai qu'il était impossible de passer, mais que, s'il voulait m'en croire, nous rétrograderions jusqu'à la route de Nowoï-Troki, qui n'était pas à un quart de lieue en arrière, et que si nous parvenions au sommet de la montagne par cette route dont la pente était beaucoup plus douce, nous pouvions ensuite nous jeter sur la droite et regagner à travers champs la route de Kowno. Le général hésitait. Honoré était d'avis de dételer les chevaux, de les charger de tout ce qu'on pourrait sauver du bagage, de faire monter son père sur un des porteurs et d'essayer de passer à travers les bois qui bordaient les deux côtés du chemin. J'insistai en représentant que mon général n'était pas en état de se tenir à cheval et de se tirer d'une bagarre comme celle de la rampe de Wilna. En ce moment, le général Pernetty, dont la calèche suivait, ayant entendu notre discussion, mit pied à terre

et se rangea à mon avis, disant qu'il fallait faire tous ses efforts pour nous faire passer. Il n'y avait pas de temps à perdre et, sans m'arrêter plus longtemps à parlementer, je pris la bride d'un cheval de devant et fis tourner la calèche. Comme les voitures venues derrière nous nous avaient dépassés de droite et de gauche, espérant toujours trouver une issue, nous rétrogradâmes sans obstacle, et au bout d'un quart d'heure nous étions dans la route de Nowoï-Troki, d'où nous entendîmes bientôt la fusillade et les hourras. Cette route n'était pas encombrée, mais les équipages y marchaient sans ordre. Nous courûmes donc à la tête, le général Pernetty et moi, pour organiser deux files régulières de voitures et pour faire arrêter tout ce qui n'était que fourgon ou caisson d'artillerie. Les paroles et l'uniforme du général Pernetty nous furent très utiles dans cette occasion, et, au bout d'une demi-heure, nous atteignîmes le sommet de la montagne, ainsi que je l'avais pensé. Arrivés sur le plateau, nous traversâmes sans obstacle les champs situés à notre droite, et en peu d'instants nous fûmes sur la grande route de Kowno. Nous couchâmes ce soir-là à Jyzmory, village entièrement dévasté. Ce petit séjour fut marqué par une circonstance qui me fait encore horreur quand j'y pense. Nous ne trouvâmes, pour nous établir, qu'une petite hutte bâtie de terre et de bois et du reste entièrement vide, au milieu de laquelle deux soldats hollandais de nouvelle levée se chauffaient près d'un misérable feu. Les domestiques du général mirent ces soldats à la porte. L'un d'eux, qui n'avait pas vingt ans, se mit à pleurer et pria en grâce qu'on le laissât, mais ce fut en vain, car la hutte pouvait à peine nous contenir tous; du reste, il était très bien couvert et n'avait éprouvé aucune des fatigues de la campagne, car il faisait partie d'une des colonnes de marche, qui s'évanouissaient ensuite comme de la fumée dès qu'elles avaient été mises en contact

avec notre effrayante colonne. Le pauvre malheureux fut donc mis sans pitié à la porte; son camarade alla chercher place ailleurs, mais lui se coucha dehors près de la porte. Nous l'entendîmes gémir pendant une partie de la nuit, le lendemain il était mort.

A mesure que nous rencontrions des hommes qui n'avaient pas fait la campagne, ils étaient frappés de stupeur et d'effroi à la vue des débris de la Grande Armée, espèce de cohue plus semblable à une légion de réprouvés ou de hideux farfadets qu'à des troupes. Cette vue suffisait pour les démoraliser, beaucoup plus que nous ne l'étions nous-mêmes. Nous en eûmes un exemple remarquable à Wilna. Roche, artiste vétérinaire en chef des parcs d'artillerie, qui était resté à Wilna pendant toute la campagne pour les remontes, mourut de saisissement en voyant nos colonnes traverser la ville. C'était un fort brave homme, d'une bonté et d'une obligeance sans égales; je lui étais fort attaché, non seulement à cause de ses qualités personnelles, mais aussi parce qu'il m'avait obligé de sa bourse lorsque je fus nommé officier et que je dus m'équiper; je n'étais pas le seul dans ce cas.

Nous arrivâmes à Kowno le 14 décembre vers six heures du soir. Il n'y avait pas autant de presse qu'à Wilna : d'abord parce qu'une grande partie de l'armée était restée dans cette dernière ville, et ensuite parce que ceux qui avaient dépassé heureusement la montagne s'étaient en partie jetés sur la gauche pour gagner la Pologne par le plus court chemin. Néanmoins, instruit par l'expérience, j'engageai mon général à passer le pont du Niémen sur-le-champ. Il y consentit, et nous fûmes nous loger dans une maison isolée, située sur la rive gauche. Le lendemain, nous étions sur le territoire prussien, et comme il y avait un cours de postes organisé, le général et son fils prirent des chevaux de poste pour se rendre à Kœnigsberg. Nous

suivîmes comme nous pûmes, dans des traîneaux, Cailly et moi, ainsi que ce qui restait d'officiers d'état-major. Nous atteignîmes Kœnigsberg le surlendemain, et ce fut avec un bonheur exprimable que nous nous trouvâmes enfin dans une grande ville bien peuplée, qui n'avait point souffert de la guerre, et où l'on ne manquait de rien. De toutes les douceurs qu'offrait cette bonne ville, celle qui me toucha le plus fut le café à la crème, dont je vécus presque uniquement pendant les deux premiers jours; j'en prenais partout, à toute heure, et ne pouvais m'en rassasier.

Le général, qui était arrivé la veille, était si malade et si abattu qu'il ne pouvait plus parler. Néanmoins il était encore assis sur un sofa lorsque j'arrivai, et j'étais loin de prévoir que cet excellent homme allait nous être ravi dans moins de deux jours. Il se coucha le soir pour ne plus se relever. La perte de son fils cadet lui avait porté un coup terrible, et paraissait, dès Moscou, lui avoir ôté toute son énergie. Depuis ce moment jusqu'à sa mort, nous ne le vîmes pas sourire une seule fois, ni avoir l'air de prendre intérêt à quoi que ce soit : quoiqu'il eût été toute sa vie fort sobre et modéré en toutes choses, son corps était usé par le travail et par un service consciencieux. Un catarrhe s'était jeté sur sa poitrine à Smolensk; on conçoit que la rigueur du froid, les fatigues et les privations de toute espèce durant la retraite ne firent qu'empirer son état. Je fus le voir la veille de sa mort et trouvai près de son lit deux médecins qui consultaient en mauvais latin. L'un d'eux était M. Gibert, médecin en chef des hôpitaux. Malgré la tristesse du moment, je ne pus m'empêcher de rire intérieurement de cette scène, qui rappelait trop bien les médecins de Molière.

Le lendemain, à cinq heures du matin, on vint m'éveiller dans mon logement et me dire que le général venait d'expirer. Je me rendis sur-le-champ à sa demeure, où je

trouvai le pauvre Honoré, qui se jeta dans mes bras en fondant en larmes. On peut croire que je partageai vivement sa douleur; je perdais dans le général Lariboisière un protecteur et un ami qui, pendant le peu de temps que j'ai servi près de lui, m'avait traité avec une bonté et une confiance dont je conserverai toujours un souvenir reconnaissant.

Après les premiers moments consacrés à la douleur, j'engageai Honoré à partir sur-le-champ pour Paris, afin de consoler sa pauvre mère, et de se préparer à lui servir d'appui dans les affaires de la succession. Il me fit promettre de ramener à Paris le corps de son père et le cœur de son frère Ferdinand, que nous avions sauvé des désastres de la retraite. Il me laissa la calèche du général, avec son valet de chambre Boband, et partit dans la teleke. Après son départ, je mis ordre, le mieux que je pus, aux affaires du général, et, après avoir fait mettre son corps dans une caisse qui fut fixée sur la calèche, de manière que la tête reposât sur le coussin à côté de moi, je partis le lendemain en me dirigeant par Dantzig.

Avant de quitter Kœnigsberg, je fus voir le général Éblé, que je connaissais d'ancienne date. Je lui demandai ses ordres pour Paris. Il ne m'en donna aucun. Il était complètement démoralisé, et ne fit autre chose, durant cette visite, que me montrer la ceinture de son pantalon, devenue trop large de moitié, pour me prouver à quel point son corps était fondu. Il mourut deux jours après mon départ, sans avoir eu la consolation d'apprendre que l'Empereur l'avait nommé premier inspecteur général de l'artillerie, en remplacement du général Lariboisière.

Je me rappelle qu'en passant sur la place d'Elbing je vis, non sans émotion, mon pauvre cheval que le domestique de Cailly avait abandonné dans la montagne de Wilna. Je

fis arrêter la voiture pour dire adieu à ma pauvre *Fillette*, qui m'avait rendu tant de services, et dont l'œil intelligent semblait me reconnaître. Je dis au dragon que le cheval m appartenait, et le lui prouvai, en lui disant ce que contenaient mes fontes à pistolets, qu'il n'avait pas songé à ouvrir; il me dit qu'il avait trouvé le cheval dans la montagne de Wilna, et qu'il était prêt à me le rendre, si je voulais lui donner quelque chose pour boire. On pense bien que, pressé d'arriver à ma destination, je n'en avais nulle envie; mais je lui donnai cinq francs en lui recommandant d'avoir bien soin de ma pauvre bête et de ne pas la maltraiter.

Arrivé à Dantzig, je vis bien, au train dont allaient les dépenses, que je n'aurais pas assez d'argent pour atteindre la France. J'empruntai cent louis à un chef de bataillon de la garnison, qui se contenta d'une assignation sur Mme de Lariboisière, laquelle fut exactement payée.

Je fus obligé de m'arrêter deux jours à Berlin; d'abord pour me reposer, et ensuite parce que, ayant trouvé une température plus douce, je craignais que le corps du général n'entrât en putréfaction. Je le fis déposer à l'hôpital militaire, et baigner dans une solution d'acide muriatique. L'officier de santé qui me prêta son ministère était un jeune homme enthousiasmé de son art, et ne voyant dans les maux de la guerre qu'un moyen d'agrandir rapidement le domaine de la science. Lorsque j'allai reprendre le corps de mon général, il vint à moi d'un air radieux et s'écria : « Oh! j'ai un sujet magnifique, il faut que je vous le montre, c'est un cuirassier. » Là-dessus il m'entraîna dans la cour, ouvrit une petite cellule basse, dallée en pierre, et je vis, étendu sur le carreau, un grand cadavre de six pieds tout raide et rouge comme une écrevisse. Cette vue me fit horreur et il me fut impossible de partager la joie et l'enthousiasme de mon docteur qui répétait toujours :

« C'est magnifique! avez-vous jamais rien vu de plus beau? »

Jusque-là je n'avais pu penser à me débarrasser d'une multitude d'insectes dégoûtants, ramassés dans les chaumières et les bivouacs de la Russie; j'en étais entièrement couvert. Le lendemain de mon arrivée à Berlin j'achetai du linge neuf, et me fis conduire au bain. Avant d'y entrer, je fis un paquet de tout ce que j'avais sur le corps, et le jetai par la fenêtre dans la Sprée. Je ne puis dire tout le bien-être que j'éprouvai après être sorti du bain et m'être revêtu de ce linge neuf. Il me semblait revenir à une nouvelle vie après une cruelle agonie. En me promenant le soir sous les tilleuls, je ne fus pas peu surpris de rencontrer le petit Fritz Ellermann, que j'avais quitté à Hambourg huit mois auparavant. Il m'apprit que sa famille s'était retirée à Altona; que pour lui, il était venu à Potsdam près de son beau-frère Hildebrand pour y faire son apprentissage. Je lui demandai pourquoi il était à Berlin; il me dit qu'il y était venu pour voir sa sœur Jeannette, et que, si je voulais, il me conduirait chez elle, persuadé qu'elle serait bien contente de me voir. J'acceptai avec empressement et, effectivement, au bout de cinq minutes nous arrivâmes chez sa sœur, qui habitait une chambre au rez-de-chaussée dans la Charlottenstrasse. Elle éprouva un grand saisissement, en me voyant entrer et se mit à pleurer. Je l'embrassai tendrement, en présence de son frère, car jamais je n'avais pris cette liberté dans le tête-à-tête; elle me dit qu'elle m'avait cru mort, et qu'elle, ainsi que toute sa famille, m'avait déjà pleuré. Nous causâmes pendant deux heures environ sans interruption. Je lui contai toute la campagne; elle me donna des détails sur sa famille; nous rappelâmes le passé avec attendrissement et nos parties de campagne, et nos promenades à Wandsbeck, et les jours heureux que nous avions passés l'année précédente. Quel triste contraste

offrait le présent avec ce passé encore si près de nous! Je me séparai de Jeannette et de Fritz avec peine, mais cette rencontre me fut cependant d'une grande consolation; c'étaient les premiers êtres qui m'eussent témoigné de l'intérêt depuis bien longtemps; c'était comme le premier anneau qui me rattachait à des affections véritables, après une campagne qui semblait devoir éteindre chez nous tout sentiment d'humanité.

Je n'ai plus aucun souvenir de ce qui m'arriva jusqu'aux bords du Rhin; je me rappelle seulement qu'à notre aspect les Allemands laissaient percer une secrète joie, à peine contenue par le joug qui pesait encore sur eux. Arrivé à Hœchst, j'écrivis au directeur des douanes à Mayence pour le prier de m'exempter de la visite, et lui faire connaître ce que j'étais chargé de conduire à Paris; il m'accorda sur-le-champ cette exemption et je passai le Rhin le soir même. J'éprouvai une vive satisfaction en entrant sur le territoire français, et en pensant que je serais bientôt au terme de ce pénible voyage.

Je vis à Mayence le colonel Humbert, directeur de l'artillerie, et le capitaine La Fizelière, qui devint plus tard aide de camp du général Drouot. Je leur fis une peinture animée de nos désastres et je terminai en disant : « Non, les annales de la guerre ne présentent rien d'aussi effroyable, et il est impossible de voir l'humanité plus indignement foulée aux pieds. » Je me rappelle ces expressions parce que je me repentis sur-le-champ de les avoir proférées; elles me semblèrent indignes du caractère militaire. En général on n'oublie jamais les paroles qu'on a eu tort de prononcer; elles vous poursuivent comme un remords et se gravent dans la mémoire en traits ineffaçables.

Je résolus d'aller jour et nuit malgré le mauvais temps; mais à cette époque c'était chose facile, parce que les routes étaient parfaitement bien entretenues. J'atteignis Bondy le

surlendemain à l'entrée de la nuit; mais, quelque impatient que je fusse d'arriver à Paris, je ne pus résister à la tentation d'embrasser ma sœur qui demeurait alors à Noisy-le-Sec. Il fallait à la vérité s'écarter d'un quart de lieue de la route; mais M. Frémin, le maître de poste, que je connaissais depuis longtemps, eut l'extrême obligeance de se prêter à mon désir. Ainsi au bout d'un quart d'heure, une voiture de poste s'arrêtait à la porte du notaire de Noisy, chose inouïe dans les annales de cette commune. Je trouvai mon beau-frère sur sa porte et nous nous tînmes longtemps embrassés. Depuis plus de quatre mois ils n'avaient pas eu de mes nouvelles directes, mais ils savaient par Lariboisière que je devais arriver. Je trouvai ma sœur au coin de son feu avec ses enfants; elle faillit s'évanouir en me voyant, et m'embrassa en versant d'abondantes larmes. Je ne l'avais pas revue depuis son mariage. Nous ne pûmes rester longtemps réunis; je voulais arriver d'assez bonne heure à Paris pour ne point causer d'embarras ni de dérangement à l'hôtel de Lariboisière. Arrivé devant la porte, je fis appeler Honoré par le portier, en lui recommandant de ne rien dire à Mme de Lariboisière. Nous fîmes entrer la voiture doucement dans la cour, et le corps du général fut porté par ses domestiques, dans une chambre inhabitée, dans l'aile gauche de l'hôtel. Il fut convenu que je ne me montrerais point ce soir-là, et que Mme de Lariboisière ne serait prévenue que le lendemain matin. Je m'établis au second dans une petite chambre qu'on m'avait fait préparer du côté du jardin; j'y trouvai un bon lit et ne tardai pas à m'endormir du plus profond sommeil; c'était la première bonne nuit que je passais depuis sept mois.

Je n'essayerai pas de peindre la profonde douleur de Mme de Lariboisière, qui avait perdu, dans une seule campagne, son mari et son fils; cette douleur n'éclatait ni en plaintes ni en gémissements. C'était la résignation d'un

cœur brisé, mais plein de religion et de confiance en Dieu. Cette figure pâle, amaigrie par le chagrin, ce parler doux et lent, ce sourire pénible, ces yeux rouges et presque toujours remplis de larmes involontaires, enfin, toute cette affliction vraie, profonde et silencieuse pénétrait d'attendrissement ceux qui en étaient témoins.

CAMPAGNE DE SAXE[1]

1813

Mme de Lariboisière avait conçu pour moi une amitié de mère, à laquelle se mêlait une sorte de sentiment religieux. Je lui avais ramené les restes de son mari et le cœur de son second fils. J'avais, selon toute apparence, sauvé l'aîné de la captivité, et peut-être de la mort, par ma résolution à Wilna; elle m'en témoignait souvent sa reconnaissance. Mon caractère, naturellement doux et tranquille, lui plaisait, et comme j'avais pour elle autant d'attachement que de respect, je passais des journées entières avec elle au coin du feu, en compagnie de sa nièce, Mlle de Pontavie et de M. Lebeschu de Champsavin, son frère. Nous faisions des lectures, nous parlions quelquefois de ceux qui n'étaient plus, et plus souvent encore des dangers qui menaçaient la France. Mme de Lariboisière, quoique élevée en province, avait beaucoup d'esprit et d'originalité dans la conversation; elle était avec cela si douce et si bienveillante, elle avait tant de bonhomie, de nerf et de simplicité tout à la fois que je trouvais le plus grand charme dans ses entretiens.

1. Dicté à Paris, 1850 (Voir l'*Avant-Propos*). F. P. Voir *Correspondance intime*. Lettres de janvier et mars 1813.

Elle désirait fort que je me fixasse à Paris, et voulait s'employer pour me faire entrer au ministère de la guerre. Le général Évain était bien disposé pour moi, et j'avoue, à ma honte, que la campagne de Russie avait un peu refroidi mon ardeur belliqueuse.

Mais une circonstance imprévue vint déranger notre plan. Le général Drouot, colonel de l'artillerie à pied de la garde, qui avait longtemps servi sous les ordres du général Lariboisière, venait souvent voir sa veuve, qui le recevait avec le plus grand plaisir, comme elle faisait de tous les officiers qu'avait distingués son mari. Dans les premiers jours d'avril, il fut nommé aide de camp de l'Empereur, et vint annoncer cette nouvelle à Mme de Lariboisière.

Après avoir reçu nos félicitations bien sincères, le général nous dit que la campagne allait bientôt s'ouvrir et, se tournant vers moi, il ajouta : « Et vous, monsieur Planat, que comptez-vous faire ? » Cette question m'embarrassa, et comme j'hésitais à répondre, Mme de Lariboisière s'empressa de prendre la parole et dit : « Oh ! pour M. Planat, nous voulons le garder ici; nous l'aimons trop pour le laisser partir; il travaillera auprès du général Évain. — Ce n'est pas possible, reprit le général Drouot, moitié sérieux, moitié riant; dans un moment comme celui-ci, tout le monde se doit au service de l'État. — Vous en excepterez bien mon fils, » dit Mme de Lariboisière en souriant doucement, tandis que deux grosses larmes lui coulaient le long des joues. Je dis alors au général Drouot : « Vous savez, mon général, que je compte dans le train d'artillerie, et il me serait bien pénible de prendre ce service, après avoir été aide de camp du premier inspecteur général. — Eh bien, dit le général Drouot, je vous prendrai pour aide de camp, si cela vous convient. Je sais que vous avez bien servi en Russie, et que le général Lariboisière faisait un cas particulier de vous; cela me suffit. »

On pense bien que je ne me fis pas prier pour accepter, malgré les soupirs et les hélas de ma bonne et respectable protectrice.

Huit jours après, nous étions sur la route de Mayence. Le général Drouot prit les devants en poste, et je ne rejoignis le quartier général qu'à Mayence, le 23 avril. Le lendemain, nous couchâmes à Weissenfels. Ce fut là que mon service régulier commença, et je puis dire que ce fut le plus rude et le plus actif de toute ma carrière militaire, car, outre le service d'aide de camp auprès de nos généraux (aides de camp de l'Empereur), nous faisions encore le service concurremment avec les officiers d'ordonnance de Sa Majesté, qui ne nous ménageait pas. En général, l'Empereur s'emparait de tous les officiers d'état-major qui se trouvaient à sa portée. Pour que ses ordres fussent ponctuellement exécutés, il les faisait successivement porter par deux, trois, jusqu'à quatre officiers, indépendamment du prince de Neuchâtel, major général, qui transmettait de son côté les mêmes ordres par ses aides de camp et les officiers de son état-major. Aussi, jour et nuit, point de repos, ni pour nous, ni pour nos pauvres chevaux[1].

Ce fut à Weissenfels que j'eus, pour la première fois de ma vie, l'occasion de parler à l'Empereur. J'étais de service ce jour-là avec Ravignan, aide de camp du général Flahaut, et MM. de Lauriston et Lamezan, officiers d'ordonnance de l'Empereur. A peine logé, l'Empereur fit monter son hôte, qui était un riche marchand et l'un des magistrats de la ville, afin de l'interroger, suivant son habitude; mais, comme ce bon bourgeois ne savait pas un mot de français, l'Empereur fit demander M. de Caulaincourt; il n'y était pas; ensuite le comte de Lobau, qui ne se trouva pas non plus. Alors l'Empereur mit lui-même la

1. Voir *Correspondance intime*. Lettre datée de Longueville, 21 avril 1813, et lettre datée d'Erfurt, 27 avril 1813.

tête hors de la porte avec impatience et demanda d'un ton bref, qui lui donnait l'air d'un homme en colère : « Y a-t-il là un officier qui parle allemand ? » Ravignan me poussa, et je m'avançai, non sans éprouver un violent battement de cœur; mais cette émotion fut passagère, car l'Empereur fit ses questions avec tant de calme et de douceur que je me remis promptement, de même que le bon bourgeois, qui était fort essoufflé et fort effaré, et qui suait à grosses gouttes, lorsqu'il traversa notre salon de service. L'Empereur lui demanda les noms des généraux qui avaient couché la veille à Weissenfels, le nombre des troupes, des chevaux et des pièces d'artillerie, aidant lui-même aux réponses en répétant souvent : *Mais à peu près, à peu près*, car ce bonhomme, consciencieux comme un Allemand, pensait qu'il y allait de sa tête s'il avait dit cinquante hommes de plus ou deux canons de moins. L'Empereur demanda aussi quelle direction avaient prise les troupes, quelles ressources offraient la ville et les environs, et ajouta d'autres questions moins importantes. Je me tirai assez bien de mon emploi d'interprète, après quoi l'Empereur me demanda où j'avais appris l'allemand. « A Berlin, pendant la campagne de 1807, Sire. » L'Empereur me congédia avec un petit signe de tête et un gracieux sourire, qui me rendit le plus heureux des hommes.

Jusqu'à la campagne de Russie, j'avais peu aimé l'Empereur. Fils d'émigré et enfant de la Révolution tout à la fois, j'avais été élevé à le regarder comme un usurpateur et comme un despote; mais, dès ce moment, je me vouai à son service avec un dévouement sans bornes et qui ne s'est jamais démenti. Cela ressemble un peu à Mme de Sévigné qui trouvait que Louis XIV était le plus grand roi du monde parce qu'il avait dansé avec elle. Je dois dire aussi que mon caractère me portait à m'attacher au malheur. Sans aimer l'Empereur, il m'inspirait une grande admira-

tion, parce qu'on ne pouvait lui refuser ce sentiment, mais mon attachement pour lui commença avec ses revers.

Le lendemain, qui était le 1er mai, nous eûmes une affaire d'avant-garde en avant de Weissenfels, dans le défilé de Posenna. Le maréchal Bessières qui s'y était porté, comme on dit, en flâneur, y fut coupé en deux par un boulet de canon. L'Empereur le regretta beaucoup; c'était un homme utile et dévoué et un ami sincère; il était sans rudesse comme sans bassesse, et savait dire des vérités, même désagréables, avec douceur et ménagement. Sans être un très grand homme de guerre, il savait son métier de général de cavalerie et inspirait de la confiance aux troupes. Duroc et Caulaincourt, qui partageaient avec lui la confiance et l'amitié de l'Empereur, avaient des formes plus rudes et plus sèches.

Ce fut le lendemain, 2 mai, qu'eut lieu la fameuse bataille de Lutzen. Je n'entreprendrai point de la décrire, je dirai seulement ce que j'ai vu. Nous arrivâmes vers dix heures à Lutzen, qui est l'endroit où la route de Nossen se réunit par Pegau à celle de Leipzig. Les reconnaissances envoyées sur cette route n'annonçant pas que l'ennemi y fût en force ni en mesure de livrer bataille, l'Empereur se mit en marche sur Leipzig, laissant le corps du maréchal Ney sur la route de Nossen, où il occupait les villages de Kaja, Gross et Klein-Görschen, entre Pegau et Lutzen. Le corps du maréchal Marmont était échelonné sur la route de Weissenfels à Markranstädt.

Nous arrivions lentement, à cause des troupes et des parcs d'artillerie qui couvraient la route, et à peine avions-nous dépassé Markranstädt ou Schönau, d'où l'on voyait les clochers de Leipzig, que nous entendîmes derrière nous une forte canonnade et un feu de mousqueterie des mieux nourris. L'Empereur s'arrêta sur-le-champ et au même instant un aide de camp du maréchal Ney, arrivant à toute

bride, l'informa qu'au moment de son départ l'ennemi débouchait en force et en bon ordre, et se déployait en bataille dans la plaine de Lutzen, entre le Flossgraben et le Grunersbach. Une épaisse colonne se dirigeait sur Gross-Görschen et Kaja pour couper notre centre. L'Empereur se recueillit deux minutes au plus, expédia cinq ou six officiers, dit deux mots au major général et rebroussa chemin au grand galop vers Lutzen. En même temps toutes les troupes qui étaient en colonne sur le chemin de Leipzig firent un à droite, quittèrent la route et se portèrent rapidement dans la plaine en obliquant à droite pour rallier notre centre.

Il était évident que l'Empereur avait été pris au dépourvu; mais on ne s'en étonnera pas si l'on réfléchit que nous n'avions point de cavalerie et par conséquent aucun moyen de nous éclairer, tandis que l'ennemi, qui avait plus de vingt mille chevaux, pouvait nous masquer tous ses mouvements. Il nous attaquait vivement et nous surprenait dans une marche de flanc, ce qui est la position la plus périlleuse pour une armée. La promptitude avec laquelle le mal fut réparé mérite l'admiration de la postérité, et surtout des hommes de guerre. C'est dans de telles occasions que l'Empereur n'avait point d'égal pour le sang-froid, l'activité, la rapidité du jugement, et le don de faire passer ses inspirations dans l'âme du dernier soldat.

Quand nous eûmes dépassé Lutzen, l'Empereur se plaça avec son état-major à droite de la route de Pegau. Les villages de Gross-Görschen et de Kaja étaient déjà en flammes. Une épaisse colonne d'infanterie d'élite, à laquelle nous n'avions à opposer que des conscrits, poussait devant elle les divisions du maréchal Ney, malgré la bravoure de nos jeunes soldats. Un peloton de cavalerie d'un aspect étranger se montra près de Kaja; l'Empereur m'envoya pour reconnaître cette cavalerie. C'étaient des dra-

gons de Bade, et devant eux un escadron du 10e de hussards. Voilà toute la cavalerie que nous avions à Lutzen; en rendant compte à l'Empereur, je dis à Sa Majesté que les Prussiens étaient tout près d'atteindre Kaja, occupé par les troupes du maréchal Ney. L'Empereur y envoya le comte de Lobau avec la division Ricard, qui arriva à temps pour reprendre Kaja, dont l'ennemi venait de s'emparer Les affaires rétablies sur ce point important, l'Empereur se porta à l'aile droite et rencontra la division Compans, qui entrait en ligne. Cette division était composée de troupes de la marine. L'Empereur, en galopant sur leur front, leur cria avec ce geste qui enlevait la troupe : « Allons, les marins ! montrez que vous êtes aussi les soldats de ma grande armée. » Mille cris d'enthousiasme répondirent à cet appel, et ces soldats de mer combattirent aussi vaillamment que notre meilleure infanterie.

Cependant le général Drouot, secondé par les généraux Devaux et Dulauloy, avait reçu l'ordre de réunir 60 bouches à feu, la plus grande partie de la garde, et de les porter le plus rapidement possible sur le flanc gauche de la colonne ennemie. Cette formidable batterie commençait à se déployer, lorsque nous retournâmes au centre vers Kaja. En ce moment, un vigoureux effort de l'ennemi venait d'en déloger nos troupes et menaçait nos réserves et notre centre, placé à Lutzen. L'Empereur y envoya sur-le-champ une des divisions de jeune garde et vint lui-même l'animer par sa présence, car le moment était critique et notre ligne presque rompue. L'Empereur et son état-major restèrent exposés pendant un quart d'heure aux balles de l'ennemi, qui pleuvaient comme la grêle; un postillon de l'estafette fut tué à dix pas derrière lui; le piqueur Jardin reçut une balle dans le bras; il criait et se démenait comme un possédé, plus par peur sans doute que par souffrance, car il n'y a presque pas de blessure qui soit dou-

loureuse au premier moment. L'officier d'ordonnance Béranger reçut une balle au front, qui, heureusement, s'arrêta après avoir percé le quadruple repli du feutre de son chapeau; il en fut quitte cette fois pour un étourdissement.

La présence de l'Empereur et le danger auquel il s'exposait portèrent au plus haut degré l'enthousiasme des jeunes soldats, qui se précipitèrent sur les Prussiens et les refoulèrent dans le village. En même temps, les canons du général Drouot commencèrent un feu terrible qui, prenant d'écharpe la colonne ennemie, y porta bientôt le ravage et la mort. L'ardeur des Prussiens commença à se ralentir; ils évacuèrent le village de Kaja et peu de temps après celui de Gross-Görschen. Nous vîmes alors de loin les feux du général Bertrand, qui était entré en ligne à notre extrême droite, et ceux du prince Eugène, fort avant sur la gauche. Je crois que la coopération de ce prince contribua puissamment au succès de cette journée. Lorsqu'il reçut l'ordre de l'Empereur de former l'aile gauche sur le champ de bataille, au lieu de suivre la grande route, comme le lui conseillait le maréchal Macdonald, il se porta à travers champs, par le chemin le plus court, sur l'aile droite de l'ennemi, sans trop se soucier de s'appuyer au centre. A la vérité, il se trouvait un peu en l'air, mais le succès justifie tout à la guerre. Par ce mouvement hardi, il gagna près d'une heure, déborda la droite de l'armée ennemie, et, l'attaquant vigoureusement de front et de flanc, menaça bientôt ses communications sur Pegau. A la vérité, il avait quelque cavalerie, tandis que le reste de l'armée n'en avait point.

L'armée ennemie fit sa retraite en bon ordre, masquée par un immense rideau de cavalerie. Nos troupes couchèrent sur le champ de bataille, et l'Empereur retourna à Lutzen, au bruit de la canonnade, qui se prolongea, toujours en s'affaiblissant, jusqu'à dix heures du soir. Nous

entendîmes des feux de mousqueterie pendant la nuit, et nous sûmes le lendemain que la cavalerie ennemie avait tenté plusieurs charges sur notre infanterie; mais on était sur ses gardes, et les charges furent repoussées avec perte sur toute la ligne par nos carrés.

L'Empereur consacra la plus grande partie de la nuit à s'occuper des blessés; car, malgré tout ce qu'on a pu dire et imprimer, personne n'était plus soigneux que lui du soldat. Pendant la bataille, il avait déjà donné des ordres à ce sujet à l'ordonnateur en chef, et avait chargé le grand maréchal Duroc d'en surveiller l'exécution.

Je n'ai rien à dire de ce qui se passa depuis la bataille de Lutzen jusqu'à notre arrivée à Dresde. Le vice-roi, qui avait pris l'avant-garde, nous ouvrait les passages, en sorte que ce n'était pour nous qu'une promenade militaire. Je me rappelle seulement que M. de Montaran, écuyer de l'Empereur qui n'avait aucune habitude de la guerre, fut pris à Wildsdruff par une patrouille de Cosaques. Il conduisait aux avant-postes une brigade de chevaux de selle de l'Empereur; trompé par le brouillard, il prit une mauvaise route sur la droite, malgré l'avis du piqueur (ces gens-là ont un instinct qui ne les trompe guère); bref, il fut pris avec toute sa brigade. On le renvoya le lendemain, car que faire d'un écuyer? mais on garda les chevaux de Sa Majesté[1].

1. L'intéressante lettre qui suit fut écrite le surlendemain de la bataille de Lutzen par Louis Planat à Honoré de Lariboisière. F. P.

« *Pegau, 4 mai* 1813. — Mon cher Honoré, nous venons de gagner la bataille la plus extraordinaire qui se soit peut-être jamais vue, puisque *sans cavalerie* nous sommes restés maîtres du champ de bataille, et que nous avons poursuivi pendant plus d'une lieue un ennemi qui avait plus de 20 000 hommes de cavalerie.

L'Empereur, dédaignant les partis qui se sont jetés dans le nord de son empire et de la Westphalie, avait résolu de rassembler toutes ses forces entre Weissenfels et Leipzig le 1er de mai. Les ordres furent donnés en conséquence et exécutés avec la plus grande précision. Le maréchal Ney faisait

A quelque distance de Dresde, les magistrats vinrent haranguer l'Empereur, qui les gronda beaucoup à cause de l'enthousiasme qu'avaient montré les habitants de Dresde à l'arrivée des Russes, et des vociférations qu'ils avaient prononcées contre les Français lorsqu'ils furent forcés d'évacuer cette ville. C'était le sort ordinaire de ces bons et honnêtes bourgeois allemands d'être tour à tour bousculés et chapitrés par les vainqueurs. Une arche du beau pont de Dresde, vis-à-vis de Neustadt, avait été détruite, et l'on ne pouvait tenter le passage de ce côté sans exposer la ville à voir détruire ses plus beaux édifices, particulièrement la résidence royale et la magnifique église catholique qui sont

l'avant-garde et suivait l'ennemi depuis Erfurt. L'Empereur arriva à Weissenfels le 30 avril. Il fut le lendemain aux avant-postes où le maréchal duc d'Istrie fut coupé par un boulet de canon. Nous couchâmes ce jour-là à Lutzen, bourg fameux par la victoire et la mort de Gustave-Adolphe. Le vice-roi, qui était venu par Merseburg, déboucha sur la grande route de Leipzig à Markranstädt ainsi que le maréchal Macdonald; le général Lauriston les suivait à une journée. Le duc de Raguse vint occuper Weissenfels que nous avions quitté, et le général Bertrand le suivait à une journée. Le corps du maréchal était à cheval sur la route directe de Lutzen à Dresde, à une demi-lieue du quartier impérial. Le lendemain matin vers sept heures, on entendit une canonnade assez vive, au delà de Markranstädt; c'était une fausse attaque; mais comme nous n'avions point de cavalerie (excepté 3 000 chevaux de la garde en réserve), on n'était pas bien éclairé sur les mouvements de l'ennemi. L'Empereur monta à cheval à huit heures et se porta sur la route de Leipzig, jusqu'au delà de Markranstädt; toute la garde suivit le mouvement. On entendit alors une canonnade extrêmement vive du côté de Lutzen. Le maréchal Ney envoya dire que l'ennemi s'y portait en force. L'Empereur retourna au grand galop, la garde exécuta le mouvement rétrograde avec la plus grande précision. A midi, l'affaire devint générale; nous avions derrière nous la ville de Lutzen. Le maréchal Ney était au centre, ayant la garde derrière lui; à droite était le duc de Raguse, à gauche le maréchal Macdonald et le vice-roi. Un ruisseau assez profond, nommé le Flossgraben, partageait diagonalement le champ de bataille. Que vous dirai-je, mon cher Honoré; on se battit de part et d'autre avec un acharnement extrême; nos conscrits s'y sont couverts de gloire; l'Empereur s'est exposé comme à Marengo; il a rallié lui-même et ramené au combat la division Souham, qui était au centre et qui a plié plusieurs fois. Jamais je ne le vis si beau, si animé, si actif; sa présence électrisait, enlevait la troupe; tous ces jeunes gens se jetaient dans le feu en criant : *Vive l'Empereur!* A six heures du soir, la victoire paraissait indécise à nos yeux vulgaires; mais l'Empereur

situés tout près du pont, sur la rive gauche. Le lendemain, l'Empereur fit mine de vouloir passer le fleuve à une lieue au-dessous, près du village de Priesnitz; il se transporta, avec tout son état-major, sur le point désigné. Une batterie formidable était placée sur la rive opposée et tirait sans interruption, quoique notre artillerie ripostât vigoureusement; mais le terrain ne nous était pas favorable. Le chef d'escadron d'Hautpoul, ancien officier d'ordonnance de l'Empereur, y fut grièvement blessé au genou d'un éclat d'obus. L'Empereur lui-même y courut un grand danger : il avait fait étendre une grande carte sur le sol, et s'était mis à plat ventre dessus pour l'étudier. Le major géné-

se tourna vers nous en souriant et dit : « La bataille est gagnée. » En effet, l'ennemi fit encore un feu d'artillerie assez vif, mais c'était pour masquer son mouvement rétrograde; à la chute du jour il était en pleine retraite. Il envoya la nuit des Cosaques et des dragons pour inquiéter notre infanterie; mais on s'y était attendu, et partout ces messieurs trouvèrent des carrés qui les reçurent de manière à leur ôter l'envie d'y revenir. Le maréchal ne tarit point dans l'éloge qu'il fait de nos conscrits; il y en a qui dans l'affaire du 1er mai ont attendu les Cosaques à trente pas, et, après avoir fait une bonne décharge, ont chargé dessus en criant *hourra*, ce qui a fort dérouté les Cosaques. Voilà de ces traits réjouissants qui sont propres au soldat français; tout cela se répand dans l'armée et l'anime beaucoup. Quoique nous n'ayons ni prisonniers, ni drapeaux, ni canons, le résultat de cette bataille est cependant des plus importants. Vous comprenez l'effet moral qu'il doit produire, non seulement dans l'armée, mais dans toute l'Europe. Le prince de Mecklenbourg-Strelitz, frère de la feue reine de Prusse, a été tué, et le prince royal de Prusse blessé. Nous n'avons point perdu de généraux ni d'officiers de marque. Le maréchal Bessières avait été tué la veille, mais il était, comme on dit, en flâneur, et tout en le plaignant on ne peut s'empêcher de dire qu'il n'était point à sa place.

Voilà bien assez de bavardages, mon cher Honoré; il me reste à peine assez de place pour vous assurer de toute mon amitié et pour offrir à madame votre mère l'hommage de mon respect. Je m'en suis encore tiré sans une égratignure. Un officier d'ordonnance, qui était près de moi, a reçu dans la tête une balle qui, sans lui, me revenait de droit. Gourgaud a eu un cheval tué par un biscaïen; un autre officier d'ordonnance a eu quatre boutons de sa veste emportés par une balle, et tout cela à la suite de l'Empereur, qui semble commander aux balles et aux boulets, et qui est dans le feu comme dans son élément. Fourcroy a été tué par un boulet. J'ai écrit hier à Mme D...; ayez la bonté de lui envoyer les lignes ci-incluses, pour le cas où elle n'aurait pas reçu ma lettre. »

ral était assis près de lui, et tout le reste à une distance respectueuse, les yeux fixés sur lui; tout à coup un obus vient tomber à dix pas derrière lui, s'enfonce et éclate en le couvrant de terre, ainsi que sa carte. Heureusement, personne ne fut blessé; les éclats portèrent presque tous sur une petite baraque de bois, à gauche de l'Empereur, dans laquelle il n'y avait personne. L'Empereur se releva en secouant la terre dont il était couvert, et dit gaiement : « Ces drôles-là n'en font jamais d'autres. » Cependant nous avions tous frémi du danger qu'il avait couru, et l'on remarqua que, dans toute cette campagne, l'Empereur s'exposa plus qu'il n'avait jamais fait. Vers le soir, les pontonniers firent passer une compagnie d'infanterie sur l'autre rive; elle s'y logea sous le feu de la mitraille, et nous retournâmes à Dresde. Je ne sais plus ce qui se passa sur ce point; mais le lendemain, l'ennemi ayant évacué Neustadt, on travailla à la reconstruction du grand pont, et les troupes commencèrent à passer de l'autre côté, se dirigeant vers la Silésie sur les pas de l'ennemi dans sa retraite, ce qui confirma l'opinion, déjà répandue dans l'armée, que l'Autriche allait faire cause commune avec nos ennemis.

Nous séjournâmes huit jours à Dresde et nous nous y trouvâmes parfaitement bien. J'étais logé avec mon général chez le comte Cerrini, ministre de la guerre, mais nous mangions au palais, où l'on faisait alors très bonne chère. J'eus occasion d'y voir la famille royale de Saxe, dont les manières antiques et cérémonieuses, les mœurs pieuses et austères contrastaient singulièrement avec celles du grand quartier général. Toute cette famille était néanmoins chérie et vénérée, et, ce qui est plus rare, elle méritait de l'être : surtout le vieux roi de Saxe, dont les vertus méritaient un traitement bien différent de celui que lui firent les monarques alliés après la bataille de Leipzig. C'était un grand vieillard au regard fixe, à la figure calme et sérieuse.

Il marchait en traînant les jambes. La personne la plus vive et la plus agissante de toute cette famille était la princesse Thérèse, femme du prince Antoine, aujourd'hui roi de Saxe. Elle était archiduchesse d'Autriche, borgne, mal mise, d'une laideur effroyable, et pourtant elle ne laissait pas de plaire. C'était une sœur de l'empereur François. Je vis aussi avec beaucoup d'intérêt et de curiosité la princesse Auguste, fille unique du roi. Elle passait alors pour la plus riche héritière d'Allemagne, et l'on disait qu'elle avait refusé d'épouser le roi Jérôme de Westphalie. Elle avait assurément fort bien fait; mais on prétendait que ce refus l'empêchait de contracter un autre mariage, et de fait elle ne s'est jamais mariée. Cette princesse me parut grande et forte, nullement jolie, mais avec une bonne physionomie, comme tous les princes de cette famille.

On nous raconta des traits singuliers de l'étiquette sévère de cette cour et des règles constantes et minutieuses, établies dans l'intérieur de la famille royale. On s'y ennuyait fort, mais on savait à heure et jour fixes tout ce qu'il y avait à faire dans le courant de l'année. On comprend tout ce que l'état-major impérial dut porter de trouble et de dérangement dans les habitudes de cette excellente famille, d'autant plus que l'Empereur logeait au palais. Les jeunes princesses, filles du duc Antoine, n'en paraissaient pas très fâchées et s'amusaient probablement de la diversité des figures, de la variété des uniformes et de tout ce mouvement si nouveau pour elles. Les jeunes princes, Frédéric et Jean, étaient sérieux et timides. Ils avaient été élevés loin du monde et dans les sentiments d'une grande piété. On poussait même le scrupule, lorsqu'ils montaient à cheval, jusqu'à leur faire traverser la ville dans une voiture fermée de persiennes, afin qu'ils ne vissent point de femmes dans les rues; des chevaux les attendaient hors de la ville, et ils faisaient leur promenade, bien escortés, sur quelque

route peu fréquentée; à leur retour, on usait des mêmes précautions pour les ramener au château. Il faut dire aussi que la famille royale de Saxe est catholique, au milieu d'une population protestante, et qu'elle était dirigée par des prêtres ultramontains. On prétend que le duc Max, frère du roi régnant, étant gravement malade, fit vœu, s'il en réchappait, d'aller à Rome sur ses genoux. Il en réchappa, et se trouva fort embarrassé pour accomplir son vœu; on écrivit au saint-siège, et les casuistes romains imaginèrent un singulier expédient. Le pape écrivit au duc Max qu'il pouvait s'acquitter de son vœu sans sortir de ses appartements, en s'y promenant sur les genoux aussi longtemps qu'il le faudrait pour la longueur du trajet de Dresde à Rome; seulement, arrivé au dernier tour, il devait faire placer devant lui une représentation de l'église de Saint-Pierre. Cela fut religieusement exécuté. Chaque jour le prince employait une heure à se traîner sur les genoux en son appartement, en présence d'un prêtre catholique qui tenait registre de la distance parcourue. Cette manœuvre dura plus de deux ans, et le vœu fut accompli à la grande édification des fidèles. Cette anecdote, qui paraît peu vraisemblable, n'aurait pas trouvé place dans mes souvenirs, si elle ne m'avait été confirmée, depuis, par des princes de la famille de Bavière, amis et proches parents du duc Max.

Mais, je le répète, malgré ses travers et ses ridicules, la famille Albertine de Saxe n'en est pas moins la meilleure et la plus respectable de toutes les familles royales de l'Europe[1].

Pendant que nous menions joyeuse vie à Dresde, les différents corps de la Grande Armée avaient franchi l'Elbe et s'avançaient sur Bautzen par Bischofswerda, poussant devant

1. Voir dans la *Correspondance intime*. Lettre datée de Dresde, 13 mai 1813.

eux les Russes et les Prussiens, qui ne s'arrêtèrent qu'à Bautzen, où il parut qu'ils voulaient livrer bataille. Dès que l'Empereur en fut averti, il quitta Dresde avec tout son état-major et arriva devant Bautzen le 19 mai au soir. Il trouva l'ennemi établi dans cette ville, ayant son armée déployée à droite et à gauche et son front couvert par la Sprée. La journée du 20 mai fut employée à le déloger de ses positions. On y parvint après plusieurs combats meurtriers, et le soir il ne restait plus aux alliés que les hauteurs de Kreckwitz, position formidable, d'où ils dominaient notre ligne et la rompaient en quelque sorte.

Le soir de cette journée, je fus pris d'une violente migraine, chose qui ne m'était jamais arrivée en campagne; mais les excellents dîners de Dresde m'avaient un peu gâté l'estomac, et le soir, à Bautzen, au lieu du bon vin de France, auquel nous étions accoutumés, le maître d'hôtel nous donna, faute de mieux, du vin de Meissen, qui ressemblait assez à du vinaigre étendu d'eau. Après le dîner, j'éprouvai un violent mal de tête provenant sans doute de cette détestable boisson, et, au lieu d'aller avec mes camarades, j'entrai dans le premier hangar que je trouvai et je me jetai sur la paille, où bientôt mon mal ne fit qu'empirer. J'envisageais avec effroi le lendemain, persuadé que je ne pourrais me trouver à la grande bataille et que je deviendrais la risée de mes camarades qui, tous robustes et bien portants, ne pourraient jamais comprendre qu'une migraine, comme je les avais alors, pût anéantir toutes les facultés.

Vers minuit, je fus soulagé par d'horribles vomissements et une sueur abondante, après quoi je m'endormis du plus profond sommeil. Le lendemain, j'étais guéri, mais si faible que je pouvais à peine me soutenir. Une fois à cheval je n'y pensai plus. J'arrivai assez à temps au quartier général de l'Empereur pour partir avec tout le cortège. La bataille était engagée depuis longtemps, et les hauteurs de

Kreckwitz n'étaient pas encore emportées, ce qui arrêtait les progrès de notre gauche. L'Empereur s'y porta avec le maréchal Soult, qui fut chargé d'enlever la position. En même temps, je fus chargé d'aller trouver le général Drouot qui se portait avec une batterie de 12 de la garde à l'extrême gauche du maréchal Soult, pour lui annoncer que le mouvement allait commencer, et qu'il devait le seconder par le feu de son artillerie. Le général Drouot prit position et commença à canonner les retranchements de Kreckwitz. En retournant au quartier impérial, j'entendis un feu très vif, et quand je rejoignis l'Empereur, la position était emportée. Je regrettai de n'avoir pu être témoin de ce beau fait d'armes, qui fut très glorieux pour le maréchal Soult; mais le terrain que je venais de parcourir était tellement entrecoupé de collines, de ravins et de bouquets de bois que je ne pouvais rien voir au delà de quelques cents pas.

L'Empereur, après cette affaire, ayant rectifié sa ligne de bataille et lancé son aile droite, revint au centre sur un mamelon, où il demeura tout le reste de la journée. Cette hauteur dominait la plaine de Wurschen, où l'armée ennemie s'était retranchée par une longue suite de redoutes. L'œil embrassait ainsi tout le champ de bataille; l'action principale paraissait engagée sur notre droite, et l'ennemi y portait une grande partie de ses forces. C'était ce que voulait l'Empereur, qui avait détaché de notre gauche, et assez loin de la ligne principale, le maréchal Ney dans la direction de Klitz et de Preititz, afin de déborder la droite de l'ennemi et le forcer ainsi à abandonner ses retranchements. Vers une heure, le feu de mousqueterie se ralentit, et on n'entendait presque plus que la canonnade. L'Empereur, voyant que tout allait suivant ses désirs, demanda son matelas pour se reposer pendant une heure; on lui apporta un matelas de cuir que portait un mulet de bât, derrière son escorte; l'Empereur s'y étendit et ne tarda pas à s'endormir

au bruit de la canonnade; chacun de nous mit alors pied à terre, et, passant au bras la bride de son cheval, se coucha sur le sol et s'endormit à l'imitation du maître. A deux heures, nous fûmes réveillés par la voix perçante du grand écuyer, criant : « Messieurs, à cheval ! » L'Empereur était déjà debout, observant avec sa longue-vue, appuyée sur l'épaule du page de service, ce qui se passait sur le champ de bataille. Bientôt il se tourna vers nous d'un air joyeux en disant : « Ney a fait son mouvement, la bataille est gagnée. »

Un moment après, il m'envoya au bas du mamelon, demander un rapport au duc de Trévise, qui était dans la plaine avec deux divisions de jeune garde, faisant face à la dernière redoute de droite du camp ennemi, devenue alors le point principal de l'action.

Je vins rendre compte à l'Empereur. Après plusieurs questions auxquelles je pus répondre, l'Empereur me dit : « Et l'ennemi, a-t-il tout à fait abandonné la redoute? » Au lieu de lui faire une réponse adroite, comme n'auraient pas manqué de le faire la plupart des officiers de son état-major, je lui dis tout naïvement : « Je ne sais pas, Sire. » Il leva les épaules en disant : « C'est précisément ce qu'il fallait savoir. » On peut juger si je fus mortifié de ce compliment.

L'Empereur, voyant les feux éteints du côté de la redoute, descendit dans la plaine et vint trouver le duc de Trévise; il lui dit : « Eh bien, vos jeunes gens ont fait bonne contenance? — Oui, Sire; mais cela nous coûte un peu cher. » En effet, ces troupes étaient restées pendant plus d'une heure l'arme au bras, exposées au feu de l'artillerie ennemie. L'Empereur continua sa route tranquillement jusqu'à Wurschen, où il établit son quartier général, après avoir donné ordre de poursuivre l'ennemi, qui se retira en deux colonnes sur Reichenbach. Le lendemain, 22, on se

remit en mouvement dans la direction de Reichenbach, où il y eut un combat assez remarquable, et surtout des charges de cavalerie, que nous distinguâmes parfaitement du haut des collines qui dominent la plaine de Reichenbach. L'Empereur était tout à fait à l'avant-garde, ce qui mécontentait les vieux généraux, qui voyaient devant eux des masses considérables de cavalerie ennemie, et qui savaient notre infanterie à plus d'une lieue en arrière. Ils craignaient que l'Empereur ne fût enlevé dans quelque charge à fond de la belle et nombreuse cavalerie russe et prussienne. Deux escadrons de service, dont un de grenadiers à cheval et un de chasseurs de la garde, accompagnaient toujours l'Empereur dans tous ses mouvements sur le champ de bataille, et se tenaient à une certaine distance de son groupe. L'Empereur, voyant sa cavalerie plier dans une charge, commandée par le jeune général Bruyère, m'envoya au grand galop vers le général Walter pour lui ordonner de se porter au secours du général Bruyère avec les deux escadrons de service. Le général Walter ne me répondit pas; je lui répétai l'ordre que j'avais reçu de l'Empereur; il me répondit d'un air de bouledogue : « C'est bon ! » et ne bougea pas. L'Empereur, irrité de son inaction, y envoya le général Flahault; il ne bougea pas davantage, et se contenta de dire à ce général : « Si je désobéis à l'Empereur, il peut me faire fusiller. » Durant ces allées et venues, l'arrière-garde ennemie s'était retirée; l'Empereur continua de se porter en avant, et je ne sache pas que l'entêtement du général Walter ait eu de mauvaises suites. L'Empereur était trop juste pour ne pas sentir que Walter avait eu raison.

Cette journée, qui s'était passée si gaiement, fut terminée de la manière la plus triste et la plus inattendue. Vers huit heures du soir, l'Empereur, animé à la poursuite de l'ennemi, se porta avec tout son groupe jusqu'au village de

Markransdorf, qui était encore occupé par nos tirailleurs, et, par conséquent, à quelques centaines de pas de l'arrière-garde russe. Le canon ennemi ne tirait plus depuis plus d'une heure; en ce moment un coup de canon, le dernier qui fut tiré de toute la journée, partit d'une colline en pain de sucre, située vis-à-vis de nous, appelée le Landskron. Le boulet vint tomber à trente pas derrière l'Empereur, tua le général Kirgener et emporta la hanche du maréchal Duroc. Nous étions à dix pas de là, Canouville et moi. Nos chevaux, échauffés, fatigués et altérés, étaient entrés dans le ruisseau qui coule au bas de Markransdorf et essayaient de s'y rafraîchir la bouche. Un coup sourd nous fit porter en même temps les yeux sur la route, où nous vîmes le maréchal Duroc qu'on emportait dans une maison du village. L'Empereur, apprenant ce funeste événement, tourna bride et rentra dans le village pour voir et consoler le maréchal Duroc, qui depuis longtemps était pour lui un ami. Sa figure était décomposée et portait l'empreinte d'une profonde douleur. Nous rentrâmes tous, à l'exception du grand écuyer, au quartier général, en arrière du village de Markransdorf, où l'Empereur avait fait dresser sa tente. Le maréchal Duroc vécut encore douze heures dans les plus atroces souffrances. C'était un homme robuste, bien constitué, et marqué pour vivre longtemps. Sa mort, suivant de si près celle du général Bessières, autre ami de l'Empereur, parut à toute l'armée d'un funeste présage. On se rappelait le divorce et les prédictions qui se firent alors : que l'Empereur, en renvoyant l'impératrice Joséphine, perdait sa bonne étoile, et qu'à dater de ce moment sa fortune décroîtrait. D'ailleurs les désastres de la campagne de Russie étaient tout récents et impressionnaient encore la tête de l'armée. C'est alors qu'on entendit ces mots, souvent répétés dans le cours de cette campagne : « Quand cela finira-t-il ? Où l'Empereur s'arrêtera-t-il ? Il faut faire

la paix *à tout prix.* » Les généraux que l'Empereur avait le plus comblés de faveur et gorgés de richesses n'étaient pas les derniers à tenir ce langage, et, par les états-majors qui les entouraient, ces idées descendaient de proche en proche parmi tous les officiers; mais jamais elles n'atteignirent le soldat, plus sensible que ses chefs à la voix de l'honneur et du devoir, dont il parle beaucoup moins qu'eux.

Le lendemain, 23 mai, nous arrivâmes à Gorlitz, où l'ennemi avait fait une assez vive résistance. En passant sur la place où les troupes d'avant-garde avaient établi un poste, je vis quelques prisonniers prussiens, et parmi eux un sous-officier dont la contenance fière et dédaigneuse me frappa; ces prisonniers n'étaient nullement abattus ni découragés, et semblaient exprimer, par leurs regards et leurs sourires, que, malgré nos efforts, l'Allemagne serait bientôt délivrée.

Il m'arriva à Gorlitz un grand malheur pour un officier aussi pauvre que je l'étais, car la campagne de Russie m'avait complètement ruiné. Un de mes deux chevaux devint fourbu, et quoique je lui fisse administrer sur-le-champ les remèdes nécessaires, il me parut que je ne pouvais plus m'en servir de toute la campagne, et qu'il fallait songer à en acheter un autre; mais je n'avais pas le premier sou pour faire cette acquisition. Un événement inattendu et très heureux pour moi sous tous les rapports vint bientôt me tirer d'embarras.

L'Empereur, poursuivant ses avantages, avait poussé son avant-garde jusqu'aux portes de Breslau et débloqué Glogau, lorsque, le 29, un aide de camp de l'Empereur de Russie se présenta aux avant-postes, pour demander de la part de l'Empereur Alexandre un armistice. Comme les deux partis en avaient un égal besoin. l'armistice fut bientôt conclu à Pleiswitz, ville de la Silésie prussienne (à deux

lieues en avant de Neumark), où était le quartier impérial.

Le lendemain, le prince de Neuchâtel, major général de l'armée, m'envoya de la part de l'Empereur l'ordre de partir pour Dantzig, afin d'y porter au général Rapp la nouvelle de l'armistice et des conditions qui le concernaient. A cet ordre était jointe une instruction sommaire, d'après laquelle je devais me rendre d'abord à Neumark pour y attendre un aide de camp de l'empereur Alexandre, chargé de porter la même nouvelle au commandant du corps de blocus devant Dantzig. Je devais faire route avec cet officier. J'étais occupé à faire mes préparatifs de départ, lorsqu'on vint m'avertir que l'Empereur me demandait. Je me rendis avec joie à cet ordre. Dès que je fus entré dans son cabinet, il me dit : « Vous allez partir pour Dantzig pour porter au général Rapp l'armistice; les Russes sont tenus de ravitailler la garnison, et vous ne quitterez Dantzig qu'après avoir vu commencer l'exécution du ravitaillement. Vous informerez le général Rapp de tout ce qui s'est passé depuis l'ouverture de la campagne, et vous lui ferez connaître la situation. Pendant que vous serez à Dantzig, vous vous ferez rendre compte des ressources existant dans la place, tant en vivres qu'en munitions de guerre, argent en caisse, etc., etc. Vous passerez en revue la garnison, dont je veux connaître le chiffre exact : combien d'hommes sous les armes, combien dans les hôpitaux, etc. Vous ne prendrez aucune note écrite; car je connais les Russes, ils sont capables de vous faire assassiner pour avoir vos dépêches. Le général Rapp devra vous dire combien de jours il peut encore tenir. »

Voilà tout ce que ma mémoire me fournit, après trente-sept années, de ces instructions verbales.

L'Empereur quitta Pleiswitz le même soir. Le trésorier du quartier impérial me compta cent napoléons d'or pour mes frais de route, et je me rendis à Neumark; j'y restai

avec le général Flahaut, qui était chargé de régler la ligne de démarcation des deux armées pendant la durée de l'armistice. J'attendis près de cinq jours l'arrivée de l'officier russe, et je fus heureux, pendant ces jours d'un mortel ennui, de trouver mon camarade Ravignan, aide de camp du général Flahaut. C'était un garçon d'esprit et de bon sens que j'aimais beaucoup. Nous rendîmes quelques visites aux deux officiers russes de notre grade qui étaient à Neumarck; nous les trouvâmes fort polis; ils étaient, disaient-ils, très amis des Français et désiraient beaucoup la paix. Je fus aussi voir l'officier qui commandait le détachement des Cosaques. Je le trouvai dans sa chambre, assis devant un grand bol de punch, dans lequel il avait largement puisé, à en juger par sa physionomie. Je savais assez de russe pour lui dire l'objet de ma visite; il se leva en chancelant, et comme les gens du Nord ont le vin très tendre, il m'embrassa et me serra à m'étouffer, après quoi il me dit : *Golova boullit* (la tête me fait mal), et se jeta sur son lit, où il s'endormit. Je sortis doucement pour ne pas l'éveiller, et vins raconter cette histoire au général Flahaut et à Ravignan, qui en rirent comme on peut bien s'imaginer[1].

La ville de Breslau se trouvant dans le terrain neutre, il me prit fantaisie d'y aller avec Ravignan et un autre officier qui était venu porter des ordres à Neumark. Après avoir parcouru la ville, nous entrâmes dans une auberge pour nous rafraîchir. Nous y trouvâmes cinq à six officiers prussiens attablés, qui firent une vilaine grimace en nous voyant entrer; nous n'y fîmes nulle attention et nous nous mîmes à boire et à deviser. Alors les Prussiens se mirent à parler entre eux, en disant, comme de raison, beaucoup de mal des Français. Cela m'échauffa les oreilles; je me levai en leur disant en allemand : « Messieurs, je vous préviens que je

1. Voir *Correspondance intime*. Lettre datée de Neumark, 13 juin 1813.

comprends tout ce que vous dites. » Ils se turent alors, et le plus âgé d'entre eux vint à notre table avec beaucoup de politesse : « Messieurs, nous dit-il en bon français, il faut excuser des jeunes gens qui ont la tête un peu montée. » L'affaire n'eut pas d'autre suite.

L'officier, qui devait aller avec moi au corps de blocus, arriva enfin le 15 juin. C'était un officier d'ordonnance de l'empereur Alexandre. Il se nommait le colonel baron de Wolzogen, et était Saxon de naissance; il pouvait avoir cinquante-quatre ans, ce qui me parut un peu mûr pour son emploi. Il était gros et court, avec une figure blafarde, un œil furetant et une physionomie paperassière; sans son uniforme on l'aurait pris volontiers pour un bailli ou bourgmestre allemand. Il avait une petite calèche à deux chevaux, dans laquelle je m'installai avec lui. Je n'avais pour tout bagage qu'un de ces petits portemanteaux appelés boudins, dans lequel étaient pourtant les journaux et les dépêches que m'avait remis le prince de Neuchâtel. Nous quittâmes Neumark sur-le-champ, et traversâmes en poste toute la partie de la Pologne appelée autrefois le grand-duché de Varsovie. J'examinais chemin faisant la physionomie des habitants; elle exprimait une curiosité mêlée de joie, à l'aspect de l'uniforme français; mais mon compagnon de voyage me surveillait avec tant de soin qu'il n'y avait pas moyen d'échanger même un signe avec eux. Pourtant j'échappai à cette surveillance trois ou quatre fois pendant ce voyage, soit en prétextant un besoin, soit en profitant du temps qu'il mettait lui-même à en satisfaire. Alors le maître de poste ou le gentilhomme présent venait me serrer la main, et me demander furtivement : « Verrons-nous bientôt l'Empereur? — Je l'espère. — Où est-il? — A Dresde. — Et l'armée? — En Silésie. » Ces mots rapidement échangés, chacun redevenait muet et immobile.

Dans quelques fermes et maisons de paysans, on me

montra plusieurs prisonniers français que les habitants avaient recueillis, et n'avaient pas voulu livrer aux Russes, malgré les peines sévères portées contre ces généreux receleurs. Je distribuai quelques napoléons à ceux que je pus approcher, et leur donnai un espoir de prochaine délivrance que je n'avais pas moi-même, car je prévoyais dès lors tous les malheurs de la campagne.

Au sujet de ces petites distributions de secours que je faisais sur la route, il m'arriva, vingt-cinq ans après, une aventure singulière que je veux raconter ici. Vers 1838, étant établi à Paris et marié depuis six ans, je vis arriver chez moi un certain M. Chédeville, se disant négociant établi à Alençon, qui débuta par me faire les plus grandes protestations de reconnaissance. Je m'en montrai fort surpris, et il me dit alors, qu'étant prisonnier et malade à l'hôpital de Bromberg, lorsque je traversai cette ville pour me rendre à Dantzig, je l'avais aperçu à la porte de l'hôpital et que, le reconnaissant pour un prisonnier français, je lui avais glissé dans la main cinq napoléons; qu'à son retour en France, il s'était empressé de rembourser cette somme à ma famille, se réservant de trouver un jour l'occasion de venir me témoigner toute sa reconnaissance. Je lui dis, ce qui était vrai, que je n'avais absolument aucun souvenir de cette rencontre, et que je pensais qu'il se trompait. Après cinq minutes de conversation, lui toujours insistant et moi me défendant, il tira de sa poche un prix courant de vins, disant qu'il venait d'établir une maison de commerce de vins à Paris, et qu'il serait très heureux de pouvoir m'en fournir; que je pouvais compter qu'il me servirait avec un soin tout particulier. Je le congédiai poliment sans rien conclure; mais lorsqu'il revint, je fis dire que je n'y étais pas et depuis oncques ne l'ai revu. J'admirai cet ingénieux moyen de produire sa marchandise, et cependant une chose me paraissait inexplicable : comment

avait-il su que j'avais été à Dantzig, et que j'avais distribué de l'argent sur la route ?

Nous avions passé deux nuits en voiture, et, vers la fin de la seconde, comme nous approchions de Dantzig, nous arrivâmes sur un point où le chemin côtoie la Vistule. Mon compagnon dormait profondément, je faisais comme lui et le postillon dormait sur sa selle; mais les chevaux, qui ne dormaient pas et qui avaient soif, s'en furent droit à la Vistule, où ils nous versèrent bel et bien dans un endroit qui, heureusement, n'était pas très profond. Je faillis cependant y être noyé; la voiture avait versé de mon côté, et mon gros compagnon de voyage, réveillé en sursaut, se débattait en m'écrasant de son poids. Je fis un effort pour le pousser hors de la voiture, tout en avalant quelques gorgées d'eau et, étendant mon bras pour me cramponner quelque part, je rencontrai un petit carreau de vitre qui me mit la main tout en sang. Nous nous tirâmes cependant de ce mauvais pas, mais il fallut bien s'arrêter à la poste pour sécher mes habits, car j'étais trempé de la tête aux pieds, et n'avais point dans mon bagage de quoi changer. On m'alluma un grand feu devant lequel je fis sécher mes habits, et le maître de poste m'ayant prêté une chemise et un pantalon, nous déjeunâmes gaiement, le colonel Wolzogen et moi, en riant de notre mésaventure.

Deux heures après, nous arrivâmes au quartier général du duc Alexandre de Wurtemberg qui commandait le corps de blocus. Mon compagnon de voyage fut tout de suite introduit chez Son Altesse, et je restai, en attendant mon tour, avec les aides de camp que je trouvai, selon l'usage, établis autour d'une table chargée d'un bol de punch. Ce n'était pas assurément la fleur des officiers de l'armée russe. Il y avait entre autres un petit crapaud comme on n'en voit qu'en Russie, avec de petits yeux, un nez épaté et

une bouche fendue jusqu'aux oreilles. Il sortait sans doute de l'école militaire, et se donnait des airs de matamore et de mauvais sujet tout à fait divertissants. Il affectait surtout de ne pas parler français. Son camarade au contraire était poli jusqu'à l'humilité. Il se nommait Glasenap, et je ne sais pourquoi ses camarades lui avaient donné le surnom de « cul-de-poule ». On m'offrit un verre de punch que je ne voulus pas refuser, par politesse, et que je feignis de porter à mes lèvres, malgré le dégoût que m'inspirait la saleté des verres et de toute la chambre; ce que voyant, le petit crapaud se versa un grand verre de punch en s'écriant, avec ce mot russe qu'on ne peut répéter : « Ya soldat iebit twonia Mate. » Ce qu'on pourrait traduire en français : Sacré nom de Dieu, je suis soldat, — voulant dire qu'il n'y avait que les bons soldats qui savaient boire. Je me contentai de lui rire au nez, en quoi je fus secondé par Glasenap.

On vint me dire alors que le duc me demandait. Je montai à son cabinet, dont la porte était gardée par deux Cosaques, ayant le sabre nu, ce qui me parut bien ridicule. Je trouvai un grand et gros vieillard, ressemblant à tous les princes de Wurtemberg, mais avec une physionomie moins mauvaise que celle du roi actuel ou du prince Paul, qui sont ses neveux. Il avait une énorme loupe au front, et comme il n'avait pas l'air de s'en douter en parlant, cela donnait envie de rire. Il fut d'une politesse extrême, et me débita une foule de lieux communs sur les malheurs de la guerre et sur le désir sincère qu'avait l'empereur Alexandre de faire la paix. Après quoi, il me dit : « Je vais vous faire conduire aux avant-postes français à vos risques et périls, car depuis quinze jours le général Rapp reçoit tous mes parlementaires à coups de fusil. » Ensuite il me reconduisit jusqu'à la porte de son cabinet. Je retrouvai la calèche en bas qui m'attendait, mais je ne revis point le

colonel Wolzogen. Je partis seul et je m'acheminai vers les murs de Dantzig.

Arrivé à une petite portée de canon de cette place, un coup de fusil partit du rempart. Alors je fis arrêter la voiture, je montai sur le siège du cocher et, agitant un mouchoir en l'air, je me plaçai de telle sorte qu'on pût bien reconnaître l'uniforme français. Quelques minutes après, je vis sortir quelques hommes de la place, et je continuai à m'avancer lentement vers eux. Ces hommes étaient commandés par un lieutenant qui m'introduisit dans Dantzig. Déjà le bruit de mon arrivée s'était répandu dans la ville, et je trouvai sur mon passage une foule de militaires de tout grade dont les regards, à la fois inquiets et joyeux, semblaient m'interroger. Arrivé chez le général Rapp, on me conduisit à une chambre où je trouvai un valet de pied pour me servir; après m'être un peu nettoyé, je tirai mes dépêches de mon portemanteau et je descendis chez le général Rapp qui m'attendait avec impatience. L'entrevue fut longue et bien remplie. Il avait tant de choses à me demander, et moi tant à lui raconter!

Au bout d'une heure et demie, il me congédia pour lire ses dépêches, et je remontai dans ma chambre, trompant peut-être l'attente de beaucoup d'officiers qui s'étaient réunis dans le salon. Mais j'avais mal à la tête, et j'étais un peu rompu par suite d'un voyage où je n'avais dormi que juste le temps nécessaire pour me faire jeter dans la Vistule; car je n'ai jamais eu cette précieuse faculté de dormir en voiture, que mon compagnon de voyage possédait au plus haut degré.

Vers six heures, on m'invita à descendre pour dîner. Je trouvai une foule d'officiers de tout genre, dont plusieurs étaient mes camarades, entre autres d'Arenberg, officier d'ordonnance de l'Empereur, qui avait eu les doigts gelés en Russie et était resté malade à Dantzig pendant la re-

traite; je pense que c'est le duc d'Arenberg d'aujourd'hui. Je vis aussi Marmier et l'excellent Turkheim, tous deux aides de camp du général Rapp. Le dîner était à peu près de vingt couverts; car, pour fêter mon arrivée, le général Rapp avait invité tous les généraux et plusieurs chefs de service. Je trouvai la chère excellente pour une place où l'on disait que les vivres manquaient. Le général Rapp me dit : « Comment avez-vous trouvé ce bœuf à la mode? — Excellent, » lui répondis-je, et cela était vrai. Il se mit à rire en disant : « Eh bien, c'est du cheval, et depuis huit jours nous n'avons pas d'autre viande. » Mais il faut dire qu'il avait un cuisinier de l'Empereur, si habile, que la sauce faisait passer le poisson. Après le dîner, je fus pressé et entouré par toute l'assistance, et obligé de raconter de nouveau ce que j'avais déjà narré au général Rapp. Puis vinrent les questions, les demandes de nouvelles de tel ou tel officier; c'était à n'en plus finir. Quand je me retirai, j'en avais la langue et le gosier secs, je méritais bien le verre d'eau sucrée parlementaire. Aussi me fut-il apporté par un valet de pied de l'Empereur que j'avais vu souvent à Moscou. Il me reconnut tout d'abord, et me demanda des nouvelles de l'Empereur et de toute sa maison. Il se nommait l'Espérance et avait un grand attachement pour l'Empereur; il me dit qu'il serait bien heureux s'il pouvait aller avec moi pour le rejoindre, et qu'il pensait que cela ne ferait pas de difficulté, puisqu'il n'était pas combattant. Je lui promis d'en parler au général Rapp, ce que je fis deux jours après; mais le général n'y voulut pas consentir, disant : « D'abord, je ne veux rien demander au duc de Wurtemberg, qui est un animal, et puis je craindrais que cela ne fît un mauvais effet sur le soldat, qui n'est que trop porté à jalouser les domestiques. »

Pendant les six jours que je passai à Dantzig, le général me fit passer la revue des troupes, qui avaient une belle

contenance. Il me donna ensuite des officiers pour visiter l'arsenal, les magasins de vivres et de munitions, les hôpitaux et tous les établissements militaires. Je pris partout des notes, que j'avais soin d'apprendre par cœur tous les soirs avant de me coucher, après les avoir classées dans un ordre méthodique. Je les brûlai avant de quitter Dantzig, voulant me conformer strictement aux instructions de l'Empereur; et, s'il faut dire la vérité, je n'ai jamais compris pourquoi l'Empereur m'avait défendu de rien écrire, puisque j'étais porteur de ses dépêches en allant, et de celles du général Rapp en revenant.

Le général Rapp m'emmena un jour chez sa maîtresse, et quoique je ne sois pas puritain, cela me parut assez peu convenable; mais, malgré la haute position qu'occupait le général Rapp, il avait toujours conservé les allures d'un officier de hussards. Du reste, cette maîtresse était une demoiselle de Dantzig très bien élevée et d'une charmante figure. Nous prîmes le thé chez elle; elle joua du piano et soutint très bien la conversation. Le général Rapp lui témoignait beaucoup de tendresse, peut-être plus qu'il ne fallait devant un tiers; mais elle ne répondait à ses empressements qu'avec beaucoup de réserve et de modestie.

Il n'était pas difficile de reconnaître que le général Rapp était inquiet de la situation de la France, mais surtout de la sienne propre. Il m'emmenait souvent dans son jardin, et là, il me faisait part de ses appréhensions. Au fond, je les partageais; mais cependant je lui témoignais toujours beaucoup de confiance dans la fortune et le génie de l'Empereur. Il me dit un jour : « Mais si l'Empereur est renversé, que deviendrons-nous? » Je lui dis moitié riant : « Eh bien, mon général, nous tomberons avec lui; nous serons en bonne compagnie. » Cette perspective ne me parut pas du tout de son goût, et il changea de conversation. Dans ces entretiens, il me raconta tous les faits

d'armes glorieux de la garnison de Dantzig, que j'écoutai avec un plaisir et un intérêt extrêmes, me proposant de les rapporter à l'Empereur. Je me dispenserai de les retracer ici, parce qu'ils sont consignés dans plusieurs relations et histoires militaires. Je ne veux en mentionner qu'un seul, qui ne se trouve nulle part, et qui est un trait de plus à ajouter à cette gaieté qui n'abandonne jamais le soldat français.

L'ennemi avait inondé Dantzig de proclamations remplies de mensonges sur les événements de la guerre, et de menaces contre les officiers et les soldats de la Confédération du Rhin qui se trouvaient dans la place. Les soldats réunirent toutes ces proclamations, et vinrent trouver le colonel Chambure, connu pour être un *crâne;* ils le prièrent de les mener aux avant-postes et qu'ils voulaient faire voir à l'ennemi le cas qu'ils faisaient de ses proclamations. Le colonel Chambure, ayant obtenu la permission du général Rapp, sortit de Dantzig avec quinze cents hommes, tant infanterie que cavalerie. Après avoir repoussé les avant-postes ennemis, les fantassins se mirent en ligne, et, protégés par la cavalerie qui tiraillait toujours, chacun tira sa proclamation de sa poche, la posa par terre et... Après cette espièglerie, le détachement rentra joyeusement en ville, pensant à la mine que ferait l'ennemi lorsqu'il viendrait reprendre sa position.

Après avoir assisté à la première distribution de vivres pour le ravitaillement de la place, je fis mes préparatifs de départ. Mais, au moment de fermer mon portemanteau, on m'apporta une corbeille remplie de lettres, au nombre d'environ six cents. Il y avait, avec les dépêches que me donna le général Rapp, de quoi remplir amplement mon portemanteau. Je me décidai donc à laisser tous mes effets à Dantzig, regardant, comme une chose sacrée, d'emporter, à leur place, des trésors de consolation pour bien

des familles. Je confiai tout mon petit bagage à mon ami Turkheim, en le priant de me le renvoyer par les avant-postes russes, dès qu'il pourrait penser que je serais arrivé à Dresde; mais je n'espérais guère le revoir, et en effet, huit jours après mon arrivée à Dresde, je reçus une lettre de Turkheim qui devait accompagner mes effets. Sa lettre me fut envoyée sans retard des avant-postes russes, mais quant au reste, je n'en revis jamais rien. Il y avait un seul objet que je regrettai beaucoup : c'était un charmant petit nécessaire à barbe, garni en argent, qui m'avait été donné par ma sœur Joséphine et qui m'était extrêmement utile.

Je retrouvai au quartier général du duc de Wurtemberg le colonel Wolzogen, qui m'attendait depuis plusieurs jours. Je fus prendre congé de Son Altesse royale, qui me répéta les mêmes fariboles qu'à mon premier passage, après quoi, nous nous mîmes en route et arrivâmes à Neumark le troisième jour, sans que notre voyage ait été marqué par aucun incident. Seulement, durant le trajet, le colonel Wolzogen essaya, par d'adroites insinuations, d'ébranler ma fidélité, en me représentant que, selon toute apparence, l'Empereur Napoléon était perdu et que le sort le plus malheureux attendait ceux qui seraient dévoués à sa cause. Je coupai court à ses attaques détournées en lui disant : « Mon cher colonel, les chances de la guerre sont diverses. J'ai confiance dans le génie de l'Empereur; mais, quel que soit son sort, je lui ai juré fidélité et lui serai fidèle jusqu'à la mort. »

Quand j'arrivai à Dresde, je trouvai l'Empereur établi dans le palais Marcolini, belle villa, située dans le faubourg Friederichstadt. Il était environ trois heures et demie; l'Empereur se promenait dans le jardin avec le prince de Neuchâtel. Dès qu'il sut que j'étais arrivé, il me fit appeler et je fus lui remettre mes dépêches; il les donna au prince de Neuchâtel en lui disant : « Allez lire cela. » Puis il me

retint, toujours en se promenant de long en large, et me fit raconter dans le plus grand détail tout ce que j'avais vu et entendu à Dantzig. J'étais plein de mon sujet et très animé, en sorte que je ne laissai pas tarir un moment l'entretien. Il en parut très satisfait et témoignait par des exclamations son admiration pour la garnison de Dantzig, dont je lui racontai les glorieux faits d'armes; je n'oubliai même pas l'histoire du colonel Chambure, qui le fit beaucoup rire. J'étais là depuis deux heures, lorsqu'on vint lui annoncer que le dîner l'attendait; il me dit : « Venez avec moi; vous me conterez pendant que je dînerai. » En rentrant, il trouva le major général qui l'attendait; ils s'assirent à une table et se mirent à dîner. Il continua ses demandes et je sentis que mon feu était complètement éteint. En voyant ce bon dîner, je me ressouvins que j'avais faim, et en voyant ces deux hommes tranquillement assis, je sentis que j'étais fatigué. L'Empereur remarqua mon air languissant et me congédia en me disant avec un sourire gracieux : « Vous êtes fatigué, allez vous reposer. »

Quand j'entrai dans le salon de service, je fus entouré, pressé et félicité par tous ceux qui étaient là. Chacun me disait un mot, et tous étaient restés collés aux vitres des fenêtres qui donnaient sur le jardin, pendant tout le temps qu'avait duré ma promenade avec l'Empereur. On m'apprit que, pendant mon absence, j'avais été nommé légionnaire sur la demande du grand écuyer; ce fut Résigny qui me l'apprit en m'embrassant. Cet excellent garçon, aide de camp du duc de Plaisance, avait pour moi la plus tendre amitié; il me dit : « Si le duc de Vicence n'avait pas pensé à toi, tu n'aurais rien eu; car tu as toujours le bonheur d'avoir des généraux qui ne demandent rien pour leurs aides de camp. » Tout le monde s'étonnait de la longueur de mon entretien avec l'Empereur et du sans-gêne de ma contenance pendant toute cette promenade. Il est vrai que,

dans la chaleur de ma narration, j'avais totalement oublié les attitudes de respect et d'humilité en usage à la cour vis-à-vis du maître. On alla ensuite se mettre à table, à ma grande satisfaction, et là les questions et les interpellations recommencèrent comme à Dantzig. Mais je demandai grâce, afin de pouvoir manger tranquillement, promettant de satisfaire toutes les curiosités après le dîner. Le lendemain, le major général me donna l'ordre de faire mon rapport par écrit à l'Empereur. Il me fallut donc passer encore deux ou trois heures à écrire ce que je lui avais raconté, en y ajoutant quelques chiffres que ma mémoire plus reposée put me fournir. Ce rapport fut sans doute très imparfait, comparé à ceux que l'Empereur avait reçus du général Rapp, et je le fis avec d'autant moins de plaisir qu'il me paraissait inutile; mais l'Empereur voulait toujours un contrôle en toute chose, afin de pouvoir mieux juger par la comparaison tout ce qui lui était présenté sur une même affaire.

Quelques jours après, on publia un bulletin sur la situation de Dantzig qui commençait par ces mots : « Le capitaine Planat, officier d'état-major, etc., etc. » Comme je n'étais que lieutenant, mes camarades me dirent tout de suite : « Puisque l'Empereur vous désigne dans un bulletin comme capitaine, cela équivaut à une nomination; allez donc bien vite trouver le major général et vous êtes sûr de l'obtenir. » Mais je me trouvais déjà si bien récompensé par la décoration de la Légion d'honneur que j'eus honte de profiter de la méprise du bulletin; cela me semblait une escroquerie. Résigny surtout se fâcha contre moi, trouvant que ma délicatesse était de la bêtise, et je conviens aujourd'hui qu'il avait raison.

Le lendemain, le général Drouot, qui était très sobre d'éloges et de paroles, me dit : « L'Empereur a été content de la manière dont vous avez rempli votre mission; il m'a

dit ce matin : « Vous avez un aide de camp intelligent; il fera son chemin. » A mes yeux, un tel mot de l'Empereur valait mieux qu'un grade, qui, du reste, me fut accordé trois mois plus tard[1].

Tout le mois de juillet se passa sans incident remarquable. L'Empereur avait à pourvoir au remplacement du maréchal Duroc; il hésita quelque temps entre le général Drouot et le général Bertrand, et se décida enfin pour ce dernier. Je dis à cette occasion au général Drouot : « Ma foi, mon général, je vous félicite de n'avoir pas été nommé grand maréchal. — Pourquoi donc? — Parce que, selon moi, c'est un emploi qui tient toujours un peu de la domesticité. » Le général Drouot me répondit avec sévérité : « Il ne faut pas parler ainsi quand il s'agit du service de l'Empereur; tout emploi près de sa personne est honorable et doit être envié. » Je repris : « Mais au fond, êtes-vous fâché de n'avoir pas été nommé? » Il se contenta de sourire et ne me répondit pas. Je crois qu'au fond il n'était pas fâché de garder une position plus indépendante et plus militaire, et qui s'accordait cependant avec son extrême attachement pour l'Empereur.

Le plus grand divertissement que nous eûmes pendant ces semaines fut celui de la comédie française, l'Empereur ayant fait venir les principaux artistes du Théâtre-Français. Mlle Mars était alors dans toute la force de son talent; aussi ne manquai-je pas une seule de ses représentations. Depuis Dresde, je ne la revis plus qu'en 1840, et, malgré tout le prestige de son admirable talent, elle me fit alors plus de peine que de plaisir.

Vers la fin du mois de juillet, nous vîmes arriver plusieurs envoyés autrichiens, et, entre autres, le général Boubna. On disait que l'empereur d'Autriche menaçait de

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre datée de Dresde, 24 juin 1813.

se joindre aux Russes et aux Prussiens, à moins que l'Empereur ne consentît à faire la paix, en abandonnant toutes les conquêtes qu'il avait faites en Allemagne et en Italie. Une paix, faite même à ces conditions, était sans doute désirable, et peut-être même raisonnable; mais on comprend cependant que l'Empereur n'ait pu l'accepter. L'humiliation était trop grande pour la France et pour lui; l'Empereur y aurait perdu tout son prestige, et la France toute sa prépondérance. Il semblait que la campagne, si défavorable qu'elle fût pour nos armes, ne pouvait amener un résultat plus fâcheux, et qu'ainsi il fallait encore tenter les chances de la guerre. Ce fut sans doute l'avis qui prévalut dans les conseils de l'Empereur[1].

L'armistice, qui ne devait durer que jusqu'au 11 juillet, fut prolongé jusqu'au 11 août, et le 12, je fus chargé par l'Empereur d'aller à Hambourg pour porter au maréchal Davout l'ordre de marcher sur Berlin et de se mettre, dès qu'il le pourrait, en communication avec la Grande Armée. Je devais rester auprès du maréchal jusqu'à ce qu'il eût commencé son mouvement. J'arrivai le 15 à Hambourg, et remis mes dépêches au maréchal Davout, qui ne me fit aucune question. En revanche, on m'en fit beaucoup à son état-major; j'y répondis avec beaucoup de réserve, ayant trouvé là beaucoup de jeunes gens du faubourg Saint-Germain, foyer de toutes les inimitiés et de tous les complots contre l'Empereur. Je ne sais par quelle faiblesse ces jeunes gens étaient recherchés par tous les maréchaux et généraux de division de l'Empire, mais surtout par le prince de Neuchâtel. L'Empereur s'en plaignit plusieurs fois à lui; car, quoiqu'il eût fait tout au monde pour ramener l'ancienne noblesse, il ne se fiait pas à elle pour tout ce qui touchait son gouvernement et sa puissance. Il ne prit le

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre datée de Dresde, 11 août 1813.

comte de Narbonne pour aide de camp qu'après avoir mis souvent à l'épreuve son dévouement et sa fidélité. Le seul des aides de camp du maréchal Davout qui me convînt dans tout cet état-major était le capitaine d'Houdetot, qui depuis a été aide de camp du roi Louis-Philippe. C'était alors un fort bon enfant, très serviable et très empressé pour ses camarades; mais quand je le retrouvai trente ans après, la faveur et la cour l'avaient furieusement changé. Le maréchal Davout, après avoir rassemblé son corps d'armée qui n'était pas considérable, se mit en marche le 18, et m'expédia le même jour pour le quartier impérial.

Je courais la poste à toute voiture, comme c'était alors l'usage en Allemagne. Quand j'eus dépassé Magdebourg, j'appris que les partis ennemis avaient passé l'Elbe sur nos derrières, pour intercepter nos communications et enlever nos convois. Sur cette nouvelle, je me jetai à droite de la route et gagnai, avec un bonheur inouï, la petite ville de Nossen, à quatre ou cinq lieues de Dresde; les partis ennemis s'étaient montrés dans presque tous les lieux de poste où j'avais relayé, et c'est un vrai miracle que je n'aie pas été enlevé. Quand j'arrivai à Nossen, je trouvai la petite garnison de cette ville, occupée à évacuer ses malades et ses vivres sur le château, pour s'y renfermer. J'arrivai à la nuit tombante à Dresde, où il régnait beaucoup de confusion. La garnison s'attendait à être attaquée le lendemain, et on avait fait rentrer dans la place tous les détachements cantonnés aux environs. Avant de me remettre en route, je voulus prendre des informations, mais personne ne sut m'en donner de positives; on allait, on venait, dans tous les sens, et personne ne semblait avoir le temps de s'arrêter. J'eus beaucoup de peine à obtenir des chevaux de poste et un *wourst*, et ne pus partir avant trois heures du matin.

Arrivé à quatre ou cinq lieues de Dresde, sur la route de

Hoyerswerda, je rencontrai l'Empereur, qui était dans sa voiture de voyage avec le prince de Neuchâtel. Je fis arrêter la voiture, et, ayant mis pied à terre, je m'approchai de la portière pour remettre mes dépêches à l'Empereur, auquel je dis que le maréchal Davout s'était mis en marche le 18, et que je l'avais laissé à ***. Je lui dis aussi que les partis ennemis avaient franchi l'Elbe, et menaçaient notre ligne d'opération. Il me demanda avec empressement : « Et Dresde, que s'y passe-t-il ? » Je lui répondis : « Je n'ai pu en être informé exactement; tout le monde y est fort occupé, il m'a paru qu'on y était un peu en désarroi. » Ce mot le fit sourire; il dit : « C'est bien; nous allons mettre ordre à tout cela, » et, m'ayant congédié, il repartit au grand trot. Je le suivis comme je pus, avec mon wourst, et, comme mes chevaux étaient déjà très fatigués, je n'arrivai à Dresde que deux ou trois heures après l'Empereur.

Déjà on avait jeté deux ponts de service sur l'Elbe, en amont et en aval de Dresde, sur lesquels les troupes que l'Empereur amenait de la Silésie commençaient à défiler en bon ordre; l'ennemi attaquait déjà les ouvrages de campagne construits autour de Dresde, et ses projectiles arrivaient jusque dans la ville, au grand effroi des pauvres habitants, qui descendaient des étages supérieurs de leurs maisons pour se réfugier dans les caves. Je remarquai qu'ils emportaient tous des lits de plumes.

L'ennemi attaquait avec une vigueur inaccoutumée, et paraissait sur le point d'emporter les retranchements malgré une défense non moins énergique. Cependant, à mesure que notre infanterie passait l'Elbe, l'Empereur l'avait massée dans les faubourgs et, à un moment donné, elle s'élança contre l'ennemi et le força à la retraite. La nuit mit fin à cette lutte acharnée, et l'ennemi prit position à une lieue de Dresde. Dans cette journée, le pauvre Béranger, officier d'ordonnance de l'Empereur, eut la cuisse emportée par un

boulet de canon. Il mourut dans la nuit par suite du tétanos. C'était un beau et brave officier, très aimé de ses camarades et bien vu par l'Empereur; il fut universellement regretté.

En rentrant à Dresde, nous trouvâmes toute la ville illuminée, ce qui avait été ordonné pour faciliter les mouvements de la troupe pendant la nuit; les habitants, revenus de leur frayeur, circulaient joyeusement dans les rues, et il est probable qu'ils avaient remonté leurs lits de plumes.

Rien ne troubla notre repos durant cette nuit, qui fut si laborieuse pour l'Empereur. Il vit tous les maréchaux et leur donna ses ordres pour la grande bataille du lendemain. Le 27, à la pointe du jour, l'Empereur monta à cheval et traversa, avec son état-major, le faubourg de Friedrichstadt; il avait porté principalement son attention sur ce point, où l'aile gauche de l'ennemi paraissait peu en force et assez compromise. L'Empereur donna le commandement de l'aile droite à Murat, qui disposait d'une nombreuse cavalerie, et lui ordonna d'attaquer vigoureusement le corps de Giulay qui lui était opposé, et de le culbuter. Murat s'acquitta de la commission avec son impétuosité accoutumée; tandis que son infanterie et son artillerie attaquaient de front avec vigueur, il se mit à la tête de sa cavalerie, tourna la gauche de l'ennemi, le culbuta et le poussa jusque dans le ravin d'un ruisseau, appelé Weisseritz, derrière le centre de l'armée austro-russe; en même temps, son infanterie occupa Plauen, qui nous rendait maîtres de la route de Freyberg, une des grandes communications de l'armée ennemie. Je suis heureux d'avoir été témoin de ce beau fait d'armes.

L'Empereur, voyant la gauche de l'ennemi complètement anéantie, se porta au centre; c'était sur ce point que le prince Schwarzenberg, général en chef de l'armée austro-russe, avait rassemblé la majeure partie de ses forces.

L'Empereur, au contraire, ne lui avait opposé relativement qu'un petit nombre de troupes, mais en revanche une formidable artillerie, celle de la garde impériale, qui était certainement la première artillerie du monde. Aussi suffit-elle pour paralyser les attaques les plus furieuses des corps ennemis; la canonnade était épouvantable.

Au milieu de ce tumulte et à travers les balles, les boulets et la fumée, on vit accourir une charmante levrette grise, qui vint se réfugier dans le groupe de l'Empereur; elle portait au cou un collier avec une plaque de métal sur laquelle on lut ces mots : *J'appartiens au général Moreau.* C'est ainsi qu'on apprit la présence de ce transfuge dans les rangs de l'armée ennemie. La nouvelle courut comme une traînée de poudre tout le long de notre ligne, et remplit tous les cœurs d'indignation; elle sembla redoubler l'ardeur de nos soldats. Quelques instants plus tard, le général Moreau reçut le juste châtiment de sa trahison envers la patrie. Un boulet, parti d'une batterie de la garde, lui emporta les deux jambes, au moment où il désignait une position à occuper contre nous. Il fut porté hors du champ de bataille et transporté en Bohême, où il mourut le lendemain. Ces détails furent racontés par les nombreux prisonniers autrichiens faits à la bataille de Dresde.

Vers quatre heures, l'Empereur, voyant que le feu de l'ennemi se ralentissait et qu'il se préparait évidemment à la retraite, m'envoya à l'aile gauche, commandée par le maréchal Ney, afin de savoir s'il était maître de la chaussée de Pirna. Comme je devais traverser Dresde pour remplir ma mission, le général Drouot me pria de passer à notre logement, et de dire à son domestique de lui amener un cheval frais. En arrivant auprès du maréchal Ney, je le trouvai précisément en bataille sur la chaussée de Pirna. Il me dit : « Je viens d'envoyer un de mes aides de camp à l'Empereur pour lui annoncer que non seulement je suis

maître de cette communication, mais que j'espère bien ne pas en rester là. » Ainsi l'aile droite de l'ennemi avait été repoussée, sinon détruite, comme son aile gauche, et les admirables dispositions de l'Empereur se trouvaient justifiées par le succès.

En retournant au quartier impérial, comme je traversais Dresde au grand trot, mon cheval s'abattit des quatre pieds sur le pavé, et j'en reçus une si violente commotion que je restai sans mouvement, avec le genou droit déchiré et contusionné. Comme c'était près de notre logement, les domestiques du général Drouot accoururent, et me transportèrent dans ma chambre. On me fit revenir avec de l'eau et du vinaigre, et dès que j'eus repris mes sens, j'exécutai la commission de mon général en priant le domestique de lui faire connaître l'accident qui m'était arrivé. Heureusement la fin du jour approchait, et la bataille était finie, sans quoi je me serais difficilement consolé de n'y avoir pas assisté jusqu'au bout.

La bataille de Dresde est en effet une des plus belles que l'Empereur ait livrées, et l'on peut dire aussi que ce fut le dernier éclat que jeta la gloire de nos armes sur la terre d'Allemagne. Cette victoire fut suivie, et même précédée, de journées désastreuses sur les points où l'Empereur n'était pas. Au moment même où l'Empereur avait de si grands succès, le maréchal Macdonald était battu par Blücher sur la Katzbach; Oudinot éprouvait le même sort à Dennewitz, sur la route de Berlin; mais la journée la plus funeste, par l'effet moral qu'elle produisit sur la Grande Armée, fut celle de la défaite du général Vandamme à Kulm, en Bohême. J'en parlerai, parce qu'elle se lie étroitement avec la bataille de Dresde.

L'Empereur, certain du succès de cette bataille, avait détaché de son extrême gauche le général Vandamme avec un corps de 20 à 25 000 hommes pour s'emparer du défilé

de Peterswald, et couper ainsi la retraite à l'armée ennemie. Le général Vandamme, arrivé à Pirna, y trouva un corps russe fortement retranché. Il l'attaqua avec vigueur et résolution et parvint à le déloger; l'ennemi se retira, en abandonnant la route de Pirna qui conduit à Prague par Peterswald. Mais Vandamme, animé par le succès, au lieu d'attendre qu'un autre corps vînt le soutenir, s'engagea témérairement dans le défilé de Peterswald, et poussa jusqu'à Tœplitz. Là, il se trouva en face de 60 à 70 000 hommes de troupes ennemies, qui le repoussèrent jusqu'à Kulm. Au lieu de continuer son mouvement de retraite, et de chercher à s'appuyer sur notre aile gauche, Vandamme s'obstina à s'y défendre. Peut-être serait-il parvenu à tenir jusqu'à la nuit, sans un incident qu'un général prudent aurait su prévoir.

Le corps de Kleist, poussé par les troupes de notre aile gauche et trouvant le défilé de Peterswald abandonné, y pénétra pour rentrer en Bohême, et arriva sur les derrières du corps de Vandamme dans le fort de l'action. Pris de la sorte entre deux feux, et coupé de sa ligne de communication, Vandamme fut pris, avec presque toutes ses troupes et toute son artillerie. Il n'en réchappa guère que 6 à 7 000 hommes d'infanterie et de cavalerie, qui se sauvèrent à travers les montagnes boisées, et arrivèrent dans la nuit au quartier du duc de Trévise. La plupart avaient jeté leurs armes, afin de mieux courir.

Le lendemain de la bataille de Dresde, l'Empereur était sorti par la route de Pirna, d'assez bon matin; mais après avoir fait environ une lieue, il s'était senti fort mal et était rentré à Dresde. Il est probable que, sans cet incident, la malheureuse affaire de Vandamme n'aurait pas eu lieu et que l'Empereur, arrivé à Pirna, aurait envoyé sur-le-champ des troupes à Peterswald pour le soutenir; mais, soit que la maladie de l'Empereur eût affaibli momentanément en

lui une activité et une prévoyance infatigables, soit qu'il ne pût imaginer jusqu'où irait la témérité de Vandamme, il est certain que toute cette journée se passa sans qu'on reçût d'information de ce côté, et sans qu'on y envoyât des ordres. Seulement, vers dix heures du soir, mon général me donna ordre d'aller à Pirna, auprès du duc de Trévise, pour lui annoncer que l'Empereur y arriverait le lendemain, et lui donner ordre de l'y attendre. Je dis à mon général : « Le maréchal doit-il attendre de sa personne ou avec son corps d'armée? » C'est une question que nous avions tous bien soin de faire, parce que des ordres de cette nature avaient souvent donné lieu à des méprises fâcheuses. Je pense que mon général ne voulut pas retourner auprès de l'Empereur qui était fort souffrant, car il reprit : « Portez l'ordre, tel que je vous le donne; le maréchal Mortier saura ce qu'il a à faire. » J'arrivai à Pirna à minuit et m'acquittai de ma mission, après quoi je fus me coucher, pour attendre l'arrivée du quartier impérial.

L'Empereur arriva à Pirna et la première chose qu'il fit fut de demander des nouvelles du général Vandamme; mais on n'en avait pas. Il demanda si le passage de Peterswald était occupé. On lui répondit qu'on n'en savait rien. Là-dessus l'Empereur entra dans une violente colère, et demanda au duc de Trévise pourquoi il ne s'y était pas porté. Le duc de Trévise s'excusa en disant qu'il avait reçu dans la nuit l'ordre d'attendre l'Empereur à Pirna; nouvelle colère de l'Empereur, affirmant qu'il n'avait jamais donné un pareil ordre, et demandant, d'un regard irrité, à tous les assistants : « Qui est-ce qui a donné cet ordre-là ? » Tout le monde tremblait, lorsque le général Drouot, s'avançant avec son calme ordinaire, lui dit d'une voix assurée : « C'est moi, Sire, d'après l'ordre formel que Votre Majesté m'en a donné hier soir avant dix heures. » L'Empereur ne répondit rien, et rentra dans son cabinet. Il fit

partir le jour même une division pour Peterswald; ce fut elle qui recueillit le lendemain les débris du corps de Vandamme.

Après la déroute de Kulm, l'Empereur manœuvra pendant un mois autour de Dresde, qui devint le pivot de ses opérations. Ces manœuvres avaient pour but de réparer autant que possible les échecs subis par ses lieutenants, et surtout d'empêcher ou du moins de retarder la jonction de trois grandes armées ennemies, savoir : celle de Bohême, commandée pour le prince de Schwarzenberg, celle de Silésie aux ordres de Blücher, et celle du Nord, commandée par le prince royal de Suède (Bernadotte).

Je fis durant ce mois le service le plus fatigant que j'aie fait de ma vie. Dès avant la bataille de Dresde, l'Empereur, appréciant de plus en plus les grands talents du général Drouot, l'avait nommé aide-major général de sa garde. Les détails que comportait ce service me donnèrent un surcroît d'occupations accablant. Je passais toutes les journées à cheval et presque toutes les nuits à écrire; le temps était devenu très mauvais et les pluies fréquentes; l'Empereur voulait avoir tous les cinq jours une situation exacte de sa garde, alors divisée en plusieurs détachements; or, cette situation générale ne pouvait se composer que des situations particulières de chaque détachement, et les chefs d'état-major, fatigués par les longues marches de la journée, ne mettaient aucune exactitude à les envoyer. Il nous fallait donc, Lacoste et moi, monter à cheval, et nous rendre dans les divers cantonnements, afin d'obtenir les situations partielles. Nous y étions fort mal reçus et envoyés à tous les diables par les chefs d'état-major. Il fallait, pour le bien du service, dévorer toutes ces rebuffades. De retour au quartier général, qui était souvent une masure abandonnée, où le vent et la pluie pénétraient sans obstacle, Lacoste se jetait sur la paille et s'endormait.

Mais moi, je me mettais à l'ouvrage pour dépouiller les états que nous avions rapportés et en former une situation générale, divisée en cinq ou six colonnes et accompagnée d'observations et éclaircissements. Ce travail long et minutieux, qui ne devait renfermer aucune erreur, occupait au moins trois heures, après quoi, je le mettais au net, car il fallait garder les minutes.

Plus d'une fois le général Drouot, me voyant tomber de fatigue et de sommeil, me prit la plume des mains, pour achever mon travail, et m'envoya coucher. La plupart du temps, mon lit était une botte de blé que nos soldats venaient de faucher, et qui était toute mouillée. Quant au général Drouot, il avait l'heureuse faculté de se priver de sommeil; tant que l'armée était en mouvement, je ne me rappelle pas l'avoir vu dormir. J'attrapai, sur ces couchers humides, un mal d'oreilles qui me fit horriblement souffrir, et que je gardai jusqu'à la bataille de Leipzig.

Notre armée était trop faible pour pouvoir contenir longtemps des forces triples qui lui étaient opposées, et qui allaient toujours en augmentant. Déjà même, l'aile gauche de l'armée de Bohême envoyait des partis sur la route de Leipzig à Francfort qui était désormais notre seule ligne d'opération, et par laquelle devait s'effectuer la retraite. Il fallait donc se résoudre à abandonner Dresde pour se rapprocher de Leipzig. En quittant Dresde, l'Empereur y laissa une garnison de vingt mille hommes, sous le commandement du maréchal Saint-Cyr, ce qui affaiblit d'autant son armée. Ensuite il se porta le long de l'Elbe pour s'opposer à Blücher qui marchait avec ardeur contre notre aile gauche, et qui se retira précipitamment en voyant la Grande Armée se déployer devant lui. L'Empereur fit mine de le poursuivre, mais l'armée de Bohême, qui était derrière lui, menaçait ses communications, en sorte qu'au lieu de passer l'Elbe, l'Empereur fit volte-face et, se diri-

geant sur Leipzig, il s'arrêta dans un champ, sur le bord de la route, pour voir défiler ses troupes qui allaient prendre position.

Vers le soir, on vit arriver de Dresde trois de ces vieilles voitures de la cour, dont la forme rappelait celles du temps de Louis XIV. On vint dire à l'Empereur que c'était la famille royale de Saxe qui fuyait de Dresde. Lorsque ces voitures furent arrivées à la hauteur du lieu où se tenait l'Empereur, on vit que la première contenait le roi et la reine de Saxe, la princesse Auguste et la princesse Antoine, archiduchesse d'Autriche. L'Empereur fit arrêter et s'avança sur la route, le chapeau à la main, pour parler à ces augustes personnages. J'entendis qu'il disait : « Mesdames, nous allons avoir demain une grande bataille, il ne faut pas vous en effrayer. » La princesse Antoine répondit vivement : « Ah! Sire, partout où est Votre Majesté il n'est pas permis d'avoir peur. » Les voitures continuèrent leur route jusqu'à Leipzig et l'Empereur monta à cheval, immédiatement après, pour reconnaître le champ de bataille.

Nous couchâmes dans le faubourg de Leipzig sans entrer en ville. Les troupes avaient pris position, à environ une lieue au sud-est de Leipzig; leur ligne s'étendait depuis les marais de l'Elster jusqu'à un gros village appelé Liebert-Wolkwitz, sur la Partha. Le centre, entre ces deux points, était à Wachau, qui donna son nom à la journée du lendemain; on l'appelle aussi la première journée de la bataille de Leipzig.

Ce jour-là, 16 octobre, l'Empereur monta à cheval à la pointe du jour, et commençait à parcourir la ligne, lorsque l'ennemi ouvrit le feu avec beaucoup de vivacité, principalement sur notre droite, entre Mark-Kleeberg et Wachau.

Je n'entreprendrai point de décrire les phases diverses de cette longue et sanglante journée. Toutes les positions

furent successivement prises et reprises; mais la supériorité numérique de l'ennemi, tant en hommes qu'en pièces de canon, rendit tous nos efforts infructueux.

L'Empereur sentait bien que cette journée allait décider du sort de la campagne, et peut-être de la France. Vers le soir il fit un effort désespéré pour percer le centre de l'armée ennemie. Comme dans tous les cas décisifs, il fit soutenir ce mouvement par une batterie de cinquante bouches à feu de sa garde, commandée par le général Drouot. Il s'en fallut de peu que cette manœuvre ne réussît. Mais, en ce moment, le prince Schwarzenberg réunit toutes ses réserves et repoussa nos colonnes qui, en même temps, étaient prises d'écharpe par l'artillerie des deux ailes. Il fallut donc se retirer et les deux armées passèrent la nuit dans les positions qu'elles avaient occupées avant l'action.

Je perdis dans cette journée un beau cheval que j'avais acheté du général Frésia, après mon retour de Dantzig. Le pauvre animal fut tué sous moi; il semblait avoir un pressentiment de sa fin prochaine, car il me donna un mal incroyable pendant toute l'action, s'abattant des quatre membres, chaque fois qu'un boulet tombait devant lui, et m'emportant à droite et à gauche, comme pris de vertige. J'y perdis mon chapeau et un grand collet de drap bleu, qui était en travers sur le devant de ma selle. Enfin, laissant la pauvre bête sur le champ de bataille, je fis ma retraite à pied, mon portemanteau sur l'épaule, avec mon camarade Lacoste, blessé d'une balle morte à l'articulation du genou.

L'Empereur passa la nuit au bivouac, assis sur une chaise de paille, auprès d'un grand feu; il avait l'air triste et préoccupé. Il fit venir le général autrichien Merweld, fait prisonnier sur notre droite, et, après l'avoir entretenu pendant quelque temps, il le renvoya aux avant-postes

ennemis. Vers dix heures, je fus envoyé, pour porter des ordres au duc de Trévise, au village de Liebert-Wolkwitz, à notre extrême gauche. Ses officiers, qui soupaient, m'invitèrent à prendre part à leur festin, ce que j'acceptai de grand cœur, car je mourais de faim, n'ayant rien pris de la journée. En retournant au quartier général, je trouvai la plaine tellement émaillée de feux de bivouacs, qu'il était impossible de distinguer notre ligne de celle de l'ennemi; aussi fus-je donner dans les avant-postes autrichiens. Le cri de *Wer-da!* m'avertit de ma méprise, et m'enseigna la direction que je devais prendre; je tournai bride au galop, accompagné de deux ou trois coups de fusil.

Le lendemain 17, on ne se battit point; il y eut comme un armistice tacite. Mais il n'était point à notre avantage, car pendant cette journée toutes les armées alliées complétèrent leur jonction, et formèrent autour de nous un cercle, dont le centre était Leipzig. Aussi la bataille du lendemain 18, fut-elle très meurtrière pour nous, car les feux de l'ennemi, partant de la circonférence, convergeaient tous vers ce centre où notre armée était amoncelée. La résistance de nos troupes fut héroïque sur tous les points, mais principalement au centre et à la droite, où se tenait l'Empereur. Le général Drouot commandait cinquante bouches à feu de la garde, qui tiraient avec une telle vivacité qu'on ne vit pendant plusieurs heures qu'un nuage épais de fumée qui nous dérobait entièrement les lignes ennemies. Le général faillit être tué d'une balle qui lui arriva en pleine poitrine; heureusement il portait de grosses aiguillettes tressées qui amortirent le coup; il en fut quitte pour une forte contusion qui lui fit cracher le sang. Quant à moi, je m'en tirai sain et sauf. Cependant notre gauche commençait à plier et se rapprochait sensiblement des murs de Leipzig. Il était environ trois heures et demie, lorsque l'Empereur ordonna la retraite. Elle se fit dans

le plus grand désordre par la faute du major général (Berthier) qui avait négligé de jeter plusieurs ponts sur l'Elster, afin de faciliter le passage des troupes, de l'artillerie et des bagages. Il en résulta que l'armée se retirant en éventail par toutes les portes de Leipzig, ses colonnes venaient aboutir à un seul défilé, qui était le pont de Lindenau. Là, il y avait un tel encombrement que, lorsqu'une voiture s'arrêtait, les soldats la jetaient à l'instant dans l'Elster pour se frayer un passage. En traversant Leipzig, nous trouvâmes les rues et les places encombrées d'une quantité innombrable de blessés, qui erraient comme des âmes en peine, ne sachant où s'abriter. Je remarquai parmi eux une figure qui faisait horreur; c'était celle d'un artificier, de grande taille, dont la figure avait été brûlée par l'explosion d'un caisson; sa figure était tellement enflée qu'elle avait le double du volume ordinaire; on ne lui voyait plus les yeux, et sa langue, horriblement gonflée et brûlée, lui sortait de trois pouces hors de la bouche; cet aspect était à la fois risible et effroyable.

L'Empereur mit pied à terre sur la grande place et monta au palais pour faire ses adieux à la famille royale de Saxe, pendant que le canon tonnait aux portes de Leipzig. Il y resta environ vingt minutes, qui parurent bien longues à tout son état-major; à chaque instant des officiers arrivaient du pont de Lindenau, s'écriant que si l'Empereur tardait encore d'un quart d'heure il ne pourrait plus passer, tant étaient grands l'encombrement et la confusion qui régnaient sur ce point. Enfin il arriva, monta à cheval et nous partîmes pour passer le pont de Lindenau. A son arrivée, la foule, malgré son empressement, s'écarta devant lui et lui livra passage, tant était grand le respect qu'il inspirait; mais le passage se referma presque aussitôt, en sorte que plusieurs officiers de sa maison eurent une peine infinie à le rejoindre; quelques-uns passèrent l'Elster

à la nage, et faillirent rester embourbés dans les marais.

Le défilé de Lindenau, qui a environ trois quarts de lieue, est une suite de ponts, jetés sur les nombreuses branches de l'Elster. Quand nous l'eûmes franchi, nous trouvâmes une plaine élevée, sur laquelle on avait planté, à droite et à gauche de la route, de longues perches, portant les numéros des différents corps d'armée, afin d'indiquer aux soldats isolés leurs points de réunion.

A peine avions-nous franchi le défilé qu'une forte détonation nous apprit que le pont de l'Elster à Leipzig venait de sauter. Personne ne s'y attendait, et l'on était parti de Leipzig avec l'espoir de conserver cet unique passage jusqu'au lendemain matin; mais il paraît que les officiers du génie, chargés de cette opération, s'effrayèrent en voyant arriver quelques fuyards qui affirmaient que l'ennemi était sur leurs talons; et sur ces récits exagérés, les ingénieurs, sans attendre d'ordre, mirent le feu à la mine et le pont sauta.

L'Empereur s'arrêta au bruit de l'explosion; il paraissait fort affecté et envoya quelques officiers en arrière pour lui apporter des nouvelles. Peu d'instants après, on vit arriver le maréchal Macdonald qui avait passé l'Elster à la nage. Il raconta à l'Empereur qu'au moment de l'explosion il tenait encore à la porte Halle, mais qu'alors les troupes s'étaient débandées en se précipitant vers le pont, et qu'entraîné par le mouvement, il était arrivé à l'Elster qu'il avait franchi à la nage.

Pendant que nous étions arrêtés là, le général Drouot m'envoya aux équipages, avec ordre de faire brûler sa calèche et tout ce qu'elle contenait, afin de ne pas embarrasser la marche de l'armée. Je crois que peu de généraux imitèrent cet exemple, surtout parmi les aides de camp de l'Empereur, qui, malgré leur bravoure personnelle, avaient des habitudes de luxe et de confort qui leur rendaient

leurs voitures de bagages indispensables. Cela a peu d'inconvénient lorsqu'on marche en avant, et qu'on a des succès, mais dans une retraite précipitée, ces bagages augmentent le désordre et ralentissent la marche des troupes. Cependant l'Empereur avait hâte d'arriver à Francfort, car il avait appris, sur le champ de bataille même de Leipzig, la défection de la Bavière et la marche d'une armée austro-bavaroise, commandée par le prince de Wrède, qui venait lui couper la route de Mayence.

Effectivement, après avoir traversé rapidement Erfurt et Gelmhausen, nous trouvâmes à peu de distance de Hanau la forêt de Lamboë, fortement occupée par l'infanterie ennemie, et il n'y avait pas d'autre route que celle qui traversait cette forêt. Un régiment de chasseurs vieille garde suffit néanmoins pour repousser les tirailleurs ennemis jusqu'à la lisière de la forêt; mais, arrivé là, on se trouvait en présence d'une formidable batterie de quarante bouches à feu, qui tirait constamment sur le point où la grande route débouchait dans la plaine. L'Empereur donna ordre au général Drouot de rassembler trente ou quarante pièces d'artillerie de la garde, afin de faire taire l'artillerie ennemie; mais il fallait prendre position, et il n'était pas facile de se déployer sous cette grêle de boulets et d'obus. Néanmoins le général Drouot y parvint et prit position sur la lisière de la forêt avec une merveilleuse rapidité; un quart d'heure lui suffit pour éteindre le feu de l'ennemi. Mais alors le prince de Wrède fit charger nos batteries, qui n'étaient soutenues par aucune infanterie; le général Drouot attendit la charge à petite portée de mitraille, et une salve générale de toute la batterie joncha, en un instant, d'hommes et de chevaux toute la ligne ennemie. Néanmoins, quand une charge de cavalerie est lancée, elle ne s'arrête pas, et les cavaliers ennemis qui suivaient, arrivèrent presque sur nos pièces; ce fut un moment critique;

le général Drouot, qui était à pied, avait tiré son épée, les canonniers s'étaient armés de refouloirs et de leviers de pointage; nous risquions de passer un fort mauvais quart d'heure.

Heureusement le général Nansouty avait tourné le bois derrière nous et déboucha sur notre droite, renversant tout ce qui se trouvait sur son passage; la cavalerie ennemie se replia plus vite qu'elle n'était venue, et nous fûmes ainsi délivrés. Sans perdre de temps, le général Drouot porta son artillerie en avant et acheva de balayer la plaine, secondant ainsi d'une manière puissante les progrès de notre gauche, dont je n'ai pas été témoin; la bataille de Hanau s'est bornée pour moi au rôle qu'y a joué le général Drouot.

Le résultat fut de forcer le maréchal de Wrède à rétrograder et à repasser le Mein sur le pont de Hanau. Cependant nous ne pûmes entrer dans cette ville pour y passer la nuit; l'arrière-garde du prince de Wrède en avait fermé les portes et s'y maintint jusqu'au jour; elle lança même quelques boulets dans le bivouac de l'Empereur, établi sur la lisière du bois.

Nous rentrâmes tard au quartier impérial, car le général Drouot ne quittait ses canonniers qu'après s'être assuré qu'il ne leur manquait rien. En arrivant, on dit au général Drouot que l'Empereur l'avait demandé deux fois; il se rendit sur-le-champ dans la tente impériale. Dès que l'Empereur le vit entrer, il s'avança gaiement vers lui et, lui prenant la tête entre les deux mains, il lui dit : « Eh bien, fameux canonnier, vous avez fait de bonne besogne aujourd'hui! » C'était de la part de l'Empereur une grande marque de satisfaction, et il en était fort avare. Je n'ai pas été témoin de ce fait; c'est M. de Turenne, grand maître de la garde-robe de l'Empereur, qui me l'a raconté; il me dit aussi qu'en entrant dans sa tente, après la bataille, l'Empereur lui avait dit : « Drouot a rendu de grands services

aujourd'hui; faites-le appeler; je veux lui dire que je suis content de lui. »

Après la bataille de Hanau, l'armée austro-bavaroise ayant repassé le Mein, et la grande armée des alliés ne mettant pas beaucoup d'ardeur dans sa poursuite, nous pûmes achever tranquillement notre mouvement de retraite sur Mayence, où l'Empereur fit son entrée le 2 décembre, ne ramenant guère plus de 70000 hommes.

Comme il arrive toujours, après une campagne malheureuse et une longue suite de fatigues et de privations, un grand nombre de soldats tombèrent malades du typhus, et les hôpitaux militaires furent bientôt encombrés.

Après avoir mis un peu d'ordre dans les débris de la Grande Armée et ordonné des mesures pour la défense des frontières du Rhin, l'Empereur quitta Mayence le 9 décembre pour retourner à Paris. Mon général le suivit, voyageant en poste dans sa calèche, avec moi et son secrétaire. Comme on ne pouvait tenir que deux dans cette calèche, le général Drouot imagina de nous faire courir la poste à franc étrier alternativement, son secrétaire et moi. Cet exercice violent n'était guère de mon goût, car j'étais épuisé par les fatigues de la campagne de Saxe, qui, comme je l'ai déjà dit, a été pour moi la plus pénible de toutes.

Enfin, le 11 décembre, nous arrivâmes à Paris, et j'eus le bonheur de revoir ma famille[1].

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre datée du 15 décembre 1813.

CAMPAGNE DE FRANCE[1]

1814

Lorsque l'Empereur quittait Paris pour se rendre à l'armée, personne ne savait d'avance ni le jour de son départ ni le lieu désigné pour le quartier impérial; les personnes les plus rapprochées de lui avaient soin de s'informer aux écuries du départ de ses chevaux de selle, et faisaient suivre une partie des leurs; mais tout cela se faisait avec mystère et avec la plus grande discrétion, en sorte que les pauvres aides de camp n'étaient avertis qu'au dernier moment et rejoignaient comme ils pouvaient. Quoique le général Drouot m'eût exempté de tout service pendant mon séjour à Paris, j'allais cependant tous les jours prendre ses ordres; le 25 janvier, il me dit : « L'Empereur part ce matin pour Châlons; je pars avec lui en poste; arrangez-vous pour me suivre. » Rentré chez moi, je fis partir mes deux chevaux avec mon domestique, et je me mis dans un *coucou* qui me conduisit jusqu'à Meaux. Je fis ainsi par voiture d'occasion les quarante lieues qui séparent Paris de Châlons, où je n'arrivai que le 27 au soir. Là, j'appris que l'Empereur et toute l'armée étaient partis pour Saint-Dizier, où l'on pen-

1. Dicté à Paris en 1834. (Voir l'*Avant-Propos*.) F. P.

sait qu'il y aurait une bataille. Comme les voituriers ne se souciaient pas d'aller dans cette direction, crainte de se trouver dans quelque bagarre, j'achetai un bidet de poste tout sellé et bridé, et je partis dans la direction de Saint-Dizier. Mais arrivé à Vitry, j'y trouvai l'ordre de ne plus correspondre avec Saint-Dizier, attendu que l'armée avait pris par la traverse et se dirigeait sur Brienne par Montierender. A la première poste après Vitry, le chemin se bifurquait, et je m'adressai au maître de poste qui, soit malice, soit malentendu, m'indiqua la route qui conduisait à Troyes; à deux lieues de là seulement, le maire d'un village m'engagea à rebrousser chemin si je voulais aller à Montierender, ce que je fis, tantôt à pied, tantôt à cheval, avec une pluie battante et dans la boue jusqu'à la cheville du pied. Je restai ainsi un jour et une nuit dans la traverse, et ne rejoignis le quartier impérial que le 30 janvier dans la matinée. Il y avait eu la veille une affaire très chaude à Brienne, et j'eus bien du regret de n'y avoir pas assisté[1].

Nous restâmes à Brienne jusqu'au 1er février; mais ce jour-là l'Empereur, informé que l'ennemi s'avançait en grande force dans la direction de Bar-sur-Aube à Brienne, résolut de lui livrer bataille dans un lieu appelé la Rothière, ayant sa droite appuyée à l'Aube, et sa gauche à un grand bois. Le combat, qui commença à une heure de la journée, se prolongea jusqu'à la nuit et ne fut pas heureux pour nous; l'ennemi, très supérieur en nombre et en artillerie, nous repoussa jusqu'à Brienne-la-Vieille; le général Drouot resta sur la route avec une batterie de douze pour protéger la retraite, et nous ne rentrâmes à Brienne qu'à neuf heures du soir.

Le lendemain, la retraite continua en descendant l'Aube, que nous passâmes au pont de Lesmont. L'Empereur

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre datée de Brienne, 31 janvier 1814.

coucha à Piney, et le lendemain, 3 février, il se porta sur Troyes, où nous restâmes jusqu'au 5. Là nous vîmes un matin arriver Rohan-Chabot, qui est aujourd'hui le prince de la Paix. Il était alors à l'état-major du prince de Neuchâtel. Il arriva avec une blouse de paysan, prétendant avoir été fait prisonnier au combat de la Rothière, et s'être sauvé avec beaucoup de peine des mains de l'ennemi à la faveur de son déguisement. Mon service m'ayant appelé deux fois à l'état-major du prince de Neuchâtel, j'y entendis des propos qui me firent juger qu'on n'y était pas fâché de voir arriver l'ennemi à Paris.

L'Empereur, ayant fait tâter l'ennemi en avant de Troyes, reconnut qu'il était en force comme sur l'autre rive de l'Aube; en même temps il reçut la nouvelle que l'armée de Silésie, commandée par Blücher, s'avançait rapidement sur la route de Châlons à Meaux, et avait déjà débordé sa gauche. Il se décida alors à se retirer sur Nogent, pour se porter de là par la traverse sur la route de Châlons. Le 5 au soir, je reçus l'ordre d'aller explorer la traverse qui conduit de Nogent à Montmirail par Villenauxe et Sézanne, et de revenir auprès de l'Empereur pour lui dire ce que j'aurais remarqué sur les mouvements de l'ennemi. En arrivant à Nogent, jallai voir le maréchal Marmont, qui s'y trouvait avec son corps d'armée; je lui fis part de ma mission, et lui demandai s'il avait quelque information à me faire connaître. Il me reçut avec cet air hautain et railleur qui lui était commun avec le maréchal Macdonald. Il me dit avec un demi-sourire : « Mon Dieu, vous verrez par vous-même; du reste, vous pourriez bien être pris par les Cosaques qui rôdent sur cette route. » Je lui dis : « Monsieur le maréchal, peu importe, j'ai ma mission à remplir; je vous prie seulement de me faire donner un guide. » Il me répondit : « Adressez-vous à la municipalité, » et me tourna le dos. Après avoir fait re-

poser mon cheval, je partis à la pointe du jour avec mon guide[1], qui n'alla pas loin et me quitta en me disant : « Vous voilà sur la route de Villenauxe; allez toujours tout droit. » Cette route était un bourbier dont on ne peut se faire d'idée; c'était une terre grasse et argileuse d'où mon cheval avait beaucoup de peine à se tirer. A cette époque, on ne s'était pas encore occupé des chemins vicinaux; ils étaient dans toute la France et même aux portes de Paris dans un état déplorable; plus j'avançais, moins je concevais comment l'artillerie pourrait passer par de tels chemins. Il est probable que l'ennemi l'avait jugé comme moi impraticable, car j'arrivai jusqu'à Sézanne sans avoir entendu parler même d'une reconnaissance de Cosaques. Je couchai à Sézanne, ne pouvant aller plus loin, et j'appris le lendemain en m'éveillant que le maréchal Marmont et tout son corps d'armée était déjà passé; l'Empereur était déjà annoncé, et ma mission étant devenue inutile, je rejoignis le quartier impérial.

Quand nous arrivâmes sur les hauteurs qui dominent la rivière appelée le Petit-Morin, le corps du maréchal Marmont était déjà aux prises avec l'ennemi. L'infanterie de la garde, avec ses hauts bonnets à poil, se mit en ligne et couronna les hauteurs; il fut aisé alors de voir l'effet que produisait sur l'ennemi cette apparition inattendue; on remarqua dans ses lignes de l'hésitation et du flottement. Cependant les dragons de la garde ayant passé la rivière sur notre droite, firent une charge à fond sur les bataillons ennemis, et quand nous arrivâmes sur la route de Châlons, nous apprîmes que le général russe Alsoufieff venait d'être pris avec tout son état-major, et sa division détruite; en sorte que le corps de Blücher se trouvait coupé en deux. Les soldats russes avaient jeté leurs armes

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre datée de Nogent-sur-Seine, 6 février 1814.

et s'étaient sauvés dans les bois. Les paysans leur firent une rude chasse; on voyait jusqu'à des gamins de douze ans, portant chacun deux fusils sur leurs épaules, faire marcher devant eux deux ou trois de ces gaillards, et les amenant en triomphe à l'Empereur. On fit de la sorte une grande quantité de prisonniers; mais comme l'ennemi occupait la route de Paris, on ne put les diriger tout de suite sur la capitale, en sorte que plusieurs s'échappèrent dans la nuit. Cette journée fut nommée le combat de Champaubert.

Le lendemain eut lieu celui de Montmirail, et ce dernier combat fut très sanglant; l'ennemi s'était retranché avec des troupes d'élite dans la grande ferme de la Haute-Épine; il fallait, pour l'emporter, faire avancer la garde. Je vis alors une chose qui me toucha et m'émut profondément : le vieux maréchal Lefèvre se mit à pied à la tête d'un bataillon de la vieille garde, pour le conduire à l'ennemi; il avait par-dessus son uniforme une petite redingote fauve avec un petit collet dit à la bavaroise; sa physionomie était grave et triste, et semblait déjà porter le deuil de toutes nos gloires passées, et je crois qu'il eût été bien aise de trouver la mort à l'attaque de la Haute-Épine. L'affaire fut chaude et meurtrière; plusieurs généraux de la garde y furent blessés, entre autres le général Michel, qui reçut une balle dans le bras. Quand j'entrai à la Haute-Épine, un chirurgien était occupé à extraire cette balle, et lui fit une large et profonde incision au bras; le bon général criait; plusieurs officiers étaient scandalisés de ses cris, mais j'avoue que je les trouvais tout naturels; cependant je m'en souvins dans une occasion qui ne tarda pas à se présenter.

L'ennemi s'étant retiré par sa gauche sur Château-Thierry, la route de Paris devint libre, et l'on put diriger sur la capitale le général Alsoufieff et tous les prisonniers, s'élevant à peu près à 5 000 hommes.

Le lendemain, l'armée se dirigea sur Château-Thierry, et eut affaire au corps d'York; elle n'eut pas de peine à lui faire repasser la Marne, mais elle ne put le suivre au delà, l'ennemi ayant établi de formidables batteries à droite et à gauche du pont, auquel il avait mis le feu. L'Empereur coucha au château de Nesle, et je reçus l'ordre du général Drouot de monter à cheval une heure avant le jour pour l'accompagner au pont de Château-Thierry, qu'il était chargé de faire réparer; après quoi, je fus me jeter sur la paille avec beaucoup d'autres officiers.

J'étais à côté d'un chef d'escadron nommé Richebé, aide de camp du duc de Trévise; il était fils d'un brasseur de Lille; c'était un garçon gai, jovial et toujours de bonne humeur; tout à coup, au milieu de la nuit, il me dit : « J'ai dans l'idée que je serai tué demain, » et effectivement, il fut tué; c'était la seconde fois que je voyais de tels pressentiments se réaliser.

Le lendemain, à l'heure dite, je fus rejoindre le général Drouot, et nous descendîmes au faubourg de Château-Thierry. Nous trouvâmes la grande rue déserte; la troupe s'était mise à l'abri dans les maisons, étant fort incommodée par le feu des tirailleurs ennemis qui garnissaient la rive opposée. Le général prit avec lui un officier de pontonniers, et nous descendîmes tous les trois la première arche du pont, pour voir s'il y avait moyen de le rétablir. Malgré l'obscurité, et quoique nous parlassions bas, la Marne est si peu large en cet endroit que les tirailleurs ennemis s'aperçurent de notre présence et nous envoyèrent au hasard quelques balles, qui heureusement ne nous firent aucun mal. Nous montâmes ensuite sur la berge et prîmes sur la droite en nous glissant le long des maisons, cherchant toujours à reconnaître dans quel état était le pont et ce qui serait nécessaire pour le raccommoder. Quelques minutes après, nous nous arrêtâmes pour

nous faire part de nos mutuelles observations; mais à peine avions-nous échangé quelques paroles que les tirailleurs ennemis, guidés par nos voix, nous envoyèrent une grêle de balles. En ce moment, je sentis mes deux jambes comme traversées par un glaçon; je me baissai pour tâter ma jambe droite; je portais alors de grandes bottes de cavalerie en cuir fort, qu'on appelait tuyaux de poêle, et je reconnus que les deux bottes avaient été percées de part en part par une balle. Je ne souffrais pas du tout, mais il me parut indécent de rester debout étant blessé aux deux jambes; je m'assis à terre en disant à mon général : « Je crois que je suis blessé. » Aidé de l'officier de pontonniers, il me transporta dans une petite masure dont la porte était ouverte; il envoya ensuite l'officier chercher des hommes pour me transporter. Quant à lui, il se mit devant la porte, les bras croisés, regardant toujours le pont, et offrant un point de mire aux tirailleurs, car le jour commençait à paraître. Cette bravade me parut singulière, et aujourd'hui encore je ne me l'explique pas, à moins de penser que, comme tant d'autres, il n'ait cherché la mort en présence des désastres inévitables de notre chère patrie.

Bientôt après, l'officier revint avec un canonnier, qui me prit sur ses épaules et me porta dans une auberge du faubourg qui servait d'ambulance; je fus placé dans une chambre à deux lits dont l'un était déjà occupé par un officier russe blessé; on me déshabilla, on coupa mes bottes, et l'on me coucha dans l'autre lit. Un petit chirurgien vint ensuite panser mes blessures, mais sans les sonder; il y mit simplement un peu de charpie qu'il assujettit par des bandes. Je dormis tranquillement toute la nuit; mais le lendemain de bonne heure, je fus éveillé par le bruit des troupes qui traversaient le faubourg pour se porter de l'autre côté de la Marne, ce qui me fit juger que l'ennemi

avait été entièrement chassé de Château-Thierry, et le pont rétabli dans la journée précédente. Vers le soir, le secrétaire du général Drouot vint me voir, amenant avec lui M. Yvan, chirurgien de l'Empereur. Il leva l'appareil provisoire et trouva les quatre plaies un peu enflammées; j'avais aussi un commencement de fièvre de suppuration. M. Yvan me dit qu'il fallait débrider les plaies, afin de donner passage aux corps étrangers, tels que fragments de cuir et de drap qui y étaient probablement restés; il me demanda si je voulais me soumettre à cette opération un peu douloureuse. Je lui dis de la faire puisqu'il le jugeait nécessaire. Il prit alors son bistouri et me fit à la première plaie deux incisions, une en haut et une en bas, qui me causèrent une très vive douleur, à cause de l'inflammation des chairs; cela fut répété pour les trois autres plaies. J'avais bien envie de crier, mais je me rappelai le général Michel et me contentai de mordre les manches de ma chemise. Quand ce fut fini, la servante d'auberge, qui était présente, s'écria les larmes aux yeux : « Ah! le pauvre cher homme! il n'a pas soufflé mot; on voit bien que c'est un Français! Si vous aviez entendu ce Cosaque-là (désignant l'officier russe) quand le chirurgien l'a pansé, il gueulait à faire trembler la maison. »

Vers le soir, le quartier impérial était établi à Château-Thierry; je fus transporté dans l'auberge où le général Drouot était logé; on me coucha dans un lit bien douillet avec des draps blancs; quand j'y fus bien établi, je m'écriai : « Je me trouve dans le paradis! » ce qui fit rire deux ou trois de mes camarades qui se trouvaient dans la chambre. Ils s'approchèrent du lit et me demandèrent si je souffrais. Je répondis : « Pas du tout; mais j'aimerais mieux être à Paris qu'ici, car s'il arrivait quelque bagarre je ne saurais comment m'en tirer, n'étant pas en état de monter à cheval. »

Les ponts de Château-Thierry ayant été rétablis, le duc de Trévise fut envoyé au delà de la ville à la poursuite du général York; mais, le lendemain, l'Empereur, ayant été informé que l'ennemi avait reparu vers Montmirail venant d'Étanges, fit rétrograder toute l'armée par le chemin qu'elle avait fait deux jours auparavant.

Je ne dirai rien de l'affaire qui s'ensuivit et qu'on appelle le combat de Vauchamps, puisque je n'en fus pas témoin; je sais seulement qu'elle fut très glorieuse pour nos armes et particulièrement pour le général Drouot. Son service était tellement actif que je ne le vis point à Château-Thierry; mais il envoyait souvent son secrétaire pour avoir de mes nouvelles.

Le 15, ne voyant plus personne et apprenant par les gens de l'auberge que le duc de Trévise repassait les ponts pour rejoindre l'Empereur, je commençai à m'inquiéter, prévoyant que l'ennemi ne tarderait pas à rentrer à Château-Thierry. Je fis demander s'il y avait des moyens de transport pour les blessés; on me répondit qu'il n'y en avait pas, toutes les voitures d'ambulance ayant été employées, dès le 13, à évacuer sur Meaux les blessés du combat de Château-Thierry, mais qu'on pouvait se servir pour cet usage des voitures de bagages qui suivaient l'armée. Je me fis habiller à la hâte et me fis porter dans la cour de l'auberge, où se trouvait une petite charrette portant la batterie de cuisine du général V... On y jeta quelques poignées de foin, et on m'établit là-dessus; il est à noter que je n'avais pas de souliers. Quelque mauvais que fût cet équipage, je me trouvai fort heureux de l'avoir.

Quand nous eûmes rejoint la grande route, du côté de Champaubert, nous tournâmes à gauche pour suivre le mouvement de l'armée, tournant ainsi le dos à Paris. A peine avions nous fait une demi-lieue dans cette direction que le général V... vint à passer à la tête de son état-major; il

s'arrêta en voyant sa petite charrette, et, s'adressant à son cuisinier qui était assis à côté de moi, il l'interpella, disant : « Qu'est-ce que c'est que cet homme-là? — Mon général, c'est un officier blessé. — Qu'on le mette à terre, ma voiture n'est pas une ambulance. » Il fit signe à deux de ses ordonnances, qui mirent pied à terre, m'enlevèrent dans leurs bras et me déposèrent sur la route, au pied d'un arbre. Je laissai faire sans dire un mot, après quoi, le général V... partit au galop, suivi de sa batterie de cuisine.

Au fond je n'étais pas très fâché de la dureté d'âme de ce général; je pensai que tôt ou tard il passerait bien quelque voiture allant dans la direction de Meaux, et que j'y pourrais trouver place.

Je restai à peu près une heure et demie à attendre, et je commençais à souffrir du froid aux pieds et aux jambes. Tout à coup j'aperçus la calèche du général Drouot, qui se dirigeait de mon côté; elle s'arrêta, et le secrétaire du général en descendit; il me dit que mon général, apprenant que Château-Thierry allait être évacué, l'avait envoyé pour me prendre et me conduire jusqu'à Meaux, où la calèche devait rester; mais le secrétaire devait me conduire jusqu'à Paris en prenant quelque autre moyen de transport.

Arrivés à Meaux, nous ne trouvâmes que des coucous, espèce de voitures très dures et fort incommodes; mes jambes commençaient à me faire souffrir, et, pour les tenir dans une position horizontale, on bourra de foin tout le devant de la voiture. Il y a dix lieues de Meaux à Paris, et nous fîmes ce trajet en six heures, pendant lesquelles les cahots de la voiture me firent beaucoup souffrir. En arrivant à la barrière, qu'on avait palissadée, le cocher, ayant mal pris ses mesures, heurta violemment contre une palissade, ce qui me fit jeter les hauts cris et jurer comme un païen. Enfin nous arrivâmes vers huit heures à l'hôtel

Lariboisière, où je fus reçu comme l'enfant de la maison; on m'y attendait, et tout était préparé pour me recevoir; je fus placé dans une belle chambre qui sert aujourd'hui de petit salon; Honoré me donna un de ses domestiques pour me servir tout le temps que je resterais à l'hôtel, et ne me quitta qu'après m'avoir vu couché dans un bon lit et disposé à dormir.

J'avais, en effet, bien besoin de repos, mais les douleurs que j'éprouvais me tinrent éveillé une grande partie de la nuit. Le lendemain, la bonne Mme de Lariboisière vint s'établir dans ma chambre pour me soigner et me veiller comme aurait pu le faire une sœur de charité; ensuite vint le docteur Jouan, chirurgien ordinaire de l'Empereur, qui était chargé de ma cure. Il leva l'appareil, qui n'avait pas été renouvelé depuis quarante-huit heures, et trouva les plaies en fort mauvais état; les bords en étaient violets, roides et gonflés, et la suppuration ne pouvait se faire, sans doute par suite du froid que j'avais éprouvé. Il s'efforça d'y porter remède au moyen d'opérations et de pansements qui me firent beaucoup souffrir; mais au bout de dix à douze jours, une de mes jambes commença à devenir très douloureuse et gonflée, tandis que l'autre conservait sa forme naturelle; en peu de temps elle devint dure comme du marbre et si douloureuse que je ne pouvais même plus supporter la pression du drap de lit et des couvertures; il fallait faire un appareil avec des cerceaux destinés à soutenir le drap et à préserver ma jambe de tout contact; on l'arrosa de baume tranquille; mais le mal ne diminuait pas, et, au bout de deux jours, le docteur Jouan fit venir un de ses confrères pour consulter. Celui-ci fut d'avis de me couper la jambe, disant qu'il était à craindre que la gangrène ne s'y mît. Le docteur Jouan me demanda si je voulais me soumettre à cette opération; je dis que s'il le fallait absolument je m'y soumettrais, mais que ce ne serait qu'avec une

extrême répugnance, et que je ne voyais pas d'inconvénient à attendre encore quelques jours. Le docteur Jouan me donna raison et dit à son confrère : « Il est bien jeune, il a une chair saine et dans ces conditions la nature a encore bien des ressources. J'espère que nous lui conserverons sa jambe. » Effectivement, quelques jours après, la sensibilité diminua ainsi que l'enflure, et peu à peu la suppuration s'établit, et les plaies prirent un bon aspect; le bon docteur s'en réjouit sincèrement et me répétait souvent : « Vous voyez bien que j'avais raison; j'étais sûr que votre bonne constitution triompherait; » cependant il en avait douté, mais il ne s'en souvenait plus.

Ma guérison marchait lentement, et je crois que les émotions pénibles que me causaient les nouvelles de l'armée en retardaient le progrès. Malgré mes souffrances, j'écrivais souvent au général Drouot, et je suivais avec anxiété les opérations de l'armée. Ce bon général, qui n'avait de repos ni jour ni nuit, trouvait pourtant le temps de me répondre, et cette circonstance seule peut donner une idée de la sérénité de son âme au milieu des désastres de cette époque.

Le 11 avril, nous apprîmes que l'ennemi était sous les murs de Paris, et que l'Empereur se retirait sur Fontainebleau, abandonnant la défense de la capitale aux corps, bien réduits, des ducs de Trévise et de Raguse et à la garde nationale.

Le 12, après une vigoureuse mais inutile résistance, les troupes rentrèrent dans Paris, et l'ennemi, ayant porté quelque pièces d'artillerie sur les hauteurs de Belleville, commença à lancer quelques boulets dans Paris. Il en tomba deux ou trois près de l'hôtel Lariboisière, et l'on songea à me transporter dans le faubourg Saint-Germain; vers le soir, on fit avancer un fiacre dans lequel on me porta, enveloppé dans une couverture; mais, comme j'al-

lais partir, on annonça que la ville avait capitulé, et que les états-majors de l'armée ennemie entreraient le même soir dans Paris.

Mme de Lariboisière reçut un billet de logement pour un général autrichien et dix-neuf personnes, tant aides de camp que domestiques et ordonnances; il fallut donc songer à me faire quitter la chambre que j'occupais. Je fus encore une fois enveloppé dans un drap et transporté dans l'étage souterrain qui du côté du jardin était au rez-de-chaussée, mais au nord. Comme je traversais une chambre, porté dans les bras du domestique, un officier autrichien qui entrait s'approcha de moi d'un air satisfait qui voulait grimacer la pitié, et me dit: « Vous êtes blessé, Monsieur? » Je fermai les yeux sans lui répondre. Grâce à mes blessures, ce fut le seul Autrichien que je vis dans Paris.

Malgré l'embarras et l'occupation causés par la présence de ces étrangers, la bonne Mme de Lariboisière trouva toujours moyen de venir passer chaque jour deux ou trois heures près de mon lit. Elle y recevait même les personnes qui venaient la voir, ce qui m'exposait souvent à entendre des choses fort déplaisantes, car Mme de Lariboisière comptait dans sa famille et dans ses nobles amis de la Bretagne bon nombre de royalistes et même d'anciens chouans. Lorsque le roi Louis XVIII eut fait son entrée dans Paris, il vint un de ces anciens chouans, qui était son cousin. C'était une véritable caricature. Selon le costume adopté par son roi, il portait un frac bleu à boutons de métal, avec de longues épaulettes; il était frisé et poudré à l'ancienne mode, et tenait à la main un petit tricorne sur lequel s'étalait une énorme cocarde blanche. Il s'établit au coin du feu et là, sans le moindre égard pour la veuve d'un général qui avait été un des plus hauts dignitaires de l'armée impériale, il commença à exhaler la joie que lui causait le retour de ses princes légitimes, le tout accompagné d'in-

jures contre l'Empereur, son système et les brigands de la Loire, c'est-à-dire l'armée française. Il disait entre autres : « Il n'y a jamais eu en France qu'un roi et un drapeau; le drapeau tricolore et l'usurpateur ne sont qu'un mauvais rêve, et l'Empire a été un véritable carnaval. »

Il continua sur ce ton pendant quelques minutes, lorsque je l'interrompis brusquement, ne pouvant maîtriser mon indignation. « Mais, Monsieur, lui dis-je, vous oubliez donc que vous parlez à la veuve d'un des plus illustres généraux de l'Empire, dont je m'honore d'avoir été l'aide de camp? Et quant à vos Bourbons, qui est-ce qui les connaît aujourd'hui en France? quelques vieux royalistes, et c'est tout; quant à l'immense majorité des Français, ils ignoraient jusqu'à leur existence et leur nom. Vous dites qu'ils viennent faire le bonheur de la France, mais la France ne peut pas être heureuse dans l'humiliation, et c'en est une grande pour elle d'être gouvernée par des princes avilis par les aumônes de l'étranger et ramenés par lui en France. Vous pouvez être sûr que des princes imposés par la force à la nation française n'y prendront jamais racine, et que dès que les armées ennemies auront quitté le sol français, les Bourbons seront chassés. »

Je lui dis encore beaucoup d'autres choses du même genre avec cette énergie et cette exaltation nerveuse que donne parfois la maladie. Je n'avais pas fini ma tirade lorsque ce monsieur se leva et sortit de la chambre sans rien dire. Quand il fut parti, je demandai pardon à Mme de Lariboisière de mon emportement, et la priai de ne pas m'en vouloir d'avoir été si peu maître de moi. Elle me dit : « Bien loin d'être fâchée, je vous approuve fort; vous m'avez délivrée pour quelque temps d'une fâcheuse visite. Je voudrais bien qu'il en fût de même de beaucoup de gens qui semblent ne venir chez moi que pour m'insulter. »

Deux jours après l'entrée des alliés à Paris, je reçus du

général Drouot une lettre, datée de Fontainebleau, qui m'annonçait son prochain départ pour l'île d'Elbe où il accompagnait l'Empereur. Je lui répondis sur-le-champ pour lui proposer d'aller le rejoindre dès que mes blessures seraient guéries. Voici la réponse qu'il me fit :

« *Fontainebleau, 17 avril 1814.* — Mon cher Planat, je viens de recevoir vos deux lettres du 15; celle du 12 ne m'est pas parvenue. Je suis vraiment touché de la proposition que vous me faites de venir avec moi; je l'accepte avec reconnaissance. J'en ai parlé à l'Empereur. Mais avant de vous mettre en route, il sera nécessaire : 1° que votre guérison soit complète; que vous me rejoigniez deux mois plus tôt ou plus tard, cela ne fait rien; l'essentiel est de vous guérir; 2° que vous attendiez d'avoir reçu de mes nouvelles. Je vous écrirai dès mon arrivée, et si j'entrevoyais que ce voyage ne dût vous procurer que des désagréments sans avantage, je vous engagerais à rester à Paris. »

Vers la fin du mois d'avril, mes blessures étaient presque fermées; je pus sortir de mon lit et m'établir sur un fauteuil près de la fenêtre qui donnait sur le jardin. Le domestique qui me soignait, le même qui avait fait avec nous la campagne de Russie, me portait de mon lit sur ce siège; il m'y laissait pendant deux ou trois heures seul, après quoi, il venait me reprendre et me recoucher. Un jour, pendant son absence, j'essayai de me lever; mais à peine debout, je sentis un tiraillement douloureux dans les deux jambes, et, perdant l'équilibre, je tombai tout de mon long sur le parquet, renversant une table et une carafe pleine qui reposait sur le marbre. Je restai assis trois quarts d'heure sur le parquet, sans pouvoir me relever et mouillé par le liquide répandu par terre. Joseph vint enfin me délivrer, et je me promis bien de ne plus recommencer cet essai de mes forces, sans un aide. Cependant l'humidité de la chambre que j'habitais et son exposition au nord empêchaient

mes plaies de se cicatriser; il s'y formait des excroissances fongueuses que le chirurgien brûlait tous les jours avec la pierre infernale. A la fin, il me demanda si je ne pouvais pas aller à la campagne, ajoutant que le soleil et l'air suffiraient pour compléter ma guérison. Je n'avais d'autre parti à prendre que d'aller chez ma sœur Henriette à Noisy-le-Sec, dont mon beau-frère était maire; mais j'y répugnais, sachant que les troupes alliées étaient cantonnées dans tous les villages de la banlieue. Cependant, sur les instances de ma sœur, je pris mon parti et quittai l'hôtel Lariboisière le 1er mai, après avoir pris un tendre congé de ma bonne et généreuse garde-malade et de son fils.

Il n'y avait à Noisy qu'une demi-compagnie d'infanterie russe, commandée par un officier très poli et parlant fort bien le français, ce qui ne m'empêcha pas d'être fort irrité de sa présence. Au bout de huit jours, il partit, et depuis lors je ne vis plus aucun militaire de l'armée des alliés à Noisy.

Ainsi que le bon docteur Jouan me l'avait prédit, l'air de la campagne compléta très vite ma guérison; cependant je fus encore longtemps obligé de faire usage de béquilles, et je ne les quittai tout à fait qu'à la fin de juillet pour prendre des bas de peau lacés, que je conservai pendant plusieurs mois[1].

D'après le désir de Lariboisière, je continuai, en retournant à Paris à la fin de juillet, à occuper la chambre basse où j'avais si longtemps souffert; mais je n'y étais que pour coucher, étant occupé tout le reste du jour chez le général Evain, chef de la division d'artillerie au ministère de la guerre. A la sollicitation de Mme de Lariboisière, ce général m'avait fait entrer, un peu à contre-cœur, dans les bureaux de l'artillerie, avec le traitement attaché à mon

1. Voir le volume de la *Correspondance intime*. Lettre datée de Noisy-le-Sec, 19 mai 1814.

grade. Cela me venait fort à propos, car ma bourse était presque à sec et mes deux jeunes frères m'occasionnaient des dépenses assez considérables pour l'état actuel de ma fortune. Le général Evain était un grand travailleur, mais taciturne et bourru; sa haute capacité était appréciée par les ministres de la Restauration comme elle l'avait été par ceux de l'Empire; il était donc fort bien en cour, et c'est pour cette raison qu'il répugnait un peu à me prendre près de lui.

C'est ici le lieu de dire pourquoi je pris ce parti au lieu de rejoindre mon général à l'île d'Elbe.

Je n'avais pas cessé d'entretenir une correspondance active avec le général Drouot; mais dès son arrivée à Porto-Ferrajo, il m'écrivit pour m'engager à rester en France, et cette recommandation reparut dans toutes ses lettres suivantes. Voici, du reste, toutes celles qu'il m'écrivit de l'île d'Elbe; je crois utile de les faire connaître, parce qu'elles mettent en lumière plus que toutes les phrases du monde le caractère du général Drouot, cette modestie, cette absence de toute ambition vulgaire, cette simplicité de cœur qui, à mes yeux, le placent au-dessus de presque tous les chefs militaires que j'ai connus.

F éjus, 27 avril 1814. — Mon cher Planat, je vous écris à la hâte pour vous prévenir de notre heureuse arrivée ici. Dans une heure, je serai embarqué et j'irai à ma nouvelle destination; j'ai le cœur bien gros au moment de quitter cette chère France. Ne prenez point de décision de départ que vous n'ayez reçu de nos nouvelles de l'île d'Elbe.

Porto-Ferrajo, 5 mai. — Je suis arrivé ici après cinq jours de navigation fort pénible.

Je prends possession de la solitude à laquelle je me suis résigné. J'ai reçu l'ordre de prendre le gouvernement de l'île; je l'ai accepté, à condition de ne le conserver que pendant une quinzaine jusqu'à l'arrivée des troupes de la garde qui viennent de France; je veux vivre ici libre, sans affaires, sans emploi; la lecture fera ma principale et ma plus chère occupation. Je vous engage, mon cher Planat, à

vivre heureux dans le sein de notre chère patrie; c'est là seulement qu'on peut espérer de trouver le bonheur.

18 mai. — Mon cher Planat, je profite de toutes les occasions pour vous donner de mes nouvelles: j'attends les vôtres avec impatience et serai parfaitement heureux quand vous m'aurez dit un mot de vous et de Mme de Lariboisière. Êtes-vous bien guéri, mon cher Planat? Je désire vivement en avoir bientôt l'assurance. Je vous ai engagé dans mes précédentes à servir dans notre chère patrie si votre blessure vous permet de continuer à servir. Je vais être sous peu de jours libre de toute fonction. Je me livrerai entièrement à l'étude, qui me donne un plaisir inexprimable. Après vingt-deux ans de fatigues et de dangers, combien il est doux de se livrer à ses occupations chéries. Lorsque vous me reverrez à Paris, je serai, j'espère, beaucoup moins ignorant que vous ne m'avez vu.

26 mai. — Je me plairai dans l'île d'Elbe aussitôt que j'y vivrai en particulier; j'ai demandé à n'avoir ici ni emploi ni traitement quelconque; tout le temps de mon exil, je le donnerai à l'étude. Vous devez avoir reçu plusieurs lettres de moi. Je vous ai engagé à ne point quitter la France; je vous renouvelle la même recommandation.

12 août. — Je vous recommande un peu mes petits intérêts; je pense que vous avez fait vendre tous mes chevaux et tous mes harnais. Si ces derniers ne sont pas vendus, je conserverais volontiers une selle complète, avec housse, chaperons, bride. Si ma calèche n'est pas vendue, je la conserverais aussi avec plaisir.

Je me plais toujours beaucoup à l'île d'Elbe; j'y suis parfaitement heureux, je m'y porte on ne peut mieux. Cela n'empêche pas que je ne me fasse une fête d'aller vous embrasser cet hiver, et de revoir le sol de notre chère France. Lorsque pendant vingt-deux ans on a versé son sang pour son pays, lorsqu'on lui a fait les plus grands sacrifices, il est impossible de ne pas le regretter et désirer de le revoir.

4 février 1815. — Mon cher Planat, j'ai reçu avant-hier vos deux lettres des 12 octobre et 29 novembre. Elles m'ont fait le plus grand plaisir; je ne savais à quoi attribuer votre silence et j'en éprouvais un grand chagrin. Je vois que plusieurs de mes lettres s'égarent et que je ne reçois pas toutes celles que vous m'envoyez. Celles que j'ai reçues de vous depuis le 1er juillet sont datées des 9 et 30 juillet, 27 septembre, 13 octobre et 29 novembre[1]. J'apprends avec joie que votre rétablissement est complet; c'est la plus heureuse nouvelle que vous puissiez me donner; j'ai toujours craint que vous ne fussiez estropié de vos blessures. Je vois aussi avec plaisir que vous êtes employé près

1. Aucune de ces lettres, qui avaient été communiquées à l'Empereur et eurent une grande influence sur le sort de L. Planat, n'a pu être retrouvée, le général Drouot ayant brûlé avant sa mort tous ses papiers. F. P.

du général Evain; l'ancienne amitié qui me lie à lui m'est garant qu'il cherchera à rendre votre service et votre position les plus agréables possibles. Je vous remercie des vœux que vous faites pour me revoir parmi vous; je ne puis savoir si j'aurai jamais ce bonheur-là. Ce qui doit vous consoler dans ma position actuelle c'est que je suis parfaitement heureux; qu'il ne m'est pas arrivé une seule fois de regretter le parti que j'ai pris; que si c'était à recommencer, j'agirais comme j'ai fait. Je ne prévois plus pour moi des plaisirs bien vifs, mais je vivrai toujours dans le calme et la tranquillité de l'âme. Je trouverai de grandes consolations dans les regrets de mes amis; l'étude est pour moi d'une grande ressource. Votre ami pour la vie.

DROUOT.

On voit par ces lettres que le général Drouot parle souvent du bonheur dont il jouit à l'île d'Elbe, et pourtant j'ai su, de bonne part, qu'il y avait été souvent en butte à des tracasseries qu'il supportait sans se plaindre, et dont les motifs étaient tellement au-dessous de lui qu'il ne s'en mit jamais en peine. On craignit qu'il ne prît trop d'ascendant sur l'esprit de l'Empereur, qu'il ne devînt le confident de toutes ses pensées; de là les petites jalousies, les suppositions, les mauvais propos, en un mot toutes les misères d'une petite cour. C'est sans doute pour se soustraire à ces ennuis que le général avait pris la résolution de vivre dans la solitude, et de s'adonner uniquement à l'étude, qui d'ailleurs était sa passion dominante.

Malgré les recommandations réitérées du général Drouot, j'aurais peut-être dû insister pour le rejoindre à l'île d'Elbe; mais il m'avait fait espérer qu'il viendrait à Paris et, pour être tout à fait sincère, je dois dire aussi que je me trouvais si bien à Paris, après dix ans d'une vie si tourmentée, qu'il ne fallait pas beaucoup d'efforts pour m'engager à y rester. J'étais suffisamment occupé, j'avais quelques amis sincères et les relations de famille les plus douces; j'avais enfin l'existence que j'avais vainement désirée toute ma vie. Je me rappelle qu'à l'âge de dix-huit

ans, mon père m'écrivit une fois pour me reprocher ces dispositions et ce qu'il appelait un goût prématuré pour la vie tranquille.

Le général Evain se montrait satisfait de la manière dont je m'acquittais de divers travaux dont je fus chargé dans les bureaux de la guerre, et, vers la fin de l'année 1814, il me fit nommer à l'emploi de son aide de camp, ce qui diminua un peu la gêne où je me trouvais.

LE RETOUR DE L'ILE D'ELBE[1]

1815

Ne voulant plus être à charge à Lariboisière, je quittai le logement qu'il m'avait laissé dans son hôtel au commencement de 1815, et vins m'établir avec Résigny dans un petit logement à l'entresol, sur le quai Voltaire; j'y trouvais l'avantage de me rapprocher du ministère et de me loger à peu de frais.

C'est là que nous reçûmes la nouvelle du débarquement de l'Empereur à Fréjus. Il m'est impossible de rendre l'espèce de commotion électrique dont fut frappée la population parisienne à cette nouvelle inattendue. Les Bourbons, sous l'influence de l'émigration et du parti prêtre, avaient commis tant de sottises et de vexations, qu'ils s'étaient aliéné toute cette population; le souvenir des gloires de l'Empire, comparé à l'état d'abjection qui lui avait succédé, se réveilla dans tous les cœurs avec une force et une violence incroyables. Personne ne doutait du succès de cette entreprise hardie, si ce n'est quelques royalistes bien encroûtés; quant aux transfuges, ils ne se faisaient aucune illusion à cet égard.

1. Dicté en 1854 (voir l'*Avant-propos*). F. P.

Je n'ai pas besoin de dire que cette nouvelle nous combla de joie et d'espérance. En me rappelant quelques phrases de ses lettres, je me persuadai que le général Drouot avait voulu m'indiquer le projet de l'Empereur et qu'il en était instruit depuis longtemps; mais à notre première entrevue il m'assura qu'il n'en avait rien su qu'au dernier moment, et qu'il avait même émis un avis contraire.

J'avais entretenu pendant l'hiver des relations constantes avec les officiers les plus dévoués à la cause de l'Empereur, et principalement avec le général Flahaut, les colonels Briqueville, Gourgaud, Duhamel, sans parler de Résigny, avec lequel je logeais. Il est vrai que la conduite de Gourgaud à Fontainebleau, et puis à Paris, nous avait d'abord éloignés de lui. Il devait partir avec l'Empereur pour l'île d'Elbe, et protestait dans les termes les plus chaleureux de son dévouement pour lui; mais la veille du départ, il demanda la permission d'aller embrasser sa mère et lui faire ses adieux. Il alla, mais il ne revint pas.

Le 19 mars au soir, on apprit que l'Empereur approchait et que la famille royale s'apprêtait à quitter Paris. Nous nous mîmes en campagne, Résigny, Briqueville et moi, pour nous entendre avec les officiers dévoués à la cause de l'Empereur sur ce qu'il y avait à faire le lendemain. Je fus chez le général Flahaut, que je trouvai se promenant dans son jardin; je lui dis que nous allions rejoindre l'Empereur et lui demandai s'il voulait se joindre à nous. A mon grand étonnement, il refusa, tout en protestant de son dévouement à l'Empereur, mais en même temps de son horreur pour les discordes civiles. Je n'insistai point et me hâtai de le quitter.

Le lendemain, nous étant procuré des chevaux et ayant revêtu nos uniformes, nous nous rendîmes, Résigny, Briqueville et moi, chez Gourgaud, ne doutant pas qu'il ne fût prêt à se joindre à nous. Nous le trouvâmes couché, se

disant très malade, et ayant un grand bol de médecine sur sa table de nuit. Il nous dit, d'un ton languissant, « qu'il avait une inflammation d'entrailles, qu'il enviait notre sort et se trouvait bien malheureux d'être hors d'état de témoigner son dévouement à l'Empereur. »

Là-dessus, nous nous acheminâmes vers la route de Fontainebleau. Nous trouvâmes partout les rues remplies par une foule agitée, émue et joyeuse. De temps en temps des cris de : *Vive l'Empereur!* se faisaient entendre, et la police ne cherchait pas à les réprimer. Quand nous fûmes hors de la barrière, nous arborâmes nos cocardes tricolores, et continuâmes notre route sans encombre. Arrivés sur le plateau de Villejuif, nous trouvâmes un régiment d'infanterie en bataille; le colonel s'avança vers nous et nous demanda où nous allions. Briqueville lui répondit, d'une voix forte : « Nous allons rejoindre l'Empereur. Voici MM. Planat et Résigny, officiers de son état-major, et moi, je suis le colonel Briqueville. » Il n'avait pas achevé que tout le régiment se débandait et nous entourait en criant : *Vive l'Empereur!* Nous leur dîmes : « Mes amis, restez à vos rangs. L'Empereur va venir, mais jusque-là il faut obéir à vos chefs. » Les soldats reprirent leurs rangs et nous poursuivîmes notre chemin, sans que le colonel fît rien pour nous en empêcher.

Entre Villejuif et la Courneuve, nous rencontrâmes les voitures de l'Empereur, précédées d'un piquet de lanciers. Je ne puis dire tout ce que j'éprouvais en ce moment, surtout lorsque le général Drouot, m'ayant aperçu, me tendit la main hors de la voiture. J'étais tellement ému et bouleversé que je me sentais suffoqué et prêt à m'évanouir.

Cependant je fus bien surpris de voir le général Flahaut à cheval auprès de la voiture de l'Empereur. Depuis notre entrevue, il avait reçu des avis de Fontainebleau, et avait

acquis la certitude que l'entrée de l'Empereur à Paris n'éprouverait aucun obstacle.

Nous suivîmes le cortège impérial. Nous étions persuadés qu'il allait traverser Paris par le pont d'Austerlitz et les boulevards, où une foule immense et impatiente attendait l'Empereur. Mais la vieille police de l'Empire avait déjà recommencé ses manœuvres accoutumées, et persuadé au grand maréchal et aux autres grands personnages qui entouraient l'Empereur que S. M. courrait de grands dangers en suivant cette voie. En conséquence, arrivé à la barrière, le cortège suivit les boulevards extérieurs, et entra dans Paris par la barrière du Mont-Parnasse, se dirigeant par le boulevard des Invalides, le pont de la Concorde et le quai des Tuileries. Le trajet avait été long, et il était nuit close lorsque la voiture de l'Empereur entra dans la cour des Tuileries par le guichet du bord de l'eau.

Il ne s'y trouva pas beaucoup de monde. Ainsi que je l'ai dit, la foule était ailleurs. Néanmoins les cris de : *Vive l'Empereur!* partis simultanément de quatre ou cinq cents poitrines, étaient si énergiques qu'on en était assourdi. Mais sur le perron et dans le vestibule se trouvaient au moins trois cents officiers en demi-solde, dont les clameurs non moins bruyantes eurent un caractère particulier. C'étaient des phrases entrecoupées, des sanglots, des vociférations contre les Bourbons, mêlés au cri de : *Vive l'Empereur!* A la descente de voiture, l'Empereur fut saisi par plusieurs officiers qui le portèrent dans leurs bras, au travers de mille cris, jusqu'au haut de l'escalier; là, ils le déposèrent à terre, et le laissèrent entrer dans ses appartements sans y entrer eux-mêmes. Ils s'éloignèrent en se livrant aux transports de leur joie.

Nous entrâmes dans les salons d'attente et y restâmes jusqu'à minuit. J'eus à peine le temps d'échanger quelques paroles avec le général Drouot, tant il était entouré et

pressé par ses anciens camarades; il me dit seulement de venir le trouver dans son ancien logement, qui était situé dans les combles du pavillon de Flore. Nous rentrâmes, Résigny et moi, bien contents de notre journée, et nous livrant avec confiance aux plus riantes espérances pour l'avenir. Par un hasard singulier, et comme si nous avions prévu le retour de l'île d'Elbe, notre logement n'était séparé des Tuileries que par le pont Royal.

Le lendemain, j'étais à sept heures du matin chez le général Drouot. Je le trouvai, déjeunant avec une croûte de pain et un petit verre d'eau-de-vie, détestable habitude prise au bivouac, qui n'a pas peu contribué à ruiner sa santé. Notre conversation ne fut pas longue, car, dans la nuit, l'Empereur avait chargé le général Drouot de réorganiser la garde impériale, et nous nous mîmes immédiatement au travail. Je fus chargé d'inscrire tous les officiers qui se présenteraient et de les diriger sur les dépôts déjà désignés.

Lorsque je descendis au salon de service, la première personne que j'aperçus fut Gourgaud en grand uniforme d'officier d'ordonnance. « Tiens, lui dis-je, vous n'êtes donc plus malade? » Il me répondit : « L'arrivée de l'Empereur m'a rendu la santé. » Il paraissait gai, il riait et faisait des plaisanteries auxquelles personne ne répondait. Cependant cette bonne contenance dura peu; l'Empereur ayant refusé de le voir, il en conçut un mortel chagrin : ce qui ne l'empêcha pas pourtant de s'installer, bon gré mal gré, dans une petite chambre des combles du château. Il y resta huit jours sans pouvoir arriver à ses fins. Il s'abandonnait sans contrainte à toute sa douleur; il criait, il pleurait et jurait chaque jour qu'il allait se brûler la cervelle si l'Empereur ne voulait pas le recevoir. Nous allions de temps en temps avec Briqueville pour le consoler, en lui disant de prendre patience, qu'avec l'Em-

pereur il n'y avait jamais de disgrâce complète, ce qui était vrai, et qu'il finissait toujours par revenir. Effectivement, après cette épreuve de huit jours, Gourgaud reçut le prix de sa persévérance. Il obtint son pardon et par suite la confirmation du grade de colonel, et le titre de premier officier d'ordonnance, car il était le seul qui restait de l'ancienne promotion de 1812 et 1813.

Je dois dire maintenant comment j'avais quitté le général Evain. Le 19 mars au soir, il faisait ses paquets pour suivre le roi en Belgique. En arrivant chez lui, je trouvai d'abord Mlle Agathe, qui me fit part du projet de son frère et qui n'en paraissait pas fort contente. Nous tînmes conseil sur le moyen de l'empêcher, et pendant que nous discutions, le général entra au salon. Mlle Agathe me fit signe de lui parler; je ne savais trop comment m'y prendre, mais Mlle Agathe me montra le chemin en disant : « Voilà M. Planat qui n'est pas d'avis que tu partes. » Je pris courage et dis résolument : « Mon général, je crois que vous auriez tort de partir; vous n'êtes point un homme politique et, quel que soit le gouvernement qui s'établisse en France, on y aura toujours besoin de vos talents et de votre expérience. D'ailleurs les Bourbons n'ont rien fait pour vous, et je ne vois pas pourquoi vous leur donneriez une preuve de dévouement aussi excessive; vous vous devez à la France, elle a besoin de vos services; le général Drouot est votre ami, et il ne manquera pas de vous maintenir dans le poste que vous occupez. » Après avoir réfléchi quelques instants, le général Evain dit : « Eh bien, je resterai. — Maintenant, repris-je, vous trouverez bon que je reprenne mes fonctions d'aide de camp auprès du général Drouot? — Certainement. » Là-dessus, je le quittai ainsi que Mlle Agathe, qui paraissait fort contente. Le général Evain fut effectivement conservé dans sa place et ne la quitta même pas après la seconde restauration.

Quoiqu'un peu déshabitué par la vie tranquille que j'avais menée depuis six mois, je me remis avec ardeur et sans difficulté à un travail des plus fatigants. Je devais, comme je l'avais déjà fait pendant la campagne de Saxe, réunir tous les états de situation des différents corps, à mesure qu'ils se formaient, et en établir une situation générale; je recevais les rapports des chefs de corps et des commandants des dépôts, dont je faisais des résumés pour les présenter au général Drouot; en outre je fus chargé d'une grande partie de la correspondance. En un mot je travaillai au moins douze heures par jour.

Vers la fin d'avril, l'Empereur quitta les Tuileries pour aller s'établir à l'Élysée. Après avoir pourvu avec une rapidité sans exemple à la réorganisation de l'armée, il s'occupa de la composition de sa maison militaire. Je fus proposé pour officier d'ordonnance par le général Caulaincourt, duc de Vicence, qui déjà m'avait témoigné beaucoup de bienveillance pendant toute la campagne de Saxe sans que j'aie rien fait pour la mériter ou la rechercher; je lui devais déjà mes deux promotions dans la Légion d'honneur.

Lorsque le général Drouot m'annonça ma prochaine nomination, je lui objectai mon éloignement pour la cour, et le désir bien sincère que j'avais de ne point le quitter. Mais il me fit comprendre bien facilement qu'il m'était impossible de refuser l'honneur que me faisait l'Empereur[1].

Outre Gourgaud, premier officier d'ordonnance, la promotion se composait de Regnault de Saint-Jean d'Angély,

1. La nomination de Louis Planat à l'emploi d'officier d'ordonnance fut proposée en effet, selon l'usage, par le duc de Vicence, grand-écuyer; mais elle le fut sur un ordre spécial de l'Empereur, qui en avait prévenu le général Drouot dès son arrivée à Paris. Ce général lui avait communiqué, pendant son séjour à l'île d'Elbe, quelques lettres de son ancien aide de camp, et c'est le souvenir de ces lettres qui détermina le choix de l'Empereur. Cette circonstance, ignorée de Louis Planat, fut racontée par le général Drouot au comte de Lariboisière, duquel nous la tenons. F. P.

aujourd'hui général de division; Saint-Yon, qui fut depuis ministre de la guerre sous Louis-Philippe; Résigny; Lariboisière; Delannoy, officier d'infanterie; Amilhet et Chiappe, officiers du génie, et enfin Dumoulin, qui n'avait d'autres services que celui de lieutenant dans la garde nationale de Grenoble.

L'histoire de ce Dumoulin est assez curieuse pour que je m'y arrête. Il était fabricant de gants à Grenoble et fanatique de l'Empereur; à la nouvelle de son débarquement il réalisa trois cent mille francs et alla les offrir à l'Empereur qui les accepta; ensuite de quoi il partit pour Lyon, monté sur un petit cheval chargé de proclamations de l'Empereur et, le devançant d'une journée, il les répandit partout à profusion, au risque de se faire fusiller. L'Empereur, touché d'un si admirable dévouement, lui demanda ce qu'il pourrait faire pour le reconnaître. Dumoulin demanda pour toute récompense le grade de capitaine et l'emploi d'officier d'ordonnance, afin de rester attaché à sa personne. Je n'ai pas besoin de dire qu'il n'était nullement propre à cet emploi, n'ayant aucune habitude de la guerre ni aucune connaissance militaire.

Mais ce n'était pas tout être nommé : il fallait s'habiller, s'équiper et se pourvoir de chevaux. L'uniforme, richement brodé en argent, était fort coûteux, et le harnachement ne l'était pas moins; or la plupart d'entre nous étaient hors d'état de pourvoir à cette dépense qui, avec les chevaux, devait monter au moins à six mille francs. Nous tînmes conseil, et je fus chargé d'adresser une demande au général Bertrand, grand maréchal du palais. Mais au lieu de six mille francs dont nous avions besoin, nous n'obtînmes que deux mille francs d'entrée en campagne. Je suis encore à me demander aujourd'hui comment je parvins à m'équiper avec une si faible somme; heureusement beaucoup d'officiers royalistes vendaient leurs chevaux à

tout prix, pour se retirer dans leurs terres; quant aux tailleur, sellier et autres fournisseurs, je payai une partie comptant et fis pour le reste des billets qui furent acquittés plus tard.

Aussitôt après notre nomination, nous nous rendîmes au lever de l'Empereur pour lui être présentés; la plupart d'entre nous n'étaient point connus de l'Empereur; mais lorsque le général Bertrand me nomma, l'Empereur dit : « Ah! celui-là, je le connais; il m'a servi d'interprète en Saxe, et je l'ai envoyé à Dantzig; » puis il me fit un gracieux sourire, auquel je répondis en m'inclinant, après quoi, il passa à un autre.

Dès que nous fûmes équipés, nous entrâmes en fonctions. La première fois que je fus de service, on annonça que l'Empereur passerait la revue des fédérés, c'est-à-dire des ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, ainsi que de ceux des halles et ports. Effectivement, vers une heure, l'Empereur monta à cheval et se rendit dans la cour des Tuileries, où les fédérés se trouvaient rassemblés au nombre de trois à quatre mille. Il fut accueilli par de formidables acclamations; c'étaient des hommes superbes et pour la plupart des colosses, principalement les forts de la halle, les charpentiers, les brasseurs et les tailleurs de pierre. L'Empereur parcourut leurs rangs au petit galop; je le précédai à cinquante pas de distance, recommandant à ces masses, presque sauvages, le calme et l'immobilité. Mais j'avais beau dire, ils faisaient éclater leurs transports d'une manière vraiment effrayante. L'Empereur, étant revenu au pavillon de l'Horloge, leur fit une petite harangue tout à fait à leur portée, et qu'ils trouvèrent très belle; elle l'était en effet, et les journaux du temps l'ont rapportée. Dès qu'il eut fini, les cris de : « Vive l'Empereur! » redoublèrent; mais les hommes les plus proches rompirent leurs rangs et s'élancèrent sur l'Empereur pour toucher ses

mains, ses habits et son cheval, et pour lui adresser dans leur grossier langage les protestations d'amour les plus énergiques. Les généraux qui entouraient l'Empereur furent inquiets de ce mouvement, car un assassin aurait pu facilement se glisser parmi ces braves gens. Tout à coup le comte de Lobau cria avec sa voix de stentor : « A vos rangs! » en accompagnant ce commandement d'un juron énergique. On vit alors avec étonnement ces hommes rudes et enivrés reprendre leurs rangs comme des moutons.

En rentrant aux Tuileries, j'entendis plusieurs généraux blâmer cette revue, et dire que « ces moyens révolutionnaires ne convenaient pas à l'Empereur ». Je ne sais ce que Sa Majesté en pensa, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne fut donné aucune suite à l'organisation des fédérés. Alors, comme aujourd'hui, les classes élevées redoutaient l'énergie du peuple et préféraient, dans leur for intérieur, l'invasion étrangère au déchaînement des masses, qui auraient pu sauver la patrie comme au temps de la première révolution. N'avons-nous pas vu de nos jours, dans un pamphlet réactionnaire devenu célèbre, un de ces hommes appeler le canon russe au secours de leurs frayeurs!

Dans le courant du mois de mai, nous fûmes prévenus par Gourgaud que l'Empereur allait envoyer plusieurs de ses officiers d'ordonnance en mission dans les départements du Midi, dont les dispositions n'étaient pas très favorables au nouvel ordre de choses. Je fus envoyé à Toulouse, Résigny à Bordeaux et Delaunay à Marseille. Nous avions pour instructions : 1° de rendre compte des dispositions de l'esprit public; 2° de passer en revue les dépôts des différents corps qui pouvaient se trouver dans la ligne que nous avions à parcourir; d'en envoyer la situation exacte à l'Empereur, de lui rendre compte des progrès des levées, des enrôlements et des appels faits aux anciens militaires;

3° de nous assurer de l'organisation des corps d'armée qui se formaient dans les grandes villes du Midi.

Nous devions voir toutes les autorités civiles et militaires, afin d'en obtenir les renseignements nécessaires à l'accomplissement de notre mission.

Jusqu'à Châteauroux je ne remarquai aucun signe de désaffection pour le gouvernement impérial, si ce n'est à Orléans, où il y avait beaucoup de légitimistes; à partir de la Loire il y avait beaucoup de tiédeur dans les populations; ce ne fut qu'à Montauban que je commençai à remarquer des dispositions hostiles, surtout dans les basses classes, dominées et fanatisées par les prêtres.

En arrivant à Toulouse, je fus voir le général Frayssinet, qui commandait le corps des Pyrénées-Orientales; mais ce corps n'existait guère que sur le papier. Le général Frayssinet me parut un fort brave homme et un chaud patriote. Je ne crois pas qu'il fût bien dévoué à l'Empereur, mais il l'était certainement à la France et détestait les Bourbons. Il me fit voir une lettre de l'Empereur, qui lui écrivait entre autres choses : « Vous devez avoir maintenant vingt mille hommes. » En me la montrant, il dit : « L'Empereur est vraiment désolant! je n'ai pas cinq mille hommes prêts à combattre; il le sait bien, puisqu'il tire tout à lui; je ne l'en blâme pas, car le péril est du côté du Nord; et il fait très bien d'y concentrer ses forces; mais où veut-il que je prenne vingt mille hommes? Du reste, quoique le département soit assez mal disposé, je réponds de sa tranquillité, malgré les intrigues et la propagande active du duc d'Angoulême, qui est en Espagne sur la frontière, vis-à-vis de moi[1]. »

1. Dans une brochure publiée en 1815 (*Portefeuille de Buonaparte, pris à Charleroy*) se trouvent les rapports de Louis Planat envoyés à l'Empereur. En voici quelques extraits. F. P.

« Montauban, 3 juin 1815. — Sire, le département de Tarn-et-Garonne me paraît devoir appeler l'attention de Votre Majesté.

Il n'y a à Montauban ni préfet ni maire; ces fonctionnaires si importants,

J'abrégeai ma mission le plus que je pus, car le télégraphe nous avait appris que l'Empereur était parti pour se mettre à la tête de l'armée rassemblée sur les frontières de la Belgique; j'en étais vivement contrarié, craignant de ne pouvoir arriver à temps pour prendre part aux combats qui allaient se livrer. Je partis de Toulouse le 4 juin, dans une chaise de poste que j'avais louée à Paris; chemin faisant, j'appris la nouvelle de la victoire de Ligny; malgré un violent mal de tête, je résolus de courir jusqu'à Paris sans m'arrêter. Après avoir dépassé Orléans, j'étais arrêté à la poste de *** où je changeais de chevaux. Il était à peu près dix heures du soir; un monsieur fort bien mis s'approcha de ma voiture et me dit : « Eh bien! savez-vous les nouvelles? » Je lui répondis : « Oui, la victoire de Ligny. — Oh! ce n'est plus cela! l'Empereur a perdu une grande bataille, il est revenu à Paris, et il a abdiqué. »

surtout ici, sont remplacés par un conseil de préfecture sans vigueur et par des adjoints qui viennent de donner leur démission, en sorte que l'action du gouvernement est tout à fait nulle. M. Saunier, préfet de ce département, a été appelé à celui de l'Aube, au moment où tout commençait à bien marcher. Son départ a tout paralysé. M. de Rambuteau, qui devait le remplacer, est nommé à la Chambre des représentants, ainsi que M. Bessière, maire de Montauban. Le maréchal de camp Barrié, commandant le département, est la seule autorité qu'il y ait ici, et, quoique rempli de zèle et des meilleures intentions, obligé de pourvoir à tout, il me paraît effrayé de sa tâche, et fort intimidé par l'insolence et les menaces du parti royaliste qui domine à Montauban. Ni lui, ni le conseil de préfecture n'ont pu me préciser quelque chose sur le rassemblement des deux bataillons d'élite de la garde nationale, sur leur habillement, etc. Encore moins sur l'époque présumée de leur départ.

Il y a dans ce département environ mille militaires rappelés, dans le cas de marcher; sur ce nombre, il n'en est pas parti plus de cent; on ignore quand le reste partira. Sur quarante chevaux que le département devait fournir, il n'en a été livré que cinq. Le conseil de préfecture va passer un marché pour la fourniture du reste. Les militaires retraités ont été réunis dès le 27 mai. Il s'en est trouvé en état de marcher trois cents, qui sont déjà rendus à Perpignan.

L'esprit du département de Tarn-et-Garonne est des plus mauvais; les mots de patrie, de gloire, d'indépendance, de cause nationale y sont, non seulement sans effet, mais encore un objet de dérision. Il n'y a rien à faire ici que par une administration ferme et la force armée; faute de ce dernier moyen,

Je restai comme pétrifié à cette fatale nouvelle et hors d'état d'articuler une parole; mon homme, qui, sans doute était un légitimiste, s'éloigna en ricanant. Il me fut impossible d'aller plus loin, car tout mon sang s'était porté à la tête, et il me semblait qu'elle allait se fendre. Je passai la nuit dans une petite auberge voisine de la poste et fus bien des heures sans pouvoir m'endormir; mais la fatigue et la jeunesse l'emportèrent enfin sur les tristes préoccupations qui m'agitèrent. Vers sept heures, je m'éveillai, la tête libre et bien reposée; mais alors le cortège des tristes pensées s'empara de mon esprit et m'accompagna jusqu'à Paris, où j'arrivai dans l'après-midi.

Je descendis à l'Élysée et fus tout de suite trouver Gourgaud, qui me confirma dans de grands détails la funeste nouvelle que j'avais apprise. Il me dit aussi que tout le monde abandonnait l'Empereur; mais que cette fois il était décidé à le suivre. Je lui dis que c'était aussi mon inten-

on ne pourra pas obtenir d'hommes dans ce département. Il ne faut point penser à établir des colonnes mobiles composées de gardes nationaux. Ce serait presque fournir des armes contre l'autorité. On annonce ici presque hautement l'entrée prochaine des ennemis sur le territoire français, le retour des Bourbons, les vengeances qu'ils exerceront contre tous ceux qui serviraient la cause de V. M. Ces nouvelles absurdes, jointes à celles de l'insurrection de la Vendée, jettent la crainte dans l'âme des bons citoyens et encouragent la désobéissance chez les autres. »

« Toulouse, 4 juin 1815. — L'organisation de la garde nationale dans le département de la Haute-Garonne se poursuit avec activité. Une administration ferme et vigoureuse lutte avec succès contre la mauvaise volonté des habitants. Le préfet, M. Treilhard, déploie beaucoup de talent dans l'administration difficile de ce département. Il montre le plus grand dévouement pour la cause publique. L'esprit public et l'opinion sont très divisés dans le département de la Haute-Garonne. Mais quoique la marche ferme et sage des autorités les ait beaucoup améliorés, on s'aperçoit que les nobles et les prêtres exercent encore une fâcheuse influence. Ces deux classes montrent une extrême opposition au gouvernement actuel. Il paraît même certain qu'elles soudoient à Toulouse un assez grand nombre de gens dans les dernières classes du peuple.

Les tribunaux sont entièrement opposés au gouvernement; les membres ont cependant prêté leur serment, mais ils ne se croient pas compromis pour cela.

L'officier d'ordonnance, PLANAT. »

tion, et je m'établis à l'Élysée pour n'en sortir qu'avec l'Empereur. Je ne revis même plus mes sœurs ni mes beaux-frères. Seulement mon frère Jules, qui était maréchal des logis dans l'artillerie de la jeune garde, vint me voir quelques instants; il avait échappé au désastre de Waterloo et s'était bien conduit; mais il n'avait pas le sou; il me restait dix ou douze napoléons en or dont je lui donnai la moitié; je l'embrassai, en lui disant que j'étais décidé à suivre l'Empereur, je le priai d'en informer nos sœurs et le congédiai.

LA MALMAISON-ROCHEFORT-BELLÉROPHON[1]

SUITE DE 1815

J'arrive à l'époque la plus intéressante de ma vie, les journées passées à la Malmaison avant le départ pour Rochefort, et ensuite à bord du *Bellérophon*.

Quarante-deux ans se sont écoulés depuis cette époque, et ma mémoire affaiblie pourrait laisser échapper ou involontairement altérer des détails importants ; je crois donc ne pouvoir mieux faire que de transcrire exactement les lettres, notes, relations et documents de tout genre, relatifs à cette époque, que j'ai eu le bonheur de retrouver. Non seulement les faits, mais encore les impressions du moment s'y trouvent fidèlement reproduits, et je me ferais scrupule d'y rien changer. Qu'on ne s'étonne donc pas d'y trouver un style défectueux, et cette emphase qui est le propre de la jeunesse ; car il faut vieillir pour en revenir, en fait de jugement à l'indulgence, et en fait de style à ce qui est simple, sobre et naturel.

Je commencerai par une lettre fort détaillée que j'écrivis à mon beau-frère le lendemain de notre arrivée à la Malmaison.

1. Dicté à Paris en 1857 (voir l'*Avant-Propos*). F. P.

La Malmaison, 26 juin 1815.

« Mon cher Constant, je t'ai écrit avant-hier de l'Élysée, et j'ai remis ma lettre à Jules ; mais comme je l'ai en même temps engagé à rejoindre sur-le-champ sa compagnie, dont les débris se rassemblent à Bercy, il est possible que cette lettre ne te parvienne pas ; je te prie de rassurer ta femme et Joséphine sur mon sort futur, et de leur cacher tant que tu pourras la résolution que j'ai prise de suivre l'Empereur. J'aurais voulu te voir avant mon départ ; mais, depuis mon retour à Paris, je m'étais établi à l'Élysée avec Résigny pour ne point quitter l'Empereur[1].

« Quel aspect différent avait alors ce palais de celui qu'il offrait il y a un mois ! qu'était devenue cette foule de courtisans, de guerriers, de magistrats qui jadis obstruaient tous les appartements, et à l'empressement desquels l'Empereur ne pouvait suffire ? Tout avait disparu, le palais était désert. On a beau être accoutumé à l'égoïsme et à l'ingratitude des hommes, on a beau être rebattu de toutes les maximes de l'intérêt personnel, ces exemples frappent et déchirent l'âme et la remplissent d'indignation. Quelques amis véritables, tels que M. de Lavalette et les ducs de Bassano et de Rovigo, quelques officiers obscurs mais dévoués, étaient les seuls qu'on vît errer dans cette solitude. De tous les membres du gouvernement provisoire, le ministre Carnot est le seul qui ait continué de voir l'Empereur et de lui

1. La lettre du général Bertrand, en réponse à la demande de Louis Planat de suivre l'Empereur, était ainsi conçue. F. P. :

A M. le chef d'escadron Planat, officier d'ordonnance de l'Empereur.

« Au palais de l'Élysée. 23 juin 1815.

L'Empereur me charge de vous informer, Monsieur, que vous êtes admis à l'honneur de le suivre dans sa retraite. Sa Majesté ne pouvait vous donner une meilleure preuve de la satisfaction qu'elle a éprouvée de vos services.

J'ai l'honneur de vous saluer. *Le grand maréchal,* BERTRAND.

témoigner de l'intérêt ; cette conduite est digne de son beau caractère. On ne s'étonne pas que le duc d'Otrante n'ait pas agi de même ; mais que dire du duc de Vicence qui n'est pas venu une seule fois ? Je crois que l'Empereur est bien sensible à cet abandon. Il n'a pas trouvé plus de zèle dans sa maison ; on sent que la fortune et le pouvoir le quittent, et les ingrats ne se contraignent plus.

« Il n'y a plus que le peuple qui donne encore quelques marques d'attachement à celui qui ne règne déjà plus sur lui. La foule s'est rassemblée plusieurs fois devant le palais de l'Élysée, en criant : « Vive l'Empereur ! » Ces cris nous ont causé un serrement de cœur inexprimable, en nous rappelant les jours encore récents de triomphe et d'allégresse qui suivirent son entrée à Paris, ces jours où, entouré, pressé, porté par la foule de ses admirateurs, il ne pouvait suffire à l'empressement du peuple et de l'armée. Nous nous rappelions ces belles revues du mois d'avril où une innombrable multitude, répandue sur la place du Carrousel, sur le quai, dans le jardin des Tuileries et jusque dans la rue de Rivoli, faisait retentir l'air de ces bruyantes acclamations qui allaient porter la rage dans les salons du faubourg Saint-Germain. Quel délire, quelle ivresse éprouvait alors la nation ! Ce feu si vif ne jette plus que quelques étincelles.

« L'Empereur paraît affligé, mais non abattu. Sa douleur a un grand caractère ; elle porte l'empreinte du calme et de la résignation ; son regard est triste sans être sombre, il est silencieux sans marquer d'humeur. Depuis le moment de son abdication, ses amis l'ont engagé à ne pas s'abuser sur sa position, et à pourvoir à sa sûreté personnelle. D'après leur conseil il a fait demander des passeports au gouvernement anglais pour se rendre en Amérique. On prétend que le général Wellington a dit en recevant cette demande : « Mais pourquoi ne viendrait-il pas en Angleterre ? je suis

« persuadé qu'il y serait bien reçu et que l'on ne l'y gêne-
« rait pas. »

« Je pense que l'Empereur avait l'intention de rester à Paris en attendant la réponse du cabinet britannique ; mais le gouvernement provisoire lui a fait dire « que sa présence « dans la capitale causait de la fermentation et gênait les « délibérations des Chambres ; que les intérêts de son fils « exigeaient qu'il s'éloignât, afin d'ôter tout prétexte à la « malveillance et de prouver la sincérité de sa renonciation. » Quant à moi, je crois que cela cache quelque perfidie, car la grande majorité du peuple ne demande pas mieux que de retenir l'Empereur jusqu'à l'adhésion des souverains alliés à l'avènement de Napoléon II. Mais l'Empereur a voulu prouver, en obéissant au vœu du gouvernement provisoire, qu'il n'était plus et ne voulait plus être qu'un simple particulier entièrement détaché des affaires politiques. En conséquence, nous sommes tous venus hier à la Malmaison.

« On a donné à l'Empereur une garde, composée du dépôt des grenadiers et chasseurs à pied qui se trouve à Rueil et d'un piquet de dragons de la garde. Nous sommes six officiers d'ordonnance, sans compter Gourgaud, qui avons obtenu la permission d'accompagner l'Empereur ; c'est Saint-Yon, Saint-Jacques, Résigny, Autric, Chiappe et moi. Nous avons pris la ferme résolution de ne point l'abandonner ; l'honneur et la reconnaissance nous en font un devoir ; d'autres sentiments s'y joignent ; je n'oserais dire la pitié, ce terme ne s'accorde pas avec la vénération qu'inspire un si grand homme ; mais c'est une émotion vive et profonde, une espèce d'entraînement de l'âme que l'on éprouve en voyant tant de grandeur déchue, tant de prospérité changée en un abîme d'infortune ! J'exprime mal ce que je sens, mais tu me comprendras.

« On est vraiment indigné de voir que presque toute la maison de l'Empereur l'abandonne. Il y a cependant ici

deux chambellans qui se conduisent à merveille. Non seulement ils ont continué à faire leur service, mais encore ils ont dit qu'ils suivraient l'Empereur partout où il le jugerait nécessaire, et tout cela sans affectation, sans pathos. L'un de ces chambellans est le comte Montholon, maréchal de camp, d'une ancienne famille de robe ; l'autre est le comte de Las-Cases, conseiller d'État, connu dans le monde littéraire par l'excellent *Atlas historique de Lesage*. L'un et l'autre sont bien établis en France et y jouissent d'une grande aisance. M. de Las-Cases est un homme d'environ cinquante ans, fort instruit, d'une conversation agréable, ayant une imagination jeune et vive et professant une admiration et un attachement sans bornes pour l'Empereur. Ce qu'il y a de fort étonnant, c'est que c'est un ancien émigré. Il emmène avec lui son fils, jeune homme de dix-sept ans, fort doux et fort intéressant. Un autre jeune homme non moins intéressant et plus original est le petit d'Audiffret Sainte-Catherine, neveu éloigné de l'Impératrice Joséphine et page de l'Empereur ; il est vif et espiègle comme son âge et son emploi le comportent, mais il a des sentiments nobles et élevés ; il a peu d'instruction, mais on peut dire qu'il a l'instinct de tout ce qui est beau et honorable ; il a montré un désir si vrai et si prononcé de suivre l'Empereur qu'on n'a pu le refuser ; d'ailleurs il a sa famille à la Martinique, en sorte que cela a moins d'inconvénient.

« Voilà donc à quoi se réduit l'escorte de ce monarque naguère si puissant et si courtisé !

« En relisant cette lettre, je m'étonne d'avoir encore pu rassembler autant d'idées de suite ; nous sommes tous ici comme des gens ivres ou étourdis ; on se demande si tout cela n'est pas un songe et l'on ne veut même pas penser à l'avenir de demain. Il n'y a qu'une idée qui soit bien claire, bien prononcée : l'Empereur, l'aimer, le suivre, se vouer à son sort. Ce sentiment nous tire du décourage-

ment; il prend de nouvelles forces dans l'anéantissement de tous les autres. L'âme a besoin d'être occupée; fatiguée du désordre et de la confusion de nos autres pensées, elle s'attache de toutes ses facultés à la seule qui soit distincte. Je n'ai jamais éprouvé un sentiment pareil à celui que l'Empereur m'inspire; je ne puis le fixer sans être attendri jusqu'aux larmes. Oh! mon ami, si toute la France l'avait soutenu dans cette terrible lutte, je suis sûr qu'il l'aurait rendue heureuse! Après vingt-cinq ans de guerre et de calamités, nous n'avions plus qu'un effort à tenter pour conquérir la *liberté* et *l'indépendance*[1] et nous n'avons pu faire ce dernier effort!... »

Je reprends les lettres écrites de la Malmaison à mes deux beaux-frères.

A M. Ch..., à Paris.

27 juin 1815.

« Mon cher Ch..., je crois que nous partons cette nuit.

« La première chose à faire pour mes intérêts, c'est d'envoyer demain, à six heures du matin, à mon logement, faire sortir mon cheval et mon domestique, avec un équipage de selle tout neuf et ma schabraque galonnée. J'ai encore pour huit jours de fourrage, mais on peut négliger cet article; l'essentiel est de sortir mon cheval pour le mettre en sûreté. Je dois le mois courant à mon domestique, et

1. Allusion à l'acte additionnel.

Les libertés constitutionnelles, stipulées dans l'ACTE ADDITIONNEL, étaient les suivantes : responsabilité des ministres et des fonctionnaires à tous degrés. Choix des maires et des municipes dévolu aux communes. Liberté absolue de la presse, etc. L. Planat, ennemi décidé du système despotique, bien que très attaché à l'Empereur, a toujours été convaincu de la sincérité de Napoléon à cette époque, et cette croyance, jointe à la chute et aux malheurs de l'Empereur, transforma dès ce moment son attachement en dévouement exalté et absolu. F. P.

en outre 490 francs à divers fournisseurs : tailleur, bottier, chapelier. On trouvera dans mon portefeuille des notes sur tout cela. Les 300 francs que je vous ai laissés, la vente de mon cheval et de son harnais suffiront, j'espère, pour faire face à tout. J'ai promis trois francs au porteur du présent billet; je vous prie de les lui payer. Adieu, adieu[1] ! »

A M. Constant D...

Malmaison, 29 juin 1815.

« Mon cher Constant,

« Il est décidé que nous partirons ce soir pour Rochefort, et de là probablement pour l'Amérique. Je conçois toute la douleur de mes pauvres sœurs; mais j'ose croire qu'elles ne me blâmeront pas. D'ailleurs ce n'est pas une séparation éternelle; pourrait-on jamais quitter son pays, si l'on ne conservait l'espoir d'y revenir?

« Nous avons été hier et aujourd'hui dans une grande agitation, et peu s'en est fallu que nous ne soyons restés. Depuis le 22, le parti royaliste s'agitait sourdement à Paris, et n'était contenu que par la crainte que lui inspirait le peuple; car celui-ci veut Napoléon II, et je crois qu'au fond de l'âme l'Empereur conserve un espoir secret de voir son fils sur le trône de France. Mais le ton mystérieux et réservé des grands faiseurs me fait craindre que cet espoir ne se réalise jamais.

« L'Empereur, en faisant demander des passeports il y a quelques jours, requit le ministre de la marine de mettre à sa disposition une ou deux frégates pour le transporter avec sa suite aux États-Unis. M. Decrès, tout en protestant de son zèle, trouvait toujours quelque obstacle qu'il mettait

1. Le départ n'eut réellement lieu que le surlendemain. F. P.

sur le compte du gouvernement provisoire, de sorte que le grand maréchal et les autres amis de l'Empereur passaient toutes leurs journées à faire antichambre chez le duc de Vicence ou chez le duc d'Otrante, pour tâcher de les voir et de les engager à régler définitivement cet objet.

« Pendant ces négociations infructueuses le temps s'écoulait; les armées ennemies, au lieu de suspendre leur marche, comme on s'en était flatté, avançaient à grandes journées vers la capitale; les souverains alliés ne s'expliquaient point sur le compte de Napoléon II, en sorte que tout prenait une nouvelle face pour l'Empereur. Notre armée était arrivée sous les murs de Paris; découragée par les revers de Waterloo, harassée par une retraite pénible, sa contenance farouche exprimait la rage et le désespoir. C'est alors que le prince d'Eckmuhl en a pris le commandement; il a déployé ce beau caractère et cette énergie qui le rendront recommandable à la postérité, plus juste que ses contemporains; sa présence, ses discours, son patriotisme ont ranimé ces courages abattus; il a fait renaître l'espoir et la confiance dans tous les cœurs.

« Une bonne partie des Parisiens se montra animée du même esprit, et si ce premier mouvement avait été secondé par le gouvernement provisoire, comme il l'est par les Chambres, nul doute qu'il n'en fût résulté quelque événement salutaire pour la cause de la patrie. Quelque confiance qu'on ait dans les talents et dans le caractère du prince d'Eckmuhl, l'armée n'a pu se trouver si près du chef qu'elle idolâtre sans désirer le voir à sa tête; les officiers subalternes surtout, qui ont tant d'influence sur l'esprit du soldat, disaient « qu'il fallait aller chercher l'Empereur pour lui rendre le commandement, et que, puisqu'il était évident que les alliés refusaient la régence, son abdication était nulle. » Presque toute la population de Paris partageait les mêmes sentiments; dès hier matin, on

entendait partout les cris de : « Vive l'Empereur ! » et l'enthousiasme commençait à gagner les Chambres.

« Le gouvernement provisoire a employé toute la soirée d'hier et toute la nuit à calmer ce mouvement; dès avant-hier, pour éloigner l'Empereur, il s'était déterminé à lui accorder les deux frégates demandées en vain depuis huit jours. Effectivement, M. Decrès était venu d'un air très empressé apportant à l'Empereur une décision qui met à sa disposition les deux frégates la *Saale* et la *Méduse*, qui se trouvaient toutes prêtes à Rochefort. Mais alors nous avions reçu cette nouvelle avec indifférence; informés du mouvement de la veille, nous nous étions tous livrés à l'espoir d'engager l'Empereur à en profiter. Ce projet avait mis tout le monde en mouvement à la Malmaison, et chacun travaillait à le faire réussir.

« Ce matin, vers neuf heures, le duc de Bassano et M. de Lavalette arrivèrent de Paris, et furent introduits chez l'Empereur où ils restèrent fort longtemps. Je ne sais ce qui se passa dans cette entrevue, mais quelque temps après, le général Becker fut appelé, et partit ensuite pour Paris avec M. de Lavalette, chargé d'une mission pour la Chambre des députés.

« L'Empereur proposait de se remettre à la tête de l'armée, non comme souverain, mais comme général en chef, et de tenter un dernier effort pour sauver la patrie, en livrant bataille aux alliés sous les murs de Paris. Quel que fût le résultat de l'action, il promit de partir aussitôt pour Rochefort.

« Tu juges de notre joie en apprenant cette résolution ! Il nous répugnait de partir en fugitifs au moment d'une crise si terrible; cela nous humiliait intérieurement. Nous avions fait venir nos chevaux de Paris la nuit dernière; nos armes ne nous avaient pas quittés; en un clin d'œil nous avions revêtu nos uniformes, enfin nous étions prêts,

et pendant quelque temps nous nous sommes livrés à l'espoir de trouver du moins une fin honorable en combattant pour la patrie.

« L'arrivée du général Becker a tout dissipé; il est rentré vers deux heures, et, avant de descendre de sa voiture, il nous a annoncé notre arrêt par un geste négatif. Les Chambres, préparées par de sourdes menées, ont rejeté les offres de l'Empereur, et il paraît même que les termes de ce refus ne sont ni décents ni obligeants.

« Le départ est donc résolu, et il est d'autant plus urgent de ne point le retarder qu'un parti ennemi peut, à tout moment, passer la Seine et venir enlever l'Empereur.

« Le général Becker, dont je t'ai parlé, a été envoyé par le gouvernement provisoire auprès de l'Empereur sous prétexte de veiller à sa sûreté, mais dans le fond pour éclairer toutes ses démarches. Il arriva avant-hier dans la soirée, comme je faisais partir ma lettre à Ch... En entrant, il dit à Gourgaud, qui nous le rapporta tout de suite : « Je suis « chargé auprès de l'Empereur d'une mission bien désa- « gréable. » Il ne s'expliqua pas davantage, et passa dans le jardin, où l'Empereur se promenait. Ils restèrent près de deux heures ensemble. Nous les observions de loin avec anxiété, et comme leur conversation était animée, notre inquiétude redoublait à chaque instant. Enfin le général Becker vint nous apprendre que le gouvernement provisoire l'avait chargé de prendre le commandement des troupes qui étaient à la Malmaison, et de ne point quitter l'Empereur, « que la nation avait pris solennellement sous « sa protection. » Tout le monde a senti ce que cela voulait dire, et les intentions hostiles du gouvernement provisoire envers l'Empereur nous paraissaient clairement démontrées. Qui sait si ce voyage de Rochefort ne cache pas un piège? J'aurais mieux aimé un port de la Bretagne que cette ville enfoncée dans le golfe de Biscaye.

« La suite de l'Empereur s'est augmentée de trois personnes, qui sont : le duc de Rovigo, les généraux Lallemand et Labédoyère; mais je doute encore que ce dernier vienne; car il est entre les mains du général Flahaut, qui l'engage de tout son pouvoir à rester et à ne pas faire ce qu'il appelle la plus grande sottise du monde. Le général Flahaut est venu de temps en temps voir l'Empereur, mais plutôt comme un curieux que comme un homme qui s'intéresse à son sort. En vérité, j'en veux moins à ceux qui ne viennent pas du tout; il vaut mieux abandonner décidément l'Empereur que venir lui montrer autant d'insensibilité.

« Je n'ai pu m'empêcher de lui témoigner un peu vertement ma façon de penser dans une occasion qui s'est présentée tout naturellement. Je causais il y a deux ou trois jours avec la princesse Hortense, lorsque le général Flahaut, qui faisait sa première visite à la Malmaison, s'avança vers nous. En m'apercevant il m'apostropha par un : « Ah, vous voilà, mon cher! eh, que diable faites-vous ici? — Eh mais, mon général, lui dis-je en souriant, je suis à mon poste comme officier de la maison de l'Empereur; il me semble que je ne dois pas quitter Sa Majesté qu'elle ne m'ait congédié. — Comment donc, n'allez-vous pas faire aussi la folie de vouloir l'accompagner? — Je ne regarde pas cela comme une folie, mais comme un devoir; et puis c'est une occasion de prouver à l'Empereur que je suis reconnaissant du bien qu'il m'a fait. — Mon cher ami, tout cela est fort beau, mais enfin on a une patrie. — Mon général, repris-je vivement, quand l'Empereur est heureux, tout pour l'Empereur; quand il est malheureux, tout pour la patrie. Voilà le langage qu'on a déjà tenu l'an dernier à Fontainebleau; quant à moi, je ne sais pas composer avec mes engagements ni avec ma conscience. — Diantre, mon cher, voilà de bien beaux sentiments! » En disant cela, il se mit à

ricaner en faisant une pirouette. Je sentis que l'indignation allait m'emporter, et dans les circonstances où nous nous trouvons, rien ne serait plus déplacé qu'une scène.

« Le duc de Rovigo est sincèrement attaché à l'Empereur et lui en donne aujourd'hui une grande preuve; il voyait avec indignation toute la maison de l'Empereur s'éloigner de lui, mais il ne le manifesta qu'en redoublant d'assiduité. L'Empereur lui dit il y a quelques jours : « Mon cher Savary, vous le voyez, tout le monde m'abandonne. Drouot veut rester à l'armée, Bertrand est indécis, m'abandonnerez-vous aussi? » Le duc de Rovigo, vivement ému, lui jura qu'il ne l'abondonnerait point et lui demanda seulement vingt-quatre heures pour mettre ordre à ses affaires; il a tenu parole. Cela me réconcilie un peu, non pas avec lui que je ne connais pas, mais avec sa réputation. Je disais il y a quelques jours qu'on se désabusait souvent, en examinant de près certains hommes et certaines réputations. Cela peut s'appliquer au duc de Rovigo dans un sens différent. Je me figurais autrefois que le duc de Rovigo devait avoir un extérieur aussi horrible que tout ce qu'on lui impute, et je n'ai pas été peu surpris, lorsque je l'aperçus pour la première fois aux Tuileries, de voir un fort bel homme d'une physionomie à la fois noble et prévenante. Il y a dans sa figure quelque chose d'ouvert et de riant.

« L'Empereur a toujours été en famille pendant le temps de son séjour ici. Le prince Lucien, Madame-mère et le cardinal Fesch ont dû partir hier pour Rome; il n'y a plus ici que le prince Joseph et la princesse Hortense, qui ne songe pas à faire emporter à Paris les meubles de la Malmaison. Ce beau château sera peut-être saccagé demain, et tant de chefs-d'œuvre de l'art qui y sont amassés seront anéantis en un instant. Mais, en vérité, ce sont de si petites

considérations, auprès des grands intérêts qui occupent tout le monde en ce moment, qu'on rougirait presque de s'en occuper.

« J'espère que tu seras rentré à Paris avec ta femme et tes enfants; à tout hasard j'y envoie Georges avec cette lettre et les deux chevaux qui me restent. Je te prie de les vendre le plus tôt possible, et de faire en sorte de placer ce pauvre Georges, qui m'a servi très fidèlement pendant le peu de temps qu'il a été auprès de moi. Tu sais qu'il était chez le maréchal Macdonald avant d'entrer à mon service. Il pourra peut-être y rentrer, car je pense que le maréchal, qui a été si malade pendant le séjour de l'Empereur à Paris, va retrouver sa santé maintenant, et que par suite il remontera sa maison.

« Ma lettre est d'une longueur effrayante, mais vous m'avez tous accoutumé à croire que tout ce qui m'intéresse vous touche également; j'ai prétexté une indisposition pour employer tout le temps à t'écrire. Je continuerai à le faire aussi souvent qu'il me sera possible; de ton côté, ne néglige aucun moyen pour me faire passer des nouvelles de toute ma famille. Songe que je laisse en France tous les objets de mon affection... »

A M. Ch..., à Paris.

Malmaison, 29 juin 1815.

« Mon cher beau-frère, quand vous recevrez cette lettre, je serai parti; notre destination première est Rochefort, mais peut-on supposer que nous y arriverons sains et saufs? C'est au reste la chose qui m'inquiète le moins.

« Vous serez peut-être bien aise de connaître les personnes qui accompagnent l'Empereur : le comte Bertrand,

le duc de Rovigo, le général Labédoyère, le général Gourgaud, le comte de Montholon, M. de Las-Cases, et les officiers d'ordonnance que vous connaissez; mais je crois que tous ne viendront pas!

« Pour moi, ma résolution est invariable; c'est une conduite tracée, et quant aux suites, je ne veux point m'en inquiéter. Si je disais que je quitte la France sans regret, cela aurait l'air d'un dépit; mais ce qui est certain, c'est que si je pouvais transporter bien loin d'ici les objets qui me sont chers, je n'aurais rien à désirer.

« Nous vous laissons dans une crise pénible; engagez D... à la supporter avec toute la résignation que sa situation exige. Adieu, mon cher ami! je me sens émouvoir en songeant à cette séparation qui est peut-être éternelle. J'embrasse bien mes sœurs; consolez-les de mon absence. »

A M. Constant D...

Larochefoucauld, 2 juillet 1815.

« Nous voilà dans un détestable trou, à quelques lieues de Rochefort; la route que nous avons prise depuis Limoges est si peu fréquentée que l'on manque de chevaux à presque tous les relais de poste. Nous avons six heures à attendre ici avant de pouvoir aller plus loin, et tandis que mes compagnons consacrent tout ce temps au sommeil, je veux l'employer à t'écrire.

« Nous sommes partis le 29 comme je l'avais mandé, et ce n'a pas été sans peine; comme le grand maréchal ne s'est décidé que fort tard, au moment de partir, rien ne se trouva prêt. Vers deux heures il donna les ordres pour le départ, et vint lui-même présider à l'arrangement des voitures; je n'ai jamais vu d'homme plus embarrassé ni plus empêtré qu'il ne le fut dans cette occasion; il allait et venait sans

but, il passait d'un objet à l'autre sans rien terminer, ses distractions étaient continuelles, enfin il paraissait avoir tout à fait perdu la tête. Heureusement pour lui et pour nous, Marchand, premier valet de chambre de l'Empereur, jeune homme qui a de la tête et de l'intelligence, se chargea de tout et eut bientôt terminé les apprêts du départ. Mais on n'avait pas retenu de chevaux de poste, en sorte qu'il fallut bien vite envoyer des dragons, pour amener tous ceux du relais de Nanterre qui suffirent à peine à l'attelage des voitures qui partaient avec l'Empereur; car sa suite a été partagée en deux convois, qui ont pris deux routes différentes, pour éviter l'encombrement et les retards. Le duc de Rovigo, le général Becker, Gourgaud, un aide de camp du général Montholon et les valets de chambre ont pris avec l'Empereur la route de Tours; MM. de Las-Cases père et fils, Baillon, fourrier du palais, Résigny, Chiappe, Autric, le petit Sainte-Catherine et moi, nous avons pris celle de Limoges, qui est la plus longue de beaucoup.

« Les généraux Lallemand et Labédoyère ne se sont pas trouvés au moment du départ, non plus que nos camarades Saint-Yon et Saint-Jacques. Je ne sais ce qui a pu retenir le général Lallemand; quant à Labédoyère, je le sais à merveille. Je ne suis pas surpris non plus que Saint-Jacques ne vienne pas; il n'a jamais témoigné beaucoup d'empressement; mais ce qui m'étonne c'est la conduite de Saint-Yon. Personne n'a montré plus de chaleur et plus de dévouement que lui; il semblait nous accuser tous de tiédeur envers l'Empereur, et voilà qu'au moment décisif tout ce beau feu s'est éteint. Je ne te ferai aucune réflexion là-dessus; quand on fait son devoir on a mauvaise grâce de déclamer contre ceux qui ne le font pas; notre position est telle que nous ne pouvons signaler les absents sans qu'on ne nous suppose l'intention de faire valoir notre conduite.

« L'Empereur quitta la Malmaison à cinq heures du soir; les voitures qui formaient son convoi avaient employé tous les chevaux de poste, en sorte que nous courions grand risque de rester là jusqu'au lendemain, et peut-être qu'alors d'autres raisons auraient empêché notre départ. Un écuyer, qui, par prudence, était resté auprès de l'Empereur jusqu'à la fin, nous tira de cet embarras et nous fit conduire par des attelages de la maison jusqu'à Bercy, d'où nous avons continué notre route.

« Il y a avec nous une suite de domestiques beaucoup trop nombreuse; cela est ridicule dans la position actuelle de l'Empereur; mais le grand maréchal, sa femme surtout, veulent de la *cour* partout; ils ont embarrassé le train de l'Empereur d'un tas d'hommes et d'effets inutiles, et si l'on se permet quelque observation là-dessus, ils vous ferment la bouche en disant que *l'Empereur le veut ainsi;* nous savons tous très bien qu'il n'en est rien, et que l'Empereur, habitué de longue main à laisser tous ces détails au grand maréchal, ne s'en est pas occupé du tout à la Malmaison. Tout ce qu'il a recommandé, c'est de réunir et d'emporter les cartes et les livres qui traitent de l'Amérique. Le grand maréchal et M. de Montholon emmènent aussi leur femme et leurs enfants; c'est une chose fâcheuse et embarrassante dans la position où nous sommes. Il me semble que ces messieurs auraient dû les laisser en France, jusqu'à ce qu'un établissement certain leur permît de les faire venir. Nous n'avons pas quitté la France, et l'Empereur peut se trouver encore dans des circonstances telles que tout ce monde-là devienne fort embarrassant[1]. Je crois que le prince Joseph vient avec nous, car depuis Paris nous l'avons trouvé dans différents relais, suivant la même route que nous; il voyage dans une petite calèche avec un officier

1. La suite de l'Empereur se composait en tout de cinquante personnes, dont deux dames, trois enfants et vingt-neuf domestiques. F. P.

espagnol qui lui est resté attaché; nous l'avons laissé hier entre Orléans et Limoges.

« Malgré la consternation qui règne dans les départements que nous venons de traverser, nous avons recueilli partout des témoignages d'attachement pour l'Empereur; à chaque poste les paysans venaient nous demander de ses nouvelles. « Le pauvre cher homme, disaient-ils, il a donc encore été trahi! Est-ce que ces b... de Bourbons vont encore revenir? » Voilà ce que j'ai entendu vingt fois de mes propres oreilles. Dans un village où nous arrivâmes à la brune, les paysans, nous prenant pour des royalistes, entourèrent notre voiture avec des gestes menaçants en criant : *Vive l'Empereur, à bas les royalistes!* Nous fûmes obligés de nous faire connaître, pour éviter ce qu'une méprise aurait pu avoir de fâcheux. A Limoges, où nous avons passé hier soir, nous n'avons remarqué qu'une curiosité muette et une sorte d'indifférence sur le sort futur de la France.

« J'espère que nous arriverons demain dans l'après-midi à Rochefort, car une fois à Angoulême on doit retrouver les relais de poste mieux fournis. Je craindrais que nous n'arrivassions trop tard pour rejoindre l'Empereur, si je ne savais qu'il a promis à Mme Bertrand de l'attendre, et elle n'a dû partir de Paris qu'avant-hier, 30 juin. Au reste, quelque court séjour que nous fassions à Rochefort, je te promets de ne point m'embarquer sans t'écrire. »

Au même.

Rochefort, 4 juillet 1815.

« Il ne paraît pas que nous devions partir tout de suite, et comme nous n'avons absolument rien à faire, je puis t'écrire aussi longuement que je le jugerai à propos.

« Nous ne sommes arrivés ici que ce matin à onze heures,

c'est-à-dire près de cinq jours après notre départ de Paris! Tu dois bien penser qu'il a fallu des accidents extraordinaires pour occasionner une telle lenteur; effectivement, il nous est arrivé bien des aventures depuis Angoulême jusqu'ici. Si l'on pouvait encore rire au milieu des malheurs qui nous accablent, je te raconterais des scènes dignes de la comédie que nous ont données les royalistes de Cognac et de Saintes.

« Nous partîmes de Larochefoucauld avant-hier fort tard, et nous arrivâmes à la pointe du jour à Angoulême. Notre camarade Chiappe, qui a eu un doigt emporté à la bataille de Waterloo, avait la fièvre depuis deux jours; la chaleur et l'agitation du voyage avaient fort envenimé sa plaie, qui commençait à se gangrener; à Angoulême, il se trouva si mal que nous fûmes obligés de le laisser; il a promis de nous rejoindre dès qu'il se sentirait mieux.

« Arrivés à Jarnac, nous commençâmes à remarquer une population ennemie; l'esprit du commerce de la Rochelle y fait sentir son influence. Comme notre voiture était la dernière de toutes[1], nous étions partout en butte à la curiosité inquiète des habitants. A Cognac, toute la ville était rassemblée près de la porte et nous offrit une scène de la *Petite Ville* de Picard. Les femmes bien mises étaient aux fenêtres et tâchaient de pénétrer de l'œil dans l'intérieur de notre voiture. Dès que l'un de nous se montrait à la portière, il se faisait un brouhaha général; on se pressait, on se portait pour mieux voir, on chuchotait, on montrait au doigt; j'entendais dire autour de moi : « C'est Murat; non, c'est le prince Jérôme; non, c'est le « cardinal Fesch, etc. »

« Nous mîmes pied à terre en attendant les chevaux; on nous apprit alors que les voitures qui nous précédaient

1. Le manque de chevaux nous obligea à nous séparer, et mit plusieurs heures d'intervalle entre l'arrivée et le départ des différentes voitures.

avaient été l'objet d'une semblable curiosité; la *pourvoyeuse*[1] surtout, dans laquelle était Baillon, avait fait tourner toutes les têtes de Cognac. On assurait que la caisse renfermait un personnage de grande importance, auquel on passait les mets les plus délicieux par un trou fait exprès; quelques-uns affirmaient avoir vu *une grande main brune et décharnée* avec un diamant au petit doigt sortir par cette ouverture; ce personnage mystérieux, pouvait-on douter que ce ne fût l'Empereur? Je n'en finirais point si je voulais te rapporter tous les propos extravagants et ridicules de ces bons habitants de Cognac. Nous partîmes enfin, et nous traversâmes la ville lentement, à cause du pavé qui est horriblement mauvais. Comme la foule des bourgeois nous suivait toujours, je mis la tête à la portière et leur dis : « Messieurs, vous feriez beaucoup « mieux de faire paver vos rues que d'importuner les voya- « geurs par votre sotte curiosité. » Je ne sais s'ils prirent cela pour une politesse, mais ils me firent une profonde inclination et se retirèrent.

« Une scène plus burlesque, mais aussi plus tumultueuse, nous attendait à Saintes, et puisque me voilà en train d'écrire je vais te la rapporter. La renommée avait déjà porté de Cognac à Saintes, hier matin, la nouvelle du passage des voitures mystérieuses, lorsque Mme de Montholon y arriva, n'ayant avec elle que son enfant, sa femme de chambre et un domestique. D'abord on s'attroupe, on fait des remarques et des conjectures; quelques élégants de Saintes, qui revenaient de la campagne de Béthune, déclarent que c'est la princesse Hortense et courent en faire part à tous ceux qui, comme eux, servaient la cause du Roi par leurs vœux plus que par leurs actions.

1. C'est une voiture dont la caisse est carrée et fermée de tous côtés; elle servait à transporter les effets précieux de la chambre et de la bouche, et quelquefois des papiers. F. P.

Ces royalistes purs s'assemblèrent aussitôt pour délibérer. Ils venaient de recevoir de Paris des lettres qui leur donnaient la certitude du retour du Roi; ils n'avaient rien à redouter de la population, que son commerce d'eau-de-vie dispose au royalisme; de plus, les trois quarts des autorités étaient dans leur parti, et il n'y avait point de troupes dans la ville. Ayant tout bien pesé et reconnu qu'ils ne couraient aucun danger, ils résolurent de se dévouer pour la cause royale. En conséquence, douze des plus déterminés, parmi lesquels étaient trois gardes du corps, montèrent à cheval pour arrêter la prétendue princesse Hortense et visiter sa voiture; les autres restèrent pour arrêter les voitures que l'on attendait et pour organiser un mouvement[1].

« Vers dix heures, arriva la seconde voiture, dans laquelle étaient MM. de Montholon, Las-Cases père et fils, et Résigny; à peine avait-elle passé le pont de la Charente qu'un coup de fusil donna le signal aux conjurés, qui, s'élançant aussitôt de tous les coins de la ville et suivis de quelques polissons, vinrent se jeter à la tête des chevaux, cernèrent la voiture en poussant des cris confus, et l'arrêtèrent devant l'auberge des *Armes de France;* plusieurs dames parurent aux fenêtres agitant des mouchoirs blancs et criant avec une grâce infinie : « Il faut les tuer, il faut « les pendre. » Sur ces entrefaites, le commissaire de police, accompagné de quelques gardes nationaux, vint mettre le holà; la voiture fut remisée dans l'auberge, les voyageurs y descendirent, et on leur donna des sentinelles pour empêcher qu'ils ne fussent assaillis de nouveau. Il resta néanmoins une grande foule sur la place pour examiner

1. On m'a assuré que les chefs de cette ridicule expédition étaient un garde du corps nommé D... et le receveur des contributions de Saintes. Et qu'on ne croie pas que j'exagérais; tous ces détails m'ont été donnés par les gens du pays et par Mme de Montholon elle-même.

ces messieurs, qui s'étaient mis à la fenêtre. On tira des conjectures sur leurs véritables noms. M. de Las-Cases, qui est d'une très petite taille et d'assez mauvaise mine, fut reconnu pour être le duc de Rovigo. « C'est bien lui, « disaient les royalistes, c'est bien sa figure ignoble « et atroce! » Il est bon de remarquer que le duc de Rovigo est un des plus beaux hommes qu'on puisse voir, et que sa physionomie est pleine de douceur et de noblesse.

« Cependant les douze cavaliers qui avaient couru sur la route de Rochefort après la voiture de Mme de Montholon la trouvèrent dételée devant la petite poste de***, attendant des chevaux. Tout dormait dans cette voiture : Mme de Montholon, son fils, sa femme de chambre et le domestique qui était sur le siège en dehors. Le chef de la bande royale, ayant reconnu cet état de choses, prit ses dispositions. Il fit entourer la voiture avec précaution, puis, prenant son pistolet et l'ajustant sur Mme de Montholon, il cria d'une voix forte : « Rendez-vous! » A ce cri, tout le monde se réveille en sursaut. Mme de Montholon, voyant huit ou dix pistolets dirigés contre elle, se croit d'abord attaquée par des voleurs; mais l'aspect des gens du village, qui étaient tranquilles spectateurs de cette scène, lui ayant fait deviner ce que cela signifiait, elle se remit promptement et demanda ce qu'on lui voulait : « Madame, nous voulons savoir qui vous êtes, et ce « que vous emportez dans cette voiture. — N'est-ce que « cela? on peut vous satisfaire. Je me nomme la comtesse « de Montholon; cette voiture est la mienne; quant à ce « que j'emporte, ce sont de petits secrets de femme, et « vous me paraissez trop bien élevés pour ne pas les res- « pecter. — Madame, il ne s'agit point de dissimuler ni de « plaisanter; nous savons très bien que vous êtes la prin- « cesse Hortense; on ne veut point vous faire de mal, on

« vous laissera partir; mais auparavant il faut que vous « nous rendiez nos millions. »

« A cette burlesque sommation, Mme de Montholon ne répondit que par des éclats de rire qu'elle interrompait de temps en temps pour dire : « Ah! Messieurs, vos mil- « lions! des millions dans ma voiture! cela est trop plai- « sant! »

« Enfin, reprenant son sérieux, elle leur demanda s'ils avaient des ordres pour en agir ainsi. « Oui, Madame. — « Où sont-ils? — Les voilà. » Ils exhibèrent en effet un ordre, vrai ou faux, qui leur enjoignait de visiter la voiture d'une dame, voyageant sous le nom de la comtesse Montholon; mais, en même temps, de la laisser aller si ses passeports étaient en règle et si sa voiture ne contenait rien de suspect. Il fallut donc obéir; la visite ne produisit rien, comme bien on pense. Furieux d'avoir été trompés dans leur attente, ils résolurent alors de se venger par des vexations sur Mme de Montholon, et lui déclarèrent qu'ils allaient la ramener à Saintes; elle eut beau protester et leur rappeler la teneur de leurs ordres, elle ne put rien obtenir. Enfin on partit. Deux cavaliers, le pistolet au poing et prêts à faire feu, furent placés aux deux portières pour veiller sur Mme de Montholon; deux autres marchèrent derrière, et c'est de cette manière qu'on lui fit faire six lieues pour la ramener à Saintes. A son arrivée dans cette ville, même attroupement, mêmes clameurs, même descente à l'auberge des *Armes de France*, où elle rejoignit son mari.

« Peu d'instants auparavant était arrivé le prince Joseph; il avait été accueilli avec les mêmes vociférations, et, s'étant fait connaître, il avait demandé à être conduit chez le sous-préfet, où il se logea. La voiture dans laquelle j'étais avait été retardée par le manque de chevaux, de sorte que je n'arrivai à Saintes que vers six heures du soir, et ce matin

seulement à Rochefort, où l'Empereur est arrivé depuis hier. »

A notre vif regret, nous sommes forcé de prendre ici pendant un moment la parole.

Les observations qui accompagnent les lettres qu'on vient de lire sont à peu près les derniers mots de souvenirs que Louis Planat put consacrer à sa vie passée. Peu de temps après les avoir dictées (janvier 1857), il tomba gravement malade, et depuis lors ne se remit jamais entièrement. D'autres préoccupations, des souffrances croissantes l'empêchèrent, pendant le peu d'années qui lui restèrent à vivre, de reprendre ces dictées.

Nous avons entre les mains tous les papiers dont il comptait se servir; mais lui seul aurait pu y joindre les développements nécessaires, des commentaires précieux. Nous ne pouvons que les citer textuellement.

Il y a pourtant quelques lacunes qu'il est indispensable de combler. Ainsi nous possédons un journal contenant des notes rapides, écrites à bord du *Bellérophon* (du 15 juillet au 7 août); mais la première partie de ce journal, celle écrite à Rochefort et à l'île d'Aix, a été perdue. Nous le regrettons d'autant plus que c'est pendant les journées si pleines d'émotion passées à l'île d'Aix que l'attachement de Louis Planat pour le souverain déchu s'exalta jusqu'à l'enthousiasme, et que, de son côté, Napoléon semble avoir conçu pour son jeune officier d'ordonnance une véritable affection. Nous tâcherons de pourvoir, autant que possible, à cette interruption, en nous aidant pour cela du mémorial de M. de Las-Cases, de la relation du capitaine Maitland, dont Louis Planat loua souvent la parfaite exactitude sous le rapport des faits, et enfin, lorsque nous le croirons opportun, du souvenir de ce qu'il nous a dit.

L'Empereur, arrivé le 3 juillet à Rochefort, y resta jusqu'au 8, puis s'embarqua sur la frégate la *Saale*, en rade de l'île d'Aix, et que le gouvernement provisoire avait mise à sa disposition. Le sauf-conduit demandé à Londres n'étant pas encore arrivé le 10, MM. de Rovigo et de Las-Cases furent envoyés près du

capitaine Maitland, commandant du vaisseau anglais le *Bellérophon*, posté en observation près du port de Rochefort, pour lui demander s'il avait ordre de s'opposer au départ de l'Empereur. Le capitaine Maitland avait reçu dans la journée même des ordres péremptoires à cet égard. « Mais, dit-il naïvement, sentant que les forces que j'avais à ma disposition n'étaient pas suffisantes pour garder les différents passages par où l'on pouvait s'échapper, surtout si l'on adoptait le projet de se mettre en mer sur un petit bâtiment, je répondis de manière à engager Napoléon à attendre la réponse de l'amiral Keith, ce qui donnerait le temps d'attendre des renforts [1]. » Dans le cours de la conversation, le capitaine Maitland, sans aucun doute de bonne foi, adressa même à ces messieurs la question, attribuée déjà à lord Wellington : « Pourquoi Napoléon ne demanderait-il pas un asile en Angleterre? » et cette question impressionna tellement l'esprit de M. de Las-Cases, elle répondait si bien aussi aux vœux de la majeure partie de la suite de l'Empereur qu'elle contribua beaucoup à la fatale détermination prise quatre jours plus tard.

Le 11 juillet se passa à bord de la *Saale* en discussions sur le parti à prendre; le 12, l'Empereur résolut de partir pour l'Amérique sans attendre le sauf-conduit anglais. Mais le commandant de la frégate refusa, « probablement, a dit Napoléon à Sainte-Hélène, d'après les instructions du duc d'Otrante, qui déjà trahissait et voulait livrer l'Empereur ». Les officiers de la garnison d'Aix proposèrent alors d'armer des chasse-marées; le lieutenant de vaisseau Doret, les enseignes, les aspirants de la frégate la *Saale*, réclamèrent à l'envi l'honneur de diriger et de seconder l'entreprise, même en qualité de simples matelots. Louis Planat, et avec lui toute la partie jeune et hardie de la suite de l'Empereur y poussèrent ardemment, et un moment Napoléon y fut décidé. Le journal de M. de Las-Cases porte, à la date du 13-14 juillet : « A 11 heures du soir, l'Empereur est sur le point de se jeter dans les chasse-marées; deux de ces bâtiments appareillaient déjà avec les gens et une partie des bagages. M. Planat

1. Voir *Relation du capitaine Maitland*, p. 31. F. P.

est sur l'un d'eux. » Mais tout échoua au dernier moment sur la déclaration des jeunes marins, qu'il serait difficile de gagner l'Amérique sans toucher par un point la côte d'Espagne ou du Portugal, afin de ravitailler ces petits bâtiments. C'est alors que se révéla dans toute sa gravité l'inconvénient d'une suite trop nombreuse. Ce fut un véritable chagrin pour Louis Planat, toujours plein de défiance dans les intentions de l'Angleterre. Enfin, le lendemain, après une sorte de conseil tenu avec les personnes de sa suite, Napoléon écrivit sa fameuse lettre au Prince-Régent. Le général Gourgaud, premier officier d'ordonnance, eut mission de la porter, et avec lui partit M. de Las-Cases, ravi de la résolution prise, de plus en plus confiant dans l'Angleterre, et chargé d'annoncer au capitaine Maitland la venue de l'Empereur à bord du *Bellérophon* le lendemain matin, 15 juillet 1815.

Le journal de Louis Planat commence à cette date.

F. P.

JOURNAL DU « BELLÉROPHON »

15 juillet. — L'Empereur se remet entre les mains des Anglais en rade des Basques. Il a envoyé avant lui en Angleterre le général Gourgaud chargé d'une lettre pour le Prince-Régent. Le général vient de partir sur la corvette le *Slaney*, capitaine Sartorins. A cinq heures du matin, l'Empereur s'est embarqué sur le bâtiment français l'*Épervier*, parlementaire, et a passé à bord du *Bellérophon*, vaisseau de guerre anglais de 74, commandé par le capitaine Maitland. L'amiral Hotham, arrivé à bord du *Superbe*, vient dans la matinée voir l'Empereur et lui témoigne beaucoup de respect; son exemple est suivi par les officiers du *Bellérophon*.

16 juillet. — Une partie des officiers et des domestiques passe à bord de la corvette le *Mirmidon*, capitaine Gambier. L'Empereur et tous les officiers laissés à bord du *Bellérophon* vont déjeuner à bord du vaisseau-amiral; honneurs rendus à l'Empereur; déjeuner; contenance de Mme Bertrand et de quelques autres; je ne puis retenir mes larmes[1].

1. L. Planat, parlant de cette visite à bord du *Superbe*, nous disait que ce n'était point l'inquiétude pour l'avenir qui lui mettait les larmes aux yeux, mais bien la douleur de voir l'Empereur réduit à courtiser en quelque sorte ses ennemis, et aussi l'irritation que lui causait la contenance joyeuse de la plupart de ses compagnons. Voici dans quels termes le capitaine Maitland rend compte de cet incident (p. 98) : « Pendant tout le temps que dura le dé-

Dessiné d'après Nature le 24 Juillet 1815,
à bord du Bellérophon.

Imp. Ch. Wittmann

Planat, del.

A une heure nous retournons à bord du *Bellérophon* qui fait voile pour l'Angleterre ainsi que la corvette.

17 juillet. — Prévenances des officiers anglais. Je fais connaissance avec le chirurgien O'Meara. Au moyen de quelques mots de mauvais italien nous conversons ensemble; c'est un bon homme qui paraît s'intéresser à nous.

18 juillet. — Nous avons peu de vent et nous n'avançons point; cette situation fait naître des réflexions tristes. On voudrait voir abréger ce voyage pour sortir de l'état d'incertitude dans lequel on se trouve. M. de Las-Cases voit la chose en beau; Montholon et le général Lallemand pensent qu'il y a plusieurs manières de la voir. Je ne m'abuse pas, et je crois fortement que le ministère anglais veut la perte de l'Empereur et qu'il la consommera.

L'Empereur a été taciturne à déjeuner. Au dîner, il a repris sa gaieté; on a parlé de plusieurs choses. Étendue de ses connaissances, sagacité et profondeur de ses vues. On a parlé du château de Blenheim. Le général Bertrand a dit que l'entretien du jardin coûtait un million par an aux descendants de Marlborough; l'Empereur a relevé cette absurdité avec grâce. Indécente bouderie du général Bertrand; il sort du ton respectueux qu'il nous importe tant de garder vis-à-vis de l'Empereur, surtout devant les Anglais[1].

19 juillet. — L'Empereur cause beaucoup pendant le dé-

jeuner, j'observai que le colonel Planat, qui était très attaché à Napoléon, et sur le compte duquel celui-ci s'exprimait en termes pleins d'affection, avait des larmes qui lui coulaient le long des joues et semblait extrêmement peiné de la situation où se trouvait son maître. D'après les occasions que j'ai eues d'observer le caractère de ce jeune homme, je demeure convaincu qu'il avait un vif attachement pour la personne de Bonaparte. » Le capitaine Maitland témoignait une considération toute particulière à L. Planat, et lui disait souvent avec son accent anglais : « J'ai beaucoup de *regard* pour votre caractère. » F. P.

1. Dans la relation de Maitland, ce fait est ainsi raconté (p. 237) : « Bonaparte ayant dit en riant : « Bah ! ce n'est pas possible », le général Bertrand répliqua d'un ton piqué : « Ah ! si vous répondez de cette manière, il n'y a

jeuner. Pourquoi les femmes ne l'aiment pas et pourquoi les hommes se plaisent tant dans sa conversation? Dialogue vif, rapide, animé, plein de traits et de saillies; expressions pittoresques et concises. Dans le genre futile sa conversation est au-dessous du médiocre; mais dès qu'on traite un sujet élevé, intéressant, instructif, il reprend toute sa supériorité. On parle de l'Égypte; je ne puis retenir ses expressions, et l'on ne peut rendre une pareille conversation sans l'affaiblir. L'Empereur nous enchante par ses connaissances universelles, ses idées grandes, la vivacité de l'imagination, le tour fin et original qu'il donne à ses phrases; il caractérise les divers personnages avec la concision, la force et le mordant de La Bruyère.

Dans l'après-midi, le vent souffle fort, nous sommes tous malades. Je reste avec Mme Bertrand jusqu'à minuit; elle nous entretient des bontés de l'Empereur pour elle et pour sa famille pendant son séjour à l'île d'Elbe, etc.

20 juillet. — Nous passons Belle-Isle pendant la nuit. Vent contraire. Nous rencontrons le *Swiftsure* qui vient de Plymouth; il nous apporte les journaux du 15; platitude des journaux de Paris! On dit que les alliés ont frappé une énorme contribution sur Paris; l'Empereur en paraît affligé.

21 juillet. — Vent contraire et très faible. Tout le monde est triste et inquiet, excepté l'Empereur. On joue au vingt-et-un après le déjeuner.

22 juillet. — Le vent ayant fraîchi, nous devions nous trouver le matin par le travers d'Ouessant et prêts à entrer dans la Manche; mais le vent était totalement contraire. La frégate l'*Eurotas*, venant de Brest, passe près de nous et nous apprend que le drapeau blanc y a été arboré avant-hier. On ne s'y était pas autant pressé qu'à la Rochelle, où il flottait

« plus moyen de raisonner », et pendant quelque temps ne voulait plus lui parler. Bonaparte, loin de se formaliser, fit tout ce qu'il put pour l'apaiser et le remettre de bonne humeur, ce qui ne fut pas très difficile. » F. P.

dès le 13 sur les Cours ! La nuit vient, on n'aperçoit toujours point la côte d'Ouessant, quoique le capitaine eût assuré dès le matin qu'elle serait en vue à cinq heures du soir. Inquiétude des officiers anglais, mais notre surprise est encore plus grande. Comment des marins expérimentés peuvent-ils faire une erreur semblable, sans avoir pour ainsi dire quitté une côte qu'ils connaissent comme celle d'Angleterre ? Il y a bien du charlatanisme dans la réputation des marins anglais ; on en rabattrait de beaucoup si on les examinait de près. Une frégate passe près de nous et donne le point.

23 juillet. — Ce matin, vers sept heures seulement, on découvre Ouessant, et dès le soir nous apercevons la côte méridionale d'Angleterre, en sorte que nous pouvons espérer d'arriver demain matin à Torbay.

24 juillet. — A quatre heures du matin, nous mouillons dans la rade de Torbay. L'Empereur sort de très bonne heure et reste dans la dunette pendant qu'on carguait les voiles ; toutes les manœuvres finies, il rentre chez lui à six heures. La corvette le *Slaney* est mouillée à peu de distance. Gourgaud arrive vers dix heures et nous dit qu'il n'a pu obtenir de débarquer, qu'il a eu une dispute avec son capitaine, lequel est parti pour Plymouth sans lui, pour parler au lord Keith ; Gourgaud a gardé la dépêche adressée au Prince-Régent ; il prétendait la remettre lui-même, etc. Mauvais choix de ce messager ! Un officier du *Superbe*, porteur des dépêches de sir Henri Hotham et d'une copie de la lettre de l'Empereur, part pour Londres. Nous attendons avec impatience la réponse du gouvernement anglais. Quant à moi, je n'augure rien de bon. On se berce des espérances les plus chimériques. Le général Lallemand et moi sommes les seuls qui voyons la chose d'une manière raisonnable. Gourgaud dit que l'Empereur sera reçu en Angleterre, et que le peuple l'y portera en triomphe ; M. de Las-Cases dit

que les Anglais voudront avoir une belle page dans l'histoire et traiteront l'Empereur avec tout le respect que mérite un grand homme dans l'adversité ; le général Montholon, sa femme, mais par-dessus tout Mme Bertrand, renchérissent sur ces billevesées ; le général Bertrand a une indifférence et un air de sécurité qui assomment, et tout ce monde parle de la nation anglaise, comme si nous n'étions pas dans les griffes des ministres qui seuls décideront de notre sort. Leur ouvrage ne serait pas complet s'ils n'achevaient pas de perdre l'Empereur [1]. Il vient des barques de curieux dans l'après-midi. L'Empereur vient sur le pont selon sa coutume à cinq heures ; il est salué par les gens comme il faut. Aspect de la baie de Torbay. Maison de M. Guerry ; il envoie des fruits à l'Empereur.

25 juillet. — Journée ennuyeuse. Grand concours de spectateurs. Je fais des profils de l'Empereur qu'on distribue et qu'on trouve fort ressemblants. La petite ville de Brixham encombrée de monde. Cherté des barques ; on paye jusqu'à 50 guinées. L'Empereur sort à son heure accoutumée.

26 juillet. — Nous mettons à la voile pour Plymouth où nous arrivons le même soir. Pendant le passage chacun était agité et faisait ses conjectures ; ce mouvement rétro-

1. Sur une autre feuille du journal de L. Planat se trouve sur le même sujet la note suivante. F. P. :

M. de Cases me répétait toujours : « La nation anglaise doit être fière de la confiance que l'Empereur lui témoigne ; elle ne voudra pas se déshonorer ; les Anglais seront bien aises d'avoir une belle page de plus dans l'histoire, etc. — Pour que votre raisonnement fût bon, lui dis-je, il faudrait que le *peuple* gouvernât, et non pas les *ministres*. — Mais ils sont obligés de se soumettre à l'opinion. — Bon, ne voyez-vous pas tous les jours en Angleterre le ministère faire des entreprises contraires à l'opinion publique, mais dont le peuple oublie l'injustice lorsqu'elles sont couronnées de succès ? Les ministres qui sous des princes sans talent gouvernent aujourd'hui l'Europe sont trop intéressés à abattre l'Empereur et à consommer sa perte pour laisser échapper cette occasion ; ils l'enverront dans quelque coin éloigné où ils se déferont de lui, si la nature et le climat ne les servent pas assez promptement. » M. de Las-Cases souriait de pitié et me dit : « Mon cher monsieur, vos idées ne sont pas couleur de rose ! »

grade, sans autre explication, donne assez à penser. Cependant chacun cherche encore à s'abuser, on répète sans cesse : « La nation anglaise doit être fière de la confiance que l'Empereur lui a témoignée, elle ne voudra pas se déshonorer par une perfidie, etc. » Il semble vraiment, à les entendre, que nous soyons encore dans un temps où l'on consultait le peuple sur la place publique, et où l'on rejetait avec horreur une perfidie lors même qu'elle pourrait sauver la patrie. Je suis seul à me débattre contre tout ce monde-là. J'ai beau dire qu'en Angleterre, comme partout, ce sont les ministres qui gouvernent, non le peuple, et que, surtout en matière politique, la nation n'est jamais consultée que pour la forme et après que toutes les décisions sont prises, on ne m'écoute pas.

27 juillet. — Je suis transporté à bord de la *Liffey*. Visite de l'amiral Keith qui change de manières avec nous[1].

28 et 29 juillet. — Rien d'important.

30 juillet. — Arrivée de M. Bunbury à Plymouth ; le bruit de sa mission transpire. Scènes de Mme Bertrand avec Maitland.

31 juillet. — Le sieur Bunbury vient avec lord Keith signifier à l'Empereur sa translation à Sainte-Hélène et qu'il ne lui est permis d'emmener que trois officiers, dont on excepte les généraux Lallemand et Savary. On lui laisse douze domestiques. Protestation de l'Empereur contre cette décision du gouvernement anglais. Sa dignité, son éloquence. Consternation de Mme Bertrand. Scène effroyable qu'elle fait à l'Empereur ; elle veut se jeter par la fenêtre[2].

1. C'est par suite d'un ordre de lord Keith que L. Planat dut passer sur la *Liffey* et plus tard sur l'*Eurotas*, tandis que le général Gourgaud restait à bord du *Bellérophon*. Cette double circonstance eut quelques jours plus tard, sur le sort de l'un et de l'autre, une influence décisive. F. P.

2. Dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* (vol. I, p. 23), on lit : « Mme Bertrand, sans s'être fait annoncer, se précipita tout d'un coup dans la chambre de l'Empereur. Elle était hors d'elle-même et criait : Qu'il n'allât pas à Sainte-Hélène, qu'il n'emmenât pas son mari ! Sur la réponse calme de l'Empereur,

Les généraux Savary et Lallemand écrivent à Londres, se doutant bien qu'on veut les livrer aux Bourbons.

1, 2 et 3 août. — Ces journées se passent à attendre une réponse définitive.

4 août. — Dans la nuit, nous sommes réveillés par l'arrivée des ordres du départ. A huit heures, on fait des dispositions pour lever l'ancre. On devait attendre le *Northumberland*, destiné pour transporter l'Empereur à Saint-Hélène, à Plymouth ; mais il paraît que des raisons particulières engagent l'amiral Keith à hâter le départ ; on croit que c'est l'*habeas corpus*. Le lord Keith vient à bord de la frégate l'*Eurotas*. Il fait dire à l'Empereur de désigner les personnes qu'il choisit ; l'Empereur répond qu'étant déterminé à ne point aller à Sainte-Hélène, il n'a personne à désigner ; il fait la même réponse au grand maréchal. Embarras de l'amiral Keith qui n'ose aller sur le *Bellérophon ;* il se décide

elle sortit aussi précipitamment qu'elle était venue. L'Empereur, toujours étonné, me dit : « Concevez-vous rien à cela ? » lorsque nous entendîmes de grands cris. C'était Mme Bertrand qui avait voulu se jeter à la mer ! » D'après ce que M. de Las-Cases raconta depuis à Louis Planat, les propres paroles de Mme Bertrand et de l'Empereur étaient celles-ci : « Sire, vous n'avez pas le droit d'enlever un père à sa famille, un citoyen à sa patrie ! — Mais, Madame, je n'oblige pas du tout Bertrand à me suivre ; il est entièrement libre. » Après cette tentative de suicide, Mme Bertrand consulta M. Maitland, qui finit par lui dire qu'à son avis, son mari perdrait sa réputation par une telle conduite (*Relat.*, p. 215). F. P. — Planat écrivait au sujet du départ de Bertrand : « Il faut tenir grandement compte de la position du général Bertrand âgé de plus de 45 ans, marié et père de famille. Mme Bertrand était une femme charmante, pleine d'excellentes qualités, capable même d'enthousiasme et de dévouement lorsque la passion ne l'égarait pas ; mais habituée à la vie facile et splendide de Paris, mère de trois enfants en bas âge, elle ne put se résigner facilement, ni pardonner à Bertrand de sacrifier à son maître le bien-être de sa famille. Elle éprouva des sentiments très exaltés par moments, mais très variables, et elle les exprimait avec une véhémence inouïe, sans aucun égard pour la situation où elle se trouvait. On ne peut douter qu'avant d'en venir à sa tentative de suicide à bord du *Bellérophon*, et de recourir aux agents du gouvernement anglais pour tâcher d'empêcher son mari de partir, elle n'ait fait subir bien des scènes de larmes et de reproches à ce pauvre général qui l'aimait tendrement. En vérité, lorsqu'on pèse toutes ces circonstances, on cesse de s'étonner des hésitations du général Bertrand ; on lui sait gré au contraire d'avoir su en triompher. »

à sortir de Plymouth avec le *Tonnant*, le *Bellérophon* et l'*Eurotas* pour aller à la rencontre du *Northumberland*. Le capitaine va à bord de l'amiral le soir. Il dit que l'Empereur est malade ; on craint qu'il ne se soit empoisonné. Nos inquiétudes.

5 août. — La journée se passe sans qu'on aperçoive le *Northumberland*. Je demande à aller au *Bellérophon ;* on me refuse sous un prétexte frivole. Ces retards rendent notre situation semblable à une longue agonie ! Vent violent, gros temps, ennui, journée triste. Supposition sur le retard du *Northumberland*. Envie et crainte de le voir paraître.

6 août. — A huit heures et demie, à la hauteur de Torbay, nous apercevons le *Northumberland;* ce nom sinistre nous fait éprouver un sentiment d'effroi. Salut de l'amiral. A dix heures et demie, le *Northumberland* est près du *Tonnant;* le vent souffle avec violence et s'oppose à la communication par les canots et les chaloupes ; à midi, l'amiral donne l'ordre de se diriger sur Torbay et d'y jeter l'ancre. En approchant des côtes, nous désirions que tout s'y engloutît ! A trois heures, nous jetons l'ancre sous le fort de Berryhead, à l'entrée de la rade de Torbay. Mon premier soin est d'envoyer demander la permission d'aller à bord du *Bellérophon* pour voir encore une fois l'Empereur ; mais cette permission m'est refusée, et l'amiral y joint la défense d'y faire passer aucune lettre qu'il ne l'eût vue. Je ne crois pas que cette réserve soit nécessaire ni même commandée. A cette occasion, je remarque la pusillanimité des officiers de la marine anglaise. Toutes les petites vexations que nous éprouvons ont leur source dans la crainte qu'ils ont de se compromettre en se relâchant dans l'exécution des ordres qu'ils reçoivent de l'amirauté. On nous prend nos armes. Ridicule de cette précaution ; nous couchons dans une chambre où il y a trente ou quarante fusils avec leurs baïonnettes, des sabres, des haches, etc.

7 août. — Dans la nuit, quatre domestiques, Cipriani, Santini, Archambaud et Rousseau vont à bord du *Northumberland.* Ils reviennent à onze heures à notre bord pour prendre leurs effets. Cipriani nous raconte que l'amiral Cockburn lui a dit qu'avant de se décider, il ne doit pas se faire d'illusion sur le sort qui l'attend : « Qu'à Sainte-Hélène, l'Empereur et sa suite seront gardés très étroitement; qu'à la vérité rien ne leur manquera, mais qu'ils ne pourront sortir d'une forteresse qui leur sera assignée pour prison, et qu'ils ne doivent guère espérer de jamais revoir la France[1]. »

Sur nos instances réitérées pour voir l'Empereur, l'amiral nous envoie le capitaine du *Tonnant*, espèce d'imbécile, qui nous dit avec toute l'emphase de la sottise : « Messieurs, si vous voulez voir *votre Empereur, le général Bonaparte*, vous pouvez aller à bord du *Northumberland*, mais vous ne pourrez en descendre que d'après les ordres du gouvernement de Sa Majesté Britannique. » Il appuya sur les mots soulignés avec une affectation et une grosse gentillesse, tout à fait dans le goût anglais. Son discours nous paraissant inintelligible, nous le prions de retourner près de l'amiral pour avoir une explication. Il va, mais ne revient pas. J'écris au lord Keith. A trois heures seulement, nous obtenons la permission d'aller faire nos adieux à l'Empereur.

Sa Majesté nous fait introduire, Résigny et moi. Ses paroles, sa contenance, notre émotion. Il nous embrasse tous les deux. Séparation...

1. Louis Planat fit de vains efforts pour être embarqué à bord du *Northumberland* en qualité de domestique, s'il n'y avait pas d'autre moyen. Le capitaine Maitland, tout en témoignant ses regrets, refusa d'assumer sur lui une telle responsabilité. F. P.

Ces notes succinctes sont tout ce que nous possédons de la main de Louis Planat sur ces moments douloureux. Nous n'y joindrons que ces mots d'une lettre, écrite par lui un an après : « Le 7 août, jour de funeste et douloureuse mémoire, on nous annonça que le *Northumberland* allait mettre à la voile. L'amiral Keith, cédant à mes importunités, voulut bien me permettre de revoir encore celui qu'on n'ose plus nommer. A peine eus-je le temps d'arroser de mes larmes ses mains glorieuses. Son calme, sa dignité purent seuls me faire supporter cet affreux moment... »

Du reste, le vœu de Louis Planat de partir pour Sainte-Hélène n'échoua que par suite de son absence du *Bellérophon* au moment décisif. Voici, raconté par le capitaine Maitland, l'incident qui s'était passé à son bord dans la matinée du 7 août, peu de moments avant la translation sur le *Northumberland :* « Le comte Bertrand s'occupa à dresser une liste de ceux qui devaient aller à Sainte-Hélène avec Bonaparte. Le nom du général Gourgaud y avait été omis, et le colonel Planat était porté comme secrétaire de Napoléon. Cela offensa tellement M. Gourgaud, qu'il employa un langage très dur (*very strong language*) envers le général Bertrand. Après beaucoup d'altercations, il fut réglé (je crois par Bonaparte lui-même) que le nom de Gourgaud serait rétabli sur la liste[1]. »

Louis Planat n'apprit qu'en 1818, lors du retour du comte de Las-Cases en Europe, ce qui s'était passé dans cette circonstance. Le gouvernement anglais ayant réduit à trois le nombre des officiers admis à accompagner l'Empereur, Napoléon avait désigné les noms de Bertrand, Montholon et Planat, que le général Bertrand inscrivit sur la liste remise aux agents anglais dans la

1. *Relation de Maitland*, p. 213. F. P.

matinée du 7 août. Mais Louis Planat, transféré depuis dix jours sur l'*Eurotas*, ne put être immédiatement informé du choix de l'Empereur, tandis que Gourgaud, à bord du *Bellérophon*, connut sur-le-champ son exclusion. Il en devint furieux. N'osant toutefois faire remonter son ressentiment jusqu'à l'Empereur, il accabla le général Bertrand, pourtant bien innocent, de tant de reproches et de menaces si violentes que celui-ci supplia Napoléon de revenir sur sa décision, non encore communiquée à Louis Planat. L'Empereur céda à la crainte d'un scandale public, fâcheux dans sa position, comme il avait cédé quatre mois auparavant à la menace d'un suicide. C'est ainsi que le nom de Gourgaud remplaça sur la liste celui qui avait été choisi par Napoléon, et que ce général put aller à Sainte-Hélène.

F. P.

TROISIÈME PARTIE

1815 A 1822

TROISIÈME PARTIE

1815 A 1822

JOURNAL DE MA CAPTIVITÉ[1]

1815 ET 1816

Lorsque l'Empereur Napoléon fut parti pour Sainte-Hélène, ceux d'entre nous qui n'eurent pas le bonheur de l'accompagner devaient s'attendre à être mis en liberté; il n'y avait aucun motif apparent pour nous retenir. Le duc de Rovigo et le général Lallemand paraissaient seuls pouvoir être exceptés, mais uniquement pour des raisons politiques, car aux yeux de l'équité leurs droits étaient les mêmes; ils étaient venus comme nous demander l'hospitalité à l'Angleterre, et s'il ne convenait pas au gouvernement britannique de nous accorder un asile, du moins n'était-il pas en droit de nous ravir notre liberté.

Nous étions sortis de la rade de Plymouth le 5 août 1815,

1. Tandis que le *Northumberland* mettait à la voile, l'*Eurotas* et le *Bellérophon* retournaient à Plymouth, y ramenant ceux des compagnons de Napoléon que le gouvernement anglais avait empêchés de partir avec lui, et qui dès lors s'attendaient à rentrer immédiatement dans la libre disposition de leurs personnes. Leur espoir fut déçu; une étroite captivité les attendait, et pendant toute une année ils furent relégués du reste du [monde. Le récit complet de cette injuste détention fut écrit à Florence par L. Planat au sortir de sa captivité, c'est-à-dire vers la fin de 1816. F. P.

à bord de la frégate l'*Eurotas;* l'Empereur était sur le *Bellérophon*. Le lendemain, vers le soir, nous rencontrâmes le *Northumberland* à la hauteur de Torbay; l'Empereur y passa le 7 avec ceux qui devaient l'accompagner. On mit à la voile le même soir, et le lendemain 8, le *Northumberland* ayant continué sa route pour Sainte-Hélène, nous rentrâmes dans la rade de Plymouth avec la persuasion qu'on allait nous mettre en liberté. Il est essentiel d'observer que, jusqu'alors, on ne nous avait point fait connaître à quel titre nous étions détenus; il n'avait jamais été question que nous fussions *prisonniers de guerre*, et ce ne fut que longtemps après qu'on nous le déclara lorsque, nous ayant déportés à 600 lieues de l'Angleterre, on nous eut mis dans l'impossibilité de nous opposer à cette injuste décision [1].

La frégate l'*Eurotas* était commandée par le capitaine J. Lillicrap, officier dont les manières et les procédés envers nous ne furent pas tels que nous aurions dû l'espérer. Jusqu'alors nous avions trouvé les officiers de la marine anglaise d'une politesse et d'une courtoisie extrêmes; respectant nos malheurs, ils avaient évité avec soin tout ce qui pouvait nous blesser, et nous avaient prodigué les

1. On avait mis la veille sur notre bord un prétendu major d'infanterie du régiment destiné à Sainte-Hélène. Il retournait à Plymouth sous un prétexte auquel nous ne fîmes nullement attention. Cet officier, qui n'avait aucune marque distinctive de son grade, nous fit beaucoup de questions avec le ton de l'intérêt; plusieurs d'entre nous y répondirent avec cette sotte confiance, cette impétuosité, et ce flux de paroles indiscrètes qui caractérisent les Français; nous ne prenions aucun soin de déguiser notre rage et notre indignation; nous éclatâmes en imprécations contre la bassesse et la perfidie du ministère anglais; enfin nous manifestâmes assez clairement l'intention de porter nos plaintes au prochain parlement. Notre major nous répondait avec une douceur et une politesse qui nous charmaient et augmentaient notre confiance. Il paraissait entrer dans nos chagrins, et cherchait à nous consoler. Le soir il écrivit beaucoup, et le lendemain il nous quitta. Nous nous avisâmes, un peu tard, que ce pouvait bien être un espion; aujourd'hui je n'en doute pas, et je suis persuadé de plus que ses rapports ont déterminé le ministère anglais à nous traiter avec tant de rigueur.

égards et les attentions les plus délicates. Nous sentîmes cruellement la différence qu'il y avait entre eux et le sieur Lillicrap. En arrivant à Plymouth, il se rendit près de l'amiral Keith, et revint nous dire qu'il n'y avait point d'ordres pour nous, mais qu'en attendant ceux qui devaient venir de Londres, nous resterions à son bord.

Le duc de Rovigo et le général Lallemand étaient restés à bord du *Bellérophon;* nous demandâmes à communiquer avec eux, mais cela nous fut refusé ; on nous défendit même de leur écrire ; ces mesures sévères nous firent appréhender quelque chose de funeste pour eux. Il paraît en effet que le ministère anglais avait d'abord résolu de les livrer au gouvernement français; mais par bonheur ils avaient pris les devants, et, trompant la vigilance de leurs geôliers, ils avaient trouvé moyen, à force d'or, de faire passer un mémoire à un célèbre avocat de Londres, qui fit quelques démarches en leur faveur. Ils ont toujours été persuadés que cette circonstance leur avait sauvé la vie.

Nous restâmes huit jours dans cette rade de Plymouth, en proie à tout ce que l'ennui et l'inquiétude ont de plus insupportable. Les officiers anglais nous assuraient que l'on ne pouvait nous retenir longtemps, et que si nous n'obtenions pas tout de suite notre liberté, on nous permettrait sans doute de rester sur parole dans quelque petite ville d'Angleterre, jusqu'à la conclusion de la paix. Ces discours ne nous rassuraient pas, car c'était avec un langage à peu près semblable qu'on avait fini par conduire l'Empereur à Sainte-Hélène. Nos craintes n'étaient que trop bien fondées.

Le 16 août, Lillicrap, après avoir été comme à l'ordinaire prendre les ordres du lord Keith, vint nous annoncer qu'il avait reçu ordre de mettre à la voile, mais qu'il lui était défendu de nous faire connaître le lieu de notre destination. Il ne devait nous l'apprendre que lorsque nous serions

en pleine mer; tout ce qu'il pouvait nous dire, c'est que nous irions dans un pays chaud; nous insistâmes vainement pour en savoir davantage, Lillicrap ne nous écouta point. Également consternés et indignés d'une décision aussi révoltante, nous restâmes quelque temps dans un état de stupeur qui tenait du désespoir. Un abus d'autorité aussi effroyable chez un peuple libre bouleversait toutes nos idées; on allait nous arracher violemment à toutes nos relations sociales, à nos affections les plus chères, pour nous déporter dans un pays lointain qu'on ne daignait même pas nous faire connaître, et cependant nous n'avions commis aucune offense envers le gouvernement britannique; quel sort plus dur nous aurait-il fait éprouver, si nous eussions été vraiment coupables? Notre imagination, épouvantée de tant d'actes tyranniques et arbitraires, ne voyait plus de bornes où ils dussent s'arrêter : nous ne rêvions que Cayenne, Botany-Bay ou quelque île déserte; quelquefois nous pensions qu'on voulait nous vendre comme esclaves à quelque despote d'Afrique ou d'Asie.

Revenus de ces premiers mouvements, quelques-uns d'entre nous se déterminèrent à réclamer contre la décision du gouvernement anglais. Lillicrap observa que cette démarche était inutile, parce que rien ne pouvait l'empêcher d'exécuter les ordres qu'il avait reçus : de partir sur-le-champ. Néanmoins ils persistèrent dans leur demande. J'obtins de l'amiral Keith que le jeune Sainte-Catherine, page de l'Empereur, serait renvoyé dans sa famille à la Martinique; c'était un enfant de seize ans, qui sans cette démarche aurait été associé à toute la rigueur de notre sort. MM. Mercher, capitaine de cavalerie, Autric, officier d'ordonnance (jeune homme de dix-neuf ans), et Rivière, aide de camp du général Montholon, ne furent pas aussi heureux; leur réclamation resta sans réponse. Cependant quelle crainte pouvaient-ils inspirer? Ils demandaient à

être renvoyés en France, et certes tout devait faire croire que, comme partisans de Napoléon, ils y auraient été surveillés plus rigoureusement qu'en Angleterre. Il en fut de même du chef d'escadron Schultz, officier polonais, qui ne demandait qu'à retourner dans sa patrie. Je cherche encore aujourd'hui si, injustice à part, il pouvait y avoir un motif raisonnable pour rejeter ces demandes, et je suis tenté de croire que des raisons d'intérêt particulier engageaient quelqu'un à les supprimer. M. de Résigny et moi gardâmes le silence : nous ne voulions point nous ravaler par des supplications, et nous devions éviter d'irriter nos persécuteurs par des vérités que la colère et l'indignation rendent toujours trop dures. Nous sentions bien d'ailleurs toute l'inutilité d'une réclamation, dont on ne nous laisserait pas le temps d'attendre l'effet.

Vers le soir, le duc de Rovigo et le général Lallemand quittèrent le *Bellérophon* et vinrent à notre bord. Nous apprîmes par eux que Malte était le lieu de notre déportation; ils avaient eu eux-mêmes beaucoup de peine à le savoir; le capitaine Maitland, en les prévenant qu'ils allaient passer à bord de l'*Eurotas*, avait ajouté qu'il ignorait le lieu de leur destination. Les deux généraux ayant insisté, il leur déclara qu'à la vérité il le savait, mais qu'il lui était expressément défendu de le dire. Le général Lallemand cria à la violence et à l'injustice, protesta contre un enlèvement secret, et fit si bien qu'il détermina Maitland à retourner près de l'amiral Keith pour obtenir la permission de faire connaître aux deux généraux leur véritable destination. Cependant, comme il tardait à revenir, le premier lieutenant du *Bellérophon*, homme rude et mal élevé, contraignit les deux généraux de partir pour l'*Eurotas;* heureusement, dans la traversée ils rencontrèrent le capitaine Maitland, qui leur dit enfin qu'ils allaient à Malte.

Le duc de Rovigo et le général Lallemand avaient passé

dix jours dans des tourments et des inquiétudes continuelles. Le soin qu'on avait mis à les priver de toute communication avec nous leur avait d'abord fait craindre d'être renvoyés en France, comme il est certain qu'on en avait eu le projet; mais leurs craintes redoublèrent lorsque, par un hasard singulier, une frégate française, qui était depuis longtemps dans le port de Plymouth, en sortit et vint mouiller en rade à très peu de distance du *Bellérophon;* par une circonstance non moins bizarre, cette frégate s'appelait la *Duchesse d'Angoulême*. Le capitaine Maitland lui-même parut inquiet. Il n'avait pu refuser aux instances des deux généraux une lettre par laquelle il reconnaissait qu'en les recevant à bord du *Bellérophon*, il leur avait garanti la vie sauve; quoique cette attestation ne contînt qu'une partie de la vérité, le duc de Rovigo et le général Lallemand s'en servirent utilement en l'envoyant secrètement à Londres, où elle fut mise sous les yeux du ministère; cela valut une sévère réprimande de la part du lord Keith au capitaine Maitland, qui en témoigna de l'humeur aux deux généraux, en disant qu'ils abusaient de sa confiance et de sa facilité. On est révolté au seul récit de tant d'injustices; entourés de surveillants, privés arbitrairement de leur liberté, et menacés de perdre la vie, on leur faisait encore un crime de se plaindre et de chercher à faire valoir leurs droits.

Le duc de Rovigo nous apprit encore ce jour-là qu'ayant demandé un homme de loi pour faire des dispositions relatives à ses affaires d'intérêt, on le lui refusa. Ce fait eut lieu avant le départ de l'Empereur; je crois me rappeler que ce fut le 30 juillet, jour où M. Bunburry vint signifier à l'Empereur qu'il serait conduit à Sainte-Hélène, et que les généraux Savary et Lallemand étaient spécialement exceptés du nombre des personnes qui pouvaient l'accompagner. Les Anglais qui me liront auront peine à croire que, dans un de leurs ports, on se permît de violer aussi

ouvertement les lois de leur pays, et, pour mieux dire, celles de l'humanité; car je ne crois pas que, dans les États de l'Europe les plus despotiques, on puisse refuser à un prisonnier, fût-il le dernier des criminels, les secours et les conseils d'un homme de loi. On donna pour raison de ce refus que nous n'étions point sur le territoire anglais, et qu'à bord d'un vaisseau, dans une rade, nous ne pouvions invoquer la protection des lois anglaises; c'est ainsi que plus tard, à Malte, on nous refusa également l'assistance d'un homme de loi, en nous disant que Malte était une colonie qui ne se gouvernait point d'après les lois de l'Angleterre, et que ceux qui s'y trouvaient détenus étaient sous l'autorité du général-gouverneur, lequel agissait envers eux selon les ordres et instructions de son gouvernement. Il est à remarquer que ces réponses nous furent transmises verbalement, et que jamais, dans le cours de notre détention, on ne répondit par écrit à nos demandes, quel qu'en ait été l'objet.

Ce même jour, 16 août, le page Sainte-Catherine et les domestiques de l'Empereur qui se trouvaient encore à notre bord furent transférés sur le *Bellérophon*. Le lendemain, on vint chercher le lieutenant Piontkowski, officier polonais, espèce de fou qui avait voulu suivre l'Empereur malgré vent et marée; il fut mis à bord du vaisseau le *Saint-Georges*, en attendant une occasion pour Sainte-Hélène.

Nous mîmes à la voile dans la soirée du 18 août par un vent peu favorable; notre traversée fut longue et fatigante. J'épargne au lecteur le récit des mauvais procédés, des petites tracasseries et vexations de toute espèce que nous eûmes à essuyer de la part du capitaine Lillicrap; mon intention en écrivant cette relation n'est point de mettre au jour les torts des individus, mais plutôt ceux du Ministère anglais. D'ailleurs cet officier n'appartenait point à ce qu'on nomme en Angleterre la classe des gentlemen; le

défaut d'éducation et le manque de savoir-vivre l'empêchaient d'apercevoir tout ce que ses manières pouvaient avoir de choquant pour nous; sorti d'une classe obscure, il envisageait le patriotisme à la manière des gens du peuple qui le font consister dans la haine nationale; son zèle pour son gouvernement lui faisait peut-être croire que maltraiter un Français c'était bien mériter de l'Angleterre. Dans tous les pays du monde, les hommes grossiers sont plus disposés à insulter au malheur qu'à le respecter; la générosité n'est pas une vertu à l'usage du bas peuple, toujours plus sensible au plaisir de satisfaire sa haine et son esprit de vengeance.

Mais, si dans le cours de cette longue et cruelle persécution nous avons eu lieu de nous plaindre de quelques individus, il m'est bien doux de reconnaître que nous eûmes beaucoup à nous louer du plus grand nombre. Je citerai avec plaisir, pour leur humanité et leurs bons procédés, MM. Launders, Hume (neveu du célèbre historien et philosophe de ce nom) et Bakem, officiers de l'*Eurotas*, le maître-pilote Dawson, et surtout cinq ou six jeunes midshipmen dont je regrette de n'avoir point les noms, tous plus aimables les uns que les autres, qui comme des êtres consolateurs s'empressaient autour de nous, cherchant toutes les occasions de nous être utiles et de nous distraire de nos chagrins. Il n'est point de prévenances, d'égards et d'attentions qu'ils n'aient eus pour nous, ils contribuèrent puissamment à diminuer l'ennui de cette longue et pénible traversée; ces aimables jeunes gens promettaient de devenir des hommes distingués et, ce qui vaut encore mieux, des hommes de bien.

Nous arrivâmes à Malte le 19 septembre, c'est-à-dire un mois après notre départ de Plymouth. Le capitaine Lillicrap se rendit tout de suite chez le gouverneur, et bientôt après on envoya des ordres très sévères pour interdire toute com-

munication entre notre frégate et les habitants de l'île; en même temps il vint des barques de garde pour veiller à l'exécution de ces ordres. Nous voilà donc de nouveau dans cette situation pénible où nous étions à Plymouth un mois auparavant, dont le souvenir s'était presque effacé par la longueur de notre traversée. Rien n'est plus propre, en effet, à suspendre les peines de l'âme qu'un long voyage; on oublie le point de départ, l'imagination se repose, on s'exerce sur des objets nouveaux, on rêve un meilleur avenir. D'ailleurs, en pleine mer nous sentions moins la perte de notre liberté, parce qu'alors tout ce qui nous entourait n'en avait pas plus que nous, et que l'impossibilité d'une évasion faisait que nous n'étions point assujettis à une surveillance importune.

Le gouverneur de Malte était le lieutenant général Maitland, parent du capitaine du *Bellérophon*. Au moment de notre départ, ce dernier avait remis au duc de Rovigo une lettre de recommandation pour son cousin. Dès que nous fûmes arrivés, le duc de Rovigo envoya cette lettre par Lillicrap, et écrivit lui-même au gouverneur pour lui exprimer le regret qu'il éprouvait de ne pouvoir la lui porter, et le désir qu'il avait de se trouver en relations avec lui. Non seulement M. Maitland ne répondit point à cette lettre, mais encore il ne fit rien dire au duc de Rovigo par Lillicrap, qui revint le soir coucher sur la frégate. Ce manque d'égards, cet oubli des règles les plus ordinaires de politesse ne nous parut pas être d'un bon augure.

Notre capitaine nous apprit que nous aurions encore à passer quelques jours à son bord, en attendant qu'on eût terminé les préparatifs nécessaires pour notre établissement à Malte; mais il ne dit rien qui pût nous faire connaître en quoi consistait cet établissement. Seulement il nous fit entendre que nous ne serions point privés entièrement de notre liberté, et que nous pourrions communiquer

avec les habitants. Les jours suivants, il nous entretint dans cette erreur, probablement pour se soustraire aux questions et aux observations que nous aurions pu lui faire, si nous avions connu le sort qu'on nous destinait. Mais la longueur de notre séjour sur l'*Eurotas* nous indiquait clairement que les préparatifs qu'on faisait pour nous recevoir étaient des préparatifs de réclusion.

Le 22 septembre, nous apprîmes enfin la vérité par le rapport de deux personnes du bord que notre malheur avait intéressées, et qui nous avaient déjà fait des offres de service.

Au moment de nous voir renfermés, peut-être pour toujours, nous délibérâmes si nous ne profiterions pas de ces offres pour faire connaître publiquement l'attentat dont nous allions être victimes. C'était mon avis, mais il fut rejeté; on eut trop de défiance, on redoutait un piège, on craignait que ce ne fût un moyen de pénétrer nos intentions et nos projets futurs, et que nos réclamations parvenant seulement à la connaissance du gouvernement anglais ne fussent un motif pour nous resserrer davantage. Je représentai en vain qu'il ne pouvait rien nous arriver de pire que la détention qui nous menaçait, et que dans une position aussi critique que la nôtre on pouvait bien donner quelque chose au hasard. N'ayant pu déterminer mes compagnons d'infortune, je pris le parti de travailler pour mon compte particulier, et je fis la lettre suivante que j'adressai à M. Wilberforce, membre du Parlement d'Angleterre, célèbre comme défenseur des noirs.

A bord de l'*Eurotas*, le 22 septembre 1815.

Monsieur,

Je n'ai pas l'honneur de vous connaître personnellement, mais le beau caractère que vous avez déployé dans les dernières discussions parlementaires, la chaleur avec laquelle vous avez plaidé la cause

sacrée de l'humanité, l'aversion que vous avez manifestée pour la violence et la tyrannie, tout me fait espérer que vous voudrez bien être mon avocat à la prochaine session du Parlement.

Je suis victime d'une grande iniquité, commise au nom, d'après les ordres et par les agents du gouvernement anglais. J'étais officier d'ordonnance de l'empereur Napoléon, et n'ai pas cru devoir abandonner dans l'infortune celui qui dans la prospérité m'avait comblé de ses bienfaits. Je suis venu, comme lui, chercher un asile en Angleterre, au moment où la liberté française était chassée du continent par les armées du Congrès. Les journaux vous ont fait connaître notre arrivée à bord du *Bellérophon*, et comment nous avons été trompés. Je n'entrerai donc point dans ces détails; je ne parlerai pas non plus de l'hospitalité violée, ni de la tache imprimée au pavillon britannique sous lequel nous avions été reçus avec toutes les apparences de la bonne foi. Mais je demanderai pourquoi, après m'avoir séparé de l'empereur Napoléon, on m'arrache à tous mes liens sociaux pour me déporter sur un rocher au milieu de la Méditerranée, et me priver de ma liberté? Quels crimes et quelles offenses ai-je commis, surtout envers le gouvernement britannique? Je n'ai jamais violé mes serments, je n'ai trempé dans aucun complot, et ne suis même pas porté sur les listes de proscription, publiées dans les journaux français. Voudrait-on me punir de mon attachement et de ma fidélité pour l'Empereur? Mais quoi! les gouvernements de l'Europe poussent-ils l'immoralité au point de nous faire un crime de l'accomplissement du plus saint des devoirs, celui de la reconnaissance et du respect pour le malheur?

Tel est, Monsieur, l'objet de ma juste réclamation; j'ose croire qu'elle ne sera pas entendue en vain par un ardent ami de la justice et de l'humanité. Je réclame ma liberté avec la faculté de me retirer où bon me semblera.

Je vous écris au moment d'être transféré dans une forteresse, j'ignore même si ma lettre vous parviendra. On plaint notre infortune, mais on n'ose se charger de nos réclamations dans la crainte de se compromettre vis-à-vis d'un ministère implacable.

J'ai l'honneur d'être, etc. [1].

Ma lettre finie, j'en fis deux copies, et remis le tout à la personne qui m'avait offert de s'en charger, en la conjurant de ne point me tromper, et de brûler ces papiers plu-

1. Il est aisé de voir que cette lettre fut écrite dans un moment d'exaspération. En la relisant de sang-froid je vois tout ce qu'il y a d'exagéré dans ses termes, mais comme je veux surtout être véridique, je n'ai pas cru devoir y rien changer.

tôt que de les laisser parvenir à la connaissance du gouvernement. Simple et crédule que j'étais, je ne pouvais m'imaginer qu'un homme qui défendait si chaudement les noirs ne fût à plus forte raison le défenseur zélé de ses frères blancs.

On nous prévint aussi secrètement que, selon toute apparence, nos papiers et notre argent nous seraient enlevés; d'après cet avis, nous passâmes une partie de la nuit et la matinée du jour suivant à imaginer des moyens pour soustraire ces objets aux recherches de nos persécuteurs. L'expédient le plus plaisant fut celui dont s'avisa le duc de Rovigo, qui mit dans sa seringue environ 200 napoléons d'or, après les avoir enveloppés séparément dans de petits morceaux de papier. Quant à moi, comme je portais un appareil de bandes aux jambes, à cause de deux coups de feu que j'y avais reçus en 1814, je m'en servis pour y mettre mon or que j'avais cousu dans des compresses de linge, ainsi que la lettre de congé que l'Empereur m'avait donnée en partant pour Sainte-Hélène[1].

Cependant le capitaine Lillicrap évitait toujours de nous dire la vérité, et ne voulait pas s'expliquer clairement sur la manière dont nous serions traités à Malte; il avait été voir nos logements qu'il trouvait confortables. Il s'étendait avec complaisance sur le nombre de chaises, de tables et de domestiques, ainsi que sur la cuisine qu'on nous destinait. Il paraissait croire qu'un homme, logé, servi et bien nourri, n'a pas droit de se plaindre et que la liberté est

1. Voici cette lettre, datée du *Bellérophon*, remise par l'Empereur à L. Planat à bord du *Northumberland*. F. P.

« M. Planat, mon officier d'ordonnance, les circonstances me prescrivent de renoncer à vous conserver près de moi. Vous m'avez servi avec zèle et j'ai toujours été content de vous. Votre conduite, dans ces derniers temps, est digne d'éloge, et confirme à ce que je devais attendre de vous.

« A bord du *Bellérophon*, 7 août 1815.

« NAPOLÉON. »

peu de chose auprès de ces avantages. Nous ne pûmes jamais lui faire comprendre que du pain noir, de l'eau et le bivouac, avec la liberté, sont mille fois préférables. Il ne s'expliquait pas non plus sur le lieu où étaient situés nos logements, il disait seulement qu'ils se trouvaient hors de la ville. Lorsque nous lui demandâmes si nous aurions la liberté de nous promener dans l'île, il nous répondit qu'il n'en savait rien, mais qu'il pensait que cela ne souffrirait pas de difficulté. C'est par des discours aussi vagues que nous avons été constamment trompés depuis notre départ de Rochefort, et il faut convenir que le caractère confiant et crédule des Français offre toujours un beau champ à la duplicité.

Quoique nous ne pussions douter du sort qui nous attendait, nous conservions encore cette sorte d'espoir indéfinissable qui n'abandonne pas même les gens condamnés à mort. Nous ne pouvions nous persuader qu'un gouvernement aussi fort que le gouvernement anglais, qui par la chute de l'Empereur dominait sur toute l'Europe et presque sur le monde entier, voulût déshonorer son caractère et ternir l'éclat de ses succès en persécutant injustement des hommes obscurs qui n'avaient rien fait pour exciter son ressentiment. Notre réclusion dans un fort nous paraissait une chose si inutilement cruelle que, malgré nous, notre esprit se refusait à y croire. Aujourd'hui même, je doute encore si les rigueurs qu'on nous a fait éprouver n'ont pas été la suite de rapports faux ou exagérés faits sur notre compte par des agents subalternes qui ont voulu faire preuve de zèle et de dévouement envers les ministres, pour obtenir à nos dépens des emplois ou des récompenses. Cela est d'autant plus probable que la marine anglaise allait éprouver une grande réduction, et qu'en pareille circonstance chacun emploie tous les moyens qu'il peut imaginer, pour conserver son traitement d'activité.

Enfin, le 23 septembre à cinq heures du soir, le capitaine Lillicrap, accompagné de deux officiers anglais, entra dans la cabine où nous étions rassemblés, attendant avec anxiété la décision de notre sort. L'un des officiers était le lieutenant-colonel Otto, du 10e régiment d'infanterie. Une physionomie douce et affable, des manières prévenantes et une politesse affectueuse parlaient d'abord en sa faveur. L'autre était un lieutenant suisse du régiment de Roll, nommé Tugginer; à son jargon plein de termes soldatesques, nous reconnûmes facilement qu'il avait servi autrefois en France. Je ne sais quel motif l'avait déterminé à quitter ce service, mais il paraissait disposé à nous traiter comme les renégats traitent les chrétiens en Barbarie. Ses manières rudes et impolies formaient un contraste frappant avec celles du colonel Otto. Il l'avait accompagné sous prétexte de servir d'interprète, mais, dans le fait, pour épier nos démarches, ce dont il s'acquitta à merveille pendant le court séjour qu'il fit à bord de l'*Eurotas*. Il avait cet œil furetant et cette physionomie, à la fois insolente et basse, qui font naître sur-le-champ la défiance et l'aversion.

Après les civilités d'usage, le colonel Otto nous invita à nous asseoir pour entendre la lecture du règlement auquel nous devions être assujettis pendant notre séjour à Malte.

Il serait difficile d'exprimer l'indignation que nous éprouvâmes à la lecture de ce règlement, monument remarquable du despotisme ministériel. A peine les annales de la tyrannie moderne offrent-elles rien de semblable, et cependant c'était au nom d'un gouvernement réputé en Europe comme le plus libéral, qu'on foulait ainsi aux pieds les lois et les droits les plus sacrés. Des hommes qui n'avaient commis d'autre crime que de se fier à la parole d'un officier de la marine anglaise, se voyaient ainsi privés de tous leurs droits civils, sans examen, sans jugement préalable. C'était après plus de deux mois d'une détention injuste et arbi-

traire qu'on venait enfin nous déclarer que nous étions *prisonniers de guerre;* que comme tels nous étions condamnés à une captivité des plus dures et pour un temps illimité; que toute communication nous était interdite avec d'autres individus que nos geôliers; que l'usage de l'encre et du papier nous était défendu, à moins de justifier de leur emploi; et que, pour nous poursuivre dans nos derniers retranchements, on plaçait près de nous comme domestiques des gens payés pour éclairer nos actions les plus secrètes. Enfin, par une affreuse et infernale dérision, après nous avoir ainsi lié les pieds et les mains et nous avoir mis un bâillon dans la bouche, on nous engageait à mériter par une conduite tranquille les *bontés* de Monsieur le Gouverneur!

Notre situation ne nous permettait aucune observation, et nous savions bien qu'il aurait été inutile d'en faire : tous les droits s'évanouissent devant le droit du plus fort; toute justice se tait là où règne l'arbitraire. Renfermant au fond de notre âme les sentiments violents qui nous agitaient, nous affectâmes le silence du mépris et de l'indignation.

Le 23 septembre 1815, à la chute du jour, nous quittâmes l'*Eurotas* pour entrer dans ce triste fort Manuel dont nous ne devions sortir que sept mois après. Tous nos effets furent réunis et enfermés dans une salle pour y être visités. Nous objectâmes qu'on ne nous avait point prévenus de cette mesure; mais on ne s'en mit point en peine, et l'on procéda à une visite aussi rigoureuse que vexatoire. Le colonel Otto, qui n'était pas fait pour remplir des fonctions aussi dégoûtantes, se retira tout de suite et chargea un capitaine de son régiment, nommé Dent, de le remplacer. Le lieutenant suisse Tugginer s'offrit volontairement pour l'assister, et ces deux individus, aidés de quelques soldats, commencèrent leurs perquisitions. Jamais douanier, gendarme ou agent de police ne s'en acquitta mieux qu'ils ne le firent :

chaque pièce de linge fut déployée et secouée, chaque habit tâté et retourné dans tous les sens, chaque livre feuilleté d'un bout à l'autre; on alla jusqu'à ouvrir les montres et les lorgnettes. Ils eurent néanmoins quelque honte de toucher à la seringue du duc de Rovigo, en sorte qu'il sauva son argent[1]. Cette visite, faite en public et sans ménagements, dura jusqu'au lendemain à midi.

On peut juger de notre colère pendant tout ce temps-là. Quant à moi, je ne pus me contenir, et dis tout net à ces indécents visiteurs : « Je ne m'étonne pas qu'il n'y ait pas d'agent particulier de police en Angleterre, puisqu'un homme qui porte l'épaulette ne rougit pas d'en faire l'office. » Un silence dédaigneux, un flegme insultant fut tout ce qu'on opposa à cette apostrophe. Tout ce que nous avions de papiers écrits nous fut enlevé et remis au sieur Wood, secrétaire du Gouvernement, qui nous les renvoya au bout de quelques jours, après les avoir tous lus et probablement fait copier.

Cette odieuse cérémonie terminée, nous commençâmes à nous établir dans nos cellules, à examiner le fort, et à convenir des règles de notre conduite ; l'ameublement de nos chambres n'offrait que le strict nécessaire, mais suffisait pour des militaires accoutumés à toutes sortes de privations.

Peut-être aurait-il été décent de faire quelque chose de plus en faveur du duc de Rovigo, à cause du rang qu'il avait occupé précédemment. Les ministres qui le traitaient si mal oubliaient qu'il avait été leur égal, et que les mêmes revers de fortune pourraient un jour les atteindre.

L'intérieur du fort Manuel présentait un carré d'environ soixante toises, renfermant des logements casematés pour

1. Il est juste de déclarer ici, pour éviter toute fausse interprétation, que l'argent qu'on nous prit à notre entrée au fort Manuel nous fut rendu lorsque nous en sortîmes, sauf la réduction des dépenses faites pour notre habillement, etc.

deux ou trois cents hommes, une chapelle et quatre grands pavillons. Nous occupâmes deux de ces pavillons; le commandant et les officiers de garnison se logèrent dans les deux autres. On employa deux cent cinquante hommes pour nous garder, et je puis affirmer que leur service était des plus pénibles, car nous étions sous une quadruple ligne de sentinelles; la première était à nos portes, la seconde dans l'enceinte du fort, la troisième dans les fossés, et la quatrième au pied des glacis. Les postes étaient doublés la nuit, et, indépendamment de ces précautions, il y avait des barques de garde autour de la petite île sur laquelle est bâti le fort; l'officier de garde entrait chaque matin et chaque soir dans nos chambres pour s'assurer par lui-même de notre présence. Tous les jours, vers dix heures, il nous remettait en compte, comme un troupeau de moutons, à l'officier qui le relevait. Les soldats qu'on nous avait donnés partageaient notre captivité dans toute l'étendue du mot; il ne leur était pas permis de sortir de l'enceinte de nos logements; on leur apportait leurs rations et leur linge; ils ne pouvaient aller puiser de l'eau dans la citerne qui était à quarante pas de nos pavillons, sans être accompagnés par un homme de garde; des soldats de planton, qu'on relevait tous les jours, étaient chargés de transmettre nos demandes au colonel Otto, commandant du fort; il leur était sévèrement défendu de nous parler, excepté pour l'objet de leurs messages. Toutes ces mesures de précautions et une infinité d'autres, plus ridicules encore, furent réglées par le général Layard, sous-gouverneur de Malte, qui croyait sans doute ne pouvoir employer trop de rigueur envers des adhérents de l'usurpateur. Je ne doute même pas qu'il ne s'en soit fait un mérite auprès des ministres, dans un voyage qu'il fit à Londres peu de jours après[1].

1. Pour qu'on ne me chicane pas sur l'expression de précautions *ridicules*, j'en rapporterai un exemple remarquable : Le pavillon qu'occupaient les deux

Le lendemain de notre arrivée, on signifia au duc de Rovigo que, d'après les ordres du Gouvernement, on ne lui donnerait pas le titre de duc, et qu'on ne le reconnaissait que comme général Savary. Cette puérilité nous divertit fort, et si je la rapporte ici, c'est pour faire connaître quelle est la petitesse des grands gouvernements. On en verra plus d'un exemple dans le cours de cette relation. Le duc de Rovigo ne laissa pas de réclamer contre cet arrêté, et de faire observer à M. Wood, que depuis huit ans il signait tous ses actes publics et particuliers comme *duc de Rovigo;* que ce titre, qui lui avait été conféré par l'Empereur, lui était confirmé par Louis XVIII dans sa Charte constitutionnelle, et qu'enfin on lui avait même conservé ce nom dans la liste de proscription du 24 juillet. Il ajoutait qu'il ne croyait pas que le gouvernement anglais eût le droit de le dépouiller de ses titres, puisqu'il n'était pas sujet de la Grande-Bretagne. Mais, comme au fond cela lui était indifférent, il ne poussa pas plus loin sa plaidoirie, et l'affaire en resta là.

Nous eûmes ensuite la visite du colonel Hankey, officier d'état-major et factotum du général Maitland. Il était envoyé par lui pour inspecter le fort et s'assurer qu'il ne nous manquait rien. Il fut poli et prévenant, et nous fit espérer que nous serions mis en liberté dès que la paix serait définitivement conclue. Cela paraissait d'autant plus

généraux était perpendiculaire à celui où logeaient les autres officiers de grade inférieur, en sorte qu'ils formaient ensemble un angle droit; nous communiquions par une galerie ouverte qui régnait le long de nos logements. On conçoit que le chemin le plus court entre les deux extrémités saillantes de ces pavillons était la ligne diagonale qui figurait le grand côté du triangle; mais pour parcourir cette ligne, il fallait faire cinquante pas dans la cour du fort et cela était sévèrement défendu; s'il arrivait donc que, par mégarde ou par oubli, l'un de nous se hasardât sur cette route fatale, aussitôt une sentinelle, baïonnette en avant, le faisait rétrograder et l'obligeait à rentrer sous la galerie où il lui fallait faire son trajet en suivant les deux autres côtés du triangle. Cela est exactement vrai.

probable que tous les prisonniers de guerre français, qui se trouvaient à Malte, devaient partir incessamment pour retourner en France; quant à la rigueur de notre détention, il nous dit que le général Maitland lui-même n'en concevait pas le motif, et que selon toute apparence la prochaine dépêche d'Angleterre apporterait des ordres pour se relâcher de cette sévérité. Nous embrassâmes avec transport ce fantôme d'espérance[1].

Cependant le mois d'octobre s'écoula sans qu'il fût question de nous, malgré l'arrivée de deux paquebots et de plusieurs exprès venus par Marseille, où se tenait alors l'amiral Exmouth. Loin d'adoucir notre captivité comme on nous l'avait fait espérer, on redoubla de rigueur et de vigilance. Il y avait près de nous une espèce de majordome italien et un cuisinier napolitain, mariés l'un et l'autre; on les obligea de renvoyer leurs femmes en ville, et elles n'eurent la permission de voir leurs maris qu'une fois par semaine; l'officier de garde assistait à ces entrevues, et ne permettait pas à ces pauvres gens de s'approcher l'un de l'autre, ni de parler autrement que dans un idiome qui lui fût connu. Quatre grands réverbères furent placés dans la cour du fort, de crainte que nous ne cherchassions à profiter de la nuit pour tenter une évasion. Dans le jour, lorsque nous voulions prendre l'air, jouir du bienfait de la promenade dans la cour du fort, nous ne pouvions le faire qu'accompagnés d'un officier anglais qui ne nous quittait point, quoique nous fussions partout entourés de sentinelles. On sent combien ces promenades devaient être gênantes pour nous et pour ces officiers; aussi n'en usions-nous que très rarement, en sorte que pendant les six mois de notre secret, nous restâmes presque toujours renfermés dans nos logements. Nous nous promenions sur la plate-forme du pavillon

1. Voir dans le volume *Correspondance intime* les lettres datées du fort Manuel, 29 septembre et 8 octobre 1815.

qu'habitait le duc de Rovigo, et lorsque l'ardeur du soleil ou le mauvais temps nous en chassait, nous nous contentions de parcourir la galerie qui servait de communication à nos cellules. Ce trajet court et répété mille fois dans le jour nous avait fait contracter un tic comparable au tic de l'ours. Lorsque la nuit était sombre et orageuse, l'officier de garde venait frapper à nos portes jusqu'à ce qu'on lui répondît; réveillés en sursaut, troublés par cet effroi involontaire que le bruit et les ténèbres font toujours éprouver à l'homme opprimé et sans défense, nous avions souvent beaucoup de peine à nous rendormir. Il semblait qu'on nous enviât ces courts instants de repos qui du moins nous faisaient perdre le sentiment de notre infortune.

Depuis notre départ de Plymouth, nous n'avions opposé que du calme et de la résignation à tous les mauvais traitements qu'on nous avait fait essuyer. Nous n'avions fait aucune démarche pour adoucir la rigueur de notre sort, ne croyant pas qu'il fût possible de nous laisser longtemps dans une semblable position. Cependant rien ne se décidait, et l'état d'incertitude dans lequel nous vivions devenait tous les jours plus insupportable. Lassés d'attendre inutilement, nous commençâmes à penser que le ministère anglais ne demandait pas mieux que de nous voir garder le silence. Nous taire plus longtemps eût été donner une sorte d'approbation au traitement injuste qu'on nous faisait éprouver. Q'importe en effet à ces grands hommes d'État que des infortunés gémissent dans les cachots, qu'ils soient séparés de tout ce qui leur est cher, séquestrés du monde entier, et exposés à perdre leur état et leur fortune? Ces petites considérations ne méritent pas de les distraire un instant des grands intérêts qui les occupent.

Il fut donc résolu entre nous d'adresser au gouvernement anglais une réclamation, contenant l'exposé exact de notre affaire, et la demande de notre mise en liberté. La difficulté

était de concilier dans ce mémoire la vérité et notre propre dignité, avec les ménagements que nous commandait la prudence envers des hommes à l'arbitraire desquels nous étions livrés. Cette réclamation ainsi arrêtée entre nous, il ne s'agissait plus que de savoir à qui il convenait de l'adresser pour qu'elle fût efficace. Nous pensâmes d'abord à l'envoyer directement au prince-régent, puis au lord-chancelier comme chef de la justice. Mais le général Maitland, que nous consultâmes par l'intermédiaire du colonel Hankey, nous fit dire qu'en adressant ce mémoire au prince-régent, nous courrions le risque qu'il fût mis au rebut par omission de quelque formalité; que quant au lord-chancelier, cette affaire ne le regardait pas, et qu'il convenait mieux l'adresser au comte Bathurst, dans les attributions duquel nous nous trouvions. Nous suivîmes ce conseil, et notre réclamation, accompagnée d'une lettre très pressante pour le comte Bathurst, partit pour l'Angleterre par le paquebot qui mit à la voile le 9 novembre. Dans la crainte que son arrivée ne fût retardée ou empêchée par quelque événement imprévu, nous envoyâmes un duplicata par le paquebot suivant[1].

Nous nous étions promis un heureux résultat de cette démarche, et mettant à part (autant que possible) toute prévention en notre faveur, il nous semblait que le gouvernement anglais ne pouvait se refuser à l'évidence, ni s'empêcher de reconnaître nos droits. Nous conservions encore cette sorte de préjugé, si répandu en Europe, qui fait croire que la justice et l'humanité sont comptées pour quelque chose dans les conseils de ce gouvernement. Cependant, nous n'obtînmes pas même une réponse verbale; seulement le général Maitland nous fit dire, deux mois après, que le ministre lui avait accusé réception des deux mémoires.

1. Voir dans le volume *Correspondance intime* lettres datées du fort Manuel, 3 nov. 1815.

J'ignore jusqu'à quel point un ministre anglais peut être autorisé à mettre en oubli des réclamations de ce genre; mais ce silence dédaigneux, cette affectation de mépris pour les plaintes de ceux qu'on opprime, est peut-être ce que le pouvoir arbitraire a de plus révoltant.

Quelques jours après l'envoi de notre mémoire, nous lûmes dans les journaux un article daté de Liège, par lequel un sieur D'Hénoul, avocat, accusait le duc de Rovigo d'avoir assassiné le capitaine Wright, et prétendait avoir été témoin oculaire de ce fait. Il insinuait que le duc de Rovigo avait toujours eu sur les prisons d'État une surveillance, indépendante du ministre de la police. L'artifice de cette dernière assertion décelait le personnage, qui se cachait sous le nom emprunté de D'Hénoul. Le reste était facile à réfuter, puisque le duc de Rovigo était à Vienne auprès de l'Empereur, à l'époque de la mort du capitaine Wright.

Ces calomnies étaient d'autant plus atroces et plus lâches que le duc de Rovigo se trouvait dans l'impossibilité d'y répondre. Il s'adressa donc à M. le comte Bathurst et lui envoya une note (très longue à la vérité) dans laquelle il employait les arguments les plus forts et les plus pressants, pour confondre ses accusateurs et démontrer clairement leur perfidie. Il conjura M. Bathurst, au nom de ce que les hommes ont de plus sacré, de faire insérer cette note dans les journaux, et de ne pas ajouter à l'horreur de sa situation la douleur de voir son nom flétri par de basses calomnies qu'il ne pouvait repousser. Une telle prière devait être sacrée pour une âme honnête, pour un cœur généreux. Je ne connais par le lord Bathurst, mais il ne répondit point, et ne fit pas insérer dans les journaux l'article en question. Ainsi ce n'était pas assez pour le Ministère anglais de ravir injustement au duc de Rovigo sa liberté, de le frapper arbitrairement d'interdiction; il voulait encore

le voir succomber dans l'opinion publique sous le poids des imputations les plus odieuses.

Vers la fin de ce même mois de novembre, le chef d'escadron Schultz, un de nos compagnons d'infortune, tomba dangereusement malade. Nous nous trouvions tous dans un assez mauvais état de santé, et il n'était pas difficile d'en reconnaître les causes. Bourrelés de chagrins et d'inquiétudes, le cœur ulcéré par ce sentiment vif et profond que fait épouver une grande injustice, nous étions livrés tout entiers et sans aucune espèce de distraction au plus affreux tourment de l'âme; point d'espoir dans l'avenir; tout était sourd autour de nous, tout se taisait; partout régnait l'incertitude la plus cruelle. D'un autre côté, nous nous étions vus transportés rapidement des rives tempérées de l'Angleterre sous un climat dévorant que les vents d'Afrique rendent souvent mortel aux étrangers; nous passions subitement d'une vie très active à un état de repos absolu; à des exercices violents succédait l'inaction la plus complète: en fallait-il davantage pour abattre des tempéraments déjà usés par les fatigues de la guerre? Il se trouvait encore une autre circonstance bien faite pour frapper des esprits déjà ébranlés : les logements que nous occupions avaient servi d'hôpital pendant la peste de l'année précédente. Les malades qu on y avait entassés y mouraient par centaines, en sorte que nous ne touchions pas une place qui n'eût été le lit de mort d'une des victimes de ce redoutable fléau. Il nous semblait être enfermés vivants dans des tombeaux; certes nous avions tous, quand il le fallait, donné des preuves du mépris de la vie; mais si la mort nous parut belle sur les champs de bataille, nous la trouvions hideuse au fort Manuel.

Nous profitâmes de la maladie de Schultz pour représenter au Gouverneur que nous avions un besoin indispensable de prendre quelque exercice pour notre santé.

Nous le priâmes de nous accorder la permission de nous promener dans l'intérieur de l'île, en nous soumettant à toutes les mesures de sûreté qu'il jugerait convenables. L'humanité semblait intéressée à ce qu'une demande semblable nous fût accordée; néanmoins on ne nous fit pas de réponse. On se contenta de nous envoyer pour la forme le sieur Grives, médecin en chef, qui, après avoir examiné nos logements, les trouva très sains et assez spacieux pour pouvoir y prendre un exercice modéré. Si, comme je n'en doute pas, le Gouverneur avait la faculté de nous accorder cet adoucissement, il me semble que rien ne peut justifier l'inhumanité de son refus. Il pouvait nous faire sortir séparément et nous faire conduire dans les endroits les moins fréquentés de l'île, sous une escorte aussi nombreuse qu'il l'aurait jugé à propos. Pouvait-il craindre une évasion? elle était absolument impraticable. D'ailleurs, qu'aurions-nous fait dans une île au milieu des mers, et dont la population, inhospitalière pour nous, ne devait nous offrir que des ennemis?

Ce refus nous humilia, et nous résolûmes de ne faire dorénavant au Gouverneur aucune demande pour adoucir notre sort. Je pense que cela lui convenait beaucoup, car il ne parut jamais se souvenir de notre existence que pour s'assurer de l'exécution de ses ordres. Il ne s'est pas relâché un seul instant de cette rigueur pendant six mois. La contrainte dans laquelle nous vivions s'étendait à tout ce qui habitait le fort Manuel; et comme il est naturel aux gens du commun de s'en prendre, des maux qu'ils souffrent, aux causes les plus apparentes, nous étions encore des objets de haine et de malédiction pour toute cette garnison. Il y avait de plus contre nous cette prévention qui résulte de la calomnie, arme toujours si puissante entre les mains du Ministère anglais. Pour justifier aux yeux du public la rigueur du traitement que nous éprouvions, on nous avait

dépeints comme des brigands, des gens *de sac et de corde*, capables ou coupables *de tous les crimes;* en sorte qu'on trouvait que nous étions encore trop heureux qu'on ne nous pendît pas.

La réunion forcée de huit individus qui ne se connaissent pas nous faisait éprouver des désagréments d'une autre espèce. Il y avait peu d'harmonie entre nous. Quoique unis par une même cause, nous n'étions nullement liés d'affection. Quelques-uns d'entre nous s'étaient vus de loin en loin dans le monde, mais il n'existait point d'intimité, et je puis affirmer qu'un des plus grands supplices qu'on puisse imaginer est de forcer à vivre ensemble des hommes qui diffèrent entre eux par l'âge, le rang, les mœurs, les goûts, et surtout par l'éducation. Cette contrainte n'a pas été le moindre des maux que nous ayons eu à souffrir pendant cette pénible captivité.

La paix entre la France et l'Angleterre avait été signée le 21 novembre, et les nouvelles de Paris arrivaient si promptement par Marseille qu'on le sut à Malte dans les premiers jours de décembre. Nous en fûmes informés par le colonel Hankey, qui avait pour nous beaucoup d'égards et de prévenances; il nous procurait de temps en temps quelques journaux anglais et français; mais il est bien entendu qu'on ne nous laissait pas voir ceux qu'on croyait avoir intérêt à nous cacher; on ne mit jamais sous nos yeux les journaux de l'opposition, ni ceux qui contenaient les débats du Parlement relativement au sort de l'Empereur.

J'ai dit plus haut qu'à notre arrivée à Malte on nous avait déclaré que nous étions prisonniers de guerre. Il était naturel de penser, d'après cela, que la paix étant conclue, nous serions mis en liberté; car je ne crois pas qu'en temps de paix, on puisse conserver des prisonniers de guerre sans violer les droits et les lois de toutes les nations de l'Europe.

Nous fûmes confirmés dans cette opinion par une ouverture singulière que le colonel Hankey fit au duc de Rovigo. Il vint le trouver vers la fin du mois de décembre, et lui dit avec tous les ménagements possibles : « Que le gouvernement anglais était informé que les Ministres de l'Empereur avaient eu autrefois des intelligences secrètes dans les offices du Ministère britannique, et, comme on ne doutait point que le duc de Rovigo ne connût les noms des employés anglais qui avaient trahi le secret de l'État, on l'engageait à les *désigner*. » Le colonel Hankey fit entendre au duc de Rovigo qu'il était vraisemblable que ces révélations amèneraient de grands adoucissements dans sa position, tandis qu'au contraire un refus pourrait lui attirer de nouveaux désagréments.

Il est inutile de dire combien le duc fut blessé d'une proposition aussi outrageante; c'est une chose que tout homme bien né doit sentir. Il dissimula néanmoins son ressentiment, et se contenta de répondre au colonel Hankey qu'il ignorait entièrement si le Gouvernement de l'Empereur avait jamais eu, avec les offices du Ministère anglais, des communications secrètes; mais que, quant à lui, il ne le croyait pas. Il ajouta : « Je suis fâché, colonel, que vous soyez chargé d'une semblable commission. Je sais bien que la calomnie m'a dépeint comme un homme sans foi ni loi, mais je pensais aussi que vous n'étiez pas du nombre de ceux qui forment leur opinion sur des pamphlets et des vociférations de journalistes. Il y a assez longtemps que nous sommes en relations pour que vous ayez pu me juger plus favorablement. »

Le colonel Hankey s'excusa, comme de raison, sur la nécessité d'obéir aux ordres qu'on lui donnait et n'en reparla plus au duc de Rovigo. Lorsqu'il fut sorti, et que le duc nous eut fait part de cette ouverture, nous pensâmes que le gouvernement anglais, sur le point de nous rendre

la liberté, cherchait auparavant à tirer parti de la situation du duc de Rovigo pour en obtenir les renseignements qu'il lui importait le plus d'avoir. Nous nous livrâmes donc à l'espoir de voir finir bientôt une captivité dont les rigueurs ne pouvaient plus avoir de prétexte ni d'objet réel. Mais cet espoir fut de courte durée, et nous ne tardâmes pas à être détrompés par le silence du Gouverneur.

Il se passa encore plusieurs semaines pendant lesquelles il semblait que nous fussions oubliés de toute la terre. Dans la position où nous nous trouvions, on passe facilement de l'espoir au découragement; c'est ce qui nous arriva en voyant que la conclusion de la paix générale n'apportait aucun changement à notre sort. Nous envisageâmes avec effroi une captivité sans fin; nous nous persuadâmes que notre liberté était subordonnée à la durée de la vie de l'Empereur, comme si l'on eût voulu nous mettre dans l'affreuse nécessité de souhaiter la mort de celui pour lequel nous aurions donné notre existence. De temps en temps un rayon d'espérance semblait luire pour nous : à l'arrivée de chaque paquebot d'Angleterre, on nous assurait que, selon toute apparence, il apportait l'ordre de nous rendre notre liberté; au bout de quelques jours, on venait nous dire qu'il n'y avait rien de nouveau pour nous, mais qu'il était impossible que ce ne fût pas pour le paquebot suivant. C'est ainsi que notre temps s'écoulait. Ceux qui connaissent bien le prix de la liberté, ceux qui se sont trouvés dans une situation semblable, sentiront mieux que je ne puis le dire tout ce qu'avait d'affreux l'état d'incertitude dans lequel nous vivions. Assurément nous aurions été moins malheureux si l'on avait assigné d'avance un terme à notre détention, quelque long qu'il eût été; cette certitude aurait fixé nos idées, nous n'aurions pas éprouvé ces alternatives continuelles d'espoir et de désespoir. Le duc de Rovigo et le général Lallemand avaient, de plus

que nous, la crainte d'être livrés au roi de France, et leur procès était tout fait, en sorte que le glaive était toujours suspendu sur leur tête. Puissent les Ministres qui se jouent ainsi du repos et de la liberté des hommes, éprouver un jour les mêmes tribulations! Je ne désire pas d'autres réparations du tort qu'ils nous ont fait.

Vers la fin du mois de janvier 1816, le général Maitland partit pour aller prendre possession des îles Ioniennes, et y établir la domination anglaise. Son départ nous aurait été fort indifférent s'il n'avait eu pour nous le désagrément de nous enlever le colonel Hankey, et de mettre de nouvelles lenteurs dans les ordres qui pouvaient nous regarder jusqu'à l'arrivée du général Layard, qui du reste revint de Londres dans le courant du mois suivant.

Peu de jours après son arrivée, le duc de Rovigo reçut la visite d'un colonel Edwards qui était venu d'Angleterre à Malte pour y passer les mois d'hiver les plus rigoureux. Il avait l'intention d'y rétablir sa santé, mais il était pulmonique au dernier degré et paraissait n'avoir plus qu'un souffle d'existence. On l'avait choisi pour renouveler au duc de Rovigo la proposition que lui avait faite M. Hankey. Je vais rapporter les circonstances de cette nouvelle mission d'après tout ce qui m'en a été dit par le duc de Rovigo, et tout ce que j'ai vu moi-même.

Le colonel Edwards arriva au fort Manuel le 24 février, vers midi. Il était tellement épuisé, après avoir monté l'escalier du fort, qu'on le porta dans une salle basse du logement du colonel Otto, d'où il fit dire au duc de Rovigo, qu'il le priait de venir le trouver, n'ayant pas la force de monter chez lui. Le duc s'y rendit sur-le-champ, et, après les politesses d'usage, M. Edwards lui dit : « qu'il dépendait de lui d'adoucir beaucoup son sort, et même d'obtenir sa liberté; qu'il ne s'agissait que de faire connaître au

gouvernement anglais quelles avaient été les relations secrètes de la France avec les offices anglais pendant le règne de l'Empereur Napoléon, et de nommer les employés du Ministère britannique qui avaient servi le gouvernement français en lui révélant les secrets de l'État. » Il ajouta à cet exorde toutes les raisons qu'il crut capables de déterminer le duc de Rovigo, et lui dit entre autres choses : « Que, d'après des traités secrets, il était dans le cas d'être livré au gouvernement français, ainsi que le général Lallemand; qu'ils devaient l'un et l'autre regarder comme une grande faveur de n'avoir subi qu'une détention de quelques mois, lorsqu'il y allait de leur tête; que si le gouvernement anglais consentait à les mettre en liberté, ils devaient reconnaître et mériter ce bienfait en lui fournissant les renseignements demandés; qu'au surplus on était tellement persuadé de leur docilité à cet égard que dès ce moment ils allaient avoir la permission de sortir du fort pour se promener dans la campagne, etc. »

Le duc de Rovigo lui fit à peu près la même réponse qu'au colonel Hankey, et M. Edwards termina l'entretien en disant qu'il lui laissait le temps d'y penser : « J'espère, ajouta-t-il, que la réflexion vous déterminera à prendre un parti d'où dépend votre sort et même votre existence. »

Il est à remarquer que le colonel Otto, commandant du fort, ne fut pas présent à cette entrevue, et qu'il n'en connaissait pas l'objet. Il n'avait reçu d'autre instruction dans tout cela que l'ordre de faire entrer le colonel Edwards dans le fort et de lui laisser la faculté d'entretenir le duc de Rovigo en particulier.

Nous ne fûmes pas instruits sur-le-champ du véritable motif de cette visite; le duc de Rovigo se contenta d'abord de nous dire que nous pouvions faire la demande d'une permission pour aller nous promener dans l'intérieur de l'île, ajoutant que nous ne devions pas craindre un refus,

puisque c'était une chose convenue. En conséquence, nous écrivîmes la lettre suivante à M. Wood, secrétaire du gouvernement :

Monsieur, nous avons eu l'honneur de vous écrire il y a trois mois pour vous prier de demander à M. le Gouverneur qu'il nous fût permis de sortir quelquefois de l'enceinte du fort Manuel pour nous promener dans l'intérieur de l'île. La réponse à cette demande ayant été négative, nous avons passé l'hiver sous le secret et dans les termes les plus précis de l'instruction qui nous a été communiquée à notre entrée dans ce fort.

Les approches de la saison des chaleurs faisant appréhender à plusieurs d'entre nous de tomber malades, faute d'exercice, nous vous prions de vouloir bien renouveler notre demande à M. le Gouverneur. Nous espérons qu'après cinq mois d'une détention aussi rigoureuse S. Exc. voudra bien nous accorder ce léger adoucissement.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

Signé : Le duc DE ROVIGO, CH. LALLEMAND, PLANAT, RÉSIGNY, SCHULTZ, MERCIER, AUTRIC, RIVIÈRE.

Cette missive n'eut pas plus de succès que la première, et nous eûmes encore une fois le désagrément d'avoir fait une démarche inutile; on ne daigna même pas y faire une réponse verbale. Le jour suivant, M. Edwards fit demander au duc de Rovigo une réponse écrite aux propositions qu'il lui avait faites. Ce fut alors que nous connûmes toute cette affaire. Le duc nous lut sa réponse que je regrette beaucoup de n'avoir pas copiée. Il en remit une copie au colonel Otto après l'avoir informé très en détail de ce qui lui avait été proposé; il paraît que le gouvernement de Malte fut très piqué que le duc ne lui en eût pas fait un mystère, et cette circonstance fut probablement la cause du mauvais succès de notre demande. Après ce petit incident, il ne fut plus question de rien, et il semblait encore une fois que l'on nous eût totalement oubliés. Le colonel Edwards mourut au bout de quelques jours; nous vîmes son convoi funèbre du haut de notre donjon.

Nous passâmes encore un mois dans cet état de calme et d'oubli. Rien ne marquait plus notre triste et monotone existence que l'arrivée des paquebots. Lorsque cette époque approchait, nous montions sur notre donjon, et, malgré l'ardeur du soleil ou la violence des vents, nous y passions nos journées, les yeux fixés sur la mer du côté de Gibraltar. Dès qu'un bâtiment paraissait à l'horizon, nous nous arrachions une mauvaise lunette d'approche pour tâcher de distinguer la flamme qui indique le paquebot; presque toujours notre espoir était trompé. Ce n'était qu'après dix ou douze jours d'observations semblables qu'arrivait enfin ce paquebot si désiré : son arrivée n'apportait aucun changement à notre destinée[1].

Le sentiment de nos maux ne nous empêchait pas de gémir sur ceux qui accablaient la France. Ses malheurs, son asservissement étaient pour nous un surcroît de peines et d'afflictions. Nous avions tracé un méridien sur la plateforme du donjon au moyen des ombres projetées d'un bâton perpendiculaire. De là, dirigeant nos regards suivant la ligne du nord-ouest, il nous semblait voir les rivages de France; nous nous représentions, avec une douleur mêlée d'indignation, les étrangers avides, pillant, dévastant ces belles contrées, et consommant enfin ce démembrement, objet de tant de coalitions; nous frémissions de rage de ne pouvoir mourir, en nous vengeant du moins de ces Vandales insolents que nous avions vus naguère si vils et si rampants. Alors, les yeux fixes et mornes, les bras roidis, la poitrine oppressée, nous nous écriions souvent : O France! France! chère et malheureuse patrie, infâme congrès, alliance impie!

Il serait inutile et fatigant pour le lecteur de répéter ici tout ce que nous éprouvions de tourments et de dégoûts;

1. Voir, dans le volume *Correspondance intime*, lettre datée du fort Manuel 21 mars 1816.

nous étions parvenus au comble du découragement; l'espoir, cet agent secret de l'existence, nous abandonnait chaque jour, une sombre mélancolie ou plutôt un vrai marasme s'était emparé de nous, et je crois que plusieurs d'entre nous y auraient succombé si la Providence, après une si rude épreuve, n'avait enfin mis un terme à nos maux.

Nous étions au secret depuis plus de huit mois, sur lesquels nous en avions passé six au fort Manuel, lorsque l'on annonça au duc de Rovigo la visite inopinée d'un certain M. Denison, négociant anglais établi à Malte. Jusqu'à ce moment, nos seules relations avec l'île s'étaient bornées à un tailleur de Valette, qui ne nous avait jamais parlé qu'en présence d'un officier anglais et uniquement pour des objets de son métier. Nous fûmes donc étonnés de voir arriver ce M. Denison sans aucune des précautions d'usage, ayant la liberté de voir et d'entretenir le duc de Rovigo à toute heure et sans témoins. Les officiers anglais en furent encore plus surpris que nous, d'après la sévérité des ordres qui nous concernaient et qu'ils étaient eux-mêmes chargés d'exécuter. Tout le monde se douta que M. Denison était chargé d'une mission secrète, et le colonel Otto, qui était responsable de nos personnes, ne pouvait pas voir d'un bon œil ces visites mystérieuses, dans le secret desquelles on ne daignait pas l'initier. J'en sus bientôt le motif par les confidences que me fit le duc de Rovigo.

M. Denison venait le prévenir qu'il avait à sa disposition une somme de 500 guinées qui lui avait été envoyée par le banquier Baring, de Londres. C'était le motif apparent de sa visite, mais il ajouta : « Je suis chargé de vous annoncer, de la part du général Layard et de M. Wood, que vous pouvez obtenir votre liberté ainsi que le général Lallemand. Le gouvernement anglais, par des motifs particuliers, n'y met qu'une condition, c'est que vous vous prêtiez à une évasion simulée. Vous allez avoir la liberté de sortir du

fort pour vous promener dans l'île ; on disposera un bâtiment pour vous transporter dans le lieu que vous aurez choisi, et, pendant le cours d'une de vos promenades, on s'arrangera pour faire trouver une barque qui vous enlèvera et vous conduira à bord du navire. » Le duc de Rovigo demanda quelques explications, sur lesquelles M. Denison répondit en substance : « Que les généraux pouvaient choisir le lieu de leur retraite entre la Russie, la Prusse et l'Autriche ou même la Turquie ; mais qu'il ne leur serait point permis de se rendre en Angleterre, ni dans aucun endroit soumis à la domination anglaise, non plus qu'en Égypte ; qu'ils seraient embarqués tous deux sur le même vaisseau ; que pour les autres officiers français, on statuerait à part sur leur sort. » Enfin, il ajouta : « qu'il était nécessaire de garder le plus profond silence sur toute cette affaire, et même de n'en rien dire au colonel Otto ». M. Denison abrégea sa visite en disant qu'il reviendrait dans deux ou trois jours pour savoir la résolution qu'auraient prise les deux généraux.

Dès qu'il fut parti, le duc de Rovigo se hâta de communiquer ces propositions au général Lallemand qui les trouva louches et suspectes. « Quel motif pouvait engager le gouvernement anglais à employer des voies obliques et ténébreuses pour leur rendre la liberté? C'était un acte de justice qu'on pouvait très bien exercer ouvertement. Pourquoi insistait-on de ne point les renvoyer séparément? C'est que probablement on leur réservait le même sort. Pourquoi en faire un mystère au colonel Otto qui, par son emploi de commandant du fort, était responsable de leurs personnes, et sans le concours duquel on ne pouvait rien faire? Enfin, une fois sortis du fort Manuel, quelle garantie leur resterait-il pour leur sûreté, leur liberté, leur existence même? » Telles furent les questions que les deux généraux agitèrent jusqu'au retour de M. Denison. Elles les conduisirent à

penser que ces préparatifs mystérieux pouvaient très bien couvrir un piège, et que les ministres anglais n'osant, par un reste de respect humain, les livrer publiquement au gouvernement français, voulaient faire croire qu'ils étaient tombés entre ses mains par leur propre imprudence, et en cherchant à s'enfuir de Malte. Il était possible qu'il y eût un brick français aposté dans les environs, et qu'à un signal convenu, il vînt s'emparer d'eux à leur sortie du port.

L'idée d'une aussi noire perfidie me parut d'abord devoir être repoussée, mais, en me rappelant les moyens qu'on avait employés avec l'Empereur et avec nous depuis notre départ de Rochefort, je fus forcé de convenir qu'à la rigueur la chose était possible, et qu'il fallait au moins ne rien négliger pour obtenir tous les éclaircissements et toutes les sûretés désirables. Le général Lallemand fut d'avis d'en parler sur-le-champ au colonel Otto, de manière à intéresser son honneur à ce qu'ils ne devinssent point les victimes d'une trahison et qu'il ne les laissât partir qu'à bonnes enseignes. « C'est précisément, disait-il, parce qu'on insiste pour qu'il ne soit pas mis dans la confidence qu'il faut l'y mettre, et donner à cette affaire toute la publicité qui peut s'accorder avec la prudence; car si le gouvernement anglais veut nous faire tomber dans un piège, il trouvera autant d'accusateurs qu'il y aura de gens instruits de la vérité. » D'après ce raisonnement, ils se déterminèrent à faire connaître au colonel Otto le véritable motif de la visite du sieur Denison; en même temps ils lui firent part de toutes leurs craintes. Le colonel parut surpris; néanmoins il les engagea à bannir toute inquiétude, ajoutant qu'à leur place il n'hésiterait pas à accepter la proposition.

Le lendemain matin, le duc de Rovigo, dont l'imagination avait travaillé toute la nuit, fit venir le colonel Otto, et le força en quelque sorte à se rendre en ville près du général Layard et de M. Wood pour leur dire : « qu'il avait

réfléchi à la proposition dont ils avaient chargé M. Denison; qu'il n'y trouvait point de sûreté, mais au contraire beaucoup de motifs d'appréhension; qu'il lui fallait, ainsi qu'au général Lallemand, des garanties pour leur liberté et pour leur existence lorsqu'ils auraient quitté le fort, etc. » S'il faut en croire le rapport du général Otto, le général Layard et M. Wood furent très courroucés du manque de discrétion du duc de Rovigo, et dirent assez sèchement au colonel de ne se mêler nullement de cette affaire et de se contenter d'exécuter les ordres qu'on lui donnerait.

Le mauvais succès de cette démarche augmenta la méfiance des deux généraux, et dans la seconde visite que leur fit M. Denison, ils s'en expliquèrent avec tant de véhémence que ce négociant s'en trouva presque offensé. Il leur dit : « Messieurs, je ne suis point venu ici pour entendre des plaintes ni des injures contre mon gouvernement; je ne me suis mêlé de concourir à votre évasion qu'avec la persuasion de vous être utile. Vous redoutez un piège et votre crainte ne me paraît pas fondée. Je vous déclare, quant à moi, que si je soupçonnais la moindre fausseté dans les paroles de M. Wood et du général Layard, j'abandonnerais toute cette affaire dont je suis très fâché maintenant de m'être chargé. »

Je supprime le détail de toutes les allées et venues de M. Denison pendant dix ou douze jours que dura la négociation; il venait toujours sous le prétexte du crédit que M. Baring avait ouvert chez lui au duc de Rovigo, mais cela fut bientôt usé, et la vérité commença à percer sourdement. Les deux généraux eurent la permission de se promener hors du fort, sans autre escorte qu'un officier, et, par une maladresse inconcevable, nous ne fûmes point compris dans cette permission, quoique nos demandes eussent toujours été collectives. Nous priâmes le colonel Otto de réclamer pour nous, et, d'après sa réponse, on pouvait

juger que le général Layard avait eu beaucoup de peine à concevoir qu'il était plus convenable à son projet de nous accorder une permission générale que de fixer l'attention publique sur les deux généraux par une exception unique en leur faveur.

Sur ces entrefaites, M. Wood, secrétaire du gouvernement, partit pour Corfou, en sorte que nous restâmes entièrement sous les ordres du général Layard. Ce départ nous fit de la peine; ce n'est pas que M. Wood ait jamais eu la moindre attention pour nous, mais ce qu'on racontait de ses talents et de son caractère résolu nous inspirait de la confiance, tandis que nous n'en avions aucune dans le général Layard, que les officiers anglais nous avaient représenté comme un homme pusillamine et très borné, dont tout le mérite consistait à exécuter ponctuellement les ordres du général Maitland. En général, ces sortes de gens ne sont pas propres à conduire des affaires délicates, où il faut souvent prendre beaucoup sur soi, et trancher les difficultés.

M. Denison revint le 1er avril, et peu s'en fallut que l'affaire ne manquât tout à fait. Il était convenu que les deux généraux seraient munis de passeports sous de faux noms qu'on les avait engagés à prendre, et qu'ils partiraient sur un vaisseau marchand qui devait sous peu mettre à la voile pour Odessa en passant par Smyrne, où le général Lallemand voulait débarquer, et par Constantinople, où le duc de Rovigo avait intention de se rendre. Le prix de leur passage était déjà retenu par M. Denison en déduction de la somme qu'il avait à payer au duc, en sorte que tout semblait prêt.

Cependant, lorsque nos deux généraux voulurent savoir le nom du vaisseau et celui du capitaine qui devait les conduire, M. Denison répondit qu'il n'en savait rien. Nouvelle scène; le général Lallemand se plaignit amèrement

du peu de bonne foi que dénotait tout cet appareil mystérieux; il déclara qu'il ne partirait point sans avoir ces renseignements ainsi que les passeports demandés, et qu'il ne voulait s'embarquer que sur un vaisseau portant pavillon anglais; encore exigeait-il que ce vaisseau fût commandé par un capitaine, Anglais de nation, parce qu'un Maltais ne lui inspirait pas assez de confiance. On trouvera peut-être cette défiance excessive, mais si l'on veut réfléchir à tout ce qui nous était arrivé depuis Rochefort, si l'on veut se rappeler qu'on ne répondait jamais à nos demandes que d'une manière vague et évasive, et qu'enfin nous n'avions aucun moyen d'éclaircir nos doutes, on cessera de s'étonner que notre âme fût ouverte à tous les soupçons. Tout ce qui nous entourait, tout ce qui nous approchait, nous semblait payé pour nous tromper.

D'après les récits du duc de Rovigo (dont je tiens tous ces détails), il m'a paru que M. Denison mit beaucoup de patience et d'obligeance dans toute cette affaire. Il assura que M. Wood et le général Layard lui avaient engagé leur parole d'honneur qu'il n'y avait aucun piège à redouter, et que tout se passerait exactement comme on en était convenu. Il remit en même temps aux deux généraux des lettres de recommandation pour ses correspondants de Smyrne et de Constantinople, et les pria très instamment de lui écrire dès qu'ils seraient arrivés à bon port. Enfin, il parut prendre à leur sort un véritable intérêt.

M. Denison revint le lendemain 2 avril, et leur fit connaître que le vaisseau qui devait les transporter était le brick marchand *the Marryann*, commandé par un capitaine Anglais de nation. Mais il n'apporta point de passeports et dit seulement qu'ils avaient été remis au capitaine pour être enregistrés sur son rôle d'équipage; il fallut bien se contenter de cette excuse. Ce fut la dernière visite de M. Denison.

Les deux jours suivants, le temps fut si mauvais et le vent tellement contraire qu'on ne put songer à sortir du port.

Cette affaire, emmanchée et conduite si maladroitement, fut enfin terminée le 5 avril; on peut dire qu'alors c'était le secret de la comédie. Les visites fréquentes de M. Denison avaient ouvert les yeux aux moins clairvoyants, et l'affectation qu'on mettait depuis deux jours à ne laisser sortir les deux généraux qu'à l'entrée de la nuit, démontrait assez qu'on voulait favoriser leur fuite. Je suis persuadé que personne n'en a été dupe, et s'il m'était resté quelques scrupules sur la publication de tous ces détails, cette conviction les aurait levés. Ce fut donc dans la matinée du 5 avril que le colonel Otto, ayant été appelé en ville près du général Layard, en revint avec un ordre verbal de sortir du fort Manuel à cinq heures de l'après-midi, avec les généraux Savary et Lallemand, de les conduire jusqu'aux magasins de chauffage au fond du port marchand, et de les remettre à un officier supérieur de l'état-major, qui devait s'y trouver, mais sans aucune marque distinctive. Il lui était expressément recommandé de s'assurer que les deux généraux n'emportaient aucune arme avec eux.

Cet ordre, communiqué au duc de Rovigo et au général Lallemand, révolta ce dernier, qui s'emporta de nouveau contre le gouvernement anglais, l'accusant toujours d'astuce et de perfidie; il ne doutait pas qu'on n'eût l'intention de les livrer aux Bourbons, puisqu'on leur ôtait les moyens de résister à une violence. Il finit par déclarer qu'il ne partirait pas. Cependant le duc de Rovigo était déterminé à partir, quelque chose qui pût arriver; il voulait absolument mettre fin à l'état d'incertitude et d'angoisse dans lequel il vivait depuis huit mois. Cette résolution et quelques explications du colonel Otto entraînèrent le gé-

néral Lallemand, homme d'ailleurs recommandable sous beaucoup de rapports, mais un peu véhément dans ses discours. Le malheur de sa situation et le sentiment de l'injustice qu'il éprouvait l'emportaient quelquefois au delà des bornes de la prudence et de la politesse. Dans ces occasions, le colonel Otto savait concilier à merveille le respect dû au malheur, avec les devoirs de son emploi; sans jamais convenir des torts de son gouvernement, ni rien perdre de la dignité de son caractère, il opposait à cette fougue une patience et une douceur inaltérables.

Toutes les difficultés étant aplanies, l'évasion s'exécuta comme elle avait été projetée. En voyant sortir les deux généraux, personne ne douta un instant qu'ils ne devaient plus revenir, car, comme il ne leur était pas permis de prendre de bagage avec eux, ils avaient mis sur leur corps et dans leurs poches autant de linge et autres effets qu'ils pouvaient en porter, ce qui doublait leur volume ordinaire; ils avaient par-dessus tout cela de grands manteaux à collet, qu'on ne met pas ordinairement pour la promenade. Le colonel Otto avait toutes les peines du monde à garder son sérieux en les voyant dans cet équipage, et eux-mêmes, malgré leurs inquiétudes, ne pouvaient s'empêcher de rire. Ils partirent enfin, accompagnés du colonel qui rentra seul vers sept heures du soir. L'officier de garde alla sur-le-champ lui faire son rapport sur la disparition des deux généraux; mais comme on voulait gagner du temps, afin que le vaisseau qui les portait pût s'éloigner de Malte, le colonel Otto fut obligé de donner ordre à son officier de ne lui faire ce rapport qu'à dix heures du soir, parce qu'alors il n'y avait plus de communication entre la ville et le fort Manuel. On interrogea pour la forme les domestiques, soldats, et le majordome; cette comédie faisait rire tout le monde, et, malgré la sévérité de la discipline anglaise, les soldats en haussaient les épaules.

Tels furent les moyens honteux et ridicules qu'employèrent les ministres anglais pour réparer une injustice qu'ils craignaient d'être obligés de terminer par un crime. Il n'est pas douteux qu'ils s'étaient engagés envers le gouvernement français à lui livrer les deux proscrits; mais n'osant s'exposer à l'exécration que devait leur attirer une action aussi lâche, et une violation aussi manifeste du droit des gens, ils se déterminèrent à les faire évader[1].

Le lendemain de leur départ, le colonel Otto se rendit près du général Layard, pour lui faire le rapport qui avait été concerté d'avance. Le général lui dit de nous engager à être discrets sur cet événement, et à rester dans nos logements jusqu'à nouvel ordre. Nos promenades furent supprimées; mais au bout de quelques jours, on leva la première ligne de sentinelles, et nous eûmes la faculté de pouvoir circuler librement dans l'intérieur du fort.

Je me rappellerai toute ma vie la joie que cette permission causa à nos domestiques et à leurs camarades, dont ils étaient séparés depuis plus de six mois; les transports d'allégresse de toute cette garnison contrastaient singulièrement avec l'état habituel de silence et de gravité du militaire anglais; il en résulta une ribote générale qui dura huit jours, car, malgré la défense qu'on leur avait faite de recevoir de l'argent, nous les avions tous généreusement récompensés et mis en état de bien régaler leurs camarades. Ils s'enivrèrent avec une régularité dont on ne peut se faire une idée quand on ne sait pas jusqu'où le soldat anglais porte le goût de l'ivrognerie. Il faut aussi rendre justice à ces braves gens : ils nous servirent avec un zèle et une exactitude extrêmes, sans jamais murmurer contre

1. Les deux généraux durent engager leur parole de ne pas révéler la vérité sur cette prétendue évasion. On remarque, en effet, dans les Mémoires du duc de Rovigo, beaucoup de réserve à cet égard. Mais la même obligation n'existait pas pour leurs compagnons d'infortune. F. P.

leur sort, ni s'écarter un instant du respect qu'ils nous devaient.

Le duc de Rovigo, en partant, nous avait fait espérer que nous serions mis en liberté immédiatement après leur sortie du fort, et l'on pouvait raisonnablement y compter. Pouvait-on imaginer que le gouvernement anglais voulût garder des prisonniers qui ne lui étaient d'aucune importance, lorsqu'il faisait échapper secrètement les seuls qu'il semblât avoir quelque intérêt de garder?

Effectivement, après quinze jours d'attente, on nous annonça qu'il était arrivé de Corfou des ordres qui nous concernaient. M. l'adjudant général Anderson, chargé de nous les communiquer, se rendit près de nous le 21 avril et nous donna lecture, en présence du colonel Otto, d'une lettre du général Maitland qui portait en substance :

Que les trois officiers inférieurs en grade seraient mis aussitôt en liberté, avec la faculté de se rendre où ils voudraient, excepté dans les lieux soumis à la domination anglaise; qu'il leur serait alloué trois mois d'appointements pour subvenir aux frais de leur voyage, etc. Que les trois officiers supérieurs en grade seraient envoyés à Gozo où ils resteraient comme prisonniers de guerre sur parole, jusqu'à ce que le gouvernement de S. M. Britannique eût définitivement statué sur leur sort; qu'ils y recevraient le traitement affecté à leur grade, etc.

On ajoutait que cette mesure avait été prise dans la vue du bien-être des trois lieutenants-colonels, attendu que, pendant la saison des chaleurs, le séjour de Gozo était plus sain que celui de Malte.

Cette affectation d'humanité, au milieu des actes les plus despotiques, est assurément une des choses les plus révoltantes dans le gouvernement anglais; ce genre d'hypocrisie n'est pas de nouvelle invention, et cependant il faut avouer que toute l'Europe en est la dupe. Tandis que l'on vantait partout l'humanité des Anglais envers leurs prisonniers, nos malheureux compatriotes, entassés dans les pon-

tons ou dans des prisons malsaines, manquant de tout, dévorés par les maladies et les chagrins, y périssaient par milliers; et lorsque toute l'Europe se déchaînait contre nous, et nous traitait de barbares, les prisonniers de toutes les nations étaient reçus en France et traités comme des frères. Beaucoup de Russes et de Hongrois s'y sont fixés, préférant cette terre hospitalière à leur propre patrie.

D'après cet ordre, MM. Mercher, Autric et Rivière partirent pour Gênes sur un aviso anglais qui mit à la voile le 30 avril. Quant à M. Schultz, à Résigny et moi, nous fûmes envoyés à Gozo, sans savoir encore quel terme on voudrait assigner à notre captivité.

Nous avions d'abord refusé de donner notre parole, dans la crainte que cet acte ne fût regardé comme un consentement tacite à la dénomination de prisonniers de guerre qu'on nous avait donnée et contre laquelle nous avions toujours protesté. Cela donna lieu à une petite négociation; enfin il fut convenu qu'on se contenterait de la lettre suivante adressée au général Layard :

Monsieur le général,

Nous acceptons avec reconnaissance d'aller résider à Gozo, nous vous donnons même notre parole de ne faire aucune tentative pour nous échapper de cette île, et de n'en sortir qu'avec le consentement des autorités anglaises ; mais il nous est impossible de souscrire aucun engagement par lequel nous pourrions nous reconnaître prisonniers de guerre : ce serait nous mettre en contradiction avec la réclamation que nous avons adressée, le 6 novembre dernier, au gouvernement anglais.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

Signé :

PLANAT, SCHULTZ, RÉSIGNY.

Au fort Manuel, le 23 avril 1816.

Nous prîmes ensuite quelques informations sur les ressources que pouvait offrir l'île de Gozo pour les besoins de

la vie. On nous répondit que c'était un lieu misérable où il n'y avait ni auberges, ni chambres meublées, en un mot, rien de ce qui nous était nécessaire; on y avait quelquefois envoyé des officiers sur parole, mais c'étaient des marins qui, comme on sait, ont toujours avec eux leurs meubles et ustensiles de toute espèce. Comme nous étions dénués de tout, nous fîmes demander au général Layard, par le colonel Otto, la permission de faire transporter à Gozo les effets de casernement qui nous avaient servi pendant notre séjour au fort Manuel; nous nous engagions à les remettre en bon état, lors de notre départ, à l'employé du casernement de l'île de Gozo. Le général Layard refusa tout net, en disant que nous aurions un traitement de six shillings et demi par jour, au moyen duquel nous nous arrangerions comme bon nous semblerait. Il ajouta que d'ailleurs le commandant de Gozo avait reçu des ordres pour nous procurer des logements.

Nous partîmes du fort Manuel le 27 avril, à sept heures du matin. Un capitaine d'infanterie anglaise (le même qui avait si bien visité nos bagages) était chargé de nous conduire et de nous remettre au major Ferklow, commandant de l'île de Gozo. Ce major nous reçut fort bien; mais il nous fit voir ses ordres qui lui annonçaient seulement notre arrivée, et le prévenaient que nous serions prisonniers sur parole dans la ville de Rabbato, avec la faculté de nous promener autour de cette ville dans un rayon d'une demi-lieue. Il n'était question d'aucun arrangement pour nous loger, en sorte que nous nous trouvions dans la rue. Le major Ferklow eut la complaisance de nous conduire lui-même par la ville pour nous aider à trouver un gîte, mais ce fut inutilement. Comment aurait-on trouvé une chambre et un lit dans un pays dont les habitants, à moitié Arabes, ont à peine pour eux-mêmes le strict nécessaire? La nuit étant venue, le major Ferklow nous fit don-

ner une masure dans le château-fort avec quelques planches et des paillasses sur lesquelles nous passâmes la nuit. Le lendemain, une cantinière anglaise nous fit un mauvais dîner que nous payâmes aussi cher que si nous eussions été chez Véry, et comme notre traitement aurait à peine suffi pour ce détestable repas, nous fûmes réduits à faire notre cuisine nous-mêmes, à l'aide d'un vieux soldat que le colonel Otto avait eu la bonté de nous laisser comme domestique. Certes, il n'est pas de militaire qui, dans le cours de sa carrière, ne se soit trouvé plus mal que nous ne l'étions alors; la masure et la paille de Gozo auraient été sans doute un gîte excellent dans la retraite de Moscou, mais les circonstances étaient bien différentes; on supporte volontiers un mal auquel on s'est exposé volontairement. Je dirai plus : si le sort des armes nous eût fait tomber au pouvoir des Anglais, la misère de notre condition nous eût paru très supportable, parce que nous aurions pu la prévoir et l'envisager avant que de combattre; mais on a mille fois sujet de se plaindre lorsqu'un gouvernement qui vous retient pour des motifs purement politiques, loin de chercher à faire oublier l'injustice de sa conduite par de bons traitements, aggrave encore ses torts, en faisant peser sur vous tous les désagréments et toute la misère du sort d'un criminel.

Nous restâmes six jours dans notre masure, donnant de bon cœur les ministres anglais à tous les diables. Au bout de ce temps, nous trouvâmes enfin un asile dans le couvent des Augustins; ces bons moines nous accueillirent avec toute la charité et toute la cordialité possibles. Ils administraient eux-mêmes notre petit ménage avec soin et économie, en sorte que nous nous trouvâmes fort bien chez eux pendant tout le temps de notre séjour à Gozo. Enfin, dans les premiers jours de mai, nous vîmes avec grand plaisir arriver le colonel Otto, qui venait remplacer le major Ferklow.

Deux mois se passèrent ainsi sans qu'il fût question de notre mise en liberté; nous nous épuisions en conjectures pour savoir ce qui pouvait motiver un tel retard. Pourquoi donc nous retenir si longtemps prisonniers? Qu'avions-nous fait de plus que nos compagnons? Était-ce la crainte que nous ne portassions nos plaintes au Parlement? Mais ceux qui depuis plus de deux mois se trouvaient libres pouvaient le faire sans crainte, et peut-être l'ont-ils fait.

Pendant l'ennuyeux séjour que nous fîmes à Gozo, le colonel Otto fit tout ce qu'il put pour nous distraire et nous rendre notre sort plus supportable. Il nous prêta ses livres et ses chevaux, il vint nous voir fréquemment et nous réunit plusieurs fois chez lui; enfin nous le trouvâmes, comme au fort Manuel, plein d'attentions et de désir de nous obliger. La liberté que nous avions de nous promener dans l'île fut dans les premiers jours de notre séjour un plaisir très vif, mais qui dura peu; au bout d'un mois, nous éprouvâmes presque autant de dégoût et d'ennui qu'au fort Manuel; car en fait de liberté il faut tout ou rien. C'est un bien dont on ne peut pas jouir à demi.

Nous attendions avec une grande impatience le retour du général Maitland, qui depuis longtemps devait revenir de Corfou pour se rendre ensuite en Angleterre. Nous étions persuadés qu'il avait des ordres pour nous, et qu'il ne partirait pas sans avoir terminé notre affaire. Il arriva effectivement à Malte le jeudi 27 juin, deux mois juste après notre sortie du fort Manuel. Une des premières personnes qu'il demanda fut le colonel Otto, et cet empressement nous persuada qu'il s'agissait de nous; en conséquence, nous nous livrâmes encore une fois à l'espoir de voir finir notre captivité. Le colonel Otto se rendit à Malte le samedi suivant, et deux jours après, il nous fit dire par Montanaro, chirurgien, qu'il n'y avait rien de nouveau pour nous; mais que le gouverneur attendait la décision du gouvernement,

et qu'il était persuadé que cette décision arriverait par le prochain paquebot. Nous voilà donc encore une fois replongés dans cette horrible incertitude qui depuis près d'un an faisait le tourment de notre existence.

Le général Maitland partit pour l'Angleterre, le dimanche 7 juillet, sur la frégate l'*Euphrate*. Nous apprîmes son départ dès le lendemain 8, et alors il ne nous resta plus aucun espoir d'une délivrance prochaine. Nous ne vîmes plus de terme à notre captivité, et déjà nous agitions la question de savoir s'il ne nous était pas permis en conscience de rompre notre parole à cause de l'injustice trop manifeste de notre détention. Lorsque mes camarades me proposèrent une évasion, je leur répondis par ces vers :

Prisonnier sur ma foi, dans l'horreur qui me presse,
Je suis plus enchaîné par ma seule promesse
Que si de cet état les tyrans inhumains
Des fers les plus pesants avaient chargé mes mains.
Au pouvoir des *Anglais* ici l'honneur me livre.

Ils me répliquèrent, avec quelque raison, que des engagements contractés par la nécessité, sous l'empire de la violence et de l'injustice, devaient être nuls, et qu'en pareil cas c'était être dupe que d'être esclave de sa parole. « C'est avec de tels raisonnements, ajoutaient-ils, que les honnêtes gens succombent, tandis que les coquins triomphent. » Oui; mais en manquant à sa parole sous un prétexte quelconque, ne cesse-t-on pas d'être honnête homme? Voilà la question. La Providence jeta alors sur nous un regard de bonté, et ne permit pas que nous fussions réduits à nous servir d'un moyen aussi pénible par les traces qu'il laisse.

Le 10 juillet, je reçus une lettre d'Otto qui m'annonçait qu'enfin le gouvernement avait donné des ordres pour nous, qu'il n'en connaissait pas au juste le contenu, mais que selon toute apparence nous devions être mis en liberté de la même manière que l'avaient été les trois autres offi-

ciers. Il arriva lui-même le 11 au soir, et il eut la complaisance de nous envoyer sur-le-champ, par le commissaire Davis, l'ordre qu'il avait reçu pour nous de la part du gouvernement. En voici la traduction :

« Monsieur, d'après l'ordre de S. Exc. le lieutenant Gouverneur, j'ai à vous informer que vous êtes autorisé à dire aux officiers français, MM. Planat, Résigny et Schulz, détenus sur parole à Gozo, qu'ils sont libres de partir pour tout autre pays, excepté l'Angleterre, les possessions anglaises, les îles Ioniennes et la France, et à la condition qu'ils ne viendront pas à Malte avant de partir. Il leur sera remis trois mois des appointements de leur grade, et ils devront chercher eux-mêmes un moyen de transport. J'ai l'honneur, etc. »

Otto vint nous trouver le lendemain; nous lui fîmes observer que l'ordre ci-dessus était conçu de manière à ne pouvoir être exécuté, puisque, tout en nous imposant l'obligation de chercher un passage, on nous défendait d'aller à Malte, qui était le seul endroit où nous pouvions nous le procurer; il parut un peu confus de la sotte rédaction de cette pièce, et nous dit qu'ayant déjà senti le ridicule et l'incohérence de ces mesures, il avait prié quelqu'un de ses amis de nous chercher un passage pour Livourne ou Civita-Vecchia, qui étaient les deux ports que nous avions désignés d'avance. Cependant huit jours se passèrent sans que nous entendissions parler de rien. Il semblait vraiment qu'on voulût épuiser notre patience et nous faire mourir à petit feu. Nous fûmes trouver le colonel Otto pour lui témoigner notre impatience, et le prier de nous dire catégoriquement si nous étions libres, et si, aux termes de la lettre qu'il nous avait montrée, nous pouvions prendre une barque et nous en aller. Le colonel Otto avait jusqu'alors été d'une politesse extrême avec nous; malheureusement c'était après son dîner, et il était dans l'état où sont tous les

officiers anglais à ce moment de la journée. Il nous dit que « non certainement, nous n'étions pas libres, et qu'il ne pouvait nous laisser partir sans un ordre exprès du gouverneur. » Il joignit à cela plusieurs phrases désobligeantes, et parut fort irrité de ce que des malheureux qu'on opprimait si injustement depuis un an témoignassent de l'impatience de voir arriver le terme de leur captivité...

NOTES ET PENSÉES

ÉCRITES AU FORT MANUEL ET A GOZO

Fort Manuel, octobre 1815.

En examinant attentivement l'histoire des quinze années qui viennent de s'écouler, on voit avec étonnement un conquérant qui passe pour le fléau de l'humanité semer partout la liberté par l'introduction de son Code immortel, et par la destruction des institutions féodales; tandis que d'un autre côté la nation la plus libre de l'Europe, en détruisant la puissance de Napoléon, a ramené avec les anciennes constitutions le rétablissement des aristocraties féodales, et a rendu aux peuples de l'Europe des chaînes que la vengeance et l'animosité des grands ont rendues plus pesantes que jamais. Tous les sophismes ne sauraient détruire cette vérité.

On a prétendu, pour excuser le traitement fait à l'Empereur Napoléon, que sa détention importait à la tranquillité de l'Europe. Il est facile de réfuter cet argument; mais quand bien même l'injustice et la perfidie du Ministère anglais procureraient un avantage momentané à la nation, cet intérêt peut-il être mis à côté de la tache inffaçable, de l'opprobre éternel dont se couvrirait le peuple anglais en

sanctionnant des actes que l'honneur et la morale réprouvent également; l'avantage qui en résulte est douteux, et dans tous les cas passager, mais la honte serait certaine et éternelle, car l'histoire ne pourra la passer sous silence.

Un monarque, le plus grand homme de son siècle, succombant sous l'effort de la haine et de l'envie, vaincu par une coalition sans exemple, fugitif dans ce même pays qu'il venait d'arracher pour la seconde fois à l'esclavage ou à l'anarchie, vient demander l'hospitalité à un peuple qui se vante d'être le plus grand et le plus généreux des peuples de l'Europe et du monde entier; on l'accueille sous cet étendard que la perfidie n'avait pas encore souillé; on l'amène vers les rives de l'Angleterre, en ayant soin d'éloigner de lui des soupçons que sa grande âme n'avait même pas conçus; déjà l'on touche cette terre glorieuse, et l'illustre fugitif se prépare à descendre sur son sol hospitalier : mais bientôt tout change de face, on prétend par un lâche subterfuge, indigne d'une grande nation, qu'on ne lui a promis que la vie, et qu'il est trop heureux de l'obtenir; au lieu de l'asile qui lui était promis on lui donne des fers, on l'arrache violemment à toutes ses affections, à tout ce qui pouvait le consoler de tant de malheurs, on le déporte sous un ciel brûlant, confiant ainsi à un climat dévorateur le soin de terminer promptement ses jours.

Ah ! qui pourra sans frémir lire un jour dans les fastes de l'Angleterre que le peuple britannique a consacré, par une décision solennelle, tant d'injustice et de cruauté? Anglais, on vous trompe, lorsqu'on vous dit que votre intérêt et le repos de l'Europe exigent tant d'inhumanité, de bassesse et de mauvaise foi. Jamais de pareils actes ne peuvent être dans l'intérêt véritable des nations. Il n'y a rien d'utile que ce qui est fondé sur la justice et sur la morale; et si l'Empereur Napoléon s'est écarté de ces principes, ce n'est pas un motif de les violer à son égard, et quand même

il serait coupable de tous les crimes dont l'envie et la calomnie se sont plu à le noircir, ce ne serait pas encore un prétexte suffisant : il ne saurait être permis de punir un crime par un autre crime.

Un jour les passions qui animent toute l'Europe se calmeront, on jugera froidement et sévèrement cette époque extraordinaire. Les peuples détrompés reconnaîtront que Napoléon, tout en les subjuguant, les menait à la liberté, et que les persécuteurs de ce grand homme n'ont consommé sa perte que pour pouvoir rendre plus sûrement à l'Europe ses anciennes chaînes. Quelle flétrissure alors pour le peuple britannique d'avoir contribué à cette œuvre impie, par ses trésors, par le sang de ses guerriers, et, qui plus est, en se rendant complice d'une lâche trahison. Anglais, nation généreuse, on vous a trompés : révoquez, il en est temps encore, cet injuste décret qui serait aux yeux de la postérité un monument d'infamie. La générosité est le plus bel attribut de la puissance; il sied bien à une grande nation de revenir sur ses erreurs lorsqu'elle n'y trouve aucun intérêt présent; c'est un noble sacrifice qu'elle fait à la postérité. Justifiez la confiance que vous a témoignée un grand homme en se remettant entre vos mains, et montrez à l'Europe entière, par ce grand exemple, que la véritable politique des nations, c'est la bonne foi et l'équité. La gloire d'une si belle action subsistera dans les siècles à venir, et vos neveux, en bénissant votre mémoire, auront lieu de s'enorgueillir d'avoir eu pour pères des hommes assez magnanimes pour réparer, d'une manière éclatante, l'injustice qu'on leur avait fait commettre, en égarant leur religion.

L'Empereur possède au suprême degré la rapidité de l'analyse, cette faculté propre à l'homme de génie, qui fait saisir en un clin d'œil les rapports d'un objet, quelque com-

pliqué qu'il soit, qui porte en un instant l'ordre et la clarté dans les choses les plus obscures et les plus embrouillées, et qui fait arriver au résultat par le chemin le plus court. Cent fois je l'ai vu sur les champs de bataille deviner le sens d'un rapport inintelligible pour tout autre que lui. Je l'ai vu dernièrement résoudre en un instant des problèmes difficiles sans le secours de la science et par la seule force de ses facultés intellectuelles. Ceux qui lui refusent ces moyens supérieurs ont oublié qu'à son retour d'Égypte il trouva la France dans l'anarchie la plus complète, sans armées, sans finances, ayant l'ennemi sur ses frontières et la guerre civile dans l'intérieur, et qu'au bout d'un an la France était victorieuse au dehors, tranquille et florissante au dedans. L'ordre admirable qu'il avait établi et la vigueur qu'il avait imprimée à tous les ressorts de l'administration étaient tels que trois ans de malheurs inouïs et deux années d'un gouvernement faible n'ont pu les anéantir entièrement; on peut dire que c'est l'esprit de l'Empereur qui soutient encore la France. Il a fallu tout l'enivrement de la gloire, tout le poison de la flatterie et toute la perfidie de ses ennemis pour déranger une tête aussi admirablement organisée.

On a dit souvent que l'Empereur était brutal et emporté; comment se fait-il que je n'aie jamais eu occasion de le remarquer pendant deux ans que j'ai passés auprès de lui? Je me rappellerai toujours avec reconnaissance la manière dont il me traita la première fois que je lui parlai. C'était en 1813, à notre arrivé à Weissenfels; il désirait interroger lui-même son hôte, et comme il n'y avait personne au salon de service qui comprît l'allemand, je m'offris pour lui servir d'interprète. Naturellement timide, j'éprouvais en l'approchant ce saisissement, cette sorte d'effroi religieux qu'inspire la présence d'un héros; mes premières paroles se ressentirent du trouble que j'éprouvais; mais avec quelle patience il

attendait la fin de mes phrases longues et entortillées, avec quelle douceur il m'indiquait l'expression que j'avais de la peine à trouver; cette extrême bonté m'enhardit par degrés, et je me tirai passablement de mon office. Lorsque j'eus fini, l'Empereur me congédia par un regard bienveillant en me disant : « C'est bien, je vous remercie. » J'étais si pénétré de son accueil qu'en rentrant dans le salon j'en fis part à mes camarades; le plus ancien d'entre eux me dit : « Cela ne m'étonne pas, depuis cinq ans que je suis attaché à l'Empereur, il ne m'a jamais dit un mot désagréable. Je ne l'ai jamais vu en colère que contre les lâches, les fripons et ceux qui négligent leurs devoirs. »

Effectivement, il traitait mal cette espèce de gens, et l'on a pu remarquer qu'au moment de sa chute, ce sont eux qui l'ont abandonné pour se jeter dans le parti du plus fort. Si l'on veut remonter à la source de ces bruits injurieux à l'Empereur, on trouvera encore que ce sont eux qui les ont répandus; en effet, il est bien plus simple de dire : L'Empereur m'a maltraité sans sujet, que de dire : L'Empereur m'a maltraité parce que je suis un lâche et un fripon, ou parce que j'ai négligé mes devoirs. Je conviens encore que les souverains doivent savoir se contenir et dissimuler leurs ressentiments même les mieux fondés; mais l'Empereur était soldat avant d'être roi; il n'a jamais pu perdre entièrement cette sorte de franchise rude que l'on contracte dans les camps.

Lorsque nous étions à bord du *Bellérophon*, je demandai à Marchand, son premier valet de chambre, si l'Empereur ne l'avait jamais brusqué, et s'il l'avait vu souvent de mauvaise humeur; il me répondit : « Il est impossible d'avoir un meilleur maître. Jamais il ne m'a dit une parole plus haute que l'autre; interrogez Gilles, Noverra et Saint-Denis : ils vous diront la même chose ». Je rapporte littéralement cette réponse. Il me semble que le témoignage de Marchand

n'est pas à rejeter, car il n'y a pas de héros qui se contraigne devant son valet de chambre.

C'est cette bonté de l'Empereur qui lui gagnait le cœur des soldats; il leur parlait souvent et toujours de ce ton qui marque un véritable intérêt auquel on ne se méprend pas : aussi supportaient-ils patiemment la fatigue et le besoin quand ils le savaient avec eux. Je veux raconter un trait dont j'ai été témoin, il fera connaître mieux que des phrases combien l'Empereur était bon, et comment il savait se faire adorer du soldat. Pendant l'armistice qui suivit la bataille de Wagram, l'Empereur vint à Brünn passer la revue du 3e corps d'armée où je me trouvais alors comme sergent-major; avant cette revue, il visita les établissements et les fortifications de Brünn, et en passant dans la citadelle, devant la prison militaire, il entendit une voix suppliante qui criait : Grâce, grâce! L'Empereur, suivant sa coutume, envoya un de ses aides de camp pour savoir la cause de ces cris, et lui en faire le rapport à son retour. C'était un grenadier du 3e qui, étant ivre, avait blessé mortellement un de ses camarades; il devait être jugé le lendemain, et selon toute apparence fusillé; ayant vu passer l'Empereur, il avait crié grâce dans l'espoir d'échapper au supplice.

L'Empereur ordonna que cet homme lui fût amené à la revue; le lendemain, en passant devant le front du 3e, il trouva ce grenadier à la droite du régiment : il était à genoux, le visage caché dans ses deux mains; l'Empereur s'approcha de lui et lui dit : « C'est donc toi, malheureux misérable, qui tue tes camarades, ne sais-tu pas que ce sont mes enfants? — Ah! Sire, s'écria le malheureux en sanglotant, j'en ai bien du regret, j'avais bu, je ne savais ce que je faisais. — Ce que tu me dis là est-il bien vrai? — Oui, Sire, foi de grenadier », reprit le coupable, en portant vivement la main sur son cœur. L'Empereur alors, s'adressant à la 1re compagnie d'élite qui était près de lui, demanda :

« Grenadiers, est-ce un bon soldat? — Oui, Sire! » cria tout d'une voix le peloton. Le chef de bataillon ajouta : « C'est un bon et un brave soldat. » L'Empereur alors s'approcha de nouveau du grenadier qui était resté à genoux, le prit par les deux oreilles et lui secoua doucement la tête. « Qu'est-ce que tu serais devenu, malheureux, si j'étais arrivé deux jours plus tard? Songe à ne plus t'enivrer et à te faire tuer honorablement à la première occasion. » Puis, faisant quelques pas en avant du régiment : « Soldats du 3e, je vous ai toujours vus vous conduire en braves gens; pour vous prouver que je suis content de vous, je fais grâce à votre camarade. » Aussitôt mille cris de : *Vive l'Empereur!* partirent à l'instant du régiment et furent répétés par tout le corps d'armée. De grosses larmes tombaient sur les joues durcies et sur les moustaches poudreuses des grenadiers : tout le monde était attendri. Il est impossible de peindre l'enthousiasme que des traits semblables et des mots plus simples encore excitaient dans l'âme du soldat. Les gens du monde ne peuvent le concevoir, parce que l'égoïsme et l'esprit de moquerie ont émoussé chez eux tous les sentiments; et d'ailleurs des scènes semblables perdent tout à être racontées.

Il serait curieux de rechercher pourquoi l'imposture et la calomnie ont plus d'influence sur l'opinion en Angleterre que dans tout autre pays, et ensuite pourquoi l'opinion de l'Angleterre forme celle du reste de l'Europe. C'est un sujet qui mérite d'être approfondi, et si j'étais libre, je m'en occuperais volontiers; mais, d'après ce que j'ai pu observer chez le petit nombre d'Anglais que j'ai fréquentés, il me semble qu'on pourrait d'abord assigner deux motifs à la première de ces deux questions.

Il y a en Angleterre beaucoup de gens très forts et très

éclairés, mais on peut dire néanmoins que les lumières y sont généralement moins répandues qu'en France ou en Allemagne, et l'on peut affirmer que la masse de la nation anglaise a cette ignorance, ces préjugés et cette obstination qui dans les basses classes de la société tiennent lieu d'esprit national. La haine et la jalousie contre les Français étant une des passions les plus actives de cette masse, elle accueille avec transport tout ce qui tend à les dénigrer, et repousse dédaigneusement les efforts de quelques hommes raisonnables et impartiaux qui cherchent de temps en temps à adoucir cette férocité d'opinion. De plus, en Angleterre comme dans tous les pays du monde, les gens ignorants et crédules ont une sorte de confiance et de respect pour tout ce qui est imprimé. J'ai vu la preuve de cette vérité chez Silliergs et plusieurs autres officiers de marine qu'on peut regarder comme appartenant à la classe la plus nombreuse de la nation. Lorsque nous cherchions à justifier l'Empereur ou quelques-uns de ses amis des faits odieux qu'on leur impute, ces officiers nous répondaient : « Vous avez raison de parler comme vous le faites, mais nous sommes bien sûrs du contraire. — Comment pouvez-vous en être sûrs? — Comment? parce que nous l'avons lu dans tous les journaux, et qu'on ne se permettrait pas d'imprimer des choses semblables si elles n'étaient pas vraies. »

Ce qui justifie en quelque sorte le raisonnement de ces gens-là, c'est qu'ils ignorent que l'Empereur, sa famille et tous ses amis ont été presque toujours dans l'impossibilité de repousser la calomnie, ou qu'ils ont dédaigné de le faire. En effet, les hommes puissants ont mauvaise grâce à se défendre contre la calomnie, et telle est la haine qu'inspire le pouvoir, qu'en pareil cas leurs justifications ne servent qu'à convaincre le public qu'ils sont réellement coupables. En tout cas, on ne manque jamais d'axiomes et de phrases banales pour les condamner : s'ils se taisent, on dit que leur

silence est un aveu tacite, et qu'on ne se laisse pas accuser quand on peut se défendre; s'ils se défendent, on dit qu'il n'y a que la vérité qui blesse, et que si c'était une calomnie ils la mépriseraient.

Malheureusement aussi les Français ont trop peu de soin de leur réputation et poussent trop loin le mépris de la calomnie. Il n'en est pas de même en Angleterre; là, un citoyen attaqué dans son honneur est convaincu aux yeux du public, s'il n'exige pas par la voie des tribunaux une réparation éclatante. En France, les hommes se contentent de l'opinion des gens de bien; en Angleterre, on ne fait cas que de l'opinion publique.

Il faut convenir aussi que les lois françaises ne protègent pas assez la réputation; en Angleterre, les fortes amendes pécuniaires et les emprisonnements sont un frein puissant pour les calomniateurs. Dans notre siècle, où les moyens diffamatoires se sont multipliés à l'infini, on devrait faire suivre la même progression aux lois répressives. Depuis que le commerce, les arts et l'universalité des connaissances humaines ont fait de toute l'Europe un seul peuple, il n'est plus permis de mépriser la calomnie, car elle vous poursuit partout. L'opinion des gens de bien, perdue dans la masse, est bientôt étouffée par la clameur publique, et telle est la force d'une calomnie toujours répétée sans contradiction que les gens les plus honnêtes et les plus éclairés finissent par y ajouter foi sans s'en apercevoir. Le colonel Otto, un des hommes les plus instruits et les mieux pensants que j'aie connus, m'en a fourni un exemple frappant. En discutant avec lui sur plusieurs faits relatifs à l'Empereur, et en remontant à la cause de son opinion sur ces mêmes faits, nous l'avons forcé de convenir qu'elle venait plus souvent des pamphlets et des articles de journaux que de documents officiels.

Parmi les moyens employés par le ministère anglais pour

abattre l'Empereur, il n'a pas négligé la calomnie; ce ministère, toujours perfidement habile, savait très bien que ce moyen, tout usé qu'il paraît, ne manque jamais son effet sur la multitude avide du scandale et du mensonge. Non content de payer de vils libellistes, comme Peltier et Goldschmidt, il a fait imprimer et répandre dans tout l'univers une feuille in-quarto que j'ai vue ici entre les mains d'un officier de la garnison : c'est une liste de la famille impériale et des principaux personnages de la cour de l'Empereur. Ce morceau est vraiment curieux et amusant à force d'être absurde et grossier; on a rassemblé là dedans tous les crimes passés, présents et futurs, et on les a distribués au hasard à tous les noms qui s'y trouvent. L'officier qui m'a montré cette liste m'a assuré qu'elle lui était venue par la poste, sans qu'il ait su de quelle part, et que presque tous les officiers de son régiment l'avaient reçue de la même manière.

Les moyens que pouvait offrir la superstition pour diffamer l'Empereur ont aussi été mis en œuvre. Un Anglais, nommé M. Pann, a fait un ouvrage célèbre pour prouver que l'Empereur était le Gog prédit par Ézéchiel; il a trouvé dans cette prédiction la campagne de Russie, l'incendie de Moscou et la délivrance de l'Europe par les Russes. Il a fallu tourmenter furieusement les paroles du prophète pour arriver à ce résultat. M. Pann est un homme de beaucoup d'esprit et de talent; son ouvrage fait voir jusqu'à quel point on peut abuser de l'un et de l'autre.

La basse classe du peuple est aussi superstitieuse en Angleterre que dans les pays catholiques. Il n'y manque pas de gens qui regardent l'Empereur comme l'Antechrist, comme le démon incarné, etc. Les hommes puissants qui favorisent et propagent toutes ces opinions savent très bien que le vulgaire, qui se montre toujours si défiant de la vérité, adopte avec empressement tout ce qui est faux et absurde.

Il y a une erreur sur laquelle je crois qu'il est presque impossible de ramener nos contemporains, c'est que l'Empereur soit le seul auteur de toutes les guerres qui ont eu lieu depuis plus de quinze ans. Rien ne prouve mieux l'habileté du ministère anglais à manier l'opinion publique que la force avec laquelle cette erreur est enracinée partout; c'est au point qu'on ne peut témoigner le moindre doute là-dessus sans se couvrir de ridicule, et comme il y a très peu d'hommes qui consentent à braver le ridicule pour faire connaître la vérité, cette erreur influera vraisemblablement sur les décisions de la postérité. Il me semble que ceux des amis de l'Empereur qui ont entre leurs mains ou dans leurs souvenirs les matériaux nécessaires pour rectifier les jugements du public sur son compte sont bien coupables de ne pas les publier. C'est trahir l'amitié et manquer à la reconnaissance.

Je viens de lire deux ouvrages de Mme de Staël : *De la Littérature* et *De l'Allemagne*. Je ne les connaissais pas, malgré leur célébrité. La lecture du premier m'a fait grand plaisir; j'y trouve moins d'exagération et d'enflure que dans les romans de *Delphine* et de *Corinne*. Il y a des pages d'une éloquence vraiment sublime et entraînante; des aperçus fins et profonds; des tours de phrases neufs et piquants, et quelques hardiesses heureuses; mais ce qui rend ce livre recommandable, c'est qu'on y trouve partout une morale pure, de beaux sentiments, des idées généreuses et un enthousiasme vrai pour la vertu. Il me semble que je me trouve meilleur après avoir lu cet ouvrage.

Je n'ai pas lu l'autre avec un égal plaisir; il me paraît de beaucoup inférieur sous les divers rapports des idées, des sentiments et des expressions. Ce qui doit surtout en rendre la lecture pénible à tout bon Français, c'est qu'on y trouve

à chaque page cet esprit de dénigrement contre la France dont Voltaire et ses disciples ont donné le honteux exemple. Le dépit de l'amour-propre blessé perce partout; on voit une femme avide de gloire et de distinction, irritée d'être comptée pour rien par le gouvernement français, irritée de n'avoir pu opérer dans notre littérature la révolution sentimentale et mélancolique qu'elle avait tentée, irritée enfin, et peut-être avec raison, des critiques peu ménagées dont elle a été l'objet. Une femme auteur agitée par de tels sentiments ne saurait être impartiale; aussi son injustice pour ses compatriotes est-elle extrême, et tout ce qu'elle leur retire de son affection est reporté sans mesure sur les Anglais et sur les Allemands. Elle établit constamment entre eux et nous des parallèles choquants, presque toujours accompagnés d'une ironie mordante; l'effet d'un pareil livre n'est pas de rendre les Français meilleurs, mais d'exciter leur indignation contre l'auteur, et de leur faire détester les objets de son admiration.

Il est pénible de voir un si beau talent se tourner contre la patrie, et surtout s'avilir par une préface et des notes écrites dans le style de ces pamphlets dont nous sommes inondés depuis deux ans.

Ces deux ouvrages, composés à des époques différentes, mais lus ensemble, font bien ressortir ce que nous avons si souvent remarqué dans nos lectures, c'est que les passions qui agitent l'auteur au moment où il écrit se montrent à chaque instant dans ses ouvrages, quelque soin ou quelque artifice qu'il emploie pour les cacher; un enthousiasme vertueux a inspiré à Mme de Staël son livre *De la Littérature*, des passions haineuses ont présidé à la composition de son ouvrage sur *l'Allemagne*.

Il me semble que l'âme a besoin d'être continuellement

occupée de quelque chose de grand, et dans notre siècle je ne vois rien de plus grand que l'Empereur, rien qui soit plus fait pour le remplir entièrement : ses talents, ses vertus, son génie, son inconcevable destinée, cette grandeur sans exemple, cette infortune inouïe, tout vous émeut et vous ébranle fortement. En méditant sur un sujet aussi extraordinaire, le cercle des idées s'agrandit, de nouvelles lumières viennent vous frapper, on croit commencer une nouvelle existence.

L'Empereur était plus guerrier et administrateur que grand politique, et il a eu le malheur d'avoir à la tête des affaires étrangères des hommes faibles et bornés, qui se sont persuadés que la ruse et la duplicité étaient de la politique, sans songer que ces moyens, qui peuvent convenir à de petits États, affaiblissent au contraire et déconsidèrent les grands. M. de Talleyrand, dont on a tant vanté l'habileté, doit toute sa réputation à nos succès militaires; il n'est pas difficile d'être bon diplomate quand les négociations sont appuyées par des armées victorieuses. Bien loin qu'il ait déconseillé la révolution d'Espagne, c'était lui qui l'avait préparée, et son éloignement du ministère, au lieu d'être une disgrâce, était une nouvelle marque de faveur. M. de Talleyrand voulait être grand dignitaire et voulait se débarrasser d'un travail qui ne s'accordait point avec sa paresse naturelle. Il fut satisfait, et ne prit l'attitude d'un homme mécontent et persécuté que lorsqu'il vit décliner la fortune de l'Empereur.

Plus je réfléchis sur la conduite des puissances de l'Europe envers l'Empereur, moins je la trouve d'accord avec une saine politique. Il n'y a que l'Empereur de Russie à

qui tout cela puisse profiter ; les autres souverains ont travaillé à leur perte, car l'Empereur Napoléon était trop affaibli pour pouvoir les inquiéter. Mais il était assez fort pour maintenir longtemps l'équilibre entre le nord et le midi ; sa chute a préparé une lutte plus terrible que celle qui vient de finir, et dont le résultat sera l'envahissement de l'Europe par les Russes et la destruction de la puissance anglaise par l'Amérique.

Les peuples de l'Europe veulent la liberté, mais ils n'ont pas assez d'énergie pour la conquérir : il leur fallait un homme qui les menât de force vers ce but si difficile à atteindre. L'Empereur était cet homme, il ne subjuguait l'Europe que pour la rendre libre ; partout il a semé la liberté par l'introduction de son code immortel, et par l'abolition de l'ancienne aristocratie. Ces semences germent sourdement dans l'Allemagne et dans l'Italie, et peut-être le jour n'est pas loin où nous les verrons éclore. Heureuse l'Europe, si une révolution salutaire lui rend la vigueur dont elle a besoin pour arrêter l'irruption des barbares qui la menace ; heureux les gouvernements, s'ils sont assez sages pour opérer d'eux-mêmes et sans secousse cette révolution si nécessaire !

QUATRIÈME PARTIE

CORRESPONDANCE

QUATRIÈME PARTIE

CORRESPONDANCE[1]

*L. Planat à Madame Ch***.*

Rome, 14 septembre 1816.

Ma chère Joséphine, c'est vraiment de Rome que je t'écris après une si longue interruption dans nos lettres. Je t'épargne le récit de tout ce que j'ai eu à souffrir pendant l'année qui vient de s'écouler. Tout cela est passé, et j'ai enfin recouvré cette chère liberté, sans laquelle tous les biens de la vie ne sont rien. Je ne te cacherai point que ma santé a reçu de furieuses atteintes ; je suis maigre, jaune et débile ; je tousse continuellement ; en vérité, quand je me

1. Nous ignorons les pourparlers des derniers jours que les prisonniers durent passer à Gozo. Toujours est-il que le passeport promis ne leur fut délivré que le 5 août, près d'un mois après qu'on leur eut annoncé leur mise en liberté. Quelques jours furent encore nécessaires pour trouver une petite embarcation qui les transportât à Civita-Vecchia. Enfin ils purent partir. Mais leur voyage fut des plus pénibles : forcés par la tempête de relâcher à l'île de Procida et à d'autres îles, la traversée, ordinairement de trois jours, dura trois semaines. La santé déjà si ébranlée de L. Planat en reçut un rude choc. La correspondance nous aidera de nouveau, désormais, à raconter sa vie. C'est de Rome qu'il adressa sa première lettre à sa sœur aînée. On comprend que cette lettre, envoyée par la poste, fut écrite avec une grande circonspection. F. P.

tête, je trouve que j'ai soixante ans. Que faire à cela? Prendre son parti de bonne grâce et se soumettre aux décrets de la Providence.

Je ne resterai à Rome que le temps nécessaire pour voir les monuments qu'elle renferme. J'ai commencé hier par la fameuse église de Saint-Pierre ; elle est grande et magnifique au delà de tout ce qu'on peut imaginer. Mais si le temple de Saint-Pierre remplit l'âme d'admiration, la vue des ruines de l'ancienne Rome la plonge dans une espèce de délire. On oublie tout à fait notre vilain monde et les vilaines passions qui l'agitent ; on croit voir au milieu de ces ruines tous les héros de Corneille, tous ces grands hommes dont les cœurs généreux ne connaissaient que l'amour de la gloire et l'amour de la patrie. Il faut renoncer à décrire ce qu'on éprouve alors ; mais qu'on est heureux de pouvoir ressentir de telles émotions et d'avoir pu préserver son âme du desséchement général.

En quittant Rome, je me rendrai à Florence, où je passerai l'hiver. Je m'y occuperai uniquement du soin de rétablir ma santé, si la chose est encore possible. L'air y est sain, les beaux-arts y sont en honneur ; je tâcherai d'avoir la société de quelques artistes, et je passerai mon temps fort tranquillement entre la musique, la peinture et la sculpture. Cette vie paresseuse ne serait-elle point de ton goût? Mon Dieu, que je voudrais te tenir ici avec Henriette pour rire et dire des bêtises ! Il y a dans cette ville des choses qui font pâmer ; mais malheureusement on ne peut rire tout seul ; il faut pouvoir se communiquer, et depuis un an je ne trouve personne qui m'entende. Résigny en est à cent lieues. Quel malheur d'être obligé d'expliquer ce qu'un mot a de plaisant ou d'expressif ! Cela jette une glace mortelle dans le discours. J'ai perdu l'habitude de rire, et j'ai oublié tout ce vocabulaire qui nous paraissait si plaisant. Il ne faut plus penser à cela, car de longtemps je ne

reverrai Noisy et nos coins du feu. Écrivez-moi tous des lettres longues avec des lignes bien serrées, et adressez-les-moi poste restante à Florence. Je ne veux de détails que sur ce qui peut nous intéresser mutuellement, en faisant abstraction du reste du monde. Donnez-moi des détails sur Abel ; cet enfant m'inquiète ; il n'a pas fini son éducation, et il me paraît qu'il n'est plus dans son lycée.

A la même.

Florence, 19 octobre 1816.

Vos réponses me sont parvenues au jour et à l'heure fixés par mes calculs, et cette fois, je n'ai pas même eu le temps de m'impatienter. Me voilà bien soulagé et débarrassé d'une foule d'inquiétudes. Vous savoir tous heureux, tranquilles et contents, autant qu'on peut l'être dans notre siècle de fer, c'est tout ce que je désirais. Nous vivons dans un temps où il ne faut pas trop songer à l'avenir, *basta* qu'on puisse exister sur le présent. Il y a près d'un mois que je suis à Florence. C'est une jolie ville ; elle me plaît et je m'y trouve bien. Les Florentins sont affables et riants ; les femmes y sont jolies ; elles ont le désir d'être aimables, malheureusement elles crient en parlant, ce qui, je crois, vient de l'habitude de converser au spectacle. Au surplus, je n'ai vu la société de Florence que par très petits échantillons. Pour Résigny, c'est différent : le voilà de nouveau lancé dans le tourbillon du monde où je n'ai pas envie de le suivre. Je me suis retiré dans mon trou pour soigner ma frêle santé. Mon trou, c'est un fort joli appartement au premier, dans un quartier populeux et bruyant, car si j'aime la solitude, je ne hais pas le tapage de la rue ; c'est une de ces contradictions du cœur humain que tu comprends bien et qui nous apprennent mieux que le livre des

synonymes la différence qu'il y a entre la *solitude* et l'*isolement*. Mes hôtes sont d'assez bonnes gens dont il ne tiendrait qu'à moi de faire ma société habituelle; mais, il faut t'avouer mes faiblesses, je ne puis vaincre le dégoût et l'ennui que me donne la société des gens communs et bornés. J'ai beau me dire que cela ne convient ni à mon état présent, ni à ma mauvaise fortune, et qu'en général, cela ne convient pas du tout, c'est plus fort que moi; je fais le renchéri et la bégueule, je vais dans mon trou, et j'aime encore mieux l'ennui qui vient de moi que celui qui vient des autres. J'irais bien voir les curiosités de cette ville, mais on ne peut faire un pas sans mettre le pied sur un Anglais; ils sont partout, dans les églises, dans les galeries, dans les ateliers. Ces gens-là me déplaisent avec leur fureur d'avoir le goût des beaux-arts; ils n'en ont pas même le sentiment. Nés sous un ciel sans soleil, ils ont l'air, en Italie, de gens qu'on vient de tirer d'une cave pour les exposer subitement au grand jour; leur curiosité a quelque chose de stupide. Les Florentins les bernent le plus joliment du monde; on vend des croûtes pour des chefs-d'œuvre, du rococo pour de l'antique; ils envoient tout cela à bon compte en Angleterre pour se faire des galeries à l'instar des grands seigneurs italiens. Il y a ici un sculpteur de beaucoup de talent qui leur fait faire par ses écoliers des bustes et des statues qui font mal au cœur, il y met son nom et voilà qui est fini; les Anglais les lui payent ce qu'il veut. En vérité il y a conscience!

J'aime tes réflexions sur les grands hommes de l'antiquité; elles sont justes en général. Je conviens que Corneille n'a pas toujours choisi pour ses héros les plus gens de bien; c'est que les coquins font plus d'effet au théâtre que les honnêtes gens; enfin je te livre César et Pompée, mais je te demande grâce pour les Cincinnatus, les Camille, les Scipion, les Paul-Émile, les Caton, les Germanicus et

tant d'autres! que te dirai-je? notre esprit voyage dans un cercle, et le mien est déjà revenu à toutes les idées de l'enfance. Je suis redevenu admirateur des anciens; je crois à la vertu, au désintéressement, à la générosité, je suis timide et fier, et facile à émouvoir; voilà comme j'étais à dix ans, de sorte que j'ai vécu vingt-deux ans en pure perte.

Tu me demandes quels sont mes moyens d'existence? C'est tout uniment une centaine de napoléons que j'ai sauvés du naufrage. Je vis là-dessus, en disant comme dans le vaudeville : *Ça durera, ça durera tant qu'ça pourra.* Ce petit ton gaillard et sans souci ne va guère avec ma mine étique; pourtant je ne vois rien de mieux à faire que de prendre mon parti gaiement, et de me recommander pour le reste à cette Providence qui est toujours prête à aider ceux qui ont confiance en elle. Je voudrais bien te dire que ma santé est meilleure, mais vraiment il n'en est rien. Au demeurant, elle n'a point empiré, et c'est toujours quelque chose. Le médecin me fait espérer qu'au printemps je pourrai me rétablir; mais l'hiver me désole, car on ne sait pas se chauffer en Italie. Je n'ai pas même de cheminée dans mon appartement. Enfin je crois que j'irai à Naples pour y passer la mauvaise saison. Quant à Milan, je n'irai certainement pas, car si je n'aime pas les Anglais, les Autrichiens ne me plaisent pas davantage.

*A M. Ch***.*

Florence, 31 octobre 1816.

Mon cher beau-frère, je profite d'une occasion sûre pour vous écrire enfin à cœur ouvert, après plus d'un an de contrainte!

Nous ne sommes pas encore au bout de nos tribulations.

En débarquant à Civita-Vecchia, un consul français nous suscita d'abord quelques désagréments, mais à Rome ce fut bien autre chose. Comme à notre départ de Malte on nous avait défendu de retourner en France, nous allâmes franchement nous présenter à notre ambassadeur pour savoir dans quelle situation nous nous trouvions ; le Blacas, qui est un enragé, ne voulut ni nous voir, ni entendre parler de nous ; on nous traita de conspirateurs, de jacobins, etc. Comme ces épithètes nous vont bien ! Bref, après avoir bataillé pendant cinq jours avec cette légation, l'ambassadeur nous fit donner l'ordre par le gouvernement romain de partir en vingt-quatre heures ; nous voilà donc en route pour Florence. A Florence, autre légation française, autres tracasseries ; mais au moins on fut poli et on entendit raison, en sorte que jusqu'à nouvel ordre il fut convenu de tolérer notre séjour ici. Il est probable qu'on nous y aurait laissés tranquilles, si la fureur de se faire remarquer n'avait porté Résigny à se lancer dans le grand monde. Il y a été accueilli avec distinction ; des amis imprudents et des femmes étourdies y ont ajouté l'intention de narguer la légation française qu'on n'aime pas. L'envoyé de France, qui est un vrai voltigeur, n'a pas entendu raillerie ; il a si bien fait des pieds et des mains que la police vient de nous faire à peu près le même compliment qu'à Rome. Je ne sais pas où cette persécution s'arrêtera ; cependant, comme on ne m'a point vu dans le monde et qu'il est notoire que je suis malade et dans les drogues jusqu'au cou, on m'accorde un délai que j'espère allonger jusqu'au mois de janvier. Pour Résigny, on n'a pas voulu lui laisser un moment de répit ; il est censé parti, et il partira en effet pour Vienne dans quatre jours. Cette séparation m'est douloureuse, mais je ne veux absolument pas de l'Autriche. Résigny a l'intention d'y prendre du service. J'ai combattu cette résolution tant que j'ai pu, mais inutilement ; c'est un parti pris.

Quant à moi, je n'ai encore rien résolu, parce qu'avant tout il faut rétablir cette maudite santé. Cependant je ne m'endors pas, et j'ai en train plusieurs projets dont je vous informerai plus tard. J'ai recueilli ce fruit de mes malheurs passés que tous les petits désagréments que j'éprouve maintenant ne me font pas même l'effet d'une piqûre d'épingle. Je ne bois, ne mange et ne dors ni moins ni plus mal ; au contraire, cela réveille un peu et empêche qu'on ne s'engourdisse tout à fait.

Je ne sais si vous avez une juste idée de ce qu'est l'Italie maintenant; mais si vous la regardez comme un des pays les plus misérables du monde, vous ne vous trompez pas. Elle gémit sous un joug de fer, et l'on peut la considérer comme une vaste province autrichienne; car le gouvernement autrichien y lève des tributs partout et y envoie ses lieutenants jusqu'en Toscane. Naples et les principales villes de ce royaume ont garnison autrichienne. Le Saint Père n'est pas plus ménagé qu'un autre; à la vérité, il n'a point de troupes à loger, mais il paie cette faveur à beaux deniers comptants. Le reste de l'Italie est immédiatement sous la férule austriaque. Vous dire que le régime français est regretté partout n'est plus une nouvelle pour vous; et quand je dis partout, c'est-à-dire à Rome aussi bien qu'à Milan, à Naples comme à Florence. Le commerce, l'agriculture, l'industrie, tout languit, tout est mort; en récompense les meurtres, les vols, le brigandage et la mendicité sont partout. Voilà ce que c'est que d'avoir des *souverains légitimes* et un *congrès!*

Au même.

Florence, 30 novembre 1816.

Ma santé s'améliore un peu, et je crois qu'à force d'oublier le passé et de ne point songer à l'avenir, je parvien-

drai à la rétablir. Résigny est décidément parti pour Vienne. Je ne sais s'il réussira avec des gens si froids, si compassés, si lourds et, pour trancher le mot, si ennemis des Français que le sont les Autrichiens; quant à moi, si les circontances m'obligeaient un jour à changer de patrie, ce n'est pas l'Autriche que je choisirais! Mais, Dieu merci, je n'en suis pas encore réduit là, et j'espère même pouvoir vous embrasser à Paris le printemps prochain, car il n'y a vraiment plus d'autres obstacles à ma rentrée en France que la saison et ma mauvaise santé. La légation française m'ayant invité à rentrer en France, je désire savoir comment j'y serai reçu et ce que j'aurai à espérer; je vous prie donc de vous informer si, en retournant en France, on me rendra mon grade et mes autres attributions. J'attendrai votre réponse pour m'expliquer catégoriquement vis-à-vis de l'envoyé de France. Vous connaissez toute mon affaire et pouvez donner à cet égard tous les renseignements désirables. Jusqu'à présent je me suis expliqué sans détour et avec la plus grande franchise. C'est une voie que je suivrai tant que je pourrai, car je hais tout ce qui est louche et tortueux. Malgré tous les lieux communs qu'on débite sans cesse contre la droiture et la probité, je suis persuadé qu'on gagne toujours à les prendre pour guides.

Mon langage d'aujourd'hui ne s'accorde guère avec celui de la lettre que je vous ai envoyée il y a un mois par K***; mais c'est que peu de jours après son départ les choses ont changé pour moi. M. le duc de Richelieu n'a pas approuvé la persécution ridicule que M. de Blacas exerçait contre nous et a au contraire envoyé les ordres les plus précis pour qu'on facilite notre retour en France[1]. J'étais encore à même de profiter de la protection qui m'est offerte, mais

1. On connaît la lutte, alors dans toute son ardeur, du parti ultra-royaliste contre le ministère, comparativement libéral, de M. de Richelieu.

Une ordonnance royale du 5 septembre 1816, en dissolvant la Chambre,

Résigny, poursuivi plus vivement que moi, avait déjà pris des engagements vis-à-vis de l'Autriche et a cru son honneur intéressé à ne point les rompre. J'ai été bien affligé, comme vous pouvez le croire, qu'il ait pris un parti aussi extrême, mais il faut convenir qu'on l'y a poussé l'épée dans les reins.

*A Madame D***.*

Florence, 4 janvier 1817.

Comment est-il possible, ma chère Henriette, que depuis plus de trois mois tu ne m'aies point donné de tes nouvelles? Il me semble que je n'ai pas mérité cet abandon.

Il y a un an qu'à pareil jour, enfermé dans ce triste fort Manuel, j'éprouvai une joie des plus vives, en recevant vos premières lettres depuis notre séparation; ce fut le premier rayon de bonheur et d'espoir que m'ait envoyé la Providence après les tristes événements du mois de juin 1815; des jours comme ceux-là font époque dans la vie, et le 4 janvier sera toujours pour moi au nombre des bons jours. Mais pour cette fois, il ne sera pas au nombre des plus beaux, car il pleut à verse et je suis seul dans ma chambre, où je m'ennuie à lire la vie de Sixte-Quint. Nous voici pourtant dans la véritable saison des plaisirs dont la signora Beffana donnera le signal après-demain. C'est alors que les Florentins jettent leurs bonnets par-dessus les moulins! La loge, la voiture et le domino sont aussi indispensables que boire, manger et dormir; il n'y a pas moyen de s'en passer; on vendrait plutôt sa chemise. Cette fureur des plaisirs est vraiment épidémique; les gens les plus sérieux en sont atteints comme les autres, mais ce qui la rend plus pi-

avait annoncé la fin du régime, inauguré en France depuis le mois d'octobre 1815, connu sous le nom de *terreur blanche*, ainsi que le retour aux mesures conciliatrices. F. P.

quante, c'est le mélange des diverses nations et le contraste qu'il présente. Les Florentins et les Anglais par exemple sont les antipodes; les uns pétillent d'esprit, de gentillesse et de vivacité; les Anglais au contraire sont gauches, lourds et taciturnes; l'ennui leur tient partout fidèle compagnie. Chez les femmes ces différences se remarquent moins; elles ont un but commun dans tous les pays du monde, c'est le désir de plaire, etc. Tu vas croire, peut-être, que je suis relancé dans le monde, point du tout; je fais toutes ces observations-là, du coin de mon feu, par les yeux de mes amis; car j'en ai, *des amis*, parmi lesquels je compte le médecin qui me soigne, une famille alsacienne de cinq à six personnes, et le secrétaire de la légation française qui n'est pas un éteignoir et qui m'a rendu des services. Je me porte beaucoup mieux. Me voilà réconcilié avec la vie et il n'est pas besoin de dire que l'esprit s'en ressent. On reprend de l'espoir, du courage et de la gaieté.

Je voulais t'écrire une lettre un peu sèche et je vois que je bavarde comme si je tisonnais au coin de ce feu que tu sais bien. Il n'y a donc pas moyen de se fâcher avec vous autres, *tas de faigniants!* Adieu donc, belle indifférente!

*A M. et Madame Ch***.*

Florence, 5 janvier 1817.

Il ne faudrait pas me prier beaucoup, chers amis, pour me déterminer à rentrer en France. Je suis même là-dessus d'une faiblesse qui m'a engagé dans quelques démarches que j'aimerais presque autant n'avoir pas faites. Ces sœurs, ces beaux-frères, ces coins du feu, et puis cet isolement dans une terre étrangère, tout cela vous assiège et vous rend couard. Je n'ose entreprendre le voyage d'Amérique, car, outre ma mauvaise santé, quelle effroyable barrière que

dix-huit cents lieues d'eau entre soi et tout ce qu'on affectionne; faut-il donc pour conserver l'existence renoncer aux seuls objets qui attachent à la vie?

Deux moyens me sont offerts ici : le commerce et l'enseignement; je ne puis plus en attendre un sort brillant. Néanmoins, je pourrai y gagner ma vie, et c'est encore beaucoup de végéter dans un temps où les trois quarts des hommes meurent de faim.

Mais avant tout je veux rétablir ma santé, et cette volonté est si ferme qu'elle commence à opérer; si je guéris, ce sera un bel exemple de ce que peut une détermination bien prise. Je n'épargne rien pour arriver à ce but: soins minutieux pour ma personne, docilité aveugle aux conseils des médecins, attention à fuir le chagrin et à rechercher des distractions et des divertissements honnêtes, tout est mis en œuvre. Et je m'en trouve tellement bien que, depuis un an, je ne crois pas m'être porté aussi bien que je fais maintenant. Ma santé me paraît si miraculeuse, que je n'ose quasi me *remuer*, de crainte d'une rechute!

A M. le chevalier de Vernègues,
envoyé de France à Florence.

Florence, 15 janvier 1817.

Monsieur le chevalier, lorsque le 9 novembre dernier j'ai manifesté à Votre Exc. le désir de rentrer dans mes foyers, j'espérais, et tout faisait croire, que la loi suspensive de la liberté individuelle serait rapportée. Cette loi est maintenue, et je ne doute nullement que ce ne soit par des motifs indispensables[1]. Je dois donc déclarer franchement à Votre Exc. que

1. L'acharnement du parti ultra avait empêché le ministère de donner suite aux projets annoncés. La loi suspensive de la liberté individuelle était conservée pour un an encore. F. P.

je ne rentrerai jamais en France sous l'empire de cette loi. Je viens d'éprouver dans les prisons de Malte tout ce qu'a d'affreux une détention arbitraire et non méritée; les suites de cette cruelle captivité ont tellement altéré ma santé qu'elle ne résisterait pas à une seconde épreuve. Dans un temps plus tranquille, cette loi ne m'aurait point effrayé, mais les partis s'agitent encore; il y a des troubles; les militaires à demi-solde en sont désignés comme les auteurs par les députés mêmes, et je me trouverai dans cette malheureuse catégorie. Je sais tout ce qu'a de rassurant la composition actuelle du ministère; rien n'est plus propre à inspirer de la confiance que le noble caractère de M. le duc de Richelieu; mais lui-même est en butte aux coups d'une faction puissante, et si cette faction parvient à le renverser, que deviendront ceux dont toute la sécurité se fonde sur la permanence de son ministère?

Je vous ai fait ma profession de foi, monsieur le chevalier, et je ne crains pas de vous en répéter les expressions par écrit. Lorsque j'ai accompagné Napoléon dans sa retraite, je n'ai été mû par aucun motif politique; j'ai suivi les mouvements de la reconnaissance, ceux d'un attachement profond, et cette sorte d'entraînement que fait éprouver l'infortune d'un grand homme. Mes sentiments à cet égard seront invariables, quelles que soient les circonstances. J'ose croire que les hommes justes et éclairés ne m'en feront point un crime. Mais ceux que la passion aveugle, ceux qui voudraient nous forcer à dépouiller en un instant des affections de vingt années, ceux que la vue du malheur irrite et qui n'ont d'affection que pour le pouvoir, ceux-là m'en feront un crime, et leur nombre est grand en France. Cependant ma résolution de suivre Napoléon n'était point un acte d'hostilité contre le gouvernement des Bourbons; loin de là, je respecte ce gouvernement par cela seul qu'il est établi, et qu'il est le gouvernement de mon pays. Je

suis disposé à l'aimer lorsque je le verrai faire le bonheur et la gloire de la France. Je regarde comme coupable toute tentative pour le renverser, parce que les biens qui résultent d'un changement de gouvernement sont toujours douteux, tandis que les maux sont certains; nous en avons fait de cruelles épreuves.

Voilà, monsieur le chevalier, ce que j'ai dit souvent à Votre Exc. Je ne lui ai jamais fait de ces protestations outrées et ridicules, langage ordinaire de ceux qui se vendent à tous les partis. Je ne suis point un factieux; j'aime ma patrie au delà de toute expression, et si demain elle était menacée, vous me verriez demander à combattre ses ennemis, comme volontaire et dans les derniers rangs de l'armée, sans m'informer du gouvernement qui la régit.

J'ose croire, monsieur le chevalier, que vous me connaissez assez pour être persuadé de ma sincérité et de la pureté de mes intentions. En m'exilant momentanément de la France, je ne renonce point au titre de Français. Je conserve l'espoir d'y rentrer dès que le rétablissement complet de l'ordre et de la tranquillité permettra de nous rendre toute la plénitude de nos droits, et ce moment ne peut être éloigné. Mais, dans l'état actuel des choses, mon existence y serait trop pénible.

Votre Exc. a l'esprit trop juste pour ne pas apprécier la force de mes motifs. Je la prie donc de vouloir bien demander à M. le duc de Richelieu l'autorisation de m'accorder des passeports pour telle contrée de l'Europe ou de l'Amérique où mes intérêts peuvent m'appeler; je dis mes intérêts, parce que n'ayant qu'une fortune très médiocre, je dois chercher à me créer de nouveaux moyens d'existence.

J'ai l'honneur d'être, etc.

*A M. et Madame Ch***.*

Florence, 28 mars 1817.

Je dois à votre amitié, mes chers amis, de vous donner quelques détails sur un projet que j'avais formé pour mon avenir et qui m'avait décidé à faire le voyage de Rome. Malheureusement, l'accueil que j'ai reçu de la part du gouvernement romain, instigué par notre cher ambassadeur, m'a convaincu qu'il fallait renoncer à ce projet. Monsignor Pacca, gouverneur de Rome, m'a fait l'honneur de me dire : que *la ville de Rome et M. Planat* ne pourraient jamais s'accorder ensemble! Cette importance politique qu'on veut me donner malgré que j'en aie me divertirait fort, si elle n'était toujours accompagnée de persécutions qui m'empêchent de pourvoir à mon existence. Il y a à Rome un brave négociant, nommé L..., qui, pendant un séjour de deux mois qu'il a fait à Florence cet hiver, m'avait pris dans une telle affection qu'il voulait m'associer à son commerce sans aucune mise de fonds, et pour le seul plaisir d'obliger un être malheureux. Un pareil désintéressement ne se rencontre pas souvent chez les négociants. J'allais accepter les offres de ce bon M. L..., et c'était là le motif de mon voyage à Rome. Mais le Blacas, toujours enragé, n'a voulu ni me voir ni m'entendre, et m'a fait signifier l'ordre de quitter Rome en vingt-quatre heures. Tout le monde est indigné de sa conduite, et je me propose d'en porter mes plaintes à M. le duc de Richelieu[1].

Une dernière corde à mon arc est un emploi qu'on m'of-

1. Il répugnait au caractère de L. Planat de porter plainte et, après réflexion, il préféra adresser directement à M. de Blacas qui, disait-on, s'était exprimé sur son compte d'une manière outrageante, une sorte de factum. F. P. Nous l'abrégeons.

fre près du prince de Montfort (l'ex-roi de Westphalie), établi dans une maison de campagne auprès de Vienne. Peut-être serai-je forcé de l'accepter. Ce ne sera pas sans un vif chagrin que je quitterai ce beau pays de l'Italie; tout bien compté, tout bien balancé, c'est encore le premier pays du monde.

A Son Exc. le comte DE BLACAS D'AULPS,
Ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté très-chrétienne près la cour de Rome.

Florence, 2 avril 1817.

Monseigneur,

... Lorsque j'arrivai à Rome, il y a six mois, vous m'en fîtes chasser par le gouvernement; mais alors les circonstances étaient différentes et pouvaient servir d'excuse à un ministre qui craint de se compromettre et de nuire à la cause qu'il sert. Je sortais des prisons de l'Angleterre; j'avais été détenu à Malte, dans une même forteresse, avec les généraux Savary et Lallemand; j'étais, au mois de juin 1815, officier d'ordonnance de Napoléon et j'avais témoigné un vif désir de l'accompagner dans sa retraite. D'un autre côté, la France était agitée et l'autorité du roi n'y était pas encore bien affermie. Toutes ces circonstances pouvaient à cette époque vous faire hésiter à m'accorder votre protection. Il est bien vrai que je n'étais compris sur aucune liste d'exil; mais on pouvait croire que j'appartenais à l'une de ces ingénieuses catégories inventées par M. le duc de Feltre, ou que j'étais l'objet d'une mesure de police particulière. Bref, je trouvai alors qu'on ne pouvait, jusqu'à un certain point, blâmer Votre Exc.

Mais aujourd'hui que la fureur des partis est assoupie, aujourd'hui que tous nos efforts doivent tendre à l'étein-

dre, aujourd'hui que tous les *Français* sont des *Français*, quelle qu'ait été leur conduite politique, comment peut-on expliquer les étranges procédés de Votre Exc.? Lorsque vous me fîtes renvoyer de Rome, il y a six mois, je me rendis à Florence où je trouvai enfin un asile, grâce aux principes de sagesse et de modération du gouvernement de la Toscane, car Votre Exc., en me refusant un passeport, m'avait mis dans le cas d'être arrêté comme un vagabond. Fort heureusement encore je trouvai dans le ministre français à Florence, M. de Vernègues, un homme d'esprit et de bon sens. Obligé de céder à l'influence que vous exercez sur les petites légations françaises en Italie, il n'osa m'accorder ouvertement son appui, avant d'avoir pris les ordres de son gouvernement; mais du moins, il ne poussa pas plus loin la persécution. Comme Français, il ne vit en moi qu'un compatriote dans le malheur; touché de l'état de dépérissement où m'avaient réduit les prisons de l'Angleterre, il favorisa tacitement mon séjour à Florence. Mais si, au lieu de rencontrer en lui un homme sage, humain et modéré, j'avais encore trouvé un homme dur, borné et passionné, je demande à Votre Exc. où se serait arrêtée cette vie errante qu'elle m'avait fait commencer?

M. le duc de Richelieu, consulté à mon sujet, fit la réponse qu'on devait attendre d'un esprit droit, ferme et éclairé, qui regarde comme indigne d'un grand gouvernement toutes ces petites tracasseries. Il donna l'ordre à M. de Vernègues de me prendre sous sa protection, et de me donner des passeports, non seulement pour la France, mais encore pour tout autre pays où pourraient m'appeler mes intérêts. C'est d'après ces instructions que M. de Vernègues m'avait accordé, le 5 du mois dernier, un passeport pour Rome. Je veux bien dire à Votre Exc. les motifs qui m'y appelaient. Ayant perdu, par suite des der-

niers événements, le fruit de onze années de service et me voyant réduit à de faibles moyens d'existence, je trouvai dans M***, négociant français établi à Rome, un ami généreux et désintéressé qui m'offrit de m'associer à son commerce. J'acceptai avec joie, et partis sur-le-champ pour Rome où j'arrivai le 12 du mois dernier.

Le lendemain, je me présentai à l'hôtel de l'ambassade; Votre Exc. venait de partir pour Albano, mais son premier secrétaire me dit que Votre Exc., sans vouloir entrer dans les motifs de mon voyage, le désapprouvait entièrement et qu'elle ne souffrirait point mon séjour à Rome; qu'elle serait même étonnée d'apprendre que j'y fusse arrivé, ayant invité le gouvernement romain à me faire arrêter aux frontières. Cet accueil me surprit; je demandai à M. le secrétaire si vous étiez informé que j'étais muni d'un passeport en règle, délivré au nom du Roi. Il me répondit que Votre Exc. en avait été informée par une lettre particulière de M. de Vernègues, mais qu'en la recevant elle s'était écriée : « Voilà de Vernègues qui me renvoie un homme que j'ai fait chasser de Rome l'an passé! Il n'y a qu'un émigré qui soit capable de faire une pareille bêtise! » A cela, j'objectai la lettre de M. le duc de Richelieu qui semblait ne mettre aucune différence entre moi et le reste des Français, et je demandai enfin les motifs de la rigueur dont Votre Exc. usait envers moi. On me répondit que je devais bien les deviner : « que j'avais été attaché à Napoléon; que j'avais joui de sa confiance; que j'avais été en prison avec Savary; qu'on pouvait croire que j'avais des instructions secrètes; qu'il existait une vaste conspiration contre la monarchie; qu'il y avait à Rome, dans la famille Bonaparte, un foyer d'opposition contre le gouvernement du roi; qu'il était de la prudence d'en éloigner tous les individus suspects; enfin, ajouta-t-on, il y a à Rome dix-huit Bonapartes! »

Mais, Monseigneur, si c'est un crime irrémissible que d'avoir été attaché à l'Empereur Napoléon, la France entière serait coupable. Les conseils du roi, sa garde, ses armées, sa noblesse, sont remplis des créatures de Napoléon. M. le duc de Mortemart, pair de France et capitaine-général des Cent-Suisses, a été, comme moi, officier d'ordonnance de l'Empereur; il lui a donné des preuves d'attachement et en a reçu des marques de confiance. S'il lui prenait fantaisie de venir à Rome, Votre Exc. l'en ferait-elle chasser? Quant aux instructions secrètes qu'on suppose que j'ai pu recevoir du duc de Rovigo, cela est petit et misérable, et ne mérite pas de réfutation. C'est un de ces fantômes que l'on crée pour se donner de l'importance, sans penser que par là on avilit son gouvernement, en faisant croire qu'il partage des craintes aussi puériles et aussi ridicules. Qu'un extravagant comme M. de Chateaubriand écrive : *qu'il existe une vaste conspiration contre la monarchie*, cela se conçoit; que des sots et des gobe-mouches prennent à la lettre ces phrases ampoulées, cela se conçoit encore; mais que l'ambassadeur extraordinaire d'une des principales puissances de l'Europe répète de pareilles sornettes, voilà ce qui sera toujours inconcevable. Lorsqu'on me dit qu'il y avait à Rome *dix-huit Bonapartes*, j'ai cru d'abord que c'était une plaisanterie, mais en y réfléchissant, j'ai reconnu que Votre Exc. savait compter. Il y a véritablement *dix-huit Bonapartes* à Rome en y comprenant Madame Mère, le cardinal Fesch, la princesse Pauline et les huit petites filles de Lucien. Quel foyer! Quels conspirateurs! Eh, Monseigneur, ne voyez-vous pas combien cela est ridicule? Vous appelez la famille Bonaparte un foyer d'opposition; ah! vraiment, il y a bien d'autres foyers à Rome, et il ne faut pas y séjourner longtemps pour les reconnaître. Cependant ils ont échappé à la perspicacité de Votre Exc. C'est ce qui arrive ordinairement lors-

qu'on se noie dans des détails de petites intrigues. Cela rappelle les rapports secrets du consul de Livourne en 1815; ils étaient remplis de récits d'aventures galantes, ou de propos de café de l'île d'Elbe, et cependant Napoléon débarquait au golfe Juan.

Je discutai mes droits avec M. votre secrétaire, qui me parut être, bien malgré lui, l'interprète de la passion et de l'injustice. D'après son conseil, je pris le parti d'écrire à Votre Exc. dans des termes que je crois décents et respectueux. Je finissais par demander à Votre Exc. la permission de lui remettre moi-même la lettre de recommandation de M. de Vernègues dont j'étais porteur. A cela, Votre Exc. me fit répondre verbalement « qu'elle ne voulait point me voir, et que si j'avais une lettre pour elle, je pouvais la remettre à son portier ».

Mais je passe à un fait plus grave. Monsieur votre secrétaire me demanda, toujours de la part de Votre Exc., pourquoi je ne passerais pas en Autriche. « Le gouvernement de ce pays, ajouta-t-il, accueille volontiers les Français mécontents, et surtout ceux qui, comme vous, ont approché Bonaparte; il paraît que ça entre dans sa politique. Allez-y, je suis persuadé que vous y serez bien reçu. » L'ai-je bien entendu, Monseigneur? Quoi! C'est vous qui engagez des Français à abandonner la France, pour se réunir à ses ennemis? C'est vous qui repoussez du sein de la patrie des hommes qui ne demandent qu'à y rentrer? Ah, vous aurez beau faire, quel que soit le gouvernement de la France, des hommes tels que moi seront toujours prêts à verser encore leur sang pour sa défense; *jamais* ils ne tremperont leurs mains dans le sang des Français; *jamais* ils ne guideront d'avides et cruels étrangers pour venir ravager cette terre sacrée.

Mais il paraît que c'est un parti pris par Votre Exc. Il y a six mois que M. Artaud, alors son premier secrétaire, me tint

absolument le même langage, et il ajouta ironiquement : « Pour rentrer en France, il n'y faut pas penser; mais qui sait ce qui peut arriver; vous resterez en exil deux ans, trois ans, plus ou moins; les émigrés y sont bien restés plus de vingt ans; moi-même j'ai été persécuté pendant sept ans et me voilà. Allez à Gratz; on s'y amuse beaucoup, on y joue la comédie, etc. » Je m'abstiens de toute réflexion sur des discours si peu conformes à la décence et à la dignité du caractère diplomatique.

Deux jours après, je reçus de la police de Rome l'ordre de me rendre chez le gouverneur, Monsignor Pacca. Il me dit : « Vous savez bien quelle est votre position, et vous ne devez pas ignorer que M. Planat et la ville de Rome ne peuvent jamais aller ensemble; ainsi, il faut vous préparer à partir demain matin. » J'observai à Monsignor Pacca que l'on me faisait assurément trop d'honneur, mais que le délai accordé était un peu court. Je lui demandai quel crime j'avais commis pour être traité si rigoureusement : mes papiers étaient en règle; je ne troublais point le bon ordre; si l'on avait quelque raison de me suspecter, je me soumettais à toutes les mesures de surveillance qu'on jugerait convenables. Monsignor me répondit que chacun était maître chez soi, et que Sa Sainteté ne voulait point me souffrir dans ses États. « Mais au moins, lui dis-je, on ne peut sans injustice me refuser le délai matériellement nécessaire pour partir; je n'ai point de voiture à moi, et je ne puis trouver d'occasion pour Florence avant le 19. » Monsignor Pacca termina ce colloque en disant : « Si je m'étais rendu à l'invitation de votre ambassadeur, vous ne seriez pas entré à Rome; si je faisais mon devoir, je vous ferais partir sur-le-champ; je veux bien vous donner un délai de vingt-quatre heures, le reste vous regarde, et si demain vous n'êtes pas parti, *figlio mio, non v'è rimedio*, je vous ferai arrêter. » Il n'y avait rien à

répondre à un langage si précis. Aussi, après m'être incliné respectueusement, je sortis sans proférer une parole. Je dois cependant rendre justice à Monsignor Pacca : il me dit tout cela d'un ton fort doux et il eut même l'extrême bonté de fixer les boucles de ses souliers, pendant tout le temps que dura cet entretien.

Voilà donc un sujet du roi de France, muni d'un passeport délivré par un de ses ministres, et recommandé particulièrement à la bienveillance de Votre Exc., prêt à se voir arrêté arbitrairement et traîné en prison, sous vos yeux, au mépris des droits du gouvernement que vous représentez. Dans cette circonstance je crus qu'il était de mon devoir, comme Français, de tenter un dernier effort. Je me rendis chez votre secrétaire, et je lui dis : « Il m'est impossible de partir avant mercredi, et comme je suis menacé d'être arrêté demain, il ne me reste autre chose à faire qu'à me réfugier à l'hôtel de l'ambassade. Là je suis en France; personne n'osera violer cet asile, et je n'en sortirai que pour monter en voiture et quitter la pétaudière de Rome. »

M. J... parut surpris et resta quelque temps sans me répondre. A la fin, il me dit : qu'il pouvait m'assurer que Votre Exc. ne permettrait point que je restasse dans son hôtel, que c'était un parti extrême et qu'on trouverait bien un tempérament pour arranger l'affaire.

Enfin, Monseigneur, je vous ai poussé dans vos derniers retranchements, mais aussi Votre Exc. a comblé la mesure...

...Il faut, manda Votre Exc. (à son secrétaire), que ces gens-là sachent un peu de quel bois je me chauffe !... Je ne veux pas voir M. Planat, qui a été officier d'ordonnance de Monsieur Bonaparte, qui a voulu le suivre à Sainte-Hélène; qui a été retenu prisonnier par le gouvernement anglais avec Savary et Lallemand. Il ne peut jamais rien y avoir de commun entre nous ; je ne puis ni ne dois lui accorder

ma protection; s'il a des lettres pour moi, il peut les remettre à mon suisse.

... Votre Exc. déclare qu'elle ne peut ni ne doit m'accorder sa protection. Qu'il me soit permis d'en douter; car, pour ajouter foi à cette assertion, il faudrait renoncer à la confiance que doivent inspirer les promesses du roi; il faudrait croire que le gouvernement français, tout en professant extérieurement la modération, l'oubli du passé, le désir de l'union et de la concorde, donne en secret à ses agents des instructions opposées à ces principes.

Maintenant, Monseigneur, permettez-moi de vous demander où tend cette persécution, et d'où vient cet acharnement à vouloir me donner l'attitude d'un mécontent et d'un conspirateur? J'ose croire que Votre Exc. serait fort embarrassée pour répondre. Il vaut mieux avouer de bonne foi qu'elle agit aveuglément dans le sens du parti qui la fait mouvoir, sans s'embarrasser des instructions ni des principes du gouvernement qu'elle représente. Car enfin Votre Exc. a beau dire : « qu'elle n'est point sous les ordres de M. de Richelieu, et qu'elle n'en reçoit que du roi, » elle ne me fera jamais croire que les instructions de S. M. ne soient pas conformes au système général du gouvernement de la France !

. . . . . .

Je suis avec un profond respect, etc[1].

A M. de Lariboisière.

Florence, 28 avril 1817.

Mon cher Lariboisière, j'ignorais que vous vous occupiez de moi, lorsque mon beau-frère m'a fait connaître les dé-

1. La lettre resta sans réponse.

marches que vous avez eu la bonté de faire[1]. Certes, je n'ai jamais douté de votre amitié. Et si je ne vous ai pas écrit plus tôt, ce n'est pas que je craignisse qu'un ami dans l'infortune fût un être importun pour vous. Mais je suis dans la classe des réprouvés, et il faut, autant que l'on peut, éviter de compromettre ses amis, même par les démarches les plus innocentes. D'ailleurs, que vous aurais-je écrit? des détails affligeants sur ma situation, des plaintes sur l'injustice et sur l'ingratitude des hommes? Tout cela n'est pas gai, et vous avez sans doute bien d'autres sujets de peine. Je profite d'une occasion sûre pour vous envoyer cette lettre. J'ai tenté ici plusieurs moyens pour me tirer d'embarras, mais on m'a opposé partout des obstacles et des persécutions qui m'ont forcé d'embrasser un parti extrême. J'ai accepté une place de secrétaire auprès du prince de Montfort[2], et je compte partir incessamment pour Vienne. Mais j'y vais avec la presque certitude que nous ne nous convenons pas réciproquement, et je m'attache à lui comme un homme qui se noie s'attache à la première planche qu'il trouve. Vous voyez que la perspective n'est pas agréable.

1. Voici ce que C. D... avait écrit en date du 8 avril 1817 : « M. de Lariboisière, après bien des démarches infructueuses, m'a fait passer la réponse suivante qu'il venait de recevoir d'un colonel employé au ministère de la guerre : « Je connais beaucoup le pauvre Planat; c'est dire que je m'y intéresse. Je ne connais ni loi ni ordonnance qui l'efface du tableau des officiers; mais, pour être réadmis à un traitement quelconque, il faudrait faire un rapport, et il m'est impossible de dire quelle décision en résulterait, attendu qu'il se trouve dans un cas tout particulier. Avant tout, il devrait faire une demande au ministre; mais, pour qu'elle soit prise en considération, il serait nécessaire qu'il demeurât en France, autrement on n'y aurait aucun égard. Reste maintenant à savoir s'il peut rentrer en France? Je le crois; néanmoins, ceci étant du ressort de la police générale (avec laquelle il est bon de n'avoir aucune relation équivoque), je pense qu'il convient de s'assurer positivement, avant tout, si elle n'a rien à objecter à sa rentrée, etc., etc. »

2. L'ex-roi de Westphalie.

*A Constant D****

Florence, 2 mai 1817.

Mon cher ami, tes lettres me font toujours un plaisir extrême, je ne me plains que d'une chose, c'est qu'elles sont rares; dans l'état d'isolement où je me trouve, j'ai besoin de m'entendre répéter souvent qu'on s'intéresse à moi et qu'on ne m'oublie pas; c'est la bonne moitié de mon existence. Ne me parle pas de nos plantations, ni de ces ombrages de Noisy, cela fait mal; mais ce qui fait grand bien c'est de savoir que vous êtes heureux, tranquilles et contents. C'est ton propre ouvrage, mon cher ami, et tu dois en jouir doublement, car c'est le fruit du travail, de l'ordre et de la persévérance; j'appelle cela le triomphe de la morale, et ce n'est pas par une fausse modestie que je me déclare indigne d'un si grand bonheur; je crois en conscience ne pas l'avoir mérité, mais je ne sais pas si c'est « la faute de Rousseau ou celle de Voltaire. » Il ne faut pas faire de grands frais d'éloquence pour me prouver que Noisy est le lieu du monde où l'on est le plus heureux, et où l'on doit le plus désirer de vivre. Il m'a fallu soutenir de grands combats avec moi-même pour résister à la tentation; mais j'ai horreur d'une vie inutile. La santé même, ce bien si précieux, ne me paraît pas désirable à ce prix. J'ai profité d'une occasion particulière pour remercier Honoré de ses soins obligeants; mais toute démarche ultérieure serait inutile. J'ai pris mon parti et, en attendant mieux, j'ai accepté l'emploi de secrétaire du prince de Montfort. Dans quinze jours au plus tard, je partirai pour Vienne, où je retrouverai Résigny, ce qui n'est pas une petite consolation pour moi. Je suis bien aise de n'être pas dans la nécessité de reprendre du service en France. Il me semble que je l'aurais trouvé bien pénible. D'ailleurs, dans mes

idées, le militaire, en temps de paix, me paraît un fardeau inutile pour l'État, outre que l'esprit qu'on lui a donné le rend, pour ainsi dire, l'ennemi de la nation. J'ai toujours regretté qu'on ne cherchât pas, à l'imitation des anciens Romains, à occuper les loisirs de nos armées, par de grands travaux d'utilité publique qui auraient en tout temps rendu le soldat recommandable au citoyen.

*A M. Ch***.*

Baden, près Vienne, 4 septembre 1817.

Mon cher Ch***, peu de jours après le départ de ma dernière lettre, je suis tombé assez sérieusement malade pour qu'on ait jugé à propos de me transporter ici où j'ai reçu des soins et des secours que je ne pouvais avoir à Schœnau. Je commence à me rétablir, mais je sens bien que chaque assaut de ce genre m'avance vers le terme fatal. Il y a près de huit ans que je lutte contre le mal qui me mine[1], et si quelque chose m'étonne après tant de souffrances physiques et morales, c'est d'être encore en vie. Je n'ai pas besoin de vous dire combien je regrette l'Italie. C'est le seul pays qui me convienne désormais; il est doux d'y vivre et même d'y mourir. Il n'y a pas trois mois que je suis ici, et déjà le dégoût que j'éprouve pour le séjour de l'Autriche et pour ma nouvelle condition est porté à son comble. Ma mauvaise santé est bien pour quelque chose là dedans, mais j'ai aussi des motifs réels de désagrément. Mon patron, quoique rempli d'excellentes qualités, ne veut point descendre à la condition de simple particulier; cela met beaucoup de gêne dans nos relations. Sa maison est une petite cour qui n'a que les inconvénients et aucun des avantages

1. Une douloureuse affection chronique, contractée par L. Planat dans ses premières campagnes. F. P.

d'une cour souveraine. Le luxe, l'égoïsme, l'envie et la méfiance y règnent comme dans la maison du roi de Westphalie. Vous jugez comme cela me convient. Je n'ai point d'amis et ne vois point d'étoffe autour de moi pour en faire; en sorte que je me trouve dans un isolement plus grand qu'au fort Manuel. Résigny est allé à Lucques, et je ne crois pas qu'il revienne en Autriche. La vie que je menais à Florence, au milieu du petit cercle d'amis dont je vous ai parlé, était la chose la plus douce du monde; ici l'on passe sa vie à se contraindre, à s'observer et à se détester; plus d'épanchement, plus de véritable joie, aucune marque sincère d'intérêt. Je ne suis donc plus occupé que des moyens de me tirer d'une position qui me convient si peu. Néanmoins il faut passer l'hiver ici, car je ne suis plus de force à voyager pendant la mauvaise saison. On me néglige fort dans ce *benedetto paese* de Noisy-le-Sec, et l'on a vraiment bien tort, car je n'ai plus d'autre joie dans ce monde que les lettres qui me viennent de France. Voilà ce qu'on a de la peine à faire comprendre à des gens qui ont le bonheur tout autour d'eux, et qu'une lettre du dehors ne rend ni plus ni moins contents. Tâchez donc de mettre cela dans la tête de ces vilains campagnards. Quant à vous, mon cher ami, vous avez été d'une exactitude dont je sens vivement le prix et dont je ne saurais trop vous remercier. Ce serait bien dommage de ne pouvoir faire faire à votre fils de bonnes études; il est bien vrai que cela est à peu près inutile pour faire son chemin. Mais aussi l'on aime à se sentir au-dessus du commun des hommes; cette supériorité morale procure des jouissances que la fortune ne donne pas.

*A Madame D***.*

Schœnau, 19 décembre 1817.

Me voici, pour la première fois de ma vie, dans une de ces situations où rien n'occupe l'esprit, le cœur, ni l'imagination. Cela m'a fait tomber dans une sorte d'apathie dont je ne me tire de temps en temps qu'en faisant beaucoup d'efforts sur moi-même. *L'espoir* et *un but dans l'avenir*, ces deux grands mobiles de nos actions et de nos pensées, n'existent plus pour moi, en sorte que mes facultés intellectuelles sont comme paralysées. Je deviens stupide; je n'écris plus parce que je n'ai plus d'idées; tout est tari, tout est desséché. Le malheur, la persécution, l'injustice des hommes, leur égoïsme et leur indifférence ont épuisé toutes mes forces morales; je cesse de lutter et je m'abandonne au sort.

D'ailleurs, de quoi me plaindrais-je maintenant? Je suis bien logé, je fais bonne chère, je vois bonne compagnie, et, en définitive, autant vaut végéter à Schœnau qu'à Paris. Je n'éprouve plus qu'un seul regret, mais un regret bien amer; je m'étais toujours flatté de pouvoir un jour contribuer au bien-être de ma famille. Cet espoir m'avait fait supporter toutes les privations, et m'avait soutenu dans la pénible carrière que j'ai parcourue. Aujourd'hui il m'est enlevé sans retour. N'ayant plus ni état, ni force, ni santé, mes soins doivent se borner à ne point tomber dans l'avilissement; car si jamais j'arrivais à ce fatal degré, ce serait pour moi le dernier.

Mais faisons trêve aux idées noires et, s'il se peut, jouissons du présent. Depuis que ma santé s'est rétablie, le prince m'a chargé de diriger et de surveiller les travaux qui se font ici; cela m'amuse et m'occupe sans trop me

fatiguer. J'ai deux cents ouvriers sous mes ordres : maçons, charpentiers, menuisiers, peintres, jardiniers, terrassiers, etc. Mais ce qui m'intéresse par-dessus tout, c'est un appareil d'éclairage par le gaz hydrogène que j'ai entrepris, malgré les préjugés et les préventions de beaucoup de personnes; j'espère bien m'en tirer à mon honneur.

On a ici pour moi beaucoup d'égards et de bons procédés; mais j'éprouve toujours du vide et de l'ennui; je me trouve isolé, n'ayant personne avec qui je puisse causer à cœur ouvert. Nous attendons ici le médecin qui m'a soigné à Florence[1]. Son arrivée va me faire grand bien, car je retrouve en lui un ami véritable.

J'espère qu'en voyant cette longue lettre où je ne t'ai parlé que de moi, tu ne douteras pas que tous tes péchés te sont pardonnés; néanmoins je n'ajoute pas beaucoup de foi à ces *mille circonstances* qui ont autorisé un silence, etc., mais ce que je crois volontiers c'est que tu m'aimes et que de longs détails sur moi peuvent t'intéresser. J'en juge par moi et je puis dire que cette sollicitude pour les personnes qui nous sont chères, sentiment quelquefois si pénible, est pourtant la plus grande jouissance que m'ait offerte cette vie.

*A Constant D***.*

Vienne, 21 décembre 1817.

Je t'écris de Vienne; j'y resterai quelques jours pour les affaires du prince et un peu pour mes plaisirs. Nous menons à Schœnau une vie de reclus dont on se dédommage

1. M. Foureau de Beauregard, ancien médecin par quartier, très dévoué à l'Empereur qu'il avait suivi à l'île d'Elbe. Il s'était établi à Florence après 1815 et, au bout de six mois passés à la petite cour de Schœnau, il retourna à Florence au grand déplaisir du roi qui garda contre le docteur un vif ressentiment. F. P.

un peu dans les voyages de Vienne. C'est quelquefois aux dépens de la santé, mais, en vérité, l'existence devient un grand fardeau dès qu'il faut renoncer à tout pour la conserver. Il me devient tous les jours plus difficile d'aider notre Abel autant que je le voudrais. Nous vivons sur un pied qui me fait éprouver la gêne au milieu de l'abondance. J'ai plus dépensé pour ma mise depuis six mois que je n'ai fait pendant les deux années précédentes, et tu le concevras facilement lorsque tu sauras qu'il y a tous les soirs au château un *cercle* qui est de rigueur et d'étiquette. C'est une des plus grandes misères humaines que j'aie éprouvées.

*A M. Ch***.*

Vienne, 25 décembre 1817.

Mon cher Ch***, je vais commencer l'année 1818 d'une manière assez singulière et tout à fait inopinée.

Je vous ai dit que j'avais peu d'occupations ici; ma faible santé s'en arrangeait assez bien, seulement, dans ces derniers temps, j'avais pris la surveillance et la direction des travaux. Mais une circonstance particulière obligeant M. Abbatucci, le grand maître de la maison du prince, à s'absenter pour quelques mois, je me vois tout d'un coup chargé de toutes ses affaires. Le prince, en me l'annonçant, s'est servi d'expressions si flatteuses et si pressantes qu'il n'y avait pas moyen de résister. J'ai donc accepté *ad interim* cet emploi qui est au-dessus de mes forces[1]. Mais enfin

1. Ces mots, on le comprend, se rapportent aux réformes que, sur les sollicitations du prince Jérôme, L. Planat s'efforçait vainement d'introduire dans le budget des dépenses. Chaque proposition, admise d'abord avec enthousiasme par le prince, se brisait ensuite (sans parler du mauvais vouloir des parasites et des courtisans) contre la résistance latente du roi Jérôme lui-même, et surtout contre l'opposition ouverte et irritée de sa femme. L'ex-reine de Westphalie avait montré des sentiments élevés ; très attachée à son mari, elle avait noblement refusé, malgré l'insistance du roi de Wurtemberg, son

il faut montrer du zèle et de la reconnaissance. J'abrège ma lettre et je ne vous en promets pas de bien longues à l'avenir, ayant plus d'occupations que je n'en puis supporter.

Au même.

Saint-Poelten, 14 janvier 1818.

Vous voyez, mon cher Ch***, que je suis toujours par voie et par chemin. J'arrive d'une terre que le roi Jérôme possédait dans les montagnes à deux lieues d'ici et qu'il a vendue. Il s'agissait d'en liquider les comptes, opération que je viens de terminer, au risque de me rompre le cou, de me noyer dans les torrents, ou de rester enseveli sous les neiges; choisissez. Vous ne pouvez vous faire d'idée de ce qu'est un chemin de traverse en Autriche dans cette saison; mais je ne désire pas que vous en fassiez l'expérience[1].

frère, de se séparer de lui au moment du malheur. Elle disait souvent à M. Planat que le devoir de Marie-Louise eût été de rejoindre son mari, « n'eût-elle, pour s'évader, d'autre moyen que d'attacher à sa fenêtre les draps de son lit, » et elle ajoutait : « Certes, j'aime bien mon mari; eh bien, monsieur Planat, j'aurais voulu être la femme de l'Empereur, seulement en ce moment-là, pour faire voir au monde la différence qu'il y a entre une Marie-Louise et moi ! »

Par une inconcevable contradiction, ces nobles sentiments se trouvaient neutralisés et en quelque sorte anéantis par une passion pour la représentation et pour le luxe. Loin de s'opposer aux penchants trop connus de l'ex-roi de Westphalie à la prodigalité, la reine Catherine s'y était toujours associée, et peut-être même allait-elle plus loin que lui. Dans l'exil, ce goût extravagant devint promptement une cause de ruine inévitable, et (ce qu'il y eut de plus triste) les embarras qui en résultèrent entraînèrent bientôt le prince Jérôme et sa femme à des démarches et à des sollicitations auprès des souverains alliés, tout à fait inconciliables avec la dignité d'un frère de l'Empereur, comme avec le caractère élevé qu'avait montré sa femme.

Les explications qui précèdent sont indispensables pour faire comprendre des faits importants et la correspondance qui suivent. F. P.

1. Ici se place un incident qui devait bientôt faire regretter doublement à L. Planat l'espèce d'engagement moral contracté envers le roi Jérôme. La

Lettre du comte de Las-Cases à L. Planat.

Francfort, 26 février 1818.

Mon cher compagnon de malheur, j'ai eu trop de plaisir par les expressions de votre amitié et les preuves de votre touchant souvenir pour que je n'y réponde pas à l'instant. Ma femme, qui s'est montrée une héroïne, qui a été refusée deux fois par le gouvernement anglais dans sa demande de venir partager ma prison au bout de l'univers, qui m'a rejoint sur les grands chemins et vient de retourner à Paris chercher nos deux enfants, y avait pour une de ses premières commissions de ma part de savoir de votre beau-frère quelles avaient été vos destinées. Je suis bien aise de vous donner ce grand détail pour qu'il vous soit la preuve que vous m'étiez venu à la pensée, même au milieu de mes premières affections de famille. Ce qui va être pour votre cœur sensible et dévoué un trésor de jouissance et de satisfaction, c'est d'apprendre de moi que votre nom a été prononcé plus d'une fois par la bouche auguste qui nous est si chère; que, dans l'intimité et la confidence, il m'a été dit à plusieurs reprises : « Que n'ai-je Planat! ce bon jeune homme nous serait utile; j'en connais le prix. » J'aime à vous répéter les propres paroles; elles m'étaient douces à entendre, parce que c'était une justice, et que j'avais la même opinion.

réponse de son beau-frère Ch*** à sa dernière lettre contenait ce passage :

« Paris, 8 février 1818. — J'ai vu hier Mme de Las-Cases qui arrivait de Francfort. Son mari demande avec instance de vos nouvelles, où vous êtes, etc. Il vous regrettait beaucoup dans son exil, lui, et surtout *celui* qu'il a servi. Il est libre et le maître d'aller où bon lui semble. Il s'est mis sous la protection de l'Autriche et peut se rendre en Autriche, s'il le désire, etc. »

On sait que M. de Las-Cases, enlevé de Sainte-Hélène dès novembre 1816, puis retenu au Cap pendant un an, arriva à la fin de 1817 en Angleterre, et qu'après maintes tribulations il put fixer sa résidence à Francfort. C'est là que le rejoignit une lettre, déjà vieille de date, de L. Planat. Cette première lettre ni la suivante ne se sont retrouvées dans les papiers du comte de Las-Cases, dont nous avons pourtant la réponse; mais presque tout le reste de la correspondance, échangée pendant les années 1818 et 1819 entre les deux compagnons d'infortune, a été conservé. Un fils du comte de Las-Cases a bien voulu communiquer à la veuve de L. Planat, non seulement les lettres que son mari écrivit à M. de Las-Cases, mais encore plusieurs autres lettres de la même époque qui le concernent. F. P.

Si vous en versez une larme d'attendrissement, vous ferez bien ; vous la devez à celui dont les tourments là-bas seraient difficiles à rendre. Ils le tueront et nous demeurerons pour le pleurer. Personne au monde ne lui rend justice, et cela serait impossible, y fût-on disposé ; car on ne peut connaître son cœur et ses qualités privées que quand on l'a vu comme nous l'avons fait. Pour moi, il est bien plus grand, bien plus aimable, bien plus aimé que quand il disposait de l'univers.

Mon cher, qui vous eût dit qu'à 2000 lieues nous parlions de vous, et qui m'eût dit à moi alors que je viendrais vous le dire ? Tout peut donc arriver dans le monde. Je n'avais point connu toutes vos infortunes. Que vos peines corporelles ont été bien au-dessus des nôtres ! Ma femme m'en avait bien dit quelque chose, je ne l'avais pas cru possible. Mandez-moi tout cela dans le plus grand détail. Je n'ai pas besoin de vous dire l'intérêt que j'y prends. Ce sont plutôt des droits que je réclame. Notre dévouement et nos malheurs ont créé désormais une *fraternité* entre nous. C'est encore une phrase du bon, du grand, du vraiment adorable Empereur. Qu'est devenu Savary et tous les autres ? ... Adieu, mon cher camarade, mon cher ami.

Au comte Las-Cases.

Vienne, 4 avril 1818.

Très cher ami, le roi, accablé d'occupations et trop pressé par le temps, se voit privé du plaisir de répondre en détail à votre lettre du 19 mars. Il me charge de remplir cette tâche bien douce pour mon cœur. Votre lettre et tous les papiers qui y étaient joints nous sont parvenus très promptement. Je n'ai pas besoin de vous dire avec quel empressement nous avons dévoré les volumes d'écriture que vous avez adressés au roi ; mais surtout avec quel douloureux attendrissement nous avons contemplé et étudié ce tracé fidèle de la chétive habitation que la haine et l'envie ont

à peine laissée au plus grand et au meilleur des hommes.

Le roi désire que vous lui fassiez savoir positivement de quelle utilité je puis être à la cause de l'Empereur, d'après le désir que vous avez manifesté à la reine Julie et au général Macdonald de m'avoir près de vous. Je suis dans ce moment à peu près seul auprès du roi, en sorte que mes services lui sont utiles; mais cette considération disparaît sans doute devant l'utilité bien démontrée de ma présence à Francfort ou à Londres, ce qui devra toujours être préparé de longue main.

N'oubliez pas aussi, cher ami, de faire connaître au roi ce qu'on pourrait faire dès à présent pour soulager l'Empereur, car le temps se passe, il souffre! Et que de reproches n'aurait-on pas à se faire d'avoir retardé d'un seul jour le moment d'adoucir son sort. Faites-nous connaître aussi vos projets pour l'avenir. Mais il faut du positif, des quantités déterminées; le roi se chargera de la répartition à faire dans sa famille[1].

1. Las-Cases, malade, atteint d'ophthalmie, devait écrire chaque mois à Sainte-Hélène, organiser le concours pécuniaire régulier de la famille de l'Empereur, etc. Voici ce qu'il répondit à la demande du roi Jérôme :

« *Francfort*, 28 *avril*. — V. M. demande sur quoi peut être fondé le besoin d'avoir M. Planat auprès de moi? Il repose littéralement sur la nécessité de me remplacer au plus vite et sans délai. Je sens chaque jour, à chaque instant, que le besoin augmente. Daignez ne pas différer davantage. Si vous me demandez pourquoi je me suis fixé sur M. Planat, c'est que j'ai cru deviner ses excellentes qualités, et que tout le monde n'est pas propre à l'emploi que nous avons à remplir. C'est une espèce de *sacerdoce* : il faut savoir faire abnégation de soi-même et ne vivre que dans un autre, que pour un autre. Je me suis banni volontairement de ma patrie, j'ai à peu près détruit ma fortune, je me suis condamné aux vexations publiques et à la retraite la plus absolue; je me suis fait *trappiste* et je ne m'en plains pas. Cet état n'est pas sans charmes pour qui sait les apprécier. J'en ai cru M. Planat digne; non que j'entende m'isoler de lui : mes forces appartiennent à ma sainte mission jusqu'au dernier instant. Mais j'aurai du moins l'esprit plus tranquille et mourrai plus content. Si V. M. demeure convaincue de la nécessité du sacrifice qu'elle fera, ce doit être *sans délai*. »

Malgré le ton pressant de cette lettre, le roi déclara ne pouvoir se passer des services de M. Planat avant le retour de M. Abbatucci. Il fut toutefois

Au même.

Vienne, 10 août 1818.

Mon digne et cher ami, dès mon arrivée ici, je n'ai pas manqué de soumettre au roi le plan de répartition que nous avions adopté, et de lui exposer combien il était urgent de faire des fonds, pour venir au secours de l'Empereur qui, d'après les nouvelles les plus récentes, paraît encore dénué de tout! Nous avons pensé que si chaque membre de la famille fournissait 15 000 francs par an, cela pourrait suffire. En conséquence, le roi vous a adressé le 5 de ce mois, sous le couvert des frères Mahlens, deux lettres de change sur Paris, l'une de 12 et l'autre de 3 000 francs. En même temps, il a écrit à la grande-duchesse pour l'engager à en faire autant; je pense que la reine de Naples suivra cet exemple, et je vous engage fort à faire connaître au prince vice-roi que le contingent a été fixé par la famille à 15 000 francs par an, afin de mettre à profit pour l'Empereur la bonne volonté qu'il vous a témoignée.

Je vous avais promis d'écrire d'ici à Londres et à Sainte-Hélène le 15 août; mes lettres étaient effectivement prêtes dès le 4 de ce mois, l'une au général Bertrand et l'autre à lord Bathurst; mais des considérations (que je maudis de tout mon cœur) ont empêché le roi de donner son assentiment à l'envoi de ces lettres. Vous devez juger, d'après cela, combien il me tarde d'être dégagé des liens qui me retiennent ici; mais jusque-là je suis entièrement nul et paralysé[1].

convenu que dans le courant de l'été une entrevue à Baden aurait lieu entre les deux amis, à l'occasion et sous prétexte d'un voyage aux eaux de Wildbad, où L. Planat accompagnerait la reine. F. P.

1. Des réclamations personnelles auprès des souverains alliés génèrent en ce moment toutes les démarches du roi; voici en quoi elles consistaient : Le

Je vous avoue néanmoins, très cher et digne ami, qu'en acceptant de vous un emploi si cher à mon cœur, je tremble que ma mauvaise santé ne me permette pas de le garder longtemps. Je suis tourmenté d'horribles migraines qui deviennent de jour en jour plus fréquentes; mais enfin ma vie entière est à lui, et il faut bien souffrir pour être digne de celui qui souffre tant pour la cause de l'humanité. J'attends avec une impatience, impossible à décrire, le retour de M. d'Abbatucci qui doit rompre les chaînes qui m'attachent ici. Les détails minutieux et arides dont je suis chargé rétrécissent mon âme et m'éloignent du but sublime que vous m'avez montré.

traité de Fontainebleau avait assigné à la famille de Napoléon 2 500 000 francs de rentes, dont 500 000 pour l'ex-roi de Westphalie. Mais les événements de 1815, auxquels Jérôme avait participé, ayant annulé pour lui comme pour l'Empereur les effets de ce traité, la reine Catherine, comme princesse royale de Wurtemberg, sollicitait maintenant près des souverains le paiement de la moitié de cette somme (soit 250 000 francs par an), étant, disait-elle, restée personnellement étrangère à ces événements; elle réclamait de plus le paiement par le gouvernement français du douaire stipulé par son contrat de mariage (120 000 francs par an), en appuyant sa demande sur la mort civile dont était frappé son mari.

Au moment où L. Planat déplorait dans sa lettre à Las-Cases de si tristes empêchements, celui-ci informait le roi Jérôme que le prince Eugène avait versé 150 000 francs pour les besoins de Sainte-Hélène, ce qui rendait le concours du reste de la famille inutile pour cette année. Mais sa lettre contenait aussi de très affligeantes nouvelles sur la santé de l'Empereur et des détails fâcheux sur le retour du général Gourgaud, arrivé à Londres le 14 mai, et dont le départ lui avait été annoncé par le général Bertrand dans ces termes significatifs : « Le général Gourgaud nous a quittés il y a peu de jours; il est parti mal disposé. Il a été logé près d'un mois à Plantation-House, sans que nous l'ayons vu : *ceci pour votre règle.* » On comprend que, malgré la réserve nécessairement observée dans une lettre qui devait passer ouverte sous les yeux du ministère anglais, ces paroles étaient pour Las-Cases un motif de plus de s'inquiéter et de désirer l'aide d'un ami sûr et dévoué : « Le sort et l'état de l'Empereur empirent chaque jour, écrivait-il, le général Gourgaud est parti mécontent, on s'est séparé assez mal. Il devient de plus en plus urgent que vous, Sire, et tous les membres de la famille, fassiez des représentations aux souverains dans leur congrès d'Aix-la-Chapelle. L'Empereur est en péril imminent; il est attaqué du foie; c'est mortel dans cette latitude. Sire, ma santé empire constamment : M. Planat me serait plus nécessaire que jamais. » F. P.

Au même.

Vienne, 23 août 1818.

Mon digne et respectable ami, le roi m'écrit de Schœnau pour me faire part des nouvelles bonnes ou mauvaises que vous lui avez transmises. Ainsi nos soins pécuniaires deviennent désormais inutiles à l'Empereur. Mais à quelles mains est confié le soin de veiller à sa conservation et de pourvoir à tous ses besoins? Voilà ce qui m'inquiète. Comment recevrons-nous désormais de ses nouvelles? Quel document incontestable pourra nous garantir l'état de sa santé et son existence même? Suis-je par cela dégagé des promesses que je vous ai faites de travailler conjointement avec vous à adoucir la rigueur de son sort?

Veuillez, cher et digne ami, me répondre sur tous ces points; vous savez l'importance que j'y mets; ainsi que pour vous, l'Empereur est tout pour moi; sans lui je ne conçois pas l'existence, et il me semble que le jour où j'apprendrai sa mort, aucun lien ne pourra plus me retenir sur cette terre.

N'oubliez pas de me dire comment vous vous trouvez maintenant; j'espère que les soins de Mme de Las-Cases contribueront puissamment à vous rétablir. Tout ce qui vous entoure est digne de vous, et le ciel, en vous faisant éprouver les chagrins les plus cuisants, vous a aussi réservé les jouissances les plus délicieuses que puisse donner la vertu sur cette terre. Ah! laissons dire les égoïstes et les intrigants, et savourons ces délices qu'ils ne connaîtront jamais, et que leur âme avide ne saurait comprendre. Reconnaissance, attachement, désintéressement, dévouement dans le malheur, ces trésors de jouissances pures leur sont à jamais fermés[1].

1. Le mois d'octobre ramena enfin M. Abbatucci et avec lui Jules Planat, alors âgé de vingt-deux ans, que son frère avait appelé dans l'espoir de l'em-

Au même.

Vienne, 29 octobre 1818.

Mon digne ami, vous aviez peut-être deviné la cause de mon silence. En vérité j'ai honte de moi-même, et je me sens bien peu digne de vous; je n'ai point la force de rompre les liens qui me retiennent ici. M. d'Abbatucci, revenu de Paris depuis quinze jours, va repartir tout de suite, sans qu'on puisse prévoir le terme de son absence! Le roi, dont la position devient chaque jour plus critique et plus embarrassante, me conjure de ne point l'abandonner. Partagé ainsi entre mes devoirs envers l'Empereur et la pitié, la reconnaissance que le roi m'inspire, ma position est affreuse. De grâce, aidez-moi par vos lettres à sortir de ce cruel embarras.

Une autre considération, sans doute bien peu digne de nous occuper, mais qui m'est commandée par des devoirs de famille, devoirs sacrés que j'ai pu remplir jusqu'à présent, m'arrête encore. Depuis la mort de mes parents, j'ai servi de père à mes deux frères alors en bas âge; l'un d'eux est encore soutenu par moi, et en me vouant au saint ministère qui nous occupe, je désirerais voir mon existence assurée pour deux ans, afin d'être entièrement dégagé des intérêts de ce monde. Je rougis de vous entretenir de choses semblables, mais je puis avouer une pauvreté qui n'a rien que d'honorable, et ma sollicitude pour mes jeunes frères sera appréciée par le plus tendre des pères et le plus indulgent des hommes. Je vous fais passer cette lettre par la main qui m'a remis votre billet du 9 de ce mois.

mener et de l'employer utilement près de lui, soit à Francfort, soit ailleurs : *car*, écrivait-il à sa sœur, *il me faut de ma chair et de mon sang* pour ranimer mon courage et me donner une nouvelle vie! F. P. — Voir dans le volume *Correspondance intime* la lettre datée de Vienne, 20 octobre 1818.

Je viens d'envoyer votre lettre à notre ami commun le bon Foureau; j'espère qu'il prendra le parti que je m'estimerais heureux, mille fois heureux de pouvoir prendre à sa place. Avec quel transport j'embrasserai ce digne O'Meara, et que de choses nous aurons à nous dire!

Lettre du comte Las-Cases à L. Planat.

Manheim, 9 octobre 1818.

Mon cher Planat, je vous fais griffonner à la hâte quelques lignes. Le cardinal vient d'être autorisé par lord Bathurst à lui adresser un aumônier et un médecin de son choix. Je vous le communique aussitôt afin que vous en donniez connaissance au brave et digne docteur Foureau, pour qu'il en écrive sans délai au cardinal, si son cœur le porte à un aussi noble et touchant dévouement. Il y a bien longtemps que je n'ai entendu parler du roi ni de vous. Aura-t-il été fait de votre côté quelque démarche à Aix-la-Chapelle? J'y ai adressé une lettre de Madame et ai fait de mon côté tout ce que mes facultés m'ont permis. Je ne puis vous écrire plus longuement, cela vous fera juger combien vous me manquez. Vous avez su le retour du respectable O'Meara. Il peint l'empereur fort souffrant, très malade; il vient de m'écrire, et peut-être ira-t-il vous voir.

Du même au même.

Manheim, 13 novembre 1818.

N'ayez aucune inquiétude, cher ami, pour des nécessités qui doivent faire votre gloire plutôt que votre embarras. Mais comment vous mettre à même de venir me joindre; je ne le conçois pas plus que vous. Je suis loin de vouloir vous enlever aux besoins du roi pour vous porter à ceux de l'Empereur. J'ai écrit dans le temps au roi Jérôme que je croyais la chose nécessaire, indispensable; mais c'eût été au roi à se prononcer. Sans doute nous eussions fait beaucoup plus que je n'ai pu faire, et mon

état personnel serait moins grave. Si jamais vous devez venir, que ce soit sur-le-champ et sans délai, quand cela peut être encore utile à l'Empereur. Je pense que le brave docteur devrait se mettre en route *sans délai* sur Francfort ou Bruxelles, avant que les nobles soins auxquels il se dévoue si généreusement n'attirassent l'attention. Adieu, mon cher ami ; je vous aime et vous embrasse de tout mon cœur.

Au roi Jérôme.

Schœnau, 21 novembre 1818.

Sire,

Je suis arrivé hier soir de Vienne, transi de froid et mourant de faim. Un valet insolent, qui paraît investi du droit de manquer impunément de respect à vos officiers, a refusé de me donner à manger[1], à moins d'un ordre écrit de Votre Majesté, en sorte qu'à la honte de son nom je me suis vu forcé de faire chercher mon dîner dans la détestable gargote où mangent vos valets de pied. Quelque abnégation qu'on puisse faire de soi-même, Sire, on ne tient pas à de pareils procédés. Le zèle s'éteint, le cœur s'ulcère par des manques d'égards aussi prononcés. S'il était possible qu'il y ait près de vous des êtres assez vils pour être sous le contrôle d'un domestique, Votre Majesté a-t-elle pu croire qu'un officier français se dégraderait à ce point?

Néanmoins, j'aurais peut-être pu dévorer encore une fois sans me plaindre un outrage qui, pour bien des gens, semble ne toucher qu'à mon bien-être personnel; mais il est un autre point qui me fait un devoir de rompre le silence. Sire, je l'ai déjà dit à Votre Majesté, je ne puis rester spectateur indifférent de votre ruine ; c'est une lâcheté

1. Il va sans dire que l'incident lui-même n'était qu'une des mille petites manifestations que savait inventer la tourbe des subalternes pour témoigner son inimitié à cet homme si doux, mais si sérieux, qui ne cessait de recommander à leur prodigue patron l'ordre, la simplicité et l'économie. F. P.

qui me révolte. Convaincu maintenant que rien ne peut arrêter le torrent de folles dépenses dans lequel on ne cesse d'entraîner Votre Majesté, voyant que les leçons de l'expérience sont perdues pour Elle, et que les avis d'un zèle désintéressé sont regardés comme les boutades d'un censeur austère et incommode, je supplie Votre Majesté de ne pas me condamner à être le témoin d'un mal auquel je ne puis apporter remède; je la supplie de vouloir bien m'accorder ma démission pure et simple, et de me permettre de suivre le vœu le plus ardent de mon cœur, en consacrant à la défense et au service de l'Empereur le reste de mon existence.

Il y a quatre mois, je n'aurais pas tenu ce langage à Votre Majesté; la situation difficile dans laquelle elle se trouvait me faisait un devoir de tout supporter plutôt que de l'abandonner. Mais aujourd'hui qu'elle peut se passer de mes services, je crois pouvoir réclamer ma liberté, persuadé qu'il ne résultera de mon absence aucun préjudice pour ses intérêts.

Sire, cette séparation sera douloureuse pour mon cœur; l'attachement trop réel que j'ai conçu pour Votre Majesté et pour le Prince son fils en feront un des moments les plus pénibles de ma vie. Mais enfin ce moment fatal est arrivé, et je ne puis rester plus longtemps dans une situation qui m'avilit à mes propres yeux. Je m'éloigne en plaignant amèrement votre destinée, qui semble vous condamner à vivre entouré de valets et de flatteurs, et cependant votre âme était faite pour entendre les nobles accents de l'honneur et de la vérité[1].

1. Aucune instance n'ayant pu vaincre la résolution de L. Planat, on rédigea d'un commun accord une lettre de congé fixant au 1er janvier 1819 la retraite de L. Planat, et calculée de manière à ménager le plus possible la susceptibilité ombrageuse du roi, toujours prêt à considérer comme une injure person-

Au comte Las-Cases.

Schœnau, 27 novembre 1818.

Cher et digne ami, il y a déjà huit jours que j'ai obtenu du roi l'assurance positive qu'il me rendrait ma liberté au 1er janvier prochain, en sorte que si je puis obtenir l'appui d'une des grandes puissances, rien ne s'opposera plus à notre réunion; c'est à quoi je vais travailler maintenant.

Vous ne m'aurez pas fait l'injure de penser que les calculs d'un vil intérêt pussent jamais se mêler aux nobles soins qui nous occupent; si j'ai désiré voir mon avenir assuré pour deux ans, c'est afin de pouvoir m'y consacrer tout entier, et dégagé de toute inquiétude. Dans une entreprise où toutes les forces de l'âme suffisent à peine, il ne faut pas avoir à lutter contre le besoin, il ne faut pas que le cœur puisse éprouver d'autre sollicitude que celle dont l'Empereur est l'objet. Nous avons vu avec une nouvelle indignation les journaux remplis du conte absurde d'une conspiration pour enlever l'Empereur de Sainte-Hélène. Dans le premier mouvement de colère, j'ai jeté sur le papier le projet d'un article à faire insérer dans les journaux libéraux; je vous l'envoie sous le n° 1. Le lendemain, étant plus calmes, nous jugeâmes que le style en était peut-être trop impétueux, et nous rédigeâmes de concert un article que je vous envoie aussi, n° 2. Vous ferez de tout cela l'usage que vous croirez convenable, et si vous pensez que mon nom puisse y figurer sans que cette publication nuise à notre projet de réunion, vous pouvez me mettre en avant comme auteur de l'article.

nelle le désir de le quitter, quel qu'en pût être le motif. En ce moment même, tandis que la reine Catherine appuyait officiellement auprès de Madame le vœu du docteur Foureau d'être envoyé à Sainte-Hélène, le ressentiment que le roi avait conçu contre ce docteur, à la suite de son départ pour Schœnau, le portait à le desservir auprès du cardinal. F. P.

Notre docteur n'est pas encore en mesure de partir, car il croit devoir attendre du cardinal Fesch les directions qu'il lui a demandées; mais cela ne doit pas tarder, et le retard qui en résultera ne peut pas aller à plus de quinze jours. Je n'ai point reconnu l'écriture de votre lettre du 13 novembre : ce n'est ni celle de Madame, ni celle de votre cher Emmanuel; mais, quoique cette lettre soit d'une main étrangère et remplie de fautes, il m'a paru qu'il y avait des phrases que vous seul pouvez avoir dictées. C'est ce qui fait que j'y donne pleine créance.

Au même.

Vienne, 7 décembre 1818.

Très cher ami, vous savez que je ne puis vous joindre qu'autant que j'aurai l'appui d'une des grandes puissances, et de pareilles choses doivent se traiter directement avec les ministres; par lettres, on serait sûr d'échouer. J'attends donc le retour du prince de Metternich à Vienne, et, s'il me refuse, je m'adresserai à l'Empereur Alexandre.

Le bon docteur Foureau est au désespoir de ne point recevoir de lettre de Rome; il craint que les dernières machinations des ennemis de l'Empereur n'empêchent tout à fait son voyage. Nous comptons beaucoup sur le retour du prince de Metternich pour lever nos doutes, et, si nos démarches réussissent, il est fort possible que nous partions ensemble.

Au prince de Metternich.

Vienne, 20 décembre 1818.

Monseigneur,

Celui auquel j'ai sacrifié fortune, état et patrie, est et sera jusqu'à mon dernier soupir l'objet de toute ma sollicitude;

mais ce sentiment est pur et dégagé de toute idée de politique et d'ambition.

Assez heureux pour avoir toujours suivi jusqu'à présent le droit chemin de l'honneur, et confiant dans les bontés de Votre Altesse Sérénissime, je viens lui déclarer sans détour que mon unique désir, mon vœu le plus ardent serait d'unir mes efforts à ceux du vertueux Las-Cases pour tâcher d'adoucir le sort d'un illustre captif. Las-Cases est mourant, et, prêt à descendre dans la tombe, il me croit digne de le remplacer dans le glorieux ministère auquel il s'est voué. Fier d'une distinction si honorable, j'ose supplier Votre Altesse sérénissime de me faire obtenir l'insigne faveur de demeurer à Francfort, sous la protection spéciale de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche. J'ose lui promettre que je ne me rendrai jamais indigne de ce généreux appui, et telle est la pureté de mes intentions, telle est la franchise qui doit présider aux nobles soins qui m'occupent que je serais prêt en tout temps à communiquer toutes mes écritures au ministre d'Autriche, résidant à Francfort[1].

Je suis avec respect, de V. A. S., etc.

Au comte Las-Cases.

Schœnau, 8 janvier 1819.

Mon digne et cher ami, la consultation d'O'Meara nous a pénétrés de la plus vive douleur; il n'y a plus moyen de

1. La communication des correspondances pour Sainte-Hélène n'était obligatoire qu'envers le cabinet anglais (assez jaloux même de sa prérogative; voir *Mémoires de Hudson Lowe*). Mais ni la ville de Francfort, ni aucun État allemand, n'auraient souffert la présence de L. Planat sans l'assentiment explicite d'une des grandes puissances, et il espérait l'obtenir par cette concession. Néanmoins, depuis dix jours déjà sa lettre était demeurée sans réponse, ce qui devait lui faire craindre un refus, lorsqu'il eut en outre le chagrin d'apprendre que le cardinal Fesch refusait, contre toute attente, l'offre du docteur Foureau et qu'il envoyait à sa place un chirurgien, M. Am-

se faire illusion; l'affreuse situation, les horribles tourments de l'Empereur y sont représentés avec une précision désespérante!

Je vous ai fait connaître par ma dernière lettre la démarche que j'avais faite près du prince de Metternich. Après quinze jours d'attente, il m'a fait appeler et, tout en donnant les plus grands éloges à ma conduite, tout en professant pour vous la plus haute estime et admiration, il m'a déclaré qu'il se voyait, à regret, forcé de me refuser l'appui de son Gouvernement ailleurs qu'en Autriche. Ce refus a été adouci par tout ce que la politesse a de formes aimables et gracieuses; mais enfin mon but est manqué, et si vous ne trouvez pas un expédient pour me tirer de cette maudite Autriche sans compromettre ma liberté, je désespère de pouvoir vous rejoindre.

Vous avez dû recevoir, cher et digne ami, une lettre du docteur dans laquelle il se plaint amèrement de la manière singulière dont la famille de l'Empereur apprécie son zèle. La lettre du brave O'Meara a redoublé notre chagrin et notre indignation. Il n'y a pas de doute que l'Empereur n'ait besoin des soins assidus d'un médecin, à la fois dévoué et éclairé, et on lui envoie un chirurgien inconnu, lorsqu'il y va de sa vie! Mon Dieu, quels reproches Madame et surtout le cardinal n'auront-ils pas à se faire d'avoir empêché notre docteur de se rendre à Sainte-Hélène! Nul homme ne convenait mieux à l'Empereur. Au nom du ciel,

tommarchi, simple prosecteur à l'école de médecine de Florence. La lettre dans laquelle L. Planat annonce à son ami ces fâcheuses nouvelles nous manque; mais voici la réponse du comte Las-Cases. F. P.

« *Manheim*, 1er *janvier* 1819. — Je reçois votre lettre et celle du docteur (Foureau). Tout cela me navre et m'achève... Quant au bon et digne docteur, que puis-je faire? J'ai à peine la force de combiner mes idées. Sans doute que sa lettre ira à Sainte-Hélène; bien plus, celle qu'il a écrite à son confrère sur ce sujet va se trouver publique; elle l'honore trop pour qu'il puisse s'en inquiéter. Mon fils a été rappelé près de moi pour quelques jours, parce que ma santé avait empiré. Adieu. Je vous embrasse. Puissé-je vous voir bientôt!... »

si vous y pouvez quelque chose, tâchez de renouer la chose et d'engager le cardinal à rappeler ce chirurgien en lui donnant une bonne gratification. Représentez lui, avec toute la chaleur et toute l'éloquence qui vous est si naturelle lorsque vous parlez de l'Empereur, quelles funestes conséquences peut avoir un mauvais choix. Pourquoi essayer d'un homme nouveau que l'Empereur ne connaît pas, lorsqu'on en a un sous la main, connu de l'Empereur, ayant toute sa confiance, et aussi recommandable par son dévouement que par ses talents et ses lumières. Quel fatal et inconcevable aveuglement[1]!

1. On sait qu'Antommarchi n'inspira jamais ainsi aucune confiance à l'Empereur, qui le considérait, dit-il, comme un homme « auquel il donnerait bien son cheval à disséquer, mais non son pied à guérir ». (*Mémoires d'Antommarchi.*) Quant aux démarches réitérées, tentées par Las-Cases en faveur du docteur Foureau, non seulement elles n'aboutirent pas, mais il reçut peu de temps après du cardinal une lettre plus singulière encore que tout le reste, et qui, si L. Planat l'avait connue, lui aurait épargné bien des douloureux mécomptes. Las-Cases, presque aveugle, réduit à dicter, ne pouvait alors confier au papier une semblable confidence; mais nous hésitons d'autant moins à reproduire ici l'étrange épître du cardinal Fesch qu'elle est plutôt de nature à atténuer qu'à aggraver de trop justes reproches. L'aberration d'esprit qu'elle révèle peut expliquer en effet son apathie et son indifférence pour les besoins les plus sérieux du captif de Sainte-Hélène, et le fait, qu'il confiait au comte Las-Cases, peut faire croire à sa sincérité. Voici la lettre qu'il lui adressa au moment du départ d'Antommarchi, avec une autre (plus folle encore) écrite un peu plus tard. L'une et l'autre nous ont été communiquées par M. Barthélemy de Las-Cases. F. P.

« *Rome*, 27 *février* 1819. — La petite caravane pour Sainte-Hélène est partie de Rome au moment où nous-mêmes croyons qu'ils n'arriveront pas à Sainte-Hélène; parce qu'il y a quelqu'un qui nous assure que trois ou quatre jours avant le 19 janvier, l'Empereur a reçu la permission de sortir de Sainte-Hélène, et qu'en effet les Anglais le portent ailleurs. Que vous dirai-je? Tout est miraculeux dans sa vie, et je suis très porté à croire encore ce miracle. D'ailleurs, son existence est un prodige, et Dieu peut continuer à faire de lui ce qui lui plaît. Qu'on dise ce que l'on voudra : qu'on se moque des révélations; celle-ci en est une, et bien des raisons et des circonstances me portent à y croire. *Cum ipso sum in tribulatione*, etc. »

« *Rome*, 31 *juillet* 1819. — D'après toutes nos lettres, vous avez dû comprendre l'assurance que nous avons de la délivrance et des époques de la manifestation. Quoique les gazettes et les Anglais veulent toujours insinuer qu'il est toujours à Sainte-Hélène, nous avons lieu de croire qu'il n'y est plus, et, bien que nous ne sachions ni le lieu où il se trouve, ni le temps où il

Au même.

Schœnau, 3 février 1819.

Cher et digne ami, vous aurez vu, par ma dernière, que ma démarche auprès du Gouvernement autrichien n'a pas réussi. Depuis, j'en ai fait une autre près du ministre de Russie, qui n'a pas eu plus de succès, et qui m'a suscité ici bien des désagréments, qui du reste ne me paraissent rien, quand je pense à celui qui souffre tant, à celui qu'on abreuve d'amertume à chaque instant du jour!

Je ne sais vraiment plus quel moyen employer pour vous rejoindre, et je suis quelquefois tenté de rentrer en France pour, de là, me rendre à Francfort. Mais il y a encore des difficultés presque insurmontables dans l'exécution de ce projet, sans compter la perte énorme de temps. J'espère toujours que vous m'indiquerez vous-même les moyens de sortir de cet embarras.

Le zèle de notre bon docteur est toujours paralysé, et une nouvelle lettre de Rome est encore venue confirmer l'étrange lettre du Cardinal. Nous n'y concevons rien, et nous craignons même de voir clair dans tout cela pour l'honneur de certaines gens[1].

se rendra visible, nous avons des preuves suffisantes pour persister dans nos croyances et pour espérer même que dans peu de temps nous l'apprendrons d'une manière humainement certaine. Il n'y a pas de doute que le geôlier de Sainte-Hélène oblige le comte Bertrand à vous écrire comme si Napoléon était encore dans ses fers; mais nous avons des certitudes supérieures! — CARDINAL FESCH. »

1. Le vague soupçon d'une perfidie envahit dès ce moment l'esprit de L. Planat et augmenta son dégoût pour le séjour de Schœnau. Malheureusement le refus du duc de Metternich, et par suite l'impossibilité d'aller rejoindre Las-Cases, lui avait enlevé son meilleur argument, et il n'osa insister sur l'accomplissement, à l'époque fixée, de la promesse qui lui était faite, car les embarras du roi allaient en augmentant, et le retour de M. Abbatucci, toujours attendu, était retardé de jour en jour. Des semaines, des mois s'écoulèrent ainsi dans la plus pénible situation. F. P

*A Madame Ch****[1].

Schœnau, 4 octobre 1819.

Je partirai pour Trieste dans peu de jours d'ici : je quitte enfin ce beau et triste séjour de Schœnau, où j'ai passé peut-être les jours les plus malheureux de mon existence. Là s'est vérifiée cette espèce de prédiction du général Lallemand, pendant notre captivité : « Nous regretterons peut-être un jour le fort Manuel ! » J'ai trouvé ici tout ce qui peut blesser, froisser, déchirer une âme fière et un cœur aimant. Ah ! tout cela fait bien mal quand on ne sait pas se mettre à l'unisson, s'armer d'indifférence, quand on est organisé de manière à prendre tout à cœur, à mettre de l'âme en toute chose. C'est un métier de dupe ; mais quand on l'a fait jusqu'à trente-cinq ans on n'en saurait faire d'autre.

Adieu, belle et bonne. *Ti baccio et t'abbraccio di cuore.*

Nous arrivons enfin à une phase moins malheureuse de la vie de L. Planat. Il avait rencontré aux eaux de Carlsbad l'ex-roi Louis de Hollande et la princesse Élisa, ex-grande duchesse de Toscane, sœur aînée de Napoléon. Cette princesse, peut-être la seule de sa famille qui possédât quelques-unes des qualités de son frère, ne put voir sans émotion cet homme si jeune encore, mais si malade et dépouillé de tout avenir par suite de son dévouement à l'Empereur. Elle déclara qu'elle considérait comme le devoir strict de toute sa famille de pourvoir à l'existence indépendante de celui qui avait tout sacrifié à l'Empereur, et dit

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Schœnau, 4 octobre 1819.

qu'elle se réservait d'en prendre l'initiative auprès des siens. Elle exigea, en outre, la promesse de L. Planat, puisqu'il était résolu à quitter Schœnau, de prendre la direction d'une partie de ses biens dès que sa santé le lui permettrait, et, en attendant, de venir à Campo-Marzo (villa de la princesse aux portes de Trieste), pour s'y occuper exclusivement de son rétablissement. L. Planat accepta, à la condition d'aller passer les mois les plus rudes de l'hiver en Italie. Retourné à Schœnau pour prendre congé du roi Jérôme, il y fut retenu malgré lui pendant deux mois encore, et même alors ne put s'éloigner qu'au prix d'une lutte pénible. Soit amour-propre ou tout autre motif, le roi et la reine Catherine elle-même ne voulurent plus absolument consentir à son départ, et L. Planat, pour recouvrer sa liberté, fut obligé de rappeler que des considérations personnelles n'étaient pas le seul motif de son éloignement; que la cause principale, qui avait dicté sa résolution, était la profonde différence qui existait entre sa propre manière de penser et de sentir et celle du roi Jérôme et de sa femme, au sujet de la véritable dignité et de la conduite à tenir par un frère de l'Empereur.

Cette déclaration mit fin à de plus longues obsessions.

Après avoir passé le mois de novembre fort agréablement à Campo-Marzo, L. Planat se rendit à Florence, accompagné de son frère. Le roi Louis, à son passage à Vienne, avait engagé Jules Planat à quitter la maison de banque où il était placé à Vienne, pour le suivre à Rome en qualité de secrétaire. L'extrême bienveillance que lui avait témoignée le roi fit sur l'âme ouverte et affectueuse de ce jeune homme de vingt-trois ans une telle impression que L. Planat dut céder à ses instances, malgré de vifs regrets et les trop justes craintes que lui inspirait sa propre expérience. Une fois séparés, les deux frères s'écrivirent presque journellement; mais aucune des lettres de Louis à Jules Planat, écrites après 1814, n'a été conservée; nous n'avons que les réponses de ce dernier. Heureusement, L. Planat s'était lié, pendant son séjour à Campo-Marzo, d'une étroite amitié avec M. E. Lebon, homme de son âge, sympathique, fort instruit, qui, ayant fait partie de la dernière administration en Toscane, avait voulu suivre la princesse Élisa à Trieste. C'est à

lui que sont adressées la plus grande partie des lettres de cette époque, qui nous ont été rendues par les héritiers de M. Lebon, et que nous allons reproduire.

F. P.

A Eugène Lebon.

Florence, 12 décembre 1819.

Mon cher Eugène, je passe ma vie chez le docteur le plus bourgeoisement du monde et le moins gaiement. *La mamma brontola, il bimbo mucola, la baglia fà il chiasso colla donna, il babo si lamenta ed io m'infastidisco quanto mai.* Voilà une peinture florentine très fidèle de toutes mes journées; mais je dois ce petit sacrifice à l'amitié, à la reconnaissance. Dans un temps où j'étais persécuté et où chacun me fuyait comme un pestiféré, lui seul m'a tendu les bras. Sa maison et sa bourse m'ont été ouvertes, ses soins m'ont été prodigués, tandis qu'à Rome on prenait à peine notice de mon existence. C'est ce que je ne saurais oublier quand je vivrais cent ans. C'est ce que je ne pourrai malheureusement jamais reconnaître. C'est aussi ce que ne comprennent pas les *illustres ingrats*[1] que vous connaissez. Il est bien plus commode pour eux de fonder une telle liaison sur de méchants motifs que sur des sentiments dont ils n'ont pas d'idée et qu'ils ne connaîtront jamais. D'un autre côté, je ne sors guère, car on ne peut faire un pas sans marcher sur des Anglais. Les Cascines et le Lung-Arno en sont empestés, ce qui me fait prendre ces promenades en aversion. Je ne ressemble pas mal à ce voyageur français qui, ayant rencontré dans les ruines de Thèbes une Anglaise avec un chapeau plat, un spencer rose et un parasol, fut tellement désappointé par cette apparition qu'il

1. Expression de M. Planat père, en parlant des princes. F. P.

rebroussa chemin sur-le-champ et s'en fut tout d'une traite jusqu'à Marseille au lieu d'aller en Nubie, comme il en avait l'intention. Florence est toujours la même que nous l'avons connue il y a trois ans; je n'ai rien trouvé de nouveau, mais j'ai remarqué en toute chose un air de vieillissement qui m'a déplu, à cause des retours que cela fait faire sur soi-même. J'ai vu Bartolini qui gagne toujours sa vie à faire des faces britanniques; ce métier a tout à fait anéanti son talent. Il fait des bustes à la douzaine; il compte bientôt aller à Londres pour une spéculation de ce genre; il n'a plus du tout cette figure d'inspiré que vous lui avez connue; il a pris un gros ventre, il est devenu intéressé et il s'habille à l'anglaise. Vous voyez bien qu'il n'est pas possible de conserver du génie avec tout cela.

Mon Jules est arrivé bien portant à Rome, on l'a reçu à merveille dans la famille. Tout nouveau, tout beau, comme disent les bonnes gens! Le roi Louis m'écrit une lettre charmante dans laquelle il me reproche d'avoir exagéré les petits défauts de mon frère, tandis que je lui laissais ignorer ses excellentes qualités. Je suis bien aise que cela commence ainsi; mais attendons la fin!

Je suis depuis huit jours entre les mains d'un fort habile chirurgien qui me promet une guérison radicale et complète en six semaines. Je ne puis m'empêcher de reconnaître qu'il y avait du pressentiment dans le désir que j'éprouvais de revoir Florence. J'étais poussé par mon bon génie, car je n'avais plus de raisons bien valables à donner pour mon éloignement. Je crois rêver quand je pense qu'avant deux mois je serai guéri d'un mal dont j'ai souffert plus ou moins pendant près de dix ans; quant à la migraine, point de nouvelles; je ne prends aucune drogue. Je ne fais que boire, manger, dormir et me reposer. J'ai le teint clair et les yeux brillants. Du reste, je suis avec une constance tout héroïque mes plans de sagesse. Je vois

toutes ces jolies paysannes qui viennent aux jours de fête visiter les églises de Florence, comme je verrais les tableaux gracieux de Jean Bellin ou de Garofalo; il y a des figures qui pourraient se soutenir à côté des Madones et des Anges de Raphaël.

Bonsoir, cher Eugène. M'aimez-vous toujours? Je suis mécontent de vos mille amitiés sincères. Je trouve cela banal, et ces mille amitiés ont l'air d'un hors-d'œuvre. N'avez-vous rien de mieux à me dire? Vraiment ce serait bien mal payer l'amitié (et non les amitiés) que j'ai pour vous. Ce sentiment prend tous les jours de nouvelles forces, car je suis constant, j'ai besoin d'un ami et je crois l'avoir trouvé. Il serait cruel de me laisser cette illusion si je dois la perdre plus tard. En attendant, je m'identifie avec vous, je pense vos pensées, je ressens vos plaisirs, je souffre vos douleurs, et, si Mme de Sévigné n'était pas venue avant moi, je dirais que j'ai mal à votre foie. Je suis sûr que mon amitié aurait trouvé ce mot-là. Ne souriez pas de pitié. Aimez-moi un peu, dites-le-moi souvent.

Au même.

Florence, 16 décembre 1819.

Mon cher Eugène, vous semblez prendre à tâche de me faire avoir tort; au moment où je me plaignais de la froideur de vos lettres en voici une qui m'arrive toute charmante, tout aimable, toute pleine de tendresse, toute propre à m'attendrir et à me donner des regrets mortels de ce que je vous avais écrit. La dernière page (qui n'est pas de vous) n'est pas celle qui m'a le moins touché et je maudis de bon cœur en pareil cas la politique, la bienséance, la grandeur, la prudence, la police et tout ce qui arrête et comprime les effusions de l'âme; mais quand on

ne peut parler dignement et à son aise de ceux qui sont l'objet de notre vénération et de notre amour, il vaut mieux se taire. Je suis bien chagrin de vous savoir encore une fois retenu dans votre lit par ces vilains maux de jambe; si vous pouviez trouver quelque consolation à me savoir en même posture, je vous dirais que je suis *anch'io* gisant depuis trois jours. J'ai grande honte de vous avouer que je ne me suis pas occupé du dessin de la bibliothèque, mais on m'a défendu tout travail appliquant.

Je partage bien vivement la joie qu'on a ressentie chez vous de ce décret relatif aux fouilles. J'y suis surtout sensible, parce que j'y trouve une gloire d'un nouveau genre, qui est de faire de grandes et belles choses au sein de l'exil et de l'oppression.

P. S. — Je viens de recevoir une lettre du roi Jérôme. Il me donne à entendre que, si je retourne à Trieste, il me regardera comme son plus cruel ennemi! Je vous enverrai ces jours-ci ce sermon aigre-doux[1]!

Au roi Louis de Hollande.

Florence, 18 décembre 1819.

J'ai bien tardé à répondre à la lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire au commencement de ce mois. J'espère que mon frère lui aura fait connaître les motifs de ce retard.

Mon frère me marque qu'il ne sait comment reconnaître les bontés et la confiance que Votre Majesté lui témoigne.

1. Le roi Jérôme venait, lui aussi, d'obtenir du gouvernement autrichien l'autorisation de passer désormais les hivers à Trieste, et il trouvait blessant pour son orgueil que L. Planat résidât dans la même ville que lui, et surtout chez un membre de sa famille, après l'avoir quitté. L. Planat repoussa, avec autant d'indignation que de fermeté, les prétentions et les menaces du roi Jérôme. F. P.

Je l'engage à redoubler de zèle et d'activité, et surtout à ne jamais craindre de demander ce qu'il ignore ou ce qu'il ne comprend pas. Néanmoins, je dois avouer à Votre Majesté que je crains que le fardeau n'excède ses forces : l'administration d'une fortune, le détail d'une maison et la surveillance d'un jeune prince qui entre dans l'âge des passions, ne sont pas une petite affaire pour un jeune homme de vingt-trois ans, qui n'a l'expérience d'aucune de ces choses. Votre Majesté retirerait peut-être une utilité plus réelle de ses services en ne lui confiant ces trois parties que l'une après l'autre et à mesure qu'il se mettrait bien au fait de chacune[1]. Je crains tellement que mon frère, malgré sa bonne volonté, ne justifie pas toute la bonne opinion que Votre Majesté a conçue de lui, qu'Elle doit excuser mes redites continuelles sur ce sujet.

J'ai reçu ces jours-ci une lettre du roi Jérôme, qui m'a causé un des plus violents chagrins que j'aie éprouvés de

1. Voici quelques extraits des lettres écrites par Jules Planat à son arrivée à Rome, auxquelles L. Planat faisait allusion :

« *Rome*, 8 *décembre* 1819. — J'ai été reçu avec la même bonté qu'on m'avait déjà témoignée. Viens donc à Rome; le roi me charge de t'y engager encore; tu seras reçu et choyé comme tu le mérites; tout le monde t'adore ici. Le roi est plein de douceur et de sincérité. J'ai hasardé quelque chose touchant le bon docteur; tout s'explique : l'ancien patron l'avait déchiré ! »

« 10 *décembre*. — J'ai reçu ta lettre du 6, et j'y vois avec peine l'empreinte de la tristesse. Notre séparation me jette bien plus que toi dans l'isolement et m'environne de dangers; je n'ai plus ce Mentor qui réglait ma conduite, qui me faisait connaître mes devoirs et dont la présence seule, me rappelant ses souffrances, m'aurait fait tout supporter et tout entreprendre. Mes soins ! et qui était plus intéressé que moi à te les prodiguer ? qui aurait pu y trouver le même plaisir ? qui te les devait à plus juste titre ? Je les aurais disputés à tout l'univers !

« Le roi a toujours pour moi beaucoup d'égards et de confiance. Plus on le connaît, plus on l'aime. Il vient de me confier l'administration de sa fortune, l'ordre de sa maison et la surveillance du prince. C'est un fardeau que je ne puis supporter qu'à l'aide de tes conseils, mon bon Planat; le roi me croit plus de mérite que je n'en ai réellement, sa confiance m'honore, mais elle m'effraye. Adieu, cher ami, écris-moi souvent, et beaucoup de morale et de conseils; tu sais que je leur dois la conservation du cœur que j'ai reçu en naissant, sans lequel il ne me resterait rien. »

ma vie. J'avais fait tous les sacrifices imaginables pour le quitter d'une manière décente. J'ai compromis ma santé et peut-être mon existence pour qu'il fût bien persuadé que ma retraite était indispensable, et je croyais avoir atteint mon but. Vain espoir ! Le roi Jérôme, après m'avoir rendu deux fois ma liberté pleine et entière, prétend régler l'emploi que j'en dois faire. Son orgueil s'irrite de ce qu'en me séparant de lui j'aie pu trouver asile chez un membre de sa famille; il jure qu'il ne le souffrira pas, et il me menace de toute son inimitié si je reviens à Trieste. Rien de plus cruellement injuste que ces reproches et ces prétentions. J'en suis profondément affecté, et un coup aussi inattendu a porté une rude atteinte à ma santé déjà si frêle. Certes, je suis loin de chercher à faire valoir ce que j'ai fait et ce que je suis prêt à faire pour l'Empereur; mais je ne puis m'empêcher d'être très sensible aux procédés du roi Jérôme; l'intérêt que Votre Majesté m'a témoigné me donne la hardiesse de lui confier ma douleur. Il est possible que cette circonstance retarde mon retour à Trieste, car je ne voudrais pas même servir de prétexte à des mésintelligences, qui, du reste, sont inévitables par la différence totale de manières d'être et de penser du roi Jérôme et de la princesse Élisa.

Votre Majesté apprendra avec peine que les renseignements pris sur Antommarchi ne justifient nullement la bonne opinion qu'on avait conçue de lui. C'est un homme qui n'a aucune connaissance, et qui était tout simplement préparateur des dissections à l'amphithéâtre de Florence. Deux illustres professeurs de la faculté de Toscane ont sur la conscience de lui avoir donné de beaux certificats qui ont déterminé le choix du cardinal et de Madame, à l'exclusion de M. Foureau. C'est ainsi que des faux témoignages d'un côté, de petites haines particulières de l'autre, ont privé l'Empereur d'un homme de son choix, dont les

soins lui eussent été agréables. Que de reproches n'a-t-on pas à se faire !

A Eugène Lebon.

Florence, 18 décembre 1819.

Mon cher Eugène, voici cette fameuse lettre ainsi qu'une copie de ma réponse[1]. Il faut bien que je vous avoue toutes mes faiblesses. Malgré mes résolutions et malgré mon mépris pour toutes ces menées, je conserve une rage et une indignation sourdes qui me font beaucoup de mal, parce qu'elles sont contenues. Je ne vois cependant rien de mieux à faire en ceci que de prendre son parti, voir venir, rester calme, et faire comme on fera. Mais il faut être organisé pour cela ! Mon Dieu, que j'envie les gens qui n'ont point de nerfs ni de creux d'estomac. Quels immenses avantages ils ont sur les êtres sensibles qui, à vrai dire, sont des êtres bien faibles.

Je suis enchanté que la famille d'Otrante aille à Trieste. Cela semble fait exprès; une jeune duchesse, un vieux personnage politique viendront fort à notre soulagement. On sera plus souvent chez eux qu'à Campo-Marzo, et la petite colonie ne s'en plaindra pas.

Je trouve sage et digne d'éloges la résolution de rester dans votre simplicité, nonobstant les roi Jérôme et les duc d'Otrante; j'ajouterai même que c'est le cas de redoubler de simplicité. Je n'ai jamais compris le luxe des équipages ni celui de la table; ces jouissances-là me paraissent misérables, et faites pour les esprits rétrécis. Je comprends fort bien, au contraire, le luxe d'un salon bien arrangé,

1. Ces deux pièces ne se sont retrouvées ni dans les papiers de M. Planat ni dans les lettres renvoyées à sa veuve par les héritiers de M. Eugène Lebon. P. P.

bien chauffé et bien éclairé, où l'on reçoit sans gêne et sans étiquette bonne et nombreuse compagnie.

Le retard qu'éprouvent mes lettres m'afflige sans m'étonner. Le docteur n'a reçu celles que je lui écrivais de Trieste qu'à trois semaines et même vingt-quatre jours de leur date; ce sont des désagréments de position sur lesquels il faut bien prendre son parti. Je voudrais seulement avoir quelque chose de plus intéressant à vous mander que ce qui fait ordinairement le sujet de mes lettres, mais je suis dans mon lit toute la sainte journée. Je n'ai d'autre société que le bon docteur et un vieux valet bourru qui grogne du matin au soir. J'ai vis-à-vis le carillon de San-Felice, et sous mes fenêtres les cris monotones d'un *brucciatojo* enroué. Voilà toute ma sphère, voilà tout ce que j'ai pour égayer mon esprit et exciter mon imagination.

Je vous prie instamment de continuer vos gazettes, ce sont les seules que je lise; je renonce à la politique moderne, j'en fais de la vieille avec le cardinal de Retz, dont les mémoires m'amusent au delà de ce que je puis dire; il me semble les lire pour la première fois; je trouve les frondeurs et les mazarins beaucoup plus gais et plus divertissants que les ultras et les libéraux, et puis il y a dans les ouvrages de ces temps-là un naturel, un piquant, une négligence de bonne compagnie qui me charment toujours.

Au même.

Florence, 19 décembre 1819.

J'ai reçu votre lettre du 23; je ne puis vous dire tout le bien qu'elle m'a fait, ni tout ce qui s'était passé dans ma tête depuis le jour fatal[1]. Quel chemin peut faire une pauvre

1. Celui de l'arrivée du roi Jérôme à Trieste; parmi ses menaces avait figuré celle de se brouiller avec sa sœur et son beau-frère, le prince Félix Bacciochi. F. P.

imagination lorsqu'on est dans son lit, triste, agité, attendant des nouvelles qui n'arrivent pas! Je vous avouerai que mes nerfs étaient exaltés au plus haut degré jusqu'à l'arrivée de votre lettre, et, malgré ce que vous me dites de tranquillisant, je ne suis pas encore entièrement rassuré. Ce calme dont vous me parlez et qui me surprend si fort ne serait-il que le présage de quelque orage bien noir? Enfin je vois qu'à tout événement on y est préparé, et qu'on ne sera pas pris au dépourvu; je vous assure, au demeurant, que, pour ce qui me concerne, j'ai bien pris mon parti de ce voisinage; il me suffira de savoir que cela ne trouble en rien le bonheur et la tranquillité de Campo-Marzo. Je pense aussi que le roi Jérôme aura assez d'esprit pour sentir combien il y aurait de ridicule et d'enfantillage de sa part à persister dans les intentions qu'il avait manifestées; il sait bien, d'ailleurs, que j'aurai toujours devant lui l'attitude du respect et du dévouement, car je ne puis oublier de qui il est frère.

Que me parlez-vous de mûrir ma tête? Elle n'est que trop mûre, car je me suis découvert des cheveux blancs! Mais si vous l'entendez autrement, je vous renvoie aux phrénologistes. Vous y verrez que pour avoir ce qu'on est convenu d'appeler une bonne tête, il faut avoir un cœur sec et froid; que c'est le cœur qui envoie à la tête toutes les impressions, et que lorsqu'il est troublé, inquiet, mal à l'aise, la tête la mieux organisée ne vaut pas grand'chose. Bonsoir, très aimable régent. Je crois que la contagion vous gagne, et que vous voulez aussi, comme on dit, apprendre à votre père à faire des enfants.

*A Constant D***.*

Florence, 31 décembre 1819.

Mon cher Constant, voici une époque de paix et de réconciliation, où l'on dit que tous les torts sont oubliés et pardonnés, il n'y a que les *ultras* et les fanatiques qui n'oublient et ne pardonnent rien, et comme j'espère que tu n'es ni l'un ni l'autre, je choisis ce jour pour réparer d'énormes négligences qui datent déjà de fort loin. Depuis ma dernière lettre il s'est vraiment passé bien des choses dans le roman de ma vie. Les eaux de Carlsbad ne m'ont fait ni bien ni mal; mais le voyage a eu de grands avantages pour moi, en ce qu'il m'a fourni l'occasion de briser enfin des liens devenus insupportables.

On ne peut se faire une idée de tout ce que j'ai souffert moralement et physiquement pendant les trente mois que j'ai passés auprès du prince Jérôme. Veut-on savoir mes crimes? C'est d'avoir toujours parlé avec eux le langage de l'honneur et de la vérité, d'avoir constamment cherché à les éclairer sur leurs véritables intérêts, d'avoir combattu avec courage, à mes risques et périls, les idées folles et dangereuses de leurs flatteurs; enfin, de les avoir servis avec toutes les forces de mon corps et de mon âme... J'ai été noirci, calomnié, couvert d'opprobres, sans qu'on ait pu me faire quitter un seul instant ma ligne droite. Je ne me suis plaint à personne; engagé par l'honneur dans cette cause, l'honneur m'ordonne de taire tout ce qui peut la discréditer; mais ces chagrins, qui ne pouvaient s'épancher, réagissaient fortement sur moi, et une lutte aussi disproportionnée a totalement épuisé ce qui me restait de forces. Ce n'est pas tout, et en ceci il faut admirer la faiblesse et l'inconséquence inhérentes à l'espèce humaine!

Le prince, quoique ma présence lui fût très incommode, ne pouvait se résoudre à me laisser partir, car au fond de l'âme il ne pouvait s'empêcher de me rendre justice; autre genre de combat. Depuis le mois de novembre 1818, je lui ai demandé quatre fois ma démission... Ainsi, ces deux années et demie, qui devaient être pour moi un temps de calme et de repos, et qui auraient pu me rendre la santé, n'ont abouti qu'à augmenter mes maux et à me faire des ennemis à qui tout est bon quand il s'agit de perdre l'objet de leur haine. Je crois toutefois avoir gagné, dans l'opinion du reste de la famille, tout ce qu'ils y ont perdu par ces menées[1].

Il serait maintenant trop long de te détailler ma position actuelle, et de te raconter comment Jules s'est décidé (à mon grand regret) à quitter brusquement Vienne et sa carrière pour entrer comme secrétaire chez un prince qui habite Rome. Il te suffira de savoir que notre situation présente est très supportable, et qu'elle nous a permis d'appeler Joséphine en Italie pour lui procurer une existence plus heureuse, plus aisée et plus analogue à ses goûts. Je n'ai point voulu vous parler de ce projet avant de la savoir en route, car nous désirons dans cet arrangement éviter avec soin tout ce qui pourrait la blesser ou diminuer la juste considération qu'on doit avoir pour elle dans le monde.

Ma santé s'est très améliorée depuis un mois. Cette circonstance, jointe à la situation plus heureuse dans laquelle je me trouve, m'a vraiment réconcilié avec l'existence; je commence à croire que j'ai lassé ma mauvaise fortune, et que mon bon génie va reprendre le dessus; je ne veux pas

1. Voici ce que Jules Planat écrivait à son frère de Rome : « Tu aurais bien tort de t'inquiéter des perfidies et des noirceurs... MADAME me parle souvent de toi avec émotion; elle me charge de te dire que toutes les fois qu'elle pourra te donner une marque de sa reconnaissance, elle en saisira l'occasion. » F. P.

me vanter trop haut de ces heureux changements; car j'ai appris à me défier de la fortune, et je suis un peu comme ces gens qui, lorsqu'ils ont la certitude qu'il va leur arriver quelque bien, ont l'air d'appréhender un mal. Mais enfin, en jetant les yeux autour de nous, auprès et au loin, je trouve que nous ne sommes pas encore les plus mal partagés. Il n'y a donc qu'à ne pas regretter le passé, se contenter du présent, et envisager l'avenir sans inquiétude; je crois qu'il ne t'est pas difficile de mettre cette philosophie en pratique. Quant à moi, j'y fais tous mes efforts, et je m'en trouve bien payé par le calme de mon esprit et l'amélioration de ma santé.

A Eugène Lebon.

Florence, 1er janvier 1820.

...Le roi Louis s'est mis dans la tête de me rapatrier avec le roi Jérôme; il me mande qu'il lui a écrit en ma faveur. Je suis au désespoir de cette démarche indiscrète. En vérité, il y a des gens dont le zèle est bien incommode, et il faut encore que je le remercie pour une chose qui me déplaît et me contrarie au dernier point!

Au même.

Florence, 1er février 1820.

... Le bon roi Louis, comme je l'avais prévu, a eu le sort de ceux qui veulent réconcilier les gens malgré eux; il a fâché tout le monde. Je m'étais plaint tout doucement à lui de cette démarche; il vient de m'écrire pour s'excuser sur ses bonnes intentions et sur le désir qu'il a de me voir heureux. Cela m'a attendri et touché au point que je vais

lui écrire pour m'excuser de m'être plaint. Je ne sais où cela s'arrêtera; il y a entre nous un échange de tendresses incroyables. Il me donne des commissions, je les oublie ou je les fais mal; cela n'empêche qu'il ne m'en remercie et ne m'assure toutes les semaines de son estime et de son amitié.

*A Madame Ch***.*

Trieste, 12 avril 1820.

Je connais et j'apprécie comme toi les tribulations que font éprouver les politesses persécutantes. Aussi je trouve à merveille que tu ailles passer l'été à la campagne dans le voisinage de notre Jules. Florence est l'endroit du monde où l'on peut se donner ces jouissances-là au meilleur marché. Nous sommes déjà accablés par la chaleur dans ce pays-ci; je crois que l'été y est plus chaud qu'en Toscane; Trieste est au pied des montagnes et comme en espalier devant d'immenses rochers qui l'abritent du nord : la verdure y est grise et rare, enfin cela n'est pas beau; mais nous allons passer la belle saison à Villa-Vicentina, dans le voisinage d'Aquilée, où la campagne est délicieuse. Ma santé, grâce à Dieu, se soutient et même s'améliore. Je suis presque toujours à l'air, je dirige des travaux; cela m'amuse et me fortifie. Adieu, chère amie, je te quitte pour aller trouver mes ouvriers, car on ne peut les quitter sans s'exposer à des négligences[1].

1. Nous reproduisons, à propos de ces travaux, quelques lignes de la princesse Élisa, qui, sans grande importance, peignent toutefois son caractère et l'existence qu'on menait chez elle. F. P.

« *Villa-Vicentina*, 12 *mai* 1820. — Mon cher Planat,... ce n'est qu'en exécutant les travaux qu'on s'aperçoit des inconvénients; ainsi, remédiez-y tout à votre aise, sans vous inquiéter du qu'en-dira-t-on, qu'il faut mépriser. Ne vous tourmentez pas si vos travaux vont lentement; je sais très bien attendre, quoique vous ayez l'air d'en douter; soyez bien persuadé que je n'attribuerai jamais aucun retard à votre négligence L'essentiel est de ne pas se faire

*A Madame Ch***.*

Villa-Vicentina, 20 mai 1820.

Chère Josèphe, j'ai laissé pour trois jours mes occupations de Trieste, et suis venu rafraîchir ma tête et mes idées dans cette délicieuse campagne; nous célébrerons à la fois la Pentecôte et une fête de famille où régneront la gaieté, la simplicité et l'abondance. Notre bonne princesse, qui se plaît beaucoup au milieu de ses paysans, a choisi cette époque pour doter un couple pauvre, mais honnête. Les dames de sa maison ont fait le trousseau de la mariée. On a, de plus, acheté écuelles, lit et bahut, et le tout se termine par une galimafrée et par des danses frioulanes les plus comiques du monde. Je voudrais bien que tu fusses des nôtres. Il me paraît que Charlot est né poète, et de plus improvisateur. Pour moi, qui ne m'attache plus qu'aux choses froides et réelles, je le félicite de son orthographe.

*A Madame Ch***.*

Trieste, 14 août 1820.

Ma chère Joséphine, un coup de foudre vient de détruire toutes mes espérances et de renverser tout mon avenir. J'ai besoin de tout mon courage pour le supporter. Notre excellente princesse vient de succomber après une maladie aiguë dont la durée a été de treize jours! Comme un malheur n'arrive jamais sans l'autre, j'apprends que Jules n'est plus

de mauvais sang et de se bien porter pour faire enrager ceux qui ne nous aiment pas... Je suis charmée de voir arriver le peintre, M. Hoffer; notre colonie sera ainsi bientôt complète. Croyez à toute mon amitié. ELISA. »

bien avec son patron. Si, comme je le prévois, je ne puis rester ici, je compte me rendre à Florence, et là nous aviserons aux moyens de nous créer une existence indépendante. Elle vaudra mieux, quelque obscure qu'elle soit, que toutes les chaînes dorées que j'ai portées jusqu'à ce jour.

*A Madame D***.*

Trieste, 18 août 1820.

Ma chère Henriette, j'ai reçu ta jolie lettre dans un bien triste moment; je venais de perdre cette bonne et excellente princesse qui était pour moi une seconde providence; avec elle se sont évanouies toutes mes espérances. Tout mon avenir est encore une fois détruit. Il paraît qu'elle n'a point fait de testament, en sorte que la promesse d'une rente viagère de deux mille francs, qu'elle m'avait faite, ne se trouve pas non plus réalisée[1]. Je ne sais où je trouve la force de résister à tant d'assauts. La fin de tout cela sera sans doute mon retour en France; mais comment y reviendrai-je? Comme l'enfant prodigue, dépouillé de tout, presque sans ressources. A trente-six ans et avec une santé débile, cela est bien triste. Pourtant, je ne perds pas courage. Le plus embarrassant est d'avoir fait venir Joséphine en Italie sans pouvoir peut-être l'y maintenir ni l'en faire sortir; voilà ce qui m'inquiète et m'afflige. Je n'ai pas le courage d'écrire à son mari, qui aurait droit de m'accuser d'imprudence; croyant l'associer à mon bonheur, je lui fais effectivement partager toute mon infortune.

Ce coin du feu dont tu me parles dans toutes tes lettres

1. Quote-part de la princesse Élisa dans la pension viagère qu'elle voulait que la famille de l'Empereur assurât à L. Planat. Peu de temps après, le prince Félix informa ce dernier que la princesse, sa femme, n'ayant pu accomplir son projet, y avait substitué un legs de 20 000, qui lui fut exactement payé. F. P.

me fait toujours palpiter. Qui sait si je n'y aurai pas ma place cet hiver?

*A Madame Ch***, à Florence.*

Trieste, 27 août 1820.

Ma chère Joséphine, ta lettre du 22 a produit l'effet ordinaire; elle a ranimé mon courage, et m'a fait rougir de mon abattement. Ta résignation et celle de Jules me font grand plaisir, quoique je ne voie pas encore bien clairement ce que notre Jules veut faire[1]. Il ne tiendrait qu'à moi de rester encore quelque temps auprès du prince Félix; mais le charme qui me retenait dans cette maison est détruit; cette femme incomparable n'est plus, qui enchaînait tous les cœurs; qui dirigeait d'un geste toute sa maison, qui savait, par l'ascendant d'un grand caractère, maintenir l'ordre et l'union; chaque jour nous fait sentir plus vivement sa perte. Jamais je ne sentis aussi fortement le besoin de me rapprocher de ma famille.

Au milieu de tant de chagrins, ma santé s'est conservée

1. Il était encore auprès de l'ex-roi de Hollande, mais ne devait point retourner avec lui à Rome l'hiver suivant. Ainsi que l'avait prévu L. Planat, le subit engouement du roi Louis pour son frère, le naïf enthousiasme de celui-ci pour son royal patron, s'étaient transformés, en peu de temps, en froideur réciproque, « causée (lui écrivit Jules Planat) par la différence des opinions tant littéraires que politiques. » Tout le monde sait les prétentions du comte de Saint-Leu comme littérateur et comme poète; son jeune secrétaire, invité sans cesse par lui à émettre sincèrement son avis au sujet de ses productions, le fit avec toute l'ingénuité et la franchise de son âge : premier motif d'un secret déplaisir pour le royal écrivain. Bientôt survint un sujet de dissentiment plus grave. Au printemps de 1820, parurent simultanément, à Paris et à Londres, les *Mémoires historiques sur la Hollande*, écrits par le roi Louis, qualifiés de libelle par son frère mourant (voir le testament de Napoléon). Quels qu'aient pu être les griefs, bien ou mal fondés, de l'ex-roi de Hollande contre son frère, on conviendra que le moment de les publier, après dix années de silence, était singulièrement choisi, lorsque l'Empereur agonisait sur le roc de Sainte-Hélène. Aussi, n'est-ce pas seulement dans sa religion politique que Jules Planat se

meilleure que je n'osais l'espérer. Seulement je suis très faible, je ne puis marcher ni m'appliquer à quoi que ce soit, sans être en nage et moulu. Je t'assure que j'envisage avec un certain plaisir la vie dont tu me parles. Je copierai tes romans, car je ne sais pas en faire; je pourrais seulement faire des *Souvenirs* et des *Portraits* assez intéressants, si mon imagination pouvait reprendre de la force et de la vivacité. Mais, hélas! elle devient chaque jour plus languissante, et mon esprit, ainsi que mon corps, ne sont pas propres à grand'chose. Je t'envoie par ce courrier quelques centaines de francs; je suis désolé que mes faibles ressources pécuniaires ne me permettent pas de plus forts secours. Je sens tout le malaise que vous devez éprouver, et c'est là mon plus grand chagrin. Adieu, ma bonne Josèphe, mille tendresses à Jules; je n'aspire plus qu'au bonheur de vous rejoindre et de vivre obscur. Adieu.

Jules Planat à Louis Planat.

28 août 1820.

Je viens te demander, avant tout, si tu as connaissance de la demande qu'a faite de toi l'Empereur? C'est une nouvelle que

sentit cruellement froissé par cette publication, mais dans les sentiments les plus généreux et les plus saints : l'amour fraternel et le culte du malheur. On convint de se séparer amicalement : « D'ailleurs (ajoutait J. Planat en parlant du roi), je le génais; il ne me trouve pas assez religieux pour habiter Rome, c'est-à-dire pas assez cagot, car il m'est impossible de le croire naïvement coiffé des momeries indignes qui se faisaient sous ses yeux. »

Ce qu'il y eut de plus fâcheux en tout ceci, ce fut l'impression produite par cette déception sur l'esprit de Jules Planat, déjà porté à la mélancolie par le souvenir de son enfance malheureuse, de sa carrière brisée à l'âge de dix-huit ans. Il refusa de retourner dans une maison de banque : « L'étude seule me plaît, écrivait-il, parce que je suis devenu presque misanthrope; tâche de m'utiliser ainsi, mon bon Planat; je crois que cela me rendrait heureux, si c'est possible. » On décida finalement qu'il emploierait ses petites économies à parcourir l'Italie pendant l'hiver, afin de perfectionner son talent pour la peinture, et qu'au printemps prochain, il retournerait en France avec sa sœur et son neveu. F. P.

je tiens du comte de Possé (gendre de Lucien Bonaparte), mais sans autre explication. J'écris aujourd'hui même à Rome pour en obtenir, et si tu ne me dis pas que l'avis t'en soit venu officiellement du cardinal, je t'écrirai ce que j'aurai pu savoir par Colonna (chevalier d'honneur de Madame mère) [1].

1. Le comte de Possé venait de faire la même communication au prince Félix Bacciochi. Voici quels étaient les faits qui, à l'insu de L. Planat, s'étaient passés depuis plusieurs mois.

Mme de Montholon, arrivée en Europe dans le courant de septembre 1819, s'était préoccupée d'obtenir l'assentiment de lord Bathurst, pour envoyer à Sainte-Hélène un successeur à M. de Montholon. Ce dernier, atteint d'une maladie de foie, devait venir rejoindre sa femme au bout de peu de semaines, car il n'attendait, pour partir, que l'arrivée très prochaine, à Sainte-Hélène, du médecin et du prêtre, envoyés par le cardinal, et avec lesquels, effectivement, la comtesse s'était croisée en route. Mais l'intention, manifestée par le général Bertrand, de retourner, lui aussi, en Europe, mit obstacle à l'accomplissement immédiat du projet de Montholon : « Parmi les personnes nouvellement arrivées à Longwood (écrivait, le 31 janvier 1820, Mme de Montholon à lord Holland, intermédiaire habituel entre Sainte-Hélène et lord Bathurst), aucune n'est en état d'écrire le français, qu'elles parlent à peine. L'Empereur a absolument besoin d'un homme qui non seulement ait sa confiance, mais qui sache le comprendre; c'est la seule consolation qui lui reste. » (*Souv. diplom. de lord Holland.*)

Lord Bathurst consentit néanmoins à écrire ce qui suit à sir Hudson-Lowe :

« *Downing street*, 16 *mars* 1820. — Monsieur, j'apprends que l'intention du comte de Montholon et du comte Bertrand est de demander à retourner en Europe, et comme, par suite de ce double départ, la société du général Bonaparte à Longwood se trouverait essentiellement réduite, je vous prie de saisir une occasion favorable pour lui faire savoir la disposition où est S. M. d'accéder au désir qu'il exprimerait en faveur de toute autre personne, dont l'arrivée pourrait lui être agréable. Si le général Bonaparte préférait laisser ce choix au cardinal Fesch ou à la princesse Borghèse, je suis tout prêt à leur faire cette communication. Bathurst ». (*Mém. de H. Lowe, pièces justific.*, t. IV, p. 493.)

Il importe de dire que, par suite de la résolution, prise depuis longtemps, de laisser sans les ouvrir les missives de sir Hudson Lowe, Napoléon ne connut point et ne répondit point à cette lettre officielle. Toutefois, Mme de Montholon, prévenue officieusement par lord Holland, se hâta d'en informer son mari. (*Ibid.*, t. III, p. 224.)

En attendant la réponse de Sainte-Hélène, Mme de Montholon désirait s'assurer des dispositions de diverses personnes qui déjà lui avaient été désignées par l'Empereur ou qui pourraient l'être, car l'assentiment d'une seule, lui écrivait M. de Las-Cases, ne souffrait aucun doute : celui de L. Planat. Voici, en effet, ce que la reine Hortense, consultée par Las-Cases à ce sujet, lui avait répondu :

« *Augsbourg, le* 12 *mai* 1820. — J'apprends avec bien de la peine que

A S. E. le cardinal Fesch.

Trieste, 4 septembre 1820.

Monseigneur,

Le prince Félix vient d'apprendre par M. de Possé que l'Empereur témoignait le désir de m'avoir près de lui. L'attachement et la confiance dont m'honore S. A. eussent été sans doute un obstacle pour tout autre motif de déplacement, mais quand il s'agit de l'Empereur aucun sacrifice ne coûte au prince, et il me verra avec plaisir remplir la tâche honorable que je m'étais imposée il y a cinq ans.

Il me reste maintenant à prier votre A. E. d'être mon guide et mon appui dans cette circonstance. Bien des obs-

l'Empereur va se trouver absolument seul, par le départ des généraux Bertrand et Montholon; mais je ne connais absolument personne qui puisse les remplacer... Le général Drouot est un des hommes que l'Empereur estimait le plus; il vit, dit-on, à Nancy, retiré du monde, et peut-être, s'il connaissait l'isolement où va se trouver l'Empereur, serait-il heureux de partager son infortune. Mais dans de semblables circonstances, c'est à celui qui veut bien se dévouer à se proposer. Qui oserait l'engager à quitter son pays pour toujours!... M. de Planat, qui avait désiré l'accompagner une fois, voudrait-il y retourner? Dans ces tristes circonstances, c'est un dévouement héroïque qu'il faut rencontrer; car l'intérêt n'a plus rien à faire là! M. de Las-Cases a prouvé qu'il pouvait encore exister des hommes que le malheur attache, et qui savent, au besoin, sacrifier leur propre intérêt pour soulager une noble infortune. Dieu veuille qu'il s'en trouve encore, car l'idée de savoir l'Empereur abandonné par tout le monde est aussi triste pour ceux qui lui sont attachés que pour ceux qui ont encore besoin d'estimer notre faible humanité... HORTENSE. » (*Lettre communiquée à la veuve de L. Planat par M. Barthélemy Las-Cases.*)

Enfin, vers la fin de juillet, Mme de Montholon reçut une nouvelle lettre de Longwood, exprimant le désir primitif de Napoléon de voir arriver L. Planat auprès de lui. Il était très difficile et peu sûr pour Mme de Montholon de correspondre directement avec celui-ci; d'ailleurs, l'appui moral, comme le concours pécuniaire de la famille, paraissait toujours nécessaire; elle commença donc par écrire de nouveau au cardinal, puis à la princesse Pauline, mais ne reçut aucune réponse. Pourtant le bruit de la demande de l'Empereur se répandit et finit par arriver aux oreilles de L. Planat, ainsi que nous l'avons vu. Il s'empressa, dès le lendemain, d'écrire au cardinal et Madame. Voici les lettres qu'il leur adressa : F. P.

tacles se sont déjà opposés au désir que j'ai constamment manifesté de rejoindre l'Empereur. Mais ce qui est douloureux à penser, c'est qu'il en existe jusque dans sa famille, et je me vois, avec bien du regret, forcé d'aller au-devant de l'opposition que le roi Jérôme ne manquera point de mettre à mon départ. V. A. E. n'ignore pas que j'ai été pendant deux ans au service de Sa Majesté; témoin de ses prodigalités, je n'ai pas voulu l'être de sa ruine... J'ai mieux aimé lui déplaire que de lui farder la vérité; j'ai mieux aimé le quitter que de me condamner au rôle vil et méprisable de spectateur indifférent de sa ruine. Voilà, Monseigneur, quels sont mes torts. Ils ont attiré sur moi des ressentiments implacables; ils furent cause que l'année dernière le roi Jérôme s'opposa, sous je ne sais quel prétexte, au départ de mon digne et respectable ami M. Foureau de Beauregard.

Je prie donc V. A. E., ainsi que Madame, de ne point s'arrêter aux torts imaginaires qu'on me reproche, et de remplir le vœu le plus ardent de mon cœur, en me donnant les moyens de rejoindre l'illustre et infortuné Prince auquel j'ai consacré ma vie.

Je suis avec respect, etc.

A S. A. I. Madame Lætitia.

Trieste, 4 septembre 1820.

Madame,

Je viens d'apprendre, par le comte de Possé, que l'Empereur a daigné se souvenir d'un de ses plus fidèles serviteurs, et que Sa Majesté a témoigné le désir que j'allasse partager sa glorieuse captivité. Je saisis avec empressement cette occasion pour faire connaître à V. A. I. que mes sentiments à cet égard n'ont jamais varié, et que le vœu le

plus cher à mon cœur est de me réunir à l'illustre captif, et de lui consacrer mes soins jusqu'à mon dernier soupir; c'est dans ces sentiments que je partis, il y a cinq ans, de la Malmaison. C'est dans ces sentiments que je partirai avec joie pour Sainte-Hélène, et V. A. I. peut être sûre que j'y persévérerai jusqu'à la fin de ma vie.

Quoi qu'il m'en coûte d'affliger le cœur de l'auguste mère de mon Empereur, je dois cependant la prévenir que parmi ses fils il en est un qui s'opposera à mon départ. C'est le roi Jérôme. Mais les motifs de son animosité sont honorables pour moi; lorsque j'étais à son service, je me suis constamment opposé à ses prodigalités, et j'ai mieux aimé lui déplaire que de lui cacher jamais la vérité. Voilà les seuls torts qu'il puisse me reprocher, s'il est sincère. Les mêmes motifs l'empêchèrent, il y a un an, de consentir au départ de M. Foureau de Beauregard, mon ami. En sorte que, pour de petites animosités domestiques, l'Empereur s'est vu privé des soins d'un médecin de sa confiance et dont la société lui aurait été agréable.

J'ose espérer que V. A. I., convaincue de la sincérité de mes sentiments, ne s'arrêtera pas aux torts imaginaires que m'impute le roi Jérôme, et qu'elle mettra le comble à ses bontés pour moi, en me facilitant les moyens de rejoindre son auguste fils, objet éternel de ma vénération et de mon dévouement[1].

1. Vingt jours s'étaient écoulés sans qu'aucune réponse de Rome ne fût parvenue à L. Planat, lorsqu'il reçut, par une main mystérieuse, la lettre suivante, vieille de plus d'un mois de date, de Mme de Montholon :

« Paris, 19 août 1820.

« J'ai écrit, Monsieur, il y a déjà longtemps, à Mme la princesse Borghèse. Je la priais de vous proposer d'aller à Sainte-Hélène. Je lui disais que vous étiez un de ceux dont le choix serait agréable à l'Empereur, et m'était désigné. Je n'ai pas eu sa réponse, et je vous prie de me dire franchement si votre santé, vos affaires vous permettent d'entreprendre ce voyage. J'attends votre réponse pour faire auprès du gouvernement anglais les démarches pour

A S. E. le cardinal Fesch.

Trieste, 9 octobre 1820.

Monseigneur,

J'ai reçu, il y a quelques jours, une lettre de Mme la comtesse de Montholon, qui ne s'accorde point avec celle que V. A. E. a bien voulu m'écrire le 23 du mois dernier, et qui me jette dans une nouvelle perplexité. Cette dame me mande qu'elle sait positivement que l'Empereur serait bien aise de m'avoir près de lui, et que, d'après cette certitude, elle s'était adressée à sa famille, par l'entremise de la princesse Pauline; mais que n'en recevant point de réponse satisfaisante, elle se décide à m'écrire pour savoir si je persiste dans mes résolutions d'il y a cinq ans. Ma

obtenir les permissions nécessaires, et je les ferai indépendamment de la famille, qui paraît ne pas vouloir s'en mêler. Vous pouvez m'adresser votre lettre sous couvert de MM. Outrequin et Cie, rue Neuve-du-Luxembourg. Si vous partez jamais pour le triste séjour, j'envierai votre sort. Je n'ai pas besoin de vous dire que si vous acceptez, je vous donnerai sur votre position là-bas et sur le lieu tous les renseignements qui vous seront nécessaires.

« J'espère que vous êtes plus content de votre santé. Ce pays-là n'est pas mauvais pour les poitrines délicates. Adieu, Monsieur, recevez, je vous prie, etc.

« V. DE MONTHOLON. »

« *Rome*, 23 *septembre* 1820. — Monsieur, M. de Possé n'étant point ici, je n'ai pas pu connaître par quelle voie il a appris que l'Empereur témoignait le désir de vous avoir auprès de lui; mais c'est sans doute un malentendu, puisque toutes les fois qu'on a demandé quelques personnes à Sainte-Hélène, c'est à moi qu'on s'est adressé. C'est peut-être quelque intrigant, qui veut se rendre intéressant et qui écrit d'Angleterre, donnant ses propres idées pour celles de l'Empereur, ou peut-être est-il intéressé à cela. Au demeurant, nous pensons qu'il n'y a pas lieu d'envoyer d'autres personnes à Sainte-Hélène. Madame me charge de vous dire que, d'ici au printemps prochain, il est possible qu'elle puisse vous faire quelques propositions, si les circonstances le permettent; et, jusqu'à ce moment-là, elle vous conseille de continuer à demeurer où vous êtes. Je connais l'affaire de M. Foureau de Beauregard, et je puis vous assurer que la reine Catherine nous écrivit en sa faveur pour qu'il fût choisi pour Sainte-Hélène; mais je ne pus pas prendre sur moi de le laisser partir avec la quantité de gens qu'il demandait à sa suite.

« Agréez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération avec laquelle je suis votre très dévoué serviteur. « Le cardinal FESCH. »

réponse a été bientôt faite. Cependant, Monseigneur, que dois-je croire? Si je m'en rapportais à Mme de Montholon je ne pourrais m'empêcher d'être affligé et presque blessé du mystère qu'on m'a fait de cette démarche. J'osais croire que mon attachement et mon dévouement pour l'Empereur, éprouvés par six années de malheurs et de persécutions, méritaient de la confiance et quelques égards, seules récompenses que j'ambitionne. Néanmoins, plein d'une respectueuse soumission aux décisions de Madame, j'attendrai qu'elle daigne me faire les propositions dont me parle V. A. E. Du reste, ma position actuelle est des plus heureuses, et je ne la quitterais volontairement que pour accomplir ce que l'honneur et le devoir me prescrivent. Je remercie beaucoup V. A. E. des éclaircissements qu'elle veut bien me donner relativement à mon estimable ami M. Foureau de Beauregard; mais il me semble qu'il ne demandait à emmener que sa femme et un domestique; ce qui me fait croire qu'il y eut alors un malentendu. Je vais lui écrire pour m'en assurer [1]. Je suis avec respect, etc.

Au comte Lariboisière.

Trieste, 15 novembre 1820.

Mon cher Honoré, rien ne pouvait m'être plus agréable que l'assurance de votre amitié après une interruption de plus de cinq ans, et dans une position où l'on ne trouve ordinairement, au lieu d'amis, que des indifférents ou des persécuteurs. Je vous ai écrit quatre fois depuis notre sépa-

1. L. Planat ne poussa pas plus loin la correspondance avec le cardinal. Il comprit qu'il n'y avait absolument rien à espérer, si ce n'est du succès des démarches de Mme de Montholon, et il résolut de l'attendre en silence, recommandant à son frère Jules et à sa sœur une extrême réserve. Deux mois se passèrent toutefois sans qu'il reçût d'autres nouvelles à ce sujet. F. P.

ration, mais n'ayant jamais reçu de réponse à mes lettres et me trouvant en quelque sorte proscrit, j'ai craint de vous compromettre ou de vous désobliger en insistant, sans pour cela avoir jamais douté de votre amitié; voilà pourquoi j'ai mis de si longs intervalles entre mes lettres. Enfin je n'étais pas heureux, je ne voyais partout qu'égoïsme et ingratitude, et j'avais besoin d'être encouragé; je le suis beaucoup, maintenant que je tiens votre bonne et aimable lettre du 22 octobre, et j'espère qu'en recevant celle-ci vous m'absoudrez entièrement du crime supposé de négligence ou de lèse-amitié.

Je vous ennuierais beaucoup, mon cher Honoré, si j'entreprenais de vous raconter toutes mes disgrâces depuis notre séparation. Résigny a pu vous en apprendre une partie, et j'ajouterai que c'est la plus amusante!

Votre lettre est pleine d'une raison et d'une philosophie qui ne m'étonnent pas, mais qui me charment. Que vous êtes sage d'avoir renoncé à la trompeuse et périlleuse carrière des honneurs! Combien je vous félicite d'avoir préféré une honorable indépendance et de paisibles occupations à ces chaînes dorées dont l'éclat n'empêche jamais de sentir toute la pesanteur; j'admire cette noble et patriotique ambition qui vous fait borner tous vos désirs à être un jour l'organe et l'appui de vos concitoyens. Enfin, mon cher Honoré, je vous retrouve tel que je vous désirais, et en bon chemin pour devenir, comme votre digne et vertueux père, un véritable homme de bien.

Adieu, mon cher Honoré, je vous embrasse tendrement.

*A Madame Ch***.*

Trieste, 19 décembre 1820.

Ma chère Joséphine, je suis fort aise de te savoir pour cet hiver casée bien chaudement à Florence, et bien con-

tent aussi de te savoir dans ces dispositions de tolérance et de bienveillance pour le monde, que je recommande si souvent à Jules. Pourtant je ne puis le croire aussi misanthrope qu'il se fait. Il n'y a que l'idée de ton avenir qui me tourmente sans cesse, quoique je fasse les plus grands efforts pour chasser tout ce qui peut m'attrister. Je me suis assez bien tiré de ce catarrhe furieux dont je t'ai parlé; je me sens fort bien maintenant; il ne me reste que quelques *dolorini*, et une petite toux qui diminue tous les jours.

Le pauvre duc d'Otrante, notre voisin, n'a pas été aussi heureux que moi; il s'en meurt, et l'année ne se passera peut-être pas sans que nous assistions à son enterrement; que dis-tu de l'étrange fin de ce fameux personnage? Après une vie si agitée, après avoir traversé si heureusement nos dévorantes révolutions, il vient mourir à Trieste, dans l'exil et avec la douleur de ne pas voir ses ennemis confondus. Je fus le voir hier, et malgré toutes ses trahisons, malgré sa mauvaise conduite envers nous dans ces derniers temps, et envers moi en particulier, je n'ai pu m'empêcher d'être ému et même attendri en le voyant. Sa position actuelle, et le rôle important qu'il a joué; ce nom si fameux, et ce corps décharné qui dans quelques jours ne sera qu'un cadavre; tout cela m'a remué et m'a rempli l'âme de tristesse; quand je me suis levé pour sortir, il m'a serré la main et m'a remercié de ma visite dans les termes les plus affectueux, comme pour faire amende honorable envers moi. « *Je suis si heureux*, m'a-t-il dit, *de voir encore un bon Français!* » Il n'y a pas de ressentiment qui tienne contre ces approches de mort; le mien s'est tout fondu, et en descendant l'escalier, je n'ai pu m'empêcher de pleurer.

A la même.

Trieste, 27 décembre 1820.

Ma chère Joséphine, j'ai écrit il y a trois jours à ton mari; je ne te réponds pas sur *la partie intéressante* de sa lettre. parce qu'il faut écrire le moins qu'on peut sur un pareil sujet et jamais inutilement. Il va sans dire que j'agis toujours dans le même sens, et comme il convient [1].

1. Voici ce que M. Ch*** venait de mander à sa femme : « Paris, 9 décembre 1820. — Hier, Mme de Montholon m'a fait prier de passer chez elle. Elle m'a chargé de faire savoir à ton frère que si elle ne lui avait pas écrit, c'est qu'elle n'avait encore rien de positif à lui dire; mais que, du reste, elle faisait *toutes les démarches nécessaires*. Bien qu'il n'y ait rien de mystérieux dans tout ceci, il convient d'être fort discret, ne fût-ce qu'à cause de la famille. Tu ne peux te faire une idée des misérables petites intrigues! Il faut que le gouvernement anglais accorde la permission, et il ne la donnera pas avant d'avoir des informations sur Planat, ce qui entraîne des délais. Le choix de ton frère, s'il est agréé par l'Angleterre, sera le plus agréable au prisonnier de Sainte-Hélène. »

On comprend que, dans l'absence d'une réponse officielle de Napoléon, l'inconcevable inertie, pour ne pas dire plus, de ses proches, paralysait les efforts des personnes étrangères à la famille, et jetait même une sorte de défaveur sur leurs assertions et sur leurs instances. Lord Bathurst y voyait un motif de plus pour de mesquines appréhensions, et il ne voulut autoriser le départ du successeur de Montholon qu'après l'arrivée de celui-ci ou du général Bertrand en Europe. Voici ce que, le lendemain de son entrevue avec M. Ch***, Mme de Montholon écrivait à lord Holland, son intermédiaire habituel : « Lord Bathurst paraît avoir contre moi des préventions qui lui font croire que toutes mes demandes cachent quelque mystère inquiétant; vous serez persuadé, milord, que je n'ai qu'un seul but : celui d'apporter quelque consolation au malheur. Lord Bathurst sait, mieux que moi, qu'on a permis à Napoléon d'avoir trois officiers généraux, plus M. de Las-Cases et son fils. M. de Las-Cases a été enlevé, sans qu'on ait jamais bien compris pourquoi : le général Gourgaud a quitté Longwood volontairement; il n'y reste donc plus que deux personnes au lieu de cinq, et je demande d'envoyer M. de Planat comme secrétaire de Napoléon. Ce serait, ce me semble, une barbarie d'exiger qu'il ne partît qu'en remplacement du comte Bertrand ou du comte de Montholon. » (Suivent des renseignements sur le passé de L. Planat) (*Sow. diplom. de lord Holland*, p. 270.) F. P.

Lettre de Mme de Montholon à Louis Planat.

Paris, 27 mars 1821.

Ce n'est qu'hier, Monsieur, que j'ai reçu la décision qui vous concerne; je n'avais pas voulu vous écrire sur des espérances ni avant d'avoir un assentiment positif. Lord Bathurst a accordé ma demande, et, après avoir pris des renseignements sur vous, il permet votre départ (pour Sainte-Hélène). Je ne puis vous dire combien j'en suis heureuse. Votre dernière lettre m'ayant assuré que vous étiez toujours dans les mêmes dispositions, je commençais à désespérer du succès, et comme j'attendais chaque jour la permission ou le refus de votre départ, je n'ai pas cru devoir vous écrire inutilement. Vous ne pourrez vous rendre à votre destination que sur un bâtiment anglais. Partez tout de suite pour Paris, et de là vous vous rendrez à Londres. C'est auprès du gouvernement français que l'on a pris des renseignements sur vous : ainsi je ne pense pas qu'il puisse y avoir d'obstacle à votre retour en France; j'espère également que vos affaires vous permettront de venir sans délai. Je suis sans nouvelles depuis trois mois, et je vous assure que je me trouverais heureuse de partir avec vous. Adieu, Monsieur; j'espère avoir incessamment le plaisir de vous voir, et vous prie de recevoir l'assurance, etc.

*A Madame Ch***.*

Trieste, 1er mai 1821.

J'ai l'espoir de faire un voyage d'ici à deux mois; c'est te dire que j'ai reçu une lettre décisive d'une certaine dame que ton mari connaît bien. Je serais parti sur-le-champ si l'on pouvait partir quand on veut dans certains temps et dans certains pays. Je ne crois pas pouvoir quitter Trieste avant un mois, et la France avant le 1er septembre; voilà ce que je te prie de lui dire afin qu'elle sache à quoi s'en tenir. Adieu, ma bonne Josèphe, l'espoir de te revoir bien-

tôt m'empêche de sentir la douleur d'une séparation peut-être éternelle. Un de mes vœux les plus ardents est de trouver ma famille en bonne intelligence à mon arrivée, et de la laisser de même quand je partirai.

Au marquis de Caraman, ambassadeur de France à Vienne.

Trieste, 5 mai 1821.

Votre Excellence m'excusera si je l'entretiens longuement d'un sujet qui devrait être fort simple, puisqu'il s'agit d'un passeport que je la prie de m'accorder pour me rendre à Paris, où ma présence est indispensable après une absence de six ans. Mais il s'agit d'obtenir aussi l'autorisation du prince de Metternich, pour que ce passeport soit visé ici par les autorités locales, afin de pouvoir traverser sans obstacle la partie de l'Italie qui me sépare de la France. J'espère que Votre Exc. aura la bonté de faire lever les difficultés qu'on paraît vouloir opposer à mon départ. Ces difficultés sont, à la vérité, sans motif qui me soit connu, mais enfin elles existent, puisque le gouverneur a déclaré que je ne pourrais quitter Trieste sans une autorisation spéciale du ministre de la police, ou du prince de Metternich. J'aurais pu crier bien haut, et me plaindre avec raison de ces étranges restrictions mises à ma liberté, par des autorités que je ne dois pas connaître. J'ai préféré m'adresser à Votre Exc., ne doutant pas que ces renseignements ne soient utiles à celui qui est en Autriche le protecteur naturel de tous les Français.

Je ne puis remettre à Votre Exc. mon dernier passeport, attendu qu'il est déposé à la police et que, par suite du régime d'exception auquel je suis assujetti, il ne m'a été donné, en échange, ni un reçu, ni une carte de sûreté. Pour

y suppléer, j'ai l'honneur d'adresser à Votre Exc. le passeport qui me fut donné en 1816, à mon départ de Malte, où j'étais prisonnier de guerre, ainsi qu'une note en forme de demande, qui contient des renseignements sur la véracité desquels Votre Exc. peut compter entièrement. Mon désir serait de m'embarquer à Livourne pour Cette, afin d'arriver à Paris par Toulouse et Limoges, où se trouve une partie de ma famille. Néanmoins, si cet arrangement donnait lieu à la moindre objection, j'y renonce d'avance et suivrai volontiers la route qui me sera tracée.

Malgré cet appel à l'intervention de l'ambassadeur de France, L. Planat ne put quitter Trieste qu'au commencement de juin, et à la condition de renoncer à la route qu'il eût préférée, pour suivre celle d'Allemagne, de beaucoup la plus pénible et la plus coûteuse. Ce dernier point n'était pas sans importance pour un homme aussi dénué de moyens pécuniaires que L. Planat; car, bien qu'il eût cru de son devoir de prévenir la mère de l'Empereur de son départ définitif pour Sainte-Hélène, aucun membre de la famille n'avait donné signe de vie à cet égard. L. Planat se serait vu obligé d'entamer le petit capital, légué par la princesse Élisa, si le prince Bacciochi ne s'y était opposé, en déclarant qu'il entendait fournir la somme nécessaire pour le voyage. Le 7 juin 1821, L. Planat partit pour la France.

F. P.

A Eugène Lebon.

Arenenberg, 18 juin 1821.

Je suis depuis hier près de cette bonne et aimable reine Hortense. Elle désire beaucoup que le prince Félix vienne se fixer en Bavière, observant avec raison qu'à Bologne, comme partout en Italie, vous retrouverez maintenant le joug autrichien, etc. Je ne saurais trop vous faire l'éloge

de la reine Hortense; elle m'a paru la raison et la bonté personnifiées, unissant aux formes les plus aimables une grande solidité d'esprit et des vues élevées. Elle sait prendre tous les tons et se mettre à la portée de tout le monde; aussi est-elle respectée et aimée dans le pays. Elle a arrangé sa fortune avec le même ordre et la même supériorité d'esprit que la princesse Élisa. Enfin il ne lui manque, pour ressembler à cette adorable et *inoubliable* princesse, que sa franchise et sa sensibilité.

J'avais projeté de vous écrire fort au long, mais j'ai peu de temps, car, outre des conversations sans fin avec la reine, je dévore des ouvrages pleins d'intérêt sur le sujet qui m'intéresse par excellence. De ce nombre sont les Mémoires de Fleury de Chaboulon sur les Cent-Jours.

Au même.

Strasbourg, 20 juin 1821.

Enfin, *je suis en France!* Mais concevez-vous bien tout ce qu'il y a dans ces quatre mots-là? Peut-être demain me fera-t-on déguerpir; mais en attendant, je jouis tout à mon aise du bonheur de revoir cette *dolce e ingrata patria.* En sortant des gorges de la Kinzing, j'aperçus de loin le clocher de Strasbourg et la chaîne des Vosges, et me voilà tout bouleversé; ma poitrine s'oppresse, il me semble que je vais étouffer, et il n'y a qu'un torrent de larmes qui puisse me soulager; en vérité, j'ai pleuré comme un enfant ou comme un veau; choisissez. Mon postillon me croyait fou, car après lui doit avoir fait mettre ses chevaux au galop, je lui criai encore d'aller vite. En arrivant sur le pont de Kehl, je vis des soldats que j'aurais embrassés de bien bon cœur, malgré leurs vilains uniformes blancs; et, si j'en avais cru mes transports, douaniers, gendarmes et jusqu'au vieux

portier-consigne, chacun en aurait eu sa part; cependant je me contins et la vexation de la douane acheva de me refroidir. Tout m'a paru bien changé ici. J'ai reconnu quelques officiers en me promenant dans les rues, mais je n'ai eu garde de m'en approcher. Je ne connais rien de plus fâcheux que ces rencontres, et les assommantes questions auxquelles elles donnent lieu. Vous voyez que j'ai passé deux jours à Arenenberg, chez la reine Hortense. Elle connaît bien l'esprit qui règne chez presque tous les membres de sa famille; malgré toute son indulgence, elle m'a raconté mille traits de leur orgueil et de leur égoïsme, et de cet esprit bizarre et soupçonneux dont elle-même a été victime. Elle m'a lu une partie des mémoires de sa vie, qu'elle compose dans sa retraite; rien n'est plus attachant, et il m'est impossible de ne pas croire qu'elle ait été victime d'odieuses calomnies.

(Le 21.) Je sors de chez le préfet, et à mon grand étonnement il visa mon passeport sans difficulté; quoique bien résigné à tous les événements, je n'ai pu me défendre d'une sorte de tremblement en entrant dans le cabinet de ce préfet; j'ai trouvé en lui un homme d'une politesse extrême; il a relu les instructions qui me concernaient et il ne m'a fait aucune question, ce qui m'a mis fort à mon aise. Cependant je ne veux faire aucun mystère de ma résolution, et puisque j'ai atteint le seul but que je me proposais, celui de revoir et d'embrasser ma famille avant de dire à l'Europe un éternel adieu, je ne vois pas pourquoi j'emploierais des détours.

Je pars demain, et dans quatre jours je serai à Paris; hâtez-vous donc de m'écrire; vous savez comme je suis prompt à m'inquiéter, et comme ma faible tête travaille quand je n'ai point de nouvelles de ceux qui m'intéressent.

Au même.

Noisy-le-Sec, 28 juin 1821.

Mon cher Eugène,

Il y a trois jours que je suis ici, mais les émotions que j'ai éprouvées ont été si fortes qu'elles m'ont causé une migraine des plus violentes et qui ne m'a quitté que ce matin. Mme de Montholon me presse de partir parce qu'elle voudrait voir revenir son mari; cependant je dois à ma famille, à mes affaires et surtout à ma santé de rester ici au moins six semaines; mon zèle et mon dévouement n'en sont pas moins ardents, mais ils sont raisonnés; ce ne serait rien que de se sacrifier pour lui; il faut pouvoir lui être utile. Je vais me fixer à Passy et commencer le traitement que je voulais faire à Trieste. On me fait espérer que ma santé se rétablira, et que je serai alors en état de résister au climat dévorant des tropiques.

J'ai passé vingt-quatre heures avec mon digne général[1]; quel homme admirable! et quelles heures délicieuses j'ai passées près de lui! mon âme s'est tout à fait purifiée près de lui et s'est dégagée de tout ce que l'influence *hiérony-mique* y avait laissé d'impur; plus de passions haineuses, plus de désirs de vengeance : l'indifférence, et même une sorte de compassion a remplacé tout cela. Je me retrouve tel que j'étais il y a six ans, je respire librement; tout ce qui m'occupe est noble et pur. Ah! je ne veux plus revoir les grands, puisqu'on ne peut être bon et vertueux que dans la médiocrité. Voilà encore de mon verbiage accoutumé, mais je ne connais rien de plus doux que de vous dire tout ce que j'éprouve, et de m'épancher dans le sein

1. Le général Drouot, condamné à mort en 1815, puis acquitté par une minorité de faveur, vivait depuis lors à Nancy dans une profonde retraite. F. P.

d'un ami tel que vous. Depuis mon arrivée je suis dans une ivresse continuelle; fêté, chéri, accablé de soins et de caresses; en vérité si l'amitié la plus tendre et la plus sincère pouvait être importune, j'aurais de quoi me plaindre. Mais ce n'est pas seulement dans ma famille; de tous les coins de Paris m'arrivent des camarades de collège, d'anciens compagnons d'armes, des gens même que leurs opinions et leur position actuelle devraient éloigner de moi. C'est à qui me témoignera sa joie et son attachement; cet empressement me fait croire que je suis meilleur qu'on ne m'a fait, et que rendu à moi-même je pourrai encore trouver le bonheur au sein de l'amitié. Il faut que je compte beaucoup sur la vôtre pour vous parler aussi longuement de moi. Adieu, cher Eugène; je ne sais que vous dire; car il me semble que les mots expriment bien mal tout ce que vous m'inspirez.

Au même.

Passy, 11 juillet 1821[1].

Mon cher Eugène, n'attendez plus de moi ces lettres où je me livrais sans contrainte à tous les caprices d'une imagination bizarre et d'un esprit bavard. Tout est fini pour moi; j'ai perdu tout ce qui faisait ma force, tout ce qui donnait du prix à mon existence.

Depuis deux mois, une seule pensée, un seul objet occupait toutes les facultés de mon âme; j'avais retrouvé le feu sacré. Les six années qui se sont écoulées depuis le *Bellérophon* s'étaient effacées de ma mémoire comme un songe pénible ou comme une obscure végétation; vivre et mourir pour le plus grand et le meilleur des hommes était l'objet de mes vœux les plus ardents. J'allais lire dans cette âme

1. L'Empereur était mort le 5 mai et la funèbre nouvelle fut connue à Paris le 6 juillet suivant; mais on comprend que pendant les premiers jours L. Planat fut hors d'état d'écrire. F. P.

si noble et si généreuse; il m'aurait initié aux mystères de ces sublimes conceptions que la multitude ne voit encore qu'à travers un nuage. J'étais sûr que mes soins auraient adouci son horrible captivité; car j'avais fait une abnégation totale de moi-même... Telles étaient les pensées qui m'absorbaient entièrement lorsque nous reçûmes l'affreuse et accablante nouvelle de sa mort! Comment vous peindre mon désespoir et ma stupeur en apprenant cette horrible catastrophe? Où trouver des dédommagements pour une perte semblable? Je serais tombé dans l'accablement, dans le découragement le plus complet, si la rage et l'indignation ne soutenaient mon existence. Car il est mort assassiné, et c'est en vain qu'on prétendrait éloigner l'idée de ce crime. Ceux qui depuis six ans l'ont torturé de mille manières passeront toujours aux yeux de l'Europe et de la postérité pour ses assassins; il n'y a qu'un cri là-dessus à Paris, et telle est la force de la conviction et de l'indignation générale que personne n'ose contredire cette opinion. Les ultras et les transfuges, qui sont ses ennemis les plus acharnés, ne peuvent s'empêcher eux-mêmes de laisser percer un doute accusateur.

La nouvelle de cette mort a répandu une consternation générale; les marchands quittaient leurs boutiques, les ouvriers abandonnaient leurs travaux pour s'entretenir de ce grand événement. Partout la douleur et l'indignation étaient peintes sur les visages. Le souvenir de tout ce qu'il fit pour la gloire et la prospérité de la France se réveillait dans tous les cœurs et les pénétrait de reconnaissance et d'attendrissement. Ses fautes mêmes disparaissaient devant ses infortunes, et l'horreur qu'on a pour ses bourreaux donne de nouvelles forces aux sentiments d'amour et de vénération qu'inspire sa mémoire. Bien des personnes ont pris spontanément le deuil. Les femmes surtout, passionnées pour ce qui est grand et noble, se sont montrées admirables

dans ces tristes moments. Si quelque chose peut adoucir le chagrin d'une perte aussi grande, c'est de penser que l'Empereur n'a jamais démenti son caractère, qu'il s'est montré plus grand peut-être dans les fers qu'aux jours de sa prospérité, et qu'enchaîné sur un rocher au milieu des mers, il imposait encore à ses lâches persécuteurs, dont la rage tourne encore au profit de sa gloire,

Votre lettre, mon cher Eugène, est venue m'arracher un instant à mes regrets et à ma tristesse. Je n'ai pu m'empêcher de sourire à tout ce qu'elle contient de gai et d'aimable. Hélas! je ne vous répondrai point sur le même ton; mais cette lettre m'a fait du bien. Les accents de la véritable amitié sont un baume de consolation. Ils savent adoucir et cicatriser les plaies de l'âme les plus douloureuses et les plus profondes. Écrivez-moi donc, mon cher Eugène; donnez-moi des consolations, j'en ai bien besoin.

Au même.

Noisy-le-Sec, 23 juillet 1821.

J'ai été bien malade ces jours passés; le chagrin m'avait donné un commencement d'inflammation du foie. On m'a appliqué douze sangsues au côté, puis des bains, puis des frictions et des tisanes; enfin on m'a transporté ici. L'air de Noisy me vaut beaucoup mieux que celui de Passy, et je suis assez bien maintenant.

Au même.

Noisy, 28 juillet 1821.

Je viens de recevoir votre lettre du 13 juillet. La lettre que vous m'avez envoyée, venant de Rome[1], n'a pas pro-

1. Une réponse tardive du cardinal Fesch à la lettre par laquelle L. Planat avait annoncé à Mme Lœtitia son départ pour Sainte-Hélène. Cette réponse

duit sur moi l'effet que vous redoutiez. Je sais tout ce qu'on peut attendre du sot orgueil et de l'égoïsme barbare qui caractérisent ces gens-là. Qu'est-ce d'ailleurs que la piqûre d'une méchante épingle, auprès des traits poignants et acérés, qui, depuis six ans, ont déchiré mon triste cœur de mille et mille manières! Enfin, celui qui pouvait me faire attacher quelque importance à tout cela n'existe plus...

Je ne puis trop vous remercier de votre exactitude à m'écrire. Vos lettres font toute ma consolation, car je n'en trouve même point dans ma famille pour un malheur si grand. Je suis comme un homme écorché vif; tout ce qui me touche me fait jeter les hauts cris; quand on cherche à me consoler, je me mets en fureur. Il faut toute l'amitié et toute la patience de mes sœurs pour tenir à mes brusqueries.

Adieu, cher et excellent ami, puisque les témoignages de mon amitié vous font du bien, je vous dirai que je ne trouve rien de plus doux que de vous aimer et de vous le dire.

avait été adressée au prince Félix qui, ignorant encore le 13 juillet la mort de l'Empereur, chargea à regret Eugène Lebon d'envoyer l'étrange épître du cardinal à L. Planat. F. P.

Rome, 30 juin 1821.

« Monsieur, MADAME n'a reçu votre lettre du 10 mai que depuis six jours. Elle me charge de vous répondre que nous ne pensons point que vous deviez entreprendre le voyage auquel vous vous êtes décidé. Soyez certain que si l'on avait besoin de quelqu'un, c'est à moi qu'on en aurait écrit, et l'on ne se serait pas adressé à des étrangers pour vous engager à faire ce qui était d'ailleurs dans votre cœur.

« Je dirige cette lettre, sous l'enveloppe du prince Félix, qui vous la fera transmettre, dans le cas que vous fussiez parti. Cependant, comme vous ne pouvez pas quitter le continent avant septembre, vous aurez du temps à réfléchir et à prendre toute autre délibération. A cet effet, je prie Dieu qu'il vous éclaire, afin que vous n'ayez pas lieu à vous repentir de la décision que vous prendrez.

« Soyez convaincu, Monsieur, que tout ceci est dicté par l'intérêt que vous m'avez inspiré, et que je vous dois pour votre attachement à celui que je porte dans mon cœur.

« Je suis, avec un attachement inviolable, votre très dévoué et très affectionné serviteur

« Cardinal FESCH. »

Au même.

Passy, 9 août 1821.

Je suis depuis quatre jours à Passy, mais toujours malade et toujours tourmenté par un point de côté opiniâtre et une oppression accablante. Je ne puis faire un pas sans être en nage et prêt à me trouver mal; tout cela se conçoit! Quand je pense à l'agitation de ma vie depuis quinze ans, à tous les grands événements auxquels j'ai pris part, à tant de coups inattendus qui m'ont frappé, si quelque chose m'étonne, c'est de me trouver encore en vie. Cher Eugène, vous avez bien compris toute ma douleur, vous l'avez vivement partagée; vos lettres font toute ma consolation; elles me font plus de bien que tous les soins de ma famille, car je n'y trouve personne qui m'entende comme vous, qui conçoive toute l'étendue de cette perte. Vous concevez quel déchirement de cœur doit éprouver celui qui avait mis en lui seul toute son existence et qui le voit périr d'une manière aussi cruelle et inattendue. La transition a été affreuse pour moi : je partais plein de joie et d'espérance, le cœur rempli d'idées nobles, parce qu'elles se rapportaient à lui; pour la première fois depuis six ans, l'existence avait du prix à mes yeux, puisque j'allais la lui consacrer! Je me vois tout d'un coup replongé dans une espèce de néant et condamné à traîner encore, sans but comme sans espoir, une existence inutile.

J'ai reçu ces jours passés deux lettres de la princesse Pauline. Elle ignorait encore, le 15 du mois dernier, le fatal événement[1]. Ces lettres, quoique mal écrites, sont fort tou-

1. L'abbé Buonavita, récemment arrivé de Sainte-Hélène, avait été chargé de remettre directement entre les mains de la princesse Borghèse la copie d'une lettre de Bertrand à lord Bathurst, datée du 3 septembre 1820, et restée sans réponse, lettre se terminant par ces mots :

« *Le docteur a déclaré que le malade est venu à un point tel que les remèdes*

chantes et respirent l'amour et la vénération dont elle fut toujours pénétrée pour l'Empereur. Elle semble pressentir le coup qui allait la frapper; ses craintes et ses angoisses sont extrêmes et jettent le plus grand désordre dans ses deux lettres. Il est impossible de feindre tout cela. Elle me conte des choses incroyables du cardinal et de MADAME... Une visionnaire allemande s'était emparée de leur esprit et leur faisait croire que la Vierge lui apparaissait toutes les nuits pour lui donner des nouvelles de l'Empereur, qui, depuis longtemps, avait été enlevé de Sainte-Hélène par des anges, et se portait fort bien; tout ce qu'on disait dans les journaux, tout ce qu'on écrivait de Sainte-Hélène, n'était que mensonges et impostures... Mais que sert de s'en occuper, puisque tout est fini, et qu'il ne nous reste plus aucun espoir!

L'opinion publique se prononce tous les jours avec plus de force pour rendre justice à la mémoire de l'Empereur; les regrets, la reconnaissance et l'admiration de toute la France éclatent chaque jour dans des brochures à sa louange; la plupart de ces productions sont médiocres, mais elles prouvent le besoin qu'avaient les Français de manifester hautement des sentiments comprimés depuis six années. Continuez, cher Eugène, à m'écrire le plus souvent possible, vous ne sauriez croire tout le bien que me font vos lettres; elles seules me donnent du courage et relèvent mon âme abattue.

ne peuvent plus lutter contre la malignité du climat; qu'il a besoin des eaux minérales; que tout le temps qu'il demeurera dans ce séjour ne sera qu'une longue agonie; qu'il ne peut éprouver de soulagement que par son retour en Europe, ses forces étant épuisées par cinq années de séjour dans cet affreux climat, privé de tout, et en proie aux plus mauvais traitements. L'Empereur me charge de vous demander d'être transféré dans un climat européen, comme le seul moyen de diminuer les douleurs auxquelles il est en proie. »

La princesse Pauline, qui n'avait reçu que dans les premiers jours de juillet cette triste pièce, se hâta d'en faire de nombreuses copies pour les envoyer aux souverains alliés, aux membres influents du Parlement anglais. F. P.

CINQUIÈME PARTIE

1821 A 1833

CINQUIÈME PARTIE

1821 A 1833

Des mois s'étaient écoulés. La santé physique et morale de L. Planat se remit lentement, mais graduellement, de la rude secousse qu'elle avait subie. La conscience d'avoir rempli jusqu'au bout son devoir envers une immense infortune, l'air de la patrie, les soins de la famille, concoururent à rendre à son cœur la sérénité, à son esprit toute son énergie habituelle, fortifiée encore par les témoignages universels d'estime que lui avait valus sa conduite. « Votre sacrifice était immense, lui écrivit E. Lebon, et la récompense vous en est acquise dans le respect des gens mêmes qui affectaient de vous désapprouver. Aujourd'hui que *tout est fini*, chacun, rentrant en lui-même, jugera et vos intentions et ses propres œuvres, et l'on appréciera, dans toute sa pureté et dans toute son étendue, un dévouement qui ne peut plus porter ombrage. »

Toutefois une question urgente se dressait devant L. Planat, celle de son prochain avenir. L'eût-il voulu, il ne pouvait songer à retourner à Trieste, le prince de Metternich ayant accordé au prince Bacciochi l'autorisation de passer désormais ses hivers à Bologne, à la condition expresse de ne pas emmener L. Planat avec lui. Le ministre autrichien qui, jusqu'au printemps de 1821, s'était toujours montré bienveillant, avait tâché, à cette époque,

l'opposer au départ de L. Planat de Trieste toutes sortes de chicanes et de difficultés qui toutefois n'avaient pu empêcher celui-ci d'exécuter son projet. Mais cette inébranlable résolution d'aller rejoindre Napoléon à Sainte-Hélène, malgré tous les obstacles, dénotait aux yeux du prince de Metternich, chez l'homme qui l'avait prise, un degré d'exaltation exceptionnel, dangereux même après la mort de l'Empereur. L. Planat, instruit du fait, écrivit aussitôt au prince Félix une lettre « calculée, dit-il, de manière à mettre à la fois la délicatesse du prince à l'aise, et ma fierté à l'abri. » D'ailleurs, vivre indépendant et obscur dans sa patrie, auprès des siens, avait toujours été pour L. Planat un rêve de bonheur vainement poursuivi. La nécessité et un noble dévouement l'avaient forcé pendant de longues années à y renoncer. Mais la mort de l'Empereur avait tristement dénoué tous ses liens, et pendant un moment il put espérer de jouir du moins à l'avenir de cette existence tranquille.

Il fallait songer, avant tout, à régulariser sa position au ministère de la guerre. Des personnages très haut placés dans cette administration crurent pouvoir lui assurer que, vu sa position personnelle auprès de l'Empereur en 1815, la demi-solde afférente à son grade lui serait allouée, comme aux autres officiers de l'armée dissoute, malgré son départ et sa longue absence.

Dans tous les cas, le revenu de son petit capital et le traitement de sa Légion d'honneur, bien que réduit de moitié par la Restauration, auraient suffi aux modestes besoins de L. Planat si, comme il l'espérait, il pouvait y joindre le produit d'un travail littéraire sérieux qu'il avait commencé et pour lequel, malgré les plus tristes expériences, il croyait pouvoir compter sur l'appui de la famille de l'Empereur. A ce dernier projet se rattachaient même pour lui d'autres espérances d'un avenir plus heureux. Comment furent-elles déçues, comment L. Planat fut-il forcé à s'expatrier de nouveau, c'est ce qu'expliqueront quelques lettres qu'il écrivit à son ami, pendant les trois derniers mois qui précédèrent son départ.

F. P.

L. Planat à E. Lebon.

Paris, 15 octobre 1821.

N'ayant rien à faire, et la tête constamment occupée de l'Empereur, j'ai commencé depuis deux mois un précis historique, par ordre de date, de sa vie et de son règne. Je veux me borner à y raconter les faits, sans réflexion et sans autre ornement que les paroles mêmes de l'Empereur, extraites de ses harangues, discours et conversations bien authentiques. Il me semble qu'il y a une témérité presque égale à le louer ou à le blâmer. Ce n'est pas avec des phrases banales ou ampoulées qu'il faut écrire l'histoire d'un homme tel que lui; tout doit y être, au contraire, simple, naturel et solide. L'élévation et l'éclat ressortiront du sujet même, sans qu'il soit nécessaire de s'en occuper. Voilà l'esprit dont je suis pénétré depuis que j'ai commencé ce travail. Paris est encore le pays du monde où l'on trouve le plus de matériaux pour des ouvrages semblables. J'y travaille avec ardeur; mais, par des motifs faciles à concevoir dans ma position, je commence à avoir besoin d'encouragement. Depuis que je suis à Paris, personne de la famille de l'Empereur n'a pris notice de moi, et, sans les bontés du prince Félix, il est probable que j'aurais fait tout le voyage à mes frais et que je me serais endetté de trois à quatre mille francs. Peut-être la famille de l'Empereur n'a-t-elle besoin que d'être avertie pour songer à tout cela; et, dans ce cas, mon cher Eugène, j'attends de votre amitié une démarche qui peut me rendre heureux, en même temps qu'elle aurait pour résultat d'élever à la mémoire de l'Empereur un monument durable; car je serai puissamment aidé ici par tous ceux qui l'ont approché, et, une fois tranquille sur mon avenir, je me livrerais sans

crainte et sans relâche, comme aussi sans précipitation, aux travaux que j'ai projetés et qui, depuis six ans, n'ont cessé d'occuper mon esprit. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'accepterai avec joie toute mission dont on voudrait me charger relativement à l'Empereur. Mes projets sont entièrement subordonnés à ce qui intéresse sa mémoire, et je les ajournerai, tant qu'on croira que je peux me rendre utile dans ce sens.

Au même.

Paris, 10 novembre 1821.

Mon cher Eugène, je voulais attendre, pour vous écrire, une lettre qui m'annoncerait votre retour à Trieste; mais vous avez sans doute bien autre chose à faire que de m'écrire, et moi je ne sais pas résister au besoin que j'ai de causer avec vous.

La captivité de l'Empereur, l'affreuse incertitude de son sort à venir, l'obligation que je m'étais imposée d'aller le rejoindre, tout cela, depuis six ans, tenait mon âme dans une agitation constante et plaçait mon esprit hors de son assiette naturelle. Cet état violent a cessé à la mort de l'Empereur, et je m'aperçois que la même cause a produit le même effet chez tous ceux qui lui restaient fidèles; ils ne songent plus qu'à vivre doucement, obscurément et unis entre eux. Tout ce qui m'entoure, tout ce qui compose mes relations habituelles, est plein de cet esprit de paix et de repos. Chacun trouve, dans un bon ménage et dans les douceurs de la vie privée, d'amples dédommagements pour ce qu'il a perdu du côté de la fortune et de l'ambition. Cette douce maladie devient contagieuse; je sens qu'elle me gagne. Mes vœux sont bien bornés; Dieu permettra-t-il qu'ils soient exaucés? En attendant, je savoure à longs traits les douceurs de l'obscurité; j'ai retrouvé du goût

pour l'étude; je vis en anachorète et ma santé s'en trouve bien.

Du reste, il n'y a que Paris pour vivre. Que j'étais sot de penser qu'on ne pouvait plus vivre en France! On s'y trouve bien plus vite et bien plus complètement dans sa sphère qu'en tout autre pays du monde. On y rencontre, quand on veut bien s'en donner la peine, autant de bon sens, de philosophie, d'absence de préjugés qu'en Italie même. Rien n'est plus facile que d'y fuir les sots et les ennuyeux, inévitables ailleurs. C'est donc à Paris, cher Eugène, que je vous donne rendez-vous pour l'an 1800... et tant; il n'importe. Ne nous désolons pas trop de voir fuir le temps; il est des jouissances de tous les âges, et quand mon rêve se réalisera, je vous promets d'en jouir sans réserve.

Vous savez que Bertrand et Montholon sont ici depuis trois semaines; ils sont muets et mystérieux, ce qui jette sur eux un vernis défavorable. Cependant ne nous pressons pas de juger; je trouve qu'ils ont bien raison d'être circonspects. Tout ce qu'ils diront sera commenté, brodé, interprété selon les passions des divers partis qui agitent encore la France. Ils font donc très bien de se taire. La contenance de Bertrand, jusqu'à présent, a été modeste et noble. Il est arrivé à Paris en grand deuil et toute sa maison le porte encore; il est descendu chez M. de Lavalette, où il a reçu toute l'ancienne cour de l'Empereur, ainsi que beaucoup de généraux et d'officiers de l'ancienne armée; cela lui a donné une couleur convenable. A la vérité, il a consenti à rentrer en France par l'amnistie, au lieu de purger sa contumace comme on s'y attendait et comme il le désirait lui-même; mais le gouvernement a craint l'éclat du procès en revision et Bertrand a cédé par amour de la paix. Il n'a point voulu heurter le pouvoir, parce que cela ne va pas à son caractère; du reste il a formellement dé-

claré qu'il ne mettrait jamais les pieds aux Tuileries, demandant pour toute grâce qu'on voulût bien respecter sa douleur et réfléchir un instant sur sa position, qui rendait la chose impossible. Il est sur un bien beau terrain, et, pour s'y maintenir, il ne faut que rester tranquille. Les bruits qui courent sur Montholon ne sont pas aussi honorables : il s'est logé d'abord dans la rue de la Paix, en vue de la colonne et des Tuileries. Il a pris de grands airs et a déployé un luxe qu'on a trouvé ridicule. Enfin, dans tout cela, il faut aussi faire la part de l'envie et de l'esprit de parti qui cherchent toujours à rabaisser les mérites et les réputations qui leur déplaisent. Je vis beaucoup avec le comte Las-Cases, dont la société m'est infiniment douce et agréable. De tous ceux qui ont suivi l'Empereur, c'est, à mon avis, le seul qui se soit montré digne en tout de cette noble mission. On aura éternellement à regretter qu'il ne soit pas resté près de lui. On ne saurait trop exécrer sir Hudson Lowe et un certain Thomas Reade, geôliers de l'Empereur, qui l'ont tourmenté jusqu'au dernier moment avec la plus ingénieuse barbarie.

A Abel Planat (à Limoges).

Paris, 21 novembre 1821.

Mon cher Abel, je serais bien disposé à me fixer à Paris; mais il y a dans ma position de grandes difficultés; je ne puis y rester sans rien faire, et il est presque impossible pour moi d'y trouver un emploi, indépendant du gouvernement, et qui ne me ravale point. Non que j'aie de vaines idées d'orgueil; mais mon grade et ma décoration m'imposent l'obligation de rester dans une certaine sphère, ou bien de me retirer dans un coin. Je ne sais encore si la famille de l'Empereur se croit tenue de faire quelque chose

pour moi. Mais, dans le cas contraire, je suis décidé à me fixer à la campagne pour y végéter jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de m'appeler à lui, ou de ramener un ordre de choses qui m'assigne la place que je dois avoir dans la société.

A Eugène Lebon.

Paris, 2 décembre 1821.

J'ai trouvé ici, pour prix de mes services, de mes campagnes et de mes blessures, une lettre du Ministre de la guerre qui m'annonce que je suis rayé du tableau des officiers de l'armée, pour avoir abandonné mon poste et la France en 1815[1]. Me voilà donc frappé dans ma patrie de déshonneur et d'incapacité, sans que la famille de celui auquel j'ai tout sacrifié se croie tenue de m'offrir le moindre dédommagement. Je sens que je vous fatigue et que je vous ennuie, cher Eugène, mais je suis vraiment malheureux, et je le serais bien davantage si vous me forciez à douter de votre amitié; hâtez-vous donc de me rassurer!

1. La lettre du ministre de la guerre était conçue en ces termes :

« Je vous préviens, Monsieur, en réponse à votre lettre du 15 octobre, qu'ayant abandonné votre poste et la France de votre propre volonté et sans aucune autorisation, vous avez été considéré comme démissionnaire, et rayé en conséquence du contrôle des officiers de l'armée, le 16 janvier de l'année 1816, six mois après votre départ de France.

« J'ai l'honneur d'être, etc.,

« Marquis DE LATOUR-MAUBOURG. »

Voici l'unique réclamation que L. Planat crut devoir opposer à cette décision :

« J'ai reçu la lettre que V. E. m'a fait écrire le 8 du courant, par le bureau du personnel de l'artillerie, pour m'annoncer que j'ai été rayé du contrôle des officiers de l'armée le 16 janvier 1816. Il s'est glissé dans la rédaction de cette lettre une erreur trop grave, pour que je n'en sollicite pas avec instance le redressement. On motive ma radiation sur ce que j'ai abandonné mon poste et la France de ma propre volonté et sans autorisation. Je demeure d'accord que mon départ de France et une absence de six années peuvent équivaloir à

Au même.

Paris, 3 décembre 1821.

Mon cher Eugène, j'étais triste hier quand je vous écrivis, et ma lettre a dû être fort maussade; je ne suis pas beaucoup plus gai aujourd'hui, mais j'ai au moins l'intention de faire des frais pour vous plaire. Je vais donc vous conter tout ce que je sais et tout ce qu'on dit à Paris; on y est toujours très frivole, et bien des gens s'intéressent bien moins à la guerre qui menace les Turcs qu'au procès de Béranger qui doit se juger incessamment. Ce Béranger a bien fait les plus jolies chansons et les plus spirituelles que vous ayez jamais lues; mais il faut convenir qu'il a poussé un peu loin la plaisanterie et qu'il sent son fagot d'une lieue. Dans une de ses chansons, il fait dire au bon Dieu, à la fin de chaque couplet : *Si j'ai jamais fait...* (telle ou telle chose) *Je veux, mes amis, que le Diable m'emporte!* Dans une autre, c'est Margot qui prend les clefs du Paradis dans le gousset de la culotte de saint Pierre, et qui fait entrer dans le saint lieu les plus mauvais sujets du monde, et mille folies semblables. Il y a d'autres chansons d'un genre plus élevé, et dans lesquelles il rivalise avec Horace

une démission; mais en quittant la France, je n'ai point *abandonné mon poste*, car j'étais commissionné *officier d'ordonnance de l'Empereur*.

« J'ai donc pensé qu'il y avait erreur dans l'emploi de cette expression et je viens prier V. E. d'ordonner qu'il me soit expédié une nouvelle lettre de congé dans laquelle les mots *abandonné votre poste* soient supprimés.

« Je suis avec respect, « PLANAT. »

Nous nous empressons de dire qu'un mois plus tard L. Planat reçut l'invitation de renvoyer sa lettre de congé. Le ministre, frappé de la justesse de sa réclamation, lui en expédia une autre dans laquelle, tout en maintenant la radiation, les mots : *abandonné votre poste* étaient supprimés. Le directeur du personnel, M. de Caux offrit même à L. Planat de le faire rétablir sur le tableau des officiers et de soigner son avancement, s'il voulait reprendre du service actif, ce que, toutefois, celui-ci ne crut pas devoir accepter. F P.

et La Fontaine pour la verve, la grâce et la bonhomie. Son recueil est terminé par un fort beau morceau sur *le Cinq Mai*. Cet ouvrage s'est fait par souscription, et Béranger en avait placé dix mille avant la saisie. Cela lui a produit 60 000 francs, et il n'a même pas eu de frais d'impression à payer; les libéraux s'en sont chargés. Son procès fait grand *chiasso* et l'on blâme fort le ministère d'attacher tant d'importance à des chansons. Ce qu'il y a d'amusant, c'est que Béranger fait une chanson sur chaque nouvel incident de son procès; il en a déjà fait deux charmantes, sur son assignation et son interrogatoire. Mais la fin de tout cela pourrait être moins plaisante pour Béranger. Il est entre les mains de l'inexorable Marchangy, qu'il a chansonné trois fois, et d'un jury arrangé exprès pour lui; car le jury est tellement au choix et à la disposition du gouvernement que, dans tous les cas importants, il devient une véritable commission.

Je ne vous parle pas de l'Adresse, c'est déjà une vieillerie; mais le spectacle qu'elle a offert était nouveau et divertissant : c'est la réunion des deux bouts opposés de la Chambre. Y a-t-il rien de plus drôle que de voir des ultras, devenus tout d'un coup démocrates, demander au roi l'exécution de la charte et les institutions qu'elle promet, parler de l'honneur national, défendre les droits du peuple et invoquer la liberté? Il semble voir le diable que Dieu force à louer les saints.

Une chose dont vous n'avez pas d'idée, c'est la nouvelle manie qui s'est emparée des Français depuis quelques années, celle du jeu de Bourse, de la hausse et de la baisse. C'est à la fois comique et affligeant; tout le monde y court, on se croit transporté au temps du système de Law, ou bien à ces temps de féerie où le roi Oberon faisait danser pêle-mêle, avec son cor, les princes, les évêques, les guerriers, les magistrats, les bourgeois et les manants. C'est

vraiment à la Bourse que l'égalité triomphe et règne sans partage. De quelque côté qu'on aille, on n'entend que ces mots : « Qu'est-ce qu'a fait la rente aujourd'hui? A prime dont un, ferme; à prime fin courant, etc. » Ce langage est devenu familier à tout le monde. Il n'y a pas jusqu'aux dames qui ne s'en mêlent. Vous dire la démoralisation, l'avidité, l'égoïsme qui résultent de ce jeu de bourse, c'est ce que vous comprendrez sans peine. Du reste, nos grands intérêts nationaux sont plus que jamais livrés à l'intrigue; on trouve toujours, sous le beau semblant du bien public, la soif de l'or et du pouvoir; on veut renverser les ministres, mais c'est pour se mettre à leur place. La grande intrigue qui a produit le résultat si comique du rapprochement des ultras et des libéraux est, dit-on, conduite par Talleyrand.

Au même.

Paris, 15 janvier 1822.

Mon cher Eugène, je regrette beaucoup que vous ayez employé deux pages de vos lettres, déjà trop rares, à vous justifier de torts que vous n'avez pas. Du reste, je ne m'en prends qu'à moi : je suis susceptible comme tous les petits esprits et comme tous ceux qui ne sont pas heureux. N'allez pas croire cependant que je songe à me noyer ou à me pendre. Loin de là, je fus hier soir, moitié gré, moitié force, à un bal (si l'on peut donner ce nom à une cohue de quatre cents personnes), chez mon ami Lariboisière. Je trouvai là beaucoup d'anciens souvenirs; des fortunes déchues et des fortunes nouvelles, l'armée, la cour, la ville et surtout la banque; le maréchal Soult, le duc de Damas, l'avocat Dupin et le juif Rothschild, voilà les échantillons: c'était un véritable raout anglais, qui a été pour moi une lanterne magique amusante.

En somme, je commence l'année sous d'assez fâcheux auspices, et pourtant je me sens un courage et une sérénité d'âme que je n'avais pas éprouvés depuis longtemps; cela tient, je crois, à l'état d'indépendance absolue dans lequel je me trouve. Je vis un peu comme le bon La Fontaine, mangeant le fonds avec le revenu; car, malgré toute mon économie, je ne saurais empêcher que la viande, le vin, les bottes et les loyers ne soient fort chers.

Du reste, on me berce d'espérances qui sont peut-être chimériques. Gourgaud, qui arrive de Munich, m'a donné des détails au sujet d'une démarche que la reine Hortense a faite en ma faveur. Cette princesse lui a dit qu'elle avait écrit à toute la famille (excepté à Jérôme) qu'il fallait se réunir pour m'assurer une pension de 6 000 francs; mais je ne compte pas beaucoup sur tout cela. Pourtant le bon ou le mauvais succès de cette affaire va décider probablement du sort de toute ma vie, étant trop usé et trop souffrant pour rien entreprendre qui exige un travail soutenu. J'ai bien acquis la certitude d'un legs de 40 000 francs que m'a fait l'Empereur; mais ce legs est, dit-on, assigné sur l'impératrice Marie-Louise, et les exécuteurs testamentaires ne veulent faire aucune démarche dans mon intérêt, disant que ce serait en pure perte. Quant à moi, je ne puis en prendre l'initiative, n'ayant pas même obtenu un extrait de la disposition qui me concerne.

Au même.

18 janvier 1822.

Mon cher Eugène, voici ce qu'on vient de publier des dernières volontés de l'Empereur. Ce ne sont que des extraits relatifs à certains legs, je me suis assuré qu'ils sont exacts.

D'abord, l'Empereur donne beaucoup de conseils à son fils; il lui recommande de ne jamais oublier qu'il est Français, et lui défend de jamais servir d'instrument à la politique à venir du triumvirat qui opprime l'Europe. Il réclame du Domaine extr. de France deux cents millions, fruit de ses économies, et veut que cette somme soit employée, partie à indemniser les départements qui ont le plus souffert de l'invasion, et partie à assurer le sort des anciens militaires de la Grande Armée, particulièrement des amputés. Dans la partie qui concerne la famille il dit : « Je pardonne à mon frère Louis le libelle qu'il a publié contre moi. » Si j'apprends d'autres particularités, je vous en ferai part.

Je suis sur le point de prendre, par nécessité, un parti fort dur. Je vous dirai dans ma première lettre de quoi il s'agit.

J'avais commencé à me livrer à des recherches et à des travaux sur l'Empereur, ne doutant pas que sa famille me seconderait en pourvoyant du moins à ma vie animale. Déchu dans cette attente, ayant mangé 2000 écus depuis mon départ de Trieste, j'abandonne à regret ce travail qui m'était si doux et qui, j'ose le dire, serait devenu profitable à la mémoire de l'Empereur. Je vous ferai passer incessamment un premier recueil de pièces que M. de Las-Cases m'a fournies en grande partie, et qui commençait un ouvrage dont j'étais éditeur. Mais l'incertitude du succès de cet ouvrage et la réalité des dépenses d'impression me forcent à abandonner encore cette entreprise.

Adieu, cher Eugène, je vous embrasse de tout mon cœur.

Dans une lettre écrite deux mois plus tard de Munich, L. Planat dit à son ami : « La date de ma lettre vous surprendra sans doute. Vous voyez que j'ai pris le parti de m'exiler encore une

fois sous un ciel rigoureux, et au milieu de gens qui ne nous aiment pas. Mais ce n'est pas encore là ce parti fort dur que je voulais prendre. Je ne pouvais rester plus longtemps à Paris, sans donner aux ennemis de notre cause le plaisir de me voir, comme ils disent, puni par la justice divine de mon attachement à l'usurpateur. J'étais donc décidé à quitter la France et à aller m'enterrer dans quelque coin de l'Espagne où j'aurais mis à profit mes faibles connaissances et où j'aurais attendu en silence, dans une obscure végétation, la fin de toute chose... »

Ce qui avait seul empêché l'exécution de ce triste plan, ce fut une proposition inattendue que lui fit M. de Lavalette, ancien aide de camp de l'Empereur (le même qui, condamné à mort en 1815, avait pu s'évader sous un travestissement, grâce au dévouement de sa femme restée à sa place dans la prison). Il s'agissait pour L. Planat de se rendre à Munich, d'y faire la connaissance personnelle du prince Eugène et, si l'on se plaisait mutuellement, d'occuper auprès de ce prince un poste de confiance, à tous égards conforme à ses antécédents. Pourtant L. Planat était indécis : l'exiguïté de ses ressources le faisant reculer devant la possibilité d'un voyage coûteux et peut-être inutile. Une lettre pressante de la reine Hortense, prévenue par Lavalette, mit fin à ses hésitations, en lui exprimant l'entière certitude où était la sœur du prince Eugène que, de part et d'autre, on se conviendrait.

Nous avons le bonheur de pouvoir ici intercaler un fragment qui nous fut dicté par L. Planat en 1850.

F. P.

FRAGMENT[1]

J'étais à Paris depuis cinq mois, perdant mon temps, ne sachant trop que faire et que devenir, et tout près d'épuiser

1. Dicté à Paris en 1850 (voir l'*Avant-propos*). F. P.

mes dernières ressources; car j'avais été forcé d'entamer les 20 000 francs que la princesse Élisa m'avait légués et, au moyen desquels, en arrivant à Paris, je m'étais constitué 1 200 francs de rente. Le général de Caux, ancien ami de mon père et fort bien avec la légitimité, m'offrait à la vérité de me faire rétablir sur le tableau des officiers de l'armée et de favoriser mon avancement futur; mais la répugnance que j'avais à servir les Bourbons était invincible; il me semblait que c'eût été faire outrage à la mémoire de l'Empereur, auquel j'avais tout sacrifié. Dans ces circonstances, si critiques pour moi, j'eus l'idée d'aller voir M. de Lavalette, sans trop savoir ce que je lui dirais. Il venait de rentrer en France, après avoir été gracié par Louis XVIII. Son dévouement à l'Empereur était bien connu, et je recherchais volontiers des hommes tels que lui. Je fus donc le trouver dans son logement, rue Richepanse. Je ne l'avais pas vu depuis la Malmaison, et probablement il ne se souvenait plus de moi; aussi, en l'abordant, eus-je soin de décliner mon nom et mes anciens titres. M. de Lavalette m'accueillit avec une extrême bienveillance et la conversation s'engagea aussitôt. Je lui racontai tout ce qui était arrivé à l'Empereur et à ses compagnons, depuis le départ de la Malmaison jusqu'à celui du *Northumberland*. Je lui fis le récit de ma captivité et de toutes les tribulations que j'avais éprouvées depuis 1815.

De son côté, il me raconta son procès, son évasion et son séjour en Bavière; il regrettait presque de n'y être pas resté, tant le séjour de Paris lui semblait insupportable dans sa position actuelle. Il me demanda ce que je voulais faire; je lui répondis que je n'en savais rien moi-même, ne voulant pas reprendre du service sous les Bourbons. Au moment de nous séparer et comme je me levais, il se frappa le front: « Attendez donc, me dit-il, il me vient une idée que je crois excellente; le prince Eugène vient de perdre

son aide de camp de confiance, le colonel Bataille; il m'a prié, pour le remplacer, de lui chercher un officier instruit, discret, et attaché à la mémoire de l'Empereur. Je crois que vous conviendriez parfaitement, et si vous m'y autorisez j'en écrirai au prince, et j'en parlerai à son intendant à Paris, le baron Darnay. »

On peut juger avec quel empressement et quelle joie j'accueillis cette ouverture. La réponse du prince ne se fit pas attendre, mais elle n'était point explicite. Le prince Eugène désirait me connaître personnellement avant de s'engager définitivement avec moi; sa prudence était très excusable; mais de mon côté j'hésitai à faire un voyage coûteux, dont le succès n'était point assuré. Néanmoins, après quelques lenteurs et pourparlers, quelques obstacles, que le zèle du comte de Lavalette parvint à surmonter, il m'embarqua pour Munich.

En quittant Paris, j'eus le regret d'y laisser mon frère Jules, à peu près dans la même situation que moi, et dans la même disposition d'hostilité envers les Bourbons. J'aimais tendrement ce frère, que j'avais vu naître, que j'avais fait élever en m'imposant de grands sacrifices, et que j'avais poussé dans la carrière militaire, où il aurait parfaitement réussi sans les événements de 1815, car c'était là sa véritable vocation. Mais ce pauvre garçon, plein de cœur et de sentiments d'honneur, n'avait ni fixité dans les idées, ni persévérance dans les résolutions. Il avait besoin d'être maintenu par les inflexibles rigueurs de la discipline; il était incapable de se conduire par lui-même, et c'était avec une vive douleur que je le laissais, sans guide, sur le pavé de Paris. Il s'était affilié aux carbonari et croyait fermement que cette secte était destinée à renverser sous peu la puissance des Bourbons, et à s'emparer du gouvernement de la France. Je fis tout ce que je pus pour le dissuader de ces idées folles. Je l'engageai à cher-

cher une occupation utile, et, quelle que fût la carrière qu'il embrassât, à y persévérer. Peu de temps après notre séparation, il passa au service du Pacha d'Égypte, et y rendit de véritables services, en créant l'École militaire qui subsiste encore aujourd'hui.

Arrivé à Munich le 8 février, je fus très bien reçu par le prince Eugène, quoique avec cette réserve et ce calme qui lui étaient habituels; et comme ces qualités, ou ces défauts sont aussi les miens, il ne tarda pas à m'accorder une entière confiance.

Au bout de huit jours, il me dit : « Vous voyez comme je suis entouré. Tascher[1] est un bon enfant qui, je crois, m'est très dévoué, mais qui me compromet à chaque instant par son babil imprudent. Méjean[2], avec plus de finesse et d'esprit naturel que lui, n'est pas moins compromettant dans un autre genre. Tous deux sont remplis d'exagération, ce que j'ai en horreur, et ils sont toujours à côté de la vérité; Hennin[3] est un homme d'esprit et de savoir; mais il passe les trois quarts de l'année à Paris, et ne vient ici que pour mettre en ordre ma bibliothèque et mes archives. Je n'avais près de moi qu'un homme qui me convînt tout à fait, c'était le colonel Bataille, mon ancien camarade d'études, officier instruit, discret, dévoué et qui était pour moi plutôt un ami qu'un aide de camp; aussi avait-il toute ma confiance, et je n'ai jamais eu à me repentir de la lui avoir accordée. J'espère que vous le remplacerez; mais il faut pourtant que nous ayons le temps de nous connaître. »

Je n'avais pas revu le prince Eugène depuis la bataille de Malojaroslavetz, où il acquit tant de gloire. Il était extrêmement changé : je l'avais laissé maigre, pâle et fluet; il

1. Ancien aide de camp, cousin de l'impératrice Joséphine.
2. Gouverneur du prince Auguste.
3. Ancien commis de la trésorerie du royaume d'Italie.

était maintenant gros et gras, il avait le visage plein et coloré, les yeux brillants, et toute l'apparence d'une excellente santé. Au moral le changement était encore plus sensible. Ce prince, autrefois si vif et si expansif, était devenu apathique et tellement circonspect dans ses paroles qu'excepté dans le tête-à-tête on ne pouvait tirer de lui que des phrases banales et insignifiantes. La chute du régime impérial, et les humiliations qu'il avait été forcé de subir dans l'intérêt de ses enfants, avaient abattu son esprit, et semblaient lui avoir ôté tout ressort. Il m'a dit plus d'une fois : « Si je n'avais pas épousé la fille du roi de Bavière, j'aurais été m'établir, non pas en Suisse, mais aux États-Unis d'Amérique. Je sais très bien qu'ici ma position est fausse et dépendante, malgré la bonté du roi et l'amitié du prince Charles; mais j'ai cru devoir faire à mes enfants et à ma femme le sacrifice de mon indépendance. D'un autre côté, je dois beaucoup à l'empereur Alexandre, et je lui ai promis de ne jamais entrer dans aucune intrigue politique; je tiendrai ma parole; je ne puis désormais m'occuper que de l'éducation et de l'établissement de mes enfants. »

D'après tout ce que j'ai entendu dire du prince Eugène, et tout ce que j'ai pu observer par moi-même, le prince Eugène, homme plein de droiture et de loyauté, était sans initiative politique. Il avait du calme, de la suite et un jugement sain. Toutes ces qualités faisaient de lui un instrument excellent dans les mains de l'Empereur, qu'il servit toujours avec une fidélité, une exactitude et un dévouement sans bornes. Aussi l'Empereur disait-il quelquefois : « Dans toute ma famille, il n'y a qu'Eugène qui ne m'ait jamais donné de sujet de plainte. » Il faut songer aussi que le prince Eugène avait à peine quatorze ans lorsque le général Bonaparte épousa Joséphine. Accoutumé à chérir et à respecter son beau-père, à se laisser guider par lui et à lui obéir en toutes choses, il est difficile de juger de

ce que le prince Eugène aurait pu faire, s'il eût été abandonné à lui-même. Comme vice-roi d'Italie, et âgé seulement de vingt-cinq ans, il gouverna les provinces qui lui étaient confiées avec douceur, avec sagesse, mais aussi avec énergie. Le prince Eugène m'a dit souvent que sa véritable vocation était la marine, et qu'il était certain qu'il aurait réussi dans cette carrière. Je le crois facilement, car il avait les qualités essentielles à un brave marin : le sang-froid, le coup d'œil et la décision. Quoi qu'il en soit, il n'a pas moins bien réussi comme général, et je pense qu'il ne lui a manqué, pour être mis au rang de nos grands capitaines, qu'une carrière militaire plus longue, et des occasions plus fréquentes de développer les talents qu'il montra toutes les fois qu'il eut un commandement séparé et indépendant, comme à Raab, à Malojaroslavetz, dans la défense de la ligne du Mincio et dans sa retraite de Posen sur l'Elbe, après la campagne de Moscou. Lorsque l'Empereur passa le Rhin pour ouvrir la campagne de 1809, il donna ordre au prince vice-roi de rassembler toutes ses forces, qui étaient à peine de 36 000 hommes, de se porter sur le Frioul, en éclairant le Tyrol par sa gauche, et de tâcher de rejoindre la Grande Armée sous les murs de Vienne. Les débuts du prince Eugène ne furent pas heureux. Fier de la haute mission qu'il recevait, et emporté par l'ardeur bien naturelle à un général en chef de vingt-sept ans, il voulut à Sacile surprendre et bousculer les Autrichiens. Mais il fit de mauvaises dispositions, et ne prit pas le temps de bien reconnaître la ligne des positions ennemies ; il fut reçu vigoureusement, battu et repoussé avec une perte considérable. Cet échec fut pour lui une leçon profitable ; dès ce moment, il devint prudent et circonspect. Le reste de sa marche au travers du Frioul, de la Carinthie et de la Styrie jusqu'aux frontières de la Hongrie, fut pour lui une suite non interrompue de succès ; mais il n'eut guère affaire qu'à l'arrière-garde de

l'archiduc Jean qui lui était opposé. Il ne le joignit qu'à Raab, où l'archiduc avait pris position avec son corps d'armée, et semblait lui proposer la bataille. Quoique le prince eût laissé une division en arrière, pour assurer son flanc gauche et pousser des reconnaissances dans la direction de Vienne, il n'hésita pas à accepter la bataille, comptant surtout sur l'effet moral que les succès de l'Empereur avaient dû produire sur l'esprit de l'armée ennemie. Il commandait seul à cette bataille; il la gagna sans que le succès eût été un moment douteux.

La bataille de Malojaroslavetz eut lieu au commencement de la retraite de Russie, sur la route de Kalouga. Le prince Eugène, avec les seules troupes italiennes, y tint tête au gros de l'armée russe, et resta maître du champ de bataille. L'Empereur, qui n'était pas prodigue d'éloges, témoigna hautement dans cette occasion sa satisfaction au prince Eugène. A la retraite de Russie, laissé par l'Empereur à Smolensk pour faire l'arrière-garde et arrêter le plus possible la poursuite de l'armée ennemie, le prince Eugène ne se distingua pas moins par son courage et sa fermeté. Accablé par le nombre, voyant ses troupes décimées par le froid et par la faim, entouré de tous côtés par la cavalerie ennemie, il sut, par une manœuvre hardie, se frayer un passage au milieu des neiges. Il rejoignit l'Empereur à Orcha avec les débris de son corps.

Lorsque l'Empereur quitta l'armée pour se rendre à Paris, afin de réunir une nouvelle armée, il chargea le roi de Naples du commandement des débris de la Grande Armée qui opéraient leur retraite. Mais ce prince, si admirable sur les champs de bataille, n'était point propre à un pareil commandement, dans de semblables circonstances; il perdit la tête, et l'on peut dire que sa marche, depuis le Niémen jusqu'à Posen, fut plutôt une fuite qu'une retraite. Arrivé à Posen, il quitta subitement l'armée, sans avoir donné d'autre

ordre que celui du départ pour le lendemain matin. Ce fut un grand sujet d'étonnement et d'effroi pour toute l'armée, car personne n'avait mission de prendre le commandement après le roi de Naples. La nécessité, le salut de l'armée et la certitude d'être approuvé par l'Empereur, déterminèrent le prince Eugène à prendre ce commandement, et dès lors tout changea de face. Non seulement l'ordre de départ donné par le roi Murat ne fut point exécuté, mais le prince Eugène, qui voulait savoir à qui il avait affaire, resta vingt-six jours à Posen; et lorsque les forces qui lui étaient opposées le contraignirent à quitter sa position, il se retira lentement, disputant le terrain pied à pied jusqu'à Magdebourg. Cette retraite, qui est certainement une des plus belles pages de notre histoire militaire, eut pour résultat de donner à l'Empereur le temps d'amener sa nouvelle armée jusqu'en Saxe, et de maintenir la Confédération du Rhin.

La réunion de l'armée du vice-roi avec la Grande Armée eut lieu sur le champ de bataille de Lützen, où l'Empereur embrassa son fils adoptif, en approuvant et louant hautement sa conduite.

Après Lützen, le prince vice-roi retourna en Italie, pour y organiser un corps d'armée, afin de s'opposer aux tentatives que l'Autriche pourrait faire pour recouvrer ses anciennes possessions d'Italie. Il trouva le royaume entièrement épuisé d'hommes, d'argent, d'armes et d'effets d'habillement. Dans cette circonstance difficile, il sut créer, en moins de six mois, une armée italienne parfaitement équipée, et des magasins abondamment pourvus de munitions de guerre, vivres et fourrages. Le vice-roi essaya d'abord de se maintenir sur la haute Saxe; mais, après la bataille de Leipzig, l'Autriche ayant pu envoyer des renforts considérables à son armée d'Italie, il fut contraint de se replier sur l'Adige, où il resta jusqu'à la fin de janvier.

Malheureusement, dans cette position, deux circonstances l'empêchaient de prendre l'offensive; d'abord ses soldats étaient des conscrits sans expérience de la guerre; et, d'un autre côté, l'attitude plus que suspecte du roi Murat l'obligeait à tenir de forts détachements vers Parme et Reggio. Affaibli par cette position scabreuse, le prince Eugène se retira sur le Mincio, suivi par l'armée autrichienne du maréchal Bellegarde; là, il put réunir toutes ses forces, et livra aux Autrichiens une bataille glorieuse qui paralysa leur action pour le reste de la campagne. Pendant ce temps, Murat avait annoncé hautement l'intention de réunir ses forces à celles de l'armée autrichienne. Le prince Eugène ne lui en donna pas le temps. Il se porta rapidement avec deux divisions au-devant de lui, et le battit complètement sous les murs de Parme. Un mois après, les alliés, vainqueurs de l'Empereur, étaient entrés à Paris, et la carrière militaire du prince Eugène se trouva ainsi brisée. Il n'avait alors que trente-deux ans. Peu d'existences aussi courtes ont été aussi honorablement remplies.

J'aurais pu réserver ces détails pour une autre place : *Non erat hic locus*. Mais comme je n'écris que pour moi, je me laisse aller au courant de ma plume et ne veux m'astreindre à aucune méthode, en retraçant mes souvenirs.

Peu de jours après mon arrivée à Munich, le Prince me présenta au vieux roi Maximilien, son beau-père. C'était un bonhomme jovial, aimant la gaudriole, et fort libre dans ses propos. Il avait été, sous Louis XVI, colonel du régiment d'Alsace (Infanterie). Il était fort goûté à la cour galante de Marie-Antoinette, où on le connaissait sous le nom du beau prince Max. Aussi était-il intarissable sur cette époque brillante de sa vie. Il racontait toutes les anecdotes scandaleuses de ce temps, avec une crudité d'expressions tout à fait déconcertante pour ceux qui n'étaient pas accou-

tumés à l'entendre. J'en témoignai mon étonnement au prince Eugène, au sortir de l'audience, et il convint avec moi que ce langage n'était guère séant dans la bouche d'un roi. Mais à Munich tout le monde y était accoutumé, hommes et femmes; car le bon roi ne se gênait pour personne, pas même pour les jeunes princesses, ses filles. Je dis au prince Eugène, que le roi me semblait justifier sa réputation de bonté, et la grande popularité dont il jouissait. Il me répondit, avec un sourire tant soit peu ironique : « Oui, mon beau-père est un excellent homme, pourvu qu'on ne se frotte pas au droit divin. Il ferait pendre sans le moindre remords tous ceux qui, dans les Chambres, font opposition à son gouvernement, comme aussi le paysan qui aurait tué un lapin dans ses chasses. Et puis ces rois sont tous les mêmes; autrefois ils tremblaient devant l'Empereur, aujourd'hui ils tremblent devant Metternich. Si je n'étais pas son gendre, je doute qu'il m'eût accueilli dans ses États, par la crainte de déplaire à Metternich. »

Je n'ai encore rien dit de la princesse Auguste, fille aînée du roi Max et femme du prince Eugène. Je ne l'avais pas entrevue depuis le mariage de l'Empereur avec Marie-Louise, et je trouvai que le temps avait exercé de grands ravages sur sa beauté, naguère si vantée. Elle avait, à la vérité, conservé sa belle taille, ses manières gracieuses et cet air de princesse qui, quoi qu'on en dise, n'appartient qu'aux personnes d'ancienne race royale; mais c'étaient là à peu près les seuls avantages extérieurs qui lui restaient. La princesse Auguste, comme presque toutes les personnes de son rang, avait reçu une détestable éducation dans tout ce qui ne concernait pas la représentation. Le bon naturel de la princesse Auguste, et une élévation de sentiments peu commune, triomphèrent d'une éducation si mal dirigée. A la vérité, elle resta sans grande culture d'esprit, mais elle remplit admirablement ses devoirs d'épouse et de mère,

et se glorifia toujours d'être la femme du prince Eugène.

Après sept années de tribulations, je me trouvai tout à coup jeté dans une vie de fêtes et de plaisir tout à fait nouvelle pour moi. Je m'en serais bien vite dégoûté, si mes journées n'avaient été remplies par des occupations sérieuses. Au bout de quelques jours, le prince ne pouvait plus se passer de moi. Il m'avait chargé de sa correspondance et de son cabinet topographique. Ma connaissance parfaite des langues allemande et italienne, de même qu'une grande facilité de rédaction, me rendaient précieux pour lui. Il était pair du royaume de Bavière, et avait besoin de se tenir au courant de toutes les questions d'intérêt public, concernant l'Allemagne en général, et l'État bavarois en particulier; à cet effet, je lui faisais tous les jours des extraits ou traductions des brochures et journaux qui traitaient de ces matières. Enfin, j'étais suffisamment occupé jusqu'à quatre heures, et assez content de moi, pour pouvoir me livrer sans remords aux divertissements de la soirée.

A Munich, une fois présenté à la cour, on était admis partout, sans avoir besoin d'invitation particulière. Cet usage s'est un peu modifié depuis. Comme le carême approchait, les bals et les fêtes se succédaient avec une espèce de rage. Ceux du prince Eugène étaient les plus courus et les plus gais, et la famille royale ne manquait jamais d'y venir. Il faut que je donne une idée des principaux personnages qui en faisaient partie.

J'ai déjà dit que le roi Max avait passé sa jeunesse au service de la France et à la cour de Marie-Antoinette. Il était alors cadet de la branche palatine de Deux-Ponts, et bien loin de prévoir la haute fortune qui l'attendait, car il y avait alors sept princes entre lui et l'électeur Charles-Théodore, qui n'avait point d'héritiers. Mais, en moins de vingt ans, tous les princes mâles des branches de Sulzbach,

de Neubourg et de Deux-Ponts s'éteignirent, moins le beau prince Max qui, en 1798, devint électeur de Bavière.

Le roi Max avait épousé en premières noces une princesse de Hesse-Darmstadt. De ce premier mariage, il avait eu quatre enfants. L'aîné naquit à Strasbourg; c'est le roi Louis. Le second enfant fut la princesse Auguste, admirablement belle dans sa jeunesse, qui, en 1806, épousa le prince Eugène. Ensuite vint l'impératrice douairière d'Autriche, mariée d'abord au prince héréditaire de Wurtemberg. Après les événements de 1815, le prince, devenu roi de Wurtemberg, demanda et obtint son divorce, auquel le pape acquiesça, quoique la princesse fût catholique. Ces petites gracieusetés entre princes et papes ne sont pas rares dans l'histoire. Très peu de temps après, elle épousa l'empereur d'Autriche, François Ier, qui avait déjà enterré trois femmes; mais, cette fois-ci, ce fut elle qui l'enterra. Enfin, le quatrième de ses enfants n'a été remarquable que par une beauté peu commune. Il était l'ami sincère du prince Eugène, malgré la divergence de leurs opinions.

Devenu veuf en 1794, le prince Max s'était remarié avec une princesse de Bade, qui ne le rendit pas très heureux. Cette princesse avait eu un tendre attachement pour le duc d'Enghien, lorsque l'armée de Condé séjourna à Carlsruhe. Aussi devint-elle une ardente ennemie de l'Empereur, lorsqu'elle apprit l'exécution de ce malheureux prince. Quoiqu'elle n'aimât pas son mari, elle ne laissa pas de lui donner huit enfants, dont un fils et sept filles, tous enfants jumeaux. Le fils mourut, ainsi qu'une fille. Des six autres, l'une est devenue reine de Prusse, l'autre reine de Saxe, la troisième est la fameuse archiduchesse Sophie, mère de l'empereur d'Autriche actuel (1850).

Nous reprenons, après ce fragment, la correspondance de L. Planat : elle nous aidera à raconter les événements de sa vie pendant le séjour de onze années qu'il fit en Bavière. F. P.

*A Madame Ch***.*

Munich, 9 février 1822.

Ma chère Joséphine, mon voyage s'est fort bien passé et sans grande fatigue. Je me porte bien, sauf mon pied qui est toujours *debolino*[1].

J'ai dîné aujourd'hui chez le prince Eugène, qui m'a reçu à merveille, ainsi que la princesse. C'est un couple charmant, et leur vie intérieure est des plus heureuses. Chemin faisant, j'ai vu deux docteurs allemands, enthousiastes comme moi de l'Empereur, mais enthousiastes à l'allemande, c'est-à-dire avec des têtes montées et chauffées à un degré dont nous n'avons pas d'idée en France. Ils le mettent au-dessus de tout ce qui a existé jusqu'à ce jour, y compris Jésus-Christ, et ne sont nullement éloignés d'en faire un Dieu. J'ai passé des moments bien agréables avec ces bons docteurs qui, d'ailleurs, sont des gens de beaucoup d'esprit et d'un mérite reconnu. La reine Hortense m'a aussi fort fêté à mon passage à Augsbourg.

A la même.

Munich, 23 février 1822.

Ma chère Joséphine, voici une lettre qui te prouvera que la tienne a tout à fait manqué son but. Tu voulais me piquer d'honneur, et voilà dix jours que je l'ai reçue sans y avoir répondu. Il est vrai que ces dix jours ont été fort remplis par des visites, des présentations, des dîners, des spectacles, des concerts, voire même des bals. Dieu merci, nous voici en carême, et je commence à me reconnaître un peu.

1. L. Planat, qui ne parlait jamais de ses blessures, en souffrit toute sa vie. F. P.

J'ai été présenté au roi Maximilien, qui est sans contredit le meilleur homme qu'on puisse voir. Il a cette affabilité naturelle, cette bienveillance de cœur que tout l'art du monde ne saurait donner à certains princes. Il est impossible de l'approcher sans l'aimer. Enfin, jeudi dernier, je fus invité à dîner chez ce roi, et comme je n'avais pas encore été présenté à la reine et aux princes de la famille, je fus obligé de bâcler en une demi-heure six autres présentations; la tête m'en tournait, et le dîner vint fort à propos pour me remettre dans mon assiette. Le roi dîne à trois heures et demie, environné de ses enfants, comme un vrai patriarche. En outre, il invite tous les jours cinq ou six personnes à dîner; cela se passe dans ses petits appartements, en sorte qu'il n'y a nulle gêne et point d'étiquette. Du reste, je passe ma vie chez le prince Eugène; il me traite on ne peut mieux; mais rien n'est encore décidé pour ma position future. En attendant, j'ai loué un joli petit appartement, à la portée d'une promenade délicieuse qu'on appelle le Parc ou Jardin anglais.

Ma santé est bonne; je supporte bien le froid des montagnes du Tyrol; je n'ai plus de douleur de côté; enfin, ma jambe va bien, pourvu que je ne la fatigue pas. Adieu, je te quitte pour aller à la répétition. Nous jouons la comédie devant la cour, le 2 du mois prochain, et je suis engagé pour les raisonneurs et les rôles à manteaux. Qu'en dis-tu?

A Abel Planat.

Munich, 6 mars 1822.

Mon cher enfant, je viens de recevoir ta lettre du 22 février, au sujet de la conscription. Il faut faire tout ce qui sera nécessaire pour te tirer de là avec le moins d'argent possible; cependant, cette dernière considération ne

doit pas être un obstacle, et j'y ai déjà pourvu. Constant a entre les mains l'argent nécessaire pour cette dépense, et, vu ma position actuelle, cela ne me gênera pas[1]. D'ailleurs, il faut absolument prendre son parti sur ce qui est inévitable. Le chagrin et le découragement ne mènent à rien de bon, et souvent ils font d'une chose qui n'est que fâcheuse une chose insupportable et désespérante. Je te recommande de mettre en pratique, en toute occasion, ce petit axiome : savoir prendre son parti et ne s'épouvanter de rien; s'accoutumer à envisager les choses froidement, pour en reconnaître le meilleur côté.

A Eugène Lebon.

Munich, 14 mars 1822.

Mon cher Eugène, je viens de recevoir votre lettre du 16 février. J'étais préparé d'avance à tout ce que vous m'annoncez au sujet de la famille. Je vous prie de dire au prince Félix combien je suis pénétré de reconnaissance pour l'intérêt qu'il a bien voulu me témoigner dans ces derniers temps. J'ai su qu'il avait écrit en ma faveur (et de la manière la plus pressante) à tous les membres de la famille, et, quoique ces démarches aient été sans résultat, je n'en sens pas moins le prix. Mais je ne ferai rien moi-même pour obtenir de la famille de l'Empereur ce qu'il n'eût été que juste qu'elle m'accordât; cela ne peut convenir à la dignité d'un homme honoré jadis des bontés de l'Empereur. Puisque c'est un parti pris d'abandonner ceux qui se sont sacrifiés pour lui, il n'y a qu'à se résigner.

Je suis arrivé à Munich le 8 février. Le prince Eugène et la princesse m'accueillirent à merveille et me témoi-

1. Cette position était encore tout à fait précaire, mais il s'agissait de faire accepter l'offre. F. P.

gnèrent beaucoup d'intérêt, mais voilà tout. Depuis ce temps, j'y dîne cinq fois par semaine ; je suis de tous leurs plaisirs ; je vais au théâtre dans leur loge ; mais... de Caron, pas un mot. L'emploi que Lavalette avait en vue est rempli par un ancien serviteur du prince, qui paraissait ne l'avoir accepté que provisoirement et par complaisance, mais qui s'est décidé, dès qu'il m'a vu arriver. Enfin, j'éprouve ce qui arrive ordinairement aux nouveaux venus ; c'est à qui leur fermera les avenues. Je ne fais rien pour combattre ces petites menées, persuadé que le calme, la réserve et le temps sont les meilleures armes à leur opposer. Mais cet état ne serait pas tenable au delà d'un mois encore, car mes ressources diminuent d'une manière sensible. Mme de Sévigné a bien raison de dire qu'il n'y a rien qui ruine comme de n'avoir pas d'argent. Le malheur est un gouffre, où tout va s'engloutir avec une rapidité effrayante. J'ai dû faire un nouveau sacrifice de trois mille francs pour arracher mon plus jeune frère au service militaire. Enfin le croiriez-vous, cher Eugène ? des vingt mille francs du legs de la princesse, il ne m'en reste plus que douze.

Au milieu de tant de contrariétés, j'admire cette Providence bienfaisante qui m'envoie une santé beaucoup meilleure que dans les années précédentes, et qui me donne la force de supporter gaiement les coups du sort. Il me paraît même, au ton de votre lettre, que mon avenir vous touche et vous inquiète plus que moi-même. Ces marques de votre amitié me sont précieuses ; je vous avouerai même que je m'y complais ; mais, après ce petit mouvement d'égoïsme et d'amour-propre, je dois vous rassurer. C'est un malheur, sans doute, que de descendre ; mais voyons-nous autre chose depuis huit ans ? Enfin je suis homme et je puis travailler. En définitive, personne ne meurt de faim, et la nécessité suggère, au plus faible comme au plus sot, les

moyens de se tirer d'affaire. Je me confie beaucoup à ce que les uns nomment le hasard, et les autres la Providence. Si vous saviez tout ce que j'ai gagné en philosophie pratique depuis les grands et terribles événements qui nous ont frappés, vous en seriez surpris, car vous m'avez vu bien différent, il y a deux ans[1] !

Au même.

Ismaning, 8 juin 1822.

Mon cher Eugène, je conçois votre spleen ; je vous plains comme un homme à qui ces sortes de tourments ne sont point étrangers. Que j'aurais de choses à vous dire là-dessus, et que je voudrais vous tenir ici pendant vingt-quatre heures seulement ! Mais, à propos, qui vous empêcherait donc de faire une petite excursion de quinze jours à Munich ? Nous avons ici tout ce qui peut flatter un amateur des beaux-arts. Vous me trouverez fort proprement établi dans mon ménage de garçon ; j'aurai un lit à vous donner, une jolie chambre, à portée de la plus belle promenade que vous puissiez imaginer ; ma cuisinière sera à vos ordres ; enfin, à l'exception d'un équipage que je ne puis vous offrir, vous serez confortablement chez moi. Je fais peindre des hêtres dans mon salon, pour me coucher dessous et pour dire comme Tityre : *Deus nobis hæc otia fecit ;* excepté qu'au lieu d'être sur la terre, je serai sur un bon canapé élastique et douillet.

1. Il semblait que la fortune voulût récompenser tant d'abnégation. Le jeune frère de L. Planat tira un bon numéro, et, peu de jours après, le prince Eugène écrivit à Planat, dans les termes les plus affectueux, qu'il le considérait comme définitivement attaché à son service, en la même qualité et avec le même traitement affecté à tous ses anciens aides de camp. Toutefois, le prince ajoutait que, n'ayant officiellement aucun titre militaire à sa disposition, il lui offrait, comme à tous ses camarades, celui de gentilhomme de cour, indispensable à Munich pour être admis à la cour et dans la société qui, naturellement, était celle du prince Eugène. F. P.

Je vous écris d'une jolie maison de campagne, où le prince passe environ six semaines tous les ans. Il y a un jardin délicieux qui n'a point de vilains murs comme en France ; on s'y promène sur une belle pelouse, ombragée de grands tilleuls, restes d'un vieux jardin à la française ; il y fait le plus beau temps possible ; on boit du lait, on fait ses foins, on chasse au cerf, on lit, on joue au billard, on chante, on fait la cour aux dames ; enfin, c'est une vie de château, la plus agréable du monde. Cela va se renouveler à Eichstett, dans un mois, sur une plus grande échelle ; nous y recevrons le prince Oscar de Suède ; on y jouera la comédie (et vous saurez que votre serviteur y a déjà eu un succès prodigieux) ; puis des tableaux charmants, dans lesquels je fais les héros africains et les têtes d'expression. Vous saurez aussi que je me suis mis en tête d'apprendre à dessiner le paysage, et que j'y fais merveille. Comme nous passons six mois de l'année à la campagne, j'ai pensé qu'il fallait s'y créer une occupation analogue à ce séjour. Mon exemple a entraîné la plus jeune des dames de la princesse, en sorte que l'émulation s'en mêle, sans compter des sentiments plus doux.

Vous voulez que je vous donne des nouvelles de Jules. Ce pauvre frère est à Paris dans une profonde obscurité ; il s'est entièrement livré à la peinture, dont il veut faire son gagne-pain. Il fait déjà de fort jolies choses, mais la fierté de son caractère l'empêche de tirer parti de ses talents, comme il le pourrait avec un peu plus de souplesse ; car, à moins d'un talent supérieur et d'une vogue décidée, on a besoin de protection dans les arts, comme dans toute autre chose. Jules a conservé beaucoup d'attachement pour le jeune prince Napoléon[1] ; mais il ne lui écrit pas, justement par ce même motif de fierté exagérée. Quant à ses opinions,

1. Fils aîné du roi Louis de Hollande, frère de Napoléon III, mort à Florence en 1832. F. P.

elles sont comme celles de tous nos jeunes gens de notre époque, c'est-à-dire qu'elles tournent au républicanisme.

Vous seriez bien aimable de me donner de ces petites nouvelles d'intérieur, auxquelles je prends toujours tant d'intérêt; je suis constant dans mes affections, et je conserve à Campo-Marzo un souvenir de reconnaissance; c'est là que j'ai commencé à respirer, après cinq ans de malheur, d'oppression et de persécutions de tout genre. N'admirez-vous pas avec moi par quels chemins extraordinaires la Providence m'a conduit enfin dans le port?

*A Madame Ch***.*

Eichstett, 6 septembre 1822.

Je t'ai dit que nous attendions ce prince Oscar avec une certaine impatience; déjà même ces retards commençaient à donner de l'inquiétude. La princesse-mère et la princesse fille étaient pâles et avaient les yeux rouges; tout ce qui les entoure s'agitait, se creusait et se montait la tête; les faiseurs, les mouches du coche étaient en grand travail; moi seul, au milieu de toute cette agitation, armé de mon système d'indifférentisme, je restais calme et impassible. A tout ce qu'on me disait, je répondais: « Il n'y a rien à faire qu'à attendre; toute démarche qui montrerait de la pique ou de l'impatience serait contre la dignité et contre les véritables intérêts de la famille. » Heureusement, le prince et Darnay étaient de cet avis, ce qui empêcha maintes sottises. Enfin, Oscar le désiré arriva le 23 du mois dernier. Il n'eut qu'à se montrer pour dissiper tous les nuages, pour effacer toutes les mauvaises impressions. Figure-toi un beau jeune homme de vingt-trois ans, avec de grands yeux noirs vifs et doux, un sourire charmant, les plus belles dents du monde, des cheveux noirs naturellement bouclés, la grâce

tumés à l'entendre. J'en témoignai mon étonnement au prince Eugène, au sortir de l'audience, et il convint avec moi que ce langage n'était guère séant dans la bouche d'un roi. Mais à Munich tout le monde y était accoutumé, hommes et femmes; car le bon roi ne se gênait pour personne, pas même pour les jeunes princesses, ses filles. Je dis au prince Eugène, que le roi me semblait justifier sa réputation de bonté, et la grande popularité dont il jouissait. Il me répondit, avec un sourire tant soit peu ironique : « Oui, mon beau-père est un excellent homme, pourvu qu'on ne se frotte pas au droit divin. Il ferait pendre sans le moindre remords tous ceux qui, dans les Chambres, font opposition à son gouvernement, comme aussi le paysan qui aurait tué un lapin dans ses chasses. Et puis ces rois sont tous les mêmes; autrefois ils tremblaient devant l'Empereur, aujourd'hui ils tremblent devant Metternich. Si je n'étais pas son gendre, je doute qu'il m'eût accueilli dans ses États, par la crainte de déplaire à Metternich. »

Je n'ai encore rien dit de la princesse Auguste, fille aînée du roi Max et femme du prince Eugène. Je ne l'avais pas entrevue depuis le mariage de l'Empereur avec Marie-Louise, et je trouvai que le temps avait exercé de grands ravages sur sa beauté, naguère si vantée. Elle avait, à la vérité, conservé sa belle taille, ses manières gracieuses et cet air de princesse qui, quoi qu'on en dise, n'appartient qu'aux personnes d'ancienne race royale; mais c'étaient là à peu près les seuls avantages extérieurs qui lui restaient. La princesse Auguste, comme presque toutes les personnes de son rang, avait reçu une détestable éducation dans tout ce qui ne concernait pas la représentation. Le bon naturel de la princesse Auguste, et une élévation de sentiments peu commune, triomphèrent d'une éducation si mal dirigée. A la vérité, elle resta sans grande culture d'esprit, mais elle remplit admirablement ses devoirs d'épouse et de mère,

et se glorifia toujours d'être la femme du prince Eugène.

Après sept années de tribulations, je me trouvai tout à coup jeté dans une vie de fêtes et de plaisir tout à fait nouvelle pour moi. Je m'en serais bien vite dégoûté, si mes journées n'avaient été remplies par des occupations sérieuses. Au bout de quelques jours, le prince ne pouvait plus se passer de moi. Il m'avait chargé de sa correspondance et de son cabinet topographique. Ma connaissance parfaite des langues allemande et italienne, de même qu'une grande facilité de rédaction, me rendaient précieux pour lui. Il était pair du royaume de Bavière, et avait besoin de se tenir au courant de toutes les questions d'intérêt public, concernant l'Allemagne en général, et l'État bavarois en particulier; à cet effet, je lui faisais tous les jours des extraits ou traductions des brochures et journaux qui traitaient de ces matières. Enfin, j'étais suffisamment occupé jusqu'à quatre heures, et assez content de moi, pour pouvoir me livrer sans remords aux divertissements de la soirée.

A Munich, une fois présenté à la cour, on était admis partout, sans avoir besoin d'invitation particulière. Cet usage s'est un peu modifié depuis. Comme le carême approchait, les bals et les fêtes se succédaient avec une espèce de rage. Ceux du prince Eugène étaient les plus courus et les plus gais, et la famille royale ne manquait jamais d'y venir. Il faut que je donne une idée des principaux personnages qui en faisaient partie.

J'ai déjà dit que le roi Max avait passé sa jeunesse au service de la France et à la cour de Marie-Antoinette. Il était alors cadet de la branche palatine de Deux-Ponts, et bien loin de prévoir la haute fortune qui l'attendait, car il y avait alors sept princes entre lui et l'électeur Charles-Théodore, qui n'avait point d'héritiers. Mais, en moins de vingt ans, tous les princes mâles des branches de Sulzbach,

de Neubourg et de Deux-Ponts s'éteignirent, moins le beau prince Max qui, en 1798, devint électeur de Bavière.

Le roi Max avait épousé en premières noces une princesse de Hesse-Darmstadt. De ce premier mariage, il avait eu quatre enfants. L'aîné naquit à Strasbourg; c'est le roi Louis. Le second enfant fut la princesse Auguste, admirablement belle dans sa jeunesse, qui, en 1806, épousa le prince Eugène. Ensuite vint l'impératrice douairière d'Autriche, mariée d'abord au prince héréditaire de Wurtemberg. Après les événements de 1815, le prince, devenu roi de Wurtemberg, demanda et obtint son divorce, auquel le pape acquiesça, quoique la princesse fût catholique. Ces petites gracieusetés entre princes et papes ne sont pas rares dans l'histoire. Très peu de temps après, elle épousa l'empereur d'Autriche, François Ier, qui avait déjà enterré trois femmes; mais, cette fois-ci, ce fut elle qui l'enterra. Enfin, le quatrième de ses enfants n'a été remarquable que par une beauté peu commune. Il était l'ami sincère du prince Eugène, malgré la divergence de leurs opinions.

Devenu veuf en 1794, le prince Max s'était remarié avec une princesse de Bade, qui ne le rendit pas très heureux. Cette princesse avait eu un tendre attachement pour le duc d'Enghien, lorsque l'armée de Condé séjourna à Carlsruhe. Aussi devint-elle une ardente ennemie de l'Empereur, lorsqu'elle apprit l'exécution de ce malheureux prince. Quoiqu'elle n'aimât pas son mari, elle ne laissa pas de lui donner huit enfants, dont un fils et sept filles, tous enfants jumeaux. Le fils mourut, ainsi qu'une fille. Des six autres, l'une est devenue reine de Prusse, l'autre reine de Saxe, la troisième est la fameuse archiduchesse Sophie, mère de l'empereur d'Autriche actuel (1850).

Nous reprenons, après ce fragment, la correspondance de L. Planat : elle nous aidera à raconter les événements de sa vie pendant le séjour de onze années qu'il fit en Bavière. F. P.

*A Madame Ch***.*

Munich, 9 février 1822.

Ma chère Joséphine, mon voyage s'est fort bien passé et sans grande fatigue. Je me porte bien, sauf mon pied qui est toujours *debolino*[1].

J'ai dîné aujourd'hui chez le prince Eugène, qui m'a reçu à merveille, ainsi que la princesse. C'est un couple charmant, et leur vie intérieure est des plus heureuses. Chemin faisant, j'ai vu deux docteurs allemands, enthousiastes comme moi de l'Empereur, mais enthousiastes à l'allemande, c'est-à-dire avec des têtes montées et chauffées à un degré dont nous n'avons pas d'idée en France. Ils le mettent au-dessus de tout ce qui a existé jusqu'à ce jour, y compris Jésus-Christ, et ne sont nullement éloignés d'en faire un Dieu. J'ai passé des moments bien agréables avec ces bons docteurs qui, d'ailleurs, sont des gens de beaucoup d'esprit et d'un mérite reconnu. La reine Hortense m'a aussi fort fêté à mon passage à Augsbourg.

A la même.

Munich, 23 février 1822.

Ma chère Joséphine, voici une lettre qui te prouvera que la tienne a tout à fait manqué son but. Tu voulais me piquer d'honneur, et voilà dix jours que je l'ai reçue sans y avoir répondu. Il est vrai que ces dix jours ont été fort remplis par des visites, des présentations, des dîners, des spectacles, des concerts, voire même des bals. Dieu merci, nous voici en carême, et je commence à me reconnaître un peu.

1. L. Planat, qui ne parlait jamais de ses blessures, en souffrit toute sa vie. F. P.

J'ai été présenté au roi Maximilien, qui est sans contredit le meilleur homme qu'on puisse voir. Il a cette affabilité naturelle, cette bienveillance de cœur que tout l'art du monde ne saurait donner à certains princes. Il est impossible de l'approcher sans l'aimer. Enfin, jeudi dernier, je fus invité à dîner chez ce roi, et comme je n'avais pas encore été présenté à la reine et aux princes de la famille, je fus obligé de bâcler en une demi-heure six autres présentations; la tête m'en tournait, et le dîner vint fort à propos pour me remettre dans mon assiette. Le roi dîne à trois heures et demie, environné de ses enfants, comme un vrai patriarche. En outre, il invite tous les jours cinq ou six personnes à dîner; cela se passe dans ses petits appartements, en sorte qu'il n'y a nulle gêne et point d'étiquette. Du reste, je passe ma vie chez le prince Eugène; il me traite on ne peut mieux; mais rien n'est encore décidé pour ma position future. En attendant, j'ai loué un joli petit appartement, à la portée d'une promenade délicieuse qu'on appelle le Parc ou Jardin anglais.

Ma santé est bonne; je supporte bien le froid des montagnes du Tyrol; je n'ai plus de douleur de côté; enfin, ma jambe va bien, pourvu que je ne la fatigue pas. Adieu, je te quitte pour aller à la répétition. Nous jouons la comédie devant la cour, le 2 du mois prochain, et je suis engagé pour les raisonneurs et les rôles à manteaux. Qu'en dis-tu?

A Abel Planat.

Munich, 6 mars 1822.

Mon cher enfant, je viens de recevoir ta lettre du 22 février, au sujet de la conscription. Il faut faire tout ce qui sera nécessaire pour te tirer de là avec le moins d'argent possible; cependant, cette dernière considération ne

doit pas être un obstacle, et j'y ai déjà pourvu. Constant a entre les mains l'argent nécessaire pour cette dépense, et, vu ma position actuelle, cela ne me gênera pas[1]. D'ailleurs, il faut absolument prendre son parti sur ce qui est inévitable. Le chagrin et le découragement ne mènent à rien de bon, et souvent ils font d'une chose qui n'est que fâcheuse une chose insupportable et désespérante. Je te recommande de mettre en pratique, en toute occasion, ce petit axiome : savoir prendre son parti et ne s'épouvanter de rien; s'accoutumer à envisager les choses froidement, pour en reconnaître le meilleur côté.

A Eugène Lebon.

Munich, 14 mars 1822.

Mon cher Eugène, je viens de recevoir votre lettre du 16 février. J'étais préparé d'avance à tout ce que vous m'annoncez au sujet de la famille. Je vous prie de dire au prince Félix combien je suis pénétré de reconnaissance pour l'intérêt qu'il a bien voulu me témoigner dans ces derniers temps. J'ai su qu'il avait écrit en ma faveur (et de la manière la plus pressante) à tous les membres de la famille, et, quoique ces démarches aient été sans résultat, je n'en sens pas moins le prix. Mais je ne ferai rien moi-même pour obtenir de la famille de l'Empereur ce qu'il n'eût été que juste qu'elle m'accordât; cela ne peut convenir à la dignité d'un homme honoré jadis des bontés de l'Empereur. Puisque c'est un parti pris d'abandonner ceux qui se sont sacrifiés pour lui, il n'y a qu'à se résigner.

Je suis arrivé à Munich le 8 février. Le prince Eugène et la princesse m'accueillirent à merveille et me témoi-

1. Cette position était encore tout à fait précaire, mais il s'agissait de faire accepter l'offre. F. P.

gnèrent beaucoup d'intérêt, mais voilà tout. Depuis ce temps, j'y dîne cinq fois par semaine ; je suis de tous leurs plaisirs ; je vais au théâtre dans leur loge ; mais... de Caron, pas un mot. L'emploi que Lavalette avait en vue est rempli par un ancien serviteur du prince, qui paraissait ne l'avoir accepté que provisoirement et par complaisance, mais qui s'est décidé, dès qu'il m'a vu arriver. Enfin, j'éprouve ce qui arrive ordinairement aux nouveaux venus; c'est à qui leur fermera les avenues. Je ne fais rien pour combattre ces petites menées, persuadé que le calme, la réserve et le temps sont les meilleures armes à leur opposer. Mais cet état ne serait pas tenable au delà d'un mois encore, car mes ressources diminuent d'une manière sensible. Mme de Sévigné a bien raison de dire qu'il n'y a rien qui ruine comme de n'avoir pas d'argent. Le malheur est un gouffre, où tout va s'engloutir avec une rapidité effrayante. J'ai dû faire un nouveau sacrifice de trois mille francs pour arracher mon plus jeune frère au service militaire. Enfin le croiriez-vous, cher Eugène? des vingt mille francs du legs de la princesse, il ne m'en reste plus que douze.

Au milieu de tant de contrariétés, j'admire cette Providence bienfaisante qui m'envoie une santé beaucoup meilleure que dans les années précédentes, et qui me donne la force de supporter gaiement les coups du sort. Il me paraît même, au ton de votre lettre, que mon avenir vous touche et vous inquiète plus que moi-même. Ces marques de votre amitié me sont précieuses ; je vous avouerai même que je m'y complais ; mais, après ce petit mouvement d'égoïsme et d'amour-propre, je dois vous rassurer. C'est un malheur, sans doute, que de descendre ; mais voyons-nous autre chose depuis huit ans? Enfin je suis homme et je puis travailler. En définitive, personne ne meurt de faim, et la nécessité suggère, au plus faible comme au plus sot, les

moyens de se tirer d'affaire. Je me confie beaucoup à ce que les uns nomment le hasard, et les autres la Providence. Si vous saviez tout ce que j'ai gagné en philosophie pratique depuis les grands et terribles événements qui nous ont frappés, vous en seriez surpris, car vous m'avez vu bien différent, il y a deux ans[1] !

Au même.

Ismaning, 8 juin 1822.

Mon cher Eugène, je conçois votre spleen ; je vous plains comme un homme à qui ces sortes de tourments ne sont point étrangers. Que j'aurais de choses à vous dire là-dessus, et que je voudrais vous tenir ici pendant vingt-quatre heures seulement ! Mais, à propos, qui vous empêcherait donc de faire une petite excursion de quinze jours à Munich ? Nous avons ici tout ce qui peut flatter un amateur des beaux-arts. Vous me trouverez fort proprement établi dans mon ménage de garçon ; j'aurai un lit à vous donner, une jolie chambre, à portée de la plus belle promenade que vous puissiez imaginer ; ma cuisinière sera à vos ordres ; enfin, à l'exception d'un équipage que je ne puis vous offrir, vous serez confortablement chez moi. Je fais peindre des hêtres dans mon salon, pour me coucher dessous et pour dire comme Tityre : *Deus nobis hæc otia fecit ;* excepté qu'au lieu d'être sur la terre, je serai sur un bon canapé élastique et douillet.

1. Il semblait que la fortune voulût récompenser tant d'abnégation. Le jeune frère de L. Planat tira un bon numéro, et, peu de jours après, le prince Eugène écrivit à Planat, dans les termes les plus affectueux, qu'il le considérait comme définitivement attaché à son service, en la même qualité et avec le même traitement affecté à tous ses anciens aides de camp. Toutefois, le prince ajoutait que, n'ayant officiellement aucun titre militaire à sa disposition, il lui offrait, comme à tous ses camarades, celui de gentilhomme de cour, indispensable à Munich pour être admis à la cour et dans la société qui, naturellement, était celle du prince Eugène. F. P.

Je vous écris d'une jolie maison de campagne, où le prince passe environ six semaines tous les ans. Il y a un jardin délicieux qui n'a point de vilains murs comme en France ; on s'y promène sur une belle pelouse, ombragée de grands tilleuls, restes d'un vieux jardin à la française ; il y fait le plus beau temps possible ; on boit du lait, on fait ses foins, on chasse au cerf, on lit, on joue au billard, on chante, on fait la cour aux dames ; enfin, c'est une vie de château, la plus agréable du monde. Cela va se renouveler à Eichstett, dans un mois, sur une plus grande échelle ; nous y recevrons le prince Oscar de Suède ; on y jouera la comédie (et vous saurez que votre serviteur y a déjà eu un succès prodigieux) ; puis des tableaux charmants, dans lesquels je fais les héros africains et les têtes d'expression. Vous saurez aussi que je me suis mis en tête d'apprendre à dessiner le paysage, et que j'y fais merveille. Comme nous passons six mois de l'année à la campagne, j'ai pensé qu'il fallait s'y créer une occupation analogue à ce séjour. Mon exemple a entraîné la plus jeune des dames de la princesse, en sorte que l'émulation s'en mêle, sans compter des sentiments plus doux.

Vous voulez que je vous donne des nouvelles de Jules. Ce pauvre frère est à Paris dans une profonde obscurité ; il s'est entièrement livré à la peinture, dont il veut faire son gagne-pain. Il fait déjà de fort jolies choses, mais la fierté de son caractère l'empêche de tirer parti de ses talents, comme il le pourrait avec un peu plus de souplesse ; car, à moins d'un talent supérieur et d'une vogue décidée, on a besoin de protection dans les arts, comme dans toute autre chose. Jules a conservé beaucoup d'attachement pour le jeune prince Napoléon[1] ; mais il ne lui écrit pas, justement par ce même motif de fierté exagérée. Quant à ses opinions,

1. Fils aîné du roi Louis de Hollande, frère de Napoléon III, mort à Florence en 1832. F. P.

elles sont comme celles de tous nos jeunes gens de notre époque, c'est-à-dire qu'elles tournent au républicanisme.

Vous seriez bien aimable de me donner de ces petites nouvelles d'intérieur, auxquelles je prends toujours tant d'intérêt; je suis constant dans mes affections, et je conserve à Campo-Marzo un souvenir de reconnaissance; c'est là que j'ai commencé à respirer, après cinq ans de malheur, d'oppression et de persécutions de tout genre. N'admirez-vous pas avec moi par quels chemins extraordinaires la Providence m'a conduit enfin dans le port?

*A Madame Ch***.*

Eichstett, 6 septembre 1822.

Je t'ai dit que nous attendions ce prince Oscar avec une certaine impatience; déjà même ces retards commençaient à donner de l'inquiétude. La princesse-mère et la princesse fille étaient pâles et avaient les yeux rouges; tout ce qui les entoure s'agitait, se creusait et se montait la tête; les faiseurs, les mouches du coche étaient en grand travail; moi seul, au milieu de toute cette agitation, armé de mon système d'indifférentisme, je restais calme et impassible. A tout ce qu'on me disait, je répondais: « Il n'y a rien à faire qu'à attendre; toute démarche qui montrerait de la pique ou de l'impatience serait contre la dignité et contre les véritables intérêts de la famille. » Heureusement, le prince et Darnay étaient de cet avis, ce qui empêcha maintes sottises. Enfin, Oscar le désiré arriva le 23 du mois dernier. Il n'eut qu'à se montrer pour dissiper tous les nuages, pour effacer toutes les mauvaises impressions. Figure-toi un beau jeune homme de vingt-trois ans, avec de grands yeux noirs vifs et doux, un sourire charmant, les plus belles dents du monde, des cheveux noirs naturellement bouclés, la grâce

et la fraîcheur de son âge, une assurance modeste et un fort bel uniforme par-dessus tout cela. Voilà ce que l'on vit à la descente de voiture, et ce qui enchanta tout le monde. Cette première soirée fut un peu froide ; on s'observait, on s'étudiait mutuellement ; la princesse Joséphine, belle comme une madone de Raphaël, avait les yeux constamment baissés ; mais, dès ce moment, sa physionomie, que nous trouvions toujours froide, s'anima et prit une expression qui ne l'a plus quittée ; cela m'a rappelé ce refrain suranné d'une chanson qui ne l'est pas moins : « Crac, voilà la statue animée ! » Pour en revenir à notre prince Oscar, voici les personnes qui composent sa suite :

Le baron de Wetterstett, chancelier, excellence, homme aimable et spirituel, d'environ quarante-cinq ans ; physionomie douce et fine, coiffure et contenance diplomatiques. Le comte de Possé, joli jeune homme de vingt-cinq ans, avec de petites moustaches noires cirées, peu d'esprit, beaucoup d'assurance, de belles dents qu'il montre à tout propos, visage toujours riant, qui ressemble beaucoup à un masque de Venise. Le comte de Loewenhielm, grand homme mince, actif, remuant, plein de talents, un nez aquilin qui porte à merveille une paire de bésicles, du feu, du caractère, beaucoup d'empressement et de hardiesse auprès des femmes. Le comte d'Oxenstiern, camarade d'études du prince Oscar, d'une jolie figure, doux, timide, sentimental, bon musicien. Le baron de Stedingk, jeune homme de l'âge du prince Oscar, élevé en France, plein de bon sens et d'instruction, poli, affectueux, d'un extérieur peu agréable. Enfin le général baron de Thott, M. de Krog, conseiller d'État norvégien ; M. Thelming, médecin ; M. Arénius, secrétaire, personnages muets.

Il faut maintenant que je te fasse connaître aussi les personnes qui composent notre petite cour. Commençons par les femmes : La baronne de W..., chanoinesse, grande maîtresse de la princesse Auguste et autrefois sa gouver-

nante ; 72 ans, les yeux larmoyants, mais le jarret ferme, élevée à l'Abbaye-aux-Bois ; ne connaît rien de comparable à l'ancienne cour et à l'ancien régime ; tendresse aveugle pour sa princesse ; sans pitié pour des faiblesses qu'elle n'a jamais eues : tête vive, imagination ardente, aimant ou haïssant bien ; faisant salon avec la fièvre ou une fluxion de poitrine ; sa devise est : « Plutôt mourir que de ne pas représenter. » — La comtesse T... de la P..., femme respectable, bonne mère de famille, mais d'un esprit aigre et caustique, fort entichée de sa noblesse, mêlant d'une manière fort comique les idées libérales de son mari avec les préjugés gothiques de son éducation. Elle a le malheur d'avoir un nez rouge avec des yeux si bleus que son visage en est tricolore. — La comtesse de S..., chanoinesse, 40 ans, petite femme faite au tour, le plus joli pied du monde, de l'esprit et de la gaieté, mais contrariante à l'excès, et cela avec le ton le plus doux et sans jamais se démonter. Une passion malheureuse l'a mise, il y a près de vingt ans, au bord du tombeau, et, depuis lors, elle ne s'est jamais remise complètement ; sourde comme un pot, figure de casse-noisette. — La baronne B..., veuve de l'aide de camp du prince, Italienne, vive et sémillante, âgée de 38 ans, mais pouvant en cacher dix à force d'art, de soins et de gaieté ; une belle gorge, de beaux cheveux noirs ; d'une coquetterie achevée, uniquement occupée à plaire aux hommes et à faire de mauvais tours aux femmes. — La baronne d'A..., chanoinesse, grande et belle personne âgée de 24 à 25 ans, un peu pâle ; douce, indulgente, bien élevée, bonne musicienne, détestant le séjour de la cour, et n'aspirant qu'à se marier pour se tirer de là. Enfin il y a encore Mlle de M..., Française, élevée à Saint-Denis, femme d'esprit et de caractère, gouvernante des princesses Amélie et Théodolinde.

Passons aux portraits des hommes : Le baron T..., maréchal de cour, ancien général de cavalerie, espèce de butor

ignorant et malicieux, faisant et disant des balourdises à la douzaine, bourré par tout le monde, content de tout, mais surtout de lui-même, 58 ans, face réjouie. — Le comte T... de la P..., cousin et ancien aide de camp du prince, brave militaire, franc, loyal, bon ami, mais quelquefois grognon et hargneux; d'un esprit gai et plein de boutades, qui ne vont qu'à lui; goutteux à 34 ans, comme on l'est à 60; bonapartiste décidé. — Le comte M... fils, petit homme assez bien tourné, physionomie basse qu'il cherche à relever avec deux moustaches et une royale; de l'esprit, mais un mauvais ton qui dégénère quelquefois en grossièreté; jouant la comédie à merveille; dirige le théâtre et les tableaux; n'a point d'opinions. Cet homme n'est considéré de personne et pourtant recherché de tout le monde. — Le comte M... père, gouverneur, espèce de petite caricature diplomatique, visage rond et pâle, teint uni et légèrement piqué comme celui d'une vieille coquette; affectant les airs de cour, le ton de mystère et de supériorité d'un diplomate; dominé par le besoin de faire, de paraître et de se mêler de tout; avec de jolies petites mains potelées qu'il agite avec grâce ou qu'il pose précieusement sur son petit ventre ; esprit anecdotier, point de caractère, ni d'élévation dans l'âme. — Le comte de L., évêque de Tempé, aumônier du prince; beau prêtre au teint fleuri, à la jambe fine, toujours tiré à quatre épingles, mielleux, doucereux et pourtant plein d'orgueil et de vanité ; conduite irréprochable, caractère douteux; lié avec tout ce qu'il y a d'ultras en France comme en Bavière; il ne paraît pas avoir plus de 45 ans, bien qu'il ait déjà passé la soixantaine. Enfin votre serviteur, dont je te laisse faire la portraiture.

Après ce préambule, je reviens au prince royal de Suède.

Il y eut théâtre italien. On donna le *Barbier de Séville*. Après le spectacle, le prince Oscar nous chanta un air

suédois et deux romances de sa façon; il a une jolie voix; mais ses compositions ressemblent à ces éternelles romances de chevalerie dont nous avons été empestés pendant quinze ans.

Le lendemain 25 (jour de la Saint-Louis), le prince Eugène arriva dans ma chambre, à neuf heures du matin et avec la figure la plus aimable du monde. Il m'embrassa, me souhaita une bonne fête et me fit cadeau d'une fort belle épingle en turquoise. J'étais encore en robe de chambre et en bonnet de nuit, et je fus tellement saisi de cette aimable attention que je restai sot comme un panier. A dix heures, il y eut grand'messe, car c'était dimanche. Le prince Oscar lorgna beaucoup sa princesse qui en valait bien la peine; elle était belle comme un ange. Après le dîner, les deux princes furent à Neubourg, ville distante de six lieues, pour rendre visite à une vieille duchesse de Bavière, sœur du roi de Saxe et belle-sœur du roi de Bavière, antiquaille s'il en fut, mais du reste bonne et excellente femme. Les princes rentrèrent à dix heures, et le reste de la soirée se passa en famille, à deviser et à faire de la musique. La confiance et la gaieté commencèrent à s'établir; les diplomates lâchèrent un ou deux boutons; on vanta fort le bonheur de vivre avec une aussi aimable famille; on admira la beauté de la princesse Joséphine, sa contenance modeste, et même sa voix, quoiqu'elle chante un peu en pensionnaire.

Le lendemain, 26 juillet, la duchesse de Neubourg arriva, amenant avec elle ses deux dames, dont il faut aussi que je te fasse le portrait : La comtesse de Z..., chanoinesse, âgée de quarante-cinq ans, peau jaune, yeux écarquillés, toujours coiffée comme un chien fou, et mal fagotée du reste. Cette femme est méchante et généralement détestée. — La comtesse de V..., chanoinesse, créature délicieuse, jolie, potelée, blanche, faite au tour, un peu minaudière, une gorge admirable, le son de voix enchanteur,

bonne enfant, point bégueule. Les femmes en disent du mal parce qu'elle est jolie; les hommes parce qu'elle en distingue très peu. Le soir, on joua *Michel et Christine;* le tout fut assez médiocre, excepté le jeu du prince Eugène qui attendrit tout le monde. Néanmoins, comme il arrive toujours en pareil cas, tout le monde fut comblé d'éloges; chacun avait fait merveille, il était impossible de mieux rendre, etc.

Dans la matinée du 27, le prince Oscar me fit prier de monter chez lui. Nous fîmes de la musique pendant une heure, après quoi je causai artillerie avec S. A. R. qui s'y entend fort bien. Je crois que la déclaration se fit ce même jour, car tous les visages étaient radieux.

Le 28, les princes et les princesses furent se promener fort gentiment, tout seuls, par la ville; ils avaient l'air d'être au mieux. Le soir il y eut des tableaux; je ne sais si tu as une idée exacte de ces amusements, qui mettent quelques personnes au supplice pendant une soirée, pour en divertir d'autres pendant un instant. Quoi qu'il en soit, l'illusion fut complète. La princesse mère y parut comme Didon et comme Claude de France. La princesse Joséphine comme sainte Cécile, et comme Madone de Raphaël; elle était admirablement belle. J'y parus comme Achate, comme portrait de Van Dyck, et enfin comme François Ier recevant et montrant à toute sa cour le tableau de la Sainte Famille. Beaucoup de rouge, des moustaches noires, le col nu, de beaux costumes donnèrent à ma figure un effet surprenant; on m'en fit des compliments fort drôles; une dame de la ville (car il y a toujours une centaine d'habitants à ces fêtes) me dit très naïvement : « Vous étiez si beau, que je ne vous aurais jamais reconnu. » A souper, je fis circuler le mot qui nous divertit fort.

Le 29, il y eut une grande chasse; mais le prince Oscar déclara qu'il aimait beaucoup mieux voir courir les cerfs et

les chevreuils que de les tuer. On passa la soirée en famille. Je chantai avec le prince Oscar et Ronconi un trio suédois d'un très bel effet; cette musique du Nord, grave et plaintive, me plaît infiniment. Un peu avant le souper, la princesse Joséphine montra publiquement un solitaire que le roi de Suède lui avait envoyé, et un jonc de gros diamants qu'elle avait reçu le matin du prince Oscar. Dès ce moment, toute la cour suédoise se tourna, à la manière des Perses, vers ce nouveau soleil levant qui devint l'objet de leurs adorations. Les courtisans scandinaves commencèrent à jeter des jalons et à dresser des batteries, pour capter la faveur de leur reine future, et moi, qui n'ai jamais fait un pas pour obtenir des faveurs de cour, j'observais tout cela en riant dans ma barbe, sachant bien que les peines qu'on se donne en pareil cas sont presque toujours perdues, et que la faveur va souvent chercher ceux auxquels on pense le moins, et qui n'ont fait aucun effort pour cela.

Le 30 juillet était la veille du départ des Suédois. Le prince Oscar ne voyait et n'entendait que sa princesse qui répondait le plus naïvement du monde à sa tendresse; ces jeunes et innocentes amours ont quelque chose de touchant et de gracieux. La bonne duchesse de Neubourg arriva avec sa petite cour pour prendre part aux divertissements de cette journée; Mme de Z*** était coiffée d'un bonnet, orné de feuillage et de plumes, qui ressemblait à un nid de cigogne; la jolie V*** elle-même avait une fort vilaine robe de gaze, brochée en vert, qui sentait un peu la friperie, ce qui ne l'empêchait pas d'être à croquer; elle m'a prié de lui donner des leçons de déclamation cet hiver à Munich, ce que j'ai accepté avec empressement.

Après le dîner, il y eut grand cercle, où quatre-vingts personnes de la ville furent invitées; on passa dans la salle du théâtre pour voir la *Jeunesse de Henri V* et les *Deux Précepteurs*. Le prince Oscar, qui avait absolument voulu

prendre un rôle, joua celui de Rochester en véritable écolier; on me demanda mon avis; je dis tout simplement que les rôles de roués ne lui convenaient pas. Dans les *Deux Précepteurs*, qui est une farce assez spirituelle, Tascher et moi, nous enlevâmes tous les suffrages; la salle retentissait des éclats de rire et d'applaudissements. Lorsque nous rentrâmes au salon, tout le monde nous embrassa, nous remercia, nous félicita. On était tout étonné de voir qu'un personnage aussi grave et aussi sérieux que moi eût pu saisir toutes les intentions bouffonnes d'un rôle de Potier et les eût rendues avec naturel.

Enfin arriva le 31 août, jour terrible du départ, jour ardemment désiré par moi. On déjeuna à neuf heures. La princesse Joséphine était pâle et avait les yeux rouges, son jeune prince était pensif et languissant. Je trouvai qu'ils auraient mieux fait de déjeuner avec les parents dans leur intérieur, et de nous laisser rire encore quelques moments avec les Suédois; et puis il ne me paraissait ni digne ni décent d'exposer ainsi l'innocente douleur de la jeune princesse aux regards curieux. La bonne maman W.., qui a l'âme assez fière, fut de mon avis. Enfin, à dix heures et demie, toute la Suède se mit en route pour Munich. Le prince Eugène partit une heure après. Le lendemain partit Mme B..., puis Tascher et sa femme. Enfin, de trente-quatre personnes que nous étions presque toujours à table, nous ne sommes plus que sept. J'ai payé par une bonne migraine les fatigues de ces huit journées, mais à cela près ma santé est bonne.

A Eugène Lebon.

Arenenberg, 26 octobre 1822.

Mon cher Eugène, me voici dans ces mêmes lieux d'où je vous écrivais il y a quinze mois; que de changements se

sont opérés depuis lors, et dans les intérêts privés et dans les intérêts publics! Ceux qui, comme moi, se sont tirés sains et saufs de ce grand naufrage doivent s'estimer bien heureux. Oui, mon cher Eugène, il est très vrai que je suis heureux, et que j'apprécie mon bonheur, par toutes les tribulations de ma vie passée. Le calme est rentré dans mon âme, les passions se taisent, la raison reprend son empire, et qu'on ne dise pas qu'elle n'a pas ses jouissances. Cette opinion banale est bien fausse; les jouissances de la raison, pour être d'un ordre plus élevé, plus calme que les autres, n'en sont pas moins réelles. Si j'avais besoin d'exemples pour me convaincre de cette vérité, ils ne me manqueraient point ici. Le prince Eugène et sa sœur me les fourniraient; une raison parfaite, une humeur égale, cette bonté qui dérive de la force d'âme, un détachement complet et sincère des grandeurs passées, voilà ce que je trouve chez eux, et ce qui m'a rendu le repos. Ajoutez-y tous les égards, les bons procédés, et la confiance qui rendent la dépendance insensible, et vous concevrez pourquoi je me trouve si bien.

Adieu, cher ami, ne soyez pas si paresseux; donnez-moi des nouvelles de la colonie qui m'intéresse toujours. Je ne suis pas de ceux que le bonheur rend ingrats et oublieux!

NOUVEAU FRAGMENT[1]

Dans l'hiver de 1822 à 1823, la reine Hortense, étant à Augsbourg, écrivit à son frère, pour le prier de permettre que je l'accompagnasse dans un voyage qu'elle voulait

1. Dicté à Paris, 1850. F. P.

faire, pour rendre visite à sa cousine, la grande-duchesse douairière de Bade, qui avait le siège de son douaire au château de Manheim. Le prince accéda sur-le-champ à la demande de sa sœur, et je partis le lendemain, fort heureux de voir et de connaître quelques nouveaux personnages, et aussi de rompre la vie monotone et fastidieuse des soirées de Munich. Arrivé à Augsbourg, la reine Hortense me reçut le plus gracieusement du monde, et me demanda pardon d'avoir ainsi disposé de moi. Je n'ai pas besoin de dire ce que je répondis; cela est indiqué par les usages de la cour. Je passai la nuit à Augsbourg, et le lendemain nous nous acheminâmes en poste, par la route de Stuttgard.

J'avais un extrême désir de connaître la grande-duchesse, que je n'avais fait qu'entrevoir au congrès d'Erfurt. Elle était alors dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté, fort courtisée par tout ce qu'il y avait là de rois et de princes, et surtout par l'empereur Alexandre; mais en tout bien, tout honneur. On sait que ce monarque, très empressé auprès des belles, se borna toujours aux hommages les plus respectueux. Quinze ans s'étaient écoulés depuis lors. Aussi trouvai-je la grande-duchesse fort changée. Elle avait pris un peu d'embonpoint, ce qui ne lui messeyait pas; son teint n'avait plus de fraîcheur, mais il était blanc et uni; ses yeux bleus, un peu couverts, avaient toujours cette expression douce, caressante et spirituelle que j'avais remarquée à Erfurt; mais le grain de malice qui s'y mêlait alors avait entièrement disparu; son sourire était gracieux et extrêmement attrayant. Enfin elle était encore belle et son aspect me fut très sympathique. Je crois, sans trop de présomption, que je produisis le même effet sur elle. Mais je coupe mal à propos ma narration; il faut que j'y revienne.

Il était presque nuit, lorsque nous arrivâmes au château

de Manheim. La reine Hortense y fut reçue avec un certain appareil. Toute la maison de la grande-duchesse l'attendait au pied du grand escalier qu'elle monta, précédée du grand maître et d'un chambellan, et entourée des dames de cour. Nous trouvâmes la grande-duchesse Stéphanie au haut du grand escalier, et, après que les deux cousines se furent embrassées, les présentations réciproques se firent sur le palier qui, à vrai dire, est comme un grand salon. Quand vint mon tour, la reine dit : « Le chevalier Planat, aide de camp de mon frère qui a bien voulu le mettre à ma disposition. Vous ne le connaissez pas encore? — Pas personnellement, » dit la grande-duchesse, puis s'adressant à moi : « Monsieur Planat, soyez le bienvenu! il y a fort longtemps que je vous connais de nom; je suis heureuse de vous voir. Je sais quel a été votre dévouement à l'Empereur; je sais tout ce que vous avez souffert et sacrifié pour lui rester fidèle... » Puis, voyant que ces éloges m'embarrassaient, elle ajouta avec vivacité et d'un air enjoué : « Du reste, nous causerons; nous causerons. Vous avez beaucoup à me conter! Je vous préviens que je suis très questionneuse. » Je m'inclinai. On passa dans le salon; les dames s'assirent en cercle, et les hommes restèrent debout, suivant l'usage de la cour, usage qui m'a toujours fort déplu. Je n'ai jamais su faire la conversation sur deux pieds. Je trouve que lorsqu'on est commodément établi sur un bon siège, les idées et les expressions arrivent plus claires et plus abondantes, sans compter qu'on est dispensé de gesticuler, ce que j'ai toujours eu en grande aversion.

Pendant que je suis dans cette position désagréable, je veux essayer de donner une idée de tous les personnages qui se trouvaient dans ce salon. Ces portraits n'auront rien de piquant; mais j'aime à me retracer cette immense galerie de personnages divers, qui ont passé sous mes yeux durant cinquante ans.

Les trois princesses, filles de la grande-duchesse, étaient à côté d'elle. L'aînée, du nom de Louise, était une belle personne fraîche et dodue, un peu trop pleine de santé. Ses yeux bleus avaient un grand charme; elle était, ainsi que ses sœurs, fort bien élevée. On sait que cette princesse épousa le prince Gustave Wasa. Ce mariage fut très malheureux. La princesse Joséphine, qui pouvait avoir alors quatorze ans, était une des figures les plus régulièrement belles que j'aie jamais vues, quoique peut-être un peu trop mignonne. Malheureusement cette jeune princesse était très sourde, ce qui donnait à sa physionomie un air inquiet et timide. Elle épousa, par la suite, le prince de Hohenzollern-Siegmaringen, neveu par sa mère du roi Murat. Ils font, dit-on, très bon ménage, et le prince, ayant cédé récemment sa principauté à la Prusse (1850), ils vivent en simples particuliers avec un gros revenu. Enfin la dernière de ces princesses (aujourd'hui marquise de Douglas) n'était qu'une enfant fort vive et fort espiègle de cinq ou six ans au plus.

Mme de W..., grande maîtresse de la princesse Stéphanie, était une femme plus que sur le retour. Elle venait du faubourg Saint-Germain, et l'on a peine à comprendre qu'une légitimiste aussi outrée se fût mise au service d'une fille adoptive de l'Empereur Napoléon. C'était une petite femme maigre, vive, nerveuse, avec beaucoup d'esprit, mais un peu prétentieuse. Elle avait cet air hautain et résolu qui est propre à l'aristocratie. Elle aimait à dominer et à régenter tout le monde, sans excepter sa princesse.

Pendant les huit jours que nous passâmes à Manheim, j'eus de fréquentes conversations avec Mme de W..., car j'étais à peu près le seul homme avec qui l'on pût causer. On comprend que ces conversations, entre deux personnes d'opinions si opposées, ne pouvaient être que des disputes

polies; mais cela même lui plaisait; elle aimait les contestations, et, dans ce temps-là, je ne les fuyais pas comme aujourd'hui. Nos entretiens roulaient principalement sur la politique et la littérature. Elle portait aux nues les frères de Maistre, et m'obligea à les lire. Tout en rendant justice à ces deux écrivains, je ne partageais pas tout à fait son admiration. Elle avait peu de goût pour Chateaubriand et pour son école; elle lui trouvait une grande incohérence d'idées et d'opinions. Comment pouvait-on être à la fois ultra-libéral et ultra-royaliste? Elle terminait presque toujours nos conversations politiques par ce refrain favori de l'aristocratie et du haut clergé : « La France n'a pas de religion; c'est un pays ingouvernable. » A quoi je ne manquais pas de répondre : « La France a de la religion; elle est facile à gouverner; mais elle ne veut pas du gouvernement des nobles et des évêques. » Nos disputes se terminaient ordinairement par de petites phrases entrecoupées, que nous nous renvoyions avec prestesse comme on fait d'un volant avec des raquettes, exemple : « En vérité je rougis d'être Française. — Et moi je me glorifie d'être Français. — Quel motif avez-vous de vous en glorifier? — La France est toujours à l'avant-garde; elle se sacrifie pour le bien général des nations; c'est un flambeau qui éclaire le monde. — Ce n'est pas un flambeau, c'est une torche. — C'est une torche, si vous voulez, qui brûle les broussailles, pour fertiliser le sol. » Malgré ces discussions véhémentes, ou peut-être à cause de ces discussions, la comtesse de W... me conserva depuis une grande bienveillance. Elle m'écrivit après notre départ plusieurs lettres fort aimables qui pourraient peut-être se retrouver dans un fatras de plus de deux mille lettres que j'ai conservées, et que je n'ai jamais pu mettre complètement en ordre. Je me rappelle seulement cette phrase d'une de ces lettres, qui flatta singulièrement mon amour-propre et mes prétentions d'homme d'esprit, communes à

tous les Français : « On vous regrette fort ici; vous avez été jugé, pesé et trouvé de bon aloi. »

Les deux dames de cour étaient Mmes de Reck et de Kaggeneck. Mme de Reck devait avoir passé la quarantaine. C'était une grande femme mince et assez bien faite, mais fort laide. Elle me rappelait la Duchesnois, ou mieux encore la princesse Antoine de Saxe, d'autant plus qu'elles louchaient effroyablement toutes deux. Mme de Reck avait un esprit très cultivé, fruit d'immenses lectures, faites avec réflexion et intelligence, et, de plus, une mémoire excellente et infaillible. Ces avantages la rendaient extrêmement précieuse à la grande-duchesse, qui voulait connaître la littérature allemande, et qui tenait beaucoup à sa popularité comme princesse d'Allemagne. Toutes les fois qu'un littérateur distingué devait lui être présenté, Mme de Reck la mettait au fait de ses ouvrages, et même quelquefois de son caractère et de ses relations, en sorte que la grande-duchesse, forte de ces renseignements et de son amabilité naturelle, recevait l'auteur de manière à satisfaire pleinement sa vanité. Il pouvait croire qu'elle avait fait une étude particulière de ses ouvrages et qu'elle en avait apprécié le mérite; la princesse avait conquis un prôneur de plus, et l'on sait quelle immense influence la vanité blessée ou satisfaite des écrivains peut exercer sur l'opinion publique. Aussi la princesse Stéphanie était-elle généralement aimée et respectée en Allemagne, et il faut ajouter qu'à part ces petits artifices, à l'usage de beaucoup de princes, elle justifiait ces sentiments par des mœurs irréprochables, par une grande affabilité, une bienfaisance intelligente et un parfait esprit de conduite.

J'eus quelques entretiens intéressants avec Mme de Reck sur la littérature allemande, comparée à celle des autres nations. Mais d'abord, je lui trouvai un souverain mépris pour notre littérature; et puis elle roucoulait en parlant et

prenait des airs tendres et naïfs qui contrastaient avec sa figure.

Mme de Kaggeneck était une toute petite personne, avec une grosse tête toute ronde, de petits yeux vifs, un petit nez retroussé et une grande bouche. Elle était gaie, pétillante et rieuse au possible. On la traitait sans conséquence, mais elle tenait bien sa place au salon qu'elle égayait par son babil et par ses saillies. Mme de W... n'en paraissait pas très édifiée.

En fait d'hommes, le salon de la grande-duchesse était moins brillamment fourni. Outre son grand maître, le baron de Roggenbach, et un jeune chambellan, tous deux fort convenables, mais d'ailleurs peu marquants, on n'y voyait que M. Thomas, maître de dessin des princesses. Il y était admis malgré l'étiquette qui, en Allemagne, n'admet chez les personnes royales que les gens titrés, ou ayant charge à la cour; M. Thomas pouvait faire exception comme Français. C'était un petit homme d'une cinquantaine d'années, à la face rebondie. Il me parut le type d'un de ces plaisants qui firent leur apparition sous le Directoire et se perpétuèrent dans la société parisienne, jusqu'aux premières années de l'Empire. Leur genre d'esprit consistait à débiter dans la conversation des phrases inattendues et fort comiques, en gardant un sérieux imperturbable. Quelquefois ils entreprenaient un pauvre sot, qui n'était pas au fait, et l'entraînaient dans les discussions les plus saugrenues et les plus bouffonnes, sans laisser percer le moindre sourire, au grand divertissement de tous les assistants. On les nommait alors mystificateurs; vers la fin du Directoire ce genre de parasites faisait fureur. Tout grand dîner, toute soirée à la mode, devait avoir son mystificateur et sa victime. M. Thomas appartenait certainement à cette école de mystificateurs qui avait fini par imprimer son cachet à toute la société; je l'ai retrouvé chez une foule de gens d'esprit qui appartenaient à

cette époque. Quant à moi, j'ai toujours eu de l'aversion pour ce talent de société. Pourtant je n'écoutai pas sans intérêt M. Thomas, comme on écoute une mauvaise chanson qui nous rappelle un souvenir d'enfance.

A dix heures, on quitta le salon. On avait besoin de se reposer, et moi plus que personne, car j'avais attrapé un gros rhume qui me donnait la fièvre. Mais au moment où je sortais, la grande-duchesse me retint, en me disant de l'air le plus gracieux : « Maintenant nous allons causer tout à notre aise. » Elle commença par les questions qu'elle m'avait annoncées, et je fus obligé de lui raconter en détail ce que j'avais déjà raconté vingt fois à d'autres, savoir, notre départ de la Malmaison, le voyage de Rochefort, l'embarquement à bord du *Bellérophon*, enfin notre séparation et le départ de l'Empereur pour Sainte-Hélène ; puis ma captivité et toutes les tribulations que j'avais éprouvées depuis 1815 jusqu'à ce moment. Ces redites me sont devenues si fastidieuses que depuis vingt ans je n'en parle jamais à personne, à moins d'y être contraint et forcé[1].

J'abrégeai ma narration le plus que je pus, car j'avais bien besoin de me reposer, et je me doutais, par quelques phrases de la princesse, qu'elle allait, à son tour, me parler d'elle. Je ne me trompais pas. La grande-duchesse me parla d'abord de son mariage, de l'aversion que son mari lui avait d'abord témoignée, en ajoutant : « Je l'avais entièrement conquis en 1814 et je dois dire que, malgré les événements de cette malheureuse époque, il est toujours resté bien pour moi. » Elle me raconta ensuite tous les déboires et toutes les humiliations qu'elle avait eu à subir jusqu'en 1817, de la part de ceux qui l'avaient autrefois le plus adulée; elle se plaignait beaucoup de ses belles-sœurs, et surtout de la reine de Bavière, épouse du roi Max.

1. Cela est *littéralement* vrai. (Voir l'*Avant-propos*.) F. P.

Mais ce qui lui avait été surtout sensible, c'était la conduite de l'empereur Alexandre vis-à-vis d'elle, quoiqu'il fût son beau-frère, ayant épousé une princesse de Bade, sœur du grand-duc. Non seulement il semblait avoir oublié ce lien de parenté, mais encore les galanteries qu'il lui avait prodiguées à Erfurt. En un mot, il l'avait traitée avec le plus froid dédain. La grande-duchesse, en parlant, s'animait beaucoup; elle avait surtout un geste familier qui me troublait et me déconcertait; lorsqu'elle voulait donner plus de force à ses affirmations, elle frappait à coups redoublés du plat de la main sur son corsage de satin, avançant sa tête de plus en plus vers son interlocuteur, sur lequel elle braquait des yeux fixes et ouverts outre mesure. Je ne sais pourquoi cela m'était insupportable; il me semblait avoir devant moi une actrice, déclamant son rôle. Et à ce propos, j'ai remarqué qu'à Paris, les femmes du grand monde se sont presque toujours modelées sur une actrice en vogue. Sous l'Empire, c'était Mlle Mars qui leur servait de modèle; mais que de mauvaises copies! D'ailleurs, ce qui est très bien au théâtre est loin de l'être en société. Sous la Restauration, c'était Mlle Léontine Fay qui servait de type aux belles dames.

L'impression qui me resta de ce long entretien avec la princesse Stéphanie fut qu'avec moins d'abandon que la reine Hortense, comme elle, elle manquait un peu de dignité et que son maintien, comme celui de toutes les princesses de nouvelle fabrique que j'ai connues, trahissait un peu la parvenue. Je fais peu de cas des personnes royales; mais je dois reconnaître, qu'en général, il y a chez les princesses, dites légitimes, un calme, une dignité, une certitude de leur droit qui leur donne une tout autre attitude. Néanmoins la princesse Stéphanie avait des côtés séduisants et même attrayants. Elle aimait par-dessus tout à plaire et à se faire des amis. Elle y réussissait presque toujours.

L. Planat à E. Lebon[1].

Munich, 8 janvier 1823.

... J'ai un service à vous demander, mon cher Eugène. Je ne vis plus que de souvenirs, et je recueille avec soin tout ce qui peut me retracer la mémoire de l'Empereur. Je vous prie de dire au prince Félix qu'il mettra le comble à ses bontés et à ma reconnaissance, en m'envoyant le buste en marbre que la princesse Élisa m'avait destiné. Déjà tout est prêt dans la petite chambre qui lui est réservée; une niche de marbre noir attend l'image révérée; quatre pilastres qui l'accompagnent sont chargés d'inscriptions qui indiquent les nombreux travaux politiques et militaires du héros; enfin les murs sont tapissés de gravures et de portraits, dont le nombre va toujours s'augmentant. Si, dans le cours de vos voyages, vous rencontrez des livres, gravures, médailles, etc., qui aient rapport à l'objet de toutes mes pensées, je vous prie de les acheter pour mon compte, et de me les envoyer par quelque bonne occasion. Je ne suis point pressé, car j'applique désormais à toutes mes actions les proverbes qui recommandent de savoir attendre, et qui font regarder l'impatience comme chose nuisible, dommageable et détruisante. Voilà ce que l'on gagne à vieillir; tout s'émousse, tout s'amortit, et l'on dit que l'on est raisonnable!

Adieu, cher et bon ami; je vous recommande de ne plus rester si longtemps sans m'écrire. Rien ne vous oblige à me faire de longues lettres; les deux phrases essentielles, c'est : *Je me porte bien* et *je vous aime toujours*. Voilà ce qu'il faut me dire au moins une fois par mois.

1. Voir le volume *Correspondance intime*, même date.

*A Madame D***.*

Munich, 6 avril 1823.

Ma chère Henriette, j'avais déjà commencé à te répondre, il y a huit jours, lorsqu'un fâcheux événement est venu nous jeter dans la consternation, et nous a tenus depuis dans des inquiétudes continuelles. Dimanche dernier, jour de Pâques, le prince Eugène fut frappé d'un coup d'apoplexie qui le priva pendant quelques instants de l'usage de la parole et lui crispa tous les traits du côté gauche de la face. D'abondantes saignées et des sinapismes ont d'abord porté remède au mal, et on le croyait déjà convalescent, lorsque jeudi passé, cinquième jour de la maladie, les symptômes les plus alarmants se manifestèrent de nouveau ; on recourut encore à la saignée et à l'application de la glace sur la tête, et aujourd'hui les médecins ont déclaré le prince hors de tout danger. Je n'ai pas besoin de te peindre l'inquiétude et l'agitation qui régnaient dans toute la maison. La pauvre princesse surtout faisait pitié. Pendant ces huit jours, elle n'a presque pas dormi ni mangé. La bonne reine Hortense, accourue d'Augsbourg à la nouvelle de la maladie de son frère, l'a assistée dans les soins qu'elle rendait au prince. Enfin, aujourd'hui, tout va bien et chacun est gai et content.

Au comte Lariboisière.

Munich, 2 décembre 1823.

Mon cher Honoré, il y a bien longtemps que je vous dois une réponse. Mais que peut-on s'écrire, lorsqu'on sait que le secret des lettres n'est point respecté et qu'une diplomatie tracassière et malveillante passe son temps à

chercher, dans ces épanchements de l'âme, des prétextes pour exercer de sourdes persécutions? Que dire de la France, quand, au lieu de cette sagesse, de cette modération qui devrait présider à ses destinées et lui rendre sa force, nous la voyons constamment ballottée par des partis furieux et livrée à tous les genres d'arbitraire et de corruption? J'avoue que cet état de choses m'a inspiré un grand dégoût de tout. Je suis devenu, sinon égoïste, du moins indifférent sur bien des choses. Je vis beaucoup chez moi, en société avec mes livres, et je trouve que cette société vaut mieux que celle des hommes; car, dans ce qu'on appelle le monde, les conversations sont ennuyeuses à l'excès, ou dangereuses dès qu'elles deviennent intéressantes; surtout dans ce pays où l'on rencontre des espions dorés qu'on appelle agents diplomatiques, chargés d'affaires, etc. Comme le système autrichien (qui est aujourd'hui le système de tous les gouvernements) est de replonger le monde dans la nullité, toutes les fois que par ses discours on essaye de sortir de cette léthargie morale, on est sûr d'attirer sur soi les regards de ces argus diplomatiques, et c'est déjà un commencement de jacobinisme à leurs yeux que d'avoir le sens commun. Voilà où nous en sommes ici, et je crois que vous n'êtes guère mieux à Paris, si j'en juge par le ton de certaines feuilles semi-officielles qui, sous les beaux prétextes d'ordre, de morale, de religion, etc., réduisent les hommes à la condition des bêtes.

Gourgaud aura pu vous dire que je suis très heureux dans ma position, et même trop heureux, à ce qu'il prétend[1]. Le prince Eugène est un de ces hommes calmes et solides avec lesquels on se trouve, dès le premier jour,

1. Le général Gourgaud était revenu à Munich pour obtenir du prince Eugène, comme garantie de la rente viagère qu'il lui avait accordée, une hypothèque sur ses biens en France. Le prince Eugène, toujours généreux, consentit à cette demande. F. P.

comme on sera toute sa vie. Il est plein d'égards pour moi, me traite bien et laisse les trois quarts de mon temps à ma disposition. Aussi la vie que je mène est-elle infiniment douce auprès de ce qu'elle a été jusqu'à présent.

Adieu, mon cher Honoré, ne vous formalisez pas de voir cette lettre écrite par une main étrangère. J'ai dû recourir à ce moyen pour soulager ma tête toujours malade.

*A Madame Ch***.*

Munich, 12 janvier 1824.

Tu ne t'es pas trompée en devinant que j'étais triste, il y a quelque temps, lorsque je t'écrivis. La santé du prince Eugène m'a donné et me donne encore de vives inquiétudes. Les suites d'une apoplexie sont toujours terribles. Outre l'affaiblissement de tous les organes, on craint de nouvelles attaques, en sorte qu'on n'a pas un instant de repos; cela fait aussi qu'on n'est pas disposé à écrire de longues lettres. Adieu donc, j'attends avec impatience l'arrivée de ton fils.

A Eugène Lebon.

Munich, 31 janvier 1824.

Mon cher Eugène, la santé de notre cher prince nous cause toujours de vives alarmes et rend notre carnaval bien triste. Depuis deux mois, des symptômes fort effrayants se sont de nouveau manifestés; tous les organes sont affaiblis et le côté gauche est menacé de paralysie; c'est une chose qui navre le cœur. J'ai fait ces jours passés un petit voyage à Augsbourg pour y voir mes pauvres bannis, et un mien neveu que j'ai fait venir pour apprendre l'alle-

mand et pour travailler sous la direction du comte Thibaudot. Ce dernier, conservant à soixante ans le courage et la liberté d'esprit d'un homme de trente ans, supporte ses revers avec une philosophie et une résignation parfaites et il se livre à des travaux littéraires et historiques qui lui donneront du profit et de la gloire.

*A Madame Ch***.*

Munich, 20 février 1824.

Je t'écris deux mots seulement pour te donner de mes nouvelles et te rassurer sur ma santé qui n'est point mauvaise, grâce à Dieu. Du reste, nous sommes tellement absorbés par l'état du pauvre prince que ces soins ne nous laissent ni loisir, ni assez de liberté d'esprit pour écrire de longues lettres.

Je t'embrasse tendrement.

Le prince Eugène mourut le lendemain, 21 février 1824. Avec lui finit la trop courte époque de bonheur qu'un sort avare avait accordée à L. Planat. Après deux années de calme, il vit de nouveau s'ouvrir pour lui une ère de tribulations et de peines, plus grandes peut-être que celles qui les avaient précédées. L'extrait suivant, tiré d'une lettre qu'il écrivit à son frère Auguste, quinze ans plus tard, expliquera, mieux que nous ne saurions faire, sa position et ses chagrins pendant ce laps de temps. Voici ce qu'on y lit :

A l'ouverture du testament du prince Eugène, on vit qu'il conservait à tous ses serviteurs leurs emplois et leurs traitements. Mais comme je ne pouvais être aide de camp de la duchesse, sa veuve, ni d'un enfant de treize ans, j'attendis en silence les décisions du conseil de tutelle, prêt à abandonner une partie de la pension qui m'était léguée, à la condition de pouvoir jouir du reste en France ou en Italie.

Au bout de quelques jours, le prince Charles de Bavière, exécuteur

testamentaire du prince Eugène, son beau-frère, me fit appeler pour lui donner quelques renseignements sur les affaires du prince; cela me donna occasion d'avoir plusieurs conférences avec lui, et, peu de temps après, le roi Maximilien et la duchesse de Leuchtenberg (sans doute à l'instigation du prince Charles) me proposèrent de me charger de la direction des affaires de la tutelle. Je m'en défendis longtemps, alléguant ma santé délabrée, mon ignorance des matières contentieuses, mon peu d'ancienneté dans la maison, la difficulté de faire exécuter mes ordres par des administrateurs consommés, dont plusieurs étaient depuis longues années au service du prince, etc. Il fallut pourtant me rendre, et j'entrai en fonctions le 1er mai 1824.

Les difficultés de ma nouvelle position étaient extrêmes. Le prince avait toutes ses affaires dans sa tête; mais il n'en tenait aucune écriture; si bien qu'il me fallut tout créer, depuis la main-courante jusqu'au grand-livre. Je tins seul, pendant plusieurs mois, les livres et la correspondance avec l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Amérique, où le prince avait ses propriétés. Il laissait trois millions de dettes, les revenus d'une année mangés à l'avance, et des dépenses ordinaires excédant de 80 000 florins par an les recettes ordinaires. Mais ce n'est pas tout. A peine le prince avait-il fermé les yeux, qu'une nuée de fripons, d'intrigants et de *fidèles* serviteurs s'abattit sur la succession, dont chacun prétendait avoir sa part. Je passai donc huit années de luttes opiniâtres pour écarter ces prétentions, et d'efforts inouïs pour opérer les réformes nécessaires, afin de ramener les dépenses au niveau des recettes. J'y perdis ma santé et mon repos; je me fis des ennemis implacables; mais enfin je parvins à mon but. A la majorité du fils aîné du prince Eugène (mort depuis en Portugal), je lui remis sa fortune en bon état et me retirai, n'emportant pour toute récompense que la pension de six mille francs qui m'était léguée par son père; mais avec la certitude de l'avoir bien gagnée.

La suite de ces correspondances dira de quelle manière L. Planat sut acquitter la dette de la reconnaissance envers le prince Eugène; comment il sut défendre, non seulement les intérêts des enfants mineurs de ce prince honnête homme qui avait été son ami, mais surtout son honneur odieusement attaqué après sa mort.

F. P.

*A Madame Ch***.*

Munich, 1er mars 1824.

Ma chère Joséphine, je suis encore tellement étourdi du coup qui m'a frappé que j'ai peine à rassembler mes idées pour répondre aux lettres que je reçois. De tous ceux qui entouraient le prince Eugène, personne ne perd plus que moi : il était pour moi un frère et un protecteur ; il connaissait mon éloignement pour la vie des cours et ne m'en faisait point un crime. Sa bonté, sa douceur, son indulgence étaient extrêmes ; on était heureux de le servir parce qu'il exerçait sur tous les cœurs cet empire et cet entraînement que produisent la grandeur d'âme et la véritable bonté. Sa bienfaisance était inépuisable. Il a passé sa vie à faire le bien et emporte au tombeau les larmes, les regrets et l'estime de tout le monde. Sa haute réputation n'est souillée d'aucune tache, ce qui est bien rare quand on a vécu dans des temps orageux et qu'on a traversé des événements qui (comme le dit l'Empereur à son retour de l'île d'Elbe) sont au-dessus de l'organisation humaine. Jamais homme n'a été plus sincèrement ni plus universellement regretté ; et, en effet, la mort d'un prince aussi bon, aussi parfait, est une calamité publique. Il est impossible de peindre la douleur de sa veuve ; on ne peut la comparer qu'à son courage et à sa pieuse résignation.

Me voilà condamné à une bien triste existence, comme tu peux le penser. La perte du prince se fera sentir chaque jour davantage. Il a pourvu au sort de toute sa maison en ordonnant qu'elle fût conservée sur le pied où elle était avant sa mort, et que chacun continuât à jouir des avantages qu'il avait durant sa vie. Mais quelle différence pour l'existence de tout ce qui était Français ! Comment se faire maintenant à la raideur et aux usages gothiques d'une cour

allemande? Je crois bien que cela me sera impossible, et que je transigerai pour avoir ma liberté. Ce n'est pas que j'aie à me plaindre des procédés qu'on a pour moi, bien loin de là; le prince Charles, cotuteur des jeunes princes, et la princesse Auguste me comblent de témoignages d'estime et de confiance, et veulent même me donner des fonctions importantes dans l'administration de la tutelle. Mon respect pour la mémoire du prince, ma reconnaissance pour ses bienfaits, me font un devoir de me rendre utile à sa veuve et à ses enfants. J'accepterai donc momentanément, malgré ma mauvaise santé, l'emploi qu'on veut me confier; mais une fois que les affaires de la succession seront débrouillées et que les choses auront repris une marche simple et ordinaire, je demanderai à me retirer et j'irai revoir les rives de l'Arno.

Je vais faire venir ton fils près de moi pour cinq à six jours. J'ai besoin, dans ce triste moment, d'avoir quelqu'un qui m'aime et me console, car je me trouve bien isolé au milieu de tant de gens avec lesquels je ne sympathiserai jamais. Leurs âmes rétrécies ne sont occupées que de petites intrigues, de petites haines, de tripotages et de vues cupides. Grâce à Dieu, tout cela est bien loin de moi.

A Eugène Lebon.

Munich, 2 mai 1824.

Mon cher Eugène, je ne puis encore rien vous dire de mes projets futurs. Je suis retenu ici bien malgré moi, je vous assure; mais la connaissance que j'ai de trois langues, et quelque peu d'habitude dans les affaires m'ont rendu nécessaire à la princesse, et je ne pourrais la quitter cette année sans encourir le reproche d'ingratitude. Du reste cela viendra de soi-même, car d'un certain côté on travaille

avec ardeur à éloigner de cette maison tout ce qui est Français[1]. Je ne doute pas qu'on n'y parvienne. Je pourrais bien alors réaliser le projet dont vous me parlez et qui me sourit beaucoup, puisqu'il me rapprocherait de vous.

Adieu, cher Eugène, je vous embrasse du fond du cœur.

*A Madame Ch***.*

Munich, 4 novembre 1824.

Ma chère Joséphine, mon commerce épistolaire languit fort depuis quelques mois. A vrai dire, j'ai trop d'occupations pour une tête aussi malade que la mienne, et il me faut absolument une aide pour rendre à ma correspondance un peu d'exactitude et d'activité.

Je tiens cependant à t'écrire quelques lignes de ma *patte étique*. Je te dirai que je suis dégoûté au dernier point de ma position actuelle. Il m'arrive ici ce qui m'était déjà arrivé à Schœnau, et je ne sais pas comment l'expérience ne m'a pas rendu plus sage ou plus indifférent. J'ai pris à cœur les intérêts qui m'ont été confiés, et je me suis dès lors attiré l'envie et la haine de la multitude de fripons, d'intrigants, de gens avides qui assiègent de toutes parts l'héritage du pauvre prince. De là, mille machinations contre moi, conspirations de valetaille, dans lesquelles des gens, prétendus comme il faut, ne craignent pas d'entrer, etc. Cela me fatigue et m'afflige ; je n'aime point à exciter la haine, et ne sais point résister aux traits de l'envie et de la calomnie. La pureté de ma conduite et de mes intentions ne suffit pas pour faire taire ma sensibilité. A quoi sert-il donc

1. Le prince héréditaire, plus tard Louis Ier de Bavière, professait une haine invétérée pour la France et pour les Français. Il succéda à son père l'année suivante, ce qui rendit le séjour de Munich d'autant moins agréable aux anciens officiers du prince Eugène, et même à sa veuve, quoique sœur du roi. F. P.

d'avoir bientôt quarante ans pour manquer à ce point de philosophie? Enfin je voudrais partir et je ne puis. Le principe adopté par l'exécuteur testamentaire est d'ailleurs rigoureux: ceux qui restent conservent tous les avantages qui leur sont assurés par le testament du prince Eugène; ceux qui partent n'ont droit à rien.

Pourtant, si je trouvais à Paris un emploi de mille écus, je n'hésiterais pas à l'accepter, dès que mes services ici ne seront plus jugés indispensables.

*A Madame D****[1].

Ismaning, 21 juin 1825.

J'ai éprouvé dans le cours de cette dernière année tout ce que peut une volonté forte et persévérante; elle triomphe de tous les obstacles, voire même de l'envie et de l'intrigue. J'ai eu des moments de découragement profond, parce que je ne puis supporter d'être en butte à des sentiments haineux, moi qui ne hais personne, et qui voudrais pouvoir aimer tout le monde. Mais enfin j'ai surmonté cette espèce de faiblesse, et j'en recueille le fruit. J'ai rétabli l'ordre et l'équilibre dans une fortune en désordre qu'on assiégeait de toutes parts. L'envie a dû se taire devant des choses positives; le roi de Bavière, reconnaissant les services que j'ai rendus à sa fille et à ses petits-enfants, vient de m'envoyer la décoration de l'ordre du Mérite, et a bien voulu me l'annoncer dans les termes les plus obligeants. Mais, hélas! je ne vois là que de nouveaux liens qui m'enchaînent loin de ma patrie.

Adieu, je t'embrasse tendrement.

1. Voir le volume *Correspondance intime*. Lettre de la même date et lettres précédentes.

Une circonstance, en elle-même peu agréable, ramena momentanément L. Planat à Paris. On a vu que le prince Eugène avait laissé sa succession grevée d'une dette de trois millions, chose fort explicable, puisque, depuis la mort de sa mère (1814), il avait été forcé, pour subvenir à l'entretien des belles, mais dispendieuses propriétés qu'elle lui laissait en France, et pour payer l'administration d'autres propriétés improductives, éparpillées en Europe et en Amérique, d'emprunter tous les ans. Il était urgent de sortir de cette situation sous peine de ruine. La tutelle prit la douloureuse résolution de vendre la Malmaison, seule propriété appartenant en propre à la famille, tout en sollicitant l'autorisation de vendre aux enchères publiques la terre de Navarre (constituée en majorat et sujette à faire retour à l'État), sauf à en convertir le prix en rentes françaises, également réversibles. Les personnes, représentant les intérêts de la famille en France, avaient été chargées de ces diverses négociations ; mais elles mettaient depuis plus d'un an tant de lenteur et d'obscurité dans leurs réponses, tant de négligence dans leurs démarches et même dans leurs comptes que, pour en finir, on résolut d'envoyer d'urgence L. Planat à Paris. On conçoit le désagrément d'une pareille mission.

Nous entrerons le moins possible dans les détails de la tâche ardue que L. Planat eut à remplir pendant huit années ; mais nous ne pouvons nous dispenser de reproduire quelques bribes au moins de sa correspondance avec la digne veuve du prince Eugène, parce que cette correspondance porte à un haut degré l'empreinte des deux caractères, et qu'elle explique de quels obstacles il s'agissait de triompher, à force de persévérance et d'énergie morale. Voici ce que L. Planat écrivit à la duchesse en arrivant à Paris :

« *Paris* (8 *août* 1825). — Quoique le baron D*** m'ait reçu avec cordialité, j'ai démêlé facilement qu'il avait pénétré le véritable but de mon voyage et qu'il en était affecté. Je n'ai pas fait semblant de m'en apercevoir, et j'ai causé d'affaires avec lui franchement, largement, comme un homme qui ne peut pas imaginer qu'il s'en fâche ou qu'il y mette de la retenue. Je me suis attaché principalement à la grande affaire des ventes de Navarre et de Malmaison, et lui ai témoigné le désir

d'en conférer avec M. N***, ayant reconnu, ce que nous avions déjà deviné, que toutes les affaires dont le baron D*** est chargé, sont entre les mains de ce notaire ou plutôt de son maître-clerc, car (et c'est ce qu'il y a de plus fâcheux) le notaire est lui-même un homme de plaisir et fort peu actif, en sorte que son clerc (qui est payé par le baron D*** pour faire toute sa besogne) trouve son compte et a toute facilité à faire traîner les choses en longueur. Cet état de choses est vraiment déplorable, et jusqu'ici je ne vois pas trop comment y remédier. » — « (*14 août*). — J'ai enfin réussi à obtenir une entrevue avec le notaire en présence du baron D***, qui s'y prête maintenant de fort bonne grâce, et j'ai pu recueillir des renseignements précieux. Je me suis convaincu que, pour la vente de la Malmaison, la voie des enchères publiques est infiniment préférable, car si l'on vend à l'amiable, il est douteux qu'on obtienne dix-huit cent mille francs, tandis que, par vente publique, on peut espérer trois millions, à cause de la concurrence et de la sécurité que donnent les formes françaises.

« D'un autre côté, je ne dois pas cacher à V. A. R. que cette vente fera beaucoup crier, et qu'il faut s'attendre à des articles de journaux virulents. La Malmaison est regardée, avec quelque raison, comme une relique sacrée, et il est toujours difficile de faire entendre à des hommes de parti et passionnés que la vente de ce domaine est devenue indispensable. C'est à quoi je me suis fort appliqué, partout où j'ai pu en parler, surtout vis-à-vis des anciens partisans de l'Empereur.

« J'ai entamé aussi la question de l'obstacle que le majorat pouvait opposer à la vente de Navarre, et le notaire doit faire tout de suite les premières démarches près du Conseil d'État. Si, au lieu de quinze jours, je pouvais passer six semaines à Paris, je me persuade que les affaires seraient fort avancées à mon départ. Néanmoins mon voyage n'aura pas été sans utilité. Le baron D***, qui au fond est animé du zèle le plus pur et qui voit que, de mon côté, il n'y a pas non plus d'arrière-pensée, se prête à tout très volontiers. Mais, il faut le dire, il n'est nullement propre aux affaires; c'est ce que tout le monde répète, en ajoutant néanmoins que c'est le plus parfait honnête homme qu'on puisse voir. J'ai aussi commencé des recherches sur l'affaire de Saint-Domingue. Les titres de propriété manquent; mais en cela, comme en toutes choses, il n'y a qu'à s'y mettre. A l'aide d'un fil très incertain, je suis parvenu, séance tenante, à faire découvrir dans l'étude même de M. N*** le titre le plus important et dont il ignorait l'existence, parce que c'était un acte fait en 1803 par son troisième prédécesseur. Cet acte contient l'abandon, fait par le marquis de Beauharnais, de tous ses droits sur l'habitation de Saint-Domingue, etc. »

Voici maintenant quelques extraits des réponses de la duchesse :

« *Ismaning* (17 *août* 1825). — Je ne regrette pas le parti que j'ai pris, persuadée que votre présence à Paris sera d'une grande utilité pour mes enfants et hâtera le terme des affaires; mais vous me manquez bien, car Otto, quoique très exact et intelligent, ne peut m'inspirer la confiance que j'ai en vous, et que votre attachement justifie si bien. Quand j'ai des doutes, je ne sais à qui les dire. » — « (25 *août*). — J'ai reçu avant-hier votre lettre du 14; elle était plus tranquillisante et j'espère que vous aurez reçu les miennes à temps pour prolonger votre séjour à Paris autant que vous le croirez nécessaire. Comme tutrice, il ne m'est pas permis d'avoir égard à ce que le public dira de la vente de Malmaison; et je crois que si on savait le chagrin que j'éprouve que l'état de fortune de mes enfants exige cette vente, on ne blâmerait plus, mais on plaindrait la malheureuse veuve du prince Eugène.

« J'ai reçu une lettre de D***, qui me remercie de ce que vous pouvez prolonger votre séjour à Paris. Je crois qu'il sent l'avantage d'avoir quelqu'un avec lui qui agisse et pense pour lui. » « AUGUSTE-AMÉLIE. »

« (4 *sept.*) — J'espère que votre santé ne souffrira pas trop et que la présence de votre famille vous dédommagera un peu des peines et fatigues que vous vous donnez pour les intérêts de mes enfants. Je sens vivement les obstacles qui se présentent pour terminer le plus tôt possible et avantage les affaires qui me sont confiées; mais ne croyez pas que je me laisse abattre. Dieu m'a accablée de malheurs; mais il m'a aussi donné la force de les supporter avec courage; ainsi ne vous inquiétez pas; je serai digne de la confiance du plus aimé des époux! »

L. Planat comprit de plus en plus qu'il ne pourrait songer à quitter son pénible poste avant plusieurs années, pensée qui le désolait : « Ma santé est fort délabrée, écrivait-il à son frère, et, quoique la belle saison m'ait un peu remis, je ne suis pas sans inquiétude pour l'avenir. Mon mal est à peu près sans remède : c'est de l'hypocondrie pure. Il faut lutter à force de raison, mais il y a des moments où le mal l'emporte! » Il fut pris de crachements de sang et forcé de s'aliter peu de jours après. Sa sœur, à laquelle il cachait avec soin l'excès de sa tristesse, lui écrivit de Passy : « J'ai vu hier M. de ***. Il m'a dit que tu étais un bien beau malade, et que tu ressemblais à un héros de roman. C'est aussi mon avis. Pourtant j'aimerais autant que tu ressemblasses à un homme bien portant qui fût moins intéressant! »

C'est sur ce ton enjoué que s'écrivirent, presque toujours, le

frère et la sœur, au milieu des plus dures épreuves du sort. Peu de jours après, L. Planat, retourné à Munich, y reprenait ses occupations.

En octobre 1826, on se berça de l'espoir de pouvoir, à force d'économie, conserver sinon toute la propriété, du moins le château et le parc de la Malmaison, c'est-à-dire la partie la plus intéressante, malheureusement aussi la plus dispendieuse. La propriété entière dut être vendue.

F. P.

*A Madame Ch***.*

En la ville et chasteau d'Eichstett, le 16e de novembre l'an de grâce 1826.

Belle dame et chière sœur,

Ce n'est à tort qu'avez remarqué en mes précédentes lettres et escripts certaine mélancholie et tristesse couarde, avant-coureurs de mal. Et de fait, fus prins depuis deux semaines en ça, de fièvre et mal de roignons fort aigu et poignant à vray dire, avec roideur et géhenne de toute sorte; tellement que ne pouvais bouger. Ce que voyant fraters et médecins me firent mettre en un lit bien chaud, et vinrent ensuite avec sang-sues, potions, juleps et emplâstres dont m'administrèrent bon nombre, et suffisant à faire crever âne, cheval ou mulet; et n'en eus point saulagement, dont ne fus nullement esmerveillé, sachant fort bien que médecins sont ignares et doubteux, et volontiers se complaisent à faire en nos corps espreuves et expérimens, dont plusieurs patiens passent de vie à trépas, lesquels possible, seraient guaris si ne se fussent fiez à médecins et docteurs, ains plutost à dame nature, grande et sage doctoresse, ayant arcanes et receptes à tous maux. De quoi m'advisant après quatre jours, donnai congé à médecins, fraters et apothicaires; et me fis, par mon valet, appliquer en l'épine dor-

sale, lombes et roignons, larges et chauds cataplasmes, faits de beau pain blanc, cuit en lait de vache, et ne mangeai; ains me tins coi en mon lit et siége à bras, et continuai telle pratique durant six jours, dont fus parfaitement guari et ne m'en reste aujourd'hui que faiblesse et défaillance de jambes, ce qui n'est merveille après si long jeûne.

Maintenant me divertis l'esprit en la lecture des translations d'Amyot et œuvres du sieur Michel de Montaigne, et les trouve fort plaisans et récréatifs. Pourtant un monsieur de vos académiciens qui, de fortune passant ici, vint me voir, et auquel montrai ces livres, me dit : « qu'en France ne se lisaient guères, étant du tout obscurs et non intelligibles, hormis à aucuns soi-disant philosophes, lesquels, Dieu aidant, n'entreraient jamais dans leur Institut ! » Toutefois ne laisse pas de les lire et y trouve du bon.

Dieu vous garde, belle dame et chière sœur, et vous fais mes respects et baize-mains, étant

Votre bon frère et vray ami,

LOUYS-NICOLAS, seigneur chastelain DE LA FAYE [1].

1. La maladie dont L. Planat parle si plaisamment était le résultat de peines morales cuisantes. Dès l'abord, les réformes, introduites après la mort du prince Eugène dans la maison ducale, avaient soulevé la colère des courtisans qui, n'osant blâmer directement la duchesse ni son frère, affectèrent de s'en prendre uniquement aux conseils du directeur de la tutelle, devenu l'objet de leur haine. Bientôt le projet, imposé par une stricte nécessité, de vendre les biens de France, avait fourni un prétexte plus spécieux à leurs feintes indignations; ils parvinrent aisément à faire du jeune prince Auguste, alors âgé de seize ans, leur allié et leur instrument: « Ce prince (dit L. Planat dans une lettre), circonvenu de bonne heure par les intrigants, disposé par sa vanité et par la faiblesse de son caractère à devenir la proie des courtisans et des flatteurs, ne me traitait pas avec les égards que je croyais mériter. » Tout en n'opposant à ces procédés que le plus dédaigneux silence, L. Planat ne put n'être pas profondément froissé d'une telle ingratitude, venant se joindre aux soucis et aux labeurs incessants de son épineuse mission. Une sérieuse indisposition en fut la conséquence. A peine rétabli, il se retrouva en face des mêmes hostilités; mais pour la première fois des paroles franchement accusatrices vinrent s'y joindre, grâce à l'imprudence impétueuse de Mme de ***, gouvernante des jeunes princesses. La lettre de L. Planat à la duchesse de Leuchtenberg a trait à cet incident. F. P.

A S. R. la duchesse de Leuchtenberg.

Munich, 12 février 1827.

Il me paraît impossible de pouvoir continuer à servir utilement Votre Altesse Royale au milieu des intrigues et des cabales dirigées contre moi depuis trois ans, et qui semblent avoir repris une nouvelle force dans ces derniers temps ; j'ai besoin de calme et de cette liberté d'esprit, sans laquelle on ne peut suivre et diriger convenablement des affaires aussi difficiles et importantes que celles de la succession. Si, au milieu d'occupations pénibles, je me vois encore abreuvé de dégoûts, forcé de repousser des imputations odieuses et de lutter contre des intrigues de camarilla, où trouverai-je, avec ma mauvaise santé, la force physique et morale dont j'ai besoin? Les attaques violentes qu'une femme extravagante s'est permises contre moi, ces jours derniers, me donnent la mesure de tout ce que je dois attendre d'une clique acharnée à me poursuivre ; elles m'ont ouvert les yeux sur la froideur aussi inconcevable que peu méritée avec laquelle le jeune duc me traitait depuis plusieurs mois. Il est facile de monter la tête à un enfant sans expérience et disposé à recevoir toutes les impressions ! d'autant plus facile que je ne m'abaisserai jamais à combattre des intrigues par d'autres intrigues. Il est sûr que, si on lui répète tous les jours que ses intérêts sont en mauvaises mains, et que je n'ai d'autre but que de le perdre et de le rabaisser, il ne peut me voir d'un bon œil. Plus tard, lorsqu'il saura juger par lui-même, et surtout compter, j'espère qu'il me rendra justice. S'il ne le fait pas, ce sera tant pis pour lui, et je m'en consolerai par les témoignages d'estime et de confiance que j'ai reçus de feu le prince et de V. A. R. Ces témoignages et ceux des gens de bien sont les seuls que j'ambitionne ; le reste m'est indifférent.

Mais ce que je ne pourrais supporter, ce seraient des affronts de tous les jours et de tous les instants, de la part d'un jeune prince qui croirait en cela faire merveille, lorsqu'il ne serait que l'instrument d'une cabale intrigante. Le jeune duc est d'un caractère bouillant, et du ressentiment à l'insulte il n'y a qu'un pas. Je puis bien supporter des froideurs, des bouderies d'enfant, mais un outrage, jamais; et en pareil cas celui qui m'offense, fût-il prince ou manœuvre, est égal à mes yeux. V. A. R. jugera quel trouble un tel état de choses, fomenté par des têtes ardentes, peut apporter dans sa maison. J'en serais sans doute bien innocent; mais puisque je les prévois, il est de mon devoir de chercher à vous les épargner.

Après y avoir bien réfléchi, je n'y vois que deux moyens: le premier serait que V. A. R. daignât m'accorder un congé illimité, pour rétablir ma santé, qui en vérité en a grand besoin, et je ne lui cacherai pas que je regarderai cette faveur comme la plus grande qu'elle pût m'accorder dans ce moment. Pendant ce temps, M. le chevalier H*** serait chargé des affaires de la tutelle; après un repos de trois ans, il ne pourrait certes se plaindre. D'un autre côté, le repos sous un climat plus doux et des soins pourraient rétablir ma santé, et me donner de nouvelles forces pour reprendre le travail, lorsque M. H*** voudrait le quitter. Quoi qu'il en soit, un congé limité ou non m'est indispensable, et je dois en conscience déclarer à V. A. R. que, dès à présent, ses affaires souffrent par le seul fait du déplorable état de ma santé, car il m'est impossible de travailler autant qu'il le faudrait.

Le second moyen (dans le cas où V. A. R. ne jugerait pas possible d'adopter immédiatement le premier) serait de m'exempter de tous les devoirs de cour pendant tout le temps que dureraient mes fonctions de directeur des affaires de la tutelle, sur le motif bien fondé de ma mauvaise

santé et du besoin d'être entièrement aux affaires. Dispensé par ce moyen de me trouver au dîner et au salon, ne voyant V. A. R. qu'aux heures accoutumées du travail, étranger à l'intérieur de sa maison, je pourrais la servir avec suite et avec utilité plus réelle. Sans doute, aux yeux du monde, cela aura l'apparence d'une disgrâce, mais peu m'importe l'opinion des gens superficiels qui le composent. Mon seul but est de remplir dignement la tâche que je me suis imposée, en me dévouant aux intérêts de l'auguste veuve du prince Eugène et à ceux de ses enfants[1].

SUR LES PRINCES

1827

A la cour, tout le monde est maquignon, courtier, brocanteur. On persuade facilement aux grands qu'ils sont connaisseurs. On leur procure des objets d'art, des tableaux, des livres rares, des médailles inédites, des chevaux de pur sang. Ils payent au poids de l'or; ils sont toujours trom-

1. Quant à la demande de L. Planat de quitter la direction de la tutelle, la duchesse et son frère lui déclarèrent qu'ils ne pouvaient y adhérer, tant que les principales difficultés ne seraient pas surmontées. Pour cette année encore, tout devait se borner pour lui à un voyage en France, à entreprendre au mois de mai suivant. Mais du moins jusqu'à ce moment, il put vivre, comme il le désirait, entièrement retiré chez lui, ne se rendant au palais que pour son travail. Pourtant la mélancolie et la soif de solitude ne dégénérèrent jamais chez L. Planat en farouche misanthropie : « Cette maladie n'est pas dans ton sang, » lui écrivit un jour sa sœur avec raison. Une des causes qui l'aidèrent à s'en préserver fut sans doute l'extrême facilité et le soulagement qu'il éprouvait à se rendre compte, la plume à la main, de ses impressions et de ses idées. C'est ainsi que, pendant les deux mois qui précédèrent son départ, il écrivit, sur les cours et sur les princes, une suite d'aphorismes, retrouvés parmi ses papiers, et que nous allons reproduire. F. P.

pés, jamais corrigés. La vanité, l'orgueil et l'égoïsme des princes seront toujours une mine féconde pour les fripons et pour les intrigants.

Les princes sont tellement impatients de toute espèce de joug que les règles qu'ils s'imposent dans leurs propres et plus chers intérêts leur deviennent bientôt insupportables.

Les princes ont un talent merveilleux pour éviter d'entendre des vérités qui leur déplaisent.

Les princes ont besoin d'être flattés, trompés, mais surtout *amusés*, car l'ennui les dévore. Il n'est pas rare de voir une princesse vertueuse se plaire infiniment dans la société des plus mauvais sujets et des femmes les plus décriées de la cour. J'ai connu une grande princesse qui ne pouvait se passer d'un homme qu'elle méprisait souverainement, ni d'une femme qui lui inspirait un profond dégoût : ils avaient le talent de l'*amuser*.

Le premier mérite aux yeux des princes, c'est de les amuser; le second, de les flatter; le dernier de tous est de leur être utile. Toutes les rigueurs du prince sont pour l'homme utile, toutes ses faveurs pour l'homme agréable. On aura beau crier à la bassesse, à la servilité; plus les services d'un courtisan approchent de ceux d'un valet, plus il avancera dans la faveur du prince. Le courage d'un courtisan qui débite avec assurance une basse flagornerie ne peut être surpassé que par l'intrépidité du prince qui l'écoute.

Quand les princes sont malheureux ou embarrassés, ils ont recours aux honnêtes gens. Ils ressemblent à ces matelots impies qui invoquent les saints dans la tempête; le péril passé, ils n'y pensent plus.

J'ai vu *quelques princes* faire cas du mérite et de l'honnêteté; l'exception, pour être rare, n'en est que plus honorable. Il n'y a rien de si difficile, pour un prince, que d'être homme. Si l'on savait tout ce qu'il faut de force et de courage aux princes, pour soutenir le mérite et la probité, on serait moins prompt à blâmer les mauvais choix. Il ne faut au public que du jugement et de la conscience pour reconnaître et soutenir le vrai mérite. Pour le prince, c'est un travail d'Hercule.

DE L'ÉDUCATION DES PRINCES

La vanité est une faiblesse, commune à toute l'espèce humaine; ce penchant, nourri et fortifié continuellement chez les princes par la louange, dénature leur caractère; la flatterie les gâte et engendre peu à peu chez eux tous les vices. Entourés dès leur berceau de gens flatteurs et complaisants, l'éloge devient pour eux un besoin impérieux et bientôt insatiable. La tendresse mal éclairée et plus souvent encore l'orgueil et l'amour-propre de leurs parents, telle est la première cause. Si, dans les classes les plus basses de la société, les pères et mères s'aveuglent sur les défauts de leurs enfants, que sera-ce donc dans les rangs élevés, dans ces classes privilégiées, accoutumées à se croire d'une autre pâte et d'une nature plus parfaite que les autres hommes? Il faut, sous peine de disgrâce, que tout ce qui les entoure soit sans cesse en extase devant leurs enfants; il faut des cris d'admiration, des transports vrais ou faux, des larmes de joie et de bonheur, et surtout des comparaisons dénigrantes pour les enfants des autres princes. La bassesse ou la faiblesse des courtisans et des valets ne laisse rien à désirer en ce genre. Voilà donc les pauvres enfants corrompus au sortir du berceau; les voilà qui s'élèvent, non pour *être*, mais pour *paraître*; l'envie, l'orgueil et la haine se glissent

dans leur cœur à la suite de la flatterie. Comblés, mais jamais rassasiés de louanges, ils deviennent malheureux, se dégoûtent, se croient abandonnés du moment où toutes les hyperboles du langage ont été épuisées en leur faveur. Concentrés en eux-mêmes, rapportant tout à eux, ils ne peuvent s'occuper d'autre chose. L'éloge que l'on fait d'une personne étrangère les irrite comme une insulte; le récit d'une belle action, loin d'élever leur âme et de dilater leur cœur, les crispe et fait naître un désir secret de rabaisser et de dénigrer. Quelle triste et humiliante condition, quelle déplorable suite de la flatterie!

Vous répétez sans cesse que les princes sont orgueilleux, faibles, faux et capricieux; qu'ils sont défiants et crédules, avares et prodigues, dissimulés et indiscrets; qu'ils sont envieux, égoïstes, ingrats, dénaturés. C'est à merveille! mais dites-moi, de grâce, s'il leur est possible d'être autrement? Tous les hommes ont leurs défauts, leurs ridicules ou leurs travers, on l'a dit jusqu'à satiété; mais il est bien rare que dans le cours de leur vie ceux d'une condition ordinaire n'en soient pas avertis, quelquefois par leurs amis, plus souvent par leurs ennemis. Les princes n'ont point cet avantage; aussi sont-ils ridicules à plaisir. Comment feraient-ils autrement, s'ils trouvent à chaque pas des flatteurs qui changent leurs défauts en vertus, leurs travers et leurs ridicules en perfections? Un jeune prince se montre-t-il impoli, sans égards, on dit qu'il est *franc et naturel;* sa curiosité est réputée *désir de s'instruire;* ses bavardages avec les domestiques sont de l'*affabilité;* le ton tranchant dont il décide sur des matières qu'il connaît à peine fait dire aux sots qu'il est *fort instruit pour son âge;* s'il déraisonne, on dit qu'il est dominé par l'*abondance de ses idées* et la *vivacité de son imagination;* s'il débite avec pédanterie quelques maximes banales, on admire sa *raison précoce*, la *maturité*

de son jugement. Enfin ce pauvre petit prince a beau se montrer le plus impertinent jeune homme du monde, on en fait, bon gré mal gré, un phénix, et il faut bien qu'il finisse par se le persuader.

Les princes sont nécessairement faibles, faux, paresseux, vains, orgueilleux, perfides, intéressés, égoïstes et surtout ingrats. Je dis *nécessairement*, et j'aurai peut-être occasion de le prouver, car je vois cette nécessité se développer sous mes yeux. Voici un jeune prince de quinze ans, né avec un bon cœur et d'heureuses dispositions. Que faites-vous pour cultiver ces dons précieux? Lui parlez-vous de son père, modèle de sagesse et de vertu, de noblesse et de modestie? Non, vous ne l'entretenez que des vaines prérogatives d'un rang douteux; il connaît et épouse déjà les petites haines de famille; il est initié dans tous les caquets de la cour et de la ville. S'agit-il de ses études, vous portez aux nues un petit succès que rien ne peut constater ni contester, car ce jeune prince n'a point d'émules. S'agit-il de ses plaisirs, tout le monde s'empresse et semble faire assaut de bassesse autour de lui. S'il danse passablement une contredanse, s'il tue un lièvre ou un chevreuil à la chasse, des transports de joie et d'admiration éclatent de toutes parts. Un vieillard à cheveux gris, couvert d'honorables cicatrices et revêtu d'un grade éminent, sera son *complaisant;* naguère on le traitait avec respect; aujourd'hui, perdant tout égard pour son âge et pour ses blessures, on lui parle en maître, on ne voit plus en lui qu'un premier valet. Bientôt un intrigant adroit et fourbe se glisse auprès du jeune prince; il était aide de camp de son père, il parle avec *larmes* de son dévouement; comment en douterait-on? Il a de l'esprit, il sait plaire et amuser, le voilà établi le confident de notre adolescent; il le tient sous sa dépendance; déjà il spécule sur sa majorité; voilant avec

art ses desseins cupides, il sème adroitement dans l'âme du jeune prince des soupçons et des préventions contre le peu d'honnêtes gens qui servent sa maison; il verse à grands flots dans ce cœur crédule et confiant les poisons du mensonge et de la calomnie. Déjà notre jeune prince traite avec froideur les véritables défenseurs de ses intérêts, qui, forts de leur conscience, rougiraient de descendre devant lui au rôle de flatteurs et de complaisants. Leurs fronts sévères le fatiguent et l'impatientent, et il médite les dégoûts qui les éloigneront à jamais. Eh quoi! vous n'avez pas pitié de sa jeunesse et de son inexpérience? Non! rien n'égale l'active et persévérante industrie d'un courtisan, pour corrompre un jeune prince, dans l'espoir d'en tirer parti pour sa propre fortune.

DES COURTISANS

Il y a des courtisans par *nature*. Ils ne peuvent pas plus se passer de la cour qu'on ne peut se passer d'air. Tant que le prince est heureux, toutes les facultés de leur âme suffisent à peine à leur zèle; ils sont prêts à lui sacrifier âme, corps et biens. Les grandes cérémonies, les acclamations, les vivats, leur font verser des larmes abondantes et même *sincères*, tant ils s'identifient avec la puissance. Mais si le prince est malheureux, ces mêmes courtisans l'abandonnent, le trahissent et l'outragent avec la même fureur, sans aucun remords. Ce n'est pas qu'ils soient plus pervers que les autres; mais c'est la cour qui leur importe, et non le prince.

J'ai entendu des courtisans dire, avec tout le sérieux d'une profonde conviction, que les bonnes mœurs ne sont faites que pour la canaille, et qu'il est essentiel, au contraire, que les princes n'en aient pas, pour marquer l'extrême diffé-

rence qu'il y a entre eux et le commun des hommes. Un prince *doit* entretenir des actrices et des danseuses, avoir une maîtresse en titre, la faire anoblir, lui donner des terres et lui bâtir un palais. Il *doit* avoir des bâtards, et les plus grands seigneurs du pays *doivent* tenir à honneur de s'allier à eux. Tout cela est de règle et de rigueur. A cet égard, Louis XIV et Louis XV sont toujours pour eux le type et le modèle, dont le prince légitime ne saurait s'écarter.

J'ai vu un courtisan attraper une fluxion de poitrine, en courant après le petit chien d'une princesse, égaré dans un bois, revenir sans l'avoir trouvé, être traité de sot et de maladroit par la princesse désolée, mourir de tout cela au bout de cinq jours, sans être plaint ni regretté. Assurément c'est jouer de malheur; mais ce n'est pas tout. Le lendemain, le chien fut retrouvé; la princesse, au comble du bonheur, versa des larmes de tendresse; toute sa cour en fit autant, et du pauvre défunt, pas un mot.

Quelques courtisans savent être flatteurs avec *noblesse*, soumis avec *audace*, serviles avec *fierté*. Cela ne va guère qu'aux gens d'une très haute naissance.

A la cour, on passe facilement sur un manque d'honneur, jamais sur un manque de savoir-vivre.

Dire des impertinences avec une adresse telle que celui qui les reçoit ne puisse se fâcher sans être ridicule, c'est le talent d'un cœur lâche et pervers; c'est aussi celui qu'on estime le plus à la cour. La méchanceté est une puissance à la cour; on la redoute, on la hait, mais on se prosterne devant elle.

Les courtisans sont lâches, et n'attaquent jamais leur

ennemi de front. Les femmes, qui partout, mais surtout à la cour, valent mieux que les hommes, sont les instruments dont ils se servent ordinairement pour arriver à leurs fins. L'esprit crédule et passionné des femmes, leur imagination ardente, leur jugement faux sont toujours exploités avec succès par d'adroits intrigants.

Un genre d'hypocrisie fort commun à la cour, est la *fausse bonhomie*. Les vieux courtisans y excellent. Sans se remuer, ils savent tout et dirigent tout, et cependant ils ont l'air de tout ignorer et de n'être plus de ce monde. Ils jouent l'étonnement sur ce qu'ils savent le mieux. Ils racontent de travers et confondent à dessein les faits et les noms, pour paraître n'être au fait de rien. Une nuance de plus, et vous les croiriez stupides. Ces gens-là font le plus de dupes.

Il y a des courtisans maladroits qui se réunissent en coterie et conviennent de se prôner mutuellement pour parvenir. C'est un mauvais moyen. Le premier d'entre eux qui réussit se sépare à l'instant de ceux qui l'ont servi ; il oublie ses engagements et se montre ingrat. Dès lors la coterie délaissée travaille à sa perte avec plus d'ardeur qu'elle n'en a mis à son élévation. Les moyens qui ont servi à cette élévation sont employés contre elle avec plein succès et amènent une chute inévitable. Un bon courtisan ne met personne dans le secret de ses intrigues. Pour se soutenir à la cour, il ne suffit pas de n'avoir pas de cœur, cela serait trop facile, il faut encore se donner de garde de laisser croire qu'on en ait.

Il y a des courtisans qui ont le mérite de montrer à nu les vices de la cour; ils sont ouvertement envieux, avides, calomniateurs; on leur sait gré de cette espèce de cynisme qui les rend, en quelque sorte, moins méprisables que leurs pareils.

Le plus grand malheur qui puisse arriver à un homme de bien serait de *s'attacher à la cour*, s'il n'avait à redouter un malheur plus grand encore, celui de *ne pouvoir la quitter*. Et qu'on ne croie pas que ce soit chose facile : ceux qui ont vécu à la cour savent pourquoi; vouloir le démontrer à ceux qui n'y ont pas vécu serait peine perdue.

Nous arrêtons ici ces aphorismes. Par une singulière coïncidence, L. Planat fut appelé, au moment où il les traçait, à donner une nouvelle preuve d'attachement à la mémoire d'*un* de ces *quelques princes* qu'il en avait reconnus dignes. Un journal spécial, *le Spectateur militaire*, venait de publier un article outrageant pour la mémoire du prince Eugène. Voici la réponse de L. Planat à l'article anonyme du *Spectateur :*

F. P.

A M. le Directeur du SPECTATEUR MILITAIRE.

Le *Spectateur militaire* du mois de février (IIe vol., XIe livraison) contient un article évidemment écrit dans le but de ternir une des plus belles réputations des temps modernes. Sous le titre peu apparent de : *Dispositions relatives aux opérations de l'armée d'Italie en* 1814, l'auteur anonyme de cet article accumule, sans preuves, des faits inexacts et des assertions aussi fausses qu'injurieuses à la mémoire du prince Eugène, alors vice-roi d'Italie. Il va plus loin, et ne craint pas de répandre le fiel dont il est rempli sur l'auguste veuve de ce prince, objet des respects et de l'estime universelle. La noble conduite du prince Eugène et les hautes vertus de la princesse Auguste sont tellement connues qu'on devrait peut-être mépriser de semblables attaques ; mais une *note*, qui accompagne l'article en question, semble y reconnaître un caractère d'authenticité, et annonce qu'il est écrit par un homme qui a pris une grande part à ces événements. Enfin l'opinion publique l'attribue à un officier supérieur, recommandable du moins par ses talents et ses connaissances militaires. Dès lors il devient indispensable de démentir des faits controuvés et des allégations perfides qui, avec l'appui d'une pareille autorité, pourraient avec le temps devenir de l'histoire.

Sans parler de ce qu'il y a de peu honorable à dénigrer sous le voile de l'anonyme, je demanderai à l'auteur de cet article où sont les preuves de ce qu'il affirme avec tant d'assurance. A-t-il lu les lettres

de l'Empereur et les réponses du prince Eugène ? Connaît-il les correspondances familières de ce prince et de la princesse Auguste ? Plus heureux que lui et mieux informé, la confiance dont m'honorait le feu prince Eugène m'a mis à portée de connaître ces diverses correspondances, et je ne crains pas d'affirmer qu'elles démentent complètement les faits allégués par l'anonyme. Elles prouveront, *quand il en sera temps*, que l'auguste couple, si indignement méconnu, se montra toujours, et au milieu des plus rudes épreuves, fidèle aux sentiments du devoir, de l'honneur et de la reconnaissance.

Je veux encore supposer que l'auteur anonyme ait eu principalement en vue de servir la mémoire de l'empereur Napoléon. Mais la gloire de ce grand homme n'exige pas qu'on lui sacrifie la réputation de ses enfants adoptifs; elle n'a pas besoin de pareils holocaustes, pour être immense, immortelle. Vouloir l'appuyer sur le mensonge et la calomnie, c'est la ternir.

PLANAT DE LA FAYE,
Ancien officier d'ordonnance de l'Empereur.

Munich, 4 avril 1827[1].

Au général Gourgaud.

Munich, 27 novembre 1827.

Je viens de recevoir, mon cher Gourgaud, votre dernière réponse à Walter Scott; je l'ai lue avec intérêt, et je vous en remercie. Vous devez bien penser néanmoins que je n'avais pas attendu cette réfutation pour fixer mon opinion sur les assertions de cet écrivain.

Je profite de cette occasion pour me plaindre à vous, de vous-même.

Vous m'avez dit, en présence du général Corbineau, que

1. L'insertion de cette réponse ayant été refusée par le *Spectateur*, L. Planat prit le parti de la publier dans un journal de Berlin, d'où elle fut enfin reproduite dans les *Sciences militaires*, feuille rivale du *Spectateur*.

On peut dire que dès ce moment s'établit entre L. Planat et les détracteurs du prince Eugène cette lutte sourde et opiniâtre qui ne devait se terminer qu'au bout de longues années, d'une manière éclatante.

Après avoir passé quelques mois heureux, tantôt en Bretagne, chez l'excellente comtesse Lariboisière, tantôt chez son plus jeune frère, devenu père de famille, et enfin aux eaux de Vichy, L. Planat dut retourner à Munich, selon la promesse qu'il en avait faite. F. P.

le prince Eugène avait déshonoré son nom de Français et souillé ses lauriers. Vous deviez croire que de pareils propos, sur le compte de celui auquel j'étais attaché par les liens du respect et de la reconnaissance, ne pouvaient m'être que fort pénibles à entendre. Je pensais dès lors que c'était moi qui avais droit de vous faire des reproches. Quel a donc été mon étonnement lorsque j'ai appris par notre ami Lariboisière que c'était vous qui croyiez avoir à vous plaindre de moi! Et vos reproches sont d'une telle nature que je croirais manquer à mon caractère si je cherchais à m'en justifier.

On vous a dit « que j'avais fait des rapports à la duchesse sur votre compte et que j'avais contribué à l'indisposer contre vous ». J'ignore d'où vous sont venus de tels avis. Mais, si vous voulez vous rappeler le passé, vous reconnaîtrez que si la princesse a pris de vous une mauvaise opinion, vous ne devez vous en prendre qu'à vous-même.

Quant à moi, plein de mépris pour les délateurs cachés, tout ce qui me fâche, c'est qu'après avoir vécu si souvent ensemble, vous m'ayez assez mal connu pour me confondre avec eux.

Je suis toujours, malgré votre injustice, votre dévoué camarade.

*A Madame D***.*

Munich, 3 janvier 1828.

Il me semble que vous avez pris un très bon parti en renonçant pour cet hiver à donner des soirées. Je ne connais rien de plus ennuyeux que ce genre d'amusement; le coin du feu sans gêne et sans contrainte est mille fois préférable. Je me donne ce plaisir tous les soirs, et je ne m'y ennuie jamais. Je lis, j'écris, je repasse des papiers et des cartes, je réfléchis mais pas beaucoup, je m'indolente déli-

cieusement. Depuis que j'ai pris mon parti sur les grâces et les disgrâces de la cour, et que je m'y montre parfaitement insensible, on est aux petits soins pour moi; on m'accable de caresses et de cadeaux. « A tout cela je suis comme une pierre. » Il n'y a qu'une chose qui me tienne à cœur, c'est de remplir scrupuleusement mes devoirs. Il semble qu'on se doute de ma résolution, et on me prépare, en cas de retraite, le rôle d'un *ingrat*[1].

Voici la mesure d'une jolie bague d'écaille brune doublée en or, que je voudrais avoir pour mettre au plus charmant petit doigt potelé qui soit au monde. Je te recommande cette importante affaire.

*A Madame Ch***.*

Munich, 31 octobre 1828.

Me revoici dans mon coin depuis hier; je revois mes murs, mes papiers, mes meubles, et je redeviens avec eux

1. On comprend que L. Planat veut désigner ici le fils du prince Eugène, non sa veuve qui s'était toujours montrée pleine de reconnaissance et qui, en recevant, peu de jours après, le tableau comparatif de l'état de fortune de ses enfants, au moment où elle avait pris la tutelle et au moment actuel, écrivit à L. Planat : « Le résultat satisfaisant que ce travail présente est une bien douce récompense pour moi et me dédommage des tourments que j'ai à supporter sans cesse. Mais loin de m'en attribuer tout le mérite, je saisis avec empressement cette occasion pour vous dire que je connais toutes les difficultés que vous avez eues à vaincre, et combien j'ai été touchée de votre infatigable zèle et de l'attachement réel que vous avez montré, tant à la mémoire du prince mon époux qu'à mes enfants. Car au lieu de vous laisser rebuter par les obstacles et de tâcher de m'être agréable, en me montrant l'état des affaires sous un faux point de vue, vous avez toujours suivi le chemin de l'honneur, et vous n'avez point hésité à me faire connaître l'état des choses tel qu'il était, quoique cela ne pouvait que me peiner. Continuez ainsi, Monsieur, ne me cachez jamais la vérité, aussi désagréable qu'elle pourrait m'être! »

Le conseil de tutelle décida que si, après un congé de deux ans, L. Planat persistait dans ses projets de retraite, le traitement de six mille francs, qui lui avait été légué par le prince Eugène, serait converti en pension viagère, sans aucune condition.

A la fin d'octobre, L. Planat, heureux d'une décision qui assurait son repos, partait pour Munich, accompagné de M. R*** qu'il allait installer à sa place. F. P.

triste, maussade et chagrin. Du reste, j'ai trouvé, en arrivant ici, de la neige et de la glace à bouche que veux-tu. Je suis donc blotti auprès de mon poêle, dans une chambre qui a dix-sept pieds de haut, et dont les murs ne sont pas encore suffisamment échauffés. C'est de là que je t'écris, en attendant un doux sommeil qui me transporte souvent à Passy. Pourtant, chose extraordinaire! j'ai revu Munich avec plaisir; je suis heureux d'être chez moi; on me fête, on me caresse, on me témoigne du plaisir à me revoir; je ne vois que des physionomies bienveillantes et empressées. Je ne comprends rien moi-même à ce mélange de sentiments qui fait que je me trouve bien et mal, triste et content tout à la fois. Ma princesse et ses enfants sont absents, mais j'ai vu, un instant, le prince Charles, frère de la duchesse, qui, apercevant ma voiture arrêtée devant la porte de mon logement, est monté sans cérémonie chez moi et m'a entretenu pendant un quart d'heure de la manière la plus amicale. J'étais dans toute la crasse de mon voyage, avec le nez rouge et les pieds froids, et la tête encore tout ébranlée par le bruit des roues de la voiture, en sorte que, malgré toute son amabilité, je donnais de bon cœur cet excellent prince à tous les diables.

Je vais m'occuper maintenant de remettre à mon successeur tout le service dont j'ai été chargé jusqu'à présent. Je resterai ensuite quelques mois pour le mettre au courant des affaires[1].

Un épisode, d'un genre entièrement nouveau dans la vie de L. Planat, vint heureusement apporter à ses chagrins une diversion forcée. Il s'agissait du mariage de la princesse Amélie, troi-

1. Au mois de décembre, Planat écrivait qu'il n'avait pu triompher de l'invincible répugnance de ce successeur R*** à rester dans ce pays. « Après en avoir tâté pendant un mois à peine, il m'a supplié, les larmes aux yeux, disait Planat, de l'en délivrer. Comme je l'ai pris en grande affection, je n'ai pu résister. En conséquence, je reste à ramer sur mon banc. » Une grande dou-

sième fille du prince Eugène, avec Don Pedro, empereur du Brésil, et, pour cela, de conduire à bon port une négociation diplomatique secrète, fort difficile, car elle était contrariée par de puissantes intrigues. L. Planat, chargé de cette délicate mission, y appliqua la même loyauté de caractère, la même finesse d'esprit qui caractérisaient tous ses actes, et qui, réunies, constituent peut-être la meilleure habileté. La note ci-après, que nous avons trouvée dans ses papiers, explique le rôle qu'il eut à jouer dans cette affaire et les difficultés qui s'y opposèrent : La voici :

Depuis la mort de sa première femme, fille de l'empereur François Ier d'Autriche, l'empereur du Brésil avait témoigné un désir extrême de se remarier. Il n'avait pas été heureux dans son premier mariage avec une femme fort laide et fort disgracieuse. Il espérait l'être davantage dans une seconde union et la désirait avec ardeur. Le cabinet anglais et le cabinet autrichien, avertis de cette disposition, résolurent d'en tirer parti, pour obtenir du monarque brésilien, comme condition de son second mariage, des concessions sur le Portugal et la reconnaissance de Don Miguel. On voulait, en outre, obtenir des avantages commerciaux, et l'Angleterre, qui depuis longtemps convoite Montévidéo, pour être maîtresse du cours de la Plata, espérait mettre à profit cette circonstance pour arriver à ses fins. Toutefois le caractère ferme de Don Pedro déjoua ces intrigues. Voyant que le marquis de Rezende (chargé d'affaires du Brésil à Vienne et dupe de Metternich) avait échoué dans plusieurs négociations de mariage, entamées sous les auspices de l'empereur d'Autriche, il lui écrivit de ne plus s'en occuper, remercia son beau-père de ses *bons offices*, et chargea secrètement le marquis de Barbacena (sénateur brésilien, résidant depuis deux ans comme envoyé extraordinaire en Angleterre, où il avait été chargé de conduire la jeune reine de Portugal, Dona Maria) de lui trouver une femme. Mais M. de Barbacena, crédule et méfiant tout à la fois, très propre, en un mot, à devenir le jouet de la diplomatie européenne, éprouva le même sort que son collègue. Après avoir échoué dans cinq ou six négociations, il allait repartir très mortifié pour le Brésil, avec la jeune Dona Maria, lorsqu'une circonstance inespérée vint à son secours.

leur vint quelque temps après accabler Planat : la mort de son frère Jules. Il venait de se tuer dans un accès d'hypocondrie, provoqué par une déception du cœur; toutefois L. Planat ne connut qu'au bout de plusieurs années la triste vérité. Après lui avoir parlé d'une maladie, on lui dit que son frère avait succombé à une congestion cérébrale, causée par ses chagrins. F. P.

L'Impératrice d'Autriche, sœur de la duchesse de Leuchtenberg, ignorante des artifices de Metternich et ne concevant rien aux difficultés qu'éprouvait Don Pedro pour se remarier, avait écrit, quinze mois auparavant, à la duchesse pour lui proposer ce mariage pour sa fille Amélie, âgée seulement de quinze ans. La duchesse de Leuchtenberg m'avait fait alors l'honneur de me consulter, et comme tout ce qui vient de l'Autriche m'est suspect, je l'engageai à répondre à l'Impératrice d'une manière évasive, sans refuser, mais en alléguant seulement l'extrême jeunesse de la princesse sa fille. Je pressentais, par une sorte d'instinct, que, si la diplomatie venait à s'en mêler, c'était une affaire manquée.

Les premières informations que je pris, à un voyage fait à Paris pendant l'année 1828, justifièrent mes prévisions. Je fus mis au fait de toutes les intrigues de l'Angleterre et de l'Autriche, et, après m'être abouché avec quelques personnes intéressées au succès de cette affaire, nous convînmes de la laisser dormir pendant quelque temps, afin de mieux dépister les diplomates.

Au printemps de 1829, de nouvelles ouvertures furent faites à la duchesse de Leuchtenberg, qui, cette fois, les accueillit et en instruisit sa fille. Le promoteur le plus zélé de cette alliance et l'agent secret de Don Pedro était alors le vicomte de Pedra-Branca, ancien chargé d'affaires et l'un des hommes les plus distingués du Brésil, établi aujourd'hui à Paris et en apparence uniquement occupé de l'éducation de sa fille. Nommé, de mon côté, négociateur pour la maison de Leuchtenberg, je partis à la fin d'avril pour Paris. J'y passai quelques semaines, employées à conférer avec M. de Pedra-Branca et à stipuler toutes les conditions, de manière à prévenir des difficultés ultérieures; puis nous partîmes ensemble pour Canterbury. C'est là que je signai les préliminaires du mariage, avec M. d'Itabayana, ambassadeur du Brésil à Londres et M. de Barbacena, qui avait reçu des pleins pouvoirs spéciaux à cet égard. Nous y étions si secrètement qu'on nous prit pour des gens du haut commerce qui négociaient un emprunt. C'est à sa stupéfaction, et avec une impuissante colère, que la diplomatie apprit, lorsque tout fut terminé, le véritable but de notre séjour à Canterbury.

Ici se termine la note de L. Planat. Nous n'avons point copie des lettres qu'il écrivit pendant ces négociations, mais bien les réponses de la duchesse, dont nous citerons quelques extraits, tout en rappelant que Don Pedro s'était vu trompé cruellement, dix ans auparavant, en se trouvant marié, à vingt ans, à une femme fort laide que des rapports et des portraits mensongers

lui avaient représentée comme une beauté accomplie. Rendu plus circonspect, Dom Pedro voulut que, cette fois, avant de conclure irrévocablement, un seigneur brésilien de son intime confiance eût affirmé *de visu*, à ses intermédiaires, la beauté de la future impératrice. Le chevalier Verna de Magelhaens, arrivé dans cette intention à Munich, le lendemain du départ de L. Planat, se convainquit bientôt que la renommée, cette fois, était restée au-dessous de la réalité; mais à son tour il fut obligé d'attendre assez longtemps la solution désormais désirée, M. de Barbacena, gardien de la jeune Dona Maria, ne pouvant quitter l'Angleterre, et L. Planat ayant déclaré de son côté à M. de Pedra-Branca qu'il ne consentirait à passer le détroit qu'alors que tous ses doutes au sujet du caractère de Don Pedro, ainsi que toutes les autres difficultés seraient levées, et qu'il ne resterait plus qu'à signer les préliminaires. Voici à ce sujet quelques réponses de la duchesse :

Munich, 9 mai 1829. — ... Vous m'avez donné tant de preuves d'attachement à ma famille et de votre mérite que je suis certaine que vous justifierez aussi dans cette mission diplomatique la confiance que j'ai en vous. Mes enfants et les personnes qui connaissent l'affaire pensent comme moi... Le chevalier de V*** n'a absolument pas voulu que je lui parle de rien, n'y étant pas autorisé, mais depuis qu'il a vu A***, il a dit que M. de B*** avait les pleins pouvoirs, qu'on désirait que des préliminaires fussent signés, afin de rendre inutiles toutes les autres démarches et intrigues. Il voulait se convaincre qu'A*** était la plus belle, parce qu'on tient à un joli visage... (*14 mai*). — Je crains comme vous que le retard du voyage nous sera préjudiciable, mais on ne pouvait pas faire autrement. Vous faites très bien de ne faire aucun pas sans les garanties désirables. On ne saurait agir avec trop de prudence, afin de ne pas être mêlée dans des intrigues que je déteste, et qui sont au-dessous de moi. Vous savez combien j'aime à traiter les affaires avec franchise et loyauté; cela ne réussit pas toujours, mais au moins la conscience est tranquille... (*27 mai*). — [Votre] dernière [lettre] m'a fait envisager les choses sous un point de vue bien tranquillisant pour une mère. Notre véritable destinée est de vivre pour le bonheur des autres, et la perspective de pouvoir remplir d'une manière si digne cette destinée doit faire naître une espèce d'exaltation dans une âme bien née. C'est le sentiment qu'a produit en nous votre lettre; car je l'ai communiquée à mes enfants, qui pensent comme moi, et qui vous font dire bien des choses aimables.

Eugénie et Amélie ont pris copie de la note[1], cela vous prouve le prix qu'on y met. Peut-être ma lettre ne vous trouvera-t-elle pas à Paris; tout ce que vous ferez sera bien fait; j'ai une confiance entière dans votre attachement dont vous avez déjà donné tant de preuves à ma famille.

AUGUSTE-AMÉLIE.

Le contrat de mariage étant signé, L. Planat revint à Munich vers la fin de juin. Très vivement pressé par les négociateurs brésiliens, il avait à peu près promis d'accompagner la princesse Amélie au Brésil, et d'y rester pendant quelque temps, afin de diriger pour le mieux les premiers pas de la jeune impératrice. M. de Pedra-Branca surtout semblait attacher à cette promesse une grande importance, la considérant comme la garantie la plus sûre d'un heureux avenir. Sans doute, l'incontestable utilité d'un tel voyage aurait pu devenir pour le cœur de L. Planat la plus digne et la meilleure des récompenses, toutefois, il se vit obligé d'y renoncer par des motifs qui ressortiront des lettres qu'on va lire.

F. P.

Au vicomte de Pedra-Branca[2].

Munich, 3 juillet 1829.

J'ai expédié hier le chevalier d'Oliveira au marquis de Barbacena; cet officier est porteur : 1° de la ratification en bonne et due forme; 2° de la copie certifiée de mes pleins pouvoirs; 3° de la réponse de S. A. R. à S. M. l'empereur du Brésil.

1. Il s'agissait d'une note, rédigée par L. Planat d'après les indications de M. de Pedra-Branca, sur les améliorations de tout genre à introduire au Brésil, parmi lesquelles, en première ligne, des bureaux d'affranchissement pour les esclaves, des établissements d'instruction publique, etc. F. P.

2. Toutes les lettres écrites par L. Planat à M. de Pedra-Branca, ainsi qu'une sorte d'instruction, adressée par lui à la princesse Amélie, dont il crut devoir envoyer également une copie au vicomte, se trouvent entre les mains de la fille de ce dernier, Mme la comtesse de Barral, et nous ont été communiquées par elle. F. P.

Du reste nos projets ont souffert des modifications. Je ne serai point du voyage. Deux motifs s'y opposent : l'un est la confiance de S. A. R. qui ne croit pas pouvoir se passer de mes services; l'autre est l'envie et la jalousie de mes camarades, dont les intrigues m'ont déjà beaucoup traversé dans d'autres projets, également bons. Mon caractère ne se prête point à employer les mêmes moyens pour combattre dans ce qui m'est personnel, et du moment où l'on pourrait faire croire qu'il y a de ma part des motifs d'ambition ou d'intérêt, je renonce à mon projet.

Au même.

Munich, 11 juillet 1829.

Vous vous feriez difficilement une idée de tout ce que j'ai eu à souffrir, depuis que la nouvelle du mariage de la princesse est devenue publique dans cette ville. Le déchaînement a été général, et comme on me regarde, avec raison, comme artisan et partisan de cette union, c'est contre moi que s'est tournée la fureur du public. Toutes les calomnies, publiées sur le compte de l'Empereur, ont été réchauffées et mises sur table; on l'a peint fort rude et brutal, comme menant une vie scandaleuse, insultante pour la morale publique; on a ajouté qu'il était incapable d'apprécier les vertus innocentes et les nobles qualités de la princesse Amélie; que c'était une victime, sacrifiée à l'ambition de sa famille et *à mon intérêt personnel;* que j'avais agi légèrement et sans prendre de renseignements; que les princesses qui avaient refusé la main de l'Empereur étaient bien informées, et que tout ce que l'on pouvait dire de plus favorable pour moi, c'est que je m'étais laissé tromper. Vous voyez maintenant, monsieur le vicomte, quelle terrible responsabilité pèse sur vous, comme sur

moi. Nos efforts réunis ont donné au Brésil une Impératrice, à l'Empereur une femme, belle et vertueuse, et peut-être n'en recueillerons-nous d'autres fruits que chagrins et dégoûts. Le déchaînement public est arrivé jusque dans notre maison; les dames surtout m'en veulent à la mort. Le prince Auguste et moi sommes les seuls qui ayons fait tête à l'orage. Heureusement nous avons empêché que ces calomnies n'arrivassent jusqu'aux princesses, car si elles avaient pu en croire seulement la moitié, tout aurait été rompu. Une chose pourtant m'a rassuré : c'est que jamais on n'a attaqué ni la loyauté ni la bonté de votre maître; et en supposant même qu'il ait une partie des torts qu'on lui reproche, il y a bien des ressources dans un cœur vraiment bon, et dans une âme élevée.

Au milieu de mes tribulations, le bon chevalier de Verna a été le confident de mes chagrins et mon consolateur. Malgré sa réserve habituelle, il a défendu son Empereur avec toute la chaleur que donnent un attachement et une conviction sincères. Ses discours ont ramené un peu de calme dans notre maison. Quant à moi, monsieur le vicomte, je dis comme vous disiez en revenant de Londres : « ... Jura, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus. »

Quoique persuadé que les bruits, répandus sur le compte de l'Empereur, sont en partie faux, en partie exagérés, j'ai besoin que vous m'écriviez, pour me rassurer entièrement, et pour me rendre, dans cette grave circonstance, la force morale qui quelquefois est prête à m'abandonner[1].

1. M. de Pedra-Branca, appuyé d'ailleurs par le témoignage de Français honorables qui avaient passé plusieurs années au Brésil, démontra facilement que les calomnies répandues alors de nouveau sur le compte de Don Pedro n'étaient autre chose que la continuation de l'intrigue diplomatique, qui déjà avait entravé tous les projets de mariage. Rappelant les côtés vraiment grands et généreux du caractère de Don Pedro, incontestés même par ses ennemis, il parvint à rassurer pleinement L. Planat, et nous nous hâtons d'ajouter que

A M. de Pedra-Branca.

18 juillet 1829.

Vous auriez tort de croire, Monsieur, que je suis devenu froid et insensible pour le succès de notre œuvre. Au contraire, j'ai travaillé sans relâche et avec ardeur, pour arriver à notre but. Vous vous en convaincrez par les notes dont j'aurai l'honneur de vous envoyer incessamment copie. Obligé de renoncer au voyage, par des raisons de force majeure, j'ai tâché de tirer le meilleur parti possible de la nouvelle combinaison et j'espère avoir réussi, de manière à ce que rien ne soit dérangé; il n'y aura qu'un nom à changer.

Du reste, mon séjour en Europe ne sera pas sans utilité, surtout lorsque nous aurons établi des relations bien suivies. J'ai déjà fait de bonnes dispositions à ce sujet, et, loin de me décourager, j'ai pour principe de tirer parti de tout, pour arriver à un but noble et utile. L'art de faire tourner à mon profit les circonstances les plus défavorables n'est pas ce qui flatte le moins mon amour-propre.

jamais, en effet, union ne fut plus heureuse et plus exemplaire que celle de l'empereur du Brésil avec la princesse Amélie.

Cependant M. de Pedra-Branca reprochait avec amertume à L. Planat de ne plus vouloir accompagner la jeune impératrice, et d'abandonner une mission, si importante pour son pays, aux mains d'hommes remuants et dont la réputation était loin d'être sans tache. « Déjà, ajoutait-il, leur esprit d'intrigue avait commencé à porter des fruits, en amenant l'immixtion, après coup, dans l'affaire de ce mariage, d'un noble Portugais, présenté par le vieux comte M*** à la famille ducale, bien que M. de Pedra-Branca n'eût cessé de recommander, comme une condition indispensable d'un heureux avenir, que jamais aucun Portugais ne prît part aux affaires d'une nation qui, disait-il, conservait le douloureux souvenir de trois siècles d'oppression. »

Nous reproduisons ci-après la réponse de L. Planat. F. P.

A la princesse Amélie.

Munich, 26 juillet 1829.

Madame,

Votre mariage avec l'Empereur du Brésil est un événement d'une haute importance, et il me paraît indispensable que vous connaissiez toute l'influence qu'il peut exercer sur les destinées des peuples. *Le parti constitutionnel* en Europe, c'est-à-dire celui qui veut pour les hommes, réunis en société, la plus grande part de bonheur et de liberté possible, a fondé sur cette union de grandes espérances[1]. Vous en jugerez par le passage suivant d'une lettre que le comte de Lariboisière m'écrit de Paris :

« Je n'ai pas besoin de vous dire, mon cher ami, toute la part que je prends à l'heureux succès de la négociation qui va placer une couronne d'impératrice sur la tête d'une fille du prince Eugène. Il convenait à la politique d'un peuple, plein de vie et de destinées, de fonder l'avenir de sa dynastie sur une alliance, riche des illustrations du passé et des gloires qui ont rajeuni notre vieille Europe. Les vœux des peuples vont suivre cette jeune souveraine; elle va devenir un véritable lien politique entre l'ancien et le nouveau monde; son heureuse intervention créera et fortifiera des sympathies dont le germe existe, mais qui pouvaient être détruites ou atténuées par une autre combinaison. »

Tout votre rôle politique, toute l'influence que vous pou-

1. Le parti libéral en France considérait, à juste titre, le mariage de Don Pedro comme une victoire, remportée par la cause constitutionnelle sur M. de Metternich, et aussi sur l'Angleterre; car, à sa honte, celle-ci patronnait au Portugal l'usurpation sanguinaire et absolutiste de Don Miguel, contre la jeune Dona Maria, en faveur de laquelle son père, Don Pedro, avait abdiqué le trône de Portugal, après avoir doté ce pays d'une constitution libérale (qui le régit encore aujourd'hui) et consommé, par cette renonciation volontaire, la séparation pacifique du Portugal et du Brésil. F. P.

vez exercer sur les destinées futures du Brésil, tout ce que la cause constitutionnelle attend de vous, se trouve indiqué dans ce peu de mots. Il ne faut point que cette tâche vous effraie, malgré votre extrême jeunesse; les hommes sages qui veulent le bien savent qu'il ne peut s'opérer qu'avec lenteur. Il suffit, quant à présent, de bien envisager son but et de marcher avec persévérance pour l'atteindre. Ce but est l'amélioration des mœurs et le développement de l'esprit humain. En y marchant et quoique la force des choses nous y pousse, vous rencontrerez des obstacles; il faut savoir quelquefois s'arrêter, mais ne jamais s'écarter de sa ligne. Si des accidents imprévus, si des événements politiques retardent votre marche, vous n'aurez rien perdu en vous arrêtant, pourvu que vous ne reculiez pas et que vous n'alliez ni à droite ni à gauche.

Nul doute que dans cette marche vous n'ayez besoin, surtout dans les premières années, d'être guidée et dirigée. Un de vos premiers soins, en arrivant au Brésil, doit donc être de chercher à connaître les hommes les plus éclairés et les plus vertueux, ceux qui joignent à beaucoup de désintéressement un esprit sage, la connaissance des besoins de leur pays et un désir sincère de le voir prospérer.

Une circonstance heureuse vous aidera dans cette recherche et facilitera vos premiers pas dans la carrière politique. Deux hommes de mérite vous accompagnent; mais ils ont un mérite différent; leurs avis vous seront très utiles, mais ils le seront dans des cas appropriés au mérite de chacun d'eux, et c'est par là que vous devez donner les premières preuves de votre discernement. L'un est recommandable par son âge, par ses connaissances étendues, par la douceur de ses mœurs, et surtout par un grand attachement pour vous et pour votre famille. Mais les mêmes qualités qui rendent son commerce habituel si agréable

s'opposent peut-être à ce qu'il ait l'énergie nécessaire à l'exécution de grands desseins. Il est craintif, indulgent, désireux de bien vivre avec tout le monde et disposé à résoudre les difficultés par des moyens termes dont les conséquences sont souvent funestes. Mais comme il a de bons sentiments, ses avis vous seront très utiles dans toutes vos relations d'intérieur et dans l'influence que vous pourrez exercer sur les arts, sur les sciences, sur les instituts de bienfaisance et d'éducation. Seulement il faut vous mettre en garde contre sa facilité à s'enthousiasmer et à se laisser entraîner au delà des bornes; car il faut de la mesure en toutes choses, même dans ce qu'il y a de plus louable. Sur ce point, la réserve qui vous est habituelle et la solidité de votre caractère me rassurent beaucoup. L'autre est un homme en tout plus positif, et par cela plus propre à l'exécution de grandes choses. Quoiqu'il ait une tendance au républicanisme, il est cependant trop éclairé pour ne pas être intérieurement convaincu que la monarchie constitutionnelle est la forme de gouvernement la plus propre à concilier tout à la fois l'ordre et la liberté. Je crois donc que ses avis pourront vous être très utiles dans la haute politique de votre rôle, et, à cet égard, je ne négligerai rien pour le bien informer. De plus, il vous rendra, sans nul doute, de grands services pour l'organisation de votre cabinet[1]..

J'ai déjà eu l'honneur de vous dire qu'il existe au Brésil comme en Europe deux partis, dont l'un veut faire rétrograder l'esprit humain et avilir les hommes par l'ignorance et le despotisme; l'autre, au contraire, qui veut faciliter le développement des facultés intellectuelles et relever l'hu-

1. Il nous est impossible de ne pas faire remarquer ici l'impartialité et la complète abnégation avec laquelle L. Planat fait ressortir les bons côtés de gens qui, depuis six ans, s'étaient toujours montrés ses ennemis, qui l'avaient abreuvé de dégoûts et qui, même dans cette dernière occasion, avaient eu recours à mille intrigues, pour lui enlever le mérite et la meilleure récompense de ses travaux. F. P.

manité par la civilisation et la liberté. Le premier est désigné au Brésil sous le nom de parti *portugais*, dénomination sans doute injuste et qu'il ne faut pas prendre à la lettre. L'autre s'intitule le parti *brésilien*. C'est sur ce dernier parti que vous devez vous appuyer, parce que c'est le parti national, et que les nations font la force des souverains. Toutefois, vous ne devez y mettre ni affectation, ni exagération; cette tendance pour le parti national est votre secret et ne doit être connue de personne; il ne faut point en faire parade; elle ne doit se manifester que rarement et doucement, comme cela convient à votre sexe.

Dans les partis favorables à la liberté, il se trouve toujours des hommes exagérés et trop ardents. Il ne faut pas les écouter : leurs conseils sont dangereux et portent aux résolutions extrêmes. Les hommes les plus recommandables dans le parti brésilien sont en général ceux qui ont été employés dans les légations d'Europe. Ils y ont puisé des connaissances, ils y ont pris des idées plus nettes de leurs propres institutions; leurs mœurs se sont adoucies, leurs manières se sont polies, et enfin ils sont devenus plus propres que les autres Brésiliens à favoriser la marche de la civilisation.

Parmi ces hommes se place au premier rang le vicomte de Pedra-Branca, qui vit à Paris, retiré des affaires et occupé de l'éducation de sa fille. Il a fait votre mariage et en a conçu l'idée dans de hautes vues politiques, pour la gloire de l'Empereur et la prospérité de son pays, deux objets qui l'occupent constamment. Malheureusement, vous serez privée pendant quelque temps de ses conseils directs.

On vous a conseillée de prendre pour secrétaire M. M***, chargé d'affaires du Brésil à Londres. C'est un des hommes que les bons Brésiliens croient capables de coopérer puissamment aux améliorations que réclame l'état de leur pays. Je vous ai déjà fait connaître les qualités et les

talents qui recommandent ce choix; ce sera déjà faire beaucoup pour votre bonheur et pour la bonne cause que de vous attacher un homme de bonnes mœurs et d'un vrai mérite. Si l'Empereur vous demande comment vous connaissez M. M***, vous pouvez répondre que c'est moi qui vous l'ai désigné, sur la recommandation du vicomte de Pedra-Branca, et que je pense que ce choix aurait l'approbation générale.

Un moyen puissant de hâter les progrès de la civilisation au Brésil est de favoriser et d'encourager l'instruction publique; car c'est principalement dans la génération qui s'élève que les bons Brésiliens fondent l'espoir d'un meilleur avenir pour leur pays. Il faut donc témoigner, en toute occasion, l'intérêt que vous prenez aux progrès de l'instruction publique; vous entretenir avec les professeurs et les chefs des différents instituts; vous informer des élèves qui se distinguent; exciter les personnes de votre cour à bien faire élever leurs enfants; leur répéter que, dans notre siècle, les hommes ne sont considérés qu'en raison de leur mérite réel, que l'instruction est le meilleur moyen d'assurer le bonheur futur du Brésil.

Des hautes régions de l'instruction publique, il faut descendre par degrés jusqu'à celle des artisans dans les professions utiles. Il faut témoigner le désir de voir les Brésiliens s'affranchir graduellement, par leur propre industrie, des tributs énormes qu'ils payent à l'industrie européenne. Ce point présente des difficultés, mais elles s'aplaniront peu à peu. En Europe, les expositions publiques des produits de l'industrie nationale, les prix, les encouragements donnés par le souverain sont de très bons moyens pour en faciliter les progrès; il faudra voir si ces mêmes moyens peuvent obtenir au Brésil le même succès.

Pour opérer le bien, il faut que vous soyez populaire, c'est-à-dire aimée de la nation; il faudra donc éviter de

faire ou de dire des choses qui choquent trop ouvertement les idées reçues ou même les préjugés. Sans épouser les querelles et les haines de parti, il faut vous montrer Brésilienne avant tout et n'admettre jamais aucun Portugais dans votre service, ni dans votre intimité. La haine des Brésiliens pour les Portugais peut être injuste; mais ce sentiment est très fort, et vous risqueriez de perdre l'affection du peuple, si vous commenciez par le braver. Pour le reste, je n'en suis pas inquiet; la douceur de votre caractère, votre penchant à la bienfaisance, votre inclination naturelle pour ce qui est noble et utile, doivent finir par vous gagner tous les cœurs.

Tels sont les premiers avis que je crois devoir vous donner sur ce qui concerne votre influence politique; fermement convaincu qu'en les suivant, vous poserez une des bases les plus importantes de votre bonheur et de votre réputation. Puissent le temps, l'éloignement et des conseils timides ne pas les rendre inutiles! Prenez confiance en vous-même; ne vous accoutumez pas trop à vous laisser guider toujours et en toutes choses; essayez quelquefois vos forces et votre jugement et agissez par vous-même. Vous ferez des écoles; c'est tout simple et cela ne doit pas vous décourager. Au contraire, ces leçons de l'expérience sont peut-être les seules profitables et valent mieux que toutes les phrases du monde. D'ailleurs, vous savez distinguer le bien du mal, la vertu du vice, et vous n'avez pas besoin de conseils pour témoigner votre penchant pour ce qui est bien et votre aversion pour ce qui est mal. Cette manifestation est d'une grande importance pour les princes et ils exercent en pareil cas une grande influence morale. Un mot, un geste, un regard leur suffit bien souvent pour confondre le vice et pour encourager la vertu. Privé du bonheur de vous accompagner, je vous demande la permission d'aller vous voir, lorsque ma santé me le permet-

tra. Ce sera la plus douce récompense de tout ce que j'ai pu faire, dans la vue d'assurer votre bonheur. Il ne cessera jamais de m'occuper et, malgré l'immense distance du rang, malgré l'éloignement, je n'hésiterai jamais à vous faire connaître tout ce que je croirai pouvoir intéresser votre repos, votre bonheur et votre renommée.

A M. de Lariboisière.

Au château d'Ismaning, 9 août 1829.

Mon cher Lariboisière, votre manière de voir est tout à fait conforme à la mienne, et je n'ai rien négligé pour la faire partager à notre jeune Impératrice. Ne pouvant l'accompagner, je lui ai remis des instructions fort détaillées sur l'importance de sa nouvelle position et sur l'influence qu'elle peut exercer pour le bien de l'humanité. J'ai eu, en outre, de longues conférences avec elle pour lui développer nos idées et pour les lui rendre familières. Elle les a très bien saisies; quoique fort jeune, elle a l'esprit solide et judicieux; elle a de plus une réserve naturelle qui l'empêchera de tomber dans les fautes qu'entraînent d'ordinaire l'empressement et l'irréflexion. J'ai donc lieu d'espérer qu'avec le temps elle remplira tout ce qu'on attend d'elle. Maintenant je vous dois compte des motifs qui m'ont empêché de l'accompagner au Brésil, malgré les invitations si pressantes que j'ai reçues de toutes parts.

A mon retour de Canterbury, je trouvai tout disposé ici pour m'enlever le mérite de mes travaux et ne m'en laisser que les désagréments; l'intrigue et la cupidité sont actives, et elles auront toujours beau jeu avec moi. Cependant le but de mon voyage me paraissait si noble et si important que j'aurais, dans cette occasion, lutté contre les intrigants, si j'avais pu espérer que cette lutte pût amener quelque bon résultat. Mais, depuis cinq ans, les mêmes hommes,

réduits par moi à l'impossibilité de disposer, comme ils l'entendraient, de la faveur et de la fortune ducale, ont songé à s'en dédommager pour l'avenir; ils se sont emparés de l'esprit du prince Auguste et l'ont circonvenu par la flatterie et par toutes les séductions qui peuvent corrompre le cœur et fausser la raison. Ainsi donc, ce jeune homme qui accompagne sa sœur et tout ce qui l'entoure m'est hostile. Que pouvait-il résulter de bon de cet amalgame? Dans ce conseil hétérogène, toutes mes propositions auraient rencontré une opposition systématique; on se serait servi du jeune prince pour inspirer à sa sœur des défiances contre moi, et mon voyage n'aurait eu d'autre résultat que d'entourer, dès l'abord, cette jeune souveraine d'intrigues et de divisions. J'ai jugé, dès lors, qu'il était plus sage et plus utile de renoncer à la portion de gloire qui m'était réservée et tirer le meilleur parti possible de cette nouvelle combinaison. Les hommes ne sont jamais complètement pervers; il reste toujours au fond de leur cœur quelque étincelle de noblesse et de générosité. J'ai cherché à réveiller ces sentiments et à faire comprendre aux hommes qui peuvent avoir quelque influence sur la conduite politique de la jeune Impératrice toute l'importance de leur position, tout ce que le monde constitutionnel est en droit d'attendre d'eux. Je leur ai donné sans aucune réserve toutes les notions, tous les renseignements que j'avais recueillis sur les hommes et sur les choses, et leur ai fait part de toutes mes idées et de mes projets pour favoriser le développement de l'esprit humain et la marche de la civilisation; enfin j'ai intéressé leur gloire et leur amour-propre au succès de leur mission et, fort heureusement que si le cœur de ces hommes est mauvais, leurs opinions politiques sont bonnes.

J'espère, mon cher Lariboisière, que cet exposé m'aura justifié à vos yeux[1].

1. L. Planat ne s'était jamais désintéressé de la chose publique au milieu

*A Madame Ch***.*

Munich, 10 août 1829.

Ma chère Joséphine, il y a huit jours qu'après un long et pénible travail je suis enfin accouché heureusement de mon Impératrice; me voici dans mes relevailles, tandis qu'elle chemine pompeusement sur les rives du Rhin, avec un cortège de gens empressés, avides d'honneurs et de distinctions. Pour moi, œuvre faite et parfaite, je rentre dans mon obscurité et je m'y trouve bien. On voulait faire de moi un ministre de Don Pedro, un grand-cordon de l'ordre du Christ, et mille belles choses semblables. *Nenni-da*, ai-je dit; à moi tant d'honneur n'appartient. J'aurais bien voulu ajouter : « J'aimerais mieux force beaux doublons et beaux escus au soleil, s'il vous plaisait. » Mais je n'osai, étant de naturel honteux et retenu; voyons s'ils auront deviné! Quant à présent, ma plus douce récompense est

des plus grandes tribulations personnelles. Son esprit, d'une activité et d'une énergie à peine croyables dans un corps si frêle, s'exerçait incessamment en mille directions diverses. Depuis son avant-dernier séjour en France, les questions de liberté constitutionnelle l'avaient surtout préoccupé. Voici ce que, dès les premiers jours de 1829, il écrivit au comte Lariboisière, au sujet d'une des plus importantes de ces libertés : « La loi sur l'organisation municipale, si hautement réclamée par l'intérêt général, sera sans doute proposée pendant cette session. Mais tout ce que j'ai lu jusqu'ici dans les journaux sur cette matière m'a paru pitoyable. A quoi bon tant de verbiage, pour prouver la nécessité d'une institution qui existe partout, même en Autriche, même en Turquie, où les *Ayams* sont choisis par le peuple! Partout les communes ont de véritables représentants de leurs intérêts, excepté en France; partout cette institution paraît sage, utile et sans inconvénient; pourquoi en serait-il autrement en France? Voilà tout. J'aimerais à vous aider dans vos travaux, car je sais qu'un homme seul ne peut suffire aux immenses recherches qu'exigent les fonctions législatives. J'en ai eu la preuve dans la dernière session des États bavarois, à laquelle le prince Eugène a assisté; et pourtant quelle différence pour l'importance des travaux, et pour la marche des délibérations! mais son esprit exact et positif voulait être éclairé sur tout. » — (27 *janvier*.) « Vos observations sur la question municipale sont parfaitement justes et je partage votre prudente incertitude sur la portion

de pouvoir me reposer bien à l'aise, après trois mois d'un travail et d'une activité dont je ne me croyais plus capable. Me voici retombé dans un *dolce* et délicieux *far niente*. Si j'en sors dans quelques jours, ce sera pour te narrer la mystérieuse et merveilleuse histoire de ce mariage, qui fait enrager toute la diplomatie européenne, honteuse de n'en avoir rien su et par conséquent de n'en avoir tiré aucun parti. Deux hommes ignorés, mais intelligents, discrets et surtout désintéressés, ont mis en défaut les cabinets les plus rusés de l'Europe, et les plus intéressés à se mêler du mariage de Don Pedro, et l'un de ces hommes était moi. N'est-ce pas bien joli? On prétend, que l'empereur Don Pedro doit me faire un beau cadeau, que cela *ne peut me manquer*, et moi je n'en crois rien, car je connais la cour; et je vous dis que les cadeaux seront pour ceux qui n'ont rien fait, et les désagréments (s'il y en a) seront pour ceux qui ont tout fait. C'est dans l'ordre, cela doit être, parce que cela a toujours été. Il faut penser au *Sic vos non vobis*, au *Tulit alter honores*, mais sans peine et

de pouvoir à laisser à l'administration communale. Je crois même, comme vous, qu'il y a moins d'inconvénients à lui en laisser trop peu qu'à lui en donner trop. Aussi la question que j'avais tranchée dans ma lettre n'était relative qu'à l'*élection*; il me paraît qu'elle doit être entièrement libre, et que tous les citoyens de la commune doivent y concourir, en suivant plusieurs échelons d'élections. Quant à l'action municipale, je pense qu'il faut qu'elle soit réglée et dirigée *en général* par le gouvernement, et contrôlée par un conseil municipal indépendant, de manière qu'en cas de contestation entre la municipalité et le conseil communal, ce soit le gouvernement qui prononce. Il y a à parier que le gouvernement prononcera toujours d'une manière conforme à l'équité et à l'intérêt public, toutes les fois qu'il sera juge entre deux autorités *indépendantes de lui*; car il faut abandonner l'idée que le gouvernement est une puissance ennemie de la nation, surtout lorsqu'il ne s'agit que d'intérêts locaux. Du reste je pense qu'il n'y aura pas trop de deux sessions pour décider une question de cette importance. Une loi municipale, qui porterait l'empreinte de l'impatience et de l'esprit de parti, pourrait compromettre gravement notre avenir. Vous voyez que pour un *libéral* je suis passablement sage; mais c'est que je ne pense jamais à mon pays, sans penser à mes deux généraux, chez qui le plus ardent amour du bien public n'était jamais séparé de la sagesse et de la modération. » F. P.

sans chagrin; pourvu qu'en somme on vive, c'est assez. O pauvres humains! Vous vous tourmentez fort pour arriver dans une boîte tout étroite; vous allez au Brésil, braver à 65 ans les ardeurs du tropique pour chercher un grand cordon que l'Europe vous a refusé malgré vos instances réitérées. Eh! pauvre sot! restez chez vous à vivre doucement et joyeusement entre vos livres et vos amis, à faire tout le bien possible dans votre sphère. Cette vie vaut mieux, je pense, que celle de la cour de Rio-Janeiro; mais je prêche dans le désert; personne ne m'écoute; la voix de l'orateur est couverte par ces cris, répétés de toute part : *Le cordon, s'il vous plaît!*

Je te prie de faire part de toutes ces sottises au faubourg Saint-Martin, et d'embrasser pour moi tout ce qui s'y trouve, ajoutant que je me porte bien et que je suis de bonne humeur comme *un* qui aurait gagné un bon procès.

Adieu, belle, j'embrasse toi sur les yeux et sur les joues fraîches, et j'attends qu'on m'écrira sans plus tarder.

A Eugène Lebon.

Munich, 1er novembre 1829.

Je ne me rappelle plus la date de votre dernière lettre, mon cher Eugène, mais il me semble qu'elle n'a guère moins de deux ans. Depuis ce temps, je vous ai écrit trois ou quatre fois sans jamais recevoir de réponse.

Vous avez appris sans doute que je suis allé à Paris ce printemps, pour y négocier le mariage de l'Impératrice du Brésil, affaire assez difficile, qui m'a donné beaucoup de mal et m'a excessivement fatigué. Maintenant, je me repose sur mes lauriers et je pense à mes amis, parmi lesquels je me plais toujours à vous compter, malgré votre apparente ingratitude. Dites-moi maintenant ce que vous

devenez? Si vous voulez que je vous parle de moi, je vous dirai que ma santé est devenue meilleure et que ma petite fortune s'est accrue par des gratifications qu'en toute conscience je crois avoir bien gagnées. En somme, j'ai aujourd'hui 9 000 francs à dépenser par an, sans parler d'un joli logement bien meublé, où je voudrais fort vous donner l'hospitalité. J'ai pris mon parti sur les contrariétés et les désagréments de la vie; je vis en philosophe mondain; je pense qu'en remplissant exactement ses devoirs, en faisant le plus de bien et le moins de mal possible, et surtout en ne se mettant pas en avant, on n'a que peu de chose à redouter de la méchanceté des hommes.

Mon cher Eugène, venez me voir, ou plutôt venez voir Munich, qui en vaut bien la peine. C'est une absence de quinze jours, et vous avez dans l'année bien des quinze jours plus mal employés.

Au même.

Munich, 1er mai 1830.

Je serais bien coupable, en effet, de n'avoir pas répondu plus tôt à votre dernière lettre, si je n'avais les plus justes comme les plus tristes motifs de m'excuser. J'ai été pendant trois mois malade sans pouvoir même m'occuper de ma correspondance particulière. Les suites de cette maladie sont même assez graves pour me faire craindre de ne pouvoir jamais me rétablir entièrement; bien que le retour de la belle saison m'ait fait quelque bien, le fond de ma santé est toujours fort mauvais; le moindre froid, la moindre fatigue, le plus petit écart de régime, suffisent pour la déranger. Je compte passer l'hiver prochain en Italie, probablement sur les bords du lac de Côme. Vous pensez bien que je ne manquerai pas de faire une petite excur-

sion à Bologne. Avec quel plaisir je vous reverrai, cher Eugène! car tout ce que j'ai éprouvé depuis notre séparation m'a fait sentir profondément tout ce que vaut un ami tel que vous. En attendant le moment bien heureux qui doit nous réunir, je vais partir pour Kissingen dès le mois prochain. Mon médecin m'assure que ces eaux si réputées exerceront sur ma santé leur influence salutaire. Puisse-t-il ne pas se tromper!

Je suis obligé de dicter pour ménager ma tête. Adieu donc, cher Eugène, n'oubliez pas votre vieux et fidèle ami.

Le séjour de Kissingen devait avoir, en effet, une grande influence sur l'avenir de L. Planat, non seulement en améliorant sa santé, mais à d'autres points de vue. Il y rencontra une jeune personne de Munich, Mlle de K..., dont la conversation et la société paraissaient lui être sympathiques. Il n'avait connu jusqu'alors que M. de K..., homme très distingué, libéral, aimant passionnément la France, où il avait passé sa jeunesse, et ayant communiqué à sa fille toutes ses opinions et ses idées. Quant à Mlle de K... elle-même, quoiqu'elle n'eût fait qu'entrevoir de temps à autre L. Planat, elle n'en était pas moins, à l'avance, singulièrement prévenue en sa faveur, par le peu qu'elle avait appris de son passé, par le respect unanime qui entourait son nom et, il faut l'avouer aussi, par le charme inexprimable de cette physionomie, si distinguée, si expressive et si souffrante, portant au plus haut degré l'empreinte d'une âme élevée. Mlle de K..., âgée alors de 24 ans, et ayant refusé de nombreux partis, était vivement sollicitée depuis quelque temps par ses parents, de faire un choix. Si L. Planat l'avait voulu, ou si une modestie poussée à l'excès ne l'eût empêché de deviner la secrète pensée de Mlle de K..., ce choix eût été fait dès ce moment. Mais l'idée même de la demander en mariage ne se présenta pas à son esprit, l'ensemble de sa propre position lui paraissant plus que jamais de nature à devoir écarter tout projet de ce genre. Ses rapports avec la famille de K... restèrent donc,

du moins pour le moment, à l'état de simples relations de société, bientôt complètement interrompues par des voyages, des séjours de campagne et des absences réciproques.

Du reste, des préoccupations d'une nature fort sérieuse attendaient L. Planat à son retour des eaux. Les dernières nouvelles de France faisaient prévoir dans ce pays de prochaines et graves perturbations politiques. L'anxiété de tous les Français établis à Munich était d'autant plus vive que, la télégraphie électrique n'existant pas alors, les nouvelles de Paris ne leur parvenaient qu'avec une lenteur relative extrême : « Vous savez sans doute que les coups d'État vont leur train en France, » écrivit L. Planat, le 30 juillet, à M. de K... La liberté de la presse est abolie; nous avons une loi d'élections par ordonnance! Que va-t-il résulter de ce triomphe des *apostoliques?* Dieu seul le sait, et je le prie, du fond de mon âme, de préserver la France des malheurs qu'un tel état de choses peut attirer sur elle. » Comme on le voit par ce billet (soigneusement conservé par Mlle de K...), on ignorait encore à la date du 30 juillet, à Munich, la terrible lutte qui depuis quatre jours ensanglantait Paris.

Tandis que, dans la maison ducale, des craintes et des espérances communes agitaient les esprits, effaçant pendant quelques jours toute préoccupation personnelle et tout dissentiment, il en était autrement à la cour du roi Louis et dans les cercles de la haute société de Munich. Là, les ordonnances de juillet excitèrent des transports d'enthousiasme, sans aucun mélange d'inquiétude. Nous avons reproduit ailleurs quelques portraits, esquissés de la main de L. Planat; mais nous avons voulu en réserver un, pour le citer ici, parce qu'il fait ressortir l'entière sécurité du parti réactionnaire de cette époque, à Munich comme ailleurs. Voici ce portrait :

Le baron de Deux-Ponts, frère de Mme de Cetto, était aide de camp du roi. En juillet 1830, il fut envoyé à Paris pour un échange de décorations. A son retour à Munich, on s'empressa de le questionner sur l'état des choses, qui semblait si menaçant pour tout homme réfléchi. Il répondit : « Tout va à merveille, et le roi est plus fort que jamais! » On lui répondit : « Mais, cependant, les journaux tiennent un tout autre langage. — Les journaux! mais qui lit les journaux? A Paris,

personne ne les lit. » — Huit jours après, Charles X était chassé. *Ab uno disce omnes.*

Le 6 août seulement, une lettre de Mme Ch*** vint rassurer L. Planat sur le sort de sa famille, tout en lui donnant des détails émus et intéressants sur la lutte qui venait de se terminer par le triomphe populaire et le départ du roi.

F. P.

*A Madame Ch****.

Munich, 7 août 1830.

Ma chère Joséphine, j'ai partagé bien vivement l'enthousiasme général pour la conduite héroïque des Parisiens, et je ne trouve rien dans les annales du monde qui puisse se comparer à la glorieuse révolution qu'ils viennent d'accomplir.

J'ai appris aussi avec joie que ton fils s'est comporté en brave dans ces mémorables journées.

Je vois avec peine dans les journaux des signes précurseurs de la désunion. Le parti vainqueur se montre déjà exigeant et mécontent. Malheur à nous, si nous ne savons pas être modérés après la victoire, et marcher d'un commun accord ! Nous donnerions beau jeu aux ennemis du dedans et du dehors.

Je te remercie d'avoir pensé à moi, lorsqu'on a fait un appel à l'ancienne armée, et d'avoir fait inscrire mon nom. Malheureusement, dans l'état de santé où je me trouve, je serai plus à charge qu'utile à mon pays. Néanmoins, s'il était jamais menacé d'une invasion, je serais prêt à voler à sa défense, et à lui consacrer le peu de forces qui me restent.

A Abel Planat.

Munich, 28 septembre 1830.

Mon cher Abel, me voici tout prêt à quitter la Bavière; non pas, comme tu le crois, pour aller à Paris, mais pour me rendre en Italie, où je compte passer l'hiver. Ma santé l'exige impérieusement. D'ailleurs, qu'irais-je faire à Paris; grossir le nombre des solliciteurs? Cela n'est pas très attrayant. Je n'ai demandé que ce qui ne saurait m'être refusé sans injustice : ma réintégration dans l'armée et la confirmation de mon grade de 1815. Ne pouvant aller moi-même à Paris, j'ai remis ma demande à l'envoyé de France en Bavière, qui s'est chargé de la faire passer au ministre de la guerre. Mais Henriette s'est trompée, lorsqu'elle t'a écrit que mon grade et mon traitement des Cent-Jours m'étaient assurés. Jusqu'à présent il n'a été pris aucune décision en ma faveur[1].

Du reste, il ne sert de rien de s'en fâcher, le monde est ainsi fait; on n'y peut rien changer.

L. Planat n'attendait, pour quitter Munich, que l'issue d'une affaire qui ne pouvait tarder à être résolue. Il s'agissait d'un projet de partage, entre tous les héritiers du prince Eugène, des biens territoriaux laissés par ce prince et ne faisant pas partie du majorat, projet soumis en ce moment à l'examen et à l'approbation de plusieurs curateurs désignés par le roi. Quelques

1. A cette époque, le parti bonapartiste en général et plus spécialement les anciens officiers d'ordonnance de l'Empereur furent l'objet d'une faveur marquée. Tous les anciens camarades de L. Planat, Gourgaud, Résigny, Regnault de Saint-Jean d'Angély, etc., obtinrent, non seulement la confirmation de leur grade de 1815, mais un ou deux grades supérieurs; L. Planat seul était excepté. « Et cependant, — dit-il quelque part avec une douce fierté, — de tous les officiers d'ordonnance de l'Empereur, j'étais le seul qu'il eût mentionné dans son testament, le seul qu'il eût désiré avoir près de lui à Sainte-Hélène. » F. P.

jours après, une lettre des curateurs vint effectivement exprimer à la duchesse, non seulement leur entière approbation pour ce travail, mais en outre leurs félicitations pour le résultat général de sa gestion et leur vive admiration pour la sagesse et le courage déployés par elle, pendant tout le cours de sa tutelle, dont ils venaient de pouvoir apprécier en détail les grandes difficultés. « Enfin, Monsieur, — écrivit la pauvre veuve à L. Planat, — pendant que ceux qui nous ont rendu la tâche si pénible et si difficile doivent rougir de leur conduite et du mal qu'ils nous ont fait, nous pouvons nous féliciter d'avoir surmonté, avec honneur et sans intrigue, toutes les entraves qu'on imaginait pour nous tourmenter. Dans une année, mon fils sera majeur, et cette idée me donne du courage. »

Toutefois, à ces paroles satisfaisantes, elle ajoutait des craintes fondées de voir que le résultat, obtenu avec tant de peines, pouvait être compromis au dernier moment par les événements du jour, car les troubles politiques risquaient d'empêcher de tirer des biens d'Italie un revenu d'autant plus nécessaire que depuis deux années il avait été presque entièrement consacré à des améliorations encore improductives. La duchesse se montrait fort tourmentée de l'idée d'être forcée de contracter un emprunt dans la dernière année de sa tutelle, et elle annonçait l'intention de passer tout cet hiver à Eichstett, « ce qui, à vrai dire, ne serait pas pour elle un sacrifice, vu l'esprit antifrançais et réactionnaire qui régnait à Munich, mais principalement dans le but d'y vivre d'économie, en se privant même des choses auxquelles elle était accoutumée depuis sa naissance. »

D'autres projets, entre autres la rétrocession de la principauté d'Eichstett au gouvernement bavarois, préoccupaient aussi son esprit, et elle ne put s'empêcher, dans cette situation, d'écrire à L. Planat : « Je n'ai jamais osé m'opposer à [votre] départ, quoiqu'il me sera très pénible de rester seule pour les affaires, dans un moment si important et si riche en événements, où un bon avis est surtout si nécessaire ! »

L. Planat ne sut point résister à ce nouvel appel, fait à son dévouement.

F. P.

A Abel Planat.

Eichstett, 29 décembre 1830.

Mon cher Abel, les circonstances, pénibles et difficiles pour tout le monde, ne le sont pas moins pour la maison ducale. C'est le motif qui m'a forcé à rester ici et me donne, en outre, un grand surcroît d'occupations. Je travaille du matin au soir, et cela sans en éprouver le moindre inconvénient, pas même une migraine ! Cela tient vraiment du prodige. Il semble que le ciel ait voulu me récompenser d'avoir fait une bonne action, en sacrifiant le soin de la santé au désir d'être utile et de remplir jusqu'au bout ce que je crois mon devoir. Il est vrai que sans ces divers points-là je ne comprendrais guère la nécessité de vivre. Peut-être aussi que cette idée me donne des forces et une satisfaction intérieure qui contribue à soutenir ma santé.

Je ne crois pas que nous ayons la guerre. Les principes de liberté et d'égalité gagnent du terrain; les peuples en ont soif, et je ne crois pas qu'il soit au pouvoir des souverains de s'y opposer. Je crois que leurs cabinets seront assez sages pour penser que le moment des concessions est venu, et que c'est peut-être le seul moyen d'empêcher les trois quarts de l'Europe de se constituer en république.

A S. A. R. le prince Charles de Bavière[1].

Eichstett, 29 décembre 1830.

Monseigneur, je cherchais depuis longtemps l'occasion d'offrir à V. A. R. l'expression de ma reconnaissance pour

1. L. Planat tenait d'autant plus à donner au prince Charles une marque de respect que ce prince, exaspéré par les événements et connaissant parfaitement les opinions de L. Planat, n'en saisissait pas moins toute occasion de

toutes les bontés dont elle n'a cessé de me combler depuis sept ans. Il faut que je vous le dise, Monseigneur, sans l'appui que V. A. R. m'a constamment prêté, sans l'estime et la confiance qu'Elle m'a toujours témoignées, il y a longtemps que j'aurais abandonné un poste qui ne m'a offert qu'une longue suite de tribulations et de dégoûts. Je n'ai point à me repentir d'avoir eu la force de les supporter, car je ne connais pas d'idée plus consolante au monde que la conviction d'avoir été vraiment utile et d'avoir toujours rempli ses devoirs; sans ce double but on ne comprendrait pas la nécessité de vivre. La résolution que j'ai prise de passer l'hiver à Eichstett pouvait être, il y a deux mois, un grand acte de courage et de dévouement; il se trouve aujourd'hui qu'elle a tourné entièrement à mon profit. Sans parler de ma santé qui est devenue meilleure, j'y ai trouvé tout naturellement l'occasion de dissiper en grande partie les préventions injustes qu'on avait inspirées au prince Auguste contre moi. Je lui ai fait connaître à fond ses affaires et la manière dont je les avais administrées, et je crois qu'au fond de l'âme il ne lui reste plus que le regret de m'avoir mal jugé. Le temps fera le reste, et il faut laisser à son jeune amour-propre, engagé dans une fausse route, tout le loisir nécessaire pour revenir sur ses pas. Je dois dire à la louange du comte M*** père, que j'ai été assez bien secondé par lui dans cette circonstance. Son inclination ne l'y portait pas; mais quand je lui ai fait connaître par chiffres la position du prince Auguste, et combien il importait qu'il fût éclairé, tant sur le présent que sur le passé, il a senti qu'il n'y avait plus moyen de reculer,

lui témoigner son estime. Un seul jour, le prince s'étant laissé entraîner jusqu'à dire devant L. Planat : « Nous vous ramènerons les Bourbons une troisième fois ! » et celui-ci ayant répondu : « Dans ce cas nous les chasserons une troisième fois, » on se quitta fort mal. Mais une heure après, un aide de camp vint exprimer à L. Planat les vifs regrets du prince de s'être laissé emporter par la passion, en l'assurant de nouveau de toute son amitié. F. P.

sans faire tort aux vrais intérêts de son pupille. Au fond, le comte M*** est bon; il n'est que faible et vaniteux; il n'y a pas chez lui, comme chez certains autres, cette hostilité systématique et ce parti bien arrêté de blâmer et de dénigrer tout ce qu'ils n'ont pas fait ou conseillé de faire. Au reste, tout cela me fait beaucoup plus de plaisir pour Mme la Duchesse que pour moi; elle est heureuse de penser que son fils lui rendra justice et trouvera qu'elle avait bien placé sa confiance; voilà l'essentiel[1].

A Abel Planat.

Eichstett, 4 avril 1831.

Mon cher Abel, mes prévisions pour l'avenir sont toujours fort tristes. Si la guerre est inévitable et que nous soyons les agresseurs, elle finira mal pour nous. On ne s'en doute pas en France, où l'ignorance des choses du dehors est devenue classique et se révèle tous les jours par la voix des journaux. Au point où la civilisation est parvenue en Europe, il n'y a de chance de succès que pour une guerre nationale. Toute guerre entreprise dans un esprit de conquête ou dans le but de faire prévaloir un principe

1. Voici un extrait de la réponse du prince Charles :

« *Du Pavillon Royal*, 9 *janvier* 1831. — Mille pardons, mon cher Planat, d'avoir tardé si longtemps de vous répondre, mais j'étais tellement occupé ces jours passés qu'il m'a été de toute impossibilité de vous remercier plus tôt de votre obligeante et aimable lettre. Si j'ai véritablement contribué, par l'estime et la confiance tout entière que je vous ai toujours témoignées, à ce que vous n'ayez point abandonné votre poste, qui ne vous a malheureusement offert qu'une longue suite de tribulations et de dégoûts, je ne puis que m'en féliciter, car c'est le plus grand service que j'aie pu rendre à ma bonne sœur et à ses enfants ! Vous avez raison, mon cher Planat, de ne pas vous repentir d'avoir eu le courage de porter ce fardeau ingrat, car la propre conviction d'avoir été vraiment utile en remplissant plus que ses devoirs est la plus belle récompense pour un homme qui possède vos sentiments, aussi nobles que désintéressés.

« Je suis enchanté d'apprendre que vous n'avez point sujet de regretter la

en Europe doit avoir un résultat funeste pour le peuple qui l'entreprendra. Avec de la sagesse et de la modération, nous pourrions faire beaucoup pour le bonheur de l'humanité; mais avec la violence et les passions turbulentes qui agitent la France en ce moment, nous causerons en Europe de grands bouleversements, dont le résultat sera toujours le despotisme; car lorsque le désordre est arrivé à son comble, la dictature devient indispensable pour rétablir l'ordre. En fait d'institutions politiques, il n'y a rien de durable que ce qui s'établit lentement et progressivement. Tout changement violent porte avec soi le germe d'une réaction, sans parler des maux qu'il produit. Des pays sont ravagés, des cités sont détruites, le sang coule à grands flots, les finances s'épuisent, l'agriculture, le commerce, l'industrie sont détruits et, au bout du compte, on se trouve beaucoup plus mal qu'on n'était avant. Je ne dis pas cela pour défendre le principe de la stabilité, qui est absurde; mais je voudrais que les Français fussent assez sages pour se borner à développer avec calme et maturité leurs institutions libérales, sans vouloir les imposer aux autres peuples, qui n'en sentent pas encore le besoin, et qui d'ailleurs ont assez d'orgueil national pour ne vouloir rien tenir de l'étranger, pas même la liberté. Voilà ce que l'on ne sait pas assez en France.

Lorsqu'un homme raisonnable comme toi peut dire

résolution que vous avez prise de passer l'hiver à Eichstett. J'ai bien apprécié le motif qui vous y a engagé... Ce que vous me dites des bonnes dispositions de mon neveu Auguste pour vous m'a causé une grande satisfaction. Il était temps que ce dernier vous rendit justice en se convaincant lui-même de la manière dont vous avez mené ses affaires. J'espère pour lui qu'il s'en persuadera tous les jours davantage. Ce sera une bien grande consolation pour ma bonne sœur, qu'elle mérite sous tant de rapports !...

« Je ne vous parlerai point de mes bons vœux pour vous, mon cher Planat, à l'occasion du renouvellement de l'année : ils sont et resteront toujours les mêmes, ainsi que les sentiments que je vous ai voués et avec lesquels je suis

« Votre bien affectionné,

« CHARLES, prince de Bavière. »

tranquillement : « La guerre aura lieu, ne fût-ce que pour calmer l'irritation des esprits, et les détourner des idées dominantes, » il y a de quoi se désoler ! Ainsi, parce qu'il plaira à quelques milliers de têtes ardentes de vouloir révolutionner le monde, il faut que toute l'Europe soit livrée aux horreurs de la guerre, et des hommes paisibles, de bon sens, amis de leur pays et de l'humanité, ne reculent pas devant cette horrible pensée !

L. Planat partit au commencement de novembre pour Paris. Il y rencontra de nouveau M. et Mlle de K..., qu'il n'avait point revus depuis le séjour de Kissingen. Les circonstances particulières dans lesquelles ils se retrouvèrent, et les conséquences qui devaient en résulter par la suite seront racontées plus loin.

Après un séjour de deux mois, L. Planat retourna pour une dernière fois à Munich, afin d'assister la duchesse dans la remise du compte rendu définitif de sa tutelle.

F. P.

*A Constant D***.*

Munich, 6 juin 1832.

Mon sort est à peu près fixé ; j'ai rempli mon devoir jusqu'au bout, à la satisfaction de tout le monde, et je ne suis plus retenu ici que par des liens d'honneur et de délicatesse. Après avoir rendu le compte le plus exact d'une gestion de huit années, qui a embrassé d'immenses détails, j'ai été passer trois mois près de notre jeune prince, pour le mettre au courant de ses affaires, monter sa nouvelle administration et donner la première impulsion à cette machine. Nous sommes ensuite revenus ensemble à Munich, et, avant notre départ d'Eichstett, il m'a remis le brevet d'une pension viagère de 6 000 francs, avec une lettre des plus flatteuses. Mais quoique je n'aie plus la direction de

ses affaires, il m'a prié d'en suivre une fort importante qui se traite en ce moment à Munich, ce qui m'y retient encore. Tu sens bien que je n'ai pu refuser, après avoir été si bien traité par lui.

En résumé, me voici, à quarante-huit ans, à la tête d'un revenu de 8 600 francs par an, et maître de mon temps et de ma personne. Je ne suis plus disposé à louer ni l'un ni l'autre. Je tâcherai l'année prochaine de m'établir d'une manière honorable et indépendante, pourvu que Dieu me prête vie.

Je déplore comme toi l'aveuglement des mères qui perdent l'avenir de leurs enfants à force de tendresse, et qui en font des chiffons, sous prétexte de leur conserver les qualités du cœur. Mais il n'y a pas de remède à cela. Il n'y a de garçons bien élevés, que ceux qui le sont loin de la maison paternelle. Ceux-là deviennent des hommes. La seule ressource pour les autres est que le malheur ou une dure nécessité vienne les retremper.

A Abel Planat.

Munich, 5 juillet 1832.

L'usage que je ferai de ma liberté n'est pas du tout celui que tu penses. Je n'ambitionne plus que le repos, et n'irai pas me forger de nouvelles chaînes. Tous mes désirs se bornent à obtenir ma retraite comme lieutenant-colonel, et à me retirer dans une ville de province, où je pourrai peut-être me rendre utile comme membre d'un conseil municipal. Depuis que je me sens libre de droit, sinon de fait, ma santé reprend à vue d'œil; sans doute elle ne sera jamais bien forte, mais pourvu qu'elle reste ce qu'elle est maintenant, je ne me plaindrai pas. Selon toute apparence,

je passerai l'hiver en Italie et ne rentrerai en France que l'année prochaine.

Les projets de L. Planat furent modifiés par suite d'un événement inattendu qui devait changer toutes les conditions de son existence. Nous sommes forcés, pour l'expliquer, de revenir de quelques mois en arrière, au moment de sa rencontre à Paris avec M. et Mlle de K... Un projet de mariage avait été formé, à cette époque, entre cette dernière et un jeune homme distingué, Français et fils d'un ancien ami de son père. Mais les idées exaltées du jeune prétendu et son adhésion enthousiaste à des utopies sociales, alors fort répandues, inspirèrent bientôt à M. de K... des craintes sérieuses pour l'avenir de sa fille et, tout en abandonnant au jugement de celle-ci la décision finale, il désirait vivement la rupture de ce mariage. C'est en ce moment qu'un heureux hasard lui fit rencontrer L. Planat. Il lui confia la situation, et le pria de venir en causer sérieusement avec sa fille, dont il connaissait la profonde estime pour lui. L. Planat se rendit à cette invitation. Il revit Mlle de K... et, sans vouloir ici rapporter le sujet d'un entretien qui dura plusieurs heures, nous dirons seulement que toute allusion personnelle en fut écartée par suite d'un sentiment mutuel de fierté et de délicatesse, facile à concevoir, et qu'il roula tout entier sur des questions d'intérêt général, de la nature la plus élevée. L'un et l'autre des deux interlocuteurs en emporta un souvenir nouveau, plus profond. Bientôt le projet de mariage, d'abord ajourné, fut rompu définitivement par Mlle de K... et elle eut la joie d'entendre maintes fois son père attribuer à l'influence de L. Planat la décision qui le rendait si heureux.

M. et Mlle de K..., revenus à Munich quelque temps après L. Planat, ne l'y retrouvèrent plus, car, ainsi qu'on l'a vu, il était alors à Eichstett, auprès du prince Auguste. Enfin il revint, mais, hélas! sa première visite à cette famille devait être une visite de condoléance. M. de K... était mort subitement dans sa maison de campagne. La douleur de Mlle de K... fut excessive, car elle adorait son père. Sa mère et toute sa famille lui ayant

rappelé en ce moment à quel point M. de K... avait désiré, surtout dans les derniers temps, de lui voir faire un choix, elle s'engagea formellement à le faire, dès que les premiers mois de son deuil seraient expirés. Cependant sa tristesse augmentait; elle fut forcée de s'aliter et sa mère, inquiète, craignit que le regret de l'engagement pris ne fût pour quelque chose dans sa profonde mélancolie. Elle chargea un vieil ami, en même temps le médecin de la famille, de s'en assurer auprès de sa fille, et, dans ce cas, de la dégager solennellement en son nom d'une promesse faite dans un moment d'entraînement.

Le docteur B***, après s'être acquitté de sa mission, ne put s'empêcher d'insister une fois de plus auprès de Mlle de K... sur l'extrême tristesse, pour tout cœur généreux, d'une vie isolée, dénuée d'une affection profonde. Mlle de K... lui ayant répondu qu'elle en était elle-même très convaincue, il ajouta : « Vous ne connaissez donc absolument personne à qui vous seriez heureuse de vous dévouer? — Oui, dit enfin Mlle de K..., il y a *quelqu'un*, mais celui-là ne songe pas à moi. — Comment? Qu'est ceci? mais... c'est impossible! s'écria le bon docteur, qui avait pour Mlle de K... une prédilection toute paternelle. — C'est possible, et cela est. — Et son nom? — C'est un de vos amis... c'est M. Planat. »

Rien ne saurait rendre la surprise et la joie du docteur B***, qui, en même temps qu'il aimait beaucoup Mlle de K..., professait pour L. Planat une espèce de culte. Voici la lettre que le docteur B*** apporta le lendemain, et qu'il voulut bien laisser entre les mains de Mlle de K...

F. P.

*A M. le docteur B****.

Munich, 26 juillet 1832.

Très cher ami, j'ai pris au sérieux le sujet de notre conversation d'hier et je veux vous faire à cet égard une profession de foi toute sincère.

J'ai toujours considéré que le but le plus réel de l'exis-

tence était l'accomplissement des devoirs. Ceux que le mariage impose sont peut-être les plus saints et les plus importants de tous. Je connais mes imperfections et mes faiblesses; elles peuvent se dissimuler dans le commerce superficiel du monde, mais le désappointement est d'autant plus grand lorsqu'on les découvre inopinément dans un commerce plus intime.

J'ai quarante-huit ans, des infirmités, et en général une santé plus que délicate. D'un autre côté, je n'ai point de fortune. A la vérité je jouis d'un revenu assuré de quatre mille florins qui pourra dans peu s'élever à cinq mille; mais la plus grande partie s'éteint avec moi et j'aurais bien peu de chose à laisser aux enfants qui naîtraient de mon mariage. Voilà pour les choses positives de ce monde.

Le mariage est désirable pour tout honnête homme, et il y a longtemps que j'ai senti tout ce qu'il y a de triste et presque de honteux à vivre dans le célibat. J'ai la plus grande estime pour la personne dont nous avons parlé. J'ai été à même de reconnaître en elle une âme forte, des sentiments élevés, une sensibilité vraie, un bon cœur et nulle petitesse. Je la crois en outre capable d'un grand dévouement. Cet assemblage est rare chez les femmes et demande en échange des qualités au moins égales. C'est là ce que, sans fausse modestie, je ne me crois pas en état d'offrir.

Désabusé de tout par une longue et cruelle expérience, je suis devenu un peu comme tout le monde; je prends le temps comme il vient et les hommes comme ils sont, sans attacher aux choses de ce monde une importance telle que mon repos puisse en être troublé. Cette indifférence ne va pas jusqu'à l'égoïsme, mais je sens qu'elle en approche. Quant à ma religion, vous la connaissez : remplir son devoir et faire dans sa petite sphère le plus de bien et le moins de mal possible, voilà à quoi elle se réduit.

Une chose encore me semble devoir être prise en consi-

dération. A mon âge, on a nécessairement contracté des habitudes ou, si vous le voulez, des manies dont il est difficile de se défaire. En changeant d'état, aurai-je la force de les sacrifier, ou bien aura-t-on la complaisance de les supporter? c'est là une grande question. En me mariant, mon désir serait assurément de rendre heureuse la femme qui me vouerait son existence, et si malgré cette intention je ne pouvais y parvenir, mon repos serait troublé à tout jamais. Ces réflexions que je jette à la hâte sur le papier, je les livre à votre amitié, en la conjurant de n'être point aveugle pour moi. Voyez, pesez, réfléchissez. Les soins que vous m'avez rendus depuis trois ans vous ont mis à même de connaître et d'apprécier mon caractère mieux que je ne le puis moi-même. Jugez-moi donc avec une impartiale sévérité, et songez que, dans une occasion si importante, toute indulgence serait une faiblesse impardonnable.

*A Madame D***.*

Munich, 17 août 1832.

Je voudrais bien, ma chère Henriette, t'envoyer des lettres aussi longues et aussi aimables que les tiennes; mais j'en ai tant à écrire, que cela m'est impossible. Puis j'ai la manie de m'occuper sans cesse; je la pousse même si loin, que je m'occupe en ce moment-ci d'un mariage! Selon toutes les probabilités, il ne réussira pas; mais n'importe. Quoi qu'il en soit, je te prie de m'envoyer, sans perdre de temps, deux extraits de naissance dûment légalisés. La dernière légalisation doit être celle du ministère des affaires étrangères.

Maintenant il faut que je te fasse le portrait de ma future qui ne répondra sûrement pas à ton idéal, toi qui aimes les belles Allemandes au teint blanc et rose. Mlle de K...

est petite, elle a vingt-sept ans (avec l'air d'en avoir vingt au plus), le teint uni, pâle et olivâtre comme le mien; le visage ni beau ni laid, mais une physionomie sympathique et spirituelle, des yeux noirs fort beaux, la main petite, une jolie taille. Elle a d'excellentes qualités, des sentiments nobles et une âme capable de dévouement. Enfin elle est très éprise de moi. Tu trouveras que cela frise le ridicule, mais rien n'est pourtant plus vrai. Tu sauras que ton frère, malgré ses quarante-huit ans, sa maigreur et son teint jaune, a été demandé en mariage par une personne jeune, riche et très recherchée; qu'elle me préfère à de beaux officiers, à des hommes jeunes, ayant de la naissance et de la fortune. Il y a bien plus : j'ai employé quatre pages à décrire les inconvénients d'une union mal assortie; je me suis maltraité le plus que j'ai pu, et certes, celle qui voudra de moi après cette description, ne pourra pas se plaindre que je l'aie attrapée. Peine perdue! cette franchise n'a servi qu'à redoubler l'inclination qu'on a pour moi. Ainsi je me laisse faire par ma bonne étoile; mais tout cela me paraît si merveilleusement étrange que je n'ose encore croire au succès. Toutefois... envoie-moi le plus tôt possible mes deux extraits de naissance!

A la même.

Munich, 30 septembre 1832.

Je n'ai pu te répondre plus tôt, ma bonne Henriette, parce que... parce que je me marie décidément et que rien au monde n'occupe comme un mariage, surtout quand on a la bêtise d'être amoureux comme je le suis. Du reste, quand tu connaîtras Frédérique, tu jugeras qu'elle mérite bien qu'on l'aime, et qu'on ne peut même l'aimer médiocrement.

Notre mariage est fixé au 6 octobre. Le jour même nous partons pour l'Italie, d'où nous viendrons nous installer à Paris à la fin de cette année. Ainsi donc, cadeaux de noces, contrat de mariage, actes civil et religieux et tous les actes sans fin qui en dépendent pour un mariage contracté à l'étranger, passeport, paquets, sans compter quatre procurations des princes et princesses pour leurs affaires en Italie, tout doit être prêt dans ce court espace de temps; et tout le sera, grâce à mon activité.

Ma santé est excellente, surtout depuis que je me marie. J'ai lieu de croire qu'elle se soutiendra, et que mes maux tenaient principalement à ma situation, et aux occupations pénibles dont j'étais chargé.

Adieu, ma bonne Henriette, je t'embrasse tendrement ainsi que tes enfants.

SIXIÈME PARTIE

1833 A 1848

SIXIÈME PARTIE

1833 A 1848

La vie errante et aventureuse de L. Planat est terminée désormais et, une fois rentré dans sa chère patrie, après dix-huit ans d'exil, il ne la quitta plus. Libre enfin de se réfugier dans une vie calme et retirée, non pas isolée, mais animée seulement par les visites d'amis rares et choisis, L. Planat sut se créer, au milieu du tourbillon de Paris, l'existence qu'il avait toujours désirée et la seule conforme à ses goûts.

Il ne saurait entrer dans notre pensée de relater les incidents journaliers d'une vie dorénavant absolument privée. Nous nous bornerons à dire que l'idée si élevée, presque romanesque, que Mlle de K... s'était formée à première vue du caractère de L. Planat, se trouva de beaucoup dépassée dans la réalité. Rien ne saurait peindre l'attrait incomparable de son commerce habituel et de sa conversation si fine, si bienveillante, pleine de saillies pourtant et de douce malice, dont même ses charmantes lettres ne sont et ne sauraient être qu'un pâle reflet. En effet, tout se réunissait chez L. Planat : la physionomie, le geste, jusqu'au timbre de la voix, pour donner à sa parole ce charme souverain, auquel jamais nul de ceux qui l'ont approché, bons ou mauvais, vieux ou jeunes, n'ont pu se soustraire.

Une seule chose attristait profondément le cœur de ceux qui

l'aimaient : sa santé délabrée. Il vécut à la vérité bien des années encore, mais ce ne put être qu'au prix de ménagements infinis et de soins de chaque instant. Rarement une année s'écoulait sans qu'il y eût à trembler pour ses jours, et même, dans les intervalles, des souffrances, suffisantes pour rendre tout autre que L. Planat morose et égoïste, vinrent l'assaillir sans cesse. La fermeté avec laquelle il supportait ses maux, le sourire reconnaissant dont il savait payer toute tentative de le soulager, même la plus impuissante, enfin cette bonté, ce charme inexprimable qui ne le quittaient jamais, ni malade, ni bien portant, formaient autant de liens nouveaux qui lui attachaient plus étroitement les cœurs. Jamais, nous le croyons, homme ne fut plus digne d'être adoré et ne fut plus adoré en effet par tous ceux qui l'entouraient.

Mais chez L. Planat la modération et la douceur n'excluaient point une très grande énergie et de généreuses colères. Bien des événements graves s'accomplirent pendant les trente-deux ans qui lui restèrent à vivre ; aucun ne le trouva froid ou indifférent. L'âge ni la maladie ne purent abattre l'activité et la vigueur de son esprit, ou refroidir l'amour ardent du bien qui remplissait son cœur. Nous pouvons affirmer, sans aucune exagération, que le fait seul d'être forcé d'assister en témoin impuissant à une injustice, une calomnie, un acte d'oppression quelconque, soit qu'il s'adressât à un peuple ou à un individu, constituait pour L. Planat une sorte de souffrance personnelle. Plus d'une fois, des calomniateurs puissants le trouvèrent sur leur chemin, insoucieux d'attirer sur lui-même leur inimitié, lorsqu'il s'agissait de prendre la défense des morts ou des absents. Nulle considération personnelle ne pouvait non plus l'empêcher de manifester hautement sa pensée sur un sujet quelconque, lorsqu'il pouvait espérer d'aider par là à la propagation de la vérité, ou de servir l'intérêt de son pays.

F. P.

A la duchesse de Leuchtenberg.

Paris, 5 octobre 1836.

Madame,

Le colonel Koch, mon ancien camarade, officier d'état-major de beaucoup de mérite, a publié, en 1816, une histoire de la campagne de 1814, ouvrage justement estimé, mais qui offre de nombreuses lacunes, surtout en ce qui concerne les opérations du prince Eugène en Italie. Cela s'explique par l'époque de la publication, trop rapprochée des événements pour avoir permis à l'auteur de consulter tous les documents qui lui étaient nécessaires. Cet officier supérieur se propose aujourd'hui de publier une nouvelle édition de son ouvrage, entièrement refondue et aussi complète que possible. Il m'a lu plusieurs passages d'un manuscrit relatif aux affaires d'Italie, dans lequel la conduite du prince et ses rapports avec l'Empereur étaient présentés sous le jour le plus faux et le plus propre à faire suspecter sa bonne foi. J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour désabuser le colonel Koch et lui ai communiqué toutes les notes que j'ai prises à Munich sur cette époque si intéressante de la vie du prince; mais les documents *officiels* me manquent, et ceux qu'il a trouvés au ministère de la guerre sont incomplets. Cependant, comme ils ne justifient en rien les assertions du manuscrit qu'il m'a communiqué, je l'ai pressé de me faire savoir à quelles sources elles étaient puisées. Il s'en est défendu longtemps; mais enfin il m'a confié que le général Danthouard avait déposé dans les archives de la guerre un mémoire sur les affaires d'Italie en 1814.

Ce mémoire, qui est tenu très secret, a été confié au colonel Koch pour deux heures par la garde des archives.

D'après les extraits qu'il m'en a lus, le général Danthouard y établit que le prince Eugène, de concert avec V. A. R., trahissait l'Empereur et s'entendait avec les souverains alliés, qui l'en ont récompensé, en lui conservant sa fortune. Mais comme tout cela est bâti sur des faits et sur des dates évidemment faux, il s'agit de rétablir la vérité des uns et des autres d'une manière irrécusable. Tel est le but de la note ci-jointe que j'ai l'honneur de remettre à V. A. R.

Le colonel Koch, qui est un parfait honnête homme et qui ne recherche que la vérité dans l'exposé des faits qu'il présente, attendra la décision de V. A. R. avant de rédiger la partie de son ouvrage qui traite des opérations du prince Eugène. Quelle que soit cette décision, je crois avoir jeté assez de doute dans son esprit sur la véracité des témoignages du général Danthouard pour être persuadé qu'il n'admettra rien dans son ouvrage qui soit injurieux à la mémoire du prince...

La duchesse de Leuchtenberg à L. Planat.

Ismaning, 10 octobre 1836.

M. Planat de la Faye, je viens de recevoir votre lettre du 5, et me hâte de vous remercier de la nouvelle preuve d'attachement que vous donnez à la mémoire de feu le prince Eugène, en me prévenant de la fausse et outrageante opinion qu'on a donnée au colonel Koch sur sa conduite dans la dernière campagne, qui était si glorieuse et si belle dans ses plus petits détails. Il est vrai qu'il n'a fait que son devoir en agissant comme il a agi; mais comme peu de personnes sont restées fidèles comme lui, et ont conservé cette réputation sans tache qui fait toute la gloire de sa famille, il est permis à sa veuve d'en être fière et de réclamer contre une si horrible injustice. Je suis indignée des calomnies du G. D., mais elles ne m'étonnent pas, car il s'est conduit avec bien de l'ingratitude envers le prince auquel il devait tout; et ne m'a jamais pardonné que je n'aie pas été la dupe de ses intrigues, ni au prince de ce qu'il lui a fait défendre pendant un mois l'entrée de mon salon. Cela a blessé son amour-propre, et de là cette haine qui ne respecte pas même la mort... Je suis à la campagne en ce

moment, et je compte y rester aussi longtemps que le beau temps le permettra. J'irai pourtant à Munich cette semaine, pour m'occuper d'une première recherche, et je vous enverrai le plus tôt possible copie des pièces les plus essentielles. Quant aux autres, elles me paraissent si nombreuses, qu'il serait peut-être difficile de les envoyer toutes; mais sur des demandes spéciales de vous, on pourra sûrement vous adresser des analyses qui répondront à tout. Voyez si vous jugez que cela suffira.

Dites au colonel Koch, quoique je n'aie pas le plaisir de le connaître, que s'il y avait eu à rougir de la conduite du prince Eugène au moment où la fortune abandonnait l'empereur Napoléon, je n'aurais pas eu la force de survivre à tous les malheurs dont j'ai été frappée; *force* que j'ai puisée dans la *certitude* qu'il avait agi avec *honneur et fidélité*. Dites-lui aussi que j'ai le cœur français, comme il l'avait jusqu'à son dernier soupir, et que si je n'ose réclamer l'amour et l'attachement des Français, j'ose au moins réclamer leur justice et celle des hommes de bien. C'est pour cela que je compte sur lui, et qu'il ne dira que la vérité, que je ne crains pas,

Si vous saviez comme je suis émue en écrivant ces lignes! Il me semble que toutes les plaies de mon cœur saignent de nouveau. Cette belle réputation, qui est notre trésor, a été même respectée par les ennemis, et c'est un Français, un ancien aide de camp du prince, qui a le courage de dire des mensonges pour la noircir. C'est affreux!... Si j'avais été intrigante, comme le G. D. le dit, j'aurais pu procurer à ma famille une autre existence que celle qu'elle a ici; mais ma conduite n'a jamais varié : elle a été digne de la veuve du prince Eugène.

A la duchesse de Leuchtenberg.

Paris, 19 octobre 1836.

Je me suis empressé de communiquer au colonel Koch la lettre que V. A. R. a bien voulu m'écrire le 10 de ce mois, et je n'ai pas craint de la faire lire, car cette lettre est le cri du cœur, et l'homme le plus prévenu ne saurait y méconnaître l'accent de la vérité dans ce qu'il a de plus noble. Le colonel Koch en a été vivement touché, et je suis certain que maintenant il n'existe plus aucun doute dans son esprit; mais cela ne suffit pas ; il faut qu'il puisse convaincre ses lecteurs ou critiques par des pièces probantes.

Je crains bien que ces pièces ne se retrouvent pas facilement, car je me rappelle qu'en 1822 le prince voulut me faire faire un travail sur cette époque de sa vie et que nous y renonçâmes, parce que les matériaux les plus essentiels nous manquaient. Ce qui est très extraordinaire, c'est que dans les archives du ministère de la guerre les pièces relatives à cette époque manquent également, savoir : les rapports du prince vice-roi et les minutes des lettres que le duc de Feltre lui a écrites.

Il serait désirable (mais je ne sais s'il est possible) d'avoir quelque chose d'officiel sur la mission du prince Auguste Taxis auprès du prince vice-roi[1]. A la vérité, ce sont là de ces missions que les gouvernements n'avouent jamais; mais tous ces faits sont maintenant du domaine de l'histoire, et le roi de Bavière ou ses ministres ne devraient, ce me semble, faire aucune difficulté de fournir à V. A. R. tous les documents et renseignements qui peuvent lui être nécessaires pour mettre la vérité dans tout son jour.

La duchesse de Leuchtenberg à L. Planat.

Munich, 23 octobre 1836.

Je suis allée deux fois à Munich pour y chercher les pièces dont vous demandez des copies... Je vous enverrai tout ce qui pourra satisfaire à vos questions, aussitôt ma rentrée en ville, qui ne peut beaucoup tarder; je ferai de nouvelles recherches, mais je les ferai avec plus de succès, si en réponse à celle-ci vous me donnez les indications qui me manquent. Il y a une armoire dans la bibliothèque que je n'ai jamais ouverte : savez-vous quels papiers s'y trouvent?

Munich, 15 novembre 1836.

D'après ce que vous m'avez écrit dans votre lettre du 19, qu'il serait important d'avoir une pièce officielle sur la mission du prince Au-

1. La mission du prince Taxis auprès du prince Eugène (novembre 1813) consistait à lui transmettre les offres brillantes des souverains alliés si, comme le roi de Naples, il voulait consentir à abandonner l'Empereur. F. P.

guste Taxis, j'en ai parlé au roi mon frère, qui n'ayant pu me donner que des renseignements peu détaillés, puisque les rapports avaient été faits verbalement, je me suis adressée directement au prince Taxis, qui est tout à fait retiré du monde, mais qui a mis infiniment d'empressement à me faire le récit de sa mission, qui convaincra, j'espère, le colonel Koch. Mais cette pièce est trop importante pour nous-mêmes pour que je vous envoie l'original, et je pense que la copie signée par le ministre de la guerre, qui atteste qu'elle est exacte et vraie, suffira au colonel Koch. D'ailleurs, j'ai l'intention de rassembler toutes les pièces que j'ai en main pour les faire publier un jour, et alors il y aura de quoi confondre les imposteurs.

J'ai reçu votre lettre du 5 de ce mois, mais je souffre si horriblement de la tête que je ne puis y répondre aujourd'hui. C'est avec de la peine que je trace ces lignes. Dès que je me trouverai mieux, je vous écrirai au sujet des autres papiers. Le choléra, qui fait des ravages ici, est cause que je n'ai pas encore fait de recherches dans le carton de la bibliothèque.

A la duchesse de Leuchtenberg.

Paris, 26 décembre 1836.

Je me suis empressé de communiquer au colonel Koch le rapport du prince de Taxis qui suffit pour confondre les calomniateurs. Les autres documents serviront à justifier le prince du reproche qu'on lui fait de n'avoir pas obtempéré à l'ordre de l'Empereur pour ramener en France l'armée d'Italie; car il ne suffit pas que la noble fidélité du prince Eugène sorte de ce débat dans toute sa pureté, il faut encore que l'on puisse apprécier sa sagesse et sa prévoyance. J'espère que nous y parviendrons. Il existe dans les archives (et j'en suis certain, pour l'avoir lue à Ismaning du vivant du prince) la minute d'une lettre dans laquelle il explique à l'Empereur les motifs qui lui font différer, jusqu'à nouvel ordre, son mouvement rétrograde. Il lui expose avec un sens admirable l'inconvénient de voir diminuer, par les désertions, l'effectif de son armée, composée, en grande partie, de recrues italiennes, et l'incon-

vénient d'attirer à sa suite jusque sur les frontières de la France une armée ennemie de 70000 hommes, grossie en route de tous les déserteurs italiens.

Si je ne me trompe, le comte Tascher était porteur de cette lettre, ou du moins sa mission auprès de l'Empereur, après la bataille du Mincio, était dans ce sens. Le rapport du comte Tascher sera donc d'autant plus important qu'il recueillit de la bouche de l'Empereur l'approbation formelle de la conduite du prince. Je me rappelle ces paroles que Tascher m'a souvent répétées : « Dis à Eugène qu'il tienne le plus longtemps qu'il pourra et qu'il tâche de me conserver l'Italie. »

Le colonel Koch voulait prendre copie de la relation du prince Taxis, mais conformément aux intentions de V. A. je m'y suis opposé, quoique à regret; car je sens très bien qu'une simple lecture sur un fait si important ne laisse que des traces inexactes et fugitives. Chargé par le gouvernement d'un important travail historique, le colonel Koch ne pourra publier avant un an sa campagne de 1814. D'ici là, on pourra s'entendre sur l'usage que V.A.R. désirera qu'il fasse des documents qui lui seront communiqués. Elle comprendra que le colonel Koch ne peut pas affirmer que le prince est resté fidèle, et que sa conduite a été approuvée par l'Empereur, sans appuyer ses assertions sur des faits positifs.

Le colonel Koch désire avoir le rapport du comte Tascher dans son entier et V. A. R. en comprendra facilement la raison. Des documents de cette importance tirent leur principal mérite de leur intégrité. Les moindres mots, les moindres circonstances, ont de la valeur; ils ajoutent de l'autorité aux faits plus importants et achèvent de leur donner ce cachet de vérité qu'on n'accorde pas si volontiers à de simples extraits; car alors le lecteur suppose qu'on a choisi et supprimé tout ce qui peut affaiblir ce qu'on veut affirmer.

Paris, 27 décembre 1836.

En relisant ce matin la relation du prince Taxis, je vois qu'il nous manque une pièce essentielle : c'est la copie de la lettre que le prince Eugène écrivit de Vérone au roi de Bavière, en réponse aux ouvertures que S. M. avait été chargée de lui faire au nom des souverains alliés. Si, par une fatalité déplorable, la copie de cette pièce ne se trouvait pas dans les archives, et si l'original, comme il y a tout lieu de le croire, est resté annexé aux actes du congrès de Francfort, c'est à Vienne qu'il faudrait s'adresser. Mais il est probable qu'on rencontrera beaucoup de difficultés[1]...

La duchesse de Leuchtenberg à L. Planat.

Munich, 19 mars 1838.

Après avoir copié la lettre ci-jointe que le prince Eugène écrivit le 18 février 1814 à l'empereur Napoléon, je dus me mettre au lit où je restai deux jours avec de violents maux de tête, ce qui était une suite naturelle de l'émotion que j'éprouve en écrivant des choses qui ont rapport au prince et à ces temps mémorables, et de l'indignation dont je suis toujours saisie, en pensant que la calomnie a osé élever sa voix perfide pour flétrir une si belle réputation...

A la duchesse de Leuchtenberg.

Paris, 24 mars 1838.

Le document que V. A. R. vient de m'adresser est sans contredit un des plus précieux et des plus importants. C'est là cette lettre que je réclamais toujours, que j'avais lue en

1. La duchesse de Leuchtenberg échoua en effet. Ce n'est qu'en 1857, et à force de persévérance, que L. Planat réussit à obtenir une copie légalisée de cette pièce importante. F. P.

1822 et dont le souvenir était resté gravé dans ma mémoire!

Ainsi les recherches faites avec tant de zèle et de persévérance par V. A. R. se trouvent déjà couronnées d'un grand succès; mais je vois avec peine les suites de ce travail fatigant pour la santé de V. A. R. Je la prie de se ménager, mais surtout de ne point s'affecter de lâches calomnies. J'ai la ferme conviction que la vérité sortira de tout ce conflit. Plus nous mettrons de soin et de temps à l'accomplissement de cette œuvre, et plus son succès sera certain.

La duchesse de Leuchtenberg à L. Planat.

Munich, 20 mars 1838.

Malgré l'état de souffrance où se trouve encore ma pauvre tête, je me suis mise à copier toutes les lettres que l'Empereur Napoléon a écrites au vice-roi depuis le mois de décembre 1813 jusqu'au 12 mars 1814... Dans celles de novembre [1813], se trouve un rapport du général Danthouard qui est écrit entièrement de sa main [1].

Munich, 24 mars 1838.

Voici les copies des neuf lettres que l'Empereur écrivit au vice-roi en novembre [1813]... Ces lettres me paraissent moins importantes que celles que j'ai copiées; mais comme elles étaient sur la note, je vous les envoie pourtant. Il m'est impossible, avant mon départ, de copier ou de faire copier les lettres du vice-roi à l'Empereur, car il y en a une quantité, et beaucoup ne sont pas même copiées dans le livre, de manière qu'on a infiniment de peine à déchiffrer les brouillons; il faut donc avoir patience... N'oubliez pas que *personne* ne sait que je vous les ai envoyées.

1. C'était le rapport du général Danthouard, contenant les instructions de l'Empereur, et écrit sous sa dictée, que le maréchal Marmont prétendit plus tard avoir été brûlé par le prince Eugène. (Voir *Mémoires du duc de Raguse*, t. VI, p. 55.) F. P.

A la duchesse de Leuchtenberg.

5 avril 1840.

J'ai été prévenu que le général de Ségur se propose d'écrire l'histoire de la dernière époque de l'Empire, et qu'on a lieu de craindre que le prince Eugène n'y soit pas bien traité. Cela ne m'étonnerait pas, car il est lié avec les généraux Pelet et Danthouard [1]...

1. Quelques écrivains s'avisèrent d'attribuer les victoires les plus notoires du prince Eugène à certains de ses contemporains encore vivants, qui ne crurent pas devoir protester. Les amis du prince, de leur côté, avaient toujours jugé inutile de réclamer contre des erreurs aussi manifestes. Toutefois en 1841, un an après la date de la lettre ci-dessus, L. Planat se vit forcé de rompre le silence. M. de Ségur, chargé de prononcer, à la Chambre des pairs, l'éloge funèbre du maréchal Macdonald, dont il avait été l'aide de camp, énuméra, parmi les titres de gloire de son ancien chef, la victoire de Raab, remportée en réalité par le prince Eugène. Tous les journaux reproduisirent le discours du noble pair, qui ne laissait pas de jouir, comme historien militaire, d'un certain renom. Cette fois, ce fut pour la famille du prince un devoir strict de protester, et c'est à M. de Ségur lui-même qu'elle s'adressa, persuadée qu'il s'empresserait d'envoyer l'aveu loyal et formel de son erreur à tous les journaux qui l'avaient reproduite. Mais bien loin de là, M. de Ségur se borna à modifier, dans une édition tirée à part, à un petit nombre d'exemplaires, quelques phrases par trop choquantes de son discours. C'était une réparation complètement illusoire. L. Planat résolut alors d'en finir lui-même, une fois pour toutes, avec une de ces allégations qui, évidemment fausses et ridicules, finissent néanmoins par s'accréditer, si elles ne sont réfutées d'une manière saisissante, même pour le grand public. Il imagina d'adresser par la poste les lignes suivantes à M. Alphonse Karr, qui les inséra effectivement dans le plus prochain numéro de ses *Guêpes*, alors répandues dans toute la France :

« Pendant quinze ans, le maréchal Macdonald s'est laissé appeler par tous « les journaux : vainqueur de Raab. Cette bourde a été reproduite dernière- « ment par M. Philippe de Ségur, dans un éloge qu'il a prononcé en Chambre « des pairs. Le fait est que la bataille de Raab a été gagnée par le prince « Eugène Beauharnais, qui commandait l'armée d'Italie. A la vérité, le maréchal « Macdonald, alors général de division, servait sous les ordres de ce prince, « mais il n'assista pas même à cette bataille, étant avec sa division à une « journée en arrière. Toutes ces choses pourraient bien devenir de l'histoire, « si la critique contemporaine n'y met bon ordre. Celui de nos maréchaux « qui vivra le plus longtemps finirait par avoir gagné, à lui tout seul, toutes « les batailles de la Révolution et de l'Empire. » (*Guêpes* du 1er mars 1841.)

Cette saillie, reproduite par beaucoup de journaux, mit fin à toute velléité d'usurpation future. F. P.

Le colonel Koch avait renoncé au projet de publier une seconde édition de son livre. Mais L. Planat tenait désormais entre ses mains assez de documents irréfutables et de renseignements précis, pour pouvoir repousser toute attaque directe qui viendrait à se produire contre la mémoire du prince Eugène. Près de trente ans devaient toutefois s'écouler avant que la publication des mémoires du maréchal Marmont vînt lui en fournir l'occasion.

F. P.

Les années 1839 et 1840 apportèrent à tout bon Français des sujets de patriotique affliction et exercèrent sur l'avenir de la dynastie de 1830 une influence fatale. L'intérêt passionné que L. Planat ne cessait de prendre aux affaires de son pays, quoique simple spectateur, le poussa vers cette époque à commencer une sorte d'*agenda* politique, dans lequel il inscrivit, pendant plus d'un an, ses impressions journalières. Nous allons le reproduire en partie. Certaines expressions pourront sembler sévères à quelques-uns; personne assurément n'y méconnaîtra l'accent du patriotisme le plus désintéressé.

On était au mois de mars 1839. La *coalition* l'avait emporté; le ministère Molé venait de donner sa démission, après avoir pu constater le résultat des élections nouvelles, provoquées par lui-même, mais faites sous l'impression des attaques violentes et, il faut le dire, en partie méritées, de la coalition. L. Planat avait toujours blâmé, lui aussi, et la coupable complaisance des ministres responsables, et l'ingérence inconstitutionnelle et exorbitante du roi dans toutes les affaires du dehors et du dedans, sa diplomatie occulte, ses tendances peu élevées. Mais il ne fut pas moins profondément attristé et indigné du spectacle de cette coalition immorale, où d'anciens ministres, instruments trop dociles de la volonté royale, lorsqu'ils étaient au pouvoir, et qui aspiraient à le redevenir, ne craignirent pas de solliciter l'alliance de leurs ennemis déclarés, dont ils empruntaient toutes les armes, dans le seul but de renverser leurs successeurs. Ce but était atteint; il ne s'agissait plus que de se partager les

dépouilles ministérielles. Mais ce n'était pas là chose facile, entre des alliés très peu d'accord au fond.

Laissons le journal de L. Planat raconter les longues péripéties de cette crise ministérielle qui, au bout de deux mois, devait se terminer par l'émeute.

F. P.

AGENDA POLITIQUE

17 mars 1839. — On ne peut méconnaître que, pendant les huit premières années de son règne, le roi Louis-Philippe a fait preuve d'une prudence et d'une habileté presque sans exemple, en contenant une révolution terrible et en ramenant promptement en France l'ordre et la prospérité, sans réaction, sans proscription et sans sortir des voies légales, et cela lorsque le pouvoir se trouvait désarmé et les lois répressives affaiblies par suite des événements de Juillet. Ce tour de force politique n'a point son pareil dans l'histoire des révolutions.

Mais il faut reconnaître aussi qu'à l'occasion de la dernière crise parlementaire, le roi paraît avoir manqué de cette prudence et de cette habileté dont il avait donné des preuves dans les années précédentes. La dernière dissolution de la Chambre a été une mesure imprudente, comme l'événement l'a prouvé, et les suites de cet acte sont incalculables. Après le vote de l'Adresse, le comte Molé, reconnaissant la disposition de l'esprit public et les méfiances dont la cour était l'objet, même pour des hommes sages et pour des patriotes éclairés, proposa au roi de modifier le ministère, en éloignant du conseil ceux que l'opinion du pays désignait comme des instruments aveugles des volontés de la cour, c'est-à-dire : Montalivet, Bernard, Salvandy

et Martin du Nord. Le roi fit quelques difficultés d'y consentir, mais après que M. Molé lui eut représenté les dangers d'une dissolution, il aquiesça à cette mesure qui pouvait momentanément conjurer l'orage, et amener plus tard un changement de ministère qui ne compromît pas la prérogative royale. Mais le roi ayant fait appeler Montalivet, lui fit part du projet de M. Molé, à quoi Montalivet répondit : « Vous pouvez me sacrifier, Sire, et je serai toujours prêt à me dévouer aux intérêts de la couronne ; mais quant aux dangers de la dissolution, voici ma réponse. » Alors il mit sous les yeux du roi les rapports des préfets, toujours rédigés dans le sens qui plaît au ministère; ces rapports annonçaient que la coalition avait excité l'indignation de tous les bons citoyens, que ses membres étaient l'objet de la réprobation générale, et que de nouvelles élections donneraient, à coup sûr, une majorité imposante au ministère. Le roi crut trop facilement des rapports qui flattaient ses dispositions et semblaient lui promettre le raffermissement de son autorité. La dissolution fut résolue, et le résultat des nouvelles élections a fait voir combien étaient fondées les craintes et les prévisions de M. Molé. Cet homme d'État eut sans doute tort de se prêter à une mesure grave qu'il n'approuvait pas; mais il n'a jamais su résister aux instances du roi. Maintenant le pouvoir royal est démantelé ; les minorités coalisées lui imposent un ministère qui lui-même sera l'esclave de ces minorités, en sorte que nous marchons évidemment vers une révolution, qui sera d'autant plus terrible qu'elle n'a pas de motif légal, et qu'elle ne repose que sur la haine, l'ambition et les passions sordides de tous les partis.

18 mars. — Il semble décidé que nous aurons un ministère Thiers, et que la prérogative royale s'humilie devant l'ancien rédacteur du *National*. M. Thiers a bien de l'esprit, ce qui est toujours le plus grand mérite aux yeux des

Français. La facilité de son élocution, ses évolutions de tribune, sa dextérité, son agilité dans les combats parlementaires, tout cela séduit et enchante la multitude, comme les exercices d'un habile escamoteur ou d'un hardi danseur de corde. M. Thiers connaît à merveille son public; il le flatte, l'irrite, l'étonne, le remue, et toujours à propos. Il est toujours sûr de réussir; l'anecdote suivante prouve quelle est sa confiance à cet égard. Durant la discussion de l'adresse, quelqu'un lui représentait que, par les doctrines qu'il professait, il se préparait de grandes difficultés dans l'exercice du pouvoir, lorsqu'il rentrerait aux affaires. « Bah! bah! » répondit M. Thiers d'un ton léger, « avec la Chambre, il ne s'agit que de bien jouer de la flûte, et moi, j'en joue comme Tulou. » Ces paroles ont été répétées dans le public, mais loin de s'en offenser on les a trouvées charmantes; tant il est vrai qu'en France, aujourd'hui, un parleur spirituel et audacieux peut se permettre et se promettre tout.

22 mars. — Hier M. Thiers a fait remettre au roi son *ultimatum* et, après bien des difficultés, S. M. s'est vue forcée de céder, en sorte qu'on peut dire qu'il y a de sa part abdication morale de la royauté, présage certain d'une abdication réelle. Les faiseurs du jour ont déjà prévu cette éventualité, et à cet effet ils ont dépêché le maréchal Clauzel à Londres, pour s'aboucher avec Louis-Napoléon. Vous voyez que nous allons vite, et qu'arrivés sur le penchant de gauche, nous glisserons rapidement jusqu'en bas. Mais tel est l'aveuglement et la crédule stupidité des masses qu'on célèbre partout, comme l'événement le plus heureux, l'avènement de ce ministère, frappé de mort par le fait de son origine, et déjà débordé à droite et à gauche, avant d'être en ordre de bataille. Ainsi, par une fatalité déplorable, le démon de l'intrigue l'emporte sur le bon génie de la France. C'est pour satisfaire des ambitions nécessiteuses que nous voyons notre avenir bouleversé.

Dans cette intrigue politique, unique dans son genre, M. Thiers a déployé plus de ruse, de souplesse et d'astuce que n'ont jamais fait les Mazarin, les Dubois et les Talleyrand. Il a joué tout le monde à la face du soleil, les plus fins comme les plus crédules...

25 mars. — Après avoir écarté tout d'abord les doctrinaires, après avoir réduit la gauche à ne plus insister pour la présidence d'Odilon Barrot, il restait encore à M. Thiers d'éloigner le maréchal Soult pour s'emparer de la présidence du Conseil. C'est ce qu'il vient de faire, en réservant pour le dernier moment ses explications sur la politique à suivre pour les affaires d'Espagne...

26 mars. — La véritable cause de la dissolution du cabinet projeté n'a pas été rendue publique, et ce qu'il y a de fâcheux, c'est que le gros du public l'attribue uniquement à l'obstination du roi. Il s'ensuit que l'irritation devient extrême, surtout dans les départements, où la vérité ne pénètre que bien difficilement. Les journaux de la capitale et l'active correspondance des ennemis du roi sèment partout la haine et la défiance, en sorte qu'on s'habitue à l'idée d'une révolution prochaine. Ce qui, en réalité, empêche un ministère quelconque de se former, c'est qu'il n'y a pas de majorité possible, ni pour les doctrinaires, ni pour le tiers-parti. A la dernière réunion, aux Tuileries, M. Humann avait démontré clairement que le ministère qui devait être proclamé le 21 de ce mois n'aurait qu'*une* voix de majorité, et pour cette fois M. Thiers, qui est toujours dans les *à peu près*, s'est vu à bout de ses ressources et forcé de se rendre à l'évidence mathématique des calculs de M. Humann. Telle est la véritable cause de l'avortement du ministère Soult-Thiers.

Le fait est que la France, comme la Chambre, est divisée aujourd'hui en deux partis, de force à peu près égale. L'un veut le maintien de ce qui existe ; il est compact et homo-

gène. L'autre se divise en quatre fractions très diverses : les légitimistes qui veulent ramener Henri V et le drapeau blanc; les républicains qui prétendent sauver la France par la guerre et par la terreur; les doctrinaires, qui veulent fonder une aristocratie bourgeoise pour l'opposer à la démocratie et à la royauté; enfin la gauche prétendue dynastique qui veut la monarchie moins le monarque, ou qui plutôt ne sait ce qu'elle veut. Malheureusement ce parti grossit tous les jours; il séduit les esprits faibles, précisément par le vague de ses théories. Il encourage toutes les médiocrités et flatte les ambitions vulgaires, parce qu'il ne tient compte d'aucune difficulté dans les affaires publiques. Puissant sur l'opinion, impuissant pour le gouvernement, c'est ce parti qui, en grossissant, finira par perdre la France.

1er avril. — La *coalition* a tellement bouleversé toutes les opinions, tellement engagé tous les amours-propres que la Chambre actuelle est un vrai chaos. C'est l'impossibilité d'y obtenir une majorité certaine qui a fait avorter toutes les combinaisons ministérielles depuis trois semaines! Pour savoir ce qui peut sortir de cette confusion, autant que pour mettre un terme à la situation périlleuse où se trouve le pays, le roi a pris le seul parti raisonnable, celui de nommer un ministère d'*intérim*, composé d'hommes inoffensifs et presque sans couleur politique.

12 avril. — M. Dupin, l'un des fondateurs de la monarchie de Juillet, est sans contredit l'homme qui lui a porté les coups les plus sensibles par la versatilité de ses opinions et par la fréquence de ses soubresauts politiques. Puissant par la parole, gonflé de son importance, il est la personnification la plus exacte de cette suffisance bourgeoise, de cette médiocrité jalouse et de cette impuissance gouvernementale qui caractérisent le tiers-parti... M. Dupin, voyant qu'il n'a plus rien à espérer du parti conservateur, se lance

dans l'opposition et se fait girondin à sa manière. Certes, il n'a ni la fougueuse éloquence, ni l'élévation de talent des Brissot et des Vergniaud, mais nous allons le voir, comme eux, travailler avec ardeur à la destruction du pouvoir royal. Que dis-je? nous allons le voir! Peut-on savoir ce que M. Dupin fera dans huit jours, demain, aujourd'hui? Il ne le sait pas lui-même!

30 avril. — Hier à midi, le roi, ayant signé les nominations de tous les nouveaux ministres, les attendait dans la salle du conseil avec le garde des sceaux. Pendant ce temps les futurs ministres étaient à se disputer chez le président de la Chambre et à écouter les bons mots de M. Dupin[1]. Enfin, après deux heures d'attente, on vint annoncer à S. M. que tout était rompu pour la vingtième fois, et que la nouvelle combinaison, pas plus que les précédentes, n'avait pu parvenir à se mettre d'accord. Une nuit avait suffi pour ébranler et changer toutes les résolutions de M. Dupin; il ne faut pas toujours si longtemps. Il a découvert, en se réveillant, qu'il ne serait président du conseil que de nom, tandis que M. Thiers serait président de fait; il a découvert, de plus, que M. Cunin-Gridaine ayant refusé de faire partie du ministère, on ne pouvait raisonnablement compter sur une majorité solide et durable. Toutes ces raisons, accompagnées de force lazzis, ont été déduites par lui à ses futurs collègues. La présidence a été ensuite offerte au maréchal Maison qui l'a refusée en termes énergiques, comme peut le faire un soldat, tant soit peu brutal. Après un échange de paroles fort vives entre tous ces coryphées du tiers-parti, M. Dupin a quitté brusquement la compagnie, et M. Passy est venu annoncer au roi le résultat négatif de la conférence. Remarquez, cependant, que c'était un ministère centre

1. Dans cette nouvelle combinaison (la *sixième* tentée depuis un mois), M. Dupin devait être président, M. Thiers ministre des affaires étrangères.

F. P.

gauche pur et sans mélange, que les efforts inouïs et persévérants de l'opposition n'ont d'autre but depuis trois mois que d'obtenir ce ministère, et, qu'après avoir écarté tous leurs concurrents, brisé toutes les résistances, au moment où le pouvoir leur arrive sans conteste, ils n'osent s'en emparer! Ce fait caractérise et peint d'un seul trait le centre gauche. L'avant-garde de ce parti fanfaron est l'arrogance et la présomption; son corps de bataille est l'irrésolution, la peur et l'impuissance.

2 mai. — Les explications vraiment burlesques, données à la Chambre des députés dans la séance du 30 avril par M. Dupin, n'ont pas seulement détruit l'importance politique de ce personnage; elles ont encore montré jusqu'à l'évidence toute l'impuissance du tiers-parti. Chaque fois que ce parti est sur le point de saisir le pouvoir, il est à l'instant saisi de douleurs d'entrailles qui le paralysent et le décomposent. Le ministère projeté n'était que la seconde édition du 22 février, mais plus fautive que la première; il n'aurait pas duré plus que lui s'il n'était pas mort avant sa naissance. En effet, quels en étaient les éléments? MM. Teste, Sauzet et Passy qui sont déjà passés aux 221; MM. Dufaure et Vivien qui donnent la main à Odilon Barrot; M. Thiers, déserteur du centre droit, intrus dans le parti, excitant ses défiances et reçu seulement à titre d'avocat sans pareil et d'amnistié capable. Enfin, et par-dessus tous ces éléments répulsifs, M. Dupin, dont la mobilité capricieuse et l'inconstance politique auraient suffi pour dissoudre le ministère le plus fortement constitué! Il fallait être bien rempli d'illusions, bien court de vues pour croire qu'un tel cabinet pût avoir quelque chance de durée.

5 mai. — Je vous ai fait connaître les causes de l'avortement du ministère centre gauche[1]. La retraite de M. Dupin

1. Selon une habitude constante de son esprit, L. Planat aimait à s'adresser à un interlocuteur imaginaire. F. P.

en a été le motif apparent; mais la véritable cause était le dissentiment existant entre MM. Passy, Teste et Sauzet d'une part, Dufaure et Vivien de l'autre, relativement à la question de la présidence réelle du conseil. Les deux derniers voulaient, par nécessité politique, donner cette présidence à M. Thiers, mais les trois autres n'y auraient jamais consenti. Les hommes du centre gauche n'ont ni estime ni confiance pour M. Thiers; à la vérité ils le regardent comme un ingrédient indispensable à la composition de leur ministère, à cause de son incomparable talent de tribune, et de la popularité momentanée que les journaux lui ont faite; toutefois, ils pensent qu'il serait périlleux de lui confier la suprême direction des affaires de la France, et ils ne veulent pas tenter cette dangereuse expérience, qui pourrait les compromettre et même les perdre sans retour.

6 mai. — Un des plus grands maux de notre tripotage représentatif est d'arrêter constamment l'essor de la nation vers les grands travaux et les nobles entreprises. Aussi avons-nous la honte de voir autour de nous les plus petits États marcher d'un pas calme et sûr dans les voies que nous avons ouvertes, et où nous restons embourbés. Nos députés n'ont point d'entrailles pour les vrais intérêts du pays. Il leur faut le spectacle des luttes contre le pouvoir, les querelles misérables des vanités et des ambitions rivales, il leur faut les déclamations des avocats, les rodomontades de M. Thiers, ou les saillies de M. Dupin; voilà tout ce qui les émeut, tout ce qui les attache; en pareil cas, la Chambre est toujours au grand complet. Mais s'il s'agit d'une question d'intérêt public, les bancs sont déserts, on cause dans les couloirs, et les députés sont rarement en nombre suffisant pour voter d'importantes lois, dont ils n'ont pas même écouté la discussion. Il suit de là que nos sessions se passent aux trois quarts en débats stériles et en parlage inutile. Les mesures les plus urgentes sont ajournées, les affaires lan-

guissent et la nation, qui souffre, s'en prend au chef du gouvernement, lorsqu'elle devrait surtout accuser l'égoïsme et la frivolité de ses représentants. La question des sucres et celle des chemins de fer sont d'une urgence telle que chaque jour de retard dans leur solution occasionne une perte de plusieurs millions à l'industrie française, et si ce retard se prolonge jusqu'à l'année prochaine, la plupart des compagnies se dissoudront ou seront tout à fait ruinées. Tel est le résultat de cette impatience, de ce besoin d'agitation sans but qui nous tourmente. Nos institutions politiques datent d'hier, et nous ne voulons pas attendre, pour les modifier, l'expérience de quelques années.

12 mai. — Je n'ai pas trouvé le courage de vous écrire depuis huit jours. Je craignais que l'amertume de mes réflexions ne prît le dessus sur mon patriotisme, et ne m'emportât jusqu'à maudire nos institutions et les hommes politiques qui sont chargés de les mettre en œuvre. Comment se défendre, en effet, de la plus vive indignation, en voyant continuellement les destinées d'un grand et noble peuple, mises en péril par les intrigues et les viles passions de quelques ambitieux? Comment ne pas désespérer d'institutions qui semblent favoriser et perpétuer d'aussi grands maux et de si honteux scandales?

La courte discussion de vendredi dernier vous a donné une idée de la lassitude et du dégoût qui ont gagné tous les esprits au spectacle prolongé de l'égoïsme, du fol orgueil et de l'intolérance de tous les chefs de parti qui se disputaient le pouvoir. Ce qu'on demande aujourd'hui, c'est un ministère quelconque, capable de diriger d'une manière supportable les affaires du pays. On ne demande pas même qu'il ait une couleur prononcée, ni qu'il soit assez fort pour lutter contre les partis. Car les partis, honteux et épuisés par leurs luttes stériles, promettent de le soutenir, pourvu qu'il montre de bonnes intentions. Une telle combinaison, qui

exclut les grands chefs du parti, serait approuvée sans doute des gens sensés, mais seulement comme un expédient, comme un remède capable d'adoucir le mal, mais point assez efficace pour le détruire. La lutte recommencera sans aucun doute à l'ouverture de la prochaine session. M. Guizot prend assez bien son parti de ce nouvel arrangement, mais M. Thiers s'en montre très mécontent. Il se croyait tellement indispensable, tellement sûr de l'emporter à la fin sur tous ses rivaux qu'on ne doit pas s'étonner de son désappointement. Comme homme politique il a commis deux grandes fautes : la première de se mettre en lutte personnelle contre le roi, et la seconde de se mettre sous la protection de la presse anarchique. Lorsque des moyens aussi audacieux ne réussissent pas dans les huit premiers jours, ils finissent par tourner contre celui qui les emploie[1].

31 mai 1839. — La persévérance avec laquelle les journaux de l'opposition soutiennent M. Thiers a surtout pour causes les promesses qu'il a faites à leurs rédacteurs. Tout ce qui, de près ou de loin, tient à la rédaction du *Messager*, du *Constitutionnel* et du *Courrier français*, doit être pourvu d'emplois lucratifs, dès qu'il arrivera au pouvoir. Je tiens ce fait d'un des collaborateurs du *Courrier français* qui trouve cela *tout simple* et qui n'y voit aucune trace de corruption. « Il est tout naturel, me disait-il, que M. Thiers

1. Ce même jour (12 mai 1839) un commencement d'insurrection, conduit par A. Barbès et Martin-Bernard, éclata vers le soir, car les espérances du parti républicain s'étaient réveillées à la vue du désarroi gouvernemental et de la fermentation croissante des esprits. Vaincue au bout de quelques heures, cette levée de boucliers eut pour résultat de mettre un terme aux scrupules et aux hésitations de certains hommes politiques, et le lendemain le *Moniteur* put enfin annoncer la constitution d'un ministère, composé du maréchal Soult, président du conseil et ministre des affaires étrangères, MM. Passy, Dufaure, Schneider, Duchâtel, Villemain, Teste, Cunin-Gridaine et Duperré, pour les autres portefeuilles. La Chambre accueillit avec bienveillance le nouveau cabinet; mais les organes de M. Thiers jetèrent feu et flammes. P. P.

récompense ceux qui l'ont soutenu, aux dépens de ceux qu'il aura vaincus. — Mais, lui répondis-je, voilà précisément ce que vous avez reproché avec la plus grande amertume à tous les ministères précédents, c'est-à-dire des destitutions pour donner des places à leurs amis. — Oui, mais c'est bien différent; nous sommes les soutiens de la bonne cause. » Telle est, en effet, la ferme conviction des hommes de parti : tout leur paraît juste et permis quand il s'agit de leur intérêt; tout leur paraît injuste et illicite chez leurs adversaires.

12 juin 1839. — La guerre d'Afrique, si malheureuse pour la France qu'elle menace d'épuiser en hommes et en argent, comme autrefois la guerre d'Espagne, a du moins l'avantage de mettre en évidence aux yeux de l'Europe les belles et nobles qualités du soldat français. Les vertus qu'il déploie en Afrique sont au-dessus de tout éloge; sa patience, son humanité, sa douceur, n'ont d'égal que son courage et son intrépidité. Il supporte gaiement et sans se plaindre les plus rudes fatigues et les plus grandes privations. Soumis et docile, malgré sa grande intelligence, il obéit aveuglément à ses chefs par le seul sentiment de l'honneur et du devoir. Nous pouvons encore être fiers de nos soldats, car ils excitent l'admiration de tous les officiers étrangers qui viennent ici, et il ne manque à leur gloire qu'un théâtre plus digne d'eux. Quand on voit ce qui se passe en France, où règnent tant de basses passions, on peut dire, comme du temps de la république, que l'honneur français s'est réfugié dans nos camps. Cette guerre a fait surgir aussi quelques officiers remarquables par leur énergie et leur aptitude au commandement. Parmi eux se place en première ligne le colonel Lamoricière qui vient d'être appelé à Paris par le gouvernement. La nature et l'éducation ont fait pour cet officier supérieur tout ce qu'il faut pour le rendre propre à un grand commandement de troupes. Il est actif, robuste,

infatigable; il aime le soldat et en est adoré; il sait inspirer la confiance et possède le don de faire passer dans l'âme du soldat le courage, l'audace et la résolution qui l'animent. De plus, Lamoricière est très instruit; il s'est identifié avec l'Afrique à tel point que, sans perdre les avantages et les qualités du militaire français, il est devenu presque Arabe. La langue et les mœurs des indigènes lui sont devenus familières, et le climat brûlant, qui décime nos troupes bien plus que le fer de l'ennemi, n'a plus d'action sur lui. Lamoricière est donc appelé, pour l'avenir, à jouer un rôle très important en Afrique, et l'opinion publique, devançant les règles de l'avancement, le désigne déjà comme gouverneur général.

Le général Duvivier, maintenant enfermé à Médéah, possède en grande partie les qualités de Lamoricière, mais il n'a pas la même constance, ni la même énergie physique et morale. Après ces deux hommes éminents, viennent en seconde ligne les colonels Bedeau, Changarnier, Cavaignac, qui, avec des qualités diverses, possèdent également la confiance du soldat et promettent à l'armée des chefs distingués et vigoureux.

15 juin. — On ne peut se dissimuler que le talent de la parole est devenu aujourd'hui un des moyens les plus puissants de l'action gouvernementale. Assurément les choses n'en vont pas mieux et au contraire elles en vont plus mal; mais enfin c'est une de ces nécessités auxquelles il faut se soumettre, sous peine de mort politique. On a beau dire *que les beaux parleurs ne sont pas les bons faiseurs* (ce qui est très vrai), il faut maintenant que tout homme qui aspire au gouvernement soit avant tout beau parleur et parleur habile. Sous ce rapport, le ministère actuel est beaucoup plus faible que n'était celui de M. Molé. Il n'y a, à vrai dire, qu'un seul orateur, M. Dufaure, auquel il manque encore le calme et la circonspection. M. Teste est verbeux et entor-

tillé; M. Passy froid et sec; M. Villemain parle en professeur et en académicien, préoccupé de son savoir littéraire et de l'arrangement de ses périodes; quant au maréchal Soult, au général Schneider et à l'amiral Duperré, ils sont sous le rapport de la parole d'une nullité désespérante. Il serait puéril de chercher à établir un parallèle entre le maréchal Soult et le comte Molé, qui est peut-être parmi nos hommes d'État le plus complet; mais on peut établir entre le général Bernard et le général Schneider une comparaison, qui n'est certes pas à l'avantage de ce dernier. Le général Bernard parlait aux Chambres, sinon avec correction, du moins avec abondance, avec bonhomie et avec ce ton d'honnête conviction qui dispose toujours favorablement les auditeurs. Le général Schneider, au contraire, monte à la tribune comme un condamné qui marche au supplice; il hésite, il se trouble, il sue sang et eau; la moindre objection le déconcerte et le réduit au silence. Cette timidité de tant de braves militaires, en présence de quelques mauvais avocats hargneux et effrontés, a quelque chose de bien pénible. Cet homme, qui a affronté cent fois la mort sur les champs de bataille, sent son cœur défaillir devant les apostrophes d'un drôle qu'il voudrait pouvoir souffleter. Ainsi, malgré les dispositions bienveillantes de la majorité, la faiblesse oratoire du ministère sera probablement une des causes principales de sa prochaine décomposition. Il en est déjà fortement question; mais la pierre d'achoppement est et sera longtemps le ministère des affaires étrangères.

16 juin. — Le départ de M. Thiers pour les eaux de Cauterets enlève à nos journaux un des principaux objets de leur polémique, et l'on ne doute pas que ce ne soit en effet le motif secret de son départ. M. Thiers, après son échec, s'est livré pendant quelque temps aux accès de son dépit qu'irritaient encore les cris de sa belle-mère, Mme Dosne.

Mais enfin la raison lui est revenue; il a senti qu'il ne fallait pas fatiguer le public plus longtemps de ses doléances, de crainte de le blaser. Il a senti qu'il fallait se faire oublier pendant quelque temps, pour arriver avec de nouvelles forces cet hiver, lorsque recommencera la lutte pour les portefeuilles. Voyant que sa lutte contre le roi ne lui avait réussi que dans la presse, il a aussi changé de batteries à cet égard et fait amende honorable. Aussi a-t-il été fort gracieusement accueilli au château dans ces derniers temps. Il a eu de longs entretiens avec Sa Majesté, qui l'a congédié comme un amnistié capable, dont il compte bien se servir au besoin.

26 septembre. — Le temps qui s'écoule entre deux sessions est toujours un temps calme dans la politique intérieure. La presse n'a plus la même violence; ses attaques contre le pouvoir sont plus faibles, et elle ne conserve d'hostilité que juste ce qu'il faut pour ne perdre ni sa position ni sa couleur. Les intrigues politiques n'en vont pas moins leur train, mais elles se trament dans l'ombre et le mystère. Chaque parti fait son plan, réunit ses forces, combine ses attaques et se garde bien de démasquer ses batteries. Ce n'est qu'à l'approche de l'ouverture des Chambres que commencent les petites escarmouches et le feu des éclaireurs de la presse, prélude de combats plus sérieux. Le but de ces combats est toujours le même : savoir, les portefeuilles et les places rétribuées; le prétexte, les libertés publiques, l'honneur national et le soulagement du peuple; toutes choses dont les ambitieux se soucient fort peu et qu'ils oublient tout de suite, dès qu'ils ont atteint le véritable but de leurs efforts.

Il est difficile de dire ce que fera M. Thiers dans la session prochaine; mais il semble maintenant avoir peu de chances d'arriver au pouvoir. La pacification inespérée de l'Espagne, en justifiant la politique et même l'obstination du roi, a

porté une rude atteinte aux prétentions de M. Thiers. C'est donc très probablement la question d'Orient qui va devenir son grand cheval de bataille, et il faut convenir qu'il pourra s'en servir avec un grand avantage. Les fautes et la faiblesse de notre diplomatie dans cette occasion sont tellement évidentes qu'il aura pour lui sur ce point l'opinion presque unanime du public. A la vérité, M. Thiers s'est montré partisan zélé de l'alliance anglaise, ce qui pourrait gêner tout autre que lui dans la discussion des affaires turco-égyptiennes; mais c'est précisément dans ces virements et contremarches politiques qu'il excelle, et ce qui serait un grave sujet d'embarras pour tout autre sera pour lui une cause de triomphe. Il sacrifiera ses sympathies personnelles sur l'autel de la patrie, et, à l'aide de quelques phrases chaleureuses, empruntées au vieux libéralisme, il saura remuer la Chambre et exciter ses applaudissements.

10 octobre. — Un des nombreux inconvénients de notre forme de gouvernement, c'est d'appeler, à la direction des diverses branches du service public, des hommes sans spécialité, qui, par leur ignorance de la matière, et par la présomption, compagne ordinaire de cett ignorance, gâtent et entravent toutes nos affaires. S'ils se contentaient, comme en Angleterre, d'être des hommes politiques, laissant aux hommes spéciaux la conduite matérielle de leurs ministères, les choses iraient passablement bien. Mais non; chacun de ces hommes croit, en arrivant au pouvoir, y apporter la science infuse; il veut faire acte de valeur personnelle; il prétend faire mieux que ses prédécesseurs et s'efforce de mettre en pratique de creuses théories, au grand dommage de l'intérêt général. C'est ce qui arrive aujourd'hui pour les travaux publics. M. Dufaure, avocat distingué du barreau de Bordeaux, avait acquis à la Chambre des députés une telle importance, comme orateur de l'opposition de gauche, qu'à la formation du cabinet actuel, le roi ne put

se dispenser de l'appeler au ministère. Le département de la justice était le seul qui lui convînt, mais il était réservé à M. Teste par le maréchal Soult. Que faire donc de M. Dufaure, et comment satisfaire son ambition? On ne trouva pas d'autre moyen que de couper en deux le ministère du commerce et des travaux publics, et de donner cette dernière branche à M. Dufaure qui, de sa vie, ne s'en était occupé.

12 février 1840. — Il y a en ce moment à Londres une sorte de congrès bonapartiste, dont les extravagances rappellent les temps de la première émigration de 1791. Joseph et Jérôme Bonaparte et leurs deux neveux, Louis Bonaparte et Lucien Murat, sont, comme on le pense bien, les premiers personnages de ce congrès qui complote ouvertement et avec la plus bruyante étourderie le renversement du gouvernement de Louis-Philippe et le rétablissement du régime impérial en France. Voici quelques données sur les projets de ces joyeux conjurés.

Les frères de l'Empereur cessent de regarder leur neveu Louis comme un usurpateur, et se désistent en sa faveur de leurs droits au trône impérial de France. Ledit neveu Louis est proclamé empereur des Français, roi d'Italie. On le marie avec la princesse Mathilde, fille de Jérôme, qui devient par conséquent impératrice des Français, reine d'Italie, etc. On rétablit le Sénat et toutes les grandes institutions de l'Empire. Les oncles et cousins de l'Empereur deviennent grands dignitaires avec de grandes dotations. Le ministère est déjà composé et compte parmi ses membres le maréchal Clauzel, M. Mauguin, le duc de Padoue et le comte de Mosbourg. On se flatte même d'avoir M. Thiers, comme mécontent du gouvernement actuel et comme admirateur du système impérial. Le général Montholon est nommé lieutenant général et premier aide de camp de l'Empereur; les colonels Vaudrey et Brice sont nommés maréchaux de

camp, aides de camp de l'Empereur, etc., etc. Mme Regnault de Saint-Jean-d'Angély devient dame d'honneur de l'impératrice. Pour dames du palais on prend les deux dames Thayer, dont l'une est fille du général Bertrand et l'autre du duc de Padoue. Je m'arrête là, car il faudrait dix pages pour vous donner la liste de toutes les promotions faites par l'Empereur Louis-Napoléon.

Le mouvement doit éclater en France sur plusieurs points à la fois, et notamment à Metz et à Lyon, dans un mois ou six semaines au plus tard. Tous les conjurés se vantent hautement d'être soutenus par la Russie, et quoique cela soit fort douteux, il est certain qu'ils ont de l'argent en abondance, et qu'on ne sait d'où il leur vient. Enfin, quand on voit tous ces gens-là réunis, on se croit vraiment dans une maison de fous. Toutefois ils montrent tant de résolution et de confiance dans leurs projets qu'on ne peut s'empêcher d'en être effrayé. On comprend qu'ils n'arriveront pas à leur but, mais que, dans l'état actuel des esprits en France, ils peuvent encore causer de grands troubles, qui profiteraient à d'autres puissances.

24 février. — Le parti républicain, en obtenant le rejet de la dotation du duc de Nemours, vient de gagner une grande bataille contre la monarchie, et, quoi qu'en dise la gauche prétendue dynastique, il ne faut plus qu'une ou deux victoires semblables pour renverser cet édifice chancelant. Cette affaire a mis au grand jour le vice radical de nos institutions. Nous avons réellement, comme le disait La Fayette, une monarchie entourée d'institutions et d'idées républicaines. Cette conception bâtarde ne pouvait sortir que du cerveau détraqué des libéraux de la Restauration, qui, se trouvant maîtres du terrain en 1830, en profitèrent pour jeter dans toutes nos institutions la confusion et l'incohérence qui règnent dans leur esprit. Tout ce qu'ils ont fait est anormal, contraire au bon sens et à la logique. Ces gens-là

veulent la fin, mais ils ne veulent pas les moyens; si vous les pressez par le raisonnement, ils vous échappent par des subtilités, des faux-fuyants, des à peu près. On ne trouve jamais rien de net ni de complet soit dans leurs discours, soit dans leurs écrits.

De son côté, le roi Louis-Philippe, à son avènement au trône, a plutôt agi en père de famille prévoyant qu'en homme qui se dévoue corps et biens à la chose publique. On conçoit que dans un pays où les dynasties ne durent pas plus de quinze ans, il ait cherché à mettre en sûreté sa fortune particulière, afin de la conserver à ses enfants en cas de malheur. Mais cette précaution, fort sage en elle-même, annonçait peu de confiance dans le nouvel ordre de choses qu'il avait été appelé à fonder. Le principe monarchique venait de succomber dans une lutte violente; il s'agissait de le relever et de lui rendre des forces. Il semble donc que le roi eût dû commencer par se conformer à cet antique usage de toutes les monarchies, qui veut qu'un prince, en montant sur le trône, abandonne à l'État son domaine privé. C'est cet abandon qui lui donne seul le droit de demander des dotations pour ses enfants.

Une nouvelle crise ministérielle avait éclaté le 20 février 1840, par suite de l'obstination du roi Louis-Philippe à réclamer une dotation pour son second fils, le duc de Nemours. La demande, mal accueillie par l'opinion, donna lieu à de vives attaques, et entres autres à un virulent pamphlet de M. de Cormenin contre l'insatiable cupidité de la cour. Le rejet définitif du projet de loi eut pour conséquence la chute du ministère Soult et l'avènement, pour la seconde fois, de M. Thiers, comme président du conseil et ministre des affaires étrangères. Louis-Philippe, bien que d'abord irrité, comprit bien vite qu'après tout M. Thiers, retrempé par trois ans d'opposition, pouvait devenir pour lui un précieux auxiliaire. Le centre gauche semblait résolu en effet à

l'appuyer à peu près sans conditions. Ainsi, tandis que M. Thiers, interpellé sur la différence de sa politique avec celle de ses prédécesseurs, répondait aux conservateurs inquiets : « Nous jouerons le même air, mais nous le jouerons mieux, » M. Odilon Barrot proclamait du haut de la tribune : « que le fait seul de l'avènement de M. Thiers réalisait le gouvernement parlementaire dans toute sa sincérité. » Même les deux concessions politiques le plus ardemment réclamées jusqu'alors : le retrait des lois de Septembre et la réforme électorale, étaient devenues à ses yeux de simples questions d'avenir.

Cependant, M. Thiers, sentant le besoin de distraire l'opinion publique, lui prépara, sous main, une surprise qui ne pouvait manquer son effet. Le 12 mai, au milieu d'une discussion sur les sucres, M. de Rémusat, ministre de l'intérieur, monta à la tribune et dit : « Le roi a ordonné à S. A. R. le prince de Joinville de se rendre avec sa frégate à Sainte-Hélène, pour y recueillir les restes mortels de l'Empereur Napoléon. Nous venons vous demander les moyens de les recevoir dignement en France, etc. »

L'émotion causée par cette communication inattendue fut profonde et sincère sur tous les bancs, sans exception de parti. Une commission fut nommée aussitôt. Malheureusement elle choisit pour son rapporteur le maréchal Clausel, étroitement lié alors avec le nouveau parti bonapartiste. Le rapport du maréchal demandait à la Chambre de voter deux millions, au lieu d'un seul, réclamé d'abord, mais reconnu ensuite insuffisant par le ministère lui-même. Cela n'eût offert aucune difficulté, si M. Clausel n'y avait ajouté certains détails d'exécution et des commentaires bonapartistes tellement accentués qu'un revirement soudain s'opéra dans beaucoup d'esprits. Une discussion passionnée s'engagea; tous les partis étaient divisés; M. de Lamartine, tout en votant les deux millions, sut restituer, en un magnifique langage, aux sentiments de la Chambre leur véritable caractère. Enfin, un amendement, reproduisant simplement la première demande du ministère, fut voté, malgré l'intervention personnelle de M. Thiers.

Dès le lendemain, les journaux ministériels ouvrirent des

listes de souscription nationale, pour parfaire le deuxième million; à leur tête figuraient le vieux maréchal Moncey et le maréchal Gérard, aide de camp du roi. Mais le *Journal des Débats*, furieux et disant, non sans raison, « que le succès de cette souscription entraînerait la dissolution de la Chambre », reprocha amèrement à M. Thiers sa conduite imprudente et antiparlementaire. « La question est devenue politique, s'écriait-il; nos institutions, nos libertés, notre dynastie, tout s'est trouvé implicitement mis en jeu dans la discussion... Le million de la Chambre suffit à la mémoire de Bonaparte, le reste serait donné aux idées bonapartistes. »

F. P.

En réponse à cet article, L. Planat envoya au journal *le Courrier français* la lettre suivante :

Paris, 29 mai 1840.

Monsieur le Rédacteur,

Les étranges commentaires du *Journal des Débats* sur la souscription pour le monument de l'Empereur m'obligent à faire connaître dans quel esprit je me suis empressé de prendre part à cette souscription. Étranger aux partis qui divisent la France, je ne veux point que ce témoignage de mon admiration pour l'Empereur soit considéré comme une manifestation politique. J'ignore s'il y a des hommes assez peu sensés, assez peu amis de leur pays pour souhaiter une restauration impériale. J'ignore s'il y en a d'assez aveugles pour croire aujourd'hui possible le rétablissement d'un régime qui, dans des circonstances très différentes, fut la gloire et le salut du pays. Quant à moi, en vous portant mon offrande, j'ai pris pour devise ce mot de M. de Lamartine qui rend toute ma pensée : A NAPOLÉON SEUL.

PLANAT DE LA FAYE,
Ancien officier d'ordonnance de l'Empereur.

29 mai 1840. — La translation des restes mortels de Napoléon est devenue une affaire politique des plus graves et des plus périlleuses, grâce à l'étourderie vaniteuse de M. Thiers. Le besoin de produire de l'effet et de faire un coup de théâtre lui a fait négliger toutes les précautions, toutes les mesures de prévoyance que réclamait un acte pa-

reil. En excitant sans ménagement, sans préparation, le sentiment le plus ardent de la nation française, il court le risque d'allumer un incendie qui le dévorerait tout le premier. Aujourd'hui, toutes les passions sont déchaînées; elles grondent par toute la France et deviennent d'autant plus menaçantes, qu'on fait plus d'efforts pour les comprimer[1].

8 août. — La nouvelle du jour est la folle tentative du prince Louis Bonaparte qui est débarqué à Boulogne avec 80 hommes armés, pour conquérir le trône de France. Après avoir échangé quelques coups de fusil avec un détachement d'infanterie, son armée a été mise en fuite et lui-même fait prisonnier, ainsi que le fameux Parquin. Conçoit-on rien de plus ridicule que cette échauffourée? Mais la nouvelle tentative du prince Louis n'est plus seulement ridicule; les circonstances politiques lui donnent un caractère tellement odieux qu'elle excite l'indignation générale, et ce sentiment est manifesté aujourd'hui par les journaux de tous les partis. Le *Capitole* lui-même n'ose lutter contre cette unanime réprobation et garde le silence. On se demande, en effet, ce que nous veut cette famille Bonaparte, et ce qu'il y a de commun entre elle et l'immortel Empereur Napoléon...

A Eugène Lebon.

22 mars 1841.

Mon cher Eugène, avez-vous conservé les lettres que je vous ai écrites depuis vingt ans? Ce serait grand hasard. Si vous les avez conservées, ma femme vous prie en grâce de les lui renvoyer, et voici pourquoi. Pour remplir les longues soirées d'hiver que nous passons au coin du feu, j'ai

1. M. O. Barrot obtint de ses amis de renoncer à la souscription. Mais l'orage, conjuré en apparence, eut son contre-coup dans le pays. F. P.

commencé à écrire mes souvenirs, c'est-à-dire que je les dicte à ma femme, qui n'a cessé de me tourmenter. Cette occupation l'amuse et l'intéresse extrêmement; elle charme l'inévitable monotonie du tête-à-tête conjugal. Mais comme ma mémoire est devenue très faible, rien n'est mieux fait pour l'aider que mes propres lettres. Ma femme a déjà réuni toutes celles que j'ai écrites à ma famille pendant mes campagnes; elles me sont d'un très grand secours et j'y ai retrouvé mille particularités intéressantes que j'avais complètement oubliées. Rien ne presse d'ailleurs. Nous en sommes encore à la campagne de Russie[1]. Vous voyez bien qu'il y a loin au moment où nous nous sommes connus. Qui sait si nous y arriverons jamais?

Adieu, cher Eugène, mes profonds respects au prince Félix, et pour vous tendre et sincère affection.

1. Les *Dictées* de L. Planat, reprises seulement à longues années d'intervalle, n'embrassent en effet que trois années de sa vie, 1812 à 1815. L. Planat, fort découragé, et d'ailleurs sur le point de subir une douloureuse opération qui exigeait avant tout un grand repos d'esprit, cessa pendant plusieurs années de s'occuper de politique. F. P. — Voir dans le volume *Correspondance intime* quelques lettres de 1842 à 1848.

SEPTIÈME PARTIE

1848 A 1857

SEPTIÈME PARTIE

1848 A 1857

La Révolution de 1848 trouva L. Planat à peine remis d'une longue et dangereuse maladie. Le 23 février les médecins avaient permis pour la première fois au convalescent une courte sortie, que des barricades, élevées aux deux bouts de sa rue, l'empêchèrent de renouveler le lendemain. « J'ai eu d'abord une peur terrible, écrivit Mme Planat à sa mère, que toutes ces agitations n'ébranlassent de nouveau la santé encore si chancelante de mon pauvre mari; mais la force de son âme est égale à la faiblesse de son corps, et elle l'a soutenu, Dieu merci, au delà de toutes mes espérances. Il a d'ailleurs toute confiance dans l'avenir. »

*L. Planat à Mme de K***.*

Paris, 8 mars 1848.

Nous avons été témoins d'une terrible mais admirable révolution. Le peuple, après ce vigoureux coup de collier qui a chassé la dynastie d'Orléans, s'est conduit avec une modération, une générosité, je dirais presque une délicatesse, dignes de l'admiration de la postérité. Pendant

trente-six heures, il a été le maître de Paris; il pouvait satisfaire, par le pillage, le sentiment naturel de haine et d'envie qui existe partout contre les riches, dans les basses classes; loin de là, il s'est opposé au désordre, et a impitoyablement fusillé les brigands et les voleurs qu'il prenait en flagrant délit. Les traits d'honneur et de probité de ce peuple tant calomnié sont innombrables.

L'avenir est sans doute très incertain; mais si les puissances du Nord sont assez sages pour ne point menacer la France, tout peut encore se réparer. L'établissement de la République ne trouvant pas d'obstacle ne devrait amener aucune catastrophe. Ce n'est pas comme en 92, où la noblesse, le clergé, l'émigration et l'étranger se réunissaient pour attaquer la République naissante, et amenèrent, par leur résistance, les horreurs de 93. Rien de tout cela n'existe aujourd'hui. Je suis donc persuadé que, si on nous laisse tranquille, les choses s'arrangeront beaucoup mieux que l'on ne pense. En attendant, nous sommes tous plus qu'à moitié ruinés. Personne ne peut savoir aujourd'hui ce qu'il a, ou ce qu'il n'a pas, car les capitaux sont représentés par des papiers qui peuvent demain perdre toute leur valeur. Mais enfin, comme le mal est général, on se résigne.

A la même.

Versailles, 30 juin 1848.

Je ne veux point vous parler de ce qui vient de se passer. J'en ai une telle horreur que je ne lis plus les journaux. Tout ce que je puis vous dire c'est que nous avons été sauvés par d'héroïques gamins de Paris connus sous le nom de *gardes mobiles*. Leur intrépidité, leur mépris de la vie, surpasse tout ce qu'on peut imaginer. Ce sont des enfants de quinze à dix-sept ans, et on les proclame aujourd'hui la

première troupe du monde. Pourvu qu'on ne les gâte pas de trop grands éloges!

Je vous avoue que je commence à être un peu découragé en songeant à l'avenir de la France; il faudrait un bras bien ferme pour contenir toute cette masse de malheureux affamés, démoralisés et pervertis en même temps par de fausses doctrines. Je crois même aujourd'hui qu'une guerre européenne serait un bien, afin de donner l'essor aux passions violentes qui agitent le monde. Cette guerre sans doute serait un grand fléau, mais elle finirait par ramener l'ordre et le calme.

A la même.

Paris, 7 décembre 1848.

Dans trois jours nous aurons un Président de la République. Vous dire les intrigues qui se croisent et les injures qu'on se prodigue à cette occasion est vraiment impossible.

Selon toute apparence le prince Louis-Napoléon aura la majorité. Le général Cavaignac a plus de partisans dans les villes et parmi les gens éclairés. Ils disent avec raison qu'il a fait ses preuves de loyauté, de talent et d'énergie, tandis que personne ne sait ce qu'on peut attendre du prince Louis. Mais les gens de la campagne sont tous pour lui, et ils forment le plus grand nombre.

A la même.

25 janvier 1849.

Notre pauvre pays est toujours fort agité. Les partis s'animent de plus en plus et semblent préluder à la guerre civile. Dieu sait ce qui sortira de cet état de choses; mais je suis bien certain que nous n'en serions pas là, si

on nous avait laissé Cavaignac ; il aurait ramené l'ordre et la confiance, tout en consolidant la République, seul gouvernement que nous puissions maintenant supporter. Au lieu de cela, notre vaisseau, faute d'un bon pilote, s'en va à la dérive, au risque de se briser sur les écueils.

A la même.

7 mai 1849.

Notre République marche assez bien, malgré, ou plutôt à cause de ses nombreux ennemis. Il y a contre elle les philippistes, les légitimistes, les impérialistes, les terroristes et les socialistes; mais comme ces partis se détestent entre eux plus qu'ils ne détestent la République modérée, leurs divisions, jusqu'à présent, servent à la consolider. Nous avons fait à Rome une sotte expédition, dont je crois que nous nous tirerons fort mal. Il en sera question aujourd'hui à la Chambre, et ma femme, bien entendu, y est allée avec nos amis B*** pour assister à ce débat intéressant.

8 mai. — Comme je l'avais prévu, la séance d'hier a été fatale au ministère, et l'a fortement ébranlé. Cependant il persiste à garder le pouvoir. Il y a eu séance de nuit, et comme Frédérique n'en voulait rien perdre, elle y est restée jusqu'à la fin, en sorte qu'elle n'est rentrée que ce matin à deux heures! Aussi a-t-elle attrapé une affreuse migraine qui l'empêchera de vous écrire aujourd'hui.

A la même.

3 juin 1849.

On espère beaucoup ici de la nouvelle Assemblée ; on pense que les passions s'apaiseront, et que les affaires reprendront

sérieusement. Pour moi, je n'y crois guère, à cause de la complication des affaires d'Italie. Notre gouvernement a fait là une bien sotte et malencontreuse entreprise[1].

A la même.

28 octobre 1850.

On intrigue beaucoup dans les hautes régions gouvernementales, mais en revanche on ne s'y occupe nullement des intérêts du pays. Depuis deux ans, la grande et on pourrait dire la seule question dont on se soit occupé est de savoir si la nation sera exploitée par les légitimistes, les orléanistes ou les bonapartistes. Chacun offre sa solution; et moi, depuis plus de six mois, je ne cesse de dire et de répéter : Il n'y a qu'une solution qui soit bonne, c'est de

1. M. Odilon Barrot, en réclamant le 16 avril un crédit pour le corps expéditionnaire de la Méditerranée, ne l'avait obtenu qu'en engageant sa parole d'honneur, qu'une fois débarqué à Civita-Vecchia, ce corps n'irait à Rome qu'au cas où il y serait appelé par les Romains eux-mêmes, afin de contre-balancer une intervention autrichienne et en qualité d'arbitres. Mais les instructions ministérielles, envoyées ensuite au général Oudinot, étaient conçues en sens contraire, et le 7 mai la nouvelle d'un conflit sous les murs de Rome, entre les troupes françaises et les Romains, arriva à Paris. M. Barrot, vivement attaqué par les membres de la Commission qui lui avait fait accorder le crédit réclamé (entre autres par le général Lamoricière), se défendit fort mal, et l'Assemblée finit par voter l'ordre du jour suivant : « L'Assemblée invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition d'Italie ne soit pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné. »

Le ministère, ainsi blâmé et humilié, promit tout ce qu'on voulut, mais ne se retira point, parfaitement résolu à ne tenir aucun compte ni de ses propres engagements, ni de l'article de la Constitution qu'on lui avait rappelé, disant : *La République française respecte les nationalités étrangères comme elle entend faire respecter la sienne, elle n'emploie jamais ses armes contre la liberté d'aucun peuple*, ni surtout des votes de l'Assemblée constituante, sur le point alors de céder la place à l'Assemblée législative.

Notre but, en faisant ces notes, n'est pas, on le comprend, de tracer la marche des événements, mais bien de relier entre elles les quelques lettres, écrites par L. Planat à cette époque, et d'en faire saisir les allusions. F. P.

rester comme nous sommes et d'attendre tranquillement les élections, sans se tourmenter de mille fantômes et frayeurs chimériques. Quand je parlais ainsi on me riait au nez; pourtant, à mesure que le temps marche, je vois beaucoup de réactionnaires se ranger à mon avis, convaincus qu'ils sont que les trois partis ne pourront jamais s'entendre sur le choix d'un souverain, et que toute tentative isolée d'un de ces trois partis nous jetterait inévitablement dans la république rouge.

*A M. d'E*** (à Munich).*

16 décembre 1850.

Votre bonne lettre du 11 a été pour moi le plus charmant cadeau d'étrennes qu'on puisse offrir à un homme de ma sorte. Vieux et infirme, je passe presque toutes mes journées au coin du feu dans un large fauteuil. Dans cette position, après avoir lu cinq ou six journaux et toutes les brochures qui paraissent, je n'ai plus autre chose à faire qu'à repaître mon esprit des souvenirs du passé et de mes vieilles amitiés. La vôtre est du petit nombre de celles qui me sont restées chères, parce que vous n'avez jamais varié, et que, depuis bientôt trente ans que nous nous connaissons, vous êtes resté pour moi toujours le même. Je voudrais pouvoir en dire autant de mes anciens amis de collège et compagnons d'armes. Mais, hélas! les misères de la politique et l'intolérance de l'esprit de parti altèrent ici toutes les relations, détruisent toutes les affections. Laissons là ce triste sujet.

Votre fils est bien le meilleur garçon qu'on puisse voir. Nous l'aimons, moi comme un fils, ma femme comme un frère, et nous l'accueillons en conséquence; mais en vérité je ne vois pas là de quoi justifier ce grand mot de reconnais-

sance qu'un homme comme vous ne devrait jamais employer pour de si petites choses...

Maintenant, parlons un peu politique. Vous me dites que sur ce point nous ne sommes pas d'accord; c'est possible. Je ne connais pas au juste vos opinions actuelles, et il est probable que vous ne connaissez par mieux les miennes, qui certes n'ont rien d'exagéré. Je préfère la République à tout autre gouvernement, parce que je suis fermement convaincu que la monarchie est une forme de gouvernement usée en France.Je sais parfaitement que nous n'avons présentement de la République que le nom; mais cela peut et doit changer.

Un grand malheur pour nous est la domination de la haute bourgeoisie, classe sans convictions, sans générosité. Elle a des instincts et des passions qui la dominent, et qui sont la peur, l'égoïsme, l'amour du gain et la vanité, et c'est en flattant ses passions, c'est en les exploitant habilement, comme on dit, que les chefs du pouvoir se maintiennent. C'est ce qu'a fait Louis-Philippe pendant dix ans; plus tard, en s'éloignant de cette classe, en faisant du Louis XIV et de la politique à outrance, il a perdu son appui naturel, en sorte qu'au jour du danger, cette bourgeoisie, qui était son principe et sa véritable raison d'être, l'a laissé tomber, et a même aidé le peuple à le renverser, certaine de reprendre son ancien empire, une fois l'orage passé. Elle l'a repris en effet depuis un an.

Vous me demanderez la conclusion de tout cela. La conclusion, c'est qu'il n'y a pas d'amélioration à espérer, tant que la haute bourgeoisie ne s'amendera pas; mais j'ai la ferme conviction qu'avec le temps, tout cela changera. Déjà une grande partie de cette bourgeoisie est pénétrée de la nécessité d'améliorer la condition des classes inférieures, seul moyen d'obtenir une tranquillité durable. Cela n'est pas si difficile qu'on le croit.

Enfin, mon très cher ami, en faisant fi de notre pauvre République, vous me faites un peu l'effet de la pelle qui se moque du fourgon. Certes, en fait de vilenies, de turpitudes, d'apostasies, de serments violés, de trahisons, de violences et de lâchetés, l'Allemagne et ses princes peuvent aujourd'hui nous rendre pas mal de points[1] ! Mais les récriminations ne servent à rien. Le fait est que presque tous les peuples de l'Europe sont fort mal gouvernés, et qu'il y a partout une dose, à peu près égale, d'odieux, d'absurde, et de ridicule. L'agitation des esprits est causée, selon moi, bien moins par la propagande socialiste que par l'obstination des gouvernements à refuser toute réforme des vieux abus, et à en ajouter de nouveaux aux anciens. Je vois partout les peuples opprimés, vexés, écrasés d'impôts, pour le bon plaisir de quelques princes.

Au marquis Pallavicino (à Turin).

Paris, 1er mars 1851.

Monsieur le marquis, depuis votre départ de Paris, les chagrins de notre cher et illustre Manin n'ont fait qu'augmenter, et l'on peut dire, sans aucune exagération, que son existence n'est plus qu'un long martyre. Les soins qu'il donne à sa pauvre fille l'occupent nuit et jour, et cette infortunée créature, dont les maux n'ont fait qu'empirer, sera certainement la cause de sa mort, si ses amis ne trouvent moyen de venir malgré lui à son secours[2]. Vous savez qu'il

1. Appel de la Russie; cruautés de l'Autriche en Hongrie et en Italie; suppression par coups d'État des constitutions de 1848 dans toute l'Allemagne. P. P.

2. C'est dans le courant de l'été de 1850 que L. Planat connut l'ex-dictateur de Venise, resté l'unique gardien de sa pauvre fille malade, après avoir vu mourir sa femme en débarquant à Marseille, au mois d'octobre 1849. La lettre ci-dessus, dont le marquis Pallavicino a bien voulu nous envoyer une

est impossible de faire accepter à Manin aucune aide pécuniaire. Sur ce point il est inflexible; il ne veut ni engager, ni altérer l'indépendance de son caractère et de sa position; la mort lui semble préférable. A tout ce qu'on peut lui dire pour vaincre ses scrupules, il répète sans cesse : « Non, non; je ne veux devoir qu'à mon travail le pain de mes enfants. » Et il y parviendrait facilement, si l'état d'infirmité de sa malheureuse fille ne lui prenait la moitié de son temps et de son sommeil. Vous concevez qu'à Paris une foule de gens s'estimeraient heureux d'avoir des leçons d'un tel maître; mais il ne peut accepter la moitié des leçons qu'on lui demande. Feu Teresa Manin lui fit jurer à son lit de mort de ne jamais abandonner sa fille à des soins étrangers; il tient religieusement cette promesse dont l'accomplissement est pour lui un obstacle à toute occupation sérieuse et suivie. Ses amis ont donc la douleur d'assister aux continuelles tortures de cette noble existence sans pouvoir y porter remède.

Depuis quelques mois, Manin est atteint de douleurs de tête et de vertiges qui font craindre à son médecin une congestion cérébrale; lui-même en paraît frappé, quoiqu'il ne se plaigne jamais. Il me disait dernièrement : « Je crois que je finirai comme Louis Perrée; je n'ose penser à ce que deviendrait ma pauvre fille, si je venais à mourir. » Et ses yeux se remplirent de larmes. En général cette âme si fortement trempée ne s'attendrit que sur le sort de l'Italie et sur l'avenir de ses enfants.

D'après cet exposé vous jugerez que le plus grand tourment d'esprit pour Manin est le sort futur de sa malheureuse fille. C'est une torture morale qui le ronge et le tue à coups d'épingle. Le devoir de ses amis est donc de

copie, est citée ici parce qu'elle donne une juste idée de la position douloureuse du grand exilé. Le projet dont il y est question n'eut toutefois aucune suite, divers motifs s'opposant à son exécution. F. P.

réunir tous leurs efforts pour le délivrer de ce supplice, et je crois que le meilleur moyen serait d'assurer à cette pauvre enfant, d'une manière qu'elle ne pût la refuser, une pension annuelle et viagère suffisante pour assurer son existence, dans le cas où son père viendrait à mourir, et pour lui permettre de s'entourer des soins que son état exige.

Voici comment je proposerais de mettre à exécution ce projet, dont le but est de conserver à l'Italie un de ses plus glorieux enfants, un de ses plus grands citoyens.

Connaissant la délicatesse de sentiments de Manin, et la fierté de son caractère, je crois être certain qu'il refusera d'abord de consentir, pour sa fille, à ce qu'elle accepte ce don anonyme. Mais je crois avoir le moyen de vaincre sa résistance et ses scrupules. Il commettrait un crime envers cette malheureuse enfant, s'il risquait de la laisser dans la misère et le dénûment, en s'obstinant à refuser ce qui n'est qu'un hommage indirect de l'admiration et de la reconnaissance publiques.

*A Mme de K***.*

Paris, 1er mars 1851.

J'avais commencé à vous écrire il y a plusieurs semaines, lorsque je fus interrompu par une affaire qui m'a entièrement absorbé depuis. Car vous savez que quand je prends une affaire à cœur, il m'est absolument impossible de m'occuper d'autre chose, et, sous ce rapport, Frédérique est exactement de même. Depuis plus de six mois, elle n'est occupée qu'à soulager et adoucir le malheur d'une famille digne du plus haut intérêt, celle de Daniel Manin, l'ex-président de Venise; elle y met tout son temps et toute son âme. Elle a rompu avec le monde, et ne voit plus personne,

excepté cette famille et quelques rares amis qui viennent quelquefois passer la soirée avec nous.

Quant à moi, tout en prenant un très grand intérêt aux infortunes de cette famille, je suis en ce moment absorbé par un autre soin, et voici comment : Je m'étais intimement lié avec un économiste du plus grand mérite, nommé Bastiat, qui vient de mourir à Rome. Le désir d'honorer sa mémoire et de propager ses doctrines m'a inspiré la pensée de former une association, dans le but d'acquérir de ses héritiers la propriété de ses admirables écrits, et de les répandre dans le public au moyen d'éditions à bon marché. Mon projet a trouvé des adhérents parmi des hommes éminents, tels que MM. Michel Chevalier, Horace Say, le duc d'Harcourt, et vingt autres personnages moins connus. Chaque dimanche, il y a réunion chez moi pour constater les progrès de l'association et délibérer sur tout ce qui l'intéresse. La société a nommé un comité d'administration, chargé de la partie matérielle, dont je suis président, etc.

D'après ce détail, vous concevrez facilement que je n'ai pas eu un moment de loisir depuis six semaines. Assurément j'aurais grand besoin de repos, mais l'activité de mon esprit l'emporte sur la faiblesse du corps. J'ai beau faire, je ne puis vivre sans m'intéresser fortement à quelque chose. La vie végétative me conviendrait fort, mais ma tête ne veut pas s'y soumettre. Il en adviendra ce qu'il plaira à Dieu.

A Oscar Planat.

Paris, 4 juillet 1851.

Je crois qu'en prenant pour devise : *Liberté*, *Vérité*, *Justice*, et en appliquant ces trois mots à tout ce qui se présente, on ne doit pas craindre de se tromper ni de s'aven-

turer. Il est vrai que l'application d'un principe est ce qu'il y a au monde de plus difficile. Les passions, les intérêts, les vanités, les considérations de toute sorte, viennent toujours se mettre en travers, et nous détourner du droit chemin. Si je n'étais pas si vieux et si infirme, je prendrais pour thème d'un article d'économie politique le sujet que voici : « La question la plus importante, à laquelle sont attachées nos destinées futures et dont la solution peut seule nous préserver d'une révolution terrible est celle-ci : *Procurer à l'ouvrier des villes et des campagnes les aliments, les vêtements et les instruments du travail au meilleur marché possible.* » Or cela ne peut se faire qu'en supprimant toutes les prohibitions, et en abaissant considérablement les droits de douane, principalement sur les bestiaux, les salaisons, les matières qui servent à la fabrication, telles que le fer et la houille, et sur celles qu'emploient nos manufactures, telles que la laine, le coton, etc., etc. Il y a long à dire sur ce sujet, surtout pour prouver que ces abaissements de tarifs et l'abolition de la prohibition, loin d'être nuisibles au travail national, lui seraient favorables. Du reste, je n'ai vu Michel Chevalier que trois fois dans nos réunions Bastiat, et il ne s'était établi aucune intimité entre nous. Nous avons sur beaucoup d'autres points des opinions politiques très opposées.

*A Mme de K***.*

Paris, 7 décembre 1851.

Le discrédit de l'Assemblée législative étant arrivé à son comble, Louis Bonaparte résolut de mettre son projet à exécution le 1er décembre, mois que, dans son esprit fataliste, il regarde comme propice à toutes ses entreprises.

Je suis accablé de douleur, et ne sais comment j'ai trouvé la force de vous écrire. Si la saison et ma santé étaient

meilleures, je serais parti pour l'Angleterre, afin de pouvoir respirer librement, et de n'avoir plus devant les yeux le spectacle de l'humiliation de la France.

Un vif chagrin et une épreuve fort rude pour sa débile santé se préparaient alors pour L. Planat. Ses sentiments, nullement dissimulés au sujet des événements et des hommes du 2 décembre, n'en furent pas la première cause, mais ils l'aggravèrent, et il est certain que, sans des antécédents personnels, créant pour L. Planat une situation particulière, il lui eût été impossible, à moins de s'avilir, d'obtenir la réparation d'une criante iniquité, ni de sauver d'une mort presque certaine l'une des innombrables victimes de ces jours néfastes. En lisant le récit qui suit, on jugera quelles auraient pu être les chances de succès pour toute personne moins persévérante et moins favorisée surtout par des circonstances exceptionnelles.

Le 29 décembre, Auguste Rieder, domestique de L. Planat, qui le servait depuis sept ans avec un très grand attachement, fut arrêté sur la dénonciation d'un marchand grainetier, demeurant dans la même maison, et qui était devenu son ennemi. Cet homme, aujourd'hui bonapartiste, s'était montré communiste exalté pendant l'insurrection de Juin, et c'est même de cette époque que datait son inimitié contre Rieder qui, toujours un peu ergoteur et à cheval sur la légalité, l'avait exaspéré par ses raisonnements et l'extrême vivacité de ses objections. Du reste, l'accusation portée contre Rieder semblait avoir peu de gravité; il ne s'agissait que de paroles injurieuses proférées par lui, disait-on, contre le Président, dans la journée du 2 décembre, c'est-à-dire un mois auparavant, et cela non dans un lieu public, mais dans l'intérieur de la maison.

Tout le monde, y compris le secrétaire général de la police, que L. Planat vit le lendemain, était dès lors d'avis qu'il ne pouvait être question tout au plus que de trois ou quatre jours de détention préventive. Un décret, inséré dans le *Moniteur* du 1er janvier, déférant explicitement tous les délits commis par

la parole à la police correctionnelle (à l'exclusion des commissions militaires), acheva de rassurer L. Planat. Quelle fut donc sa surprise en apprenant, quelques jours après, que son domestique, loin d'être relâché, avait été envoyé à la Conciergerie, où il ne pouvait plus le voir qu'avec une permission du général Bertrand, directeur de la Commission militaire! Cette permission obtenue par grande faveur, L. Planat retourna à la Conciergerie, et apprit que Rieder venait d'être transféré au fort de Bicêtre. Il partit pour Bicêtre le 8 janvier au matin, fort souffrant, par une pluie glaciale et un épais brouillard. Arrivé là, même réponse l'attendit : Auguste Rieder venait de partir pour le fort d'Ivry. Résolu de ne reculer devant aucune fatigue, L. Planat se remit aussitôt en route, en compagnie du directeur de la prison de Bicêtre, dont l'attitude et les discours n'avaient rien de rassurant. « Dix-huit cents personnes, disait-il tristement à L. Planat, lui avaient passé entre les mains depuis le 2 décembre, parmi lesquelles son ami intime, M. Rivière, brillant avocat, condamné à la transportation. »

L'attendrissement du pauvre Rieder, en voyant son maître, âgé et malade, venir le rejoindre dans sa prison, fut extrême. Du reste, il s'attendait à subir un interrogatoire, et témoignait une sécurité que L. Planat ne partageait plus. Effectivement, dans la soirée du 9, le juge d'instruction de la commission militaire, M. Haton, répondit à une note et une lettre très pressante de L. Planat et aux interpellations verbales d'un ami commun, « qu'il était désolé de n'avoir pas connu en temps utile tous les excellents renseignements sur le compte de Rieder, que l'erreur était évidente, mais qu'il était trop tard, et qu'une fois à Ivry, une faveur toute personnelle du général Saint-Arnaud pourrait seule rendre Auguste Rieder à la liberté. » Comment se résigner à demander une faveur à Saint-Arnaud?

D'ailleurs le temps aurait manqué, car dès le matin suivant, L. Planat fut prévenu que Rieder avait traversé Paris nuitamment, et qu'il était conduit au Havre pour y être embarqué. C'est dans la gare même du chemin de fer que le malheureux transporté avait trouvé moyen de donner secrètement l'adresse de son maître à un sous-officier charitable qui faisait partie de l'escorte

Le 11 et le 12 janvier se passèrent en courses innombrables et en vaines démarches chez le juge d'instruction, chez le général Bertrand, dans les bureaux de la guerre; partout L. Planat reçut des réponses évasives, en harmonie avec cette procédure ténébreuse. Lassé par son insistance, on finit pourtant par lui communiquer la liste des transportés, où il vit que son domestique devait être envoyé en Afrique. « C'étaient, lui disait-on, les moins coupables. Toutefois les baraques pour les transportés n'étant prêtes nulle part, on commencerait par les conduire tous à Cayenne. »

Cependant Auguste Rieder voyageait vers Brest et écrivait à son maître des lettres déchirantes que l'humanité des officiers de marine laissait arriver jusqu'à lui, et que nous allons reproduire dans toute leur naïveté. La première, écrite en partant du fort d'Ivry, fut expédiée à L. Planat par le directeur du fort.

Fort d'Ivry, 10 janvier 1852, 1 h. du matin.

Adieu, monsieur et madame Planat! adieu, ma mère, ma famille, mes camarades, mes amis! Vous connaissez mon innocence; adieu, ne m'oubliez pas; je ne vous oublierai jamais, je tâcherai de vous donner de mes nouvelles. Je vous recommande de rassurer ma mère, adieu! je vous aimais de tout mon cœur, ayez des jours longs! je vous le souhaite de tout mon cœur. Adieu, je suis martyr d'une foi dont je ne suis pas le disciple. Je vous écris ces mots à la hâte.

11 janvier (sur le *Canada*, vaisseau qui nous conduit du Havre à Cherbourg). — Monsieur et Madame! Vous connaissez mon innocence, je me jette dans vos bras, dans ceux de vos amis. Ne perdez pas de temps; je crois que nous resterons quelques jours à Brest, donnez-moi de vos nouvelles; vous pouvez me sauver ou me faire avoir un passeport pour l'étranger. Consolez ma mère; dans tous les cas, je ne vous oublierai jamais. Je voudrais vous embrasser.

(Même jour.) — Je crois aller à Cayenne! Dans l'exil, je ne cesserai de penser à vous et à tous mes camarades. Fallait-il qu'il m'arrive un pareil malheur? Je crois que le navire qui nous conduit à Brest retournera au Havre en chercher d'autres, et puis nous partirons. Ainsi, vite, vite! Si le malheur veut que je sois parti, j'espère que le premier navire apportera ma délivrance, avec votre protection bien entendu! Adieu, mille fois adieu! Vous avez dû recevoir un mot avant de quitter Paris. Ne perdez pas une minute! Je n'ai d'espoir qu'en vous, je sais qu'il est bien fondé. Je vous écrirai encore si je le puis

en quittant Brest, et en y arrivant cette lettre partira. La désolation est bien grande, et moi bien innocent; aussi j'espère que ma lettre vous parviendra. On dit que plusieurs navires nous attendent à Brest, mais nous resterons peut-être huit jours avant de partir. J'étais loin de me douter de tout cela quand j'ai vu Monsieur à Ivry!

Rade de Cherbourg, 12 janvier. — L'état de la mer ne nous permet pas d'aller à Brest, de manière que nous pourrions bien encore attendre quelques jours; j'en suis bien aise, car arrivé à Brest, j'aurai peut-être une lettre de vous, qui me donnera l'espoir de ne pas aller à Cayenne! Je mets toute mon espérance en vous et vos amis. J'espère qu'ils s'occupent de moi. Ma conscience ne me reproche rien, ce qui fait ma force morale. Je voudrais bien passer devant une commission militaire, mais on dispose tout autrement, d'après ce que je puis voir. J'espère que la visite à Ivry n'a pas indisposé votre santé, ce qui m'a beaucoup inquiété. Quel que soit mon sort, je ne cesserai de penser à vous, mes camarades et mes amis, et de vous bénir. Mes pensées se reporteront sans cesse à vous. Si je ne dois plus vous voir, je vous recommande ma mère; le peu que je lui laisse me rassure sur ses vieux jours; qu'elle dispose de tout ce que j'ai comme bon lui semblera; qu'elle ne travaille plus; consolez-la le mieux que vous pourrez; je n'ai pas à rougir d'aucun crime; je ne lui ai pas fait savoir, craignant que cette nouvelle lui soit funeste; et si je ne dois espérer de la justice des hommes, Dieu me la rendra!

Qu'on se figure l'émotion et la profonde indignation de M. et Mme Planat, en lisant ces lettres désespérées. Leurs amis, qui tous connaissaient depuis des années Auguste Rieder, partageaient leurs sentiments. L'un d'eux ayant rencontré M. Michel Chevalier et l'ayant informé du fait, ce dernier, dont le frère était secrétaire de la présidence et qui, lui-même, était alors sur le point de se rallier, accourut chez L. Planat. Il y rencontra Manin, « dont l'estime, assurait-il, lui était nécessaire. » Après avoir lu avec attention la note, rédigée quelques jours auparavant pour M. Haton, et démontrant l'illégalité flagrante de cette condamnation, même au point de vue des plus récents décrets, M. Chevalier partit, en déplorant ce qu'il voulait bien appeler les abus des subalternes et les erreurs des commissions militaires, « mais persuadé, disait-il, que cet exposé, envoyé même à présent, au ministre de la guerre, ne pouvait manquer de produire son effet. »

L. Planat était très convaincu du contraire; il se rappelait ces paroles répétées sans cesse par M. Haton : « Pour espérer d'obtenir une amélioration quelconque au sort de Rieder, vous devez la demander au ministre de la guerre, non à titre de justice, mais comme une faveur personnelle, » ce à quoi il ne voulait consentir à aucun prix.

Après mûre réflexion, il jugea préférable, après tout, de transformer sa note à M. Haton en une demande directe au Président de la République. Il fallut pour l'y décider plus que son affection pour Rieder : le sentiment d'un rigoureux devoir à remplir envers un honnête homme et un serviteur fidèle. Mais si, pour arriver au but, il ne pouvait se dispenser de parler dans cette occasion de son propre passé, il ne voulut le mentionner que comme un fait, garantissant sans doute aux yeux de Louis-Napoléon la véracité de ses assertions et qui, dès lors, l'autorisait à réclamer la mise en liberté de Rieder, comme un acte de réparation judiciaire, purement et simplement. Voici en quels termes était conçue sa demande :

Paris, 14 janvier 1852.

Prince,

Souffrez que je m'adresse à vous, pour solliciter avec instance le redressement d'une erreur judiciaire, sans doute involontaire, qui vient de frapper cruellement Auguste Rieder, mon domestique, actuellement détenu à bord du vaisseau le *Duguesclin*, en rade de Brest.

Mais qu'il me soit d'abord permis, prince, de vous exposer quels sont mes titres, pour espérer que ma demande sera favorablement accueillie, et que pleine confiance sera accordée à mes affirmations.

(*Ici un court aperçu des années de service et d'exil de L. Planat.*)

En résumé, j'ai souffert pour l'Empereur dix-huit mois de prison, quinze ans d'exil, la perte de mon état et de mon patrimoine. Je ne l'ai jamais regretté; j'ai une lettre de congé de l'Empereur, écrite à bord du *Northumberland* au moment de son départ pour Sainte-Hélène; elle témoigne de son estime et de sa satisfaction pour mes services. C'est là un bien haut prix de tous mes sacrifices; je n'en ai jamais reçu ni ambitionné d'autre. Enfin, de tous les officiers d'ordonnance de l'Empereur, je suis le seul qu'il ait mentionné dans son testament. Tels sont mes titres, prince, et j'ose espérer qu'ils auront quelque valeur à vos yeux.

Je viens à mon infortuné domestique. Il fut arrêté le 29 décembre

dernier, sous l'inculpation de paroles injurieuses qu'il aurait proférées contre le Président de la République au moment de l'agitation et de l'effervescence produites par les événements de Décembre. Peu de jours après son arrestation, et sans qu'il m'ait été possible d'intervenir en sa faveur, il fut transféré au fort d'Ivry et de là au Havre pour être transporté dans une colonie pénitentiaire de l'Algérie. Cette décision de la commission militaire n'a point été notifiée à Rieder, et je n'ai pu, moi-même, en obtenir communication.

D'après votre décret du 8 décembre, Monsieur le Président, la peine de la transportation ne peut être appliquée qu'à deux catégories d'inculpés, savoir : 1° *les repris de justice en état de rupture de ban;* 2° *les individus convaincus d'avoir fait partie de sociétés secrètes.*

Laissons la première catégorie, qui ne peut regarder une aussi honnête créature. Pour ce qui est de la seconde, j'affirme sur l'honneur, sur mon honneur que j'ose dire sans tache, que Rieder n'a jamais appartenu à aucune société secrète, ni affiliation politique quelconque.

Quant à sa moralité, voici ce que je peux affirmer avec la même certitude. Depuis sept ans qu'Auguste Rieder est à mon service, j'ai reconnu en lui toutes les qualités du plus parfait honnête homme. Sa fidélité et son dévouement ne se sont jamais démentis, et il m'en a donné tant de preuves que je n'hésiterais pas à lui confier toute ma fortune. Son seul défaut est d'être bavard et d'aimer à faire de l'esprit; cela lui fait des ennemis. A. Rieder possède une fortune d'environ 12000 francs. Il est le seul soutien de sa vieille mère et de deux orphelins qui sont ses cousins. Enfin, je ne connais point d'homme qui soit plus religieusement que lui attaché à tous ses devoirs.

Il est donc évident pour moi qu'il y a eu erreur et méprise dans la condamnation qui l'a frappé, erreur sans doute facile à concevoir dans une instruction faite avec précipitation, et qui concernait peut-être plus de deux mille individus.

J'ose donc, Monsieur le Président, en appeler à votre justice et vous prier d'ordonner que mon fidèle serviteur, Auguste Rieder, soit débarqué du vaisseau le *Duguesclin*, mis à terre et, selon les inspirations de votre équité, rendu à la liberté, ou soumis à une nouvelle instruction judiciaire.

Je suis avec un profond respect, etc.

Au moment où L. Planat, épuisé de fatigue, allait expédier cette demande, il reçut une lettre chaleureuse de M. Chevalier, demandant de lui envoyer une copie signée de sa note à M. Haton, « ou mieux encore, si cela était possible, cette note, mise sous forme de pétition au Président. » Cela était fait; toutefois,

L. Planat jugeant quelques explications nécessaires, et contraint lui-même de s'aliter, chargea Mme Planat d'aller les demander de sa part à M. Chevalier, tout en lui remettant un duplicata de la pétition.

Voici ce que M. Chevalier lui fit dire : « Une lutte d'influence ardente existait à l'Élysée, entre le ministre de l'intérieur, M. de Morny, et le ministre de la guerre; le premier inclinant davantage aux mesures de clémence, l'autre aux rigueurs excessives. Il convenait donc de jouer serré, et de veiller de très près, pour que la demande, une fois mise sous les yeux du Président, pût avoir son effet. C'est ce dont il allait s'occuper sans délai. » M. Chevalier fit même entrevoir que le ministre de l'intérieur, déjà prévenu, n'était nullement fâché de cet incident.

L. Planat, dès lors rassuré, se hâta d'écrire ce qui suit au pauvre transporté :

Paris, 15 janvier 1852. — Mon cher Auguste, nous n'avons reçu qu'hier votre lettre du 11, écrite à bord du *Canada*. C'est un cri de détresse qui nous a navré le cœur. Prenez courage, mon cher enfant, confiez-vous à la Providence, et soyez bien certain que nous ne vous abandonnerons jamais. Je fais en ce moment les plus actives démarches pour obtenir votre mise en liberté, ou du moins que vous soyez retenu en France. Mes amis me secondent de leur mieux, et j'ai quelque espoir de pouvoir réussir. J'ai vu votre oncle qui s'est chargé de prévenir votre pauvre mère avec tous les ménagements possibles. Je compte lui écrire aussi; puissé-je avoir une bonne nouvelle à lui annoncer! Si quelque chose pouvait adoucir votre infortune, ce seraient tous les témoignages d'estime et d'affection qui me viennent de tous côtés sur votre compte.

Ayez donc bon courage, mon cher Auguste, et comptez toujours sur l'affection et l'appui de vos maîtres, qui vous chérissent comme vous méritez de l'être [1].

1. Voici la réponse d'Auguste Rieder :

« Brest, 18 janvier 1852 (à bord du *Duguesclin*). — Le commandant du navire m'a fait demander, et m'a remis votre bonne lettre; je ne pouvais m'empêcher de répandre des sanglots de reconnaissance. Il m'a laissé remettre, et m'a dit que je lui étais recommandé; que, si je faisais la campagne, il aurait des égards pour moi. Que pourrais-je faire pour témoigner ma reconnaissance à vous et à vos amis ? Ah, j'espérais en vous ! j'étais certain que vous ne m'abandonneriez point. Jamais lettre au monde n'a été attendue avec tant d'anxiété, et ne pouvait consoler davantage un infortuné ! »

Dès le lendemain, Michel Chevalier apprit à L. Planat que l'ordre de la mise en liberté de Rieder avait été expédié du cabinet du Président au ministre de la guerre, et deux jours après, Émile D... lui annonça de son côté que Rieder venait d'être rayé de la liste des transportés, « grâce à l'intervention de son frère Gustave ». A cette dernière assertion, L. Planat répondit en communiquant à son neveu sa requête au Président (du 14 janvier), et l'ordre d'élargissement qui en était résulté : « Je n'en suis pas moins touché, ajouta-il, du zèle que ton frère a apporté dans l'exécution de l'ordre qui concerne Auguste, et je te prie de l'en remercier de ma part. Quand bien même son activité n'aurait servi qu'à abréger de quelques jours les tortures morales qu'on inflige depuis trois semaines à un honnête homme, ce serait déjà un beau résultat. Tu vois, mon cher Émile, par l'exposé ci-dessus, que je n'ai demandé au Président de la République ni grâce ni faveur, mais uniquement le redressement d'une erreur judiciaire, ou d'un excès de pouvoir de la commission militaire. »

Malgré des promesses si explicites, faites de deux côtés, peu s'en fallut que les efforts de L. Planat n'échouassent au port. Son attention fut éveillée tout d'abord par une nouvelle lettre de son neveu le marin, excellent jeune homme qui s'était chargé de la transmission sûre et prompte des lettres de son oncle au commandant du *Duguesclin*. Or, Émile D... persistait à dire que, sans l'insistance de son frère, Rieder eût été infailliblement maintenu sur la liste des transportés, attendu que la nouvelle commission militaire, instituée pour corriger les erreurs éventuelles de la première, n'avait absolument rien trouvé dans le dossier d'Auguste qui dût faire modifier, à son égard, la décision déjà prise. « Du reste, ajoutait-il, toutes les affaires de ce genre ont été renvoyées au ministre de la guerre qui, en définitive, demeure seul chargé de les terminer. »

Il se pouvait qu'il n'y eût là, de la part du général Saint-Arnaud, qu'un simple retard; toutefois, son adversaire le plus puissant, M. de Morny, s'étant retiré le 22 janvier, à l'occasion du décret de confiscation des biens de la famille d'Orléans, la situation devenait plus inquiétante. M. de Persigny aurait-il à l'égard du ministre de la guerre les mêmes dispositions que son

prédécesseur? et sinon, comment vérifier désormais le sort de l'ordre d'élargissement envoyé par le président? Déjà on était au 25 et le *Duguesclin*, disait-on, était sur le point de mettre à à la voile, sans qu'aucun avis officiel fût parvenu à L. Planat. M. Haton, interrogé, avait même répondu avec embarras « qu'une défense stricte du général Saint-Arnaud lui interdisait de donner aucun renseignement sur aucun transporté. » Dans cette situation, M. Auguste Chevalier, consulté par son frère, lui dit d'engager M. Planat à lui adresser, comme secrétaire de la présidence, une réclamation formelle au sujet de sa requête, ce qui l'autoriserait à s'enquérir de son côté auprès du ministre de l'intérieur des suites de cette affaire. Très heureusement pour Rieder, la rivalité entre les pouvoirs civils et militaires, les dévouements anciens et nouveaux, n'avait point cessé dans les parages ministériels. M. de Persigny, charmé de l'occasion, s'appuyant d'ailleurs sur un ordre déjà donné par le Président, prit sur lui d'envoyer directement un télégramme au préfet maritime de Brest, ordonnant le débarquement et la mise en liberté immédiate de Rieder.

Le 1er février, le pauvre prisonnier, pâle, hagard et défait, arriva à Paris auprès de son maître, lui-même alors gravement malade, mais qui néanmoins, après avoir entendu le navrant récit d'Auguste, ne voulut pas attendre un moment pour adresser à M. Michel Chevalier la lettre suivante, dont il savait que ce dernier ne serait pas seul à prendre connaissance.

Paris, 1er février 1852.

Je m'empresse, Monsieur, de vous annoncer que mon domestique vient d'arriver de Brest. Les circonstances de sa mise en liberté méritent d'être mentionnées. Il paraît certain aujourd'hui que, malgré l'ordre, envoyé dès le 18 janvier, et malgré le travail de revision qui concluait à sa radiation de la liste des transportés, le ministre de la guerre l'avait maintenu ou rétabli sur cette liste, et n'avait envoyé à Brest qu'une mise en liberté de trente-trois individus, parmi lesquels Auguste Rieder n'était pas compris. Le capitaine Mallet, averti tard dans la journée du 28, l'avait fait mettre à terre avec les autres, mais là sa mise en liberté souffrit de nouvelles difficultés. Heureusement il venait d'être informé de sa véritable position, et, lorsque les gen-

darmes eurent terminé l'appel des trente-trois libérés, il s'avança hardiment vers eux en disant : « Eh bien, et moi? — Vous? Il n'est pas question de vous. — Je vous demande pardon, je sais qu'il est arrivé une dépêche télégraphique qui ordonne ma mise en liberté. »

Les gendarmes se regardèrent entre eux, et comme mon domestique insistait avec véhémence, l'un d'eux tira un papier de sa poche et dit : « Ah! tiens! c'est vrai; je l'avais oublié! »

C'est ainsi que Rieder a été mis en liberté dans la journée du 28 janvier. Si je n'étais parvenu à l'avertir à temps, il serait infailliblement parti pour Cayenne. Je m'abstiens de toute réflexion sur la bassesse d'un pareil acharnement envers un malheureux domestique, pour se venger de son maître. Rieder m'assure que, sur les cinq cents transportés qui se trouvaient à bord du *Canada*, lorsqu'il a quitté le Havre, il est persuadé que plus des trois quarts sont, comme lui, victimes de haines particulières. Plusieurs d'entre eux n'ont point été interrogés et n'ont point de dossiers dans les commissions militaires. Enfin, il y a parmi eux des enfants de treize et quatorze ans.

J'ai cru, Monsieur, devoir vous transmettre ces détails. Votre amour de la justice et de l'humanité m'est un sûr garant du bonheur que vous éprouveriez, si vous pouviez contribuer à sauver encore quelques innocents qu'une mort lente et certaine attend sur les plages de la Guyane. Seulement, je dois vous faire observer que les meilleures intentions resteront sans résultat, tant que ceux qui ont commis les erreurs ou les excès de pouvoir resteront, seuls et sans contrôle, chargés de les redresser.

Une dernière lettre sur le même sujet, adressée à Mme de K***, épuisera ce curieux épisode du 2 décembre :

Paris, 11 avril 1852.

Assurément rien ne peut nous être plus agréable que d'apprendre que vous êtes en bonne santé; c'est une très bonne manière de rompre la glace. Mais, cette glace une fois rompue, que dire et qu'écrire? *That is the question.* Ce qu'on voudrait écrire, on ne le peut; ce qu'on pourrait écrire, on ne le veut. Dans cette alternative, il n'y a rien de mieux à faire que de garder le silence. Aussi, tant que nous vivrons sous le règne de police, d'inquisition et d'arbitraire qui nous opprime aujourd'hui, il faut vous attendre à voir nos lettres devenir de jour en jour plus rares et plus insignifiantes.

Ma santé est assez passable aujourd'hui, après avoir été très mauvaise pendant tout l'hiver, grâce à la promenade matinale que j'ai dû faire le 8 janvier dernier, par un temps froid et brumeux, pour voir

mon domestique, prisonnier au fort d'Ivry. J'en rapportai une inflammation de poitrine qui m'a tenu malade pendant trois mois.

Au risque de me faire transporter, exiler ou interner, il faut pourtant que je vous raconte l'histoire de mon domestique. Il avait dit *dans ma cuisine*, le 2 décembre, « que le Président n'avait pas le droit de dissoudre l'Assemblée, et que, s'il se montrait dans les rues, il pourrait bien attraper un coup de fusil ». Or, ce propos a été tenu pendant trois jours par deux cent mille Parisiens, non pas dans l'intérieur d'une maison, mais en public, sur le boulevard, à la barbe de la troupe, qui, à la vérité, a fini par répondre aux Parisiens en les massacrant. Mais ce n'est pas là la question. D'après nos lois qui, je crois, sont les mêmes partout, un propos tenu dans l'intérieur d'une maison n'est pas même un délit, et ne peut donner lieu à aucune condamnation. Cependant mon pauvre domestique fut condamné par la commission militaire (sans jugement bien entendu) à la transportation, comme étant un socialiste des plus dangereux, *avide de viol, de meurtre et de pillage ;* c'est là la formule consacrée pour tous ceux dont on veut se défaire ou se venger...

Vous lirez un jour le récit des tortures physiques et morales infligées à ce pauvre garçon pendant un mois qu'a duré sa captivité. C'est à Persigny que je dois sa liberté ; il ne l'a pas fait pour mes beaux yeux, mais bien par haine pour son collègue. L'histoire que je viens de vous raconter est celle du plus grand nombre des malheureux, atteints par ce pouvoir occulte et ténébreux qu'on appelle *commissions militaires* et *commissions mixtes.*

Les années 1852 et 1853 s'écoulèrent tristement. Le coup d'État du 2 décembre avait porté dans toutes les relations sociales une immense perturbation, bien plus que les événements de 1848, où les hommes des camps les plus opposés avaient pu continuer à se voir sans froissement mutuel. Après le coup d'État, il n'en fut pas de même. Nous citerons à ce propos un entretien qui eut lieu au printemps de 1852, entre L. Planat et l'un de ses plus chers et plus anciens amis, le comte de Lariboisière, entretien auquel nous avons assisté, et qui est resté profondément gravé dans notre souvenir. Il ne peut y avoir indiscrétion à le reproduire, puisque c'est publiquement que le comte de Lariboisière apporta son concours au gouvernement du 2 décembre, d'abord comme membre de la commission consultative, plus tard comme sénateur.

Il faut dire ici que, plus d'une fois déjà, des ouvertures du

même genre avaient été vaguement faites à L. Planat, d'abord par Jérôme Bonaparte qui, depuis son retour en France, semblait avoir à cœur de lui faire oublier, à force de prévenances et d'amabilité, sa conduite antérieure, ensuite par Lucien Murat. Pourtant, aucun de ces personnages n'ignorait les opinions de L. Planat; mais moins que personne Louis-Napoléon, qu'il avait connu en Allemagne, tout jeune homme encore, et envers lequel il s'était exprimé avec la plus entière franchise, l'unique fois qu'il l'avait revu, lors de son arrivée à Paris en 1848. Il est probable que c'est la pétition pour l'affaire de Rieder qui avait fait surgir en haut lieu l'idée d'une nouvelle tentative. Quoi qu'il en soit, c'est M. de Lariboisière qui cette fois avait bien voulu se charger de cette délicate mission.

« Vous savez bien, mon cher Planat, lui disait-il, que je n'ai ni conseillé, ni aidé, ni approuvé le coup d'État, et je suis très éloigné de le glorifier encore aujourd'hui. Mais j'ai la conviction qu'en se ralliant actuellement au gouvernement, les honnêtes gens pourraient faire beaucoup de bien, ou du moins empêcher beaucoup de mal. C'est ce qui m'a moi-même décidé, et vous me connaissez assez pour croire à ma parole. — Sans doute, très cher ami, mais je ne partage pas votre opinion. Je suis convaincu, au contraire, qu'un gouvernement, arrivé par cette voie, ne peut faire aucun bien, le voulût-il. Les honnêtes gens, en s'y ralliant, pourront bien entraver telle ou telle mesure par trop exorbitante, tel ou tel méfait isolé; mais le peu de mal matériel ainsi empêché ne compensera pas, à beaucoup près, le mal moral immense produit par leur adhésion, le trouble jeté dans les consciences, le désarroi de l'opinion, la confusion irréparable apportée dans toutes les notions du bien et du mal, du juste et de l'injuste. — Mais, en admettant, même pour un instant, qu'il y ait quelque chose de vrai dans ce que vous dites, mon cher Planat, il ne saurait en être ainsi de l'adhésion de ceux que leur passé rattache tout naturellement à la famille de Napoléon; ainsi, personne assurément ne saurait s'étonner de votre adhésion qui ne serait après tout qu'une sorte de complément de votre vie passée. — A mes yeux, ce serait un démenti donné à ma vie passée. — Pourtant

votre dévouement, votre attachement pour l'oncle, pourraient sembler à bien du monde une sorte d'obligation... Mon cher Lariboisière, pour moi, ce gouvernement-ci représente le parjure, le meurtre et la spoliation. Je puis être forcé de le subir; rien au monde ne me fera consentir à assumer la responsabilité réelle ni apparente d'aucun de ses actes. »

La conversation finit là et ne fut pas reprise. Les rapports entre les deux vieux amis, bien que toujours affectueux, devinrent dès ce moment plus rares et plus contraints. Pourtant, dans sa loyauté, le comte de Lariboisière dut convenir plus tard « qu'après tout, L. Planat pouvait bien avoir eu raison ! »

Bientôt un nouveau sujet de préoccupation vint absorber pendant plusieurs mois toute l'attention de L. Planat.

Ce n'est pas en France seulement que s'étaient fait sentir les conséquences du coup d'État. De même qu'en 1849 les victoires de l'Autriche, aidée par la Russie, avaient ravivé les espérances du parti réactionnaire dans toute l'Europe, de même le succès du coup d'État du 2 décembre causa une recrudescence inouïe d'arbitraire et de violence dans tous les autres pays, mais principalement dans les malheureuses provinces italiennes, occupées par l'Autriche. L. Planat devait, sous ce rapport encore, faire une fâcheuse expérience.

On a pu juger, par une lettre précédente, de la situation précaire où se trouvait alors à Paris l'ex-dictateur de Venise. Pour vivre et faire vivre ses enfants (du moins pendant quelques années), Manin avait toujours compté, en dehors de ses leçons, sur la vente d'un mobilier et d'une belle bibliothèque laissés à Venise. Mais, depuis près de trois ans, la police autrichienne mettait obstacle, non seulement à toute vente publique, mais encore aux acquisitions particulières, effrayant les acheteurs, et les éloignant par de sourdes menaces. Après le coup d'État, L. Planat résolut d'acheter lui-même cette bibliothèque, à l'insu, bien entendu, de Manin qui s'y serait refusé, mais en réclamant l'aide et les conseils d'un autre exilé vénitien alors de passage à Paris, homme d'une discrétion à toute épreuve et ami intime de Manin. M. Degli-Antoni, à peine de retour à Turin, s'occupa de cette affaire délicate, en s'adressant pour cela à la

personne chargée à Venise de ses propres intérêts, Mme Gattei, libraire, femme excellente qui se prêta avec empressement à ce qui lui fut demandé. Se conformant aux instructions de M. Degli-Antoni, Mme Gattei lui écrivit « qu'une offre pour l'achat de la bibliothèque de Manin venait de lui être faite de la part d'un anonyme qui désirait rester tel, » et le pria d'en informer son ami. Puis, un peu plus tard et l'affaire conclue, elle lui envoya une traite à l'ordre de Manin, tirée sur un banquier de Paris qui, prévenu d'avance par L. Planat, l'acquitta sur-le-champ.

Jusque-là tout avait marché à souhait. Mme Gattei, étant elle-même libraire, rien de plus naturel que son intervention dans cette affaire et l'ombre même d'un soupçon ne pouvait se présenter à l'esprit de Manin qui, en effet, a toujours ignoré le véritable nom de l'acquéreur de sa bibliothèque. Mais, hélas! pour la pauvre Gattei, cette innocente supercherie devait avoir des suites funestes.

Ayant fait transporter dans ses magasins les livres de Manin, restés jusque-là entassés dans un petit local, Mme Gattei fut appelée à la police et sommée de donner des explications sur ce fait, « sur ses rapports avec Manin, sur les motifs qui avaient pu la porter à se charger d'une affaire aussi embarrassante, etc. ». Sur sa réponse, que la bibliothèque n'était plus la propriété de Manin, qu'elle-même était simplement chargée par M. Degli-Antoni, dont elle était mandataire, de la garder chez elle à la disposition du nouveau propriétaire, on voulut savoir le nom de ce dernier, « dont l'action, lui déclarait-on, était une preuve manifeste des plus coupables sympathies politiques ». Par bonheur elle put prouver, par les lettres de Degli-Antoni, que l'acquéreur n'était pas un Vénitien, mais un Français, résidant à Paris. Enfin, après un interrogatoire de plusieurs heures, Mme Gattei fut renvoyée chez elle.

M. Degli-Antoni étant alors malade, quelques semaines s'écoulèrent avant que L. Planat eût connaissance de ce fait. Aussitôt qu'il en fut instruit, il s'empressa d'adresser directement à Mme Gattei une lettre dans laquelle il lui disait qu'il avait désiré rester inconnu par un simple motif de délicatesse vis-à-vis de l'ami qu'il voulait obliger, mais qu'il ne voyait aucune difficulté à ce qu'elle fît connaître son nom à M. le directeur de la police

de Venise. « Un magistrat humain et éclairé (comme il l'est sans doute) saura apprécier le motif qui m'a porté à taire mon nom, ajouta-t-il, et respecter ce secret de l'amitié. »

En écrivant cette lettre, L. Planat était loin de soupçonner l'état des choses à Venise, et que déjà Mme Gattei n'était plus en liberté. Arrêtée brusquement le 20 août, elle gémissait dans un étroit cachot, où elle était tenue au secret. Qu'était-il survenu depuis son interrogatoire du mois de juin? Personne à Venise ne le savait, et M. Degli-Antoni, de son côté, écrivait de Gênes qu'il lui était impossible d'imaginer le motif de cette arrestation. Il est vrai que la pauvre femme avait toujours été mal notée à la police, à cause de son patriotisme et du dévouement déployé par elle en 1848.

A la fin de septembre, L. Planat reçut toutefois une invitation de la part de la légation d'Autriche à Paris, « de vouloir bien se rendre à cette chancellerie afin d'y donner certains renseignements au sujet d'une dame Gattei de Venise qui, accusée de vente frauduleuse, avait invoqué son témoignage. » S'étant rendu en toute hâte à cet appel, L. Planat put enfin comprendre, à son tour, ce qui s'était passé à Venise. Les lettres partant de cette ville, étant invariablement ouvertes et lues par la police, on y avait connu dès le premier jour l'envoi de la traite fictive, expédiée par Teresa Gattei à l'ordre de Manin; seulement on avait alors jugé à propos de ne lui adresser aucune question sur ce point, de ne lui demander aucune explication spéciale. On la laissa rentrer tranquillement chez elle, dans le secret espoir de lui voir commettre quelque imprudence et de saisir plus aisément ainsi les fils d'un complot supposé; mais, lassé enfin par deux mois d'attente stérile, on prit le parti d'arrêter la pauvre femme, sous l'inculpation d'avoir trompé l'autorité, en dissimulant l'envoi d'un mandat, « preuve évidente que l'acquéreur des livres de Manin était *non un Français, mais un Vénitien,* » et on la somma de le nommer. Mme Gattei eut beau protester de son innocence, alléguer de nouveau les ordres de Degli-Antoni : ses paroles furent traitées de mensonges et de perfide machination; finalement on lui déclara qu'elle resterait en prison jusqu'à ce qu'elle voulût bien avouer la vérité. On comprend que la lettre de L. Planat,

arrivant sur ces entrefaites, jeta Messieurs de la police dans un grand embarras ; en effet, cette lettre, signée, datée et timbrée de Paris, rendait difficile de nier désormais absolument l'existence de qui l'avait écrite. Après mûre délibération, on résolut d'en référer à Vienne, d'où ordre fut enfin envoyé à l'ambassade de Paris d'avoir à prendre les informations requises.

Rien de plus facile pour L. Planat que de fournir la preuve irrécusable de l'entière véracité des assertions de Mme Gattei. Ses explications furent tellement péremptoires que le gouvernement autrichien lui-même dut s'incliner devant l'évidence.

En conséquence, Mme Gattei fut remise en liberté, après cinquante-quatre jours de détention, non pas toutefois sans des menaces de tout genre. Mais son commerce avait périclité pendant son absence; son associé, effrayé des persécutions croissantes de la police, se retira dès qu'il le put. Mme Gattei lutta vainement quelque temps; ses affaires, si honorablement conduites pendant de longues années, se dérangèrent de plus en plus; la malheureuse femme, craignant la ruine et le déshonneur, réduite au désespoir, se jeta dans un puits.

Cette catastrophe, à laquelle L. Planat s'accusait d'avoir involontairement contribué, lui causa un extrême chagrin, et nous avons cru devoir lui donner sa place ici, tout en devançant pour cela un peu la marche des événements.

Du reste, le véritable motif du gouvernement autrichien, pour montrer tant d'acharnement dans une si mince affaire, se révéla bientôt. L'Autriche méditait alors d'enlever aux proscrits et aux émigrés lombards-vénitiens tout moyen d'existence à l'étranger, afin de les contraindre à rentrer, à adhérer à sa domination et se mettre à sa merci. Elle n'attendait, pour ce faire, qu'une occasion qui ne tarda pas à se produire. Trois mois plus tard (6 février 1853), une poignée de jeunes gens, à peine armés, se ruèrent en plein jour sur le principal corps de garde à Milan, confiants dans la parole fallacieuse de Joseph Mazzini, qui leur avait promis que la ville entière se soulèverait à ce signal. La folle tentative n'eut d'autre résultat que de faire tomber des centaines de têtes, de remplir les cachots du Spielberg, de Venise, de Mantoue, de Vérone, d'innombrables victimes politiques,

mais surtout de fournir à l'Autriche l'occasion, impatiemment attendue, d'accomplir son acte de spoliation. Une proclamation du maréchal Radetzky, du 19 février, apprit au monde étonné que S. M. l'empereur d'Autriche avait daigné mettre le séquestre sur tous les biens, meubles ou immeubles, des émigrés, sans exception aucune (même pour ceux qui étaient devenus sujets sardes), et sans distinction surtout entre *coupables* et *non coupables*, « distinction puérile d'ailleurs, dit M. de Buol, puisque tous nourrissaient contre l'Autriche une haine égale. »

Les protestations réitérées de la Sardaigne, de l'Angleterre et de la France ne purent amener l'Autriche à retirer ni même à modifier ces mesures. L'attitude des émigrés trompa complètement son attente, tous ou presque tous préférant subir la plus extrême misère, plutôt que de rentrer sous son joug, situation qui dura plusieurs années.

On sait ce qui se passait à la même époque en France. Partout la force brutale semblait être devenue la suprême et unique loi; partout des milliers d'opprimés succombaient à leurs peines, tandis que l'oppresseur régnait, adulé et sans conteste. Comment, dans une pareille situation, les esprits libres, avides de justice et de droit, les cœurs susceptibles de souffrir des maux d'autrui, auraient-ils pu ne pas se sentir envahis par une amère tristesse! Les lettres écrites à cette époque par L. Planat se ressentirent toutes de cette disposition.

F. P.

*A Mme de K***.*

Paris, 25 juin 1853.

J'ai reçu, ces jours passés, une singulière lettre de M. P...

Il s'évertue à me faire comprendre pourquoi il n'est pas républicain, et pourquoi un homme sensé en Allemagne ne peut l'être. C'est une chose dont j'étais parfaitement convaincu avant qu'il m'en parlât.

Il m'explique ensuite son patriotisme, qui me paraît consister dans la haine des idées françaises, car il ajoute que tout Allemand qui est partisan de ces idées est un homme vil et méprisable. Cela ne saurait me blesser, parce que c'est du fanatisme teuton, et que tout fanatisme national a un côté respectable, bien que déraisonnable. Assurément, en jetant les yeux autour de lui, M. P... verrait qu'il y a des Allemands fort estimables qui sont persuadés que l'adoption des idées françaises serait avantageuse à leur pays[1]. Ils peuvent se tromper, mais s'ils sont de bonne foi, personne n'est en droit de dire qu'ils sont vils et méprisables. Quel homme fut plus respectable que feu M. de K...? Cependant il était partisan des idées françaises; il m'a dit plus d'une fois dans nos entretiens : « Toutes les améliorations qui se sont produites depuis quarante ans dans nos institutions politiques, administratives et judiciaires, nous les devons aux idées françaises. » Il est vrai que, dans ce temps-là, le bon P... était encore à naître.

Quant à l'Italie, il me dit que tout vrai patriote allemand sera toujours avec l'Autriche pour asservir l'Italie, de peur que l'Italie ne tombe aux mains de la France. « L'Italie nous est indispensable, » ajoute-t-il. A la bonne heure, voilà une politique franchement égoïste et injuste. Mais enfin, les vrais patriotes allemands ne sont pas des Aristide; il leur est bien permis de préférer ce qui est utile à ce qui est juste.

En somme, la lettre de M. P... ne m'a pas offensé, mais elle m'a cruellement désappointé. Je m'attendais à trouver dans son langage l'expression de ces sentiments généreux, de cet amour ardent de la justice et de la vérité qui est ordinairement l'apanage de la jeunesse; mais, loin de là, ses raisonnements m'ont paru ceux d'un vieux diplomate autrichien, au cœur sec et sans pitié, au patriotisme étroit,

1. Il va sans dire que les mots : *idées françaises*, s'appliquent ici aux idées de 1789. F. P.

envieux et cupide. Je ne vois guère de différence entre son langage et celui de M. de Bruck, organe intéressé des grands capitalistes et des grands manufacturiers de l'Autriche, qui ne voient dans l'Italie qu'une proie à dévorer Cela prouve à quel point le parti pris peut pervertir le sens moral chez les meilleures natures. Lorsqu'on se croit obligé de défendre et de soutenir un gouvernement sans foi ni loi (tel que le gouvernement autrichien ou notre gouvernement actuel), il faut de toute nécessité abjurer, du moins en apparence, les principes éternels de droit, de justice et de morale qui sont la règle des honnêtes gens; il faut avoir recours aux plus détestables sophismes, pour justifier les crimes et les violences du pouvoir arbitraire[1].

A la même.

Paris, 25 janvier 1854.

La pauvre Émilia Manin est morte avant-hier dans d'atroces souffrances. Ma femme, qui ne la quittait pas depuis deux jours, a été témoin de cette mort si affreuse. Vous jugez dans quel état elle est rentrée à la maison! Elle est inconsolable de cette perte; elle avait voué à cette pauvre créature l'attachement le plus tendre. J'achève cette lettre pendant qu'elle assiste au service funèbre de ce pauvre

1. M. P..., jeune publiciste distingué et réputé libéral, qui venait d'épouser une nièce de Mme Planat, n'exprimait, au sujet de l'Italie, que les idées alors communes à toute l'Allemagne. Dix ans plus tard, M. P..., bien que personnellement converti à la cause de Venise, écrivit encore à sa tante : « Je dois toutefois vous faire observer que, dans l'Allemagne méridionale, l'opinion publique continue à être fort peu tolérante (*sic*) envers les Italiens, et que l'écrivain libéral allemand se trouve à cet égard absolument dans la même position où se trouverait un écrivain abolitionniste dans les États esclavagistes du Sud de l'Amérique. » La comparaison était juste; au moment même où John Brown fut pendu en Amérique, un écrivain allemand, nommé Wallhorst, fut condamné à trois ans de forteresse, pour avoir plaidé en faveur de l'affranchissement de Venise. F. P.

ange. Sa mort laisse un vide affreux dans le cœur de ma femme. Ce n'étaient pas seulement ses souffrances qui la lui avaient rendue chère, c'était encore son âme noble et pure, son cœur aimant et reconnaissant. En vérité, on se prend à douter de la Providence, quand on voit le meilleur des êtres, voué pendant tant d'années à d'horribles souffrances, finir misérablement dans d'atroces tortures, tandis que d'infâmes coquins se portent bien, jouissent de tous les plaisirs de la vie et finissent par mourir tranquillement dans leur lit.

Sans doute, il faut remercier Dieu d'avoir mis un terme à de si longues et de si cruelles souffrances; mais je vous assure que c'est là une bien faible consolation pour ceux qui survivent!

Ce fut la dernière lettre adressée par L. Planat à sa belle-mère; car Mme de K... elle-même, déjà malade lorsqu'elle la reçut, succomba peu de jours après. Sa mort fut pour les deux époux un deuil profond.

Ici se trouve une interruption de plus de trois années dans la correspondance de L. Planat; quelques lettres absolument privées, à une sœur de sa femme, étant les seules de cette époque qui soient revenues entre nos mains. D'ailleurs L. Planat écrivit fort peu de 1854 à 1857. Sa santé altérée lui commandait impérieusement le repos, et tous les efforts de ceux qui l'aimaient devaient tendre à écarter de son esprit non seulement les préoccupations si pénibles de la politique, mais tout sujet d'émotion et de fatigue. L'année 1855 presque tout entière avait été remplie par de graves accès de maladie; à la vérité, une amélioration momentanée se produisit ensuite; sa sérénité, sa gaieté même avaient reparu; mais, dès le commencement de 1857, une nouvelle crise se déclara et mit sa vie dans un imminent péril. Les soins de son entourage et ce que les médecins appelaient la vitalité extraordinaire de ce corps si frêle triomphèrent une fois de

plus; après six semaines d'une lutte de tous les instants contre la mort, L. Planat allait entrer en convalescence.

C'est dans un moment si peu opportun cependant que surgit une circonstance attendue depuis de longues années par L. Planat; nous voulons parler des calomnies, dirigées ouvertement contre la mémoire du prince Eugène par le duc de Raguse, dans des Mémoires posthumes, légués par lui à sa nièce Mme de Damrémont et dont le sixième volume venait de paraître chez l'éditeur Perrotin. L. Planat fut informé de ces attaques peu de jours après, par un de ses amis qui, admis pour la première fois auprès du lit du malade, eut l'imprudence de lui lire à haute voix quelques passages du livre de Marmont, publiés dans un journal du matin. L'effet produit par cette lecture sur le pauvre convalescent fut d'autant plus vif qu'il se voyait dans l'impossibilité de répondre sur-le-champ d'une manière efficace. Toutefois, priant son ami de saisir une plume, il lui dicta d'une voix presque insaisissable, tant elle était affaiblie, la protestation suivante que le journal *le Siècle* inséra le lendemain :

Paris, 18 février 1857.

Monsieur le rédacteur,

Malade au point de ne pouvoir bouger, j'apprends, par un de mes amis, que le sixième volume des *Mémoires du duc de Raguse* contient sur la conduite du prince Eugène en 1814 les assertions les plus étranges et les plus calomnieuses. J'ai entre mes mains les preuves irrécusables de la complète fausseté de tout ce qu'avance le maréchal Marmont à cet égard. Malheureusement hors d'état en ce moment de pouvoir présenter ces documents au public, je me réserve de le faire dès que ma santé me le permettra.

Je me borne aujourd'hui à repousser, avec toute l'indignation qu'elles méritent, d'odieuses assertions, aussi dénuées de vérité que de preuves, et je vous prie, monsieur le rédacteur, etc.

PLANAT DE LA FAYE,
Ancien officier d'ordonnance de l'Empereur.

Nous voici arrivés à l'une des années les plus pénibles, à l'une des luttes les plus ardentes de la vie si agitée de L. Planat. Son âge, l'état de sa santé, sa vue très affaiblie, une affection des

bronches qui lui rendait alors plus difficile encore de dicter que d'écrire, semblaient des obstacles presque insurmontables à l'accomplissement de sa tâche. « Mon pauvre mari, écrivit Mme Planat dans une lettre qui est sous nos yeux, ne peut s'occuper de rien sans retomber dans un accès de fièvre, et le médecin lui a déclaré aujourd'hui qu'il compromettait sa vie, en s'obstinant à vouloir écrire la note explicative qu'il juge pourtant indispensable pour la publication de ses documents. » D'autres complications existaient. Le temps avait amené de grands vides dans la famille du prince Eugène. Sa veuve, ses deux fils n'étaient plus; le dernier, marié à une princesse de Russie, ayant laissé en mourant des enfants mineurs, les archives mêmes du vice-roi se trouvaient dispersées : une partie (la plus importante) était à Saint-Pétersbourg, sous la garde d'une commission de tutelle; une autre était restée à Munich; une troisième, — les correspondances intimes du prince et de sa femme — avait été remise à leur fille aînée, la reine de Suède. A la vérité, une copie des pièces les plus importantes, qu'il eût été impossible de réunir aujourd'hui, se trouvait depuis longtemps dans la possession de L. Planat, par suite de circonstances heureuses, complètement ignorées des enfants du prince Eugène Mais une attestation officielle de l'authenticité de ces pièces, peut-être quelques documents complémentaires pouvaient devenir nécessaires; était-on certain de les obtenir du bon vouloir de la grande-duchesse Marie-Nicolaewna, remariée depuis quelque temps, en froid avec ses belles-sœurs et presque toujours en voyage?

Ces difficultés ne pouvaient arrêter l'impatience de L. Planat. Sa femme s'étant empressée de rechercher et transcrire les documents envoyés vingt ans auparavant par la duchesse, il voulut qu'ils fussent imprimés sans délai, ce qui eut lieu, grâce au concours actif de quelques amis, au nombre desquels Daniel Manin, engagé lui-même à cette époque dans une lutte terrible, déjà fort malade et bien près de mourir.

La brochure : *Le prince Eugène en 1814, Réponse au maréchal Marmont*, parut dès le 5 mars, contenant trente-trois documents précédés de ce court avant-propos :

Le tome VI des *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse,* contient sur la conduite du prince Eugène, en 1813 et 1814, les allégations suivantes :

« L'Empereur avait donné l'ordre au prince Eugène d'évacuer l'Italie, après avoir fait un armistice, ou bien trompé les Autrichiens et fait sauter toutes les places excepté Mantoue, Alexandrie et Gênes. J'ai eu dans le temps quelques doutes sur la vérité de ces dispositions; mais elles m'ont été certifiées et garanties depuis, par l'officier *porteur des ordres et des instructions,* le lieutenant général Danthouard, premier aide de camp du vice-roi. Eugène éluda les ordres de l'Empereur; il fit cause à part; il intrigua dans ses seuls intérêts. Il s'abandonna à l'étrange idée qu'il pouvait, comme roi d'Italie, survivre à l'Empire; il oubliait qu'une branche d'arbre ne peut vivre quand le tronc qui l'a portée est coupé. Il a été la cause la plus efficace (après la cause dominante, placée avant tout dans le caractère de Napoléon), la cause la plus efficace, dis-je, de la catastrophe. Et cependant la justice des hommes est si singulière qu'on s'est obstiné à le représenter comme le héros de la fidélité! Je tiens à conscience d'établir ces faits, dont la vérité m'est parfaitement connue, et qui ne sont pas sans intérêt pour l'histoire. »

J'étais gravement malade lorsqu'un ami vint me communiquer ce passage des *Mémoires du duc de Raguse.* Je ne pus dans le premier moment que dicter la lettre suivante, qui fut insérée dans le *Siècle*...

Je viens aujourd'hui remplir ma promesse.

J'aurais voulu entrer dans quelques détails importants sur les circonstances qui ont mis en ma possession les documents qu'on va lire; j'aurais voulu expliquer comment j'ai le droit et le devoir de les publier; mais l'état de faiblesse et d'épuisement dans lequel je me trouve ne me permet pas d'entrer dans de longs développements.

Toutefois il m'est impossible de laisser plus longtemps une mémoire vénérée sous le coup d'odieuses imputations. La renommée du prince Eugène est une richesse nationale que chacun de nous doit défendre avec un soin jaloux, en se servant des armes qui sont à sa portée. C'est en même temps défendre les droits de l'éternelle justice et de la vérité.

Je prends donc le parti de publier ces documents sans autre commentaire que quelques notes. J'ajoute seulement les observations suivantes :

1° Toutes ces pièces m'ont été envoyées, à ma sollicitation, par S. A. R. madame la duchesse de Leuchtenberg, veuve du prince Eugène, dans les années 1836, 1837 et 1838.

2° Elles ont été copiées toutes sur les originaux, et les copies sont

écrites (presque en totalité) de la main de madame la duchesse de Leuchtenberg elle-même.

3° Tous les originaux sont conservés dans les archives de la famille ducale de Leuchtenberg.

Je suis certain qu'après avoir lu ces documents, tout homme éclairé reconnaîtra la complète fausseté des assertions du maréchal Marmont, et restera convaincu :

Que le prince Eugène, loin d'intriguer dans un but intéressé, a constamment et sans hésitation repoussé les offres qui lui étaient faites; qu'il a scrupuleusement obéi aux ordres de l'Empereur; qu'il a rempli envers lui et envers la France tous les devoirs que lui imposaient la reconnaissance, l'amour de la patrie et la foi jurée; qu'enfin il s'est montré constamment digne de la devise qu'il s'était choisie : « Honneur et fidélité. »

Paris, 27 février 1857.

PLANAT DE LA FAYE,
Ancien officier d'ordonnance de l'Empereur.

Voici les trente-trois documents[1] :

N° I.

Lettre du roi de Bavière, Maximilien-Joseph, au prince Eugène.

Nymphenbourg, le 8 octobre 1813.

Mon bien-aimé fils,

Vous connaissez mieux que personne, mon bien cher ami, la scrupuleuse exactitude avec laquelle j'ai rempli mes engagements avec la France, quelque pénibles et onéreux qu'ils aient été. Les désastres de la dernière campagne ont surpassé tout ce qu'on pouvait craindre; cependant la Bavière est parvenue à lever une nouvelle armée, avec laquelle elle a tenu en échec jusqu'ici l'armée autrichienne, aux ordres du prince de Reuss. Cette mesure couvrait une partie de ma frontière, mais laissait à découvert toute la ligne qui court le long de la Bohême, depuis Passau jusqu'à Egra, ainsi que toute la frontière de la Franconie, du côté de la Saxe. J'ai attendu d'un moment à l'autre que cette immense lacune du système défensif fût remplie, mais mon attente a été vaine. Les princes voisins, comme le roi de Würtemberg, ont refusé tout secours, sous prétexte qu'ils avaient besoin de leurs forces pour eux-mêmes. L'armée d'observation de Bavière a reçu une autre destination et n'a jamais suivi aucune espèce de correspondance avec

1. Nous les publions intégralement.

le général de Wrède. On a laissé le temps aux troupes légères ennemies d'occuper, sur les derrières de l'armée, tout le pays entre la Saal et l'Elbe, d'y détruire divers corps français et de se rendre redoutables à mes frontières, aux réserves de Benningsen, de gagner la Bohême, d'où elles sont à portée de se jeter, sans trouver d'obstacle ni de résistance, sur mes provinces en Franconie ou dans le Haut-Palatinat, et de là sur le Danube, opération qui ne laisserait d'autre retraite à Wrède, de son propre aveu, que les gorges du Tyrol, et laisserait à découvert le reste de mes États. Je serais forcé de les quitter avec ma famille, dans un moment où il serait le plus dangereux d'en sortir. Dans une situation aussi critique, et presque désespérée, il ne m'est resté d'autre ressource que de me rendre aux instances vives, réitérées et pressantes des cours alliées de conclure avec elles un traité d'alliance. Je crois avoir remarqué à cette occasion, avec assez de certitude pour me croire fondé à vous le dire, que les Autrichiens ne seraient pas éloignés de se prêter du côté de l'Italie à un armistice sur le pied de la ligne du Tagliamento. C'est votre père, et non le roi, qui vous dit ceci, persuadé que vous saurez allier vos intérêts avec ce que vous devez à l'honneur et à vos devoirs.

J'ai, comme bien vous pouvez croire, fait rendre le chiffre de l'armée au ministre de France, sans en prendre copie. Je vous prie de même d'être persuadé que les malades qui sont dans mes hôpitaux seront traités à mes frais et renvoyés libres chez eux. Il en sera de même des individus français et italiens qui se trouveront en Bavière.

J'espère, mon cher Eugène, que nous n'en serons pas moins attachés l'un à l'autre, et que je serai peut-être à même de vous prouver par des faits que ma tendre amitié pour vous est toujours la même. Elle durera autant que moi.

Je vous embrasse un million de fois en idée.

Votre bon père,

MAX. JOSEPH.

La reine vous embrasse.

N° II.

Le prince Eugène au roi de Bavière, son beau-père.

Gradisca, 15 octobre 1813.

Mon bon père,

Je reçois à l'instant votre lettre du 8 courant. Votre cœur sentira facilement tout ce que le mien a dû souffrir en la lisant. Encore si je ne souffrais que pour moi! mais je tremble pour la santé de ma pauvre

Auguste, lorsqu'elle sera informée du parti que vous vous êtes cru obligé de prendre.

Quant à moi, mon bon père, quel que soit le sort que le ciel me réserve, heureux ou malheureux, j'ose vous l'assurer, je serai toujours digne de vous appartenir, je mériterai la conservation des sentiments d'estime et de tendresse dont vous m'avez donné tant de preuves.

Vous me connaissez assez, j'en suis sûr, pour être convaincu que, dans cette pénible circonstance, je ne m'écarterai pas un instant de la ligne de l'honneur ni de mes devoirs; je le sais, c'est en me conduisant ainsi que je suis certain de trouver toujours en vous pour moi, pour votre chère Auguste, pour vos petits-enfants, un père et un ami.

Le hasard m'a offert une occasion de faire pressentir le général Hiller sur un arrangement tacite par lequel nous demeurerions, lui et moi, dans les positions que nous occupons, c'est-à-dire sur les deux rives de l'Isonza; je ne sais ce qu'il répondra, mais vous le sentirez, je ne puis faire au delà. Si cette première proposition est jugée insuffisante, si la fortune m'est à l'avenir aussi contraire qu'elle m'a été favorable jusqu'à présent, je regretterai toute ma vie qu'Auguste et ses enfants n'aient pas reçu de moi tout le bonheur que j'aurais voulu leur assurer; mais ma conscience sera pure, et je laisserai pour héritage à mes enfants une mémoire sans tache.

Je ne sais, mon bon père, ce que votre nouvelle position vous rendra possible. Je ne vous recommande pas votre gendre, mais je croirais manquer à mes premiers devoirs si je ne vous disais pas : Sire, n'oubliez ni votre fille ni vos petits-enfants.

Je suis, mon bon père, avec les sentiments de respect et de tendresse que vous me connaissez et que je vous ai voués pour la vie,

Votre bien affectionné fils,

EUGÈNE.

Je présente mes hommages à la reine; j'embrasse frères et sœurs.

N° III.

Le roi de Bavière au prince Eugène.

Francfort-sur-Mein, le 16 novembre 1813.

Vous pouvez ajouter foi, mon cher Eugène, à tout ce que vous dira le prince Taxis, porteur de la présente. Il a toute ma confiance, et, quoique jeune, il en est digne. Le papier ci-joint vous donnera une idée générale de la situation des choses. Brûlez-le dès que vous l'aurez lu. Je vous embrasse tendrement, et vous aimerai, vous, ma fille et mes petits-enfants, jusqu'à mon dernier soupir.

Votre bon père et meilleur ami,

MAX. JOSEPH.

Il ne dépendra pas de moi que vous ne soyez aussi heureux que vous méritez de l'être; tout le monde *de ce côté-ci* vous aime et vous respecte; c'est ce que j'entends tous les jours.

N° IV.

Relation de la mission du prince de la Tour et Taxis, envoyé par les souverains alliés auprès du prince Eugène, en novembre 1813. Faite à Munich, le 15 novembre 1836 et adressée à S. A. R. madame la duchesse de Leuchtenberg, veuve du prince Eugène.

Madame,

D'après l'autorisation du roi mon maître, dont V. A. R. m'a donné l'assurance au nom de son auguste frère, je m'empresse d'obéir à ses ordres, et de lui soumettre un récit fidèle de la mission dont je fus chargé au mois de novembre de l'année 1813.

J'étais à cette époque major et aide de camp du feu roi Maximilien-Joseph, attaché pour la durée de la guerre à l'état-major général de M. le maréchal prince de Wrède, qui se trouvait à Francfort, où en même temps tous les souverains alliés étaient présents. Le roi de Bavière s'y était également rendu. — Ce fut le 16 novembre que le maréchal me fit venir et me dit qu'on avait pris la résolution de faire des démarches pour détacher, si cela serait possible, l'Italie entière du système ennemi sans effusion de sang; que déjà on avait entamé des négociations avec le roi Joachim à Naples, et que maintenant les puissances alliées avaient engagé le roi de Bavière, comme le beau-père

du prince vice-roi, de faire en leur nom des ouvertures à ce sujet à son gendre. — De plus, j'appris que c'était moi qui avais été choisi pour cette mission et je reçus l'ordre de me rendre immédiatement chez Sa Majesté. Le roi me donna une lettre adressée à son beau-fils, et m'ordonna d'aller trouver avant mon départ M. le prince de Metternich, chancelier d'État de S. M. l'empereur d'Autriche, lequel me donnerait des instructions verbales.

Arrivé au logement de ce dernier, j'appris que, comme cette affaire délicate devait être traitée avec le plus grand secret, je devais me présenter en uniforme autrichien aux avant-postes de l'armée française en Italie, comme un parlementaire ordinaire. Le prince de Metternich me dit que l'intention des souverains alliés était que je fisse tout ce qui serait en mon pouvoir pour persuader le prince Eugène d'accepter les propositions contenues dans la lettre du roi de Bavière ; à quoi je pris la liberté de répondre que j'avais l'honneur de connaître personnellement le vice-roi, et que j'étais intimement persuadé que tous les efforts seraient infructueux, quand même mon éloquence serait aussi grande que possible, ce que d'ailleurs j'étais bien éloigné de croire ; mais que toutefois, étant militaire, je saurais obéir. M. de Metternich répliqua que sans aucun doute le prince Eugène possédait l'estime de l'Europe entière, mais que la situation générale des affaires lui faisait un devoir d'essayer, au nom des puissances, la démarche en question. Puis, il me donna une lettre pour le général baron Hiller, quoique son successeur, le maréchal comte de Bellegarde, était déjà nommé.

Je partis en poste, dans la nuit du 16 au 17 novembre, de Francfort, passai par Augsbourg et Insbruck et suivis la grande route jusqu'à Trente, où j'étais obligé de la quitter, vu la position respective des deux armées. Je pris donc par le col de Lugano, et descendis par Citadelle et Bassano.

Enfin, le 21 de grand matin, j'étais rendu à Vicence, où se trouvait le quartier général autrichien. Peu après, je me fis annoncer chez le général Hiller et lui remis la dépêche concernant les détails accessoires de ma mission, et qui lui prescrivait de me fournir l'uniforme d'un officier supérieur de son état-major général ; tout fut arrangé de la sorte, et le 22, avant la pointe du jour, je partis de Vicence, déguisé et sous le nom d'un major Eberle, pour Stra-di-Caldiera, où je remis une lettre du général Hiller au général Pflachner, qui commandait les avant-postes, dans laquelle il lui était enjoint de me faire donner de suite un cheval de hussard, et de me faire accompagner par un trompette aux avant-postes français.

Bientôt après, j'avais passé les dernières vedettes autrichiennes, et, avançant sur la grande route de Vérone, j'aperçus dix minutes plus tard un piquet de chasseurs à cheval ; je fis donner le signal d'usage,

et dans quelques instants un officier vint pour me recevoir; il me dit (comme c'est l'usage général) que je ne pouvais passer en aucun cas jusqu'au quartier général du vice-roi, vu que le général Rouyer, qui commandait les avant-postes français, avait les instructions générales pour se faire remettre toutes les dépêches apportées par un parlementaire quelconque. Comme cette difficulté était prévue, je lui remis une lettre écrite par moi, mais cachetée par le général Hiller, et dans laquelle je prévenais le prince que des communications de la plus haute importance devaient lui être faites verbalement. Puis j'ajoutais que, en tous cas, je ne quitterais pas les avant-postes avant la réponse du vice-roi. L'officier partit au galop et revint bientôt après pour m'annoncer que le général Rouyer venait d'expédier un aide de camp afin de porter ma lettre à Vérone.

J'attendis trois heures environ, au bout desquelles on vint m'annoncer que le prince me recevrait dans l'église du petit village de San-Michèle, qui se trouvait à peu près à mille cinq cents pas des avant-postes; j'eus les yeux bandés, comme c'est l'usage en pareil cas, et je fus conduit à cette église, où on ôta de nouveau le mouchoir.

Quinze minutes après, le prince Eugène descendit de cheval et entra dans le local où je me trouvais; il me reconnut à l'instant même où je lui remis la lettre du roi, et puis se tourna vers les officiers de sa suite en disant: « Comme nous n'avons rien à cacher à Monsieur dans un pays ouvert, j'aime autant respirer en plein air. » Nous sortîmes donc tous, et tandis que la suite se tenait près du péristyle de l'église, le vice-roi se promenait avec moi à cent pas de distance.

Ce n'est qu'après m'avoir demandé des nouvelles de la santé de son auguste beau-père, que le prince ouvrit sa lettre; il la lut deux fois, ainsi qu'une note qui y était incluse, et puis me dit, sans la moindre hésitation: « Je suis bien fâché de donner un refus au roi, mon beau-père, mais on demande l'impossible. »

C'est ici, Madame, où la partie importante de ma narration paraît commencer seulement, qu'elle est pour ainsi dire déjà terminée; car tout le reste de cette conversation roule sur les mêmes termes. J'avais beau me servir des expressions mille fois rebattues de politique, d'utilité, d'intérêt du moment, etc., etc., avec les deux mots bien simples du devoir de la reconnaissance et de la sainteté du serment prêté, l'avantage restait toujours du côté du prince. Cependant j'essayerai de retracer encore à V. A. R. textuellement quelques phrases prononcées par le feu prince, son illustre époux. Lorsque je lui parlais du sort de ses enfants, il me dit: « Certainement j'ignore si mon fils est destiné à porter un jour la couronne de fer; mais en tout cas, il ne doit y arriver que par la bonne voie. » Puis, lorsqu'il apprit par moi que les puissances alliées étaient bien décidées à passer le Rhin avec des forces supérieures, il me répondit: « On ne peut nier que l'astre de

l'Empereur commence à pâlir; mais c'est une raison de plus pour ceux qui ont reçu de ses bienfaits de lui rester fidèles. » Et puis il ajouta que même les offres qui venaient de lui être faites ne resteraient pas un secret pour l'Empereur. Enfin lorsque, comme dernier argument, je commençais, ainsi que mes instructions me le prescrivaient, de lui parler des dispositions assez claires que le roi Joachim avait témoignées de traiter avec les souverains alliés, et lorsque j'ajoutais qu'avant six semaines son flanc droit se trouverait exposé, compromis peut-être, le prince me dit : « J'aime à croire que vous vous trompez; si toutefois il en était ainsi, je serais certainement le dernier pour approuver la conduite du roi de Naples; encore la situation ne serait-elle pas exactement la même : lui est souverain, moi, ici, je ne suis que le lieutenant de l'Empereur. » Enfin notre conversation se termina exactement comme elle avait commencé; la résolution du prince resta inébranlable.

Pour ce cas, j'avais l'ordre de le prier de déchirer en ma présence la lettre du roi de Bavière, ainsi que la note incluse, ce qu'il fit à l'instant même; puis il me dit qu'il allait rentrer à Vérone, et que là il écrirait une lettre à son beau-père pour lui expliquer les motifs de son refus; puis il appela le général Rouyer, l'engagea à me faire dîner avec lui, et remonta à cheval avec toute sa suite.

Vers huit heures du soir, ce même jour, 22 novembre, un officier d'ordonnance m'apporta la lettre en question, et je quittai San-Michèle immédiatement après pour regagner les vedettes autrichiennes. Le lendemain de grand matin, je me présentai chez le général Hiller pour lui dire en peu de mots que ma mission n'avait pas réussi, et vers le coucher du soleil, après avoir repris mon uniforme bavarois, je repartis pour l'Allemagne. Mes instructions portaient de me rendre d'abord à Carlsruhe, où le roi Maximilien-Joseph avait eu l'intention de se rendre; ce fut là que je lui remis la réponse du prince Eugène. Il la lut en disant : *Je le leur avais bien dit*, la recacheta aussitôt, et m'ordonna de repartir immédiatement pour Francfort, afin de la remettre au prince Metternich, et de lui faire de vive voix un rapport sur ma mission.

J'arrivai à Francfort le 30 novembre au matin, et m'acquittai sur-le-champ de ce qui m'était prescrit. M. de Metternich me dit combien il regrettait que la démarche avait échoué, (*sic*) tout en rendant la justice la plus entière au beau caractère du prince; ensuite il ajouta qu'il communiquerait la réponse du prince aux souverains alliés, et qu'il la renverrait plus tard au roi par un courrier de cabinet.

C'est ici, Madame, que ma narration est finie. Peut-être Votre Altesse Royale la trouvera-t-elle incomplète, mais j'ose compter sur son indulgence. J'ai dit tout ce que ma mémoire avait gardé, et vingt-trois ans ont passé depuis. Le point essentiel pour l'histoire est toujours

de savoir que le prince a non seulement fait ce que l'honneur exigeait, mais qu'il n'a pas même hésité un seul instant à le faire.

En me mettant aux pieds de Votre Altesse Royale, j'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect, Madame,

De Votre Altesse Royale, le très obéissant très soumis et très dévoué serviteur,

Signé: Le prince AUGUSTE DE LA TOUR ET TAXIS,

Général-major à la suite de l'armée.

Pour l'authenticité de la signature là-dessus,

Le secrétaire général au ministère de la guerre,

(L. S.)

Munich, le 15 novembre 1836. *Signé:* GLOCKNER.

Le soussigné, secrétaire intime au ministère des affaires étrangères de Bavière, certifie l'authenticité de la signature ci-contre du secrétaire général au ministère de la guerre.

Munich, le 15 novembre 1836.

(L. S.)

Par autorisation du ministre,

Signé: GESSELE.

Pour copie conforme,

Munich, le 15 novembre 1836.

GESSELE.

Secrétaire intime.

Sceau des affaires étrangères de Bavière.

N° V.

Lettre du prince Eugène à la princesse Auguste.

Vérone, 23 novembre 1813.

Je t'envoie, ma bonne Auguste, une lettre que j'ai reçue du roi par un officier parlementaire. Cet officier n'était autre que le prince Taxis.

J'ai causé plus d'une heure avec lui, et je t'assure que je n'ai dit que ce que je devais. En deux mots, il m'a apporté la proposition de la part de tous les alliés, pour me faire quitter la cause de l'Empereur, de me reconnaître comme roi d'Italie.

J'ai répondu tout ce que toi-même tu aurais répondu, et il est parti ému et admirateur de ma manière de penser; comme il a vu que je ne voulais entendre à rien qu'à un armistice, il m'a assuré que le roi l'obtiendrait d'autant plus « que les alliés admiraient mon caractère et ma conduite ».

C'est déjà une bien belle récompense que de commander ainsi l'estime à ses ennemis.

Déchire le billet du roi, ne parle de rien de tout cela.

Dans l'armée on ne sait qu'il est venu un parlementaire que comme officier autrichien.

Adieu, etc., etc.

N° VI.

L'Empereur au prince Eugène.

Saint-Cloud, 17 novembre 1813.

Mon fils, le général Danthouard arrive. Vous avez encore une belle armée, et si vous avez avec cela 100 pièces de canon, l'ennemi est incapable de vous forcer, il ne s'agit que de gagner du temps. J'ai ici 600000 hommes en mouvement; j'en réunirai 100000 en Italie. Je vais prendre des mesures pour porter tous vos cadres au grand complet de 900 hommes par bataillon. Faites-moi connaître si tous les régiments de l'armée d'Italie d'ancienne formation auraient de l'étoffe pour établir les 6es bataillons.

Votre affectionné père,

NAPOLÉON.

P. S. Vous trouverez ci-joint la note du départ des colonnes italiennes.

N° VII.

Saint-Cloud, 18 novembre 1813.

Mon fils,

J'ai reçu votre lettre sur la situation des esprits en Italie. J'envoie à Gênes le prince d'Essling avec 3000 hommes, tirés de Toulon. Je vous ai envoyé aujourd'hui un ordre pour la formation de plusieurs sixièmes bataillons. Vous y aurez vu que vous pouvez compter sur un

renfort de 15 à 16000 hommes, et qu'en outre 40000 hommes seront réunis avant le 1er janvier à Turin et à Alexandrie. On fera encore de plus grands efforts. Dans ce moment, tout est ici en mouvement. Ne vous laissez point abattre par le mauvais esprit des Italiens. Il ne faut pas compter sur la reconnaissance des peuples. Le sort de l'Italie ne dépend pas des Italiens. J'ai déjà 600000 hommes en mouvement. Je puis employer là-dessus 100000 hommes pour l'Italie. De votre côté, remuez-vous aussi. Écrivez au prince Borghèse. Il me semble que la grande-duchesse et le général Miollis pourraient envoyer des colonnes dans le Rubicon. J'ai envoyé le duc d'Otrante à Naples pour éclairer le roi et l'engager à se porter sur le Pô. Si ce prince ne trahit pas ce qu'il doit à la France et à moi, sa marche pourra être d'un grand effet.

Votre affectionné père,

NAPOLÉON.

N° VIII.

L'Empereur au prince Eugène.

Saint-Cloud, 20 novembre 1813.

Mon fils,

Je viens de dicter au général Danthouard ce qu'il doit faire à Turin, Alexandrie, Plaisance et Mantoue; il vous fera connaître mes intentions.

Il ne faut point quitter l'Adige sans livrer une grande bataille; les grandes batailles se gagnent avec de l'artillerie : ayez beaucoup de pièces de 12. Étant à portée des places fortes, vous pourrez en avoir autant que vous voudrez. Vous n'avez plus rien à craindre d'une diversion sur les derrières, puisque l'artillerie ne passe nulle part. Mettez 200 hommes et six pièces de canon à Brescia, à la citadelle. Ayez des barques armées, qui vous rendent absolument maître du lac de Peschiera, du lac de Lugano, du lac Majeur et du lac de Côme. Faites construire de bonnes redoutes fraisées et palissadées sur le plateau de Rivoli et qu'elles battent le chemin de Vérone, sur la rive gauche de l'Adige. Faites construire des ouvrages du côté de Montebello (*ce dernier mot est effacé et remplacé de la main de l'Empereur par la* Couronne).

Si vous êtes à temps, occupez les hauteurs de Caldiero et faites-y faire des redoutes; coupez les digues de l'Alpon et inondez le bas Adige. Enfin, la grande manœuvre serait d'attraper l'ennemi en concertant les moyens de passer rapidement, et sans qu'il le sût, par

Mestre. Cette manœuvre concertée en secret, et avec les grands moyens que vous avez, pourrait vous donner des avantages considérables.

Votre affectionné père,

NAPOLÉON.

N° IX.

Lettre du général Danthouard au prince Eugène

Sans date.

Monseigneur,

J'ai l'honneur d'adresser à V. A. I. une copie des instructions que l'Empereur m'a dictées et que j'ai écrites à la volée. Je pense que V. A. est déjà au courant de tout cela, mais il y a des articles intéressants. J'ai écrit comme l'Empereur parlait. Il y a eu ensuite une conversation d'une heure. Il est déjà passé 5000 conscrits pour Alexandrie, et il y en a 7000 passés de Piémont en France.

Je n'ose m'exprimer sur ce que je pense des travaux militaires du Mont-Cenis; il faudra une division pour les garder si on les achève; mais je parie qu'il en sera pour ce point comme pour Peschiera.

V. A. I. verra que je suis encore loin d'elle pour plusieurs jours. Je ne sais comment le prince Borghèse prendra ma mission; mais s'il la prend bien, je la ferai bien; s'il la prend mal, je ne pourrai la remplir en entier. L'Empereur m'a dit de lui rendre compte directement et en même temps m'a ajouté :

« Tout ce que vous allez faire étant pour le vice-roi, vous le préviendrez de tout ce qui sera nécessaire. » Je prie V. A. I. de m'adresser ses ordres à Turin pour ces premiers jours; il est probable que je n'irai à Plaisance qu'après Casal, et passant par Milan.

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect, Monseigneur,

De Votre Altesse, le très humble et dévoué,

Comte DANTHOUARD.

N° X.

Ordres et instructions dictés par l'Empereur, le 20 novembre 1813, à onze heures du matin.

Danthouard m'écrira du Mont-Cenis où en est la forteresse, si on peut l'armer, si elle est à l'abri d'un coup de main, etc.

Il verra le prince Borghèse qui doit avoir reçu la copie de l'ordre que j'ai signé hier, ayant deux buts, ou qui la lui fera voir.

Premier but. — 1° L'envoi de 16 000 hommes de renforts à l'armée d'Italie sur la conscription des 120000 hommes. Ces 16000 hommes sont fournis aux 6 corps qui forment l'armée d'Italie, à raison de 700 hommes; total, 4200 hommes. Plus, 800 hommes à prendre au dépôt du 156e pour le 92e; en tout, 5000 hommes, et en 7000 hommes qui font partie des régiments qui sont à l'armée d'Italie et dépôts au delà des Alpes. Enfin, en 600 hommes du dépôt du 156e régiment pour le 36e léger, 600 hommes pour le 133e, 600 hommes pour le 132e, etc.; total, 16000 hommes.

Au reste, le prince Borghèse lui remettra le décret qui est très détaillé afin qu'il en ait pleine connaissance pour l'exécution de ses ordres.

Il reconnaîtra: 1° si les conscrits sont beaux hommes et forts, s'assurera de la quantité, si la désertion a occasionné des pertes et combien, etc.

2° Il s'informera du directeur de l'artillerie s'il a les armes pour ces 16000 hommes.

3° Il s'assurera si l'habillement, grand et petit équipement, sont prêts, ou quand ils le seront, etc.

4° Ces 16000 hommes sont destinés aux 1er et 2e bataillons de l'armée d'Italie; mais j'ai en outre une armée de réserve de 30000 hommes par décret d'hier (19 novembre), et à prendre sur la levée des 300 000 hommes. Ces 30000 hommes se lèveront en Provence, en Dauphiné, Lyonnais, et seront réunis à Alexandrie à la fin de décembre.

Il faut voir si les armes sont prêtes ainsi que l'habillement, ou bien si les mesures sont prises pour cela, pour ces 30000 hommes. Ces 30000 hommes, formant 3 divisions, seront incorporés, pour la 1re division, dans les 4e et 6e bataillons de l'armée d'Italie, le 4e bataillon existant à Alexandrie. Le vice-roi fera former les cadres des 6 bataillons et les enverra de suite à Alexandrie.

La 2e division sera formée des bataillons qui ont leur dépôt en Piémont. Plusieurs retournent à la Grande Armée, en sorte qu'il ne faut compter que sur la moitié; il faut donc former des cadres en remplacement et les diriger sur ces dépôts.

La 3e division sera formée de 11 à 12 cinquièmes bataillons, dans les 27e et 28e divisions militaires.

La 1re division recevra	9 000	22000 hommes
La 2e division recevra	7 500	
La 3e division recevra	5 500	

Indépendamment de ces 3 divisions, je forme une réserve en Toscane des 3e, 4e, 5e bataillons du 112e régiment, des 4e, 5e bataillons du 35e léger, qui reçoivent 2500 hommes sur la levée des 300000 hommes.

Plus, je forme une réserve à Rome des 3e, 4e bataillons du 22e léger, des 4e, 5e bataillons du 4e léger, des 4e, 5e bataillons du 6e de ligne, qui recevront 3000 hommes sur les 300000 hommes, non compris ce qu'ils reçoivent des 120000 hommes; total 28000 hommes.

Il reste 2000 hommes, pour l'artillerie d'Alexandrie, Turin, pour les sapeurs, les équipages... Je veux une artillerie pour l'armée de réserve.

J'ai envoyé le prince d'Essling à Gênes avec 3000 hommes de gardes nationales levées depuis un an à Toulon. Il est possible que je lui confie le commandement de l'armée de réserve; mais s'il est totalement hors d'état de le remplir à cause de sa poitrine, j'y enverrai probablement le général Caffarelli.

Ainsi donc, avant le 1er janvier, le vice-roi recevra 16000 hommes des 120 000 hommes pour recruter les trois premiers bataillons des régiments, tout cela de l'ancienne France; il n'y aura ni Piémontais, ni Italiens, ni Belges; plus 30000 hommes de l'armée de réserve; total, 46000 hommes réunis d'ici au mois de février, tous vieux Français et âgés de 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 ans.

Le principal soin doit être de former les 6es bataillons et de tirer des corps pour former les cadres dont nous manquons et qu'on ne peut créer.

Le roi de Naples m'a écrit qu'il marche avec 30000 hommes. S'il exécute le mouvement, l'Italie est sauvée; car les troupes autrichiennes ne valent pas les Napolitains.

Le roi est un homme très brave, il mérite de la considération, il ne peut diriger des opérations, mais il est brave, il anime, il enlève et mérite des égards. Il ne peut donner de l'ombre au vice-roi; son rôle est à Naples, il n'en peut sortir.

Danthouard me rendra compte de l'état dans lequel se trouve la citadelle de Turin, son armement, ses magasins de guerre et de bouche, son commandant, les officiers du génie, de l'état-major, etc., etc.

Il me rendra le même compte sur Alexandrie, en joignant le calque des ouvrages; il me fera rapport sur les officiers, l'état-major, etc.

Même rapport sur la citadelle de Plaisance. On me parle de la citadelle de Casal; il s'y rendra, et me rendra compte si cela vaut la peine d'être armé et approvisionné. Si le vice-roi avait enfermé dans les places les fonds de dépôts comme quartiers-maîtres, ouvriers, etc., il faut les retirer, il faut même évacuer tout ce qui, dans ce genre, se trouve à Mantoue; on y a même enfermé le 5e bataillon en dépôt du 3e léger; j'ai donné des ordres pour que ce dépôt reçoive 600 conscrits à Alexandrie; Danthouard se fera rendre compte où cela en est et que cela soit dirigé d'Alexandrie; ensuite que le dépôt-major, ouvriers, soient à Plaisance pour recevoir ce qui revient de la Grande Armée et organiser un bataillon. Danthouard trouvera à Alexandrie

700 hommes pour le 13e de ligne. Le vice-roi a enfermé le dépôt à Palma-Nova; ces 700 hommes vont se trouver seuls. J'ai ordonné d'en former le 6e bataillon. Il faut que le vice-roi fournisse quelques officiers, et le prince Borghèse formera le cadre. J'ai ordonné qu'un demi-cadre du 13e soit envoyé de Mayence; mais jusqu'à l'arrivée, il faut pourvoir à la réception, organisation, instruction, et mettre ce bataillon à la citadelle d'Alexandrie. Danthouard trouvera à Plaisance le dépôt du 9e bataillon des équipages militaires. Il faut diriger tout l'atelier, le matériel, les magasins sur Alexandrie, qui est une place sûre.

Si les approvisionnements des citadelles de Turin et d'Alexandrie n'étaient pas complets, il faudrait en rendre compte au prince Borghèse, pour qu'il y pourvoie de suite.

Danthouard donnera des ordres en forme d'avis pour tout ce qu'il croira nécessaire d'après mes intentions et me rendra compte des ordres qu'il aura donnés.

Il faut que les fortifications soient en état, fermer les gorges en palissades, voir ce qui est nécessaire pour les parapets et banquettes à rétablir, etc., etc. Porter une grande attention sur les inondations. Compte-t-on dans le pays sur l'inondation du Tanaro, et la résistance du pont éclusé?

Un régiment croate de 1 300 hommes et 600 chevaux est à Lyon. Je donne ordre à Corbineau de faire mettre pied à terre et d'envoyer cette canaille sur la Loire, et de donner 300 chevaux à chacun des deux régiments 1er de hussards et 31e de chasseurs.

Je vais m'occuper de la cavalerie pour l'armée d'Italie : 1° J'envoie à Milan tout ce qui appartient au 1er de hussards et 31e de chasseurs; 2° Je vais y envoyer deux bons régiments de dragons d'Espagne de 1 200 chevaux chacun.

J'ai ordonné que toutes les troupes italiennes de la Grande Armée se rendent à Milan, il y a 4000 hommes. Même ordre pour les mêmes qui sont en Aragon et en Espagne; il y a 6000 hommes, tout cela est en marche. J'ai ordonné à Grouchy de se rendre à l'armée d'Italie. Il est un peu susceptible, mais le vice-roi fera pour le mieux. Le vice-roi peut avoir grande confiance en Zucchi; j'en ai été très content.

Il ne faut pas donner du crédit à Pino, il faut élever en crédit Palombini et Zucchi et soutenir Fontanelli. L'expérience m'a prouvé que l'ennemi s'occupe particulièrement de gagner les généraux étrangers que nous portons en avant et leur accorde crédit et confiance. Ainsi de Wrède, pour qui j'ai tout fait, a été tourné contre moi, mais il est mort. Les trois généraux que j'indique peuvent être mis en avant en ce moment et annuler Pino.

Il faut que les approvisionnements des places soient pour six mois.

Je désire que Danthouard examine Saint-Georges et me dise sur quoi je puis compter.

Opérations. — Le vice-roi ne doit pas quitter l'Adige sans une bataille. Il doit avoir de la confiance; il a 40000 hommes, il peut avoir 120 pièces de canon, il est sûr du succès. Quitter l'Adige sans se battre est un déshonneur. Il vaut mieux être battu.

Il faut qu'il y ait beaucoup d'artillerie, il ne doit pas en manquer à Mantoue et Pavie. Il n'y a que les attelages qui pourraient manquer; mais les dépôts sont trop voisins pour que l'on ait besoin de traîner beaucoup de caissons. Ce n'est pas comme l'armée attaquante qui est obligée à avoir avec soi ses deux approvisionnements. Il faut une réserve de 18 pièces de 12 pour un moment décisif. L'attelage bien nécessaire est celui de la pièce et d'un caisson et demi; il n'est pas nécessaire d'attelages réguliers pour les affûts, les forges, les rechanges, etc., lorsque l'on est aussi près de ses places et dépôts.

Lorsqu'il verra venir la bataille, il doit avoir 150 à 200 pièces. Je n'attache pas d'importance à la perte des canons, si les chances de prises peuvent être compensées par les chances de succès.

Je suppose que la demi-lune de la porte de Vérone à Caldiero est établie et armée; en cas contraire, il faut l'établir sur-le-champ et l'armer avec du 8 et du 12 en fer ou mauvais aloi à tirer des places, puisque l'on n'a pas occupé Caldiero, qui était la véritable position. J'avais dans le temps fait établir cette demi-lune.

L'occupation des hauteurs de Caldiero, couvertes d'ouvrages de campagne, ne peut être forcée l'Alpon en avant. On doit y être sans inquiétude. La Rocca-d'Anfo barre le seul chemin par où l'on puisse venir avec de l'artillerie. Il y faut deux chaloupes armées pour le lac; il faut deux ou trois barques armées pour le lac de Como. Il faut tirer des marins de la côte pour ce service, et s'il n'y en a pas, en demander au prince Borghèse, de Gênes, où il se trouve des marins de l'ancienne France. Il faut 3 à 400 hommes dans la citadelle de Bergame et de Brescia. Quelques poignées d'hommes de gardes nationales pour l'intérieur de la ville et deux mauvaises pièces à la citadelle.

Il faut des bateaux armés pour les lacs de Mantoue, et qu'il y ait un lieutenant de vaisseau de la vieille France pour chef; il faut rester maître de tous les points des lacs.

Il faut se maintenir en communication avec Brondolo par la rive droite de l'Adige. Il faut à Rivoli une bonne redoute palissadée, armée de canons, ce qui rend impraticable la grande route de Vérone.

Il faut occuper le Montebaldo, et un ouvrage à la Corona.

Il faut alors que l'ennemi passe l'Adige, et je ne vois pas de difficultés à couper les digues de l'Alpon et même les digues de l'Adige sous Legnago à Chiavari (en batardeau). Il faut des bateaux armés sur

le lac Majeur et sur le lac de Lugano, sans violer les Suisses. Il y a un point au royaume d'Italie. Dans ces situations inforçables, il ne faut pas quitter sans une bataille; une manœuvre que j'indique, que je ne conseille pas, que je ferais, serait de passer par Brondolo-sur-Mestre, et de forcer sur Trévise ou la Piave avec 30 000 hommes; il ne manque pas de moyens de transports à Venise. Je la ferais, mais je ne conseille pas, si on ne me comprend pas. On obtiendrait des résultats incalculables. L'ennemi opère par Conegliano et Trévise; on le coupe, on le disperse, on le détruit, et, s'il faut se retirer, on le fait sur Malghera et l'Adige, Mais je ne conseille pas cette manœuvre hardie; c'est là ma manière, mais il faut comprendre et saisir tous les détails et moyens d'exécution, le but à remplir, les coups à porter, etc., etc. L'armée serait... (*S. M. en est restée là court.*)

Si le vice-roi perdait la bataille et abandonnait l'Adige, il a la ligne du Mincio qui n'est pas bonne, mais qu'il faut préparer d'avance pour s'en servir pour un premier moment de retraite et voir venir; ensuite l'Adda, le Tessin, etc., etc. Je pense que, forcé sur le Tessin, il doit se jeter sur Alexandrie et la Boquette. Il serait à Alexandrie renforcé par l'armée de réserve, sa ligne d'opération serait par Gênes.

Je préfère défendre Gênes au Mont-Cenis parce que d'Alexandrie et Gênes il protège davantage la Toscane. Au cas de retraite il faudra prévenir les garnisons de Turin et du Mont-Cenis, et celle du Simplon qui doit se retirer sur Genève que je fais mettre en défense.

Quand bien même le vice-roi quitterait le Mincio et l'Adda, la Grande-Duchesse doit rester à Florence; l'ennemi ne peut y envoyer un détachement de son armée. D'ailleurs, si la Grande-Duchesse était forcée, elle se replierait sur Rome; si elle y était encore forcée, elle se replierait sur Naples.

La présence du prince d'Essling avec 3000 hommes à Gênes, où les dépôts se forment, et les marins assurent la place. D'ailleurs les Génois ne sont pas Autrichiens.

Il n'y a rien à craindre des Suisses; s'ils étaient contre nous, ils seraient perdus. Ils sont bien loin de se déclarer aujourd'hui, quoi qu'on en dise. Enfin, passé février, je serai en mesure, et j'enverrai d'autres renforts. J'ai en ce moment 800 000 hommes en mouvement, etc. L'argent ne me manque pas.

Si les autorités italiennes étaient obligées d'évacuer Milan, elles se retireraient à Gênes.

Dans tout ceci, j'ai fait abstraction du roi de Naples, car s'il est fidèle à moi, à la France et à l'honneur, il doit être avec 25 000 hommes sur le Pô. Alors beaucoup de dispositions sont changées.

Je connais parfaitement les positions; je ne vois pas comment l'ennemi passerait l'Adige. Quand bien même l'ennemi se porterait d'Ala

sur Montebaldo, il ne peut y conduire d'artillerie sur la Corona. Il y a de superbes positions où j'ai donné ma bataille de Rivoli.

L'infanterie autrichienne est méprisable; la seule qui vaille quelque chose est l'infanterie prussienne. A Leipzick, ils étaient 500000 hommes, et je n'en avais que 110000; je les ai battus deux jours de suite, etc., etc.

Il faut un pont sur le Pô au-dessous de Pavie vers Stradella. Il faut faire travailler à la citadelle de Plaisance.

Si j'avais su sur quoi compter pour l'artillerie, j'aurais vu si je devais aller en Italie; dans tous les cas, on peut laisser ébruiter que j'irai en Italie, etc., etc.

N° XI.

L'Empereur au prince Eugène.

Paris, 28 novembre 1813.

Mon fils, je reçois votre lettre du 22 novembre[1]. Je reconnais bien là la politique de l'Autriche ; c'est ainsi qu'elle fait tant de traîtres.

Je ne vois pas de difficultés à ce que vous fassiez un armistice de deux mois; mais le principal est de bien stipuler que les places seront ravitaillées journellement, afin qu'au moment où l'armistice viendra à se rompre, elles soient aussi bien approvisionnées qu'avant. Je pense, au reste, que cela se borne à Osoppo et Palma-Nuova, puisque vous conservez vos communications avec Venise.

Votre affectionné père,

NAPOLÉON.

N° XII.

L'Empereur au prince Eugène.

Paris, 3 décembre 1813.

Mon fils, j'ai accordé les décorations de la Légion d'honneur et de la Couronne de fer, que vous m'avez demandées pour l'armée dans votre lettre du 25 du mois dernier.

Le roi de Naples me mande qu'il sera bientôt à Bologne avec 30000 hommes. Cette nouvelle vous permettra de vous maintenir en communication avec Venise et vous donnera le temps d'attendre l'armée que je forme pour pouvoir reprendre le pays de Venise. Agissez avec le roi le

1. Jour de l'entrevue avec le prince Taxis.

mieux qu'il vous sera possible; envoyez-lui un commissaire italien pour assurer la nourriture de ses troupes; enfin faites-lui toutes les prévenances possibles pour en tirer le meilleur parti. C'est une grande consolation pour moi de n'avoir plus rien à craindre pour l'Italie.

Je vous ai mandé que toutes les troupes italiennes qui étaient en Catalogne, en Aragon et à Bayonne sont actuellement en marche pour vous rejoindre.

Votre affectionné père,

NAPOLÉON.

N° XIII.

Le prince Eugène à la princesse Auguste.

Vérone, 17 janvier 1814.

Il paraît, ma chère Auguste, qu'il sera impossible de s'entendre avec l'ennemi pour une suspension d'armes. Oh! les vilaines gens, le croirais-tu? ils ne consentent à traiter que sur la même question que m'avait déjà faite le prince Taxis. Aussi a-t-on de suite rompu le discours. Dans quel temps vivons-nous! et comme on dégrade l'éclat du trône en exigeant pour y monter lâcheté, ingratitude et trahison. Va, je ne serai jamais roi.

Adieu, ma bonne Auguste, etc.

EUGÈNE.

N° XIV.

L'Empereur au prince Eugène (lettre en chiffres, l'explication se trouve avec la lettre).

Paris, 17 janvier 1814.

Mon fils, vous aurez su, par les différentes pièces qui ont été publiées, tous les efforts que j'ai déjà faits pour avoir la paix. J'ai depuis envoyé mon ministre des relations extérieures à leurs avant-postes; ils ont différé à le recevoir, et cependant ils marchent toujours.

Le duc d'Otrante vous aura mandé que le roi de Naples se met avec nos ennemis; aussitôt que vous en aurez la nouvelle *officielle*, il me semble important que vous gagniez les Alpes avec toute votre armée. *Le cas échéant*, vous laisserez des Italiens pour la garnison de Mantoue et autres places, ayant soin d'amener l'argenterie et les effets précieux de la maison et les caisses.

Votre père affectionné,

NAPOLÉON.

N° XV.

Le duc d'Otrante au prince Eugène.

Florence, 21 janvier 1814.

Monseigneur, une lettre de M. Metternich a décidé la reine de Naples à entrer dans la coalition. Je ne connais pas le traité, mais je sais qu'il est conclu. Prévoyant le résultat prochain, j'ai eu l'honneur d'écrire, il y a quelques jours, à Votre Altesse de prendre ses mesures comme s'il était signé.

La lettre de M. Metternich est perfide; après avoir fait le tableau des forces de la coalition et des désastres de la France, elle ajoute que l'empereur Napoléon, dans des négociations avec les puissances coalisées, cède toute l'Italie et même Naples. Toutefois, qu'il a fait demander par le roi de Bavière le Milanais pour Votre Altesse.

Le projet de la coalition est simple: c'est de remettre les choses comme elles étaient avant 1789; le roi de Naples en sera convaincu trop tard.

Votre Altesse sait ce qui vient de se passer à Rome; nous allons être forcés d'évacuer la Toscane; la Grande-Duchesse fait rassembler tous les militaires qui ne sont pas nécessaires pour la garde des forts, et les enverra au quartier général de Votre Altesse; le prince Félix doit s'y rendre, et j'aurai l'honneur de l'y accompagner.

Je prie Votre Altesse de recevoir, etc.

Le duc d'OTRANTE.

N° XVI.

Le prince Eugène à la princesse Auguste.

Vérone, 25 janvier 1814.

Les moments deviennent bien pressants, ma bien-aimée Auguste, surtout à cause de ces maudits Napolitains. Peut-on voir plus de perfidie, ne pas se déclarer et continuer à s'avancer sur nos derrières. N'importe, j'en aurai un morceau, je t'en réponds. A tout événement, je fais partir demain Triaire[1] pour Milan.

1. Le général Triaire, aide de camp du prince et écuyer, devait accompagner la vice-reine en cas de départ.

N° XVII.

Le prince Eugène à la princesse Auguste.

Vérone, 28 janvier 1814.

Gifflinga est revenu aujourd'hui de Naples. Le roi est décidément contre nous, et il sera à Bologne d'ici à quelques jours; je vais donc me préparer à un mouvement sur le Mincio, pour être de là plus à portée de passer le Pô, et donner sur le nez des Napolitains, si l'occasion s'en présente.

Il faut penser sérieusement à ton voyage, quoique je sois certain de pouvoir toujours te prévenir. Rien ne peut t'empêcher de passer par Turin, le col de Tende et Nice pour aller à Marseille; la route de Gênes serait peut-être moins sûre, à cause des Anglais, qui sont toujours le long des côtes.

Tu feras bien de dire à Triaire de faire partir pour Aix ou pour Marseille mes caisses de livres et de cartes topographiques.

Adieu, ma bonne Auguste.

EUGÈNE.

N° XVIII.

Le prince Eugène à la princesse Auguste.

Goïto, 9 février 1814.

Encore une bataille de gagnée, ma bonne et chère Auguste; l'affaire a été chaude et a duré jusqu'à huit heures du soir; en même temps que je passais le Mincio pour attaquer l'ennemi, il passait lui-même sur un autre point. Je l'ai pourtant battu et fait près de 2500 prisonniers. Nos troupes se sont bien conduites, surtout l'infanterie. Ma santé est bonne; je suis seulement très fatigué.

EUGÈNE.

N° XIX.

Le duc de Feltre, ministre de la guerre, au prince Eugène.

Paris, 9 février 1814.

Monseigneur,

L'Empereur me prescrit, par une lettre datée de Nogent-sur-Seine, le 8 de ce mois, de réitérer à V. A. I. l'ordre que Sa Majesté lui a donné

de se porter sur les Alpes, *aussitôt que le roi de Naples aura déclaré la guerre à la France.*

D'après les intentions de Sa Majesté, V. A. I. ne doit laisser aucune garnison dans les places de l'Italie, si ce n'est des troupes d'Italie, et elle doit de sa personne venir avec tout ce qui est Français sur Turin et Lyon, soit par Fenestrelle, soit par le Mont-Cenis. L'Empereur me change de mander à V. A. I. qu'aussitôt qu'elle sera en Savoie elle sera rejointe par tout ce que nous avons à Lyon.

J'ai l'honneur, etc.

Le ministre de la guerre,

DUC DE FELTRE.

N° XX.

Le prince Eugène à la princesse Auguste.

Goïto, 11 février 1814.

Je t'annonce que le roi de Naples, aussitôt qu'il a su que j'avais gagné la bataille du Mincio, m'a envoyé un officier pour me faire quelques ouvertures. J'y envoie de suite Bataille pour l'entendre; ce serait un beau résultat pour moi si je pouvais obtenir qu'il se déclarât en notre faveur.

EUGÈNE.

N° XXI.

Lettre du prince Eugène à l'Empereur.

Volta, 18 février 1814.

Sire,

Une lettre, que je reçois de l'impératrice Joséphine, m'apprend que Votre Majesté me reproche de n'avoir pas mis assez d'empressement à exécuter l'ordre qu'elle m'a donné par sa lettre en chiffres, et qu'elle m'a fait réitérer le 9 de ce mois par le duc de Feltre.

Votre Majesté a semblé croire aussi que j'ai besoin d'être excité à me rapprocher de la France dans les circonstances actuelles, par d'autres motifs que mon dévouement pour sa personne, et mon amour pour ma patrie.

Que Votre Majesté me le pardonne, mais je dois lui dire que je n'ai mérité ni ses reproches ni le peu de confiance qu'elle montre dans des sentiments qui seront toujours les plus puissants mobiles de toutes mes actions.

L'ordre de Votre Majesté portait expressément que dans le cas où le roi de Naples déclarerait la guerre à la France, je devais me retirer sur les Alpes. Cet ordre n'était que conditionnel; j'aurais été coupable si je l'eusse exécuté avant que la condition qui devait en motiver l'exécution eût été remplie. Mais cependant, je me suis mis aussitôt, par mon mouvement rétrograde sur le Mincio, et en m'échelonnant sur Plaisance, en mesure d'exécuter la retraite que Votre Majesté me prescrivait, aussitôt que le roi de Naples, sortant de son indécision, se serait enfin formellement déclaré contre nous. Jusqu'à présent ses troupes n'ont commis aucune hostilité contre celles de Votre Majesté; le roi s'est toujours refusé à coopérer activement au mouvement des Autrichiens, et, il y a deux jours encore, il m'a fait dire que son intention n'était point d'agir contre Votre Majesté, et il m'a donné en même temps à entendre qu'il ne faudrait qu'une circonstance heureuse pour qu'il se déclarât en faveur des drapeaux sous lesquels il a toujours combattu. Votre Majesté voit donc clairement qu'il ne m'a point été permis de croire que le moment d'exécuter son ordre conditionnel fût arrivé.

Mais si Votre Majesté veut supposer un instant que j'eusse interprété ses ordres de manière à me retirer aussitôt que je les aurais reçus, qu'en serait-il résulté?

J'ai une armée de 36000 hommes, dont 24000 Français et 12000 Italiens. Mais de ces 24000 Français, plus de la moitié sont nés dans les États de Rome et de Gênes, en Toscane et dans le Piémont, et aucun d'eux assurément n'aurait repassé les Alpes. Les hommes qui appartiennent aux départements du Léman et du Mont-Blanc, qui commencent déjà à déserter, auraient bientôt suivi cet exemple des Italiens, et je me serais trouvé dans les défilés du Mont-Cenis ou de Fenestrelle, comme je m'y trouverai aussitôt que Votre Majesté m'en aura donné l'ordre positif, avec 10000 hommes à peine, et attirant à ma suite sur la France 70000 Autrichiens, et l'armée napolitaine qui alors, privée de la présence de l'armée française qui lui sert encore plus d'appui que de frein, eût été forcée aussitôt d'agir offensivement contre nous. Il est d'ailleurs impossible de douter que l'évacuation entière de l'Italie aurait jeté dans les rangs des ennemis de Votre Majesté un grand nombre de soldats qui sont aujourd'hui ses sujets.

Je suis donc convaincu que le mouvement de retraite prescrit par Votre Majesté aurait été très funeste à ses armes, et qu'il est fort heureux que, jusqu'à présent, je n'aie pas dû l'opérer. Mais si l'intention de Votre Majesté était que je dusse le plus promptement possible rentrer en France avec ce que j'aurais pu conserver de son armée, que n'a-t-elle daigné me l'ordonner? Elle doit en être bien persuadée ses moindres désirs seront toujours des lois suprêmes pour moi; mais Votre Majesté m'a appris que dans le métier des armes il n'est pas permis de de-

viner les intentions, et qu'on doit se borner à exécuter les ordres.

Quoi qu'il en soit, il est impossible que de pareils doutes soient nés dans le cœur de Votre Majesté. Un dévouement aussi parfait que le mien doit avoir excité la jalousie; puisse-t-elle ne point parvenir à altérer les bontés de Votre Majesté pour moi, elles seront toujours ma plus chère récompense. Le but de toute ma vie sera de les justifier, et je ne cesserai jamais de mettre mon bonheur à vous prouver mon attachement, et ma gloire à vous servir.

Je suis, Sire, etc.

Signé : EUGÈNE NAPOLÉON.

N° XXII.

L'Empereur au prince Eugène.

Nangis, 18 février 1814.

Mon fils,

J'ai reçu votre lettre du 9 février; j'ai vu avec plaisir les avantages que vous avez obtenus; s'ils avaient été un peu plus décisifs et que l'ennemi se fût plus compromis, nous aurions pu garder l'Italie. Tascher vous fera connaître l'état des choses ici; j'ai détruit l'armée de Silésie, composée de Russes et de Prussiens; j'ai commencé hier à battre Schwarzenberg; j'ai, dans ces quatre jours, fait 30 à 40 000 prisonniers, pris une vingtaine de généraux, 5 à 600 officiers, 150 à 200 pièces de canon et une immense quantité de bagages; je n'ai perdu presque personne; la cavalerie ennemie est à bas, leurs chevaux sont morts de fatigue, ils sont beaucoup diminués; d'ailleurs ils se sont trop étendus.

Il est donc possible, si la fortune continue à nous sourire, que l'ennemi soit rejeté en grand désordre hors de nos frontières et que nous puissions alors conserver l'Italie. Dans cette supposition, le roi de Naples changerait probablement de parti.

Votre père affectionné,

NAPOLÉON.

N° XXIII.

L'Empereur au prince Eugène.

Au château de Surville, près Montereau, 19 février 1814.

Mon fils,

Il est nécessaire que la vice-reine se rende sans délai à Paris pour y faire ses couches; mon intention étant que, dans aucun cas, elle ne

reste dans le pays occupé par l'ennemi. Faites-la donc partir sur-le-champ. Je vous ai expédié Tascher; il vous fera connaître les événements qui ont eu lieu avant son départ. Depuis j'ai battu Wittgenstein au combat de Nangis, je lui ai fait 4000 prisonniers russes et pris des canons et des drapeaux, et surtout j'ai enlevé à l'ennemi le pont de Montereau sans qu'il ait pu le brûler.

Votre affectionné père,

NAPOLÉON.

N° XXIV.

Extrait d'un rapport du comte Tascher de la Pagerie, envoyé auprès de l'Empereur après la bataille du Mincio, le 9 février 1814, et reparti de Paris le 18 février.

Quartier général della Volta, 27 février.

. . . . . .

« Le lendemain matin (18), S. M. me fit appeler; je fus introduit dans son cabinet, et elle me dit: Tascher, tu vas partir tout de suite pour retourner en Italie; tu ne t'arrêteras à Paris que pour voir ta femme, sans communiquer avec qui que ce soit; tu diras à Eugène que j'ai été vainqueur à Champaubert et à Montmirail des meilleures troupes de la coalition; que Schwarzenberg m'a fait demander cette nuit par un de ses aides de camp un armistice, mais que je n'en suis pas dupe, car c'est pour me leurrer et gagner du temps. Tu lui diras que si les ordres qui ont été donnés hier au maréchal Victor avaient été ponctuellement exécutés, il en serait résulté la perte des corps bavarois et des Wurtembergeois pris au dépourvu par ce mouvement, et qu'alors, n'ayant plus devant lui que des Autrichiens, qui sont de mauvais soldats et de la canaille, il les aurait menés à coups de fouet de poste; mais que, rien de ce qui avait été ordonné n'ayant été fait, il a fallu recourir à de nouvelles chances. S. M. ajouta: Tu diras à Eugène que je lui donne ordre de garder l'Italie le plus longtemps possible, de s'y défendre; qu'il ne s'occupe pas de l'armée napolitaine composée de mauvais soldats et du roi de Naples qui est un fou, un ingrat; en cas qu'il soit obligé de céder du terrain, de ne laisser dans les places fortes qu'il sera obligé d'abandonner que juste le nombre de soldats italiens nécessaires pour en faire le service; de ne perdre du terrain que pied à pied en le défendant, et qu'enfin, s'il était serré de trop près, de réunir tous ses moyens, de se retirer sous les murs de Milan, d'y livrer bataille; que, s'il est vaincu, d'opérer sa retraite sur les Alpes comme il pourra; ne céder le terrain qu'à la dernière extrémité. Dis à Eugène que je suis content de lui, qu'il témoigne ma satisfaction à l'armée d'Italie, et que sur toute la ligne il fasse tirer

une salve de cent coups de canon en réjouissance des victoires de Champaubert et de Montmirail. A Lyon, tu verras le préfet ; tu diras au maréchal Augereau qui y commande qu'ayant pris 12 000 hommes de vieux soldats, y compris le 13e de cuirassiers et le 11e de hussards, d'y réunir les nouvelles levées, les gardes nationales, la gendarmerie, de marcher sur-le-champ, tête baissée, sur Mâcon et Chalon, sans s'occuper des mouvements de l'ennemi sur sa droite; qu'il n'aura à combattre que le corps du prince de Hesse-Hombourg, composé des troupes de nouvelle levée des petits princes allemands, commandés par des officiers de la noblesse allemande sans aucune expérience de la guerre; qu'il doit les vaincre et ne pas s'effrayer du nombre. A Turin, tu diras au prince Borghèse de contremander l'évacuation de la Toscane s'il en est encore temps, mais dans le cas contraire d'arrêter les troupes dans leurs mouvements, de défendre les différentes positions en avant de la ville de Gênes, de mettre cette ville dans un état imposant de défense et donner connaissance de ces dispositions au vice-roi.

De Votre Altesse Impériale, etc., etc.

L. TASCHER DE LA PAGERIE.

N° XXV.

Le prince Eugène à l'Empereur.

Volta, 25 février 1814, au soir.

Sire,

J'ai reçu ce matin les ordres de V. M., en date du 19, concernant le départ de la vice-reine de Milan. J'ai été profondément affligé de voir, par la forme de cet ordre, que S. M. s'était méprise sur mes véritables intentions en pensant que j'eusse jamais eu celle de laisser la vice-reine dans des lieux qu'auraient occupés les ennemis de V. M., à moins d'un obstacle physique. Je croyais, par toute ma conduite, avoir mérité que V. M. ne mît plus mes sentiments en doute.

La santé de ma femme a été très mauvaise depuis trois mois; les derniers événements, en redoublant ses inquiétudes, avaient encore aggravé son mal. Je vais lui communiquer les intentions de V. M., et, dès que sa santé le lui permettra, elles seront remplies. Je le répète, Sire, elles ne pouvaient nous chagriner que par les motifs injustes qui vous les auraient suggérées, et qui sont étrangers, j'ose le dire, à votre cœur paternel.

Je suis avec respect, Sire, de Votre Majesté,

Le bien soumis et tendre fils et fidèle sujet,

EUGÈNE NAPOLÉON.

N° XXVI.

Le ministre de la guerre au prince Eugène.

Paris, 3 mars 1814.

J'ai reçu les lettres dont V. A. I. m'a honoré sous les dates des 16, 18, 20 et 22 février et j'ai eu soin d'en transmettre le contenu à l'Empereur. Sa Majesté y aura vu plusieurs choses satisfaisantes, mais elle n'a encore rien fait connaître à cet égard. Je dois croire que l'Empereur est disposé à laisser, en ce moment, l'armée d'Italie dans la position où elle se trouve; et que Sa Majesté se bornera à faire revenir les garnisons de la Toscane et des États-Romains, comme l'ordre en a été donné. Déjà la garnison de Livourne est repliée sur Gênes d'après les dispositions arrêtées par Madame la grande-duchesse, qui devait négocier aussi pour le retour des garnisons de Sienne, Montargentaro, et des forts de Florence

Quant à l'armée d'Italie, il paraît que les succès remportés par V. A. I., joints à ceux que l'Empereur a obtenus de son côté, lui procureront les moyens de se maintenir dans sa position et d'attendre les événements.

J'ai l'honneur,

Signé: Duc de Feltre.

N° XXVII.

Le prince Eugène à la princesse Auguste.

Mantoue, 9 mars au soir.

Ma bonne Auguste, le roi de Naples a enfin levé le masque. Il nous a attaqués hier matin à Reggio avec 18 à 20000 hommes; je n'y avais pas 3000 hommes, et on a tenu toute la journée; le général Severoli y a eu la jambe emportée et nous y avons perdu 250 à 300 hommes. Nos troupes se sont repliées sur Parme et ont pris en arrière la position de Toro; cela me fera faire un second mouvement sur Plaisance, surtout si le roi de Naples continue à s'avancer. Le général ***, que j'ai laissé sur le Mincio, a une peur de tous les diables depuis que je n'y suis plus.

Je t'engage, ma bonne amie, à continuer tes préparatifs, et demain ou après-demain je t'enverrai Triaire; tout cela dépendra, du reste, des nouvelles et des événements!

EUGÈNE.

N° XXVIII.

L'Empereur au prince Eugène.

Soissons, 12 mars 1814.

Mon fils, je reçois une lettre de vous, et une de la vice-reine, qui sont de l'extravagance; il faut que vous ayez perdu la tête; c'est par dignité et honneur que j'ai désiré que la vice-reine vînt faire ses couches à Paris, et je la connais trop susceptible pour penser qu'elle puisse se résoudre à se trouver dans cet état au milieu des Autrichiens. Sur la demande de la reine Hortense, j'aurais pu vous en écrire plus tôt; mais alors Paris était menacé. Du moment que cette ville ne l'est plus, il n'y aurait rien de plus simple aujourd'hui que de venir faire ses couches au milieu de sa famille, et dans le lieu où il y a le moindre sujet d'inquiétude. Il faut que vous soyez fou pour supposer que tout ceci se rapporte à de la politique. Je ne change jamais ni de style, ni de ton, et je vous ai écrit comme je vous ai toujours écrit.

Il est fâcheux pour le siècle où nous vivons que votre réponse au roi de Bavière vous ait valu l'estime de toute l'Europe. Quant à moi, je ne vous en ai pas fait compliment, parce que vous n'avez fait que votre devoir, et que c'est une chose simple. Toutefois vous en avez déjà la récompense, même dans l'opinion de l'ennemi, de qui le mépris pour votre voisin est au dernier degré.

Je vous écris une lettre en chiffres pour vous faire connaître mes intentions.

Votre affectionné père,

NAPOLÉON.

N° XXIX.

Copie de la lettre en chiffres.

Même date.

Mon fils, je vous envoie copie d'une lettre fort extraordinaire que je reçois du roi de Naples. Lorsqu'on m'assassine, moi et la France, de pareils sentiments sont vraiment une chose inconcevable.

Je reçois également la lettre que vous m'écrivez avec le projet de traité que le roi vous a envoyé. Vous sentez que cette idée est une folie. Cependant envoyez un agent auprès de ce traître extraordinaire, et faites un traité avec lui en mon nom. Ne touchez au Piémont ni à Gênes, et partagez le reste de l'Italie en deux royaumes. Que ce traité

reste secret jusqu'à ce qu'on ait chassé les Autrichiens du pays, et que vingt-quatre heures après sa signature le roi se déclare et tombe sur les Autrichiens. Vous pouvez tout faire en ce sens; rien ne doit être épargné dans la situation actuelle pour ajouter à nos efforts les efforts des Napolitains. On fera ensuite ce qu'on voudra, car après une pareille ingratitude et dans de telles circonstances rien ne lie.

Voulant l'embarrasser, j'ai donné ordre que le Pape fût envoyé par Plaisance et Parme aux avant-postes. J'ai fait écrire au Pape, qu'ayant demandé, *comme évêque de Rome*, à retourner dans son diocèse, je le lui ai permis. Ayez donc soin de ne vous engager à rien relativement au Pape, soit à le reconnaître, comme à ne pas le reconnaître.

Votre affectionné père,

NAPOLÉON.

N° XXX.

Le prince Eugène à la princesse Auguste.

Mantoue, 16 mars 1814 au soir.

Les dernières lettres de Paris nous donnent quelque espoir de paix, et on m'assure que tout devait être terminé le 18. Espérons qu'avant le 1er avril notre sort sera entièrement terminé; car tu ne pourrais pas attendre plus longtemps à te fixer au lieu définitif de tes couches; et si alors tu peux réellement encore voyager, nous choisirons une petite ville du midi de la France. Mais tout cela dans le cas où rien ne finirait, et cela n'est pas possible.

N° XXXI.

Le même à la même.

Mantoue, 19 mars au soir.

Ma bonne Auguste, je te renvoie la lettre de l'Empereur, et j'y joins celle qu'il m'a adressée sur le même sujet; elles prouvent bien qu'il se repent de ce qu'il nous avait écrit primitivement pour ton départ. L'Empereur m'envoie en chiffres l'autorisation de m'arranger avec le roi de Naples; cela est trop tard, je crois; il y a trois mois que je la demande; mais enfin j'essayerai. Ne parle de cela à personne, car le traité doit être secret.

N° XXXII.

Le même à la même.

Mantoue, 23 mars au soir.

Je te répondrai demain sur tes idées de rester à Alexandrie ou à Mantoue pour tes couches. Cette dernière idée me sourit beaucoup au premier abord; il y aurait pourtant de terrible l'idée de te laisser sans aucune espèce de communication, si je me retirais. Ce matin je suis très occupé, car j'ai à rendre compte à l'Empereur des tentatives faites auprès du roi de Naples. Après avoir donné les plus grandes protestations d'amitié et d'attachement à l'Empereur, il prétend m'obliger à faire passer les Alpes à toutes les troupes françaises, et alors, dit-il, il s'entendra avec moi. Comme je connais l'homme, tu sens bien que je ne me mettrai jamais en position d'être à sa discrétion.

Quel épouvantable traître !

N° XXXIII.

Lettre du roi de Bavière au prince Eugène.

Munich, le 11 avril 1814.

Mon bien-aimé fils,

Jusqu'ici je n'ai pu qu'approuver, mon cher ami, la loyauté de votre conduite; je dis plus, elle m'a rendu fier d'avoir un tel fils. Actuellement que tout a changé de face, comme vous le verrez par l'imprimé ci-joint, vous pouvez quitter la partie sans vous déshonorer. Vous le devez à votre femme et à vos enfants.

Un courrier, qui m'est arrivé cette nuit, m'a apporté la nouvelle que Marmont a passé chez nous avec 6000 hommes d'infanterie, 2000 chevaux, toute vieille troupe, et vingt pièces de canon. Les maréchaux ont forcé l'Empereur, qui est à Fontainebleau, d'abdiquer en lui déclarant que son armée ne voulait plus lui obéir. Il s'est décidé à condition que l'impératrice serait régente et le roi de Rome empereur; Ney, Macdonald et Caulaincourt sont arrivés à Paris avec cette proposition au nom de l'armée. On attendait l'arrivée de l'empereur d'Autriche pour leur donner une réponse; elle sera, je crois, négative, vu qu'on s'est déjà trop prononcé pour les Bourbons.

Les alliés vous veulent tous du bien, mon cher Eugène, profitez de leur bonne volonté, et songez à votre famille.

Une plus longue retenue serait impardonnable.

Adieu, mon cher fils, je vous embrasse avec Auguste et vos enfants. La reine en fait autant.

Votre bon père,

MAX. JOSEPH.

L'impératrice Joséphine est partie le 29 pour Navarre.

Parmi les notes jointes à ces documents, la plus importante de beaucoup concernait le numéro X, soit ORDRES ET INSTRUCTIONS dictés par l'Empereur, le 20 novembre 1813, au général Danthouard et expédiés par ce dernier, de Turin où il avait dû s'arrêter, au prince Eugène, avec une lettre d'envoi qui y resta annexée. « Ces lettres, écrivit en 1838 la duchesse de Leuchtemberg à L. Planat, me paraissent moins importantes que celles que j'ai déjà copiées; mais, comme elles étaient sur votre liste, je vous les envoie pourtant. » Heureuse inspiration, puisque c'est précisément sur la teneur de ce document supposé disparu que Danthouard et Marmont basèrent leur système. Il nous paraît probable que le premier, avant de quitter Mantoue, avait pu s'assurer que ces Instructions, bien qu'écrites entièrement de sa main, ne se trouvaient pas parmi ses rapports; elles avaient été classées en effet avec les lettres mêmes de l'Empereur, dans l'armoire à triple serrure, dite *de la Malmaison*, dont le prince Eugène seul avait l'accès, tandis que le reste des archives était facilement ouvert à ses officiers. Est-ce cette circonstance qui fit croire au général Danthouard que la dictée de l'Empereur n'existait plus? Toujours est-il que, tout d'abord, il avait usé d'une extrême prudence, ne mentionnant d'aucune façon cette dictée, et se bornant, en général, à de vagues insinuations sans dates ni faits précis. Marmont, dans ses *Mémoires*, alla plus loin; dans quelques lignes, glissées au bas d'une page, il prêtait à son défunt ami, le général Danthouard, des propos à peine croyables.

L. Planat fait justice de ces propos dans les termes suivants :

On se rappelle que, selon le maréchal Marmont, cet ordre prescrivait au Prince d'évacuer l'Italie, faire sauter les forteresses, se por-

ter à marches forcées sur les Alpes, etc. Quelques pages plus loin, dans une petite note, placée au bas de la page 55, le maréchal ajoute :

« Le général Danthouard m'a raconté depuis, que, se trouvant quelque temps après la restauration à Munich, et travaillant avec le Prince dans son cabinet, pour mettre en ordre ses papiers, il retrouva l'ordre écrit qu'il avait porté, pour exécuter le mouvement dont j'ai parlé. Il le lui montra et lui dit : « Croyez-vous, Monseigneur, qu'il soit « bien de conserver ce papier? — Non, » reprit Eugène, et il le jeta au feu. (*Mém. du duc de Raguse*, t. VI, p. 55.)

S'il est vrai que le maréchal Marmont ait tenu ce propos de la bouche du général Danthouard (ce que j'ai peine à croire), il faut convenir qu'il serait difficile de pousser plus loin l'audace car :

1° Le général Danthouard n'est jamais venu à Munich après la Restauration;

2° L'ordre apporté par lui au prince Eugène *n'a pas été brûlé;* nous en donnons le texte authentique; l'original, écrit en entier de la main de Danthouard, se trouve classé sous le n° 22 parmi les lettres de l'Empereur dans les archives ducales de Leuchtemberg à Saint-Pétersbourg;

3° Cet ordre ne prescrit pas au prince d'évacuer l'Italie, il lui prescrit le contraire.

Dans l'opinion de L. Planat, le faux matériel contenu dans le récit de Marmont suffisait seul pour autoriser et, dès lors, pour obliger les enfants survivants du prince Eugène à exiger de l'éditeur une réparation, la plus efficace possible, de l'atteinte calomnieuse portée à la mémoire de leur père.

Au moment où L. Planat adressait un exemplaire de sa brochure à la reine de Suède (cette gracieuse Joséphine dont il racontait, en 1824, si gaiement les fiançailles), on lui remit, de la part de cette princesse, une lettre fort touchante. Elle et ses sœurs ayant toujours ignoré les calomnies anonymes sourdement propagées contre leur père, les accusations de Marmont avaient été pour elles un coup de foudre, la lettre de L. Planat dans le *Siècle* leur première consolation. C'est à cette lettre que la reine de Suède répondit en ces termes :

Stockholm, 27 février 1857.

Monsieur de Planat, après de longues années, je retrouve votre nom dans les journaux, où vous élevez la voix en digne ami de feu

le prince Eugène, et je prends la plume pour vous dire, Monsieur, que sa fille en est heureuse et vous remercie de tout son cœur. Je n'ai pas lu les *Mémoires du duc de Raguse*, mais le journal d'Augsbourg transcrit les calomnies qui donnèrent lieu à votre noble réclamation. Il s'y agit de *désobéissance aux ordres de l'Empereur*, de *trahison* à sa cause, d'*ambition personnelle!* etc... L'accuser de trahison à la cause de l'Empereur Napoléon, pour laquelle nous savons qu'il sacrifia tout! d'ambition personnelle, voulant s'élever sur le trône d'Italie, tandis que l'on connaît sa belle lettre à l'empereur Alexandre, par laquelle il refusa toute position acquise au prix de l'ingratitude! Toute sa belle vie est là pour vous appuyer, et pour convaincre le plus grand nombre. Hélas! feu le duc de Leuchtenberg n'a plus de fils pour défendre son honneur, et que peuvent ses trois filles, qui n'ont d'autre avocat pour défendre cette noble vie que leur cœur filial, leur foi dans l'honneur de leur père et les leçons de dévouement et de fidélité à l'empereur Napoléon qu'elles reçurent de sa bouche dans leur enfance?

Mais le monde voudra des documents, et je me demande où vous trouverez des preuves écrites? Les archives du prince Eugène sont à Saint-Pétersbourg, et, à moins que vous ne soyez assez heureux pour posséder des copies des pièces essentielles, je crains que vous ne trouviez d'immenses difficultés! J'ai bien, moi, une cassette contenant la correspondance du vice-roi et de la vice-reine. J'avoue que mon cœur se refusa jusqu'ici à rompre le cachet de ce précieux dépôt; mais je veux me faire violence, dans l'espoir qu'il se trouvera quelque lettre écrite dans l'hiver de 1813 à 1814, et si j'en trouve qui fassent mention de ces événements, je vous en enverrai copie.

Accusé et accusateur ne sont plus; le noble caractère du vice-roi, sa modération, nous font une loi de ne le défendre qu'avec des armes dignes de sa mémoire; défendons-le par les faits, par toutes les preuves qu'on pourra se procurer, mais n'élevons pas sa conduite en improuvant celle d'autrui; il dédaignerait un pareil piédestal.

Je fais des vœux, monsieur de Planat, pour le prompt rétablissement de votre santé, pour que Dieu couronne de succès vos efforts contre la calomnie, et vous prie de me tenir au courant de ce qui me tient tant à cœur. — JOSÉPHINE.

Malgré son état de souffrance L. Planat voulut répondre sans retard à cette lettre de la reine; mais il ne put le faire qu'à plusieurs reprises. Voici sa réponse.

F. P.

A la reine de Suède.

7 et 8 mars 1837.

Madame,

J'ai reçu avec bonheur hier la lettre que V. M. a bien voulu m'écrire le 27 du mois dernier. Je venais précisément d'envoyer à M. de Manderstroem mon ouvrage à peine sorti de la presse, avec prière de l'adresser sans retard à V. M. J'espère donc qu'il lui parviendra en même temps que cette lettre, et que votre piété filiale y trouvera, Madame, de quoi calmer sa juste douleur. Car les documents que je publie font mieux ressortir le noble caractère du prince Eugène que les plus belles phrases et les meilleurs raisonnements du monde.

Depuis trente ans, je surveillais avec soin les détracteurs cachés du prince Eugène. La Princesse, votre auguste mère, était avertie par moi de la nécessité de préparer des armes en cas d'attaque ouverte...

Pour moi, Madame, parvenu à ma soixante-treizième année, ayant déjà un pied dans la tombe, je m'estime bien heureux d'avoir pu défendre encore la mémoire de votre glorieux père qui est pour moi l'objet d'un véritable culte, et qui le restera jusqu'à mon dernier soupir.

Je suis fâché d'avoir été obligé de laisser subsister tout ce qui concerne le roi Murat, puisque cela paraît devoir contrarier V. M. Mais je ne me suis pas cru autorisé à altérer en rien les documents qui m'ont été confiés par votre auguste mère. J'ajouterai que des documents incomplets n'ont jamais ce cachet de vérité qui porte dans les esprits une entière conviction. J'ai été autorisé dans le temps par Mme la duchesse à remettre quelques extraits de ces pièces au général Saint-Yon qui a écrit en 1838 une *Notice historique* sur la vie du prince Eugène. Ces fragments auraient dû suffire; pour-

tant cela n'a pas empêché la calomnie de poursuivre son œuvre. Dans cette dernière occasion, il s'agissait de frapper un coup décisif. La publication pure et simple de ces documents m'a paru le meilleur moyen de tuer à jamais la calomnie; mais c'était à condition qu'ils fussent complets [1].

Je pense que le roi de Suède fera comprendre à Votre Majesté l'extrême importance des deux ordres du duc de Feltre. On en avait fait disparaître les minutes des archives du ministère de la guerre.

Je suis avec respect, etc.

A la princesse de Wurtemberg [2].

13 mars 1857.

Si je n'ai pas accompagné l'envoi de ma brochure d'une lettre, c'est que j'étais alors hors d'état de le faire.

Je reçois aujourd'hui celle que V. A. S. a bien voulu

1. Il nous paraît juste de dire comment, dans une réponse pleine de cœur, la reine de Suède se défendit d'avoir voulu déguiser la vérité. Après avoir remercié L. Planat et lui avoir dit que le roi de Suède est entièrement de son avis, elle se hâte d'ajouter pour son compte : « Je n'ai jamais entendu qu'on déguisât la vérité historique des faits du roi Murat ou de tout autre, mais qu'on évitât de commenter les actions en y joignant des épithètes moins dignes. J'ai trouvé quelques copies de lettres écrites par feue ma mère et qui vous furent adressées pour être armé contre une calomnie que vous voyiez venir de loin, et il y a de cela vingt ans!! J'apprends en outre que le duc de Raguse n'avait désiré la publication de ses Mémoires que quarante ans après sa mort. Alors, qui aurait su, pu, ou voulu même prendre la défense du prince Eugène! Non, Dieu fut bon pour nous de permettre que, pour une raison quelconque, la publication eût lieu maintenant. »

2. La princesse Théodolinde était la plus jeune des filles du vice-roi. Née à Mantoue dans des moments pleins d'angoisses, restée faible et maladive, facile à ébranler, peu heureuse d'ailleurs dans son intérieur, cette pauvre femme avait éprouvé un choc terrible, en apprenant les attaques dirigées contre l'honneur de son père. Une fiévreuse agitation s'empara d'elle depuis ce moment; elle écrivit nuit et jour à Munich, à Stockholm, à Saint-Pétersbourg, pour tâcher de procurer à Planat des documents complémentaires pour l'aider à surmonter des difficultés qu'elle connaissait trop bien. F. P.

m'écrire, le 11 de ce mois; je la prie de se mettre l'esprit en repos sur ce qui touche à la mémoire de son illustre père; ma publication produit partout l'effet que j'en attendais; elle anéantit complètement les assertions mensongères du duc de Raguse et de Danthouard. Mais on va publier une seconde édition des Mémoires de Marmont dans laquelle ces calomnies seront reproduites. Comme fille du prince Eugène, V. A. a droit d'exiger que ma réfutation soit insérée à la suite du sixième volume de ces Mémoires. Il suffit pour cela qu'Elle adresse une procuration *ad hoc* au ministre de Wurtemberg à Paris, avec un ordre pressant de faire toutes les démarches nécessaires pour obtenir cette insertion, ou, en cas de refus de la part de l'éditeur, faire suspendre la publication du sixième volume, en attendant que les tribunaux eussent décidé la question.

Je suis avec respect, etc.

C'est ainsi que s'engagea le procès qui devait avoir un si grand retentissement. La princesse Théodolinde accueillit avec transport l'espérance de voir figurer dans la deuxième édition des Mémoires de Marmont, à côté d'accusations déshonorantes pour son père, des documents irrécusables établissant leur complète inanité. Elle exprimait aussi à L. Planat le désir qu'on pût un jour publier une admirable lettre de sa mère à l'Empereur, datée du mois d'avril 1814, dont la reine de Suède devait posséder la minute, à moins, ajoutait-elle avec tristesse, que cette minute aussi se trouve à Saint-Pétersbourg avec les lettres de l'Empereur. « Il y aurait peut-être des papiers intéressants à joindre à votre brochure, si nous pouvions les obtenir des archives de la famille. »

La grande-duchesse Marie, sollicitée par le prince Charles de Bavière, émue d'ailleurs elle-même à la lecture des documents publiés, ordonna à la commission de tutelle à Saint-Pétersbourg, non seulement de collationner toutes les pièces, citées par

L. Planat, et de lui en expédier un certificat légalisé, mais encore de lui offrir en son nom copie de tout autre document dont il croirait avoir besoin, et même, s'il le jugeait nécessaire, les originaux.

Cependant le premier entretien de M. de Waechter avec Perrotin avait été des plus satisfaisants; l'éditeur, reconnaissant la légitimité de la demande, et se montrant disposé à y faire droit, pria son interlocuteur d'annoncer à L. Planat qu'il viendrait le lendemain s'entendre avec lui sur certains détails d'exécution. Mais s'étant vainement fait attendre toute cette journée, ce dernier lui envoya son neveu, M. Oscar Planat, qui trouva le langage de l'éditeur modifié depuis l'avant-veille : « Mme de Damrémont, dont le consentement lui était nécessaire, hésitait beaucoup, disait-il, se sentant soutenue par de puissantes influences, et, par-dessus tout, par l'encourageante approbation de S. M. l'Empereur, auquel le manuscrit du sixième volume avait été soumis avant l'impression (en biffant, bien entendu, quelques passages irrespectueux pour la reine Hortense), et qui en avait paru satisfait et charmé à tel point qu'il avait cru devoir inviter à dîner, dans cette occasion, Mme de Damrémont, qui, depuis six ans, n'avait pas mis les pieds aux Tuileries. »

Tout essai de conciliation avait échoué auprès de Mme de Damrémont. M. Perrotin, renonçant alors à rien obtenir de ce côté-là, dit à L. Planat : « J'en suis désespéré; mais vous comprenez : une fois lancé, je n'épargnerai rien. Or, vous savez parfaitement que nous avons pour nous les influences les plus puissantes. — Eh bien! moi, lui répondit L. Planat, c'est tout le contraire, je ne dispose absolument de rien ni de personne. Je n'ai pour moi que la vérité, mais j'espère qu'elle suffira. »

L'assignation fut lancée au nom de la princesse Théodolinde, le 22 mars, et le même jour L. Planat reçut de cette malheureuse princesse ces lignes navrantes : « Je suis si souffrante, surtout depuis quinze jours, que c'est avec peine que je puis tenir la plume et rassembler mes idées. » Depuis l'apparition de ce qu'elle appelait « ces horribles mémoires », elle n'avait plus connu le repos; son sang s'alluma, six jours plus tard elle était morte...

Le procès fut repris au nom de la reine de Suède et de l'impératrice du Brésil. Officiellement, le ministre de Suède, M. de Manderstroem, en était chargé; mais il va sans dire que ce diplomate comptait entièrement sur L. Planat pour le diriger, correspondre avec Munich, Stockholm et Saint-Pétersbourg, fournir à l'avocat les explications et les pièces nécessaires, etc. L'indicible fatigue qui en résulta pour L. Planat, malgré tous les efforts de sa femme, l'empêcha pendant plus d'une année de se rétablir, et eut, hélas! pour sa vue, d'irréparables conséquences.

L'avocat choisi pour la défense des enfants du prince Eugène était M. Dufaure[1]...

Voici le jugement, entièrement conforme à la théorie de L. Planat, rendu par le tribunal le 24 juillet 1857 :

JUGEMENT.

Attendu que, dans différents passages du tome VI des Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse, il est énoncé...

Attendu que l'inexactitude de cette assertion est démontrée jusqu'à l'évidence par les pièces soumises au tribunal, telles qu'elles ont été recueillies par les soins du sieur Planat de la Faye, pièces dont l'authenticité ne saurait être contestée...

Attendu que c'est à tort que Perrotin a prétendu que l'action formée contre lui ne reposait sur aucune base légale; qu'en effet, les lois spéciales qui ont pour objet de régler les peines applicables aux délits de diffamation et d'injures commis par la voie de la presse, n'ont point enlevé aux parties lésées l'action civile, résultant du principe général consacré par l'article du Code Napoléon, qui oblige l'auteur de la faute à réparer le préjudice qu'il a causé; que cet article, à la différence des lois sur la presse, ne soumet pas seulement le demandeur à établir le préjudice, résultant de la diffamation, mais qu'il l'oblige en outre à constater la fausseté du fait allégué, ce qui constitue la faute sans laquelle il n'y aurait pas d'action, mais que, par cette condition elle-même, la poursuite, loin de nuire aux intérêts de l'histoire, lui fournit les moyens d'établir la vérité, sans laquelle l'histoire ne mérite plus son nom;

Que c'est dans l'intérêt de la vérité qu'on reconnaît à l'histoire le droit de formuler librement son appréciation sur les hommes et sur les événements, mais que les franchises et les immunités de l'histoire ne sauraient faire perdre de vue cet objet principal et qu'elles ne

1. L'avocat de la partie adverse était M. Marie.

peuvent autoriser l'écrivain à avancer témérairement des faits controuvés, etc., etc.;

Attendu qu'il est constant que dans les passages reprochés de ses Mémoires le duc de Raguse s'est écarté du respect dû à la vérité;

Attendu, quant à la réparation, que la seule qui soit demandée est la manifestation de la vérité;

Par ces motifs :

Ordonne que Perrotin sera tenu d'insérer les 33 documents recueillis par Planat de la Faye, sans autre retranchement que celui de la partie de la phrase du second alinéa de la lettre du roi de Bavière, datée du 11 avril 1814, où il est dit : *Marmont a passé chez nous*, cette phrase pouvant être remplacée par des points;

Autorise les demandeurs à faire saisir tous exemplaires qui ne porteraient pas les rectifications ordonnées, etc.

Le lendemain du jugement, L. Planat écrivit au général Schuh : « Mon cher général, les journaux vous auront appris notre triomphe, il est aussi complet que possible. Enfin, après cinq mois d'agitation, d'anxiété et de peines de tous genres, j'ai la satisfaction de voir mes efforts couronnés d'un plein succès. A la vérité, j'y ai consumé le peu de forces qui me restaient, mais je n'y ai point regret et je trouve que j'ai fait une bonne fin. »

L'appel interjeté immédiatement par les adversaires, mais jugé seulement huit mois plus tard, eut pour seul résultat la confirmation plus énergique du premier arrêt. La dette de reconnaissance de L. Planat envers le prince Eugène était noblement payée.

F. P.

HUITIÈME PARTIE

1857 A 1864

HUITIÈME PARTIE

1857 A 1864

Des soucis de plus d'un genre troublèrent pour L. Planat et ceux qui l'aimaient la joie d'un premier triomphe. Non seulement sa vue s'était encore affaiblie par la fatigue des derniers mois, mais sa santé générale n'avait pu se rétablir dans ces circonstances. « Je ne puis faire le moindre mouvement, écrivit-il à M. Schuh en lui annonçant l'appel de l'éditeur, supporter la moindre conversation, la moindre petite occupation, sans entrer en transpiration; mais j'irai jusqu'au bout, et dussé-je y laisser mes os, je ne reculerai pas. » Heureusement la lutte sérieuse était terminée et ce qui restait à faire était relativement peu de chose. Mais une autre bien douloureuse préoccupation vint affliger M. et Mme Planat à la même époque : l'état subitement aggravé, bientôt désespéré, de leur plus cher et plus illustre ami, Daniel Manin.

Depuis la mort de sa fille, la vie du grand exilé n'avait plus été qu'une longue agonie que l'amitié la plus dévouée pouvait à peine adoucir, car son cœur était brisé et aucune parole ne saurait rendre la douleur de ce père. Mais chez Manin le désespoir, loin de l'éteindre, avait avivé encore la flamme du plus ardent patriotisme qui fut jamais. Au milieu d'indicibles souffrances physiques et morales il se jeta dans une lutte politique sans trêve. Son but était d'amener les partis républicain et monar-

chique de l'Italie à une juste et patriotique transaction, afin d'arriver, par leur union et l'abnégation mutuelle, à l'affranchissement de leur pays. Selon Manin, « si le roi du Piémont voulait consentir à risquer sa couronne pour faire, non pas un Piémont agrandi, mais l'*Italie indépendante et une*, le parti républicain devait de son côté accepter la monarchie, loyalement, sans arrière-pensée, *mais à cette condition seulement;* SINON, NON, » ajoutait-il, au grand scandale du parti royaliste. Attaqué avec fureur des deux côtés, Manin eut à lutter avec des adversaires sans nombre et parfois cruels. Ses efforts furent héroïques, surhumains; ils achevèrent d'épuiser ses forces. Mais ses idées peu à peu firent leur chemin dans les intelligences, entraînant les convictions, ralliant les esprits. Dès 1856, les adhésions en Italie furent nombreuses et importantes (Garibaldi avait envoyé la sienne); plus tard un journal, enfin un parti considérable (dit le grand parti national) se créèrent pour soutenir et répandre son programme. Tant d'efforts et de sacrifices allaient donc recevoir leur récompense; déjà Manin entrevoyait le triomphe, lorsqu'il succomba.

Au mois de juin 1857, une maladie du cœur se déclara; bientôt les crises se succédèrent avec violence; le 22 septembre de la même année, le grand patriote expira, non sans avoir fait promettre à ses amis de contribuer, eux aussi, dans toute la mesure de leurs forces, à la propagation de son idée, au salut de son malheureux pays. Cette promesse, faite à un mourant, fut religieusement tenue.

Des listes de souscriptions s'étant ouvertes simultanément à Turin et à Paris pour l'érection d'un monument à la mémoire de Manin, L. Planat pensa que cet hommage pouvait devenir un premier lien entre les amis italiens et français du glorieux Vénitien, une première occasion de nouer entre eux des rapports utiles à l'Italie. Il proposa que la souscription française fût envoyée tout entière à Turin, et qu'un seul monument commémoratif fût élevé à Daniel Manin, sur le sol de l'Italie, mais par le concours des deux nations, unies dans un sentiment commun, dans une même aspiration. L'idée fut accueillie et elle porta ses fruits. Le comité français, nommé pour ce but et

chargé de correspondre avec celui de Turin, devint le noyau de ce qu'on aurait pu appeler le *parti Maninien*, peu considérable par le nombre, mais actif, dévoué, toujours sur la brèche, ne laissant échapper aucune occasion de témoigner sa sympathie pour l'Italie, son ardent désir d'en voir chasser l'Autriche. Ce parti, on peut l'affirmer sans présomption, puisque ses adversaires le lui ont maintes fois reproché, exerça sur les événements ultérieurs une notable influence.

L'année 1858 s'inaugura fort tristement pour tous, par l'attentat d'Orsini, la loi de sûreté générale et par suite une nouvelle ère d'iniquités, de violences et de terreur; pour L. Planat en particulier, par une recrudescence de ses maux habituels et un nouveau profond chagrin : la mort du seul frère qui lui restait, Abel Planat, plus jeune que lui de vingt-deux ans et qu'il aimait tendrement. Ce fut un coup cruel; une grave rechute en fut la conséquence.

Cependant le moment de la reprise du procès Perrotin approchait. L. Planat, malade et hors d'état de s'occuper des explications annoncées aux magistrats sur le rôle personnel joué par lui dans cette affaire, dut se résigner à en charger sa femme, malgré sa qualité d'étrangère et son extrême inexpérience. Heureusement les faits parlaient assez haut pour que la plume la moins exercée pût suffire à la tâche. « Ma femme écrit et rédige pour moi, mandait L. Planat au général Schuh, je n'ai plus qu'à rectifier ce qui ne me paraît pas écrit en très bon français. » Telle qu'elle était, cette introduction produisit sur les juges, comme sur tous ceux qui la lurent, une profonde impression. Dès avant la fin du procès, des lettres de félicitations à ce sujet arrivèrent de toutes parts à L. Planat. « Je viens de lire l'introduction de votre troisième édition du *Prince Eugène en 1814*, lui écrivit entre autres M. Rapetti, et c'est avec une véritable émotion que je vous prie de recevoir mes remercîments. Cette noble cause du prince Eugène porte bonheur. Elle fait apparaître des vertus. La vôtre, Monsieur, toute de modestie, de fermeté et de pieux dévouement, ne sera pas un des moindres ornements que l'histoire se plaira à placer auprès des noms de la princesse Auguste et du prince Eugène. Indépendamment de vos preuves

textuelles, vous êtes vous-même un argument bien péremptoire en faveur de ceux que vous défendez. L'amitié des gens de bien est toujours une élection et une justification.

Là où vous êtes, il doit y avoir la justice et la vérité; c'est ce que sentira en vous lisant tout homme de cœur et de goût, etc. »

F. P.

A M. Mussard (à Saint-Pétersbourg).

Paris, 19 avril 1858.

Vous avez sans doute vu dans les journaux que nous avons obtenu le même succès en appel qu'en première instance. Les considérants ne sont pas moins remarquables que ceux du premier jugement; je crois, qu'à l'avenir, ils feront autorité dans les procès de ce genre.

Je n'ai pas besoin de vous dire combien j'ai été heureux du succès complet de mes efforts; car j'ai la prétention de croire que sans moi il eût été difficile de gagner cette cause, ou même d'entamer le procès. J'ai été merveilleusement secondé jusqu'à la fin par ma chère femme...

Je n'ai pas trop à me louer de ma santé; à mes maux habituels est venue se joindre une ophthalmie très intense, dont je ne suis pas encore guéri et dont les suites sont menaçantes pour l'organe qui m'est désormais le plus précieux. Je puis bien me passer de marcher et de parler, mais il me serait bien dur de ne pouvoir plus lire ni écrire; j'en fais l'apprentissage depuis un mois, je le trouve fort pénible.

Le médecin venait de déclarer à L. Planat qu'il devait se préparer à la perte totale de la vue dans un temps donné. Sa maladie n'était pas, du reste, une cataracte, comme on le lui disait, mais bien un commencement de paralysie du nerf optique, affection encore plus grave, puisqu'elle n'admet guère d'espoir de

guérison, mais qui néanmoins n'exclut pas des temps d'arrêt et même d'amélioration momentanée. Après deux mois, un mieux incompatible avec une cataracte se produisit en effet, permettant dès lors de croire à une erreur complète des médecins, et d'espérer qu'à force de ménagements il serait possible d'échapper au grand malheur prédit. Espoir trompeur, hélas! mais qui, pendant longtemps encore, suffit pour maintenir le courage de L. Planat, et surtout celui de sa femme, beaucoup plus affectée que lui-même de la triste perspective.

Les circonstances politiques contribuèrent aussi, en ce moment, à donner à leurs pensées une utile diversion. On sait que les rapports diplomatiques entre le Piémont et l'Autriche avaient été rompus dès le mois de mars de l'année précédente. Or, leur dissentiment s'étant chaque jour envenimé depuis lors, le gouvernement français prenant parti pour le Piémont, il était permis aux amis de l'Italie d'espérer que les affaires de ce pays allaient s'acheminer vers une solution conforme à leurs vœux. La souscription pour le monument de Manin, à laquelle vingt-trois mille Français avaient voulu concourir, et qui déjà avait donné lieu à une correspondance des plus chaleureuses entre les comités italien et français, devait encore aujourd'hui fournir une occasion, plus que jamais opportune, d'affirmer et d'accroître les sympathies mutuelles. Le comité français, invité à envoyer quelques-uns de ses membres à Turin (pour certaines décisions à prendre en commun), chargea L. Planat de les désigner. Il choisit deux hommes distingués, particulièrement aimés et appréciés de Manin : MM. Ferdinand de Lasteyrie, petit-neveu de Lafayette, et Pierre Lanfrey, jeune écrivain du plus grand talent, que son premier livre (*L'Église et les Philosophes au dix-huitième siècle*) avait placé hors pair. Tous deux acceptèrent avec joie la mission de représenter la France à la fois libérale et généreuse à Turin, où leur présence et leurs discours causèrent une vive sensation.

Tous les amis de Manin, parmi lesquels plusieurs rédacteurs de journaux importants, avaient pris pour but de leurs efforts de propager de plus en plus dans le public cette conviction, dont ils étaient eux-mêmes pénétrés, que l'unique moyen d'améliora-

tion pour l'Italie était l'expulsion totale des Autrichiens[1]. Le célèbre historien, Henri Martin, promit en outre à M. et Mme Planat d'écrire, pour le même but, un récit historique complet du gouvernement et de la défense de Venise en 1848 et 1849, sauf à eux de lui en fournir tous les éléments, ainsi qu'ils s'y étaient engagés. Voici comment :

Georges Manin, tombé malade et transporté à Gênes après la mort de son illustre père, avait déposé entre les mains de ses amis ce qui lui restait de plus précieux dans ce monde : les papiers laissés par son père, les chargeant d'en tirer le parti le plus utile à son pays, et, soit qu'il vécût ou qu'il mourût, ne les remettre jamais qu'à Venise *délivrée*. Là se trouvaient toutes les correspondances diplomatiques; des documents officiels de tout genre, emportés de Venise; des lettres privées et autres, adressées au Président de la République; enfin des notes précieuses, écrites de la propre main de Manin, soit à Venise, soit dans l'exil, etc., etc. Un premier coup d'œil suffisait pour reconnaître qu'il y avait là une mine inépuisable, encore inexplorée, de richesses, mais aussi un travail immense à faire, pour lire, coordonner et traduire ces innombrables matériaux, de manière à ce qu'ils pussent être utilisés par un historien français[2]. Pendant l'année si tristement remplie qui venait de s'écouler, il eût été impossible à M. et Mme Planat de s'occuper avec suite d'une pareille tâche. Mais aujourd'hui, plus libres de leur temps et encouragés par la promesse de Henri Martin, ils se mirent résolument à l'œuvre, en dépit des grands obstacles qu'il fallait surmonter : « J'écris du matin jusqu'au soir, disait Mme Planat à sa sœur; dès que cinq ou six pièces sont traduites, je les lis à mon cher mari, qui me fait ses observations et les correc-

1. Voici les noms de ceux qui, dans l'origine, composaient avec L. Planat le comité franco-italien, auxquels beaucoup d'autres vinrent se joindre par la suite : Ary Scheffer, Legouvé, Lanfrey, Henri Martin, Jules Simon, Ferdinand de Lasteyrie, Havin, Mornand, de la Forge, etc. F. P.

2. L'ouvrage de M. de la Forge, *Venise sous Manin*, publié en 1853, livre non dépourvu de talent, mais écrit à la hâte, passionné et trop souvent inexact, ne pouvait remplir le but. C'est là le jugement porté par Manin lui-même, malgré sa vive reconnaissance pour l'homme de cœur qui, le premier, avait voulu prendre la défense d'une noble cause tombée. F. P.

tions de style indispensables; puis, une fois par semaine, je porte mon travail à Henri Martin, sauf à y joindre verbalement les éclaircissements nécessaires. » Les lettres de L. Planat qui vont suivre font si souvent mention de ce travail que nous ne pouvions nous dispenser de donner à ce sujet quelques explications.

F. P.

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 10 juillet 1858.

Quoique je sois en train de devenir le compagnon d'Homère et de Milton (excusez du peu), je puis encore correspondre avec mes amis absents, par l'intermédiaire d'un charmant secrétaire qui n'est plus Auguste.

Vous savez que nous avons eu le malheur de perdre notre bon ami, Ary Scheffer. C'est un nouveau sujet d'affliction dont nous n'avions pas besoin après tous ceux que nous avions éprouvés. Mme M***, la fille de ce grand artiste, ne vivait absolument que pour son père. Ma femme la voit chaque jour, non pour la consoler, ce qui est impossible, mais pour l'aider à supporter sa juste douleur. Georges Manin est toujours en Italie et nous ne savons plus quand il pourra nous revenir. Il est atteint depuis la mort de son père de douleurs arthritiques; je crois que le pauvre garçon n'est pas destiné à vivre longtemps, à moins que des événements politiques peu probables ne le ramènent dans sa patrie.

A M. Pierre Lanfrey.

Paris, le 4 août 1858.

Nous avons reçu avec bien du plaisir votre lettre sans date, mais que je suppose écrite de Chambéry le 28 juillet.

Nous l'avons lue avec un intérêt d'autant plus vif que c'est la première nouvelle officielle qui nous soit parvenue de ce qui s'est passé à Turin. Depuis lors, un numéro du *Diritto* nous a donné quelques détails intéressants sur la réunion du 25. Je n'ai reçu aucune lettre de M. de Lasteyrie ; je pense qu'il la réserve pour le *Siècle*.

Je vous remercie de toutes les choses aimables et beaucoup trop flatteuses que vous voulez bien me dire; elles m'ont cependant attristé, car elles me font sentir toute mon impuissance à faire ce que je désirerais pour la cause de l'Italie, pour la mémoire de Manin.

Ma femme me charge de ses compliments affectueux pour vous. La lecture de vos écrits nous avait inspiré un vif désir de vous connaître, car nous y trouvions des idées saines et de nobles pensées exprimées dans un style simple, élégant et correct. Mais je puis vous dire que dès que nous vous avons connu, nous avons ressenti la plus vive sympathie pour l'auteur des écrits dont la lecture nous avait charmés. J'espère qu'à votre retour à Paris vous ne m'oublierez pas.

Ce que vous me dites du caractère simple et modeste du général Cosenz m'a été depuis longtemps confirmé par le général Ulloa, et il ajoutait que ses qualités n'avaient d'égal que sa bravoure et son intrépidité. Ce que Ulloa dit de son ami Cosenz, on pourrait également le dire de lui-même. En général, les Italiens sont bien mal connus et bien mal jugés en France. Nous comptons un peu sur vous pour les faire mieux connaître.

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris 24 octobre 1858.

Vous êtes vraiment une amie incomparable ; ni le temps, ni la distance, ni les négligences ne peuvent ébranler votre

constance. Mais savez-vous ce que vous faites, lorsque vous nous écrivez de si charmantes lettres? vous semez des perles devant des... gens indignes de les ramasser. Depuis un an, notre maison est devenue le temple de la tristesse et de l'ennui; les bassesses et les platitudes, les friponneries et les hypocrisies nous ont fait prendre le genre humain en haine et en mépris; en un mot, nous sommes devenus complètement misanthropes. Les bons ne trouvent même pas grâce devant nous, à cause de leur humeur trop accommodante, et parce qu'ils semblent accepter avec indifférence toutes les indignités dont nous sommes témoins depuis bientôt dix ans. Du reste, ma femme est constamment occupée d'un travail important qui l'absorbe entièrement; c'est la traduction et la mise en ordre des principaux documents, lettres et fragments laissés par Manin. Ce recueil, qui ne sera imprimé que l'an prochain, ne formera pas moins de deux volumes; l'acharnement de ma chère femme à ce travail est incroyable.

M. de Barral compte revenir bientôt en France avec sa femme et son enfant. Ce sera pour nous une grande joie, car Mme de Barral est une amie de votre trempe. Je trouve que c'est là une grande richesse. Qui peut se vanter d'avoir, comme nous, deux amies dignes de ce nom?

*A M. le général ***.*

Paris, 15 novembre 1858.

Mon cher général, avec mon air tranquille, je suis l'homme le plus obstiné du monde; je veux le triomphe de la cause italienne. Ne pouvant la servir de mon bras, je veux du moins la servir par les moyens que Dieu a mis à ma disposition, en aidant à lui conserver ses plus vaillants champions. Je ne veux pas qu'ils arrivent sur le champ de

bataille faibles et exténués par les privations; je veux au contraire qu'ils y arrivent dispos et bien portants et en état de supporter les fatigues. Pour cela, il faut passer l'hiver convenablement, être bien nourri, chaudement vêtu et chaussé, etc. Prenez donc ce que vous trouverez ci-joint avec la même simplicité de cœur qui préside à l'offrande. Songez que ce n'est pas à vous que je l'offre, mais bien à la cause italienne, ce qui vous interdit le droit de refuser. Enfin, songez qu'un refus me blesserait mortellement, et que nous serions brouillés à tout jamais. Acceptez donc et qu'il n'en soit plus question. Votre ami de cœur.

C'est le général *** lui-même qui a tenu à nous rendre, pour l'insérer ici, ce billet tracé péniblement au crayon par L. Planat.

La guerre prochaine avec l'Autriche était devenue dès alors un fait probable, et, le 1er janvier suivant, une phrase significative adressée par Napoléon III à l'envoyé d'Autriche, M. de Hubner, en fit une presque certitude. Jamais guerre peut-être n'eut des partisans plus passionnés, des ennemis plus ardents. Parmi ces derniers ne comptaient pas seulement les légitimistes ou les réactionnaires avoués, ce qui eût été naturel, mais encore les orléanistes, prétendus libéraux, ayant pour organe le *Journal des Débats*, et même une fraction des républicains de 1848, craignant, par-dessus tout, de voir mener à bonne fin par Napoléon III une entreprise glorieuse qu'ils n'avaient pu ou voulu tenter, lorsqu'ils étaient au pouvoir.

L'opposition la plus accentuée venait toutefois des bonapartistes influents, les Morny, Fleury, Walewski, etc., etc. Chose singulière! chez tous ces adversaires, d'origine si différente, la principale préoccupation portait, non pas sur un échec, après tout possible, de nos armes, mais bien sur les conséquences de leur triomphe. Seulement les motifs de leurs craintes étaient en sens inverse : tandis que les uns s'effrayaient du regain de popularité qu'une guerre heureuse apporterait sans doute à Napoléon III, les autres au contraire, persuadés que le succès de cette

lutte toute révolutionnaire obligerait l'Empereur de faire aussi en France quelques concessions libérales, y voyaient une cause certaine d'affaiblissement et peut-être de ruine pour son pouvoir.

Aux yeux de L. Planat, la justice absolue de la cause italienne, l'honneur pour la France d'effacer de ses propres mains l'inique traité de Campo-Formio, en un mot, la question de principe l'emportait de très haut sur toute autre considération. Nous transcrirons ici quelques lignes de Mme Planat, écho fidèle de la pensée commune : « Nous ne pouvons croire encore, écrivit-elle à Mme d'A***, que la gloire d'affranchir l'Italie et de délivrer Venise puisse être réservée à un homme tel que Napoléon III, et vraiment, cela en bonne morale ne devrait pas être; mais, hélas! la Providence s'est-elle jamais piquée de logique à cet égard? Quoi qu'il en soit, nous sommes décidés, s'il réussit, non certes à lui pardonner le mal immense qu'il a commis, mais à lui déduire, dans notre pensée, le bien qu'il aura fait. Notre conscience est d'ailleurs d'autant plus tranquille à cet égard que les fauteurs et les partisans du coup d'État sont précisément aussi les adversaires les plus enragés de cette guerre. »

Malgré cette dernière circonstance qui aurait dû les rapprocher, la guerre d'Italie devint un sujet de discussion très pénible et très irritant entre gens faits d'ailleurs pour s'estimer. Mais elle resserra les liens de ceux d'entre eux qui partageaient sur cette grave question la même manière de voir. C'est ainsi que MM. Henri Martin et Lanfrey devinrent dès ce moment, pour L. Planat, des amis chers et dévoués.

Les efforts de la diplomatie réussirent à faire ajourner les hostilités, et la réunion d'un congrès ayant été annoncée, on crut même pendant quelque temps presque unanimement au maintien de la paix. L'orgueil aveugle de l'Autriche fit échouer toute tentative de demi-solution.

Voici quelques-unes des lettres écrites par L. Planat avant et pendant la campagne d'Italie.

F. P.

Au marquis Pallavicino (à Turin).

Paris, 15 janvier 1859.

Il y a longtemps que je vous aurais écrit au sujet de la grande affaire qui préoccupe aujourd'hui tout le monde, si mes infirmités, qui s'accroissent chaque jour, n'étaient souvent un obstacle à tout ce que je veux faire. Depuis la mort de notre cher et regrettable Manin, nous avons essayé, selon nos forces, ma femme et moi, de continuer son œuvre, c'est-à-dire d'éclairer le public et de lui faire mieux connaître l'Italie, secondés dans notre tâche par notre ami, M. Henri Martin, qui va publier très incessamment une *Vie de Manin*, en citant tous les documents que nous lui avons fournis.

Il semble, en ce moment, que le sort de votre noble et belle patrie est bien près de se décider d'une manière favorable; mais il est à craindre que la diplomatie n'intervienne pour faire adopter une de ces transactions boiteuses qui ne sont qu'un palliatif et qui, en laissant subsister la plus grande partie des justes griefs d'une nation, ne sont, à vrai dire, qu'une trêve qui doit être rompue dans un temps donné. Les conférences, les congrès et *la peste des protocoles*, comme disait Manin, n'ont jamais servi qu'à sacrifier les intérêts des peuples à ceux des princes.

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 5 mars 1859.

Ma santé s'est assez bien soutenue cet hiver grâce à la douceur inaccoutumée de la température; je n'ai donc pas à me plaindre de ce côté, et je pourrais m'estimer heureux d'être à soixante-quinze ans aussi bien portant que je le

suis. Mais ce qui trouble ce bonheur, c'est l'état de ma vue qui va toujours en s'affaiblissant. Ma résignation n'a pas encore pu triompher du chagrin que cet état me cause. Ma femme passe ses jours et presque ses nuits à chercher des documents, à les traduire, les copier, les corriger. Il ne faut donc pas lui en vouloir, si elle n'est plus exacte dans sa correspondance. Il lui arrive avec ce travail ce qui arrive toujours dans de pareilles entreprises : c'est qu'à mesure qu'elle avance, le champ de ses investigations semble toujours s'élargir et le terme s'éloigner de plus en plus. Écrivez-nous donc souvent, sans compter avec nous; notre amitié muette n'en est pas, pour cela, ni moins tendre ni moins sincère.

*A M. de B*** (à Rio-Janeiro).*

Paris, 7 mars 1859.

Notre vie est toujours aussi monotone que vous l'avez connue et nous avons un grand sujet de chagrin de plus qu'alors. Vous savez comme nous avons pris à cœur la cause de l'indépendance italienne. Pendant ces deux derniers mois, nous nous étions livrés à l'espoir de la voir triompher. La guerre avec l'Autriche paraissait certaine, et par conséquent l'expulsion totale des Autrichiens du sol de l'Italie. Un article du *Moniteur* d'avant-hier a fait évanouir nos espérances. La France recule, et les agioteurs n'ont pas manqué d'accueillir cette reculade par des cris de joie accompagnés d'une hausse de trente sous.

Mes yeux vont toujours de mal en pis, je suis toujours réduit à dicter, ce qui me gêne et me contrarie énormément. Il n'y a rien à faire à cela que de prendre patience. Mais la patience est un breuvage bien amer dont je commence à être dégoûté.

Au général Garibaldi.

15 avril 1859.

Mon général, c'est un vieux soldat très infirme et presque aveugle qui se permet de vous écrire sans avoir l'honneur d'être connu de vous. Mais, si je n'ai pas le bonheur de vous connaître personnellement, votre glorieuse défense de Rome m'a appris tout ce que vous valez. Je prends donc la liberté de vous offrir comme témoignage de mon estime et de mon admiration pour votre mérite et votre noble caractère, un revolver, dont j'espère que vous pourrez faire usage contre les oppresseurs de l'Italie et les plus grands ennemis de l'humanité et de la civilisation. J'ose espérer que vous ne vous offenserez pas de ma hardiesse, qui trouve son excuse dans les sentiments que vous m'avez inspirés, et dans l'indulgence qui est due à un vieillard plus que septuagénaire. Agréez, mon général, l'hommage de mes sentiments d'estime et de sympathie fraternelle[1].

1. Après plusieurs semaines de stériles négociations diplomatiques, la guerre était redevenue plus certaine que jamais. Tous les amis italiens de L. Planat s'apprêtaient à partir, et parmi eux : Georges Manin, récemment revenu à Paris, le général Ulloa, un capitaine de vaisseau vénitien nommé Marini, etc. L. Planat s'était plu à donner à chacun de ces derniers et à envoyer à tous les autres principaux défenseurs de Venise : Cosenz, Carrano, Sirtori, etc., etc., des revolvers d'un nouveau modèle alors fort apprécié. Par la même occasion, il en envoya un au général Garibaldi, qui le reçut dans la matinée du 23 avril, c'est-à-dire le jour même où un menaçant ultimatum autrichien venait d'arriver à Turin, annonçant l'ouverture des hostilités après trois jours de délai. F. P.

Voici la réponse du général Garibaldi à L. Planat :

« Turin, 23 avril 1859. — Mon cher monsieur, le vraiment beau pistolet que vous avez eu l'obligeance de m'envoyer, et surtout ayant si peu de titres à votre attention, a vraiment excité toute ma reconnaissance. Vous devez être de ceux qui ont mérité le nom de braves dans le monde entier, et les vrais braves ont toujours bon cœur. Votre pistolet m'arrive dans une excellente occasion et me sera de bon augure. Oh ! mon bien cher ami, le jour désiré depuis tant d'années est enfin venu ! Enfin nous allons combattre les ennemis, les

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 19 mai 1859.

Tout le monde ici est uniquement préoccupé des événements politiques et de la guerre, et vous pensez bien que nous le sommes plus que personne par l'intérêt que nous prenons à la cause italienne. Tous nos amis italiens sont partis pour aller faire la guerre de l'indépendance. Ici il ne manque pas de prophètes de malheur, qui prédisent en Algérie le soulèvement des Arabes et l'invasion en France; ce sont principalement les orléanistes et les hommes de la Bourse qui propagent ces bruits; mais la masse de la population n'en tient aucun compte.

Le lendemain 20 mai, un premier engagement victorieux des troupes franco-sardes contre les Autrichiens eut lieu à Montebello, tandis que Garibaldi, à la tête de ses volontaires, franchissait le Tessin, portant audacieusement la lutte sur le sol même de la Lombardie, où il remporta, peu de jours après, les victoires de Varèse et de Côme. Les événements de la guerre d'Italie sont dans toutes les mémoires et il n'entre pas dans notre pensée de les raconter. Mais ce qu'il importe de rappeler ici, ce sont les termes de la célèbre proclamation, adressée par Napoléon III à l'armée française lors de son entrée en campagne (3 mai), et accueillie avec transport par les Vénitiens et leurs amis. « L'Autriche, y était-il dit, a mené les choses à cette extrémité : qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes, ou *que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique.* »

assassins de mon malheureux pays; et le sang que nous verserons, en sabrant ces hordes de cannibales, scellera la fraternité de deux nations, qui furent et seront inséparablement sœurs : la France et l'Italie.

« Je vous répète mes bien sincères remerciments, et suis avec affection votre dévoué ami.

« G. Garibaldi. »

Ainsi donc, l'affranchissement de Venise était compris dans le programme impérial, et le méfait de Campo-Formio allait être réparé par la France elle-même. Personne, quelle que fût d'ailleurs son opinion sur Napoléon III, ne supposait alors qu'un engagement si solennellement pris devant l'Europe par le souverain de la France dût rester inaccompli.

Les victoires de Magenta et de Solférino (cette dernière remportée le 24 juin sur les confins mêmes de la Vénétie) semblèrent confirmer toutes les espérances. Mais le 7 juillet, au moment même où l'armée alliée pénétrant en plein dans le quadrilatère, une nouvelle bataille semblait imminente, lorsque la flotte de l'Adriatique, prête à l'attaque, allait jeter l'ancre devant Venise, le général Fleury, envoyé par Napoléon III au quartier général autrichien, présentait à l'empereur François-Joseph une proposition d'armistice, aussitôt acceptée. La nouvelle, transmise par le télégraphe à Paris, y causa une extrême surprise. Dès ce moment, des prévisions sinistres envahirent l'esprit de tous les amis de Venise. On ne lira pas sans intérêt la lettre suivante, écrite dans ces moments d'angoisses, par un officier de la marine vénitienne, M. Marini, exilé depuis 1849 et embarqué alors sur le vaisseau-amiral *la Bretagne :*

« 9 juillet. — Nous venons de jeter l'ancre devant Venise, et quoique dans un état d'agitation que vous comprendrez, je trouve un peu de soulagement à vous écrire. Pauvre Venise! je n'ose regarder ses clochers. C'est hier matin, au moment de quitter l'île de Lossini et de naviguer vers Venise, que la nouvelle de l'armistice est venue jeter la tristesse dans tous les cœurs. Ce que j'ai éprouvé, moi, vous pouvez l'imaginer. Quoi que je fasse, le spectre d'un nouveau Campo-Formio ne veut plus me quitter. Pauvre, pauvre Venise! je l'ai là devant mes yeux et je ne puis y entrer, et peut-être devrai-je la laisser de nouveau! En être arrivé là, et perdre de nouveau tout espoir, c'est par trop dur. Hier, tout était préparé pour l'attaque; tous étaient joyeux, tous certains du succès; aujourd'hui, nous voici tristes et silencieux, et devant nous le drapeau autrichien flottant sur Saint-Marc! Comment ne suis-je pas devenu fou, c'est ce que je ne puis comprendre. Pourtant je ne veux pas encore désespérer et je ne

cesse de me redire ces mots de la proclamation : L'Italie libre *jusqu'à l'Adriatique.* »

L. Planat, lui aussi, se roidissait contre un trop cruel pressentiment, et il s'empressa d'écrire dans le même sens à Georges Manin, adjoint au cinquième corps d'armée, qui malheureusement n'avait pu prendre aucune part aux grandes batailles livrées et qui seulement en ce moment devait entrer en ligne.

F. P.

A Georges Manin.

Paris, 9 juillet 1859.

Je comprends tout l'ennui et tout le dégoût que vous devez éprouver d'être condamné à passer encore six semaines en observation devant Mantoue, sans avoir pu encore sabrer le moindre petit Autrichien. Enfin, il faut avoir patience, et j'ai l'espoir qu'au mois de septembre prochain, vous rentrerez dans votre chère Venise; car malgré la diplomatie habituée à sacrifier l'intérêt des peuples à celui des princes, je ne puis croire un seul instant que l'Empereur renonce à son programme. Je crois que l'armistice est fondé sur d'autres motifs que l'on connaîtra plus tard.

Je puis vous dire que tous les dissidents de l'émigration italienne reviennent l'un après l'autre se ranger à l'idée de votre père qui anime aujourd'hui toutes les populations de la Péninsule. Parmi les plus récalcitrants, aujourd'hui convertis, on cite Montanelli. Il a écrit à J. Reynaud : « qu'aujourd'hui tout véritable républicain doit être royaliste et unitaire. » Il y a mis le temps, mais enfin vaut mieux tard que jamais! Nous nous écrions bien souvent : Ah! si Manin vivait, quel rôle il jouerait maintenant, et quels services il pourrait rendre à son pays! Sa parole puissante serait écoutée de tous avec respect.

Adieu, mon cher Georges, soignez bien votre santé pendant ce malheureux armistice, et croyez à tout mon attachement[1].

Au même.

Paris, 16 juillet 1859.

La douleur et l'indignation que vous devez ressentir vous donneront une juste idée de celle que nous éprouvons nous-mêmes. La fatale nouvelle du 12 juillet nous a consternés, abasourdis et réduits à un tel état de prostration qu'il nous était impossible, non seulement d'écrire, mais encore de rassembler nos idées. Nous étions comme des gens pris de vertige, et cependant nous pensions continuellement à vous et à tout ce que vous deviez souffrir! Si je vous écris, ce n'est pas pour vous offrir des consolations, mais pour vous prier de ne pas vous abandonner au découragement et au désespoir. Il faut toujours espérer, même dans les situations qui paraissent sans remède. Cette force d'âme qui fait qu'on se raidit contre l'infortune, votre père la possédait au plus haut degré; j'espère qu'il vous l'aura léguée.

Si vous pouviez voir, comme nous, la contenance de la population parisienne, ce vous serait peut-être une consolation. Excepté les hommes d'argent, tout le monde ici

1. On sait que l'espoir exprimé par L. Planat fut définitivement anéanti par la dépêche suivante affichée à la Bourse le 12 juillet :

Valeggio, 11 juillet 1859.

« L'Empereur à l'Impératrice.

« La paix est signée entre l'Empereur d'Autriche et moi.

« Les bases de la paix sont :

« Confédération italienne sous la présidence honoraire du Pape.

« L'Empereur d'Autriche cède ses droits sur la Lombardie à l'Empereur des « Français qui les remet au Roi de Sardaigne.

« L'Empereur d'Autriche conserve la Vénétie; mais elle fait partie intégrante de la Confédération italienne.

« Amnistie générale. »

se sent honteux et humilié du rôle qu'on fait jouer à la nation.

Au même.

Paris, 11 août 1859.

Votre dernière lettre nous a causé une bien grande satisfaction; car, après la lettre désespérée que vous nous aviez écrite de Gênes, nous étions dans la plus grande inquiétude sur votre compte. Grâce à Dieu, votre courage ne vous a point abandonné, et vous savez supporter, sinon avec résignation, du moins avec fermeté, les nouvelles et cruelles épreuves qui vous sont réservées. Du reste, je suis bien loin de croire que tout soit fini par la paix de Villafranca, et par conséquent il me semble que tout espoir n'est pas perdu pour Venise. Votre compatriote Marini est arrivé hier de retour de l'Adriatique dans l'état que vous pouvez imaginer; nous essayerons de le consoler de notre mieux et de ranimer son courage.

Nous travaillons tant que nous pouvons en faveur de Venise. Outre la brochure que j'ai publiée chez Dentu (et que vous avez dû recevoir), si vous lisez le *Siècle*, vous reconnaîtrez facilement nos inspirations dans ses colonnes. Quoique M. Havin soit bien intentionné, il faut toujours le stimuler un peu [1]. J'ai su par lui que ma brochure intitulée : *la Vénétie devant l'Europe* avait été mise sous les

1. La réunion d'un congrès européen, chargé de sanctionner les absurdes préliminaires de Villafranca, étant alors ardemment désirée dans les hautes régions, il devint impossible, pendant quelque temps, d'obtenir l'insertion d'articles favorables à l'indépendance absolue de Venise, même dans les journaux les mieux disposés; car le silence ou une extrême réserve à ce sujet leur était imposé. L. Planat, espérant que la reproduction d'un écrit, déjà publié, éprouverait moins de difficulté, résolut alors de réunir dans une brochure tous les faits les plus émouvants, les raisons les plus péremptoires qui militaient pour l'affranchissement de Venise. Inutile de dire qu'ils furent puisés exclusivement dans les précieux documents laissés par Manin. *La Vénétie devant l'Europe* se composait presque en entier des admirables dépêches

yeux de l'Empereur, qui certainement en aura été frappé. Mais le ministère veut la paix à tout prix et n'a aucune sympathie pour l'Italie.

Le plan des grandes puissances est de laisser les duchés dans l'état provisoire où ils se trouvent, ainsi que la Romagne; comme cet état provisoire nuit essentiellement au commerce et à toutes les transactions, elles espèrent que les peuples finiront par se fatiguer et par rappeler, ou du moins laisser rentrer leurs ducs. J'espère, moi, que ce calcul machiavélique sera trompé, et que les populations, affranchies du despotisme des archiducs, auront assez d'énergie pour persister dans leurs résolutions, quand même il en résulterait quelques mois de misère.

Adieu, mon cher Georges, écrivez-nous souvent, car les journaux sont remplis de nouvelles fausses qui nous inquiètent souvent; nous avons besoin de connaître la vérité.

de Manin, tant aux gouvernements français et anglais qu'à son fidèle interprète à Paris, M. Pasini.

Les émigrés vénitiens, auxquels L. Planat s'était empressé d'envoyer sa brochure, et qui tous considéraient comme un devoir sacré, d'envoyer aux prochaines conférences une protestation collective, dût-elle rester stérile, furent unanimement d'avis qu'il ne pouvait être donné à personne d'en formuler une plus émouvante, plus énergique ni aussi autorisée que celle de leur glorieux chef de 1848. Nicolo Tommaseo fut chargé d'y joindre une note, écrite en français, signée de tous, et dont nous extrayons ce passage :

« On vient de publier des documents diplomatiques, où est exposée la pensée de Manin, non pas comme homme privé, mais comme chef du gouvernement de Venise. Venise avait une Assemblée, élue par le suffrage universel, qui lui avait donné pleins pouvoirs. Ainsi cette voix, sortant du tombeau, est la voix même de la nation, et Manin pendant sa vie fut considéré par l'Europe comme la personnification d'un droit immortel. Dictateur à Venise, il a été plus que roi dans l'exil. Charles X à Goritz, Louis-Philippe à Londres, n'ont reçu, ni morts ni vivants, les hommages du cœur qui ont été rendus à la pauvreté, aux douleurs, au cercueil de cet avocat! Qu'on écoute donc cette voix, rappelant à la France et à l'Europe éclairée leurs devoirs! »

Le congrès n'ayant pas eu lieu, la protestation des Vénitiens fut envoyée aux conférences de Zurich. Elle ne pouvait alors amener aucun résultat; mais elle fit comprendre, mieux que jamais, qu'une paix durable et bien plus encore une alliance de la France avec l'Autriche, était impossible, tant que Venise ne serait pas affranchie. F. P.

A M. Tommaseo (à Florence).

Paris, 3 septembre 1859.

Très cher et illustre ami, nous avons lu, ma femme et moi, avec attendrissement votre touchant et éloquent *Adieu des Italiens aux soldats français.* Ils ont laissé, comme vous le dites si bien, un monument inachevé; mais, certes, ils ne demandaient pas mieux que de le rendre parfait. Fasse le ciel que la diplomatie européenne ne fasse pas une ruine de cet édifice commencé !

La publication que j'ai faite sous le titre de : *la Vénétie devant l'Europe* a reçu une bien grande récompense par l'usage que vous en avez fait. De notre côté, nous faisons insérer dans les journaux ce que nous pouvons trouver d'articles et de documents relatifs à Venise; ce n'est pas toujours chose facile.

Il vient de paraître un nouveau journal, sous le titre de: *l'Opinion nationale;* il est dirigé par M. Guéroult, qui est dévoué à la cause italienne et qui est un écrivain du plus grand talent. Il a débuté le 15 de ce mois par un article intitulé : *La paix de Villafranca.* Cet article, que vous lirez sans doute avec plaisir, est aussi hardi que bien pensé. Enfin ne perdons pas tout espoir de voir la noble et héroïque Venise affranchie du joug odieux qui pèse sur elle depuis si longtemps et qui aujourd'hui est intolérable, ainsi que le démontre M. Pasini, dans un article excellent, très long, très bien raisonné, nourri de faits et de chiffres, que nous sommes parvenus à faire insérer, il y a quelques jours, dans le *Nord,* et que nous tâcherons de faire reproduire dans le *Siècle.*

A M. Ferdinand de Lasteyrie.

Paris, 5 septembre 1859.

Monsieur, vous savez sans doute qu'il doit être célébré à Milan, le 22 de ce mois, un service funèbre pour le deuxième anniversaire de la mort de Manin. Les Vénitiens sont heureux de cette démonstration qui prouvera du moins qu'on ne les oublie pas, malgré l'abandon dans lequel l'Europe semble les laisser. On leur a fait espérer que quelques Français, amis de Manin, viendraient se joindre à eux dans cette occasion.

Je n'aurais pas manqué de faire le voyage tout exprès, malgré mon grand âge, si le déplorable état de ma santé me l'avait permis. Je ne vois donc que vous, Monsieur, qui puissiez donner cette preuve de dévouement, plus précieuse que jamais en ce moment; si, comme nous l'espérons, notre ami Henri Martin peut se joindre à vous, les amis de Manin ne pourraient désirer de plus dignes représentants, et je suis bien persuadé que vous seriez bien récompensé de ce sacrifice par la consolation que votre présence porterait à des gens bien malheureux.

Je parlerai à MM. Legouvé et Lanfrey; mais je crois que ce dernier fait imprimer en ce moment un ouvrage qui le retient à Paris[1].

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 27 octobre 1859.

Je ne veux pas tarder à vous répondre, persuadé que ma lettre, quoique fort courte, sera la bienvenue; j'en juge

1. MM. Henri Martin et Legouvé assistèrent à la cérémonie extrêmement touchante qui eut lieu à Milan le 22 septembre. A Venise la police empêcha

ainsi par le plaisir que nous font éprouver vos lettres. Nous sommes heureux d'apprendre votre heureuse arrivée à Alger, et fiers d'avoir pour amie une héroïne dont la mâle contenance a damé le pion à tous les passagers de votre bateau à vapeur. Je n'en attendais pas moins d'une demoiselle Ch*** !

J'espère que vous ne comptez pas sur une lettre de ma femme; elle est plus que jamais absorbée par sa publication. Je croyais que, le manuscrit une fois livré à l'imprimeur-éditeur, la chose marcherait toute seule et sans nouvelle fatigue pour ma chère Frédérique ; mais point du tout. Elle se conforme au précepte de Boileau :

> Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage,
> Polissez-le sans cesse, et le repolissez,
> Ajoutez quelquefois et souvent effacez.

Elle n'efface pas beaucoup, mais en revanche elle ajoute[1]. Elle est secondée par un correcteur lettré et intelligent qu'elle consulte sur l'effet que lui produit la lecture de son œuvre; et, dès qu'un point lui semble obscur, elle s'empresse de l'éclaircir par une note ou quelque changement

en 1859 comme en 1858 de célébrer cet anniversaire, qui néanmoins y devint la cause de nombreuses arrestations. F. P.

1. Les nombreux documents traduits par Mme Planat, de l'italien, de l'anglais et de l'allemand, devaient dans le principe former un simple recueil de pièces, classées par ordre de date, mais sans autre commentaire que la notice historique de Henri Martin. La décision, prise après coup dans l'intérêt de Venise, de publier les deux ouvrages séparément, rendit toutefois la tâche de Mme Planat beaucoup plus ardue. Pour elle, il ne s'agissait pas de faire un livre, on le comprend, mais bien de gagner de nouveaux partisans à la cause de la pauvre Venise, devenue, par la paix de Villafranca, plus misérable que jamais. « Pourquoi, se disait-elle, serait-il impossible d'écrire avec ces documents irréfutables une histoire suivie et complète des événements si dramatiques et si glorieux de Venise, puisqu'on réussit à faire avec de simples lettres des récits émouvants? » Mais pour cela il était nécessaire de relier entre eux, à force d'annotations, de pièces probantes et d'éclaircissements de tout genre, tous ces documents tant officiels que privés, de manière à en faire un tout, et à en rendre la lecture facile et claire. C'était là un but impossible à atteindre, sans un travail assidu et de laborieuses recherches. F. P.

dans le texte. Enfin, jusqu'à présent, tout cela ressemble un peu à la toile de Pénélope.

A la même.

Paris, novembre 1859.

Vous êtes digne de lire et d'apprécier le petit livre que je vous envoie, intitulé : *les Lettres d'Everard.* Il est de notre jeune ami, M. Lanfrey. C'est un cri de douleur pour nos libertés perdues; c'est un cri d'indignation pour toutes les bassesses et les turpitudes dont nous sommes témoins depuis dix ans. La plainte, l'ironie, le sarcasme, tout est employé dans cette amère philippique; si même vous n'en approuvez pas le fond, je suis certain que vous admirerez la forme. Le style de M. Lanfrey a toutes les qualités qui manquent aux littérateurs de la génération qui s'éteint : il est simple et pur, il est châtié, sobre et énergique. Malheureusement pour le lecteur non parisien, il est rempli de portraits et d'allusions qu'il est difficile de comprendre à Alger...

Ma pauvre Frédérique a maintenant tout l'ennui de la publication de son œuvre, bien plus pénible que la composition. Ce supplice durera probablement jusqu'au mois de février prochain. Cependant nous n'abandonnons pas pour cela notre chère Venise, et la plupart des articles que vous avez pu lire dans les journaux libéraux sur ce malheureux pays, sortent de notre fabrique.

Vous avez pu voir passer devant Alger l'archiduc Maximilien, que son aimable frère l'Empereur François-Joseph envoie en exil, parce qu'il s'est montré plus humain, plus libéral et plus sensé qu'il n'appartient à un archiduc. Sa jeune femme n'a pas voulu quitter son mari, et la voilà sillonnant les mers par les temps les plus affreux de l'année.

Je plains cette charmante princesse ; mais ce qui est encore plus digne de pitié, ce sont les Vénitiens torturés, pressurés, spoliés par un monarque insensé, qui se croit, dans sa folie, destiné à rétablir l'empire de Charlemagne. Quand on sait ce qui se passe à Venise, à Naples et à Rome, et tout ce qui se passait naguère à Parme et à Modène, on est tenté de s'écrier avec Voltaire :

A quels monstres, grands dieux ! livrez-vous l'univers !

Je viens de me faire lire cette dictée. Tudieu ! quelle tartine peu intéressante pour vous ! Cependant il faut que vous l'avaliez, mais il faut aussi que je finisse. Adieu donc, Madame et très chère amie. Je baise vos blanches mains et même vos joues vermeilles. C'est le privilège de mon âge.

Au général Garibaldi.

Paris, 25 novembre 1859.

Mon cher général, je vous envoie ci-joint ma petite offrande pour la souscription du million de fusils ; j'y joins celle d'un pauvre Vénitien qui gagne péniblement sa vie à Paris.

J'aurais voulu dès le premier jour répondre à votre appel ; mais plusieurs de nos amis m'ont persuadé d'attendre, afin de joindre mon nom et ma petite contribution à la souscription qu'ils se proposaient d'ouvrir ; ils pensaient que cela valait mieux pour la cause. Je n'entrerai pas dans le détail pénible des entraves apportées tout d'abord à ce projet et qui l'empêchèrent d'aboutir. Je pense que chacun des souscripteurs déjà réunis aura, comme moi, pris le parti de vous adresser personnellement son offrande. Je serais honteux de vous envoyer une aussi faible somme, si je n'avais une excuse valable. C'est le sort de Venise et celui des nom-

breux émigrés de cette malheureuse province qui me navre le cœur et me préoccupe entièrement. Je suis résolu à leur consacrer à peu près tout l'argent dont je pourrai disposer, et j'avoue que je me serais fait scrupule d'en détourner même cette petite somme, si je ne savais que cela aussi est un moyen, et peut-être le meilleur, de venir en aide à la malheureuse esclave, à laquelle on promit la liberté et qu'on laisse mourir maintenant sous le fouet d'un maître avide et impitoyable[1].

*A Mme d'A*** (à Munich).*

Paris, 15 décembre 1859.

Rassurez-vous, chère sœur; à l'exception de ma vue qui se perd de plus en plus, ma santé se soutient, grâce à mille précautions. Le mois de décembre a été rude pour les santés débiles; nous avons eu pendant cinq ou six jours un froid si vif qu'on pouvait le comparer à celui de la retraite de Russie ou de l'année du retour des cendres. Le 9, il a gelé à 15 degrés, et je me suis rappelé qu'il y a quarante-sept ans, jour pour jour, j'entrais en fuyard dans Wilna, par 30 degrés de froid, ce qui n'était pas gai. Cette fois-ci, j'ai fait ma retraite de Moscou fort commodément au coin d'un bon feu, et sans sortir de ma chambre. Ma femme me tient compagnie, car elle est devenue presque aussi marmotte que moi.

1. Ceux qui seraient tentés de taxer ces paroles d'exagération, n'auront qu'à relire le *Times* de cette époque. Ce journal constate que l'Autriche entend se venger sur la malheureuse Vénétie, dont elle connaît la haine, de toutes les provinces italiennes qu'elle a perdues : « Elle lui arrachera une dent par jour, ajoute le journal anglais avec cette espèce de cynisme qui lui est particulier, afin de la faire souffrir plus longtemps. » F. P.

A la même.

Paris, 14 mars 1860.

Ma chère sœur, vous êtes sans contredit une excellente femme et une mère incomparable; tout le monde vous rend cette justice, et pour cette cause chacun vous estime et vous respecte. Mais, quant à vos idées politiques, c'est une autre paire de manches, comme disait feu M. de Talleyrand. Comment pouvez-vous dire « qu'il est indifférent pour la Vénétie d'être gouvernée par un prince autrichien ou par un prince italien? » C'est absolument comme si vous disiez : Il est indifférent que la Bavière soit gouvernée par un prince français ou par un prince allemand, et que son territoire soit occupé par des troupes françaises au lieu de l'être par des troupes allemandes. Et puis, comment ne comprenez-vous pas que l'Italie, morcelée, torturée, pressurée depuis des siècles par l'étranger (Français ou Autrichiens, peu importe), cherche avec ardeur à réunir ses membres épars pour former un corps politique indépendant et national, sous le sceptre du seul prince italien qui soit populaire en Italie, et dont le royaume ait une constitution telle que l'exigent les temps où nous vivons? Ne soyez donc pas surprise que la Vénétie, aujourd'hui si cruellement opprimée par l'Autriche, fasse tous ses efforts pour se réunir au noyau de la nation italienne qui commence à se former et qui doit s'étendre de plus en plus, afin d'être en état de pouvoir résister un jour et de former enfin un corps de nation qui puisse prendre sa place au milieu des puissances vraiment grandes et indépendantes de l'Europe. L'entreprise est hardie et périlleuse, mais elle est digne de ce grand et admirable peuple, qui a été l'initiateur de toute l'Europe en fait de civilisation, et qui vient de prouver par sa sagesse, sa prudence

et sa persévérance, qu'il est aujourd'hui le peuple le plus mûr pour la liberté, puisque, abandonné à lui-même dans les duchés et dans l'Italie centrale pendant plus de dix mois, il a su en user avec calme et sans aucun désordre. Je ne crois pas que l'histoire offre rien de plus admirable. Je pourrais vous en écrire plus long sur ce chapitre, mais c'en est assez, je crois, pour vous indiquer ce qui, selon moi, est justice et vérité.

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 18 mars 1860.

Je puis vous assurer que si notre jeune ami Lanfrey s'est peint dans son ouvrage, c'est bien involontairement. Il est bien difficile qu'il en soit autrement dans un ouvrage où l'on exprime ses propres sentiments, en les prêtant à un personnage imaginaire. Il est aujourd'hui très absorbé par un ouvrage d'un autre genre : c'est l'*Histoire des papes*, sujet brûlant et palpitant s'il en fut jamais. Ce travail est d'autant plus difficile qu'il est obligé de le concentrer en un seul volume.

Ma femme travaille avec plus d'ardeur que jamais à son œuvre, mais plus elle avance et plus le terme paraît s'éloigner; elle fait tous les jours de nouvelles découvertes; elle ajoute, elle retranche, enfin c'est à n'en pas finir.

*A Mme d'A*** (à Munich).*

Paris, 4 mai 1860.

J'espère, chère sœur, que les impertinences de ma dernière lettre ne vous ont pas trop fâchée? Vous savez, du

reste, que les vieillards ont le privilège de pouvoir dire impunément des sottises à tout le monde sans que l'on s'en formalise. D'ailleurs, je mérite plus que jamais, non seulement votre indulgence, mais aussi votre pitié; car à tous mes maux est venue se joindre une sciatique dont je souffre depuis quatre jours. Je ne la connaissais pas jusqu'à présent, et je vous avoue que c'est une connaissance des plus insupportables.

Avant ces accidents, j'avais été pendant quinze jours dans des inquiétudes mortelles, à cause de ma femme; elle s'est tellement fatigué la vue cet hiver qu'elle s'est attiré une inflammation très grave de l'œil droit. Heureusement le mal a été pris à temps, et aujourd'hui elle est en pleine convalescence. Elle est, comme moi, punie par où elle a péché, mais j'espère que ce ne sera pas aussi sévèrement.

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 28 avril 1860.

Madame, vous méritez assurément une place distinguée parmi les plus aimables chroniqueurs. Je vous avoue que j'ai été furieusement tenté de faire de votre lettre un charmant feuilleton. Votre portrait du général Yousouf est un chef-d'œuvre qui peut soutenir le parallèle avec les portraits de Saint-Simon. J'ai été arrêté dans ce projet de la manière la plus triste. A force de travailler tous les soirs à la lueur éclatante d'une lampe Carcel, et souvent jusqu'à une heure du matin, ma femme s'est attiré une inflammation de l'œil, inflammation si intense qu'elle pénétrait jusqu'à la rétine. Vous jugez de mes transes et de mes inquiétudes, en face de cette perspective d'un ménage de deux aveugles! Mais, grâce à Dieu et à des soins assidus, l'inflammation s'est dissipée en huit jours; mais l'œil est resté plus faible et

demande beaucoup de ménagement. De mon côté, il me faudra passer le reste de mes jours dans un clair-obscur on ne peut plus insupportable et qui m'expose à une foule d'accidents. Je me heurte partout, je fais des chutes, je casse tout; enfin, il me semble que je tombe en enfance. Dans le fait, je suis persuadé que l'homme, à cinquante ans, est parvenu, par l'expérience et la réflexion, à l'apogée de son développement intellectuel, et qu'une fois arrivé à ce sommet, il redescend la pente qu'il avait si péniblement gravie. Dans cette marche rétrograde, ses premiers pas sont lents; il se retourne souvent et s'arrête comme pour observer le point culminant; mais plus il descend, plus sa marche devient rapide, jusqu'à ce qu'il arrive enfin au point d'où il était parti, c'est-à-dire à l'enfance. Je crois que j'en suis bientôt là, et je vous avoue que je n'ai pas le courage d'en prendre gaiement mon parti. Je sais bien qu'on nous parle souvent des gens qui ont conservé leurs facultés jusqu'à leur dernière heure; mais ce sont de rares exceptions, et d'ailleurs les articles nécrologiques sont presque tous mensonges.

Mais parlons de choses moins lugubres. Vous avez sans doute entendu parler du bal de la duchesse d'Albe, sœur de l'impératrice? Il paraît que cette fête a été des plus décolletées, s'il faut en croire les récits de quelques invités trop pudibonds... Quant à moi, j'ai peine à croire à ces excentricités plus que régence!

On s'amuse aussi beaucoup de l'étrange résolution du général Lamoricière[1]; les bons mots et les calembours ne lui sont pas épargnés; on dit que les ultramontains l'ont envoyé à Rome comme *soupape;* on dit encore que le pape veut prononcer son divorce, afin de le nommer cardinal-diacre, etc. Je n'insiste pas sur ce chapitre, parce qu'il m'afflige.

1. Il venait de prendre le commandement de l'armée pontificale. F. P.

L. Planat reçut, à peu de jours de là, trois lettres intéressantes que nous allons reproduire : l'une de Garibaldi, alors sur le point de partir pour son expédition de Sicile ; les deux autres de Georges Manin et d'une de ses cousines, Mme B***, Vénitienne et exilée, elle aussi. Celles de Garibaldi et de Mme B*** sont écrites en français, celle de Georges Manin en italien. Nous rappellerons que la cession de Nice, déjà arrêtée, ne devint un fait accompli que le 12 juin suivant.

Gênes, 27 avril 1860.

Mon bien cher Planat, vous savez, je vous aime bien ! et vous avez grande raison d'être aimé de moi, non pas pour les beaux présents que j'ai reçus de vous, mais parce que j'ai découvert en vous un cœur vraiment français, vraiment parisien.

Votre bon souvenir, toujours cher à mon cœur, me procure dans ce moment l'occasion de vous manifester quelque chose qui aurait été peut-être inconnu, et qu'il m'intéresse que vous sachiez, ainsi que vos braves compatriotes. Dans la cession de Nice à la France, maladroitement stipulée et conclue entre l'Empereur et Cavour, on a vu du ressentiment de ma part. Et c'était naturel quand un homme qui, comme moi, a consacré toute sa vie à la cause de son pays, se trouve tout à coup (par une intrigue diplomatique qui ne profitera à personne, comme vous le verrez dans la suite), se trouve, dis-je, dénaturalisé et jeté dans les rangs d'une nation qui certainement n'a pas besoin de lui.

Bien, (*sic*) mon ressentiment sera trouvé très naturel par les hommes de bon sens de toutes les nations. Mais, comme je ne manque pas d'ennemis, ces ennemis trouveront et prouveront que je suis ennemi de la France, ce qui n'est pas vrai du tout ; mais bien ennemi d'une politique qui ne peut avoir d'autre résultat que d'exciter des antipathies entre deux nations, appelées par tant de raisons à marcher dans la voie politique comme deux sœurs. Voilà une explication que je suis enchanté de pouvoir vous faire, pour vous prouver que je suis l'ami d'une nation à qui nous devons tant et qui possède des hommes comme vous. Avec affection je suis votre dévoué

GARIBALDI.

Georges Manin, qui venait de donner sa démission de capitaine de l'armée régulière pour suivre Garibaldi, et qui, contrairement à ses habitudes, n'avait pas écrit depuis longtemps à M. et Mme Planat, leur annonçait sa résolution en ces termes :

Gênes, 5 mai 1860. — Je pars dans quelques heures; je vais en Sicile avec l'expédition de Garibaldi, expédition téméraire dont sans doute peu d'entre nous reviendront. Il ne m'a pas fallu moins que ce motif pour oser vous écrire après une si longue interruption. Chose à peine croyable, et vraie pourtant! après avoir lu le volume de documents que vous m'avez envoyé, j'osais moins encore qu'auparavant vous adresser la parole, tant je me trouvais coupable, ingrat, indigne de pardon. Jamais histoire ni historien, quel qu'il fût, n'aurait pu faire connaître les événements de Venise, le caractère de mon père et, il faut le dire, celui de tous les Vénitiens, comme le font ces documents, ainsi choisis, ainsi annotés!...

Donc, je pars. Je crois que le sort de l'Italie se décidera en Sicile. Le moment est arrivé où l'Italie doit réellement agir par elle-même; mais elle a besoin pour cela de toutes ses ressources. Si nous avons avec nous l'armée napolitaine, nous pourrons lutter et peut-être vaincre; sinon, nous serons écrasés; car je ne pense pas que la France descendrait une seconde fois en Italie pour faire une guerre *désintéressée!* Pardonnez cette parole amère; mais lorsque je songe au sort de mon malheureux pays, j'ai le cœur déchiré et peut-être suis-je injuste. Quoi qu'il en soit, pardonnez-moi. J'ai peine moi-même parfois à me comprendre; outre l'affliction, il y avait en moi comme un sentiment de honte de n'avoir rien fait pour mon pays dans la dernière campagne, bien que ma conscience ne me reprochât rien. Cette fois, j'espère me dédommager. Je sens que mon père approuverait ma conduite, cela me rend du calme et me fera supporter mon sort, quel qu'il soit.

En quittant la vie, je n'aurai qu'un regret, c'est de laisser derrière moi mon pauvre frère d'armes B***, auquel je suis utile. Je vous le recommande. Le temps me presse, adieu! Recevez l'expression de ma vive reconnaissance, d'une affection qui ne s'est jamais affaiblie, et pensez quelquefois à votre Georges.

Voici maintenant la lettre de Mme B*** :

Gênes, 6 mai 1860. — Dans les moments solennels qui ont précédé son départ, Georges nous a parlé de sa famille, de sa sœur, de son père et de vous, de vous dont le souvenir est si intimement lié à ces chères mémoires, qu'on ne peut plus les évoquer l'une sans l'autre, et tout cela m'a si profondément remué l'âme que je me suis senti le courage de vous écrire... Il est parti! Déjà il y a une semaine, il était arrivé à l'improviste croyant que l'expédition aurait lieu plus tôt; mais on avait de mauvaises nouvelles alors. Pourtant il exigea de Garibaldi la promesse qu'on ne partirait pas sans l'avertir. Hier, à midi, il est revenu. Comme beaucoup de personnes traitaient cette expédi-

tion de folie, disant que Garibaldi lui-même n'y avait consenti que malgré lui et qu'il doutait du succès, mon père est allé voir le général et lui a demandé ce qu'il en pensait, quoique Georges fût décidé à partir de toute façon. Mais Garibaldi, au contraire, était enthousiasmé et plein de foi dans son entreprise; il dit « qu'il emmenait son fils; que s'il en avait dix, il les emmènerait tous; qu'il avait reçu une foule de demandes des officiers de l'armée, qu'il les avait toutes refusées, mais qu'il ne pouvait refuser le fils de Manin et qu'il le garderait près de lui. C'était une scène profondément émouvante. Ils se sont réunis par une magnifique nuit dans une villa au bord de la mer, à quelques lieues de Gênes; on dit qu'ils étaient environ deux mille [1]. Ce que mon père et mon mari m'ont dit, c'est que toutes les allées de l'immense jardin étaient remplies de groupes de volontaires qui descendaient à la plage, portant des faisceaux de fusils, des caisses de munitions qu'ils embarquaient pour les porter aux paquebots qui attendaient au large; et tout cela sans dire un mot. Il n'y avait que des mots murmurés à l'oreille dans cette foule; tout le monde était sérieux; pas de cris, pas de vivats, pas d'enthousiasme de parade, mais une conviction profonde. Ils étaient admirables.

Ils ont deux gros paquebots; un autre, qui partira de Livourne, les rejoindra dans un petit port de la Sardaigne. Là, Garibaldi donnera ses ordres. Il doit avoir dans la tête quelque magnifique projet qu'il n'a encore dévoilé à personne, car il était exultant. Ils sont partis ce matin à trois heures, par une mer magnifique.

Vous pouvez penser notre anxiété, notre agitation, nos craintes. Pauvre Georges! il fait son devoir et nous n'aurions pas voulu le retenir. Mais le malheur, qui a toujours si cruellement sévi sur sa famille me fait trembler pour lui. C'est une entreprise dangereuse et généreuse au possible! Que Dieu les protège! Qui sait quand nous en aurons des nouvelles?

Ni Garibaldi ni son entourage ne se faisaient illusion sur le danger extrême de cette expédition. La Sicile, insurgée depuis le 4 avril et toujours frémissante, était alors occupée par une armée napolitaine de cinquante mille hommes, et ses côtes étaient gardées par de nombreux bâtiments de guerre. « Je sais, écrivit Garibaldi le matin du départ à Victor-Emmanuel, que je m'embarque dans une entreprise dangereuse. Si nous échouons, j'espère que l'Italie et l'Europe n'oublieront pas que cette entre-

1. Ils étaient 1 085. F. P.

prise a été décidée par des motifs purs de tout égoïsme et entièrement patriotiques. Si nous réussissons, je serai fier d'orner la couronne de V. M. de ce nouveau joyau. »

Nous rappellerons ici d'une manière sommaire les faits, d'ailleurs si connus, de cette expédition. Débarqué à Marsala le 11, vainqueur à Calatafimi le 15, Garibaldi entra le 27 mai à quatre heures du matin dans Palerme qui, malgré la présence de trente mille hommes de troupes, se souleva immédiatement et se couvrit de barricades. Le général napolitain Lanza, après avoir bombardé et incendié la ville pendant trois jours consécutifs, se trouvant cerné et privé de vivres, fut forcé de demander un armistice qui se termina par l'évacuation complète de Palerme par les troupes royales. Deux mois plus tard, il en était de même de Messine, de Syracuse, de la Sicile entière. Garibaldi alors passa le détroit pour marcher à la conquête de Naples, où Georges Manin ne put le suivre tout d'abord; car, blessé une première fois à Calatafimi, il fut atteint de nouveau à Palerme d'une balle qui se logea dans le pied, blessure grave dont il faillit mourir.

F. P.

A M. le marquis Pallavicino.

Paris, 29 mai 1860.

Vous devez être étonné de n'avoir pas reçu ma réponse à votre gracieuse lettre du 10 de ce mois. J'ai été entièrement absorbé par la souscription Garibaldi, ce qui m'a occasionné une grande fatigue, car j'ai 76 ans, je suis accablé d'infirmités, et presque entièrement aveugle. Je ne vis plus que par le cœur, et ce cœur est entièrement dévoué à la cause de l'indépendance italienne. Ce qui est pour nous un perpétuel sujet de douleur, c'est la position actuelle de la pauvre Vénétie. Il nous paraît toujours qu'une si cruelle oppression ne saurait durer, et pourtant le temps marche

et il n'amène rien pour ce malheureux pays, si ce n'est un redoublement de rage de la part de ses oppresseurs.

Je vois avec peine, par les journaux de Milan et par les discussions du parlement italien, qu'il se forme une opposition sérieuse contre le ministère de M. de Cavour, opposition qui, ayant pour chef Ratazzi, me semble être un danger et une cause d'affaiblissement pour le gouvernement qui a tant besoin de toutes les forces intellectuelles et matérielles de l'Italie, pour triompher des obstacles et des difficultés qu'il rencontre de tous côtés. Assurément, il n'appartient pas à un Français de donner des conseils aux Italiens; mais, sans avoir cette prétention, je puis bien désirer qu'ils suivent les exhortations de notre Manin qui leur prêchait si souvent la paix et la concorde, et qu'ils aient confiance dans le seul homme qui me paraisse capable de mener à bonne fin l'œuvre de l'unité italienne.

Nous sommes, comme vous, bien inquiets sur le sort du général Garibaldi et des braves gens qui l'accompagnent, d'autant plus qu'il a emmené avec lui le fils de Manin que nous regardons comme notre enfant depuis qu'il n'a plus de père. Pourtant aujourd'hui les choses paraissent prendre une tournure favorable à l'entreprise audacieuse du héros de Côme et de Varèse. Peut-être, au moment où je vous écris, le drapeau italien est-il arboré sur les murs de Palerme. J'en ai comme un pressentiment, qui n'est peut-être que l'ardent désir de voir ce fait réalisé.

A Georges Manin (à Palerme).

Paris, 11 juin 1860.

Nous savons que vous avez été blessé deux fois, à Calatafimi et à Palerme; on nous dit que la dernière blessure est grave. Vous jugez de notre inquiétude. Hâtez-vous donc

de nous rassurer, et si vous ne pouvez écrire vous-même, veuillez charger de ce soin un de vos camarades. Je n'ai pas besoin de vous dire avec quel intérêt et quelle anxiété nous avons suivi toutes les phases de votre glorieuse expédition, à travers les récits confus et contradictoires qui nous arrivaient. Dans les premiers jours, les bulletins envoyés de Naples nous avaient fort alarmés; mais on a bien vite reconnu qu'ils étaient tous mensongers.

Je n'écris pas au général Garibaldi pour ne pas l'importuner au milieu des graves occupations qui doivent l'absorber. Dites-lui seulement que j'ai reçu en son temps sa lettre du 27 avril. Les événements de la Sicile occupent aujourd'hui tous les esprits et remuent tous les cœurs. Tout s'efface devant les actions héroïques de Garibaldi et de ses braves compagnons; les plus grandes affaires politiques n'intéressent plus personne, et l'on ne cherche dans les journaux que ce qui a rapport à la Sicile.

*A Madame D*** (à Alger).*

Paris, 22 juin 1860.

Nous avons eu pendant un mois Mme Ristori et ses délicieux enfants, que vous auriez eu plaisir à voir. Vous savez qu'elle est Italienne et garibaldienne à un haut degré, ce qui l'a exposée à entendre des choses assez désagréables dans le grand monde, hostile à l'Italie. A la fin, elle a perdu patience; la veille de son départ, elle était en soirée chez Mme Mohl. Au milieu d'une conversation animée où chacun évitait de parler politique, entre Mme de X*** qui, sans égard pour la présence de Mme Ristori, se met à déblatérer contre les Italiens et leurs partisans. « En vérité, dit-elle, ces Parisiens sont inconcevables; il faut qu'ils aient perdu le sens, avec leur enthousiasme pour cette *canaille*

de Garibaldi. » A cette apostrophe, Mme Ristori se lève furieuse, et avec sa physionomie de *Médée*, elle va droit à Mme de X***, lui saisit le bras, et lui dit de sa voix vibrante : « Madame, ce sont ceux qui tiennent un pareil langage qui sont... » Vous jugez de la stupeur et de l'effroi! Mme Mohl se jette entre deux, et tout le monde s'empresse autour de Mme Ristori pour l'apaiser et la reconduire à son fauteuil. Pendant ce temps, Mme de X*** avait quitté le salon ; Mme Ristori reprit sa sérénité, fit ses excuses à Mme Mohl, et comme à peu près tout le monde trouvait qu'elle avait raison, le reste de la soirée se passa gaiement[1].

A M. Havin, directeur politique du Siècle.

Paris, 20 juillet 1860.

Monsieur, à l'occasion d'une lettre dont l'authenticité a été contestée, on s'efforce de divers côtés de représenter le général Garibaldi comme un ennemi de la France. Dans cette circonstance, je crois qu'il est de mon devoir de publier

1. La célèbre tragédienne Ristori, devenue par son mariage marquise Capranica, femme et mère irréprochable, d'une beauté merveilleuse, avait vu, à son arrivée à Paris, les salons les plus aristocratiques se disputer l'honneur de la recevoir. Mais elle refusa absolument d'y retourner après la scène décrite plus haut, ne voulant pas s'exposer, disait-elle, à entendre insulter son pays.

Le refus des provinces italiennes de reprendre leurs archiducs, et surtout les succès de Garibaldi, avaient porté à son comble l'irritation de la haute société parisienne et en avaient banni toute courtoisie. L'entrevue qui, à la même époque, devait avoir lieu à Tœplitz, entre l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, inspira à L. Planat les réflexions suivantes :

« Toutes les fois que les souverains du Nord s'assemblent, on peut être sûr d'avance que c'est pour conspirer contre la liberté des peuples, et pour donner de nouvelles forces à l'absolutisme, sous prétexte de combattre l'esprit révolutionnaire.

« L'esprit révolutionnaire, comme le socialisme, échappe à toute définition précise ; il n'en est que plus effrayant pour les masses, comme tout ce qui est

une lettre qu'il m'a écrite le 27 avril, peu de jours avant son départ pour la Sicile, et que je m'étais borné à communiquer à quelques amis. A la date de cette lettre, la cession de Nice à la France était un fait déjà certain, et en même temps un fait non encore accompli. Sans aucun doute, c'est le moment où la douleur fort naturelle du général Garibaldi de voir sa ville natale cesser d'être italienne devait être la plus vive. Eh bien, c'est dans ce moment même qu'il a tenu à protester de son affection et de sa reconnaissance envers la France. Quand un homme aussi loyal que le général Garibaldi exprime de pareils sentiments, je crois qu'il n'est permis à personne de mettre en doute leur sincérité.

Veuillez, Monsieur, agréer, etc[1].

A Georges Manin (à Palerme).

Paris, 7 août 1860.

Nous avons eu le grand plaisir d'embrasser hier soir votre cher B***, venant tout droit de Palerme, et qui nous a donné de vous les meilleures nouvelles; il nous a fait espé-

mystérieux. On se rappelle que du temps de la Restauration, c'était le mot *jacobin* qui servait d'épouvantail. Tout homme sensé qui aspirait à la réforme des abus et à l'application des grands principes de 89 était réputé jacobin. Le roi Louis XVIII lui-même, quoique fort peu libéral, n'échappait pas à ce sobriquet; à plus forte raison, les hommes tels que MM. Guizot, Royer-Collard et autres; car les partisans du droit divin n'admettent, en fait de tendances démocratiques, aucune différence entre les hommes que je viens de nommer et des hommes tels que Barbès et Blanqui. Pour eux démocratie et démagogie sont synonymes. Ils ne reconnaissent aucun droit aux peuples; mais ils lui reconnaissent un devoir : celui de l'obéissance passive.

« A l'époque du congrès de Paris, Manin disait : « Jusqu'à présent les congrès et les conférences diplomatiques n'ont eu d'autres résultats que de sacrifier les intérêts des peuples aux intérêts des princes. Voici la première fois qu'on paraît vouloir s'occuper un peu de l'intérêt des peuples. L'honneur en revient à la France et à l'Angleterre. Il faut espérer qu'avec le temps on finira par reconnaître que l'intérêt des peuples doit passer avant tout. »

1. Suit la lettre de Garibaldi du 27 avril, citée plus haut. Voir le journal *le Siècle* du 21 juillet 1860. F. P.

rer qu'à la fin de ce mois vous seriez en état de reprendre votre service.

C*** m'a envoyé une relation du combat de Melazzo. D'après sa description, je pense que l'affaire a été fort mal conduite. Beaucoup d'hommes ont été sacrifiés inutilement, pour avoir manqué à l'une des règles les plus simples de la tactique qui est que, lorsqu'on a devant soi un ennemi retranché, il faut, avant de l'attaquer de front, essayer de tourner sa position; car si cette manœuvre réussit, on est sûr que l'ennemi, craignant de perdre sa ligne de communication, délogera sans qu'il soit besoin de tirer un coup de fusil. Cette manœuvre a été employée en effet par le général Garibaldi, mais trop tard, et après avoir subi inutilement une perte de plus de mille de ses meilleurs combattants. Gardez cette critique pour vous. Cette affaire, en outre, a eu un résultat non moins fâcheux, c'est de relever le moral des troupes napolitaines; car je sais que Bosco en tire vanité, et non sans quelque raison.

Adieu, mon cher et bien cher Georges, je ne vous écris pas *de proprio pugno*, car je suis plus aveugle que jamais.

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 9 août 1860.

J'aurais bien des reproches à me faire de vous avoir négligée pendant si longtemps, si je n'avais une excuse malheureusement trop bien fondée. Après que ma femme a été remise de son ophthalmie, cette vilaine maladie s'est portée de nouveau sur moi avec un redoublement de fureur et m'a occasionné de telles souffrances que j'étais incapable, non seulement de m'occuper de quoi que ce fût, mais encore de mettre la moindre suite dans mes idées. Je ne suis pas

encore tout à fait rétabli; mais je suis pressé de m'acquitter de mes dettes.

Dans le récit que je vous ai fait de l'altercation de Mme Ristori avec la comtesse de X*** le mot de *canaille* vous a scandalisée? On voit bien que vous n'êtes pas au courant de ce qui se passe dans notre Babylone! Apprenez donc que le mot canaille est aujourd'hui très bien porté. Les grandes dames du noble faubourg ont commencé à lui donner la vogue; de là, il est passé à la Chaussée-d'Antin dans le monde financier et surtout à la Bourse par tous les manieurs d'argent. Il a même cours dans les antichambres impériales. Quand on parle de Victor-Emmanuel, de Cavour et de Garibaldi, on ne manque jamais d'ajouter: « C'est une canaille. » Tous ces roquets, en soutane, en frac ou en habit brodé, en peignoir ou en robe à volants, jappent ce vilain mot contre ces trois grandes figures, espérant que cela suffira pour les renverser.

16 août. — Cette lettre a été subitement interrompue par un mal qui s'est trouvé être une inflammation d'entrailles, dont je ne suis pas encore remis. Néanmoins je veux qu'elle vous soit envoyée telle quelle, pour vous témoigner que je n'ai cessé de penser à vous, avant comme après!

*A Mme d'A*** (à Munich).*

Paris, 30 septembre 1860.

Je ne suis pas de votre avis lorsque vous dites que les opinions d'un bon Allemand et celles d'un bon Français sont immensément différentes. J'appelle un bon Français comme un bon Allemand, celui qui aime la justice, la vérité et l'humanité, qui hait l'oppression et la tyrannie, et qui prend la défense des opprimés, sans jamais convoiter le bien d'autrui. Comme je suppose que les bons Allemands professent

ces sentiments, je ne vois pas de différence entre les bons Allemands et les bons Français. Je sais bien qu'il y a des Français (en petit nombre) qui convoitent la rive gauche du Rhin; je sais bien aussi qu'il y a des Allemands qui convoitent l'Alsace et la Lorraine. Ceux-là ne sont ni bons ni mauvais, mais ils sont fous. Voilà tout ce que j'avais à vous dire pour aujourd'hui, si ce n'est pourtant que ma chère femme a enfin terminé le second volume des *Documents authentiques laissés par Manin*, et que, malgré tous les obstacles et les ophthalmies, l'ouvrage a paru le 22 septembre dernier, ainsi qu'elle se l'était proposé. Elle va vous envoyer ce second volume, et je pense que vous le lirez avec plus d'intérêt encore que le premier.

A la même.

21 octobre 1860.

Je ne sais pourquoi vous prenez tant de précautions oratoires vis-à-vis de moi, au sujet de la résolution qu'a prise notre cher neveu Albert d'embrasser l'état militaire. Vous semblez croire que je suis animé d'un amour-propre national exclusif et intolérant, ce qui n'est nullement le cas. Bien loin de là, je n'ai absolument aucun esprit national, tel qu'on l'entend le plus souvent. En ce sens, je ne suis pas plus Français qu'Allemand ou Italien. Ma nation embrasse tout le globe; elle se compose de tous ceux qui aiment la justice, la vérité et l'humanité, de tous ceux qui détestent la tyrannie, la violence et l'arbitraire, et qui sont toujours disposés à secourir les opprimés. Les hommes qui sont animés de ces sentiments sont tous mes compatriotes. Je méprise souverainement ce faux patriotisme qui consiste à haïr stupidement une nation, ou à la craindre, ou à l'envier. Je n'ai de haine pour aucune nation, mais j'en

ai beaucoup pour le gouvernement autrichien, parce que c'est le plus abominable de tous les gouvernements, le plus violent, le plus arbitraire et le plus contraire à tous les principes de justice et d'humanité. C'est pourquoi je m'afflige de voir l'armée bavaroise se mettre à la suite de l'Autriche, et se disposer à l'aider dans les actes de cruauté et de lâche vengeance qu'elle médite contre les Italiens qui ont secoué sa domination barbare ou qui cherchent à s'en affranchir. Seconder les bourreaux de l'Italie, c'est faire l'office de valet de bourreau. Quant à Albert, je n'ai pas qualité pour m'opposer à sa résolution, ni pour l'approuver, ni pour la désapprouver. Je puis m'en affliger, mais c'est tout. J'avais rêvé quelque chose de mieux pour lui, en voyant les heureux dons de l'intelligence dont la nature l'a pourvu. La carrière militaire n'est à mes yeux qu'une suite de misères plus ou moins brillantes. Cette profession, tout honorable qu'elle est, a le grand inconvénient de renfermer l'esprit dans une spécialité étroite qui l'empêche de s'étendre et de s'élever.

*A M. Albert de K*** (à Munich).*

Paris, 1er novembre 1860.

J'ai reçu avec beaucoup de plaisir ta lettre du 6 de ce mois. Je suis touché de la peine que tu as prise pour m'expliquer les motifs de ta résolution, et je ne suis pas assez déraisonnable pour ne pas les apprécier. D'ailleurs, d'après tes explications, j'ai lieu d'espérer que tu feras tes cours d'université, ce que je désire beaucoup. Tu as reçu de la nature les dons les plus heureux de l'intelligence, et il me serait bien pénible de les voir étouffer dans leur germe, si ta carrière était bornée à une spécialité peu propre à les

développer. Sans doute, l'état militaire est admirable, lorsqu'il s'agit de défendre la patrie ou de l'affranchir du joug de l'étranger, comme l'ont fait les Allemands en 1813, et comme le font aujourd'hui les Italiens sous la conduite de Victor-Emmanuel. Mais, malheureusement, depuis bien des années, les militaires n'ont fait que fournir aux princes les moyens d'opprimer les peuples, sous prétexte de maintenir l'ordre...

Cette profession, tout honorable qu'elle est, demande qu'on fasse d'abord le sacrifice de sa conscience et de sa raison; car quelque injuste ou barbare que soit un ordre donné à un officier, la discipline le force à l'exécuter, bien que sa conscience et sa raison le désapprouvent...

Quant à la guerre, je ne la crois pas aussi prochaine que tu l'imagines, à moins que l'empereur d'Autriche ne persiste à vouloir conserver la Vénétie. Dans ce cas, la guerre est certainement inévitable, et même elle peut devenir générale. J'espère, toutefois, que les grandes puissances viendront à bout de l'orgueil stupide d'un seul homme, et qu'elles l'obligeront à restituer la Vénétie à l'Italie.

*A Mme de D*** (à Alger).*

Paris, 17 novembre 1860.

Les affaires de Naples nous occupent toujours beaucoup, surtout à cause de Georges Manin, dont nous n'avons pas de nouvelles. Nous savons seulement qu'après avoir quitté Palerme pour se rendre à Naples, il a voulu aussitôt monter à cheval et se rendre aux avant-postes près de Capoue; que, par suite de cette imprudence, ses blessures se sont rouvertes, et qu'il a été forcé de retourner à Naples pour essayer de se rétablir; mais aujourd'hui que l'armée de Ga-

ribaldi est dissoute, nous ne savons quel a été son sort[1].

Il nous est arrivé de Londres, dimanche soir, une Anglaise née en Allemagne, qui nous a mis sens dessus dessous. Elle se nomme mistress S***. Nous avons fait sa connaissance chez M. Cobden, et sur-le-champ ma femme l'a enrôlée dans notre régiment des amis de l'Italie. Elle s'y est jetée en plein, avec une ardeur et une passion incroyables. Cette dame est fort riche et dépense son argent en bonnes œuvres. Elle part ce soir pour l'Italie, et il nous a fallu lui donner des lettres pour tous nos amis, et surtout pour Garibaldi, qu'elle veut aller voir dans son île de Caprera. Voilà ce qui nous a absorbés pendant ces trois jours.

*A M. de H*** (à Munich).*

2 décembre 1860.

J'ai reçu et lu votre lettre avec le plus grand plaisir. Vous avez fort bien fait de l'écrire en allemand; si vous aviez tenté de l'écrire en français, elle y eût certainement perdu les qualités qui distinguent votre style : le naturel, la clarté, l'élégance et la propriété de l'expression. Du reste, je comprends fort bien l'allemand. J'ai fait toutes les campagnes de l'Empire en Allemagne de 1806 à 1813, et

1. Garibaldi avait lui-même dissous son corps de volontaires, par esprit de conciliation, et afin de calmer certaines susceptibilités jalouses de l'armée régulière. Le but d'ailleurs était atteint. Arrivé à Naples au lendemain du départ de François II (7 septembre), il avait décrété, un mois après, le plébiscite qui incorpora définitivement le royaume des Deux-Siciles au royaume d'Italie.

Le 9 novembre suivant, Garibaldi s'embarqua pour l'île de Caprera, presque seul, ayant refusé toute espèce de récompense et resté pauvre comme auparavant.

Quant à Georges Manin dont les blessures ne se guérissaient pas, il ne put être transporté à Gênes que six mois plus tard. Comme tous les autres officiers des *Mille*, il fut réintégré dans les rangs de l'armée, mais avec le grade de lieutenant-colonel que Garibaldi lui avait conféré. F. P.

dans les garnisons de Berlin et de Vienne, au lieu de passer mon temps dans les cafés, je me suis appliqué avec toute la *furia francese*, mais aussi avec persévérance, à l'étude de votre langue; j'ai continué à Munich pendant un séjour de dix années, et je crois pouvoir dire que j'étais parvenu à parler l'allemand de manière à tromper les indigènes par ma bonne prononciation saxonne. Cela est sans exemple chez un Parisien. Je n'ai pas besoin d'ajouter que j'ai lu presque tous vos bons auteurs, depuis Lessing jusqu'à Jean-Paul.

Mon auteur de prédilection a toujours été Schiller, parce qu'il a précisément les qualités de style dont je parlais tout à l'heure. Je le lis aussi couramment que Racine, Corneille ou Bossuet. Il n'en est pas de même de Jean-Paul, et même de Gœthe; la lecture de leurs ouvrages m'est plus pénible et plus difficile.

Mais ce que je ne puis lire, ce sont les articles de polémique des journaux allemands. Avec leurs interminables périodes, lardées de phrases incidentes, et dont le dernier mot seulement nous révèle à peu près le sens, je les compare aux fameuses *notes* que rédigeait M. de Manteuffel pendant la guerre de Crimée, et qui ont été comme le dernier soupir de la vieille diplomatie. Elles me rappelaient toujours ce lazzi d'un acteur de Munich. On lui présente une lettre difficile à comprendre, et on le prie de l'expliquer. Après l'avoir parcourue, il la rend à son interlocuteur, en lui disant d'un air grave et solennel : « *Es ist Kanzleistil, das darf man nicht verstehen.* (C'est style de chancellerie, cela ne doit pas se comprendre.) »

A Georges Manin (à Turin).

Paris, 20 mars 1862.

Il y a bien longtemps que je veux vous écrire. Si je ne l'ai pas fait plus tôt, c'est que je n'avais rien de consolant à vous mander. Vous voyez, par les débats de nos deux Chambres, quel est l'esprit hostile des philistins qui les composent, relativement à l'Italie. Cependant j'espère toujours que les Italiens arriveront à leur but, s'ils savent unir la patience aux vertus qui les distinguent. La patience est aussi une vertu héroïque, et nous avons un proverbe qui dit : « Tout vient à point à qui sait attendre. » Je comprends bien néanmoins combien il est difficile d'attendre patiemment, lorsqu'on souffre toujours; il faut une vertu stoïque.

Si vous voyez le général Garibaldi, dites-lui que je l'aime et que je l'admire toujours, mais que je le vois avec peine entouré de brouillons comme ***, d'ambitieux comme ***, et d'intrigants comme ***. L'âme candide et noble de notre cher général prête sans doute à ces gens-là et à leurs pareils des vertus qu'ils n'ont pas. Quant à moi, je ne les crois bons qu'à porter le trouble et la discorde parmi les Italiens, et je les regarde comme un des plus grands obstacles à la régénération de votre chère patrie.

Vous apprendrez sans doute avec plaisir, mon cher Georges, que ma santé s'est beaucoup améliorée depuis quelques mois, et que je me porte beaucoup mieux que lorsque vous m'avez connu, il y a dix ans. Cela est d'autant plus surprenant, que l'année dernière, à la même époque, j'ai fait une maladie de plusieurs mois qui m'a mis à deux doigts du tombeau. Cependant, je suis tout près d'entrer dans ma soixante-dix-neuvième année! A la vérité, j'ai perdu entièrement un œil, mais l'autre me sert suffi-

samment pour me guider et pour signer mon nom au moyen d'un verre grossissant. En somme, je serais assez content de mon état de santé, si mes jambes ne commençaient à me refuser le service. Je ne puis guère marcher plus de dix minutes, d'un pas chancelant, et encore faut-il que ce soit sur l'asphalte des Champs-Élysées,

*A Mme la baronne d'A*** (à Munich).*

12 août 1862.

Nous sommes assez tristes en ce moment, à cause des événements de la Sicile. Mon cher Garibaldi nous tient dans de terribles angoisses; il est exaspéré et il a bien sujet de l'être, ainsi que tous les patriotes italiens. Depuis trois ans, notre gouvernement les tient le bec dans l'eau, et continue à occuper Rome avec ses troupes, sous prétexte d'amener une conciliation, évidemment impossible!

Je veux ajouter quelques mots de ma *patte étique* (calembour), afin de vous prouver que je ne suis pas si aveugle que j'en ai l'air, et que pour un homme qui frise les 80, j'ai encore la main assez ferme. Je veux aussi que cette main vous dise que je vous aime beaucoup, quoique vous ne m'aimiez guère!

Ma chère Frédérique, contre l'ordinaire, s'est beaucoup amusée le mois dernier. Il lui est arrivé de Turin des amies italiennes très vives, très allantes, infatigables, voulant tout voir et tout connaître. Elles ont fini par entraîner ma femme dans leurs courses, même au théâtre, où Frédérique n'avait pas mis le pied depuis un siècle.

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 12 août 1862.

Je ne suis pas en état de répondre à vos charmantes lettres; mon esprit est absorbé par les événements qui se passent en Italie et qui peuvent avoir les plus funestes conséquences pour ce pays. Cela nous fait passer de bien tristes journées.

Comme j'en étais là, voici deux enfants qui se jettent à mon cou, l'un à droite, l'autre à gauche, et qui couvrent de leurs baisers ma vieille frimousse : c'est Giorgio, c'est Bianca, qui arrivent d'Espagne avec leur maman Ristori et leur papa Capranica. Ils repartent demain pour l'Italie et reviendront en France au mois d'octobre.

On vient en ce moment m'annoncer que les nouvelles de Sicile sont alarmantes. Ce Garibaldi est un terrible homme; je l'aime de tout mon cœur, mais je lui voudrais plus de patience et plus de prudence. Du reste, il faut bien convenir que, depuis trois ans, notre gouvernement a fait tout ce qu'il fallait pour pousser à bout la patience des patriotes italiens[1].

1. Le Parlement italien, s'associant à l'opinion jadis exprimée par M. de Cavour, avait déclaré à l'unanimité que « l'Italie ne pouvant autrement se constituer, Rome devait être sa capitale et le pouvoir temporel être supprimé ». Ce vote n'avait alors provoqué aucune protestation de la part du gouvernement français, qui semblait croire au contraire à l'efficacité de certaines négociations, tentées à ce moment par le gouvernement italien auprès du saint-siège, négociations malheureusement bientôt interrompues par la mort de M. de Cavour. L'agitation de l'Italie au sujet de sa capitale allait chaque jour croissant depuis lors. En ce moment Garibaldi, après avoir réuni en Sicile un nouveau corps de volontaires, annonçait hautement l'intention d'entrer à leur tête dans la Ville éternelle, très persuadé que cela pouvait se faire, sans pour cela en venir aux mains avec l'armée française. Le gouvernement italien, justement effrayé de ce projet chimérique, et n'ayant pu en dissuader Garibaldi, envoya des troupes régulières pour lui barrer la route. Il en résulta la déplorable rencontre

A la même.

Paris, 31 août 1862.

Nous vivons ici depuis quelques jours dans un trouble et une agitation que vous comprendrez facilement, vous qui connaissez si bien notre amour pour la cause italienne, et notre admiration pour Garibaldi. Si l'ardeur de son patriotisme l'a emporté au delà des voies légales, il n'en reste pas moins le plus grand et le plus noble caractère de notre époque. Ce n'est pas l'avis de certaines gens que vous connaissez et qui s'empressent aujourd'hui de lui donner le coup de pied de l'âne, avec cette lâcheté et cette bassesse de cœur qui les caractérisent. Quoi qu'il en soit, on doit aujourd'hui se féliciter du prompt dénouement du drame effrayant, préparé en Sicile. Grâce à Dieu, il n'y aura point de guerre civile en Italie et nous n'aurons plus de prétexte pour laisser encore nos troupes à Rome. Si le pape et ses cardinaux ne veulent pas recevoir une garnison italienne, ils seront libres de quitter Rome, et bon voyage.

Au général Garibaldi (au Varignano).

Paris, 19 octobre 1862.

Mon cher et bien-aimé général, un de vos amis, dont on n'a pu me dire le nom, écrivit il y a quelque temps à l'éminent chirurgien français, M. Nélaton, pour le prier de se rendre auprès de vous. M. Nélaton répondit par le télégraphe qu'il serait heureux de partir immédiatement pour

d'Aspromonte (29 août) à la suite de laquelle le général Garibaldi, grièvement blessé, fut transporté au fort de Varignano, près de la Spezzia. F. P.

le Varignano, s'il pouvait être certain d'être bien reçu par vous; c'est-à-dire non seulement avec la bienveillance que vous accorderiez à tout témoignage d'intérêt, mais avec confiance dans les lumières du médecin. Pour cela, il demandait quelques lignes, contenant un appel direct, signées de vous ou de vos médecins ordinaires. Aucune réponse satisfaisante n'ayant été faite à cette demande, M. Nélaton dut renoncer à son voyage.

Je n'ai certes pas la prétention de pouvoir juger, mieux que ceux qui vous entourent, votre blessure. Je ne suis pas médecin; mais je suis un vieux soldat; j'ai été moi-même blessé et j'ai vu bien des blessures. A tort ou à raison, j'ai toujours cru que la balle était restée dans le pied; le rapport du chirurgien anglais, M. Partridge, ne m'a rassuré qu'à demi; la cessation de toute douleur m'avait seule tranquillisé pendant un moment. Mais voici que vous avez recommencé à souffrir! Cette nouvelle m'afflige et me tourmente au dernier point et m'empêche de dormir. Je viens vous demander de rendre à un vieil ami un repos dont il a grand besoin. Vous le pouvez, en adressant à M. Nélaton l'appel direct dont il fait dépendre son départ. Vous ne sauriez me donner une plus grande preuve de votre affection. En aucun cas, ne prenez la peine de me répondre; envoyez seulement le plus tôt possible quelques lignes pour M. Nélaton et, en attendant, veuillez charger M. Rubattino, qui vous remettra cette lettre, de me faire savoir par télégramme si vous acceptez ou si vous refusez[1].

1. Le télégramme, envoyé en réponse à L. Planat, portait ces mots : « Le général accepte avec plaisir; lettre par courrier. » M. Nélaton toutefois, sans vouloir attendre davantage, partit le soir même pour Varignano, d'où il revint au bout d'une semaine, après avoir constaté la présence de la balle et tout préparé pour sa prochaine extraction; enthousiasmé du reste de Garibaldi. F. P.

*A Mme d'A*** (à Munich).*

Paris, 2 novembre 1862.

Chère sœur, je commence par vous dire que nous nous portons fort bien, ma femme et moi, surtout depuis que nous sommes rassurés sur le sort de notre pauvre blessé. Je vous dirai entre nous que nous avons beaucoup contribué au voyage du docteur Nélaton à la Spezzia.

J'aurais bien envie de vous faire une petite querelle, à cause des torts que vous attribuez au roi Victor-Emmanuel en cette occasion. Mais vous vivez dans un monde qui lui est très hostile; et, d'un autre côté, vous et vos compatriotes n'avez pas encore bien compris ce que c'est qu'un gouvernement vraiment constitutionnel, c'est-à-dire un gouvernement où le roi règne et ne gouverne pas, n'ayant d'autres fonctions que de faire grâce et de changer ses ministres lorsqu'ils n'ont pas la majorité dans le Parlement. Mais cela est trop simple pour des têtes allemandes qui aiment tout ce qui est vague et compliqué, et qui, tout en aspirant à la liberté, ne conçoivent pas que le roi ne puisse pas faire tout ce qu'il veut. L'affaire d'Aspromonte et tout ce qui s'ensuit sont le fait du ministère et non du roi, qui, à vrai dire, est complètement garibaldien et qui, dès le principe, voulait l'amnistie. Mais en voilà assez sur ce chapitre.

A la même.

Paris, 12 décembre 1862.

Vous me taquinez toujours sur ma politique. Je ne m'en plains pas, car j'aime assez la discussion *par écrit*, mais il faut y mettre de la bonne foi. Vous me faites dire ce que je

n'ai jamais dit, savoir : « Que vous n'aspirez pas à la liberté dont jouissent les Français et les Italiens d'aujourd'hui ! » Je ne suis pas aussi absurde que vous me faites, puisque les Français sont aujourd'hui sous l'empire du despotisme. Quant aux Italiens, ils commencent à peine à sortir de leurs chaînes; loin de s'étonner qu'ils ne soient pas encore parvenus à concilier l'ordre et la liberté, il faut au contraire admirer leur patience, leur bon sens et leur modération, au milieu des efforts du parti austro-clérical et de notre gouvernement pour les pousser à l'anarchie. J'ai dit et je répète que les Allemands ne se font pas jusqu'à présent une idée nette du gouvernement constitutionnel, témoin ce qui se passe à Berlin et ce qui se dit à la Diète de Francfort, ainsi que dans les réunions de *Gross-Deutschland*, *Klein-Deutschland*, etc.

Comme j'en étais là, ma femme est venue me surprendre, et s'est mise dans une grande colère, en voyant que j'avais tant écrit, disant que je voulais absolument me rendre aveugle pour la faire enrager. Il faut donc finir bien malgré moi, car j'avais dans la tête de quoi couvrir les quatre pages.

Envoyez-nous Albert le plus tôt possible. Nous l'attendons avec impatience.

Adieu, mille tendresses.

Nous sommes arrivés au moment le plus douloureux de notre tâche. L. Planat vécut encore plus d'une année, mais cette année, hélas! fut un martyre sans nom, et nous ne pouvons fixer notre pensée sur cette époque de souffrances inouïes, sans éprouver un véritable frisson de douleur. Peut-être n'aurions-nous pas le courage d'aller plus loin, si les quelques lettres qui nous restent à citer ne nous semblaient de nature à faire apprécier, encore mieux peut-être que toutes celles qui ont précédé, l'âme char-

mante, le caractère exceptionnel de l'homme dont nous avons voulu retracer la vie.

F. P.

*A Mme de B*** (à Rio-Janeiro).*

Paris, 5 mai 1863.

Très chère amie, j'ai été saisi, le 15 avril dernier, d'un mal affreux que je ne connaissais que par ouï-dire et dont je ne suis pas encore tout à fait débarrassé; cela s'appelle une névralgie rhumatismale, accompagnée d'une violente inflammation de l'œil droit; cela s'appelle encore : tic douloureux de la face. La sainte Inquisition, si ingénieuse en fait de tortures, n'a rien inventé de pareil. Les souffrances endurées dans les premiers temps étaient telles que j'aurais regardé comme un bienfaiteur l'homme qui m'aurait brûlé la cervelle. Cette maladie dure depuis plus de trois semaines, et, quoique bien affaiblie, elle me tourmente encore beaucoup et me rend incapable de faire quoi que ce soit. Je ne vous apprendrai rien de nouveau en vous disant que ma chère femme me soigne jour et nuit avec une bonté et une patience angéliques. Je lui dois certainement vingt ans d'existence; mais j'étais loin de penser que cela aboutirait à une fin si cruelle dans ma quatre-vingtième année.

Je ne suis pas même en état de signer cette lettre; mais vous en connaissez l'écriture. Il m'a fallu pour la dicter tout le sentiment d'une promesse et d'un devoir à accomplir. Vous m'en saurez quelque gré, j'en suis sûr, et vous m'excuserez de n'y rien ajouter.

*A Mme D*** (à Alger).*

Paris, 7 juin 1863.

Chère et excellente amie, je croyais avoir épuisé la série des maux qui affligent justement un vieux pécheur, sur la fin de son existence. Mais point du tout. Les souffrances que j'ai éprouvées depuis deux mois sont au-dessus de tout ce qu'on peut imaginer; je me trouvais soulagé quand elles n'avaient que le caractère d'une rage de dents. C'est dans de pareilles maladies que la médecine étale au grand jour toute son ignorance et toute son impuissance. On a essayé de tous les poisons, tels que : aconit, belladone, morphine, chloroforme, etc.; si bien que ma chambre avait fini par ressembler à celle de la Brinvilliers. Cela a duré six semaines, et c'est dans la septième seulement que j'ai commencé à avoir du repos. Que de fois, dans le cours de ces six semaines, ai-je entendu ces mots : « Dans trois jours vous serez guéri. » Mais je n'ai ni l'envie ni la force de pousser plus loin ces détails, peu intéressants pour tout autre que vous. J'ai voulu seulement vous apprendre moi-même qu'après tant de souffrances je commence à espérer d'en voir prochainement la fin. Je n'ajoute point de protestations inutiles, vous savez combien je vous aime.

A la même.

Paris, 20 août 1863.

Voici probablement la dernière lettre que vous recevrez de moi, du moins pour cette année. Quoique ma santé se soit améliorée, je ne suis pas encore exempt de douleurs névralgiques, et, pour m'en délivrer entièrement, les méde-

cins me recommandent de ne penser à rien, de ne m'occuper de qui ni de quoi que ce soit. Ces prescriptions sont impossibles à suivre, et tout ce que je puis faire pour ces messieurs, c'est de ne plus écrire à personne, même à mes plus chers amis. Rien ne m'est plus pénible que de renoncer à ces douces correspondances d'Alger et du Brésil, mais il faut céder à la nécessité.

Adieu donc, chère amie, soyez heureuse et contente, et pensez quelquefois à ce vieux moribond qui vous aime tendrement.

*A Mme d'A*** (à Munich).*

6 décembre 1863.

Ma santé n'est pas meilleure que par le passé; j'ai de bons et de mauvais jours et je ne suis jamais exempt de douleurs. C'est un mal que je crois incurable. Il faut donc me résigner à vivre avec cet ennemi. Ma femme se porte bien, quoiqu'elle ne cesse de me veiller jour et nuit. Je ne sais comment elle y résiste, c'est une grâce d'état. Adieu, très chère sœur, mes forces sont à bout.

*A Mme D*** (à Alger).*

28 janvier 1864.

Quoi qu'en disent Esculape et sa docte cabale, il m'est impossible de laisser passer ce mois de janvier sans vous renvoyer au centuple les vœux que vous formez pour ma santé et ma prospérité. Mais on ne peut guère vous souhaiter autre chose que ce que vous possédez maintenant. Vous êtes dans un pays où règne un éternel printemps, vous y jouissez d'une bonne santé, vous y êtes aimée et

considérée, votre mari y occupe un haut emploi qui le rend à peu près indépendant; que peut-on désirer de plus?

Mais il faut que je finisse, car je suis en nage; c'est à peine si j'ai la force de vous embrasser comme je vous aime.

*A Mme de B*** (à Rio-Janeiro).*

4 février 1864.

Votre bonne et aimable lettre me donne presque l'espoir d'embrasser encore, avant de partir pour l'autre monde, tous nos Barral transatlantiques. Vous dites : « C'est l'affaire de quelques mois de plus ou de moins. » C'est à cette phrase que je me cramponne. J'y puise des forces qui me feront aller aussi loin que possible.

Du reste, je me suis parfaitement trouvé du régime de marmotte et d'huître à l'écaille que j'ai suivi depuis six mois, n'écrivant pas, ne voyant presque personne et ne pensant à presque rien. Mes douleurs névralgiques ont entièrement disparu, et j'espère que c'est pour toujours.

C'était pour toujours, en effet! Les atroces douleurs du printemps précédent ne revinrent pas; mais toutes les forces vitales étaient épuisées. Peu de jours après avoir écrit cette lettre, une fièvre de langueur s'empara de L. Planat, dont rien ne put arrêter désormais l'affaiblissement graduel. Le 23 avril 1864, il s'éteignit, tel qu'il avait vécu, plein de mansuétude, de bonté, de la plus tendre sollicitude pour ceux qu'il laissait derrière lui. Dix jours seulement le séparaient de sa quatre-vingt-unième année.

F. P.

APPENDICE

APPENDICE

Nous croyons compléter notre œuvre, en reproduisant ici quelques-unes des lettres adressées à la veuve de L. Planat à la mort de son mari. L'une de ces lettres est de M. Henri Martin, deux du général Garibaldi, deux autres enfin de Mme D^***^ (cette amie, si pleine de cœur et d'intelligence qui pendant les dernières années de L. Planat était devenue sa correspondante préférée).

F. P.

A Mme Planat de la Faye.

Saint-Quentin, 28 avril 1864.

Chère Madame et bien excellente amie,

Obligé de repartir hier, je n'ai pu aller vous exprimer ma bien douloureuse et bien profonde sympathie. Ce coup, que ceux qui vous aiment voyaient venir depuis des mois avec une anxiété croissante, a donc enfin éclaté et rompu le lien de ces deux existences dont l'une, on peut le dire, faisait durer l'autre par des miracles de dévouement de toutes les heures! La plus difficile à supporter des souffrances morales sera pour vous la cessation de ces habitudes d'une sollicitude perpétuelle qui épuisait vos forces, mais était comme nécessaire à votre âme.

Le voilà donc parti, lui aussi, sans avoir vu se réaliser son vœu, de ne pas mourir sans voir Venise libre. Le voilà réuni à Manin et à tous ceux des nôtres qui ont quitté ce triste monde! Ont-ils conscience, là où ils sont, de ce qu'ils ont aimé, de ce qu'ils ont vertueusement

soutenu ici-bas? Nous voient-ils, nous qui ne les voyons plus? Je l'espère. Ceux qui ont ainsi vécu ont dû s'élever à une condition supérieure à la nôtre; ils sont sortis de ce monde plus grands, plus éprouvés et meilleurs qu'ils n'y étaient entrés; ils ont accompli la loi essentielle des êtres intelligents et conscients : *le perfectionnement de soi-même.*

Dès que vous le pourrez, dès que le premier ébranlement, puis la crise d'épuisement qui suit la grande secousse seront passés, que vous vous retrouverez en face de vous-même avec votre douleur, telle qu'elle doit rester, réfugiez-vous dans le travail, dans l'œuvre qu'il partageait de cœur avec vous. Je sais, par expérience, que l'activité vers un but élevé donne seule la force de vivre...

HENRI MARTIN.

A Mme Planat de la Faye.

Caprera, 24 mai 1864.

Madame,

Vous avez perdu ce que vous aviez de plus cher au monde, et nous, l'honnête, le brave, le ferme soutien de la cause des peuples. Dans votre perte irréparable, acceptez une parole d'amour d'un fils de l'Italie, que Lui avait tant aimée, et dont nous lui conserverons une reconnaissance éternelle.

Votre dévoué

GARIBALDI.

Caprera, 18 juillet.

Ma bien chère madame Planat,

Ceci est pour vous dire que je vous aime toujours bien affectueusement, et pour vous souhaiter, non l'oubli, car c'est impossible, mais un soulagement d'affliction pour le trésor que nous avons perdu irréparablement. M. Planat de la Faye n'appartenait pas à vous seule, mais à l'humanité.

Je vous baise la main de cœur. Votre dévoué

GARIBALDI.

A Mme Planat de la Faye.

Alger, 29 avril 1864.

Ma pauvre chère, je n'ai rien à vous dire. Qui pourrait essayer, sans vous faire un mal affreux, de vous parler du moindre adoucis-

sement à ce néant qui est aujourd'hui votre lot? Je voudrais être là pour empêcher que personne ne vous parle; car, parmi ceux qui vous entourent, nul peut-être ne saura comme moi l'état de votre âme infortunée. Pourquoi suis-je retenue loin de vous! Combien les entraves de la vie sont à charge lorsqu'on sent loin de soi une amie à laquelle on ferait peut-être du bien. Que de fois il me l'a dit dans sa tendre prévoyance, lorsque vous nous laissiez seuls un moment : « Je voudrais que vous fussiez près de ma femme, quand *le moment arrivera.* » Encore à mon dernier séjour, il me l'a bien répété. Vous l'entendez, n'est-ce pas, disant cela de sa voix douce? Il me semble qu'il me parle encore!

Chère amie, vous pensez bien, n'est-ce pas, que si je n'étais déjà en deuil, je l'aurais pris immédiatement pour le meilleur, le plus vrai parent de mon cœur. Je m'honore du droit de le porter, car son amitié me le donne. Et vous, vous avez pensé à moi à cette heure suprême! J'ai déjà reçu de vous bien des preuves d'affection, celle-là les surpasse toutes. Je suis navrée, presque humiliée, de n'y répondre que par une lettre, lorsque j'aurais voulu veiller avec vous près de cette chère dépouille, et surtout vous tenir dans mes bras au moment terrible de la séparation!... Combien de cœurs s'unissent à vos regrets! cet être parfait, et si éloigné pourtant de la banalité, pénétrait tous ceux qui l'approchaient, depuis les hommes éminents qui entouraient son fauteuil avec bonheur, jusqu'aux serviteurs qui, sûrement, le pleurent comme un père!

Chère amie, je vous parle peut-être trop longtemps; mais je ne puis m'empêcher de me transporter en esprit dans cette maison, où j'ai passé de si bonnes heures entre vous deux. J'y vois le deuil et la douleur... Je n'ai ressenti pour personne la sollicitude qui m'agite lorsque je songe à vous! Vous perdez un être tellement exceptionnel que vivre sans lui ne peut plus pour vous être vivre!

J'ai tout vu comme si j'y étais; j'ai devant les yeux chaque meuble, chaque coin, chaque fil de votre appartement. J'y suis avec vous, et avec cette âme angélique et tendre qui ne vous quitte pas, et que la mort même n'aura pas séparée de vous. L'enveloppe a disparu, mais le cœur, qui n'a fait qu'un avec le vôtre, ne peut vous avoir été repris. Vivez avec lui, parlez-lui comme s'il y était.

STÉPHANIE D.

A Mme Planat de la Faye.

Alger, 12 juillet 1864.

Je viens de recevoir votre lettre et je sens jusqu'au fond du cœur l'effort qu'il vous a fallu faire pour l'écrire. Vous saviez qu'il serait

apprécié et je vous remercie de comprendre si bien la nature de mon attachement pour vous. Dès que j'ai eu terminé la lecture de vos pages si douloureuses, j'ai ouvert tous mes tiroirs. Voilà trente lettres que j'ai reçues de cet inappréciable ami. Je ne les prêterais à personne, mais vous pensez bien que quand il s'agit de les remettre entre vos mains, je n'ai que le regret de ne pouvoir les faire voyager aussi vite que le télégraphe. Je n'ai que les lettres reçues depuis que je suis à Alger; elles sont parfois séparées par de longues lacunes, par suite des crises qui atteignaient si souvent ce pauvre martyr de mille souffrances. J'avais bien d'autres lettres de lui du temps jadis, de l'époque où il écrivait lui-même... où vous étiez encore de ce monde, où vous receviez continuellement. Je ferai encore de nouvelles recherches et je vous promets de vous envoyer jusqu'à la dernière ligne de tout ce que je trouverai.

Je comprends que cette chambre, où tout vous parle de lui, soit le seul lieu où vous puissiez respirer encore. Tout sentiment aussi radicalement absorbant que celui qui vous enveloppe ne peut se nourrir que de lui-même. Tout ce qui lui est étranger est un poids, une fatigue, et les seules distractions qui vous soient bonnes sont celles qui prennent leur source dans votre douleur elle-même. Vous pourrez encore sourire en relisant tant de choses spirituelles et fines écrites par lui, en vous rappelant, avec ceux qui l'ont approché, ces mots inattendus et parfois même si gais, qui sortaient de cette bouche souffrante, comme d'un esprit jeune et libre de toute préoccupation...

Chère amie, ce souvenir si parlant d'une vie exceptionnelle remplira encore les années que vous devez passer sur la terre. Ce culte incessant finira par avoir pour votre âme une douceur réelle. Le silence n'est qu'apparent, puisque vos cœurs se parlent et se parleront toujours... Je suis certaine que c'est seulement au milieu de vos reliques que vous trouverez un apaisement relatif à ce qui est sans consolation.

STÉPHANIE D.

FIN

TABLE

DES NOMS CITÉS DANS L'OUVRAGE

A

Abbatucci, 341, 345, 347, 348, 349, 358.
Abrantès (duc d'), 79.
Alexandre (empereur de Russie), III, 144, 145. 147, 150, 417.
Alix (général), 102.
Anderson, 289.
Andréossi (général), 34, 36, 37, 55.
Angoulême (duc d'), 207.
Antoine (prince), 137.
Antoine (princesse), 137, 169.
Antomarchi, 355, 357, 366.
Arenberg (général d') 151.
Ary Scheffer, XX, 634, 635.
Audiffrét Sainte-Catherine, 215, 225, 252, 255.
Augereau (maréchal), 612.
Auguste (prince), 169, 462, 483, 503.
Auguste-Amélie (princesse de Leuchtenberg), 169, 422, 432, 455, 460, 473, 474, 477, 479, 481, 482, 484, 485, 590, 595, 605, 607, 608, 613, 615, 631.
Autric, 214, 225, 252, 278.
Autriche (impératrice d'), 424, 479.
Azeglio (d'), XXIV.

B

Bacciochi (prince Félix), 368, 375, 378, 379, 389, 396, 401, 402, 403, 427, 448, 550, 606.
Bade (princesse de), 424.
Baltus, 67.
Barbacena (marquis de), 478, 479, 480, 481,
Barbès (A), 538.
Barral (comte de), 637, 684.
Barral (comtesse de), 481.
Bartolini, 362.
Bassano (duc de), 212, 219.
Bastiat, 563, 564.
Bataille (colonel), 415, 416, 608.
Bathurst (lord), 269, 270, 378, 386, 387, 397.
Bavière (reine de), 446.
Bavière (prince Charles de), 452, 455, 477, 502, 504, 505, 622.
Bavière (Louis Ier, roi de), 424, 456, 485, 498, 522, 525.
Beauharnais (marquis de), 459.
Becker (général), 220, 225.
Bedeau (colonel). 540.
Bellegarde (maréchal, comte de), 592.

Bellune (duc de), 104, 106. 611.
Béranger, 161, 408, 409.
Bernard (général), 529, 541.
Berthier (général), 34, 36, 172.
Bertrand (général, 132, 134, 158, 205, 212, 222, 223, 242, 245, 245, 346, 347, 358, 378, 379, 386, 397, 405, 545, 566, 567.
Bertrand (madame), VI, 241.
Bessières (maréchal), 129, 135, 143.
Blacas (comte de), 320, 326, 327.
Blücher, 167, 168, 180.
Bonaparte (prince Jérôme), III, IV, 137, 228, 341, 342, 345, 347, 360, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 372, 381, 411, 544, 576.
Bonaparte (prince Joseph), 222, 226, 232, 544.
Bonaparte (prince Louis-Napoléon), XV, XVI, XXI, XXII, XXIV, 430, 531, 544, 549, 555, 564, 569, 576, 643, 644, 645, 646, 648.
Bonaparte (Louis, roi de Hollande), 359, 360, 362, 364.
Bonaparte (Lucien), VIII, 372, 376, 412, 430.
Borghèse (prince), 597, 598, 599, 601, 602, 612.
Borghèse (princesse), 378, 381, 397.
Brechtel (capitaine), 108.
Brésil (impératrice du), XIII, XIV, 624.
Brice (colonel), 544.
Briqueville (colonel), 198, 199, 221.
Brouet (capitaine), 68.
Bruyère (général), 142.
Bunbury, 241, 254.
Buonavita (abbé), 397.
Burgstaller (capitaine), 98.

C

Caffarelli (général), 600.
Cailly (capitaine), 69, 70, 86, 106, 110.
Caraman (marquis de), 67, 388.
Carnot (Lazare), 35, 212.
Carnot (Hippolyte), XXVII.
Catherine (reine de Westphalie), IV, 342, 347, 353, 355, 382.
Caulaincourt (duc de Vicence), 127, 129, 213, 616.
Caux (de), 408, 414.
Cavaignac (général), 540, 555, 556.
Cavour (comte de), XX, XXI, XXII, XXIV, XXVI, XXVII, 659, 663, 668, 676.
Chambure (colonel), 154, 156.
Changarnier (général), 540.
Channing, XXVIII.
Charbonnel (général), 86.
Chédeville, 148.
Chevalier (Auguste), 573.
Chevalier (Michel), 563, 564, 568, 570, 571, 572, 573.
Chiappe, 214, 225, 228.
Clausel (maréchal), 531, 544, 547.
Colonna, 378.
Constant, V.
Constant (Benjamin), VII.
Corbineau (général), 474, 601.
Cormenin (de), 546.
Cunin-Gridaine, 534, 538.

D

Damas (duc de), 410.
Damrémont (madame), 585, 623.
Danthouard (général), XII, XIII, 519, 520, 526, 527, 587, 596, 597, 598, 600, 601, 602, 617, 618, 622,
Darnay, 431.
Davout (maréchal), 82, 98, 103, 159, 160, 218.
Decrès (duc), 219.
Degli-Antoni, 577, 578, 579.
Delaunay, 204, 206.
Denisson, 280, 281, 283, 284, 285.
Dent, 263.
Deux-Ponts (baron de), 498.
Dietz (capitaine), 99.
Drouot (général), 122, 126, 127, 131, 132, 140, 157, 158, 164, 166, 168, 170, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 182, 184, 188, 193, 195, 199, 200, 201, 202, 203, 222, 379.
Duchâtel, 538.

Dufaure, 535, 536, 538, 540, 543, 544, 624.
Duhamel, 198.
Duperré (amiral), 538, 541.
Dupin, 410, 533, 534, 535, 536.
Duroc (maréchal), 50, 129, 133, 143, 158.
Duvivier (général), 540,

E

Éblé (général), 50, 104.
Edwards (colonel), 276, 277, 278, 279.
Élisa (princesse), VII, 359, 360, 366, 373, 374, 375, 390, 414, 448.
Enghien (duc d'), 424.
Essling (prince d'), 596, 600. 603.
Eugène (prince), VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XV, XVII, XXIX, 3, 72, 74, 94, 103, 132, 347, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 420, 421, 422, 423, 424, 425. 426, 427, 429, 435, 438, 439, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 456, 457, 458, 462, 465, 473, 474, 475, 476, 478, 485, 500, 519, 520, 521, 522, 524, 525, 526, 527, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 604, 605, 606, 607, 608, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 624, 625, 631.
Eugène (fils du prince Eugène), 453, 476.
Evain (général), 126, 193, 195, 196, 203.

F

Feltre (duc de), 522, 607, 608, 613, 621.
Fesch (cardinal), VI, 222, 228, 330, 354, 355, 357, 378, 379, 382, 395, 396.
Flahaut (général), 127, 142, 146, 198, 199, 221.
Fleury (général), 638, 644.
Fontanelli (général), 601.
Forge (de la), 634.
Foucher (général), 82.
Fouraud de Beauregard (docteur), 340, 353, 354, 355; 356, 366, 380, 381, 382, 383.
François-Joseph (empereur d'Autriche), 137, 158, 424, 581, 592, 644 646, 652, 665, 671.
Frayssinet (général), 207.

G

Garibaldi (général), XX, XXII, XXIV, XXV, XXVI, XXVII, 630, 642, 643, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 672, 674, 675, 676, 678, 688.
Gassendi, 64.
Gattei (madame), 578, 579, 580.
Gérard (maréchal), 548.
Gessele, 595.
Glockner, 595.
Gourgaud (général), II, VI, 77, 198, 201, 202, 206, 220, 224, 225, 235, 236, 241, 245, 246, 347, 386, 411, 450, 474, 500.
Grouchy (maréchal), 601.
Gudin (général), 79.
Gudolle, 86, 87.
Guéroult, 649.
Guizot, 538.

H

Hankey (colonel), 269, 273, 274, 276, 277.
Harcourt (duc d'), 563.
Haton, 566, 568, 569, 570, 573.
Haussonville (comte d'), XXIX.
Havin, 634, 647, 665.
Hiller (général), 590, 592, 593, 594.
Hohenzollern-Siegmaringen, 442.
Holland (lord), 378, 386.
Houdetot (capitaine d'), 160.
Hortense (reine), IX, 221, 222, 229, 230, 378, 379, 389, 390, 391, 411, 413, 425, 439, 440, 447, 449, 614, 623.

Hubner, 638.
Hudson-Lowe, x, 378, 406.
Humann, 532.

I

Itabayana (d'), 479.
Ivan, 85.

J

Joinville (prince de), 547.
Joséphine (impératrice), 143, 215, 417, 617.
Joséphine (princesse, reine de Suède), 432, 438.
Jouan (docteur), 187.

K

Kaggeneck (madame de), 444, 445.
Karr (Alphonse), 527.
Keith (amiral), 241, 242, 244, 245, 251, 252, 253, 254.
Kirgener, (général), 143.
Koch (colonel), x, 519, 520, 521, 523, 524, 528.
Krog (comte de), 432.
K*** (de), xviii, 497, 498, 506, 507, 599.
K*** (mademoiselle de), 497, 498, 506, 507, 509, 511, 518.

L

Labédoyère (général), 221, 224, 225.
Lacoste, 167, 170.
La Fayette, 545.
Lallemand (général), 221, 225, 241, 242, 249, 251, 253, 254, 275, 278, 282, 283, 284, 286, 287, 327, 333, 359.
Lamezan, 127.
La Marmora (général), xxii.
Lamoricière (général), 539, 540, 557, 658.
Lanfrey (Pierre), xxvii, xxix, 633, 634, 635, 639, 650, 652, 657.
Lanza (général), 662.
Lariboisière (général de), 55, 56, 59, 63, 64, 76, 77, 81, 82, 86, 87, 88, 90, 91, 110, 113, 115, 117, 119, 123, 126, 133, 192, 197, 203, 334, 335, 383, 410, 449, 475, 575, 576, 577.
Lariboisière (madame de), 108, 120, 123, 125, 126, 187, 189, 190, 194, 204.
Lariboisière (Ferdinand de), 83, 85, 86, 87, 88, 92, 97, 119,
Lariboisière (Honoré de), 68, 69, 82, 87, 88, 96, 101, 115, 117, 119, 123.
Larminat, 67.
Las Cases (comte de), v, vi, 215, 224, 225, 230, 231, 233, 234, 235, 245, 343, 344, 345, 347, 353, 356, 357, 358, 378, 379, 386, 406, 412.
Lasteyrie (F. de), xvii, 633, 634, 636, 650.
Latour-Maubourg (marquis de), 407.
Lauriston, 127.
Lavalette (comte de), vii, 212, 219, 405, 413, 414, 415, 427.
Layard (général), 256, 276, 280, 282, 283, 284, 285, 286, 288.
Lebouteiller (capitaine), 96.
Lefebvre (maréchal), 181.
Legouvé, xx, 634, 650.
Legrand (général), 106.
Leuchtenberg (duchesse de), viii, x, xi, xiv, 453, 462, 463, 479, 519, 520, 521, 522, 523, 525, 526, 587, 617.
Leuchtenberg (famille de), 588, 591.
Lillicrap (capitaine), 250, 251, 252, 255, 257, 260, 262.
Lobau (général), 131.
Lœnwenhielm (comte de), 432.
Louis-Philippe, 160, 529, 544, 546, 559.

M

Macdonald (maréchal), 132, 134, 164, 173, 179, 223, 345, 527, 616.

Madame Mère, IV, 222, 330, 378, 395.
Maitland (capitaine), I, III, 233, 234, 235, 236, 241, 244, 245, 253, 254.
Maitland (gouverneur de Malte), 257, 266, 267, 269, 276, 284, 289.
Mallet (capitaine), 573.
Manin (Daniel), XVII, XVIII, XX, XXII, XXV, XXVII, 560, 561, 562, 577, 578, 579, 586, 629, 630, 633, 634, 636, 637, 640, 645, 647, 648, 650, 663, 669, 689.
Manin (Emilia), XVII, XVIII.
Manin (Georges), XXV, 635, 642, 645, 659, 661, 662, 663, 666, 672, 673, 674.
Marchand, VI, 301.
Marchangy (de), 409.
Marescot (genéral), 50.
Maria (dona), 478, 480, 485.
Marie (avocat), 624.
Marie (grande-duchesse), XIV, 622.
Marie-Antoinette, 16, 421, 423.
Marie-Louise (impératrice), 342, 411.
Marmier, 152.
Marmont (maréchal duc de Raguse), XI, XII, XIII, XIV, 59, 129, 134, 180, 188, 325, 585, 586, 587, 588, 616, 617, 618, 619, 622, 624, 625.
Martin (Henri), XVI, XVII, XVIII, 634, 635, 640, 650, 651, 687, 688.
Martin (du Nord), 530, 531.
Mauguin, 544.
Maximilien (archiduc d'Autriche), 652.
Maximilien (roi de Bavière), 421, 422, 423, 424, 425, 446, 453, 457, 588, 589, 591, 594, 616, 617, 625.
Mazade (Charles de), XXII, XXX.
Mazzini (Joseph), XX, 580.
Mecklembourg-Strelitz, 135.
Mercher, 278.
Miollis (général), 597.
Metternich (prince de), 354, 356, 358, 388, 401, 402, 422, 478, 479, 485, 592, 594, 606.
Miguel (don), 478, 485.
Mohl (madame), 664, 665.
Molé (comte), 528, 529, 530, 540, 541.
Moncey (maréchal), 548.
Montalivet (comte de), 529, 530.
Montessuy, 42, 49.
Montfort (Jérôme, prince de), 327, 335, 336, 347.
Montholon (comte de), 215, 224, 226, 230, 245, 378, 379, 386, 387, 391, 405, 406, 544.
Montholon (madame de), VI, 229, 231, 232, 378, 379, 381, 382, 383, 386.
Moreau (général), 163.
Mornand, 634.
Morny (duc de), 571, 572, 638.
Mortemart (duc de), 330.
Mortier (maréchal), 166.
Mosbourg (comte de), 544.
Murat (Joachim), 74, 93, 95, 109, 113, 114, 162, 228, 420, 421, 442, 522, 591, 594, 600, 604, 605, 608, 609, 610, 611, 614, 615, 620, 621.
Murat (prince Lucien), 222, 544.
Mussard, 632.

N

Narbonne (comte de), 160.
Neigre (général), 103.
Nélaton (Dr), XXVII, 677, 679, 679.
Nemours (duc de), 545, 546.
Neubourg (duchesse de).
Neuchâtel (prince de), 78, 80, 95, 127, 145, 155, 159, 161.
Ney (maréchal), 82, 83, 100, 103, 106, 129, 130, 131, 133, 134, 140, 141, 163, 616.

O

Odilon Barrot, 547, 549, 557.
Oliveira (chevalier d'), 481.
Ollivier (Démosthène), XVI, 355, 356.
O'Meara, V, IX, 355, 356.
Orsini, 631.
Otto (colonel), 262, 263, 280, 281, 282, 283, 286, 287, 289, 305, 460.
Otrante (duc d'), 213, 367, 385, 605, 606.
Oxenstiern (comte d'), 432.

P

Pacca (monsignor), 332, 333.
Padoue (duc de), 544, 545.
Palombini (général), 601.
Pallavicino (marquis), 560, 640, 662.
Parquin, 549.
Partridge, 678.
Pasini, 648, 649.
Passy, 534, 535, 536, 538, 541.
Pauline (princesse), VII, 330, 379, 382, 398.
Pedra-Branca, 480, 381, 483, 484.
Pedro (don), 478, 479, 483, 484, 485.
Perrotin, XIV, 623, 624, 625, 631.
Persigny (duc de), XVII, 572, 573, 575.
Pie IX, XXIII.
Pino (général), 601.
Planat (Guillaume), 9, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 40, 42, 43.
Planat (Gabriel), 9.
Planat (Joseph), 9.
Planat (madame G.), 39, 43, 57, 60.
Planat (madame), XVIII, XX, XXVIII, XXIX, XXX, XXXI.
Polignac (duc de), 11, 34.
Possé (comte de), 380, 382, 387, 432.
Prince-Régent, 236, 269.
Prusse (roi de), 665.
Prusse (reine de), 424.

R

Radetzki (maréchal), 581.
Rapp (général), 145, 150, 151, 152, 153, 154, 157.
Ratazzi, 663.
Ravignan (de), 127, 128, 146.
Reck (madame), 444.
Reggio (duc de), 104.
Regnault de Saint-Jean-d'Angely, 203, 500.
Regnault de Saint-Jean-d'Angely (madame), 545.
Rémusat (madame de), III.
Résigny, 157, 197, 198, 199, 201, 204, 206, 212, 225, 230, 244, 253, 278, 315, 318, 320, 336, 338, 500.
Rezende (marquis), 478.
Richelieu (duc de), 320, 326, 328, 329, 334.
Rieder (Auguste), XV, XVI, XVII, 565, 566, 567, 569, 570, 571, 572, 573, 574.
Ristori (madame), 664, 665, 668, 676.
Rivière, 278, 566.
Rohan-Chabot, 179.
Roggenbach (baron de), 445.
Rouyer (général), 593, 594.
Rovigo (Savary, duc de), 52, 212, 221, 222, 224, 225, 231, 233, 241, 242, 249, 251, 253, 254, 257, 260, 264, 266, 268, 270, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 282, 283, 284, 286, 288, 289, 327, 329, 330, 333, 344.

S

Saint-Arnaud (général), XVI, 566.
Saint-Jacques, 214, 225.
Saint-Laurent, 43, 46, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 59, 63, 64.
Saint-Yon, 204, 214, 225.
Salvandy, 529.
Sancy (de), 67.
Sauzet, 535, 536.
Saxe (roi de), 169.
Saxe (reine de), 424.
Saxe (famille royale de), 136, 138, 172.
Say (Horace), 563.
Schneider (général), 538, 541.
Schuh, 625, 629, 631.
Schultz, 271, 278.
Schwarzenberg (prince), 162, 167, 170, 610, 611.
Ségur (général de), 527.
Severoli (général), 613.
Simon (Jules), XXVII, 634.
Songis (général), 56.
Sophie (archiduchesse), 424.
Soult (maréchal), 149, 410, 538, 541, 544, 546.
Stedingk (baron de), 432.